|  |
| --- |
| **SOUS LA DIRECTION DE**  Claude SAVARY  Professeur de philosophie, Université du Québec à Trois-Rivières  (1984)  Les rapports culturels entre le Québec et les États-Unis  **LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES** CHICOUTIMI, QUÉBEC <http://classiques.uqac.ca/> |



<http://classiques.uqac.ca/>

*Les Classiques des sciences sociales* est une bibliothèque numérique en libre accès, fondée au Cégep de Chicoutimi en 1993 et développée en partenariat avec l’Université du Québec à Chicoutimi (UQÀC) depuis 2000.



<http://bibliotheque.uqac.ca/>

En 2018, Les Classiques des sciences sociales fêteront leur 25e anniversaire de fondation. Une belle initiative citoyenne.

Politique d'utilisation  
de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l’autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.

- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

**L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.**

Jean-Marie Tremblay, sociologue

Fondateur et Président-directeur général,

LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur associé, Université du Québec à Chicoutimi

Courriel: [classiques.sc.soc@gmail.com](mailto:classiques.sc.soc@gmail.com)

Site web pédagogique : <http://jmt-sociologue.uqac.ca/>

à partir du texte de :

Sous la direction de Claude Savary

**Les rapports culturels entre le Québec et les États-Unis.**

Québec : Institut québécois de recherche sur la culture (IQRC), 1984, 353 pp.

[Autorisation accordée par le professeur Claude Savary le 25 mai 2021 de diffuser ce livre en libre accès à tous dans Les Classiques des sciences sociales.]

Boite_aux_lettres_clair Courriels : Claude Savary : [Claude\_Savary@UQTR.CA](mailto:Claude_Savary@UQTR.CA) ou [gausav@axion.ca](mailto:gausav@axion.ca)

Police de caractères utilisés :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5’’ x 11’’

Édition numérique réalisée 2 juillet 2021 à Chicoutimi, Québec.

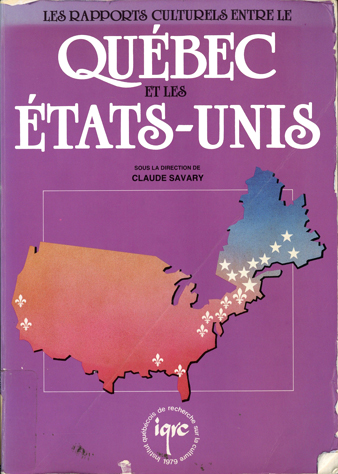
fait_sur_mac

**SOUS LA DIRECTION DE**

Claude SAVARY

Professeur de philosophie, Université du Québec à Trois-Rivières

Les rapports culturels  
entre le Québec et les États-Unis.



Québec : Institut québécois de recherche sur la culture (IQRC), 1984, 353 pp.

**Les rapports culturels entre le Québec  
et les États-Unis.**

Quatrième de couverture

[Retour à la table des matières](#tdm)

La culture d’une société et les défis auxquels celle-ci doit faire face découlent des rouages de l’histoire et des impératifs de la géographie. C’est ce que résumait, à sa manière, Alexandre Taschereau, alors premier ministre du Québec, lorsqu’il déclarait en 1927 qu’« il aimait mieux importer des dollars américains qu’exporter des Canadiens aux États-Unis ».

Dans le passé, nos rapports de voisinage avec les Américains ont puissamment contribué à façonner nos idéologies et nos mouvements sociaux ; cela caractérise aussi la situation d’aujourd’hui. La société québécoise a été touchée profondément par ce qu’on nomme tantôt l’industrialisation, tantôt l’américanisation, tantôt la modernité... Souvent « séduite » par Tailleurs, motivée aussi par une nécessité culturelle qui écarte des déterminations purement économiques et politiques, cette société a été constamment amenée à se poser les questions de son devenir. Pour inciter à mieux voir cette conjoncture et à l’analyser plus à fond nous présentons ici des études qui en exposent des aspects fondamentaux.

**Note pour la version numérique** : La numérotation entre crochets [] correspond à la pagination, en début de page, de l'édition d'origine numérisée. JMT.

Par exemple, [1] correspond au début de la page 1 de l’édition papier numérisée.

[3]

Les rapports culturels entre

Le QUÉBEC

Et Les

ÉTATS-UNIS

SOUS LA DIRECTION DE  
CLAUDE SAVARY

1984

IQRC

Institut québécois de recherche sur la culture

[4]

ISBN 2-89224-042-5

Dépôt légal — Bibliothèque du Québec

3e trimestre 1984

Institut québécois de recherche sur la culture

93, rue Saint-Pierre

Québec, Qc

G1k 4A3

[5]

**Les rapports culturels entre le Québec  
et les États-Unis.**

Table des matières

[Quatrième de couverture](#Rapports_culturels_4e_couverture)

[Présentation](#Rapports_culturels_presentation) [7]

Claude Savary, [Avant-propos](#Rapports_culturels_avant_propos) [9]

**Première partie.**[**Perspectives historiques, des origines  
à la Deuxième Guerre mondiale**](#Rapports_culturels_pt_1) [19]

Cameron Nish, “[Étude comparative de la colonisation du continent américain : colonies françaises, britanniques et espagnoles](#Rapports_culturels_pt_1_texte_01).” [21]

Commentaire, par Denys DELAGE [35]

Jean-Paul BERNARD, “[Les idéologies québécoises et américaines au 19e siècle](#Rapports_culturels_pt_1_texte_02).” [41]

Commentaire, par André VACHET, “Post-scriptum à Jean-Paul Bernard : libéralisme ou pas [63]

Guildo ROUSSEAU, “[Les relations littéraires Québec/États-Unis au XIXe siècle](#Rapports_culturels_pt_1_texte_03).” [71]

Commentaire, par Maurice POTEET [97]

Yves ROBY, “[Un Québec émigré aux États-Unis : bilan historiographique](#Rapports_culturels_pt_1_texte_04).” [103]

Commentaire, par Pierre ANCTIL [131]

Commentaire, par Claire QUINTAL, « Ces autres vous-mêmes » [139]

Richard A. JONES, “[Le spectre de l’américanisation](#Rapports_culturels_pt_1_texte_05).” [145]

Commentaire, par André-J. BÉLANGER [167]

[6]

**Deuxième partie.**

[**PROBLÈMES D’AUJOURD'HUI**](#Rapports_culturels_pt_2) [171]

Bruno PERRON, “[L’arrière-plan économique et politique](#Rapports_culturels_pt_2_texte_06).” [173]

Commentaire, par Pierre-André JULIEN, Les relations économiques Québec/États-Unis à la lumière des tendances récentes. [195]

Ronald SUTHERLAND, “[Les États-Unis et la littérature québécoise](#Rapports_culturels_pt_2_texte_07).” [201]

Commentaire, par Paul-André BOURQUE [211]

Charles H. DAVIS, “[L’enseignement supérieur et la recherche](#Rapports_culturels_pt_2_texte_08).” [215]

Commentaire, par Brigitte SCHROEDER-GUDEHUS [243]

André JOYAL, “[Les « nouvelles cultures »](#Rapports_culturels_pt_2_texte_09).” [247]

Commentaire, par Andrée FORTIN, Enjeux de la nouvelle culture. [261]

Line ROSS et Roger DE LA GARDE, “[Les médias et l’industrialisation de la culture](#Rapports_culturels_pt_2_texte_10).” [267]

Commentaire, par Yvan LAMONDE [321]

**Troisième partie.**

[**TABLES RONDES**](#Rapports_culturels_tables_rondes) [325]

[L’enseignement et la recherche sur les États-Unis dans les universités québécoises ; l’enseignement et la recherche sur le Québec dans les universités américaines](#Rapports_culturels_tables_rondes_1). [327]

[Notre orientation culturelle en Amérique du Nord](#Rapports_culturels_tables_rondes_2). [339]

[Liste des collaborateurs](#Rapports_culturels_liste_collaborateurs) [347]

[7]

**Les rapports culturels entre le Québec  
et les États-Unis.**

PRÉSENTATION

[Retour à la table des matières](#tdm)

Les textes rassemblés ici sont tous issus d’un colloque tenu à Trois-Rivières du 21 au 24 septembre 1983, sur le thème : « Les rapports culturels entre le Québec et les États-Unis ». Organisée conjointement par l’Institut québécois de recherche sur la culture et l’Université du Québec à Trois-Rivières, cette rencontre avait pour buts de dresser un bilan des travaux faits en ce qui concerne nos rapports culturels avec les États-Unis, de prêter attention à notre perception de ces rapports et de proposer des avenues de recherche ainsi que de suggérer des travaux qu’ il conviendrait de faire.

Qu’il me soit permis de remercier chaleureusement toutes les personnes qui, de près ou de loin, ont contribué à rendre possible la tenue du colloque d’abord et la publication de ce livre ensuite. En premier lieu, bien sûr, ceux et celles qui ont accepté d’y participer. Aussi l’administration de l’Université du Québec à Trois-Rivières pour son appui à l’organisation du colloque et le ministère des Affaires intergouvernementales du Québec dont une généreuse subvention a rendu le tout possible. Et surtout, pour finir, l’Institut québécois de recherche sur la culture sans qui, manifestement, rien de ceci n’aurait pu se réaliser.

C.S.

[8]

[9]

**Les rapports culturels entre le Québec  
et les États-Unis.**

AVANT-PROPOS

[Retour à la table des matières](#tdm)

Les études sur les rapports entre le Québec et les États-Unis paraissent avoir été généralement orientées vers deux pôles. D’une part, on s’est livré à la prospection d*'influences,* plutôt conçues comme nocives, et dont on voulait dénoncer de dangereuses conséquences. Cette attitude comportait des émotions ambivalentes : craintes relatives à une influence envahissante ainsi qu’à diverses formes d’aliénation [[1]](#footnote-1) en même temps que le sentiment d’une nécessité d’emprunter. D’autre part, on a procédé à la confection de bilans des rapports politiques et économiques, pour décrire une situation, mais d’une manière abstraite et statique. La nature de ces bilans est telle que l’accent y est mis sur les rapports *officiels* qui renvoient ordinairement à des politiques et à des ententes gouvernementales.

Néanmoins, il est clair que dans le passé la relation avec les États-Unis a aussi été perçue et étudiée autrement, c’est-à-dire plus concrètement et, en quelque sorte, « objectivement » et froidement. C’est le cas, par exemple, des analyses d’Edmond de Nevers (1896 et 1900), d’Errol Bouchette (1906) et des travaux publiés en 1941 par Gustave Lanctôt [[2]](#footnote-2). Plutôt que d’être saisi au travers d’activités diplomatiques ou institutionnelles, ou approché du point de vue d’une morale, le fait est alors envisagé comme une donnée de l’histoire. De cela témoignent, plus près de nous encore que les études que j’ai mentionnées, les [*Essais sur le Québec contemporain*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030274949) publiés en 1953. Le texte de Jean-Charles Falardeau, qui clôt cet ensemble d’essais, manifeste une telle conscience de la situation. En se référant simultanément au développement économique et à la géographie, il préfigure cette certitude que nous ressentons aujourd’hui, celle d’être entraînés dans un mouvement planétaire [[3]](#footnote-3). Il s’agissait d’une saine reconnaissance de l’histoire et de ses enjeux, déjà explicités comme des défis qu’on essaie de comprendre plus que comme des menaces. Un énoncé comme celui-ci le suggère : « De fait, le processus fondamental de notre société dont traitent directement ou indirectement les études de ce volume et dont l’industrialisation ne fut en définitive qu’une des manifestations est celui de l’américanisation [[4]](#footnote-4) ».

Mais pourquoi s’attarder à des rapports *culturels*? Il faut d’abord spécifier, car la méprise est si courante, qu’il ne sera pas ici question de relations culturelles conçues comme des « échanges », comme une diffusion et une circulation de produits (livres, disques, revues, tournées de troupes de théâtre, etc.). Parmi tous les sens que l’on donne au mot *culture*, il faut retenir son sens anthropologique, soit l’ordre des normes, des valeurs, des comportements, de l’action et de l’organisation de l’existence. Il est ici proposé que c’est à ce niveau plus « totalisant », où les réactions sont globales et concrètes, celui de la culture au sens anthropologique, qu’il sera pertinent de se placer. Ce qu’il peut y avoir d’imprécis dans cette approche trouve sa contrepartie positive dans le fait qu’elle permet d’appréhender tous les aspects d’un ensemble. Et, par ailleurs, si les données économiques et politiques cessent d’être abstraites et ont pour nous quelque pouvoir de motivation ainsi que leur signification entière, n’est-ce pas parce qu’elles sont reprises sur un [10] autre registre qui est celui de la culture ? Si ce n’est pas le cas, quel peut bien être le sens des décisions que nous prenons et des connaissances que nous possédons ? Après avoir d’abord relaté une évolution économique, c’est d’un tel point de vue que se plaçait Jean-Charles Falardeau pour la résumer :

C’est contre certaines formes de cette civilisation urbaine et américaine fondamentalement antinomique avec sa philosophie de la vie et sa philosophie tout court, que le Canada français oppose opiniâtrement l’affirmation de son identité religieuse et culturelle. Là réside le vrai drame de notre société [[5]](#footnote-5).

À maints égards, une compréhension analogue de leur situation est devenue commune à toutes les petites et les moyennes nations et même à certaines grandes nations de la planète. Elle relève de ce que Jacques Berque appelle les « trois contradictions de l’ère industrielle [[6]](#footnote-6) ». En même temps, nos sciences sociales se délestent de leur socio-centrisme. On se souviendra des admonestations de Wright Mills, demandant que « l'État-nation » soit pris comme « unité significative », tout en remarquant que « le meilleur de la sociologie actuelle, ce sont les recherches à l’échelle des grandes régions du monde », et que :

il est vrai que tous les États-nations n’ont pas le même pouvoir de créativité historique. Certains sont si petits et tellement tributaires des autres, qu’il faut étudier les Grandes Puissances pour comprendre ce qui s’y passe [[7]](#footnote-7).

Sans doute, un cadre d’analyse fort élaboré pourrait être construit en faisant fond sur un grand nombre d’indications du genre de celles qui précèdent. Du reste, je l’ai noté plus haut, il y a là des attitudes et des perceptions qui sont fort anciennes et qui entraient déjà dans une interprétation des faits. Mais en avions-nous mesuré toute la portée ? Cela a-t-il marqué nos enseignements et nos recherches d’une manière significative ? Nous sommes-nous engagés dans une étude systématique des États-Unis ? En tout cas, pour prendre un exemple, on n’en voit pas beaucoup de traces dans ce qui s’est écrit récemment sur nos idéologies, bien qu’il paraisse y avoir dans cette conjoncture historique matière à comprendre ces idéologies. On découvre quelquefois avec étonnement une scission de notre société : une partie tournée vers la France alors que l’autre l’est vers les États-Unis. Pourtant, dans les [*Essais sur le Québec contemporain*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030274949) de 1953, ce clivage entre les « intellectuels » et la population sautait déjà aux yeux de l’observateur :

Il semble, écrivait-on, qu’au fur et à mesure que cet avant-garde croît en nombre et en sagesse, l’écart s’élargit entre elle et la masse de la population. On croit voir s’ouvrir une paire de ciseaux [[8]](#footnote-8).

Un des objectifs des textes qui sont ici présentés est d’examiner des questions et des problèmes de ce genre, d’étudier le passé sous l’angle des rapports, [11] entendant par là non pas les rapports *officiels*, mais les représentations de la société, et au-delà, la réalité [[9]](#footnote-9). Bien sûr, cela n’exclut pas les jeux d’influences des États-Unis sur le Québec. Mais ces influences n’ont pas seulement été reçues ; elles ont aussi provoqué des confrontations, des processus originaux d’assimilation. Plus encore, ces deux sociétés ont évolué de manières à la fois semblables et différentes ; on a donc fait place à la comparaison.

Donc, il s’agit d’examiner des questions et des problèmes, et, dans la perspective qui vient d’être décrite, de faire un bilan de la recherche sur ces questions et ces problèmes, et de proposer des avenues pour de futures recherches. Mais cela implique aussi, on le verra, une étude systématique de la société américaine. En effet, l’idée de *rapport culturel* peut se préciser dans une réflexion sur le développement culturel : ainsi, écrira Michel de Certeau, « c’est le contact ou la confrontation avec une autre société qui rend possibles dans la société originaire des hypothèses véritablement neuves » et « cette rencontre avec un autre monde, avec une autre société, est la condition d’un possible renouvellement interne à chaque société [[10]](#footnote-10) ». La conséquence est qu’il importe de connaître cet « autre monde ».

\* \* \*

Par la variété des aspects étudiés, les contributions qui sont ici présentées résistent à la synthèse. Je me bornerai à décrire rapidement des contenus. D’abord celui d’une première série portant sur des « perspectives historiques, des origines à la Deuxième Guerre mondiale ». Ensuite, celui d’une deuxième, sur « quelques problèmes d’aujourd’hui ». Enfin, je résumerai ce qui s’est dit dans deux tables rondes portant sur des questions spéciales.

Perspectives historiques, des origines  
à la Deuxième Guerre mondiale

Pour commencer, un exposé confère déjà à l’ensemble de l’histoire quelques-uns de ses aspects durables : celui de Cameron Nish sur « l’étude comparative de la colonisation du continent américain : colonies françaises, britanniques et espagnoles », suivi d’un commentaire de Denys Delage. Nish retrace l’évolution du phénomène selon les situations démographiques, politiques et militaires des métropoles européennes, s’arrêtant à des explications des lieux d’implantation et au jeu de divers hasards. Delage, quant à lui, replace les trajectoires des sociétés colonisatrices dans le système économique mondial, c’est-à-dire dans la transition vers le capitalisme, en portant aussi son attention sur la question amérindienne. Son analyse le conduit à se demander si « surdévelopper l’appareil d’État pour contrer une faiblesse économique » est une constante de notre histoire.

[12]

Dans un exposé intitulé « Au XIXe siècle : idéologies américaines et idéologies québécoises », Jean-Paul Bernard nous fait voir les nuances qu’il est nécessaire d’apporter à nos interprétations de ces représentations. Il nous montre combien la perspective continentaliste est relativement nouvelle et combien elle est prometteuse pour l’appréciation de nos idéologies. Ce à quoi nous conduisent les considérations de Bernard et le commentaire d’André Vachet, c’est à bien plus que des nuances à ajouter à nos conceptions traditionnelles : c’est à une reprise du sens qu’ont pu avoir dans notre histoire ces deux idéologies majeures qu’on a appelé « ultramontanisme » et « libéralisme ». Nous sommes invités à revoir jusqu’à la signification de ces termes.

Le sujet qui vient d’être évoqué n’est pas sans liens avec l’imaginaire collectif. A cet égard, Guildo Rousseau, dans sa communication (« Les relations littéraires Québec/États-Unis au XIXe siècle ») nous entretient des divers lieux et thèmes de recherche (les journaux, les voyages, le théâtre et les spectacles) et de certains cas, comme la fortune de Fenimore Cooper et de Longfellow, qui sont propres à alimenter une prospection de l’image de l’Amérique dans l’imaginaire québécois. Le chercheur trouvera encore ici de nombreuses pistes auxquelles s’ajouteront les suggestions du commentateur Maurice Poteet. Celui-ci suscite une interrogation relative aux nombreuses filiations non explorées jusqu’à maintenant entre les relations littéraires et l’émigration, laissant entendre qu’une signification de cette émigration de québécois vers les États-Unis pourrait par ce détour être mise en lumière.

Ce sujet, l’émigration, est repris dans son ensemble par Yves Roby dans son bilan portant sur « Un Québec émigré aux États-Unis ». Celui-ci concerne aussi bien la Franco-américanie elle-même que les causes de l’émigration. Il faut s’étonner, avec Roby, que « si peu d’historiens se soient préoccupés d’expliquer en profondeur l’émigration de près d’un million de québécois », et également être attentifs à cette indication d’Albert Faucher, que Roby reprend à son compte, et qui invite à replacer ce mouvement migratoire dans un contexte « nord-américain, voire même mondial ». Partant du bilan de Roby, Pierre Anctil nous entraîne dans une zone qui est plus explicitement celle de la culture et de la signification des événements. Il plaide en faveur d’une réflexion sur la Franco-américanie faite à la lumière de l'*ethnic revival* « qui a pris de l’ampleur aux États-Unis depuis le milieu des années soixante ». Il voit là un éclairage possible de « l’identité nord-américaine des francophones que nous sommes encore ». Et lorsque Claire Quintal, dans son commentaire, nous demande de nous intéresser aux Franco-américains, disant qu’ils sont « ces autres vous-mêmes », malgré des accents forts différents, elle s’intéresse au fond à la même question que Pierre Anctil.

Et quand Richard Jones nous entretient par la suite du « spectre de l’américanisation », on se trouve plongé au coeur du même problème et on pressent les connexions entre l’imaginaire et le réel. Cela se produit lorsque Jones nous rappelle qu’en 1927 Taschereau, parlant des investissements américains, disait qu’il aimait « mieux importer des dollars américains qu’exporter des Canadiens aux États-Unis ». [13] Dilemme qui exprime on ne peut mieux la source de nos fantasmes et les replace dans une infrastructure contraignante. Retrouvant les questions de Bernard et Vachet concernant nos grandes idéologies (« ultramontanisme » et « libéralisme »), il suggère que l’on se demande « si le spectre a existé pour le peuple ». Il note qu’on a peu tenté de comprendre ces idéologies en les rapportant aux États-Unis. Il vient ici à l’idée que c’est justement de cela que relève en partie la discussion de Bernard et Vachet : en ce sens que nous aurions conçu à propos de nous-mêmes un libéralisme européen mais vécu un libéralisme américain. Dans son commentaire au texte de Jones, André-J. Bélanger est attentif à la bipolarité de notre structure idéologique. Il me semble déceler un mouvement de balancier : ouverture au monde et au présent/fermeture, l’ouverture étant une prise en compte de la modernité. La lecture « qu’avait faite Tocqueville du destin de l’Occident » en serait le paradigme et, pour nous, Dessaulles, de Nevers et Bouchette représenteraient des consciences de cette situation.

Problèmes d’aujourd’hui

Du bilan concernant le passé, des travaux à faire en ce domaine, nous allons à quelques *problèmes d'aujourd’hui*. Dans une présentation de « l’arrière-plan économique et politique », Bruno Perron nous décrit l’espace actuel dans lequel s’inscrivent nos activités économiques et politiques, et les processus qui sont à l’œuvre dans cet espace. Cette description fait voir les paradoxes qui naissent d’une mise en rapport de l’économique et du politique. Elle fait aussi ressortir les traits fondamentaux de notre croissance économique, notre situation dans la division nord-américaine du travail ; elle met en évidence « une mauvaise articulation de l’ensemble économique » et une dépendance « vis-à-vis d’éléments exogènes fondamentaux ». Que des problèmes aient tendance à s’atténuer à mesure que diminue l’importance économique des États-Unis dans le monde, c’est ce que, à la suite de Perron, Pierre-André Julien constate dans son commentaire, en ajoutant que l’on doit de plus en plus mesurer notre situation en tablant sur une montée de l’entrepreneurship francophone au Québec ainsi que sur la reconstitution chez nous d’un réseau économique dynamique.

De là nous passons aux incidences « des États-Unis sur la littérature québécoise ». Ronald Sutherland et Paul-André Bourque, qui commente son exposé, s’entendent pour que l’on reconnaisse et explore la nouveauté de notre littérature actuelle, comme ils perçoivent que bien souvent il s’agit de voir des développements parallèles, des homologies, plus que des influences. Sutherland nous propose une série de sujets de recherche : l’évolution des protagonistes dans les deux littératures, le parallélisme des littératures féministes, les conceptions de l’individualisme et du collectivisme, etc. Ceci devrait être parfois mis en rapport avec des changements sociaux où simultanément se conjuguent une baisse de natalité et une « francophonisation » des immigrants. Des similitudes sont perçues en des lieux très différents : Sutherland décèle des analogies à explorer entre la littérature du Sud des États-Unis et la littérature québécoise ; Bourque se demande si on ne rencontre pas de plus en plus un *inconscient collectif* nord-américain.

[14]

À l’égard de ces rapports culturels, que dire de « L’enseignement et la recherche » c’est-à-dire de développements parallèles ou d’influences dans l’enseignement supérieur et la recherche ? En lisant l’exposé de Charles Davis sur la question, on s’apercevra qu’il y a là un champ qui a tout pour mettre à l’épreuve la sagacité des chercheurs et que c’est probablement aussi un de ceux où le problème entier de l’américanisation et de la spécificité culturelle peut se poser avec le plus d’acuité. À cela il y a plusieurs raisons. Par exemple, c’est là qu’apparaît le mieux la difficulté de distinguer l’américanisation de la modernisation. Il faut en effet se demander si beaucoup de disciplines scientifiques (sinon toutes) ne sont pas trans-nationales par plusieurs de leurs caractères. Plutôt que de faire une synthèse des travaux assez peu nombreux sur de telles questions (l’auteur note que, pour la plupart des disciplines et des institutions scientifiques québécoises, nous ne disposons pas d’histoires récentes), Davis nous donne accès aux données concernant le flux de personnel hautement qualifié et d’étudiants, les interventions financières dans la recherche universitaire et la langue de publication des résultats de la recherche. Mais cela ne l’empêche pas de revenir plus loin à des problèmes fondamentaux et de s’interroger, à la suite de Fournier, Maheu, Rocher, sur l’originalité possible de sciences et de recherches québécoises. Dans son commentaire, Brigitte Schroeder-Gudehus fait à son tour ressortir les nombreux problèmes que l’on rencontre lorsqu’on aborde une telle question. Par exemple, la méthodologie et la conceptualité appropriées pour analyser des rapports culturels sous cet angle sont loin d’être au point. À propos de la langue de publication, il faut bien voir, fait-elle remarquer, que des « conceptions instrumentalistes » affrontent des « conceptions culturelles » et aussi qu’au travers de multiples influences plus visibles s’affirment des désirs d’identité qui le sont moins.

Au nombre des aspects de la situation actuelle, on rencontre les « nouvelles cultures » dont nous entretient André Joyal. Il s’agit d’abord, pour lui, de situer l’émergence de valeurs nouvelles et de retracer l’évolution d’un mouvement vers ce qu’il appelle la « vie alternative » : il faudrait en relever les principales manifestations écrites (les « références ») ici et aux États-Unis, en signaler les retentissements et les rebondissements dans l’ordre économique et dans la vie politique, en présenter des expressions concrètes dans les domaines de l’alimentation, de l’habitation, de l’édition, etc.. Andrée Fortin, quant à elle, s’interroge sur la signification culturelle de ce mouvement. S’agit-il de nouvelles valeurs ou d’un retour à une société traditionnelle ? Et ces nouvelles valeurs, que l’on interprète comme une adaptation à une situation sociale qui a changé, ne pourrait-on pas aussi penser qu’elles sont portées par de nouveaux mouvements sociaux (par exemple, le féminisme) qui supposent une nouvelle rationalité ? D’autre part, un certain sens de la vie communautaire ne serait-il pas la valeur fondamentale de cette nouvelle culture ?

Line Ross et Roger de la Garde abordent ensuite les « médias et l’industrialisation de la culture ». Le fait qu’ici encore, mais d’une manière plus importante qu’ailleurs, nous soyons dans un mouvement mondial peut avoir pour conséquence de nous enhardir. Nous sommes de moins en moins seuls. Ross et de la Garde exposent les orientations des recherches sur les industries culturelles : elles deviennent [15] de plus en plus critiques, sont attentives à la production culturelle dans d'autres pays ; elles comportent une explication de la prépondérance des modèles américains, elles proposent des recherches à faire pour trouver d’autres modèles, ainsi que des travaux sur la « réception » (et non seulement sur l'émission) des produits. Elles montrent que nous sommes invités à l'optimisme et non seulement au désespoir et à l’inaction. On le concédera, et d’ailleurs Ross et de la Garde le font aussi, la situation spécifiquement québécoise est ici vue de haut. C’est ce qui incite Yvan Lamonde à signaler qu’il existe des travaux ayant pour objet l’influence américaine au Québec et au Canada dans plusieurs domaines : presse et périodiques, cinéma, radio, télévision. Pour Ross et de la Garde, commente Lamonde, il y a d’abord une « construction de l’objet » qui précéderait une sociographie. En plus de supposer qu’il faudrait procéder à l’inverse, il formule une question plus générale quant à l’ensemble des études sur la société québécoise, et aussi relativement à la genèse de la « thèse du continentalisme ».

En traitant de rapports entre deux sociétés, on en vient à penser qu’il serait pertinent de savoir quelle connaissance l’une a de l’autre. De là l’idée d’apporter un complément à ces études par une table ronde portant sur l’enseignement et la recherche sur les États-Unis dans les universités québécoises et sur l’enseignement et la recherche sur le Québec dans les universités américaines.

De manière à désigner ce qui semble être une anomalie, on dit quelquefois qu’il y a dans les universités du Québec plus de spécialistes de l’antiquité grecque que des États-Unis. Quoi qu’il en soit de la signification ou de la vérité d’une telle affirmation (ou d’une telle situation, au sens où une situation a sa signification et sa vérité), Steve Randall et Gilles Vandal nous donnent des informations fondamentales à ce sujet. On trouvera des indications sur les orientations des recherches en cours, en particulier en histoire et en sciences politiques, les moyens de publications, le nombre de personnes qui s’y consacrent, etc... Il faut le signaler, pour avoir une idée de l’état de ces études, nous avons spontanément pensé à l’histoire et à des prolongements possibles en sciences politiques. Sans doute, parce qu’on ne trouve pas chez nous de « centres » d’études américaines ou, comme le fait remarquer Vandal, de « regroupements » de chercheurs. Comme on le constate par les contributions de Marc Boucher, Robert-M. Gill et Mary Jane Greene, il en va autrement aux États-Unis. On y repère des centres d’études québécoises (le plus souvent dans des centres d’études canadiennes) ainsi que des regroupements régionaux impressionnants de gens intéressés par les études québécoises. L’intérêt relativement très fort que l’on y rencontre pour de telles études est en partie relié à des événements publics et à la manière qu’ont les médias de les rapporter. D’autre part, de telles études sont souvent rattachées à des thèmes tels que la langue française, l’écologie (les pluies acides), les études féministes, etc. Entre autres choses, on constatera qu’il y a autant sinon plus de revues consacrées au Québec aux États-Unis qu’il y en a sur les États-Unis au Canada.

[16]

De toute évidence, en s’engageant à faire le point sur l’état des recherches concernant les rapports culturels entre le Québec et les États-Unis, on est amené à se heurter au problème de l’identité ou de la spécificité, « notion nécessaire et maudite » (Jacques Berque). Nous avons exploré cette notion au moyen d’une deuxième table ronde intitulée « Notre orientation culturelle en Amérique du Nord ». Elle réunissait Lise Bissonnette, Fernand Dumont, Georges Balandier, Elliott Feldman, Edouard Tiryakian et Jonathan Weiss. Nos invités ont développé des propos qui portent l’attention sur la multiplicité des appartenances ainsi que sur la particularité d’une situation qui fait que nous sommes des privilégiés mais dans une situation difficile. Il y a privilège et difficulté du fait que nous sommes en dialogue avec plusieurs cultures et, par là même, constamment obligés de nous définir. Ce destin naît de la multiplicité des liens : au continent nord-américain, certes ; à la France, aussi, dont il faut dynamiser l’apport en le rendant prospectif, dans une modernité qui ne peut s’identifier totalement à l’américanité. Nous sommes attirés par deux champs de force et il faut les connaître tous les deux. Un destin de marginaux devient une source latente de créativité.

Claude Savary

[17]

**NOTES de l’avant-propos**

Pour faciliter la consultation des notes en fin de textes, nous les avons toutes converties, dans cette édition numérique des Classiques des sciences sociales, en notes de bas de page. JMT.

[18]

[19]

**Les rapports culturels entre le Québec  
et les États-Unis.**

Première partie

PERSPECTIVES HISTORIQUES,  
DES ORIGINES À LA DEUXIÈME  
GUERRE MONDIALE

[Retour à la table des matières](#tdm)

[20]

[21]

**Première partie**.  
Perspectives historiques, des origines  
à la deuxième guerre mondiale

1

“Études comparatives de  
la colonisation du continent américain :  
colonies françaises, britanniques  
et espagnoles.”

Par Cameron NISH

[Retour à la table des matières](#tdm)

[22]

[23]

Comment parler de rapports culturels entre le Québec et les États-Unis en période coloniale alors que ni cette province ni ce pays n’existaient encore !

Ce que nous allons comparer, ce sont les différents types de colonisation en Amérique du Nord, c’est-à-dire la Nouvelle-France, les colonies britanniques de l’Amérique du Nord et la Nouvelle-Espagne. Nous tirerons ensuite de cette comparaison quelques données sur les empreintes culturelles, au sens large du mot, que les empires monarchiques ont pu laisser dans la période post-coloniale.

Il faut avouer, pour commencer, qu’un des objectifs de ce colloque, « ... faire le point sur l’état des travaux portant sur les rapports culturels... » nous paraît difficile, sinon impossible à atteindre. Les recherches sur la période coloniale auxquelles travaillent actuellement certains historiens du Québec sont beaucoup plus axées sur les rapports entre la France et le Québec que sur ceux pouvant exister entre les États-Unis et cette province. D’ailleurs, comme T.H. Breen le démontre dans ses travaux, les recherches sur les origines de peuplement, les cadres politiques et économiques, les religions et les cultures doivent commencer par l’étude des souches et des patries-mères.

On avait d’abord proposé comme titre de la conférence : « Étude comparative de la colonisation du continent américain : colonies françaises et colonies anglo-saxonnes ». Ce titre ne tenait pas compte des implantations espagnoles au Mexique qui, même après la période napoléonienne et jusqu’au milieu du XIXe siècle, comprenaient le Texas, le Nouveau-Mexique et la Californie d’aujourd’hui. Le nouveau titre répare cet oubli, mais exclut néanmoins les Suédois et leurs conquérants, les Néerlandais, qui allaient eux-mêmes être absorbés par les Britanniques.

Il n’y a pas si longtemps, quand on voulait expliquer les conquêtes coloniales de l’Espagne, de la France et de la Grande-Bretagne, on se contentait de citer la maxime « The Spanish came to America for gold, the French for soûls and the English for liberty ». La réalité est un peu plus complexe.

Tout d’abord, la colonisation de l’Amérique du Nord n’était pas le but original des soi-disant découvreurs de l’Amérique ! Notre continent se trouvait par malheur sur le chemin des explorateurs espagnols, portugais, britanniques et français qui étaient à la recherche des Indes et des îles presque mythiques de Cipango. Les voyages de découvertes et les premières installations européennes ne viseront qu’à franchir le plus rapidement possible cette barrière entre l’Europe et l’Asie et, après que Cortez ait eu vent du royaume des Aztèques, à s’emparer le plus rapidement possible de leurs richesses. À cet égard, l’or et, plus tard, l’argent, ont certainement joué un rôle dans l’établissement espagnol et, par la suite, français et britannique.

Les premières tentatives françaises, et en particulier celles du « découvreur » dont nous avons fêté le quatre cent cinquantième anniversaire à l’été 1984, suivent de près le modèle espagnol, à la fois dans le temps et dans l’intention. Dès le [24] premier voyage de Cartier, la volonté de traverser par le Nord du continent est évidente. La découverte (conquête) des Royaumes de Stadacona, d’Hochelaga et de Saguenay en particulier démontre clairement les intentions françaises : établir un pont militaire. Elle n’eut pas l’effet escompté et, plutôt que le Roi de France, c’est la langue française qui s’enrichit d’un nouvel adage : « faux comme un diamant du Canada ». Mais ceci n’indique pas moins que les Français étaient poussés par les mêmes motifs que les Espagnols. Dans un cas comme dans l’autre, le lucre était leur objectif premier. Le salut des âmes et l’évangélisation viendront plus tard.

La Grande-Bretagne a eu, elle aussi, ses découvreurs et aspirants *conquistadores*, comme Giovanni Caboto, rapidement anglicisé en John Cabot qui, en 1497 « discovered... the country of the Great Khan ». Son fils, Sébastien, prit la relève et, en 1508-1509, tenta de traverser le continent américain par le passage dit du nord-ouest.

À tour de rôle, Espagnols, Français et Britanniques découvrent et pénètrent du nord au sud le continent qui leur barre le chemin mais tous, de Vasco de Gama à Lasalle ainsi que de La Vérendrye à Alexander Mackenzie, doivent abandonner l’espoir de découvrir l’Asie.

Dans un ouvrage de synthèse sur l’histoire du Québec publié en 1982, Susan Mann Trofimenkoff affirme, en se référant à l’autorité que constitue le professeur Eccles, que l’effondrement de la Nouvelle-France était inévitable. Nous allons examiner ce concept en tenant un peu plus compte de la réalité.

En histoire rien n’est évident, ni prévisible, à moins de l’étudier dans une perspective eschatologique et de croire qu’un Dieu a écrit d’avance une histoire universelle de la création du monde. Le hasard des événements, l’imprévu, l’exceptionnel aboutissent au présent. Ce qui est inévitable, c’est ce qui est arrivé.

L’Espagne, la France et la Grande-Bretagne, les trois monarchies impérialistes qui s’emparent de ce qui deviendra l’Amérique du Nord, ont au moins ceci en commun : elles ne savent pas qu’elles ont affaire à un continent. A l’égard des produits de l’Extrême-Orient, ces trois pays se trouvent dans la même position d’éloignement. Ils sont les derniers maillons d’une chaîne commerciale partant des Indes, de la Chine et du Japon et passant par l’empire musulman et le monopole méditerranéen des intermédiaires que constituent les États et principautés italiennes. D’ailleurs, ce sont des navigateurs de la péninsule italienne, Colomb, Cabot et Verrazzano, à la solde des monarchies de l’Atlantique, qui permettront à nos trois monarchies de contourner le monopole méditerranéen.

Dans notre historiographie, c’est-à-dire dans celle de la Nouvelle-France, on a beaucoup insisté sur le rôle de l’État ou plus justement du gouvernement monarchique français dans la colonisation de ce qui deviendra le Québec. Certes, dès son établissement en Nouvelle-France en 1663, le gouvernement royal déploie de nombreux efforts. Le même phénomène s’applique-t-il aux colonisations espagnole [25] et britannique ? Oui et non. La réunion des royaumes d’Aragon et de Castille date de 1492, année du premier voyage de Christophe Colomb aux « Indes ». C’est aussi à cette date que les Maures sont expulsés d’Espagne. En fait, ce n’est pas une monarchie centralisée qui subventionne les premiers voyages d’exploration, mais un de ses royaumes, la Castille. Et ce n’est qu’en 1524 qu’est établi le Conseil des Indes ; on ne peut parler de dirigisme colonial centralisé qu’à partir de cette date. De plus, cette centralisation ne naît pas de la volonté de créer de nouvelles Espagnes. Ses buts sont économiques, militaires et politiques. Le gouvernement voulait sa part des bénéfices et, de droit, nommait les gouverneurs. Efficacité d’exploitation et volonté dirigiste s’entremêlaient.

L’unification de la Grande-Bretagne, elle, date de 1485, au moment où Henry Tudor monte sur le trône sous le nom d’Henri VIII. Certes, les divisions religieuses qui éclatent sous le règne de son fils et qui troublent les dynasties Tudor et Stuart jusqu’en 1689, année de la « Glorious Revolution », affaiblissent le centralisme monarchique britannique. Néanmoins, même dans les pires périodes d’agitation, les Britanniques réussissent, par l’entremise du gouvernement ou grâce aux efforts de compagnies privées, à s’implanter brillamment sur le territoire au nord du Mexique ou, plus justement, en Nouvelle-Espagne.

La colonisation de la Nouvelle-France aussi, au moins pendant les premières années, est un mélange d’activités étatiques et privées. Ce n’est qu’au début du règne personnel de Louis XIV que la monarchie française place ses possessions d’outre-mer sous la régie directe de la Couronne.

Ces trois monarchies ont un point commun : seule la Couronne a le droit d’accorder octrois et concessions et de nommer, directement ou non, les officiers supérieurs.

Avant de quitter les métropoles pour les colonies, précisons qu’à la veille des aventures coloniales des trois monarchies, la France était la plus peuplée, avec 20 millions d’âmes. L’Espagne n’en comptait que 71/2 à 10 millions et la Grande-Bretagne 4 millions. Le Mexique, quant à lui, comptait 4 millions et demi d’habitants, métropolitains, Mestizos et Amérindiens. Or, phénomène important, en 1760, les colonies britanniques avaient 1 593 625 habitants dont environ 20% d’esclaves noirs, alors que la Nouvelle-France faisait figure de pauvre avec à peu près 65 000 habitants, sans compter les Amérindiens. Ce qui veut dire que le nombre d’habitants qui quittent le sol natal n’augmente pas en proportion de l’importance démographique de la métropole. Dans ce cas-ci, c’est le contraire, plus le pays est peuplé, moins il envoie de colons.

Certains historiens, en particulier le regretté Guy Frégault et le toujours pétillant Michel Brunet, ont tenté d’expliquer les réussites et les échecs coloniaux par l’unité, la force centralisatrice et le dirigisme des monarchies impérialistes qui nous concernent. Sans nier que ce soient des facteurs, on peut se demander quelle est leur importance. L’emprise d’une monarchie centralisée se manifeste en Espagne et en Grande-Bretagne un peu avant qu’elle ne se fasse sentir en France. Or, [26] on le dit et c’est vrai, centralisation allait de pair avec pouvoir politique et militaire. Du XVIe siècle jusqu’au milieu du XVIIe, la monarchie espagnole domine aussi bien l’Europe que le monde colonial. On accorde à la France, en particulier à celle du Roi-Soleil, une place dominante en Europe jusqu’en 1763, sinon 1815. Après cette date, la Grande-Bretagne domine le monde colonial, sans toutefois dominer l’Europe. Par contre, si nous prenons 1760 comme point de repère, c’est l’Espagne qui est l’État dominant en Amérique du Nord.

On ne peut nier l’importance des facteurs politiques et militaires dans la colonisation ; mais les succès coloniaux espagnols, français et britanniques ne dépendent pas pour autant uniquement de ces facteurs. En comparant l’importance de la France et de la Grande-Bretagne en Amérique du Nord en 1660, on aurait été en droit de penser que ce serait la première qui dominerait le continent. La chute de la Nouvelle-France était-elle donc « inévitable » en 1760 ? Celle de l’Espagne après 1760 ? Et que dire de l’expansion des États-Unis ? À quel moment devient-elle inévitable ?

L’établissement puis l’épanouissement des empires monarchiques coloniaux proviennent d’abord du hasard de la découverte puis de la volonté d’en tirer parti. Les Espagnols sont dominants au XVIe siècle. Ils abordent par hasard un continent (à vrai dire deux). Le même hasard veut que les îles antillaises, ce qui deviendra la Nouvelle-Espagne, le Mexique d’aujourd’hui, et le Pérou au sud, regorgent de produits recherchés par les Européens : épices, or et argent. Et c’est aussi un accident que ce soit justement dans ces pays que se trouvent les deux nations indigènes les plus à même d’attirer les *conquistadores* par leurs richesses : les Aztèques du Mexique et les Incas du Pérou. En conséquence, il n’est pas étonnant que ces contrées aient eu, comme on dit aujourd’hui, « bonne presse ».

À côté des possessions espagnoles, les établissements britanniques et français en Amérique du Nord font piètre figure. Encore faut-il nuancer notre déclaration, car les colonies britanniques du sud bénéficiaient de facteurs de localisation bien plus avantageux que ceux dont disposaient les Français.

La volonté, de la part des colons aussi bien que de l’État, constitue le deuxième facteur de réussite. Non seulement l’Espagne avait-elle une longueur d’avance sur ses voisins européens, mais elle les surpassait aux plans politique, agricole, industriel et à celui de l’exploitation minière. Dès son implantation, l’Espagne, tout comme la France et l’Angleterre, encouragea les individus et les compagnies privées à entreprendre ce qu’un historien de l’Amérique latine a appelé « ... farm colonies et exploitation colonies... », qui sont de toute évidence compatibles. En Nouvelle-France les termes équivalents sont colonisation de comptoir et colonisation démographique.

La Grande-Bretagne et la France avaient bien elles aussi la volonté d’exploiter à fond leurs possessions nord-américaines, avec plus ou moins de retard sur les Espagnols. Cependant, deux éléments leur manquaient : les territoires qu’ils occupaient [27] n’avaient pas les richesses naturelles du sud de l’Amérique, et ni la France, ni l’Angleterre ne possédaient de flotte ni d’armée suffisantes pour déloger les Espagnols. Pourtant ces deux pays fondèrent des établissements dans les Antilles et, comme les Espagnols, établirent des comptoirs en Afrique et aux Indes. Les Français, avant de s’établir en Acadie et à Québec, partirent à l’aventure en Floride (une tendance qui se prolonge au XXe siècle). Les résultats de cet empiètement sur des terres appartenant aux Espagnols furent plutôt sanglants. On pendit les colons le long de la côte de la Floride. La vue des corps, dansant au bout de leurs cordes, ne devait guère donner envie de s’aventurer plus loin.

Le hasard et la détermination sont, comme nous l’avons dit, les deux éléments de base. Ils aident à comprendre le succès relatif, puis absolu des Espagnols. Ils eurent la bonne fortune, sans vouloir jouer sur les mots, de trouver non seulement des mines, d’argent surtout, mais des terres fertiles en abondance et, par-dessus tout une main-d’oeuvre bon marché. Les populations indigènes — aztèques et tributaires de ces derniers — atteignaient entre deux millions et demi et quatre millions de personnes. Au nord de ce qui est aujourd’hui le Mexique, végétaient de petits groupes d’Amérindiens.

Dès le milieu du XVIe siècle, la Nouvelle-Espagne au sens restreint du mot, c’est-à-dire le Mexique d’aujourd’hui, possédait son industrie minière, argent en particulier. Les Espagnols engagèrent des spécialistes allemands pour mener les entreprises. Les ressources en argent dépassèrent tout ce qu’ils avaient espéré. On estime qu’entre 1700 et 1770, la production de pièces d’argent passa de cinq à dix millions. Ce débordement de richesses a d’abord des effets spectaculaires sur l’Espagne même si plus tard il se révélera néfaste : la mère patrie, moins riche en ressources naturelles, aura une infrastructure économique faible. Plutôt que de mettre en valeur ses propres ressources et son infrastructure industrielle, elle vivra des richesses d’autrui. Cette politique n’aura pas d’effets nuisibles tant que l’Espagne demeurera une monarchie ou plutôt un pouvoir politique et militaire redoutable et envié, contre lequel les moins pourvus, la Grande-Bretagne et la France, ne pourront rien. Et pourtant elles essaieront de toutes sortes de façon : tentatives d’empiètement, guerres, corsaires...

Les Espagnols développèrent au Mexique l’agriculture et l’élevage, ainsi que la culture du ver à soie qu’ils déplacèrent par la suite aux Philippines. On introduisit en Nouvelle-Espagne les denrées et le cheptel européen, et l’Amérique fournit le tabac et le cacao.

Le mercantilisme sera la doctrine dominante des monarchies pendant la période coloniale en Amérique du Nord. Le mercantilisme espagnol aura cependant l’avantage d’être moins restrictif pour ses colonies que celui de la Grande-Bretagne et de la France. Cela s’explique en partie par le fait qu’il n’existait pas de structure manufacturière en Espagne et par l’orientation que prendra le mercantilisme sous les rois Bourbons. Ceux-ci permettront aux coloniaux, tout en protégeant les intérêts de la mère patrie, de pratiquer des échanges commerciaux se rapprochant de très près d’un système de libre-échange.

[28]

L’Espagne ne fut pas un précurseur uniquement dans le domaine économique. Elle le fut aussi au plan juridique, en particulier en ce qui concerne les lois sur l’héritage. La culture et l’élevage demandaient de grandes étendues de terre. Tout comme la Grande-Bretagne, l’Espagne adopta la succession par ordre de primogéniture, pour éviter la parcellisation des grandes propriétés terriennes. Ce système permettait aussi de transmettre les fortunes intactes au lieu de les disperser entre de trop nombreux héritiers. En Nouvelle-France, la Coutume de Paris ne permettait pas une telle politique, si bien qu’à sa mort un propriétaire relativement aisé voyait sa fortune éparpillée entre ses héritiers.

En plus des richesses agricoles et minières, les colonies espagnoles possédaient un autre atout sur les colonies britanniques et françaises : elles étaient peuplées. Au Mexique surtout, les indigènes étaient fort nombreux. Quant aux immigrants espagnols, ils étaient déjà 39 000 en 1600. Notons au passage qu’à l’époque où la Nouvelle-France commençait tout juste à s’établir, les Espagnols avaient déjà trois fois plus d’immigrants que n’en recevra la colonie française tout au long de sa brève histoire.

L’empire colonial espagnol, tant au Mexique que dans ses autres possessions en Amérique, a été le seul des trois pays qui nous concernent à admettre comme citoyens, dans le sens le plus étroit du terme, des indigènes. Les Mest*i*zos, en particulier dans ce qui deviendra le Mexique, étaient et sont encore le mélange dominant. C’était un hasard qu’il y ait déjà des peuples là où les Espagnols s’implantèrent. Mais ce n’en est plus un si dans l’ensemble ils acceptèrent de reconnaître les mélanges raciaux, ou comme on dit aujourd’hui, ethniques, et ceci, même s’il existait des groupes dominants basés sur la couleur, et en dépit du génocide que les Espagnols ont pratiqué à un moment donné. La France, elle, encouragera les mariages entre indigènes et immigrants, mais elle se heurtera à la résistance des Amérindiens déjà peu nombreux. Quant aux Britanniques, ils étaient peu enclins à épouser des indigènes : ils préféraient un péché à une mésalliance.

Pourquoi, direz-vous, tellement nous étendre sur le fait espagnol et la Nouvelle-Espagne ? Il existe une raison à cela : c’est qu’aux débuts de la colonisation de l’Amérique du Nord, de même qu’en 1763, année du traité de Paris, ou en 1783, fin de la Révolution américaine, ou en 1800, veille des révolutions en Amérique latine — nous recourons ici à « l’imagination historique » dont parle Collingwood — « l’inévitable » était le domaine espagnol. La France et la Grande-Bretagne, refoulées vers le nord, disposaient, pour s’établir, de terres moins riches en ressources naturelles, moins peuplées et moins productives. Nos ancêtres canadiens, québécois et américains ne récoltèrent que la partie de l’Amérique du Nord qui n’intéressait pas les Espagnols.

Ceci dit, il convient d’être un peu plus nuancé. En effet, les Britanniques et les Français ne s’établirent pas de la même façon ni pour les mêmes raisons que les Espagnols, et ils tirèrent de leurs colonies américaines des richesses diverses.

[29]

Quand le pape Alexandre IV établira le partage du monde par le Traité de Tordesillas, les Britanniques et les Français réagiront. François Ier aura même son bon mot et demandera à voir le testament d’Adam donnant un tel pouvoir au chef de l’Église. Mais ni les Français ni les Britanniques n’étaient de taille à renverser le pouvoir militaire et naval espagnol, et ils s’établirent où ils le purent, en fait dans la partie du continent qui n’intéressait pas les Espagnols. Ajoutons que les Britanniques et les Français, au début de leur entreprise coloniale en Amérique du Nord, s’intéressaient plus aux ressources maritimes, que leur procurait la pêche, qu’aux territoires tels que Terre-Neuve et les terres du continent, qui avoisinaient les Grands Bancs.

On peut se demander aujourd’hui pourquoi les Français choisirent de s’installer dans les zones sinon arctiques, du moins peu propices à l’agriculture, de l’Amérique du Nord, alors que les Britanniques, en plus d’occuper le Massachusetts, New York et la Pennsylvanie, qui voisinaient les établissements français, s’établirent aussi sur les terres plus riches que sont le Maryland, la Virginie et les Carolines. Deux facteurs sont à l’origine de cette décision : d’une part une chimère, d’autre part un facteur de localisation. De Verrazzano à La Vérendrye, en passant par Cartier, Champlain et Lasalle, c’est l’espoir de trouver un passage vers l’ouest qui guide les découvreurs. Quand les Français s’établiront en Louisiane, il la considéreront comme un tremplin vers l’Asie. Quand La Vérendrye s’enfonce vers l’ouest pour faire du commerce, il est en même temps poussé par l’espérance de découvrir l’Asie.

Les Britanniques fondent leur premier établissement à la même époque que les Français : Jamestown en 1607, Québec en 1608. Pourquoi l’un choisit-il le sud et l’autre le nord ? Une part revient au hasard, l’autre est détermination, nous ne le répéterons jamais assez. Tous deux sont guidés par des objectifs commerciaux et organisent leur commerce de façon semblable. Les Français et les Britanniques obtiennent l’un comme l’autre des concessions de la Couronne et des monopoles, pour certains produits. L’éthique protestante basée sur la religion ne guide pas plus la Virginia Company que le nationalisme monarchique ne guide les compagnies françaises de l’Atlantique : leur seul but à l’une comme aux autres est de s’enrichir.

Nous ne nions pas le rôle de la religion comme facteur de l’implantation britannique. Cependant, il faut tenir compte du fait que la Grande-Bretagne continue son œuvre de colonisation aussi bien sous une monarchie protestante que catholique ou que sous le protectorat de Cromwell.

Ce n’est pas parce qu’il existe des ressemblances de type économique entre l’Espagne, la Grande-Bretagne et la France que ces pays connaîtront un développement et un rendement économique semblable. Si les Éspagnols se sont trouvés les plus favorisés par des facteurs de localisation, ce sont les Britanniques qui ont pris la deuxième place, les Français venant bien loin derrière.

[30]

Et pourtant, il existe déjà une ligne est-ouest du genre Mason-Dixon, qui sépare les terres du sud, propres aux plantations et employant une main-d’oeuvre d’esclaves, de celles du nord, plus urbanisées et où les fermes demeurent familiales.

Un autre facteur différencie la colonisation britannique des deux autres. L’Espagne et la France dirigent et contrôlent les entreprises de colonisation de leurs ressortissants avec le dirigisme qui les caractérise à l’époque. La monarchie britannique ou le Commonwealth de Cromwell n’arriveront pas à imposer cette politique dirigiste. Plutôt que « unity in diversity », c’est de « diversity in unity » qu’il faut parler pour caractériser le premier empire colonial britannique en Amérique.

« Gold, soûls & liberty » sont les trois motifs par lesquels on explique la colonisation de l’Amérique du Nord. Cet adage, nous l’avons dit, ne peut être pris au pied de la lettre. Pourtant, le facteur « liberté » joua un rôle qu’il est important de déterminer.

La liberté, ici, est synonyme de liberté de culte, et on ne peut nier qu’elle ait été un des facteurs, des motifs fondamentaux, de l’émigration britannique. Il existe un autre facteur au moins aussi important. T.H. Breen, dans son livre *Puritans and Adventurers*, souligne avec raison que la monarchie britannique des Tudors et des Stuarts, avec l’anomalie de Cromwell, puis sous la Restauration et jusqu’à l’époque de la « Glorious Revolution », ne réussit pas, contrairement aux monarchies espagnole et française, à s’imposer aussi facilement, à centraliser et à établir un dirigisme aussi rigoureux que celui de ses rivaux coloniaux. Bien qu’elle ait été la moins importante, au plan démographique, de nos trois mères patries, la Grande-Bretagne se caractérisait par des différences considérables au niveau des régions et des religions et possédait un grand nombre de sectes dissidentes, à côté du catholicisme et de la religion anglicane. L’existence d’une institution politique telle que la Chambre des Communes rendit plus difficile à la monarchie britannique d’imposer un « despotisme éclairé », centralisateur et dirigiste.

L’Espagne et la France, à la veille de leurs aventures coloniales, étaient mieux organisées que la Grande-Bretagne, du point de vue administratif. L’Espagne, ayant expulsé ou converti les Maures et les Juifs, et la France ayant conquis les bastions huguenots et révoqué l’Édit de Nantes, qui accordait aux dissidents certaines libertés, présentaient toutes les deux un aspect social et religieux homogène. La Grande-Bretagne n’arrivera jamais au même résultat, ce qui aura des conséquences sur sa politique de colonisation.

Parmi les compagnies les plus notables qui ont réussi dans la colonie, citons la Massachusetts Bay Company, qui reçut une charte royale en 1629. Elle était dirigée par les Puritains, souvent des hommes d’un certain standing social et économique, qui émigrèrent pour se soustraire à la nouvelle politique de centralisation de la Grande-Bretagne. Au Maryland, ce furent les Catholiques qui s’établirent, [31] afin d’échapper aux lois restrictives de la religion anglicane, religion du Roi et la seule reconnue en Grande-Bretagne.

On peut voir dans ces établissements une volonté de liberté religieuse, qu’on n’était pourtant pas prêt à accorder à d’autres. Si on quittait la Grande-Bretagne afin d’être libre de pratiquer sa foi, on n’accordait pas pour autant la même liberté à d’autres sectes. Dans les colonies britanniques d’Amérique du Nord, il n’existe pas un culte unique. La seule colonie à suivre la Grande-Bretagne et à faire de la religion anglicane sa religion officielle sera la Virginie, et encore n’en fera-t-elle pas une règle rigoureuse.

Si on compare les institutions religieuses des trois monarchies dans leurs colonies, on s’aperçoit qu’elles sont le reflet fidèle de ce qui existe dans la métropole : homogénéité pour les possessions espagnoles et françaises, scission pour les britanniques.

Passons maintenant au facteur de localisation, qui aura une importance considérable dans l’évolution des colonies. Les Britanniques qui s’établissent au sud trouvent des terres propices à une exploitation de type espagnol : grandes étendues permettant les plantations et exigeant de ce fait un nombre important d’ouvriers agricoles. Donnons quelques exemples. En 1740, la Virginie et le Maryland exportent vers la Grande-Bretagne 35 372 000 livres-poids de tabac. La même année, la Caroline du Sud exporte 43 326 000 livres de riz. Pour la seule exportation de tabac, cela équivaut à 247 604 livres françaises. Toujours la même année, les exportations coloniales britanniques se chiffrent en gros à 718 416 livres sterling, soit 17 960 500 livres françaises. Elles font un peu plus de huit fois le total des exportations de la Nouvelle-France.

Si les Espagnols ont la chance de trouver, en même temps qu’une terre productive et riche en ressources minières, une population indigène importante, là où les Britanniques s’implantent, que ce soit au sud ou au nord, les populations sont réduites. L’exploitation des terres en « plantations » demandait un effectif de main-d’oeuvre impossible à atteindre uniquement par l’immigration, volontaire ou à contrat — « indentured labour » —, les Amérindiens et les Britanniques ne pouvaient suffire aux besoins. C’est ce qui explique que de 60 en 1630, les esclaves noirs soient passés à 575 420 en 1780. Les deux plus grands consommateurs de ces travailleurs sans droit, que les lois du temps ne classaient même pas comme des êtres humains, furent les colonies de la Caroline du Sud et de la Virginie, mais en fait toutes utilisèrent des esclaves : en 1780, le Vermont en comptait au moins 50. Les colonies du nord. Massachusetts, Vermont, Connecticut, New York pour n’en citer que quelques-unes, eurent un développement économique complètement différent. Encore une fois, c’est le facteur de localisation qui réglera leur schéma d’implantation et d’épanouissement économique.

Comme cela se passait chez les voisins, les compagnies qui s’établirent dans les colonies britanniques étaient des compagnies privées auxquelles le Roi avait [32] accordé une charte et qui étaient dirigées par des leaders et, à une exception près, par des hommes. Laquelle alors de ces trois motivations était la plus importante : liberté de culte, espérance de profit ou désir d’échapper à l’emprise de plus en plus forte du gouvernement royal ?

Dans les colonies britanniques du nord, l’établissement se fait sur un modèle particulier. Les colons qui arrivent en Amérique du Nord, les Puritains par exemple, viennent en général d’une même souche, d'un même village. En s’établissant dans leur nouveau pays, ils se regroupent de la même façon, suivant le même schéma : village et sa commune avec, au centre, la place, entourée de l’église, des boutiques commerçantes, et du « Town Hall ». À l’extérieur du village, on trouve de petites fermes en franc-alleu et un système de gouvernement genre « burrough » avec une liberté de « self-government » inconnue dans les empires monarchiques espagnols et français. Aussi bien dans le nord que dans le sud, on reproduit les caractéristiques de la mère patrie, la politique de la « benign neglect » comme on l’a appelée. Il existe néanmoins des différences sociales. Les « better sort », un groupe choisi de gens fortunés et religieux, dominent la vie politique dite représentative par l’entremise d’élections annuelles ou autrement. Seul ce petit groupe a le droit de vote.

Si les colonies du nord ne possèdent pas de terres aussi riches que celles du sud, elles se rattraperont du côté industriel. Bien sûr, la production des colonies du sud représente monétairement quelque chose de bien supérieur à celle des colonies du nord mais, disons-le crûment, cette production ne porte que sur les matières premières tandis que dans les colonies du nord existe une potentialité d’infrastructure industrielle. En plus de l’agriculture, les Britanno-américains du nord établirent quelques industries, souvent reliées aux activités maritimes : pêche, construction navale, commerce maritime légal ou de contrebande. Le mercantilisme britannique freina quelque peu ces modestes débuts, mais néanmoins des industries s’implantèrent, dans les domaines du bois, du goudron et de la sidérurgie.

Les colonies britanniques furent aussi celles qui accueillirent le plus facilement des immigrants de sources très diverses : Anglais, Ecossais, Irlandais bien sûr, mais aussi huguenots de France, Allemands et, après la conquête de ce qui devient New York, Néerlandais. Bien plus que les colonies espagnoles et françaises, les colonies britanniques se caractérisèrent par une population aux origines variées.

Il nous reste à présenter notre troisième volet, les Français et la Nouvelle-France. Pourquoi les ancêtres des Québécois choisirent-ils de s’établir dans la partie la moins riche et la moins peuplée de l’Amérique, affligée d’un climat dont personne ne voulait ? Ils avaient exploré les côtes au sud de ce qui deviendra la Nouvelle-France et tenté de s’établir en Floride, mais ils en avaient été expulsés par les Espagnols. Ils surent aussi bien exploiter les ressources de l’intérieur du continent que les ressources maritimes des côtes de l’Atlantique et des rivières. Ce furent d’abord les rêves fous des Français qui les guidèrent vers cette partie du continent. Ensuite, ils décidèrent eux-mêmes d’y rester à l’incitation de la métropole.

[33]

De Cartier à Champlain, on cherche à faire comme l’Espagne, à s’enrichir rapidement. Champlain fera son petit détour, évidemment sans succès, pour trouver le royaume mythique de Norumbega. L’espoir de trouver un passage rapide vers l’Asie demeurera une constante. Et ce n’est qu’une fois bien enracinés sur le sol canadien que les Français comprennent qu’il n’existe pas de riche royaume amérindien.

Bien que les premiers établissements français soient côtiers, l’exploitation de la seule richesse naturelle disponible, les fourrures, conduit Champlain à s’enfoncer à l’intérieur du continent pour se rapprocher de cette ressource et des pourvoyeurs de fourrure que sont les Amérindiens, et aussi pour mieux protéger le monopole accordé à toute une série de compagnies privées. L’établissement, en 1627, de la Compagnie de la Nouvelle-France, mi-privée, mi-gouvernementale, ne fait que confirmer combien les pelleteries sont le facteur économique et de localisation dominant.

Les Français, dit le dicton, vinrent pour les âmes. Alors comment expliquer le manque de missionnaires avant 1615 et même 1625 ? Le premier dieu était le profit, le dieu chrétien venait ensuite.

Il n’est pas dans notre intention de nous étendre sur la lenteur du développement économique et démographique de la Nouvelle-France, que ce soit en termes comparatifs ou absolus. Il suffit de dire que, en comparaison avec les Espagnols et les Britanniques, les Français accomplirent peu en Amérique du Nord. Pourquoi ? À aucun moment, que ce soit sous François Ier avec Cartier ou sous « l’association » Louis XIII-Richelieu avec Champlain, la volonté de coloniser et de renforcer sa puissance militaire ne manque à l’État. Encore moins avec Louis XIV et ses ministres de la Marine. Mais son objet n’est pas la Nouvelle-France. Ce manque d’intérêt n’est pas difficile à expliquer. Le climat n’a rien d’attirant, les possibilités économiques ne concordent pas avec les besoins de l’État. Même si cela paraît simpliste comme explication, la France n’avait tout simplement pas envie de faire des milliers de kilomètres à travers l’océan pour se rendre dans une colonie qui, les meilleures années, n’arrivait à rapporter que quelques millions de livres. En d’autres termes, la Nouvelle-France, sauf pour quelques années, n’intéressera pas la France. Les Antilles, l’Inde, oui ; la Nouvelle-France, le Canada, non !

Erreur grossière, disent quelques-uns de nos historiens. Pas aux XVIIe et XVIIF' siècles. Sir Wilfrid Laurier a eu beau dire que le XXe siècle appartenait au Canada, jusqu’à maintenant aucun siècle ne lui a appartenu.

La France aurait-elle pu faire autrement ? Avant le règne de Louis XIV, étant donné la suprématie militaire, tant européenne que coloniale, du Saint-Empire romain (qui n’était ni un empire, ni saint, ni romain, d’après Voltaire) et même après sa division par Charles Quint, l’Espagne, inévitablement, était le pouvoir dominant. Par contre la prépondérance de la France, au moins en Europe, à la fin du XVIIe siècle, aurait dû lui permettre, en plus d’être le pouvoir militaire le plus [34] puissant du vieux continent, d’élaborer une politique coloniale. Pour cela il lui aurait fallu développer sa force de frappe maritime. En fait, la France a choisi une politique qui lui permettait de dominer là où elle le voulait, sur le continent. Ce n’est pas l’effondrement de la Nouvelle-France qui était inévitable, mais le manque de détermination de la France.

'

Hasard, volonté, facteurs de localisation, et surtout caractère inévitable des événements sont les termes qui sont revenus le plus souvent dans notre présentation. En 1763, la perte de la Nouvelle-France était inévitable. Par contre, en 1776, la victoire des rebelles britanniques ne l’était pas. Elle ne le sera qu’en 1783. Et que dire de l’empire colonial espagnol à cette date ? Qui donc aurait prédit qu’il serait détruit dans les années qui suivraient la conquête de l’Espagne par les forces françaises ?

Nous terminerons donc en revenant à notre point de départ : l’inévitable, c’est ce qui est arrivé.

[35]

Cameron Nish, “*Étude comparative de la colonisation du continent américain : colonies françaises, britanniques et espagnoles*.”

COMMENTAIRE

Par Denys DELAGE

[Retour à la table des matières](#tdm)

Faire l’histoire de l’Amérique, c’est nécessairement déborder du découpage artificiel qu’imposent à ce continent les diverses puissances européennes. L’approche globale et comparative, telle que nous le propose ici Cameron Nish, présente cet avantage qu’elle permet de se débarrasser vite d’explications toutes faites construites à partir des dépôts d’archives de l’une ou l’autre des puissances coloniales. J’endosse son analyse sur les différences et les similarités qui ont caractérisé les États d’Espagne, de France et d’Angleterre. Aussi, plutôt que de suggérer des nuances sur tel ou tel aspect, je préférerais poursuivre l’étude d’ensemble du processus de conquête et de colonisation de l’Amérique et déborder de la sphère du politique pour indiquer sommairement ce que furent au cours des dernières années les principaux centres d’intérêt. J’en retiendrai trois :

1. la transition au capitalisme et la constitution d’un système économique mondial ;

2. la question amérindienne ;

3. la question démographique et le « problème » de la main-d’oeuvre.

La transition au capitalisme et la constitution  
d’un système économique mondial

Cette piste d’explication est celle de F. Braudel et de I. Wallerstein. Elle consiste à étudier la naissance d’un système économique mondial au XVIe siècle de même qu’à repérer son centre, sa périphérie et sa semi-périphérie. Ce système économique, centré sur l’Europe de l’Ouest, intègre l’Atlantique, au XVIe siècle. Aussi, au cours de ce siècle (qui est un siècle d’expansion et de croissance), son centre se déplace des villes italiennes (Méditerranée) vers l’Espagne (Atlantique). Mais ainsi qu’on le sait, la richesse de l’Espagne ne conduit pas à un déblocage, à un take-off, et la structure de production de ce pays demeure archaïque. Aussi, quand la « crise » frappera au XVIIe siècle, l’Espagne (comme le Portugal et l’Italie) sera durement affectée et le centre du système économique mondial se déplacera vers l’Europe du nord-ouest, plus précisément vers Amsterdam, désormais l’entrepôt mondial du commerce.

Si, au XVIIe siècle, l’Espagne réussira à maintenir ses possessions (bien qu’elle perde la Jamaïque en 1655), elle ne pourra toutefois plus empêcher l’offensive [36] coloniale de ses rivaux. Au début de ce siècle, ce ne sont pas le Portugal et l’Espagne qui sont dans la course pour de nouvelles entreprises coloniales mais plutôt la Hollande, l’Angleterre et la France. Pour comprendre la stratégie coloniale de ces trois puissances, il faut faire à la fois l’analyse de la transition de ces sociétés vers le capitalisme et celle de leur place dans le système économique mondial.

La puissance hégémonique, c’est la Hollande. Certes, ce pays ne tire pas sa force de la taille de sa population : moins de 2 millions d’habitants. Néanmoins, c’est vers ce pays qu’affluent capitaux et marchandises, c’est à ses ports qu’est rattachée plus de la moitié de la flotte européenne. Ce pays a réalisé le premier sa révolution bourgeoise : vers 1580. On l’a qualifié à tort de puissance exclusivement mercantile. La production y acquiert des formes capitalistes : développement du rapport capital-travail, parcellisation du procès de travail et progrès des forces productives (particulièrement dans les secteurs de la construction navale, du textile et de la production de la tourbe). La Hollande est aussi le premier pays à s’engager dans la « révolution agricole » : la paysannerie y est minoritaire, libre, prospère, tournée vers le marché. Contrairement au modèle anglais de transition au capitalisme avec expropriation de la paysannerie, le modèle hollandais se caractérise par une transition dans les campagnes avec de petits paysans prospères. La productivité agricole et manufacturière hollandaise est donc la plus élevée d’Europe et, en conséquence, les prix des marchandises européennes sont généralement les plus bas.

L’Angleterre compte 5 millions d’habitants, mais elle est en retard sur la Hollande, bien qu’elle soit engagée sur la même voie, sauf dans le domaine de l’agriculture, où les gains de productivité sont acquis par l’expropriation des paysans (les *enclosures*). Enfin, avec ses 20 millions d’habitants, la France est un pays surpeuplé. Son économie et sa structure sociale sont archaïques, sa productivité, figée. Le trop plein démographique se manifeste par une émigration vers l’Espagne. Voyons maintenant ce que cela implique pour la colonisation de l’Amérique du Nord.

Certes, l’implantation européenne en Amérique du Nord au XVIIe siècle est reliée à la recherche d’un passage vers l’Asie, de même qu’aux stratégies politiques de différents souverains. Mais il s’agit davantage d’une histoire de pêche, de fourrures, de bois. A cet égard, la Hollande domine l’économie de la Baltique, ce qui lui assure bois et pelleteries en abondance ; en outre, sa flotte contrôle les pêches dans la mer du Nord. Bref, la Hollande a son « Amérique » à portée de la main. Et c’est justement parce que les Hollandais contrôlent tout qu’Anglais et Français doivent aller s’approvisionner de ces denrées plus loin : en Amérique du Nord. Cela conduira les Français dans le Golfe Saint-Laurent, les Anglais en Virginie et en Nouvelle-Angleterre. Réalisant le danger qu’ils courent d’être évincés de ces nouvelles sources d’approvisionnement, les Hollandais viendront s’implanter à Nouvelle-Amsterdam (ultérieurement New York).

[37]

Pour illustrer les rapports multiples que l’on peut faire entre la colonisation de l’Amérique du Nord et le système économique mondial, je retiendrai un exemple. La période 1618-1630 est marquée par une surproduction dans le secteur du textile. Plus compétitive, la Hollande se tire relativement bien de la crise. Elle exporte celle-ci en Angleterre, condamnant ainsi au marasme en ce pays tout ce secteur de production. Cela provoque le chômage de travailleurs anglais et contribue pour beaucoup à l’importante vague de migration vers l’Amérique. Le peuplement anglais des côtes de la Nouvelle-Angleterre a pour effet, entre autres, d’accroître la concurrence entre Européens dans le commerce des fourrures. Les Hollandais, qui pratiquent déjà les prix les plus bas, les baissent encore et troquent même des armes à feu. Il faut peu de temps pour que les Iroquois obtiennent de leur partenaire hollandais beaucoup plus de marchandises et d’armes à feu que n’en obtiennent les Hurons des Français, chez qui les prix des marchandises restent élevés. Pourquoi les prix français ne sont-ils pas compétitifs ? Parce que la productivité des manufactures françaises est moindre qu’en Angleterre ou qu’en Hollande et que les Français n’ont pas, comme les Hollandais, de rivaux à côté d’eux dans la traite. Nous voici donc à expliquer la victoire iroquoise aux dépens des Hurons par l’hégémonie de la Hollande et par la crise du textile de 1618-1630 !

Poursuivons sur cette piste. Durant le XVIIe et le XVIIIe siècles, les prix hollandais et anglais des marchandises de traite ont toujours été inférieurs aux prix français. Cela, nous le savons grâce à des listes de prix comparatifs, et à la contrebande de fourrures exportées de Montréal à Albany. A cet égard, les progrès de l’archéologie historique devraient nous apporter des preuves supplémentaires. Je pense ici, entre autres, aux travaux de Françoise Niellon et de Marcel Moussette sur le site de l’« Abitation » de Champlain, où l’on a découvert des quantités surprenantes de céramique anglaise pour la période 1650-1675. C’est cet écart de prix qui, d’un côté, permet aux Anglais de rester à Albany et d’attendre que les Amérindiens viennent à eux et, d’un autre côté, incite les Français à aller au devant des Amérindiens en construisant des forts sur tout le continent. Est-ce une constante de notre histoire que de « surdévelopper l’appareil d’État » pour contrer une faiblesse économique ?

La question amérindienne

Rappelons que les Amériques étaient plus peuplées que l’Europe : 80 à 100 millions contre 65 millions. L’Amérique, au nord du Mexique, comptait au moins 3 millions d’habitants, peut-être 12. Les Hurons étaient 20 000 (30 000 peut-être), les Iroquoiens, 100 000 à 125 000. Les Algonquiens de la Nouvelle-Angleterre étaient 100 000 environ. Aucune compréhension de l’histoire coloniale n’est possible sans une connaissance de ce qu’étaient ces sociétés, dans leurs fonctionnements, leurs agirs, leurs stratégies. Tout le commerce des fourrures ne s’est-il pas pratiqué selon les formes ritualisées du commerce traditionnel amérindien ? De même, comment expliquer le maintien des alliances franco-indiennes alors que les prix des marchandises de traite françaises n’étaient pas compétitifs ? On avance [38] généralement l’explication que les Français étaient plus tolérants envers les autres peuples et plus ouverts au métissage que ne l’étaient les Anglais. Notons au passage que si les autorités ecclésiastiques et politiques françaises prirent des positions en faveur du métissage au XVIIe siècle, elles s’y opposèrent généralement au XVIIIe siècle, ainsi que l’a démontré Cornélius Jaenen. Cette explication par les « qualités » françaises a pour effet d’occulter les partenaires amérindiens. Or, plusieurs documents indiquent que les Amérindiens jugeaient les Français moins menaçants dans la mesure où ils peuplèrent peu, et dans la mesure où ils étaient moins « avides de terres » que ne l’étaient les colons anglais, 40 fois plus nombreux. La révolte de Pontiac est particulièrement éclairante à ce sujet.

La question démographique  
et le « problème » de la main-d’oeuvre

Partout dans les Amériques, de l’Arctique à la Terre de Feu, la période de contact entre Amérindiens et Européens a été suivie d’une terrible dépopulation. En moyenne, on peut relever un coefficient de dépopulation de 20 à 1. Toutes les études récentes confirment ce coefficient établi par Dobyns. Le Mexique est passé de 30 millions à IV2 million d’habitants. Les Mic-Macs de Nouvelle-Écosse passèrent de 50 000 à 2 500 ainsi que nous l’indique Patricia Miller. Ce fut la plus grande catastrophe de l’histoire de l’humanité. Quand un document décrit une région « où végètent de petits groupes d’Amérindiens », il faut généralement y voir le terme d’un processus de dépeuplement.

Du point de vue des puissances colonisatrices, ce dépeuplement a fait problème. Contrairement à l’Afrique et à l’Asie où les capitaux et les militaires suffisaient pour se découper un empire, en Amérique cela ne suffisait pas ; il fallait aussi trouver de la main-d’oeuvre. Face au problème de la rareté de la main-d’oeuvre, on eut recours à la constitution de deux types de rapports sociaux : l’esclavage et la paysannerie libre. L’esclavage n’était possible que dans les secteurs à forte intensité de main-d’oeuvre où le processus de travail était simple, facilement quantifiable : coton, sucre, mines. En Amérique du Nord-Est, les processus de travail liés à la coupe du bois, à la pêche et la traite, à l’élevage, à l’agriculture interdisaient le recours à l’esclavage. Qui plus est, les Amérindiens socialisés dans des sociétés égalitaires auraient doublement résisté. Aussi a-t-on eu recours à des engagés et à des paysans libres. Il fallut offrir à la main-d’oeuvre de meilleures conditions de vie et de travail afin de l’attirer. Ces colons transplantés en sol américain s’inscrivent dans la phase A d’un cycle malthusien, c’est-à-dire que, après les épidémies qui décimèrent les autochtones, l’homme devint rare et les ressources abondantes. Indice de cela : alors qu’au XVIIe siècle la population stagne en Europe, en Amérique elle double aux 25 ans parmi les colons blancs. C’est dire que, dans le contexte des rivalités inter-européennes en Amérique, l’investissement démographique fut le facteur clé. Les Hollandais avaient les capitaux ; en effet, leur mise de fonds dans la West Indische Compagnie fut 10 fois plus élevée que celle des Français dans leur compagnie des Indes Occidentales. Toutefois la [39] Hollande ne pouvait assumer un fort investissement démographique, d’abord parce qu’elle était petite mais surtout parce que sa paysannerie était prospère et que le haut niveau de vie de sa population attirait plutôt qu’il n’expulsait la main-d’oeuvre. La Hollande avait donc les capitaux mais pas les hommes. La France avait les hommes mais pas les capitaux. L’Angleterre avait « le juste » équilibre de l’un et de l’autre. Aussi, si dès 1600 l’inévitable était le domaine espagnol, dès 1664 (c’est-à-dire après l’expulsion des Hollandais d’Amérique du Nord), l’inévitable était le domaine anglo-saxon.

[40]

[41]

Première partie.  
Perspectives historiques, des origines  
à la deuxième guerre mondiale

2

“Les idéologies québécoises  
et américaines au XIXe siècle.”

Par Jean-Paul BERNARD

[Retour à la table des matières](#tdm)

[42]

[43]

On m’a demandé de parler des idéologies québécoises et américaines au XIXe siècle : des travaux déjà faits, et particulièrement de l’influence de la Révolution américaine sur la pensée québécoise, de l’idéologie libérale et de la question de l’annexion.

Les travaux qui, de quelque manière, touchent à notre sujet sont beaucoup trop nombreux pour qu’on puisse en rendre compte ici. Il me paraît toutefois utile de rappeler l’époque de la naissance de la perspective continentaliste dans l’historiographie, il y a environ cinquante ans. Pour ce qui est de nos trois points particuliers (Révolution américaine, libéralisme et annexion), ils constituent autant d’occasions de voir les mérites de cette approche continentaliste et ils permettent de concentrer notre attention.

Dans un colloque sur « les relations culturelles » où on invite à scruter les « modes de vie », les « valeurs et attitudes », je comprends qu’on s’attende à ce que le sens donné au mot idéologie soit assez large pour inclure aussi ce que dans l’historiographie des États-Unis on retrouve parfois sous des expressions comme *American Thought, Mind* ou *Character*. À propos de la place des idées dans le processus historique, aussi bien le déclarer dès maintenant et tout net, je suis un peu en réaction ces temps-ci contre une division qui accorde à l’économie un caractère de réalité et tend à faire des idées quelque chose d’irréel ou de moins réel. Pour dire vite, j’emprunte les expressions de Pierre Bourdieu qui estime qu’à opposer réalité et représentation de la réalité, on manque de voir la réalité de la représentation, son poids réel dans les processus sociaux. Ceux-ci joueraient toujours deux fois : dans leur réalité première « objective » et dans la réalité des représentations.

Je choisis, pour ce qui est du Québec, de m’en tenir au Québec francophone. Je sais que cela implique des inconvénients et je n’ignore pas que sur le territoire québécois au XIXe siècle, comme maintenant, il ne se trouve pas que des Canadiens français. Mais avec l’observateur Joseph Samson (1817) je crois que « English Canada, and French Canada, are two different things [[11]](#footnote-11) ». Si on prend cette affirmation au sérieux, on ne peut confondre les deux choses dans l’analyse. Dans un premier temps, une comparaison à deux (Canada français / États-Unis) me convient plus qu’une comparaison à trois (Canada français / Canada anglais / États-Unis) qui pourrait venir ultérieurement.

Pour rendre praticable le travail de comparaison, il faut simplifier les choses, constituer l’objet d’étude, postuler qu’il existe un ensemble idéel/moral étatsunien et un analogue québécois/canadien-français distinct. Des ensembles culturels dont les frontières externes, même poreuses, n’en existent pas moins. Le choix de ce niveau pour l’analyse implique aussi que, dans les deux cas, les divisions régionales ne soient pas au centre de l’attention. On trouvera par ailleurs que bien des forces qui s’exercent dans les deux cas sont identiques, mais alors, on se demandera surtout si elles occupent la même place.

[44]

'

Reste à dire, à propos de la question qui nous occupe, quelques mots au sujet d’attitudes possibles chez les historiens devant le problème qu’il faut bien appeler celui de la différence, puisqu’il n’est pas facile de trouver un autre mot. Ce que je sais et ce que je pense me conduisent à croire que cette différence a existé de façon très significative, qu’elle doit beaucoup à l’histoire et qu’elle doit être expliquée historiquement. Ce serait me donner la part trop belle que de dire qu’en cela je ne fais que constater et expliquer, échappant ainsi aux travers de la valorisation, de la dépréciation et de la négation... De fait, comme dans la chanson à propos de « La vieille femme indigne », je me dis « faut-il pleurer, faut-il en rire, fait-elle envie ou bien pitié, je n’ai pas le coeur à le dire... ».

La perspective continentaliste

C’est plus particulièrement depuis les années 1930 qu’on insiste sur le fait élémentaire de l’appartenance nord-américaine du Canada et du Canada français, pour dire que la liaison à la Grande-Bretagne chez les anglophones et la liaison à la France chez les francophones ont laissé trop peu de place à la dimension continentale dans l’explication de l’évolution. Déjà, à la fin des années 1920, Keenleyside [[12]](#footnote-12) publiait un ouvrage sur les relations entre le Canada et les États-Unis. Dans les années 1935-1945, c’est une véritable entreprise [[13]](#footnote-13) que de faire ressortir l’importance de ce facteur qui avait été relativement négligé. On peut se faire rapidement une idée de l’esprit qui l’animait en lisant, par exemple, le compte rendu du colloque [[14]](#footnote-14) de 1935 tenu à la *St. Lawrence University* (Canton) de l’État de New York.

Entre 1936 et 1945, sous le patronage de la « Dotation Carnegie pour la paix internationale » (section d’économie politique et d’histoire), paraissent vingt-cinq volumes qui portent sur les relations canado-américaines, et sur l’influence américaine au Canada. Pour notre propos, quelques remarques s’imposent au sujet des études de cette époque. D’abord, on constate la très nette prépondérance des études d’histoire économique (y compris, à la marge de l’économie, les conflits diplomatiques, les questions de frontières, etc.) et corrélativement le caractère restreint des études portant sur la culture ou les idéologies. Il est aussi intéressant de retenir que le célèbre livre synthèse de Brebner, *North Atlantic Trianglef I78* [[15]](#footnote-15), couronne la collection et que Brebner y reconnaît carrément que les rapports à deux (Canada / États-Unis) gagnent à être plutôt considérés dans un système de rapports à trois (Canada / États-Unis / Europe). Enfin, sauf dans quelques cas, comme celui du livre *Les Canadiens français et leurs voisins du Sud*, on remarque le caractère purement occasionnel des considérations sur le Canada français.

On était à peu près à l’époque de l’enquête de la Revue dominicaine (1937) sur l’américanisation du Québec. Cette année-là, l’historien Gustave Lanctôt aborde à la Société royale du Canada la question des influences américaines sur le Québec et, l’année suivante, le géographe Benoît Brouillette évoque la présence conquérante sur le territoire américain des traitants, explorateurs et missionnaires canadiens-français. Dans *L'Action nationale*, Lionel Groulx [[16]](#footnote-16) traite de la question de l’annexion.

[45]

Une courte contribution d’Édouard Montpetit [[17]](#footnote-17) à l’étude entreprise, dans le cadre de la Fondation Carnegie, sur les attitudes canadiennes face aux États-Unis mérite d’être relue. Un beau texte, plein de distinctions et de nuances. Montpetit estime par exemple que le Canada français tient à son héritage culturel, mais sans être fermé au progrès tel qu’il se voit aux États-Unis ; qu’il voit les États-Unis de manière positive, mais que cela ne l’empêche pas de craindre pour lui le danger du *melting pot*. Il tente de distinguer les sentiments qui dominent respectivement dans les grandes villes, les villes et la campagne. Il distingue l’ensemble du peuple et « l’élite », estimant relativement à celle-ci que le traditionalisme défensif du groupe nationaliste n’occupe pas toute la place, qu’il y a aussi un groupe d’intellectuels qui valorisent essentiellement la liaison à la culture française, et un autre groupe, celui des professionnels et hommes d’affaires qui, un peu en dehors des discussions académiques, pratiquent les méthodes américaines et sont portés à les défendre. Dans l’enseignement supérieur, écrit Montpetit, l’influence américaine est presque nulle en théologie, philosophie, droit et lettres, mais largement répandue en sciences, médecine, génie, commerce, agriculture et sociologie.

En 1941, paraît au nom de Gustave Lanctôt le livre *Les Canadiens français et leurs voisins du Sud*  [[18]](#footnote-18). Il nous intéresse particulièrement pour le XIXe siècle. En effet, on y trouve une cinquantaine de pages, respectivement, de Lanctôt pour la période 1760-1820, de Jean Bruchési pour les années 1820-1867 et de Lanctôt aussi pour la période après 1867.

Quelques années plus tard, l’historien américain Mason Wade [[19]](#footnote-19) présente une solide étude sur les relations Canada français/États-Unis devant la Société historique du Canada, faisant son profil des travaux antérieurs et particulièrement du livre paru au nom de Lanctôt. Remarquons l’expression de la perspective continentaliste : des choses dans l’histoire du Canada français sont « not so much national as continental in character ». Et une affirmation, qui n’était pas une accusation mais qui, en certains milieux, fut perçue comme telle : « French Canada is the most deeply traditionalist section of the New World ». Le gros ouvrage de Wade, *French Canadians 1760-1945*, qui parut en 1955, eut alors beaucoup de retentissement.

Du côté canadien-français, la *Revue d’histoire de l’Amérique française*, dans son titre même, a quelque rapport avec le continentalisme (en français !) et les travaux des historiens de l’époque de la fondation des Instituts d’histoire et de géographie de l’Université Laval et de l’Université de Montréal n’ignorent pas la perspective continentale. A-t-on remarqué, par exemple, que le *Louis XVI, le Congrès américain et le Canada* de Marcel Trudel est de 1949 et que *La Guerre de la Conquête* (1955) de Guy Frégault repose sur une analyse continentale des enjeux et des événements ?

Il faut passer par dessus les travaux, nombreux, qui depuis ce moment manifestent ici l’intérêt qu’on accorde au rapport Canada français / États-Unis. À titre d’exemple, retenons seulement l’excellent livre d’Albert Faucher paru en 1973 : *Québec en Amérique au XIXe siècle. Essai sur les caractères économiques de* [46] *la Laurentie*. Aujourd’hui, la division du travail, la spécialisation dans la recherche, selon les instances ou selon les objets d’étude, favorisent, point par point, l’attention à l’analogue américain. Qu’il s’agisse, par exemple, de l’histoire de la culture, de l’histoire urbaine ou de l’histoire des femmes.

La Révolution américaine  
et le Canada français

La Révolution américaine (1776-1783) conduit à l’indépendance, par rapport à la Grande-Bretagne, de 13 colonies qui se donnent un gouvernement commun. Révolution politique, sans doute, mais aussi, au moins potentiellement, révolution sociale. Si l’on peut considérer l’événement comme un accomplissement, il ne faut pas le voir comme une création pure. En amont, on peut voir les bases qui le rendent possible : une base démographique et économique, en même temps qu’une tradition politique et idéologique. En aval, la réussite des Franklin, Jefferson, Hamilton et Washington crée un précédent, constitue un point de repère, une source d’inspiration, un modèle. Triomphe de la liberté, de la démocratie, de l’homme américain ; l’image, pour s’imposer, n’a pas besoin de correspondre parfaitement à la réalité. Elle a, effectivement, quelque rapport à la réalité et pour le reste elle a sa vie propre, sa réalité propre. Le fait que les révolutionnaires français, dans un contexte bien différent, se réclament initialement de l’expérience américaine, ne serait-ce que pour mettre en question l’autorité royale, le montre bien. Une trentaine d’années plus tard, c’est aussi le cas des mouvements d’indépendance en Amérique latine. Tocqueville publie, partie en 1835, partie en 1840, [*La démocratie en Amérique*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.toa.dem1), qu’il y a lieu de considérer non pas comme une œuvre isolée mais plutôt comme un exemple particulièrement bien réussi d’une réflexion sur la « liberté américaine ».

On n’a pas de mal à montrer qu’à la fin du XVIIIe siècle et dans la première moitié du XIXe le Canada français, intégré à l’Empire britannique depuis 1760- 1763, est lui aussi marqué par cet exemple. Mais peut-être ne faut-il pas oublier que ce qu’il faut surtout expliquer, c’est plutôt que ce peuple, américain lui aussi, n’ait pas voulu ou n’ait pas pu suivre la voie tracée par les États-Unis.

Durant la guerre d’indépendance, des émissaires américains tentèrent bien d’inviter les Canadiens à joindre les rangs des insurgés, mais s’ils purent provoquer quelque sympathie, ils échouèrent à les gagner à leur cause. Durant la guerre de 1812, les milices canadiennes défendent le sol canadien, et l’intégrité de l’Empire, contre l’envahisseur américain. La présence de l’armée anglaise n’explique pas tout. Ni le seul calcul des avantages du commerce avec la Grande-Bretagne.

Il faut lire le discours de Louis-Joseph Papineau en 1820, à l’occasion de la mort du roi George III, pour constater à quel point il était possible de parier alors plutôt sur la liaison à la Grande-Bretagne que sur l’exemple américain. Papineau se dit même heureux de rappeler que « la marine et les armées de la Grande-Bretagne ont été employées pour nous procurer une protection efficace contre tout danger extérieur » !

[47]

w

Pourtant, durant les années 1834-1838, un mouvement naît, qui aboutit à la proclamation de l’indépendance du Bas-Canada, avec d’ailleurs une rhétorique qui s’inspire largement des États-Unis et l’espoir, un peu confus, d’un appui de la part des Américains. Les 92 Résolutions [[20]](#footnote-20) de 1834 renvoient à l’expérience américaine et montrent ici et là que la fidélité à la Grande-Bretagne ne peut être que conditionnelle, qu’elle ne saurait être assurée sans la correction de griefs qui sont vivement ressentis. Les rébellions de 1837-1838 ne font pas que jouer l’Amérique contre la métropole européenne, elles se réclament de façon on ne peut plus claire des mots mêmes de l’Indépendance américaine.

Dans les Résolutions de Saint-Ours (15 mai 1837), on accuse le gouvernement de la Grande-Bretagne de violation du contrat social et on évoque l’aide contre lui qu’on cherchera du côté américain. L’Adresse des Fils de la Liberté (4 octobre 1837) — à remarquer le nom même de cette association des jeunes gens de Montréal » — dans son ensemble et dans sa structure, est inspirée de la Déclaration d’indépendance des États-Unis. Manifestement on a presque copié, mais, si on regarde de plus près les deux paragraphes inauguraux respectifs, on voit qu’ici on ne trouve pas « lois de la nature », « Dieu de la nature », « opinion du genre humain ». Les deux documents sortis de la grande assemblée de la Confédération des six comtés (octobre 1837) parlent des « sages et des héros » américains, des « sages et immortels rédacteurs de la DÉCLARATION DE L’INDÉPENDANCE AMÉRICAINE »... Plus représentative, il est vrai, d’une aile radicale que de l’ensemble du mouvement, la Déclaration d’indépendance du Bas-Canada (février 1838) commence par un préambule inspiré des États-Unis et poursuit, par exemple, par des articles qui proclament la république, la fin de toute union entre l’Église et l’État, et l’abolition de la tenure seigneuriale [[21]](#footnote-21).

Un autre document [[22]](#footnote-22), moins connu celui-là, en réponse à une lettre d’appui reçue de la *Workingmen’s Association* de Londres par le Comité central et permanent de Montréal, oppose aristocratie et démocratie. Plus précisément, l’aristocratie y est vue comme plaie de l’Europe, et cause de ses maux, et la démocratie, comme caractère fondamental de l’hémisphère américain.

Le mouvement de révolte est écrasé par l’armée anglaise. Le territoire des États-Unis sert de lieu de refuge pour des Patriotes en fuite. Mais le gouvernement américain et la *Jacksonian Democracy* ont d’autres priorités de relations avec l’Angleterre : l’appui un peu naïvement attendu n’aura pas lieu. À retenir, l’issue de la tentative. Le fait que l’échec, qui montre sans doute que l’indépendance ne va pas de soi, même en territoire américain, favorise le colonialisme de même que le conservatisme politique et social. Mais des choses sont antérieures à cet échec.

Considérons le *Rapport Durham* (1839) [[23]](#footnote-23) autrement qu’on ne le fait généralement, pour l’analyse qu’il fait de la société canadienne-française, de ses caractéristiques et de ses conditions d’existence. De ses caractéristiques qui, pour l’essentiel, sont dues à ses conditions d’existence.

[48]

Malgré le parti pris de son auteur, il pourrait s’y trouver quelque vérité. Voyons l’argument général de la description historique. Au point de départ, la colonisation française est implicitement comparée à la colonisation anglaise :

Les institutions de la France durant la période de colonisation du Canada étaient... propres à étouffer l’intelligence et la liberté de la grande masse du peuple.

Mais si la France a changé, ce n’est pas le cas des Canadiens français :

Ils demeurent une société vieille et retardataire dans un monde neuf et progressif. Essentiellement, ils sont encore Français, mais qui ne ressemblent pas du tout à ceux de France. Ils ressemblent plutôt aux Français de l’Ancien Régime.

La colonisation anglaise y a contribué à sa manière :

... la négligence continuelle du gouvernement britannique laissa la masse du peuple sans aucune des institutions qui l’eussent élevée à la liberté et à la civilisation.

Il y a eu injuste favoritisme, mais aussi concurrence naturelle intenable :

L’ascendant qu’un injuste favoritisme avait contribué à donner à la race anglaise dans le gouvernement et dans les carrières de la magistrature, elle se l’est assuré par sa propre énergie supérieure, par son adresse et par ses capitaux dans toutes les branches de l’industrie. Elle a développé les ressources du pays, elle a construit ou amélioré les moyens de communications, elle a créé le commerce intérieur et extérieur. Le commerce en gros dans sa totalité, une grande partie du commerce de détail de la province et les fermes les plus avantageuses et les plus florissantes sont maintenant entre les mains de la minorité.

En principe, Durham répudie l’idée qu’une race puisse être considérée, comme telle, inférieure à une autre :

Je suis loin d’encourager indistinctement ces prétentions à la supériorité de la part d’aucune race en particulier.

[49]

Mais, dans le cas des Canadiens français, l’infériorité est une infériorité de situation :

Je ne connais pas de distinctions nationales qui indiquent et entraînent une infériorité plus irrémédiable. La langue, les lois et le caractère du continent nord-américain sont anglais. Toute autre race que la race anglaise (j’applique ce mot à tous ceux qui parlent la langue anglaise) y apparaît dans un état d’infériorité.

Tocqueville, bien avant les événements de 1837, avait vu les États-Unis et le Canada. Il avait vu qu’au Canada la division linguistique avait des incidences sur les rapports de classes et il se disait inquiet de l’avenir du Canada français... Peuple « sans histoire », écrivait Durham. On n’a pas bien compris ici le sens de l’expression. Comme Fichte et Hegel, mais aussi comme Marx et Engels [[24]](#footnote-24), Durham distingue les nations « historiques » des nations « sans histoire ». Sans histoire signifie bien plus sans État et sans avenir que sans passé ou sans passé écrit. La marche du progrès, de l’entreprise et du capitalisme condamnerait certaines nations, au profit d’autres nations...

Les fabricants d’idéologie des années après 1837 au Canada français ont pensé, non sans raison, que les moyens de la nation étaient limités et que son existence même était précaire. De là, par exemple, dans la dernière page de son *Histoire du Canada*, les mots souvent cités de Garneau :

Que les Canadiens soient fidèles à eux-mêmes ; qu’ils soient sages et persévérants, qu’ils ne se laissent point séduire par le brillant des nouveautés politiques et sociales ! Ils ne sont pas assez forts pour se donner carrière sur ce point.

À peu près au même moment, aux États-Unis, l’historien George Bancroft [[25]](#footnote-25) se réjouit de la bonne fortune américaine et célèbre, en même temps que le « common man » et le « common mind », la république et la démocratie. « Notre pays, écrit-il, a à montrer au monde la beauté exemplaire de la liberté ». On voit la différence de ton, la différence d’horizon.

Maintenant, on peut passer à une autre question, celle du libéralisme au XIXe siècle. On aura retenu de ce qui précède que quelque chose, dans les caractères et les conditions d’existence du Canada français, n’est pas très favorable à son épanouissement. À propos de 1837-1838, il faut souligner en passant que la thèse de Fernand Ouellet qui, grossièrement, accorde aux Patriotes d’être des libéraux politiques mais pas de vrais libéraux, ce qui aurait impliqué aussi l’économique et le social, n’est pas sans intéresser notre prochaine section.

[50]

Le libéralisme, les États-Unis et le Québec

Avoir à définir d’abord le libéralisme nous oblige à un double mouvement de recherche, d’une part du côté de ce qui fait l’unité du concept et d’autre part du côté des formes particulières que la chose a prises selon la diversité des lieux et des temps. Vieux problème que, dans la philosophie qu’on m’a enseignée au collège, on résumait dans l’opposition compréhension / extension des concepts.

Dans son étude de l’idéologie libérale, centrée sur le libéralisme classique, celui des Physiocrates, de Locke, de Smith et des Encyclopédistes, André Vachet [[26]](#footnote-26) montre à la fois la logique interne du discours des philosophes et des économistes, et les racines sociales auxquelles ce discours correspond. L’idéologie libérale aurait été la théorie d’une nouvelle société et, pour l’essentiel, serait apparue à la fin du XVIIe siècle et au XVIIIe siècle jusqu’à la Révolution française, avant que cette nouvelle société ne « naisse sociologiquement en Angleterre et en Amérique à la fin du XVIIIe siècle, puis en France et en Europe continentale au XIXe siècle.

On a affaire à une totalité conceptuelle, à un ensemble cohérent de principes, de thèmes et de thèses dont l’ordonnance définit une configuration dans laquelle la valorisation de l’individu et de sa propriété constituent les points clefs.

Je résume très brièvement ces principes qui sont :

*l’individualisme*: le bien général est assuré par la concurrence des intérêts individuels, et non par la définition arbitraire d’un quelconque bien commun ;

*le naturalisme*: le bonheur pour tous résulte du respect de la loi naturelle, et non de l’intervention d’une providence ordonnatrice ;

*le rationalisme*: c’est dans sa propre raison que chacun doit trouver son guide moral et non dans des règles extérieures ;

*la liberté*: le droit à la liberté, attribut de la volonté individuelle, est premier, antérieur à l’autorité politique et aux conventions sociales ;

*l’égalité*: l’égalité de droit, égalité déclarée initiale et naturelle, implique une critique des privilèges juridiquement établis mais reconnaît les différences individuelles et y voit le fondement des différences sociales ;

*la propriété*: le droit à la propriété privée permet à l’individu non seulement l’appropriation de biens mais aussi l’enrichissement et la libre disposition des richesses acquises ;

[51]

*la sûreté*: le droit à la sûreté donne à l’État le rôle de protecteur de l’individu, de gardien de ses droits, dont le droit de propriété.

Malgré des différences qui ne sont pas sans importance, C.B. Macpherson (*The Political Theory of Possessive Individualism*) [[27]](#footnote-27), André Vachet (*L’idéologie libérale. L'individu et sa propriété*) et Louis Dumont (*Homo aequalis. Genèse et épanouissement de l’idéologie économique*) [[28]](#footnote-28), pointent globalement la même chose. Voilà qui permet de distinguer heureusement libéralisme et progrès, libéralisme et ouverture d’esprit, libéralisme et démocratie ! Le libéralisme a quelque chose de tout cela mais dans un sens bien spécifique. C’est d’abord ce sens qu’il faut chercher si l’on veut parler de libéralisme. Convenons-en.

Pourtant, des précisions/précautions supplémentaires doivent être explicitées. On a là un libéralisme de théoriciens, voire une théorie faisant l’unité des théoriciens, et il ne faudrait pas croire possible de le retrouver tel quel dans l’action, dans l’histoire et dans les moeurs. Ensuite, par rapport au temps, il y a inévitablement transformation. Même chez les théoriciens, il y a une prise en compte de l’expérience historique. On distingue généralement libéralisme classique et libéralisme moderne ou contemporain. L’exclusive « wealth » a tendance à s’accompagner de la préoccupation « welfare »...

À prendre en considération aussi les espaces nationaux, qui correspondent à la fois à des rythmes différents d’évolution du capitalisme et à des cultures différentes. Ruggiero [[29]](#footnote-29), Girvetz [[30]](#footnote-30) ou Flamant [[31]](#footnote-31) voient des histoires différentes du libéralisme selon qu’il s’agit du libéralisme en Angleterre, en France, en Italie ou aux États-Unis. Éric Hobsbawn [[32]](#footnote-32), par exemple, a remarqué, comme dans le cas de l’Italie et du Mexique, la forte composante de l’anticléricalisme dans des mouvements libéraux de pays dont la situation au XIXe siècle était bien différente de celle de l’Angleterre... Dans le cas des États-Unis, des conditions particulières de développement du capitalisme expliqueraient, de l’avis de Marx lui-même, que l’économiste libéral américain Henry C. Carey (*The Harmony of Interests*, 1851) montre un optimisme qui n’est pas le fait des Ricardo et Malthus britanniques.

Voyons un peu ce libéralisme américain au XIXe siècle. Dès l’époque de la Révolution, donc en même temps qu’en France et en Angleterre, tout l’éventail des thèmes et des thèses du libéralisme (classique) sont à l’honneur aux États-Unis. On n’a pour le voir qu’à se reporter aux textes fondateurs et aux débats au cours desquels triomphent, en même temps que la Révolution, les principes « révolutionnaires ». À n’en pas douter, les Paine, Hamilton ou Madison sont des libéraux. Les conflits de tendance, ceux qu’on résume parfois en opposant les positions de Jefferson et celles de Hamilton, portent sur des questions d’accent et s’expriment comme à l’intérieur même du libéralisme. Contre la Grande-Bretagne, avec pour une bonne part des arguments de philosophes et essayistes anglais, l’affirmation des droits à la liberté de commerce des coloniaux s’appuie sur le droit à la liberté individuelle, à l’égalité et à la protection de l’État. L’État américain se définit [52] initialement comme un État de propriétaires, grands et petits, et se déclare respectueux de la loi naturelle et de la raison. Bien sûr, on pourra insister sur l’inspiration qu’on peut tirer de cette époque, ou sur le caractère illusoire de la promesse libérale américaine [[33]](#footnote-33). S’il y avait là contradiction, il s’agirait des contradictions mêmes du libéralisme.

L’époque dite de Jackson, celle du « common man », celle de la revendication de l’égalité, met l’Ouest sur la scène politique, mais aussi les villes ouvrières de l’Est. L’extension du recours au suffrage populaire n’empêche pas la concentration du pouvoir politique et économique. Dans [*La démocratie en Amérique*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.toa.dem1), Tocqueville, observateur qui voit les choses d’un peu haut mais qui est perspicace, estime que pourrait bien naître une aristocratie de l’argent et de l’industrie.

Calvin Colton [[34]](#footnote-34), publiciste whig, écrira que le travailleur américain est libre, que par son vote il s’est assuré ses intérêts et ses droits. Mieux, que si le gouvernement frappe le riche il atteint le pauvre. Chacun étant à sa façon un capitaliste, estime-t-il, dans un pays de *self-made men*, le capitalisme et les grandes compagnies sont bien adaptés à la démocratie.

La question de l’esclavage avait été abordée en 1787, mais les Constituants avaient cru bien faire en s’en remettant au temps et en abolissant seulement la traite à l’échéance de vingt ans. En cela, le droit de propriété l’emportait sur la liberté et l’égalité. Surtout après 1830, la question de la politique douanière, qui oppose le Nord et le Sud, celle de l’extension de l’esclavage dans les nouveaux États de l’Ouest et une campagne humanitaire pour l’abolition, qui touche l’opinion du Nord, conduisent à l’affrontement armé et au triomphe du Nord. Victoire de l’industrie du Nord sur l’agriculture du Sud, en même temps que des idées de liberté et d’égalité.

Cent ans après la naissance de l’État américain, on était passé de l’époque de l’agriculture et du commerce à celle de l’industrie. Andrew Carnegie publie *Triumphant Democracy* (1886), qui, de fait, est plutôt une défense des institutions républicaines, et « Wealth » [[35]](#footnote-35) un article plus intéressant où l’individualisme et la propriété privée sont présentés comme les conditions premières du progrès. Il dira « The problem of our age is the proper administration of wealth, so that the ties of brotherhood may still bind together the rich and poor in harmonious relationship ». De là le devoir social de philanthropie.

Mais déjà l’idéologie de l’individualisme intégral, ce qu’on a appelé alors le darwinisme social, et le principe de non-intervention de l’État (v.g. Herbert Spencer, *Man versus the State*, 1884), étaient contestés de l’intérieur même du libéralisme. Avant même le milieu du siècle, l’Anglais John Stuart Mill exprimait des doutes sur l’à-propos de son application intégrale. Particulièrement dans les pays industrialisés, les principes avaient été doublement mis à l’épreuve de l’histoire : d’une part, on avait souvent cru opportun de ne pas les appliquer, et d’autre part on avait pu voir les misères qui ternissaient l’éclat de la richesse. Aux [53] États-Unis, la défense du libéralisme classique peut alors apparaître d’une certaine façon comme conservatrice. L’accommodement nécessaire prendra les noms de réformisme et de progressisme, dans un contexte où une opinion publique, rendue sceptique, ne donne qu’une confiance mitigée aux entreprises gouvernementales, souvent accusées de corruption et d’inefficacité.

Pour les États-Unis, au XIXe siècle, la place première de l’idéologie libérale ne fait pas de doute. Ce qui n’implique pas cependant l’absence de variantes à l’intérieur même du libéralisme, ni l’absence de mouvements autres. Mais c’est d’une tout autre situation qu’il s’agit pour le Québec ou le Canada français. Dans la configuration générale des forces idéologiques, il n’est pas du tout clair que le libéralisme soit prépondérant ; on a généralement pensé le contraire et on a même été jusqu’à nier au libéralisme toute existence significative. Depuis une bonne trentaine d’années un débat a cours sur la question de la modernité, puis sur celle du développement dans l’histoire du Canada français. Le débat sur le libéralisme renvoie à cet arrière-plan. Mais, si je ne me trompe pas, des équivoques jouent, sur lesquelles il y aurait d’abord lieu de se pencher. Je vais le faire, sans ressusciter toute l’historiographie, en examinant essentiellement deux textes.

En 1975, André Vachet [[36]](#footnote-36) a proposé comme hypothèse générale que « l’idéologie libérale entendue dans son sens précis a toujours été absente de la pensée québécoise ». Mais en 1979, dans *Histoire du Québec contemporain* [[37]](#footnote-37), on écrit plutôt que de 1867 à 1896 « Au Québec comme ailleurs, en cette seconde moitié du XIXe siècle, l’idéologie montante est certainement celle du libéralisme économique » ; et que dans la période suivante (1896-1929) le « libéralisme triomphant ne laisse à l’idéologie clérico-nationaliste que la position de résistance ». Il faut évidemment voir ce qu’il y a derrière des affirmations qui au premier abord peuvent paraître si opposées.

Ce qui n’existe pas, selon Vachet, monte à la fin du XIXe siècle et triomphe au début du XXe, selon *Histoire du Québec contemporain*. À moins qu’il ne s’agisse pas de la même chose. Que le libéralisme dans le secteur de l’économie dont il est question dans *Histoire du Québec contemporain* soit autre chose que l’idéologie libérale comme totalité impreignant l’ensemble de la vie sociale dans l’hypothèse de Vachet. Mais tenter ainsi de concilier vite les points de vue des deux textes est assez illusoire.

Vachet — on est en 1975 — a lu un certain nombre de travaux qui traitent du « libéralisme » au Canada français, et, si on se fie à ses notes de bas de page, surtout pour la période 1850-1900. Il relève la défense d’un certain nombre d’articles : suffrage universel, liberté de la presse, tolérance, séparation de l’Église et de l’État, représentation démocratique, principe des nationalités. Mais rien d’une défense cohérente des thèmes et des thèses de l’idéologie libérale. Il insiste sur ceci :

... ce qui frappe dans toute recherche pour trouver les fondements d’un libéralisme rigoureux dans la pensée québécoise, [54] c’est l’absence de la thèse de la propriété entendue dans son sens libéral et avec comme conséquence l'absence de toute pensée économique libéraliste... L’on trouve bien une défense de la propriété (d’ailleurs plus souvent et mieux exprimée au XXe siècle qu’au XIXe siècle), mais toujours comme propriété familiale, comme propriété rentière, comme petite propriété, comme catégorie morale tout autant ou plus qu’économique. La propriété libérale, c’est-à-dire la propriété productive et reproductive, la propriété capitaliste qui se reproduit et se multiplie par son usage est absente, totalement absente, non seulement chez ceux qui se sont réclamés du libéralisme, mais même dans l’ensemble de la pensée québécoise.

De la description, on passe à l’explication, dont le principal réside dans les rapports entre trois forces sociales : « une classe dominante, ayant comme base le pouvoir économique, ... essentiellement anglo-saxonne avec ses prolongements hors du Québec... ; deux classes en lutte pour le pouvoir politique, culturel ou spirituel, ... la bourgeoisie professionnelle... et le clergé ». Ainsi se comprendrait, par exemple, le fait qu’on ne puisse pas défendre le libéralisme économique et la propriété capitaliste, qui sont les armes de la classe anglo-saxonne dominante, de même qu’un nationalisme qui se présente comme principe de socialisation et qui remplace la concurrence des individus par celle des collectivités. De même la bourgeoisie francophone, affirmant l’importance du politique dans sa lutte contre le clergé, se coupe des sources théoriques du libéralisme. Triomphent alors le clergé et une conception du nationalisme marquée par lui.

Le point de vue qu’on trouve dans *Histoire du Québec contemporain* contraste avec celui-là. Les auteurs estiment que le fait d’avoir privilégié l’étude des extrêmes idéologiques et d’avoir mis l’accent sur l’affrontement entre les libéraux radicaux et les ultramontains [[38]](#footnote-38), résultait d’une erreur de perspective dans l’étude des idéologies. On aurait été porté à le faire par facilité et parce qu’il y avait là une « forme extérieure plus articulée ». Discours, articles, sermons et conférences seraient « le fait de groupes minoritaires sans influence véritable sur l’opinion ». Les ultramontains seraient « quelques fanatiques » et ce qui est là enjeu concernerait des idéologies marginales, même si de nombreux historiens et sociologues s’y sont trompés.

La nouvelle thèse insiste sur le fait du développement du capitalisme au Québec dans les années 1867-1896, estime qu’il faut « se garder de parler d’unanimité » (idéologique) et définit une idéologie libérale et une idéologie de conservation :

L’idéologie libérale est celle de la bourgeoisie, tant anglophone que francophone, et d’une fraction de la petite bourgeoisie. Elle se caractérise par l’adhésion aux principes du [55] libéralisme économique et par un conservatisme sur le plan socio-politique... Le nationalisme tient une place importante... chez les francophones (il y a) valorisation d’un nationalisme culturel.

L’idéologie de conservation est véhiculée par le clergé et par une partie de la petite bourgeoisie. Elle est centrée sur le nationalisme canadien-français dont les composantes principales sont la langue et les coutumes françaises, la religion catholique et le mode de vie rural. Elle prône un ordre social catholique où l’Eglise a un rôle de direction et de contrôle. La minorité ultramontaine veut même étendre ce contrôle aux activités politiques.

On remarquera que, dans ce cas-ci, dans la bourgeoisie dont il s’agit, il y a anglophones et francophones. Ce qu’il faudrait voir, c’est un libéralisme modéré qui fait son chemin malgré l’échec du libéralisme radical, qui au Canada français était caractérisé par l’anticléricalisme.

Un certain nombre de commentaires sur l’une et l’autre thèse (surtout sur la seconde, plus nouvelle) pourraient, il me semble, être utiles pour qui essaie de s’y retrouver dans ce qu’on dit sur les idéologies et la culture québécoises au XIXe siècle. On a, dans *Histoire du Québec contemporain*, sur les idéologies et la culture, deux sections qui reposent respectivement sur une division puis sur l’abandon de celle-ci. On passe du libéralisme montant dans le domaine économique de la période 1867-1896, au libéralisme tout court, triomphant, de la période 1896-1929. La différence de traitement dans les deux chapitres permet d’une part (section 1867-1896) d’insister sur la normalité de la prépondérance du libéralisme économique dans une société où se développe le capitalisme et de ne pas insister sur le fait, qu’on admet, que le conservatisme semble primer dans le tiroir politique/ institutionnel et dans le tiroir national. Ce qui laisse entier le problème de la dominance. D’autre part, changeant de base, les tiroirs disparaissent dans la deuxième section (1896-1929), et on peut parler du libéralisme triomphant (libéralisme tout court, ici). La logique du capital, après s’être imposée dans les esprits de façon sectorielle (dans l’économie), se serait imposée dans tout le social, naturellement. Dans le cas du Canada français, c’est précisément ce que refuse Vachet.

À l’appui de la thèse nouvelle, on trouve trois choses principales : des « recherches récentes » ; l’argument de la plus grande diffusion et de l’influence sur l’opinion ; et le comportement du peuple lui-même.

Une étude de Marcel Hamelin [[39]](#footnote-39) aurait montré que c’est la « rationalité économique » qui a inspiré les premiers parlementaires provinciaux. L’analyse par Saint-Germain [[40]](#footnote-40) de la presse d’affaires francophone aurait montré qu’on y est ouvert au progrès. Et l’étude de Heintzman [[41]](#footnote-41) sur *La Presse* aurait montré l’importance de la presse à grand tirage dès la fin du XIXe siècle. À quoi il faut sans doute [56] ajouter l’information dont un des auteurs d’*Histoire du Québec contemporain* allait bientôt rendre compte dans un livre sur la ville de Maisonneuve [[42]](#footnote-42). Le discours sur la collectivité nationale n’aurait pas eu de prise sur l’évolution sociale, à preuve la réalité de l’industrialisation et de l’urbanisation, et le fait que l’émigration tant décriée l’emporte sur la colonisation tant vantée. Quelque chose de tout cela est à retenir.

Mais, quant aux parlementaires et à la presse des milieux d’affaires, la question est-elle pour nous de savoir s’ils n’étaient pas ignorants de la « rationalité économique », ou de savoir où prenait fin pour eux le champ de cette rationalité ? Quelle est, avant 1896, la place relative [[43]](#footnote-43) de la presse à grand tirage ? Et quelle est la place de ce moule idéologique dans un ensemble d’appareils ? Que dit-on à la petite école, dans les cours de philosophie [[44]](#footnote-44) au collège classique, à l’église ; qu’en est-il du droit, des services de santé et de bien-être ? Quelle sorte de littérature et d’histoire [[45]](#footnote-45) alors ? Est-ce que le match émigration/colonisation qui est évoqué ne renvoie vraiment qu’à un autre match, idéologie libérale/idéologie de conservation [[46]](#footnote-46) ?

Certaines choses, ailleurs dans le livre, sont difficiles à concilier avec cette section sur les idéologies de 1867 à 1896. Tel est le cas du chapitre où l’on parle d’une « Eglise catholique conquérante », « en pleine remontée », forte d’un renouveau de prestige et de pouvoir, très près de la vie quotidienne des gens. Pourrait-on voir là, dans le fait qu’un autre pouvoir social que celui de la bourgeoisie est lui aussi montant, de quoi questionner une définition de la configuration des pouvoirs idéologiques mise de l’avant ?

Si on prenait le libéralisme modéré de la problématique de *Histoire du Québec contemporain* pour le placer dans celle de Vachet, peut-être verrait-on dans la modération plus qu’une affaire de ton et de capacité de compromis : une différence d’horizon, une limite à la logique libérale de s’emparer, au-delà de l’économique, aussi du politique et de la culture.

Le pouvoir moral du clergé y est pour quelque chose. Mais il faut bien voir que, si l’Eglise catholique dénonce en 1864 « le progrès, le libéralisme et la civilisation moderne », c’est l’idéologie libérale qu’elle vise, et pas vraiment « les découvertes de la science et de l’industrie modernes, les chemins de fer, les télégraphes électriques, la photographie... les machines à vapeur et l’éclairage au gaz [[47]](#footnote-47) ». Un clerc qui s’était illustré dans la lutte contre les Rouges [[48]](#footnote-48) à l’époque de la Confédération estimait en 1872 qu’il n’y avait pas (ou plus ?) ici de « libéralisme dans le sens condamné par l’Église ».

L’hypothèse lancée par Vachet n’était appuyée, dans son texte, que sur une relecture de travaux faits dans une autre perspective, et qui de ce fait pouvaient mal lui permettre de conclure. Mais on voudra, j’espère, relever son défi en questionnant de nouveau la documentation elle-même. Pour sa part, *Histoire du Québec contemporain* apporte des informations neuves et dérange ce qui, peut-être, était trop facilement considéré comme allant de soi. Parions sur l’avenir, sur la réflexion [57] et sur la recherche. Faut-il dire que des débats aux États-Unis [[49]](#footnote-49), — débats que nous n’avons pas le temps d’aborder— mais aussi au Canada anglais [[50]](#footnote-50), pourraient nous intéresser ?

J’ai pensé à Joseph-Guillaume Barthe qui déjà en 1855 reprochait aux récits de voyage de « nous représenter comme un peu trop fossiles... un peu trop moyen âge », et d’évoquer trop simplement l’image d’« un troupeau pastoralement soumis à un joug doux et léger » [[51]](#footnote-51). Barthe visait des auteurs comme Marmier et Ampère. Mais, en visite au Québec (1850), l’Américain Henry D. Thoreau, l’auteur de *Essay on Civil Disobedience* et l’ami du grand philosophe Emerson, a lui aussi « l’impression d’un pays plus vieux que les États-Unis » [[52]](#footnote-52). C’est pour sortir de cette condition que les Rouges du milieu du XIXe siècle, mes libéraux à moi en 1971, mais qui n’en étaient peut-être pas si je me fie au collègue Vachet, préconisèrent l’annexion aux États-Unis.

Le recours à l’annexion

Je termine rapidement avec cette question de l’annexion aux États-Unis, dans la seule perspective de ce qui précède et sur un autre ton. Par la route du Richelieu et du lac Champlain, par exemple, un commerce avec les États-Unis existait traditionnellement. Les Patriotes préconisent la contrebande, qui n’a de sens qu’avec les États-Unis. Les Rouges saisissent l’occasion de l’abandon par la métropole britannique d’une politique douanière favorisant les produits coloniaux pour souligner le caractère naturel du commerce avec les États-Unis. C’est donc commerce et capitaux britanniques ou commerce et capitaux américains. Le détail de la longue histoire des discussions diplomatiques, des traités et ententes commerciales qui jalonnent la période 1846-1911 [[53]](#footnote-53) concerne peut-être moins notre propos que le fait qu’entre 1848 et 1851 les Rouges soient allés jusqu’à préconiser l’annexion, alors qu’ultérieurement il n’y a pas de véritable mouvement au Canada français qui aille jusqu’au bout de la logique du rapprochement avec le voisin américain.

S’adressant au peuple du comté de Champlain, Jean-Baptiste-Éric Dorion disait : « Vous donnez DEUX minots d’avoine pour la même verge d’étoffe américaine que l’américain peut obtenir pour UN MINOT [[54]](#footnote-54) ». Joseph Doutre, lui, dans le beau texte suivant, parlait du peuple qui, si on se fie à lui, aurait vu cela et beaucoup plus :

En demandant la séparation, le peuple avait discuté les avantages d’une annexion. Les progrès immenses et en tous genres qui s’étaient opérés et s’accomplissaient tous les jours chez ce grand peuple, l’état avancé de son éducation, le succès infaillible de toutes les entreprises publiques et privées, l’accroissement rapide et prodigieux de la valeur des propriétés mobilières et immobilières, les manufactures qui [58] utilisent tous les cours d’eau américains, enfin, et par dessus tout, la liberté politique dans la plus haute et la plus fidèle acception du mot..., tout cela s’offrant à nous en perspective démontrait l’opportunité, la nécessité de l’Annexion. Le peuple voyait dans l’état politique de l’Union Américaine, l’apogée de la grandeur nationale, le plus haut degré de puissance individuelle, toutes les carrières ouvertes à la jeunesse, enfin la clef du bonheur domestique et de la prospérité sociale [[55]](#footnote-55).

Le journaliste du Fantasque, auquel *L'Avenir* emprunte ces lignes, ne parlait que de lui-même :

Chacun son goût : pour moi je ne serai jamais anglomane ; car à l’épais *John Bull* à l’abdomen proéminent, à mine renfrognée et hargneuse, à l’air hautain et aristocratique, je préfère *Brother Jonathan* à l’œil intelligent, à manière sans gêne et à principes d’égalité [[56]](#footnote-56).

Qu’en était-il chez Jean-Baptiste ?

Ce qui allait se réaliser, plutôt que l’intégration du Canada français aux États-Unis, c’est son intégration à un ensemble fédéral britannique et lié à la Grande-Bretagne. Déjà en ces années 1848-1851, l’idée n’en était pas nouvelle. Sans doute serait-il trop simple de dire que, tout bien compté, Jean-Baptiste a préféré autre chose à l’annexion. Avait-il le choix ? Quel rapport entre lui et les jeux qui se jouent en se réclamant de lui ? Quel rapport entre l’idéologie et la culture populaire ? La première est d’abord affaire d’intellectuels et entre elle et la culture populaire il y a certes bien plus qu’un problème de diffusion : un problème de correspondances dans lequel Jean-Baptiste n’est pas purement passif. Nous savons qu’il sait compter, mais savons-nous ce qu’il comptait ?

Les choses sont plus faciles à connaître à l'autre niveau, celui où quelques-uns s’essaient à dire dans quel sens serait le bien de tous. On peut les considérer comme des vendeurs d’idées, intéressés, cela va de soi. Ainsi, dans les cas des Rouges, leur défense du progrès économique américain et de la liberté américaine est en même temps un plaidoyer pour une société dans laquelle tout l’équilibre des pouvoirs sociaux aurait été changé, et en particulier la place du clergé. Mais si on les prend plutôt comme témoins, on trouve qu’il y a eu au Canada français au milieu du XIXe siècle des gens pour dire que les forces du conservatisme social et du cléricalisme étaient telles que seule l’extraordinaire solution de l’annexion aux États-Unis pouvait permettre de les vaincre.

L’annexion n’aura pas lieu, ni à ce moment-là ni plus tard, n’en déplaise à Engels [[57]](#footnote-57) qui étant passé de Toronto à Montréal parle du Canada comme d’un pays endormi, mûr pour l’annexion, un pays dont l'état contraste avec celui des États-Unis, [59] où la production capitaliste et l’esprit d’entreprise font des merveilles pour le développement.

Mais des milliers et des milliers de Canadiens français, comme d’autres Canadiens, émigreront aux États-Unis. Le mécanisme du marché du travail est bien facile à comprendre. Mais ils sont suivis de leurs curés, ou ils veulent parfois que leurs curés les suivent, et cela, c’est autre chose. Bien sûr, ils vont s’adapter au milieu américain, mais on n’a qu’à comparer les articles « French » et « French Canadians » de la *Harvard Encyclopedia of American Ethnic Groups* [[58]](#footnote-58) pour voir que l’adaptation dans les deux cas n’est pas la même. Il est curieux de voir que, si on adopte une perspective continentaliste étroite, ce sont plutôt les Français de France qui s’assimilent vite et qui s’intègrent dans le haut de la société américaine. Si seule était en cause l’expérience de la géographie américaine, les choses ne pourraient pas être telles.

Conclusion

Faut-il résumer ? La perspective continentaliste n’est pas de notre invention. L’influence de l’idée de l’Indépendance américaine, bien réelle au Canada français, surtout dans la première moitié du XIXe siècle, s’accordait mal avec ses conditions d’existence. La place de l’idéologie libérale dans la société canadienne-française du siècle dernier n’est pas résolue. Le seul mouvement significatif en faveur de l’annexion aux États-Unis montre le libéralisme de ses promoteurs, mais tout autant la faiblesse relative de ceux-ci dans l’équilibre des pouvoirs sociaux.

[60]

**NOTES du chapitre 2**

Pour faciliter la consultation des notes en fin de textes, nous les avons toutes converties, dans cette édition numérique des Classiques des sciences sociales, en notes de bas de page. JMT.

[61]

[62]

[63]

Jean-Paul Bernard,  
“*Les idéologies québécoises et américaines au 19e siècle*.”

COMMENTAIRE

Post-scriptum à Jean-Paul Bernard  
Libéralisme ou pas...

Par André VACHER

[Retour à la table des matières](#tdm)

Commenter la présentation de Jean-Paul Bernard n’est pas facile à cause de la qualité de son texte, de la diversité des thèmes abordés et surtout de sa nature propre qui la centre plus sur le factuel que sur l’interprétation. La critique n’y trouve pas facilement prise. D’ailleurs, je n’ai pas l’intention de m’y livrer, sinon pour signaler quelques divergences mineures. Il me semble qu’il serait plus fécond de tenter d’ajouter quelques précisions à un texte qui fait moins problème par ce qu’il dit que par ce qu’il résiste à expliciter, moins problème par ses conclusions que par leur portée peut-être trop prudemment restreinte. Pour l’essentiel, je voudrais me limiter à remettre en perspective la question du libéralisme dans le paysage idéologique du Québec.

D’abord, finissons-en avec les réserves. En premier lieu, la limite que l’auteur s’impose de s’en tenir au Québec francophone. Restriction en apparence légitime d’un champ d’analyse déjà trop vaste, mais qui ne va pas sans conséquences. Et cela doublement. D’une part, en tant que l’idéologie est toujours un phénomène global qui se *donne* comme l’expression et la représentation universelles d’un ensemble social concret dont les composantes linguistiques — ou les composantes économiques, etc. — ne sont pas nécessairement déterminantes. D’autre part, en tant qu’elle *est* toujours l’expression et la justification d’un groupe spécifique ou d’une force sociale particulière qui lui donne naissance. Ainsi, l’analyse idéologique doit être référée à l’ensemble idéologique d’une société donnée et à l’ensemble des rapports des forces sociales en présence dans cette société. Rendre compte de la situation idéologique du Québec et des influences reçues en mettant entre parenthèses sa composante anglophone risque de rendre obscures les voies de la transmission idéologique et ses médiations, et aussi surtout de rendre incompréhensibles les blocages, les déviations, les modifications qu’elles font subir à l’idéologie et qui peuvent en changer la nature. De plus, en perdant son contexte dynamique, l’analyse de l’idéologie risque de se limiter à une analyse par analogie, par analogie des parties et des éléments qu’il ne reste ensuite qu’à additionner en postulant que la somme fait la totalité. Conséquence : la réduction de l’analyse à une mécanique assez facile où le fait de retrouver plus ou moins analogiquement, au Québec francophone, tel ou tel thème (le droit de vote, la liberté, etc.) reconnu comme élément de la pensée américaine semble justifier de [64] postuler une filiation sans se préoccuper de la cohérence logique particulière, ni de l'arrangement concret des ensembles idéologiques et des forces sociales. De l’analogie entre les parties, on déduit le tout, a priori, sans autre examen. En fait, c’est toute l’approche continentaliste qui est peut-être grevée par cette lacune méthodologique. Si l’on en reste là, il apparaît difficile de savoir si les thèmes ainsi retrouvés sont, ou pas, des éléments intégrés à un tout, ou des fragments isolés et modifiés, des fragments détachés d’une autre source, européenne par exemple. Ici, il faudrait revoir les remarques méthodologiques pertinentes qui introduisent à l’étude de [*L’apolitisme des idéologies québécoises*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030179044) d’André-J. Bélanger (Québec, Presses de l’Université Laval, 1974).

En résumé et plus simplement, l’ignorance de la pensée anglo-québécoise et celle du Canada anglophone risquent de donner un air surréaliste, ou du moins impressionniste, à notre reconstitution du paysage idéologique du Québec (et cela, peut-être encore plus au XIXe siècle qu’au XXe) et risquent de marquer de joyeuses fantaisies toute notre analyse des influences américaines. Mais, encore plus spécifiquement, il me semble que ce découpage rend inextricable le problème du statut du libéralisme au Québec. J’y reviendrai.

Deuxième réserve, l’élasticité des concepts clefs : idéologie et libéralisme. On peut, peut-être, choisir de définir « ses » thèmes comme on l’entend et leur donner toute l’étroitesse, toute la largeur ou la souplesse désirées, mais il y a un prix. En effet, la souplesse peut se payer en rigueur et en précision de la connaissance. Identifier l’idéologie avec la pensée, la mentalité ou la vision du monde (la *Weltanschauung* des Allemands) est probablement légitime au niveau du langage quotidien ou journalistique, mais, si on en reste là, on risque de laisser échapper le spécifique pour se contenter de notions vagues qui n’emportent qu’une réalité aussi vague et grossière. On peut résister à la réduction « économiste » de l’idéologie — et j’en suis — sans en faire une notion qui a la consistance du jello ou de la marmelade !

Les conséquences peuvent en être graves ; encore plus, peut-être, pour la connaissance du libéralisme si l’on n’en établit pas une définition rigoureuse et cohérente. Ainsi, à la limite, on peut en venir à considérer comme libérale toute aspiration à la liberté, toute défense de l’individualisme, etc., mais alors le libéralisme se retrouverait presque partout et de tout temps en Occident, au Québec et ailleurs ! Plus sérieusement, l’on risque, sans une définition précise du libéralisme, de le confondre avec ses formes historiques et surtout de lui attribuer les éléments d’autres théories ou formes conceptuelles avec lesquelles il a été associé historiquement. Ici je pense à la confusion si répandue du libéralisme et de la démocratie (confusion absente du texte de Jean-Paul Bernard, mais implicite chez ceux qu’il cite). J’y reviendrai encore.

Attention aussi à vérifier les créances pour ne pas accepter sans examen tous ceux qui empruntent une étiquette. L’habit ne fait pas nécessairement le moine, a-t-on répété. Mais là encore, on ne peut s’en rendre compte que si l’on connaît déjà [65] bien le moine ou du moins son prototype. Il est donc nécessaire de pouvoir distinguer ce qui est apparat, revêtement, forme historique, caractéristiques secondaires, et ce qui détermine l’essence. Dans l’idéologie et les idéologies, on ne peut rien conclure si l’on ne dégage pas les éléments essentiels constitutifs et surtout la cohérence qui les assemblent. Autrement dit, il ne s’agit pas d’additionner quelques éléments pour avoir une idéologie spécifique. Ainsi ce qui distingue le libéralisme et le socialisme, ce n’est pas l’aspiration à la liberté, à l’égalité, à la sûreté, à l’appropriation, à l’individualisme, mais la cohérence spécifique entre ces éléments qui font que certains sont des coefficients ou des déterminants des autres, ainsi réduits dans la totalité malgré leur prétention à l’absolu quand ils sont pris en eux-mêmes. Si l’on ne retient pas ces distinctions, on risque d’échapper à la spécificité des phénomènes idéologiques et aussi à celle des phénomènes sociaux qui y sont rattachés.

En effet n’oublions pas qu’une définition rigoureuse de l’idéologie la renvoie à une force sociale présente ou passée qu’elle exprime et justifie. C’est d’ailleurs la raison pour laquelle elle ne peut s’identifier strictement avec une simple mentalité, vision du monde ou système de pensée sans perdre sa spécificité. C’est aussi la raison qui fait qu’on ne peut vraiment traiter de l’idéologie dans une société sans tenir compte de l’ensemble des forces sociales qui s’y affrontent, car sociologiquement une force sociale n’a de réalité que par référence à un rapport de forces.

Mettons fin à ces questions de méthode et venons-en spécifiquement au libéralisme. J’ai soutenu, il y a quelques années, qu’il était difficile de trouver une véritable expression de l’idéologie libérale dans la pensée sociale du Québec francophone. Des éléments constitutifs de l’idéologie libérale y apparaissaient absents, ce qui entraîne une cohérence spécifique et distincte. Une telle position, bien résumée par le texte de Jean-Paul Bernard, était, par le contexte, rapportée directement (mais pas exclusivement) au XIXe siècle. Elle était précédée d’un long exposé sur la nature et la logique du libéralisme telles que développées dans mon *Idéologie libérale* (Editions Anthropos, Paris, 1970). Suivait aussi une tentative d’explication à partir d’un examen rapide des forces sociales porteuses d’idéologies, examen qui permettait une interprétation au moins grossière des spécificités idéologiques propres au Québec.

N’ayant pas la prétention de travailler à partir des sources, — exception faites des journaux — ayant encore moins la prétention d’en avoir fait une analyse exhaustive, ma position ne pouvait qu’être une hypothèse heuristique invitant à la discussion et à la recherche.

C’est encore, à quelques nuances près, ce que je soutiens aujourd’hui, pour des raisons à peu près identiques. Car, s’il est juste, comme le signale encore bien Jean-Paul Bernard, que notre connaissance du passé idéologique du Québec se soit quelque peu développée et que des études récentes semblent pointer, ou mieux postuler, des directions contraires, il est aussi juste, sauf erreur, qu’aucune étude de [66] quelque ampleur ne porte spécifiquement sur l’idéologie libérale au Québec et ne propose une discussion rigoureuse de son statut, de sa nature et de sa cohérence propre. Dans ce sens, la thèse de doctorat qu’entreprend Fernande Roy, sur *Le libéralisme au Québec : l’idéologie des milieux d’affaires québécois francophones, 1880-1914*, m’apparaît constituer un pas de la plus haute importance.

Mais, c’est dire que, pour l’instant, le débat est en quelque sorte abstrait, ne faisant qu’énoncer soit des hypothèses soit des postulats assaisonnés d’une bonne dose de confusion théorique et méthodologique. C’est pourquoi à ce niveau, puisqu’on y engage la recherche, la définition des thèmes et des notions, je m’excuse d’y revenir, la position des problématiques, l’identification des logiques, y compris celles qui régissent les forces sociales, m’apparaissent absolument décisives. Or, pardonnez-moi de penser que, pour le moment, le postulat persistant du libéralisme (« montant », « triomphant » ou pas) repose sur un fond bien mouvant et semble traduire plutôt un a priori de l’idée que nous nous sommes faite de nous-mêmes à partir d’une imagerie qu’on voudrait valorisante. Il y a aussi peut-être une certaine paresse de l’esprit et de l’imagination qui, à droite comme à gauche, s’accommode assez bien de tout ce qui semble simple et permanent et qui ne demande pas de révision inquiétante. Le « libéralisme » de notre passé est peut-être un de ces mythes sécurisants dont la remise en question exigerait un trop grand effort théorique et une recherche trop pénible et incertaine. Il y a là une manifestation de fausse conscience.

Celle-ci, d’ailleurs, me semble transparaître dans les prétextes choisis pour justifier la réaffirmation du libéralisme sans vraiment la fonder. Ainsi cette distinction qui oppose le libéralisme des philosophes et des théoriciens à celui de l’action, des moeurs et de l’histoire, ou le libéralisme classique au libéralisme moderne, etc.

Ici, deux remarques. Au plan théorique le libéralisme, comme toutes les grandes théories sociales, est utopique. On a raison de noter qu’il n’est pas « possible de le retrouver tel quel dans l’action, dans l’histoire et dans les moeurs », comme aussi on est justifié de remarquer que, « par rapport au temps, il y a inévitablement transformation » (Jean-Paul Bernard, p. 51). Appliqué et vécu dans le temps et l’espace, le libéralisme est en retrait de sa théorie comme l’a bien expliqué Théodore Lowi dans une des meilleures études sur l’évolution du libéralisme américain (*The End of Liberalism, Ideology, Policy and the Crisis of Public Authority* (New York, Norton and Co., 1969). Théoriquement, le libéralisme est un modèle abstrait et intemporel, c’est une mesure et un idéal. Précisons aussi qu’il ne se retrouve même pas (contrairement au socialisme) de manière complète et cohérente chez aucun de ses théoriciens.

Mais la pratique historique, avec ses formes diverses en constante mutation, ne peut se rapporter au libéralisme que si elle contient les éléments essentiels réalisés idéalement dans le modèle, que si elle est d’une nature telle qu’elle puisse être mesurée par la mesure. Il faut cependant distinguer deux types de cohérence mettant en rapport la théorie et la pratique. Il y a une cohérence explicite, celle de [67] l’analyste qui vise à reconstituer l’idéal dans sa totalité et dont l’objectif est précisément d’éclairer, au besoin, de développer ce que le théoricien, l’idéologue ou la pratique laissent dans l’obscurité. Et il y a une cohérence implicite qu'impliquent les slogans, les modes d’organisation, les mouvements, les luttes et les aspirations qui déterminent les comportements concrets des individus et des groupes et qui constituent la ou les visions de chaque société. Mais dans l’un et l’autre cas, il doit y avoir cohérence et correspondance d’une cohérence à l’autre pour que soit légitime l’identification et la reconnaissance idéologique. Sinon il y a abus d’étiquette, fausse représentation et probablement ignorance. Qu’est-ce qu’on dirait d’un zoologiste qui, faisant l’étude de ce qu’on reconnaît habituellement être un chat, prétendrait en trouver un couvert de plumes avec seulement deux pattes, déclarant qu’il faut tenir compte de la différence entre le chat idéal ou théorique et le chat réel existant ?

Ainsi, dire qu’il y a des applications diverses du libéralisme dans le temps et dans l’espace est une évidence, mais ce ne doit pas être un sophisme qui soustrait cette autre évidence — ou lapalissade — qui veut encore que l’habit ne fasse pas nécessairement le moine et que, quelle que soit la forme, le contenu doive y être pour l’essentiel sans quoi il n’y a qu’apparence, illusion et tromperie ! Autrement dit, si le libéralisme trouve son essence dans « l’individualisme propriétaire » (« possessive individualism ») selon la belle expression de C.B. Macpherson — ce qui qualifie le principe de liberté, d’égalité et de raison, etc., et ce qui pose la règle de l’État minimal, passif dans tout ce qui n’est pas déterminé par la propriété — toute forme qui ne contiendra pas cette détermination spécifique sera autre chose que le libéralisme auquel elle ne pourra pas être rapportée légitimement.

Et ici, je me demande si ce qu’on a pris l’habitude d’attribuer au libéralisme n’appartient pas plutôt à une certaine vision de la démocratie qui s’accole peut-être au libéralisme, mais tardivement et avec des modifications significatives, comme l’a bien démontré encore C.B. Macpherson (*Le véritable monde de la démocratie*, Montréal, Presses de l’Université du Québec, 1976 ; *The Democratic Theory*, London, Oxford, 1977). Aussi des thèmes comme république, suffrage universel, représentation, système électoral, séparation de l’Église et de l’État, liberté de presse, etc., se rapportent plus à la théorie démocratique qu’au libéralisme, qui y a longtemps résisté. Il faut bien noter que la révolution américaine porte également en elle le libéralisme, la démocratie et un certain populisme plus ou moins lié à une religiosité dont on ne fait pas assez de cas.

Ainsi l’on pourrait même pousser l’audace jusqu’à se demander si l’influence américaine, celle, en particulier, qui a sa source dans la révolution américaine, ne transmet pas plus au Canada français un modèle de démocratie et un certain populisme qui laisse place à l’individualisme, plutôt qu’un modèle de libéralisme. Une telle transmission aurait été mieux accordée à la situation sociale et plus adéquate à ce que la société québécoise pouvait assimiler.

[68]

Ici, l’on pourrait se demander à quoi les Rouges (les « libéraux » de Jean-Paul Bernard !) se sont vraiment référés en s’identifiant comme libéraux ? Ne serait-ce pas plus à une certaine idée démocratique qu’à une vision du libéralisme, d’autant plus qu’au milieu du XIXe siècle, ce qui fait problème ou scandale, c’est moins le libéralisme, qui est déjà constitué comme idéologie, que ses liens avec la démocratie. L’aile éclairée du libéralisme, un John Stuart Mill par exemple, comprend alors que le libéralisme ne peut conserver ses acquis que s’il corrige et compense les lacunes que son fonctionnement entraîne et fait apparaître en contradiction avec son idéologie. L’attention, le débat porte alors sur l’aménagement libéral de la démocratie, plus ou moins identifiée au suffrage universel, à la représentation et à la responsabilité parlementaire, au système des partis, à l’autonomie du parlement, etc. Va s’y ajouter assez rapidement la question du « welfare State » dont Bismark, en Prusse, va poser les premiers éléments et dont John Stuart Mill avant Ferdinand Lasalle avait énoncé la théorie et la nécessité de l’application. À remarquer ici que la théorie démocratique peut s’accommoder d’un étatisme développé, comme on peut le voir dans le Jacobinisme mais aussi dans le Contrat social de Rousseau, ainsi que l’a démontré, par exemple, J.L. Talmon (*Les origines de la démocratie totalitaire*, Paris, Calmann-Lévy, 1966).

Une relecture attentive de l’ouvrage de Jean-Paul Bernard et de certains textes de Papineau m’incite à penser que les Rouges se sont essentiellement définis en fonction de cette problématique de la démocratie politique plutôt que du libéralisme lui-même. Ils s’arrêtent plus à cette enveloppe particulière dont le libéralisme va se recouvrir, sans tellement retenir le contenu que contredit l’état de la société et des luttes politiques. Ce serait là aussi le sens de l’interprétation de Fernand Ouellet à laquelle Bernard fait allusion : les patriotes de 1837-1838 auraient été des « libéraux politiques mais pas des vrais libéraux ». Ce qui me semble juste à condition de rapporter à la problématique démocratique cette appellation de « libéralisme politique » opposé au « vrai libéralisme ».

En effet, ce qui résiste au libéralisme chez les Rouges et dans le Québec francophone, c’est qu’il apparaît plus ou moins clairement que la voie politique, la voie étatique, contraire à la position libérale, est la voie privilégiée, sinon la seule voie de promotion sociale puisque la culture et le nationalisme sont conçus sur un mode conservatif et que le pouvoir économique est ailleurs, aux mains des « autres », et comme tel inaccessible. C’est d’ailleurs ce que Papineau, Buies et autres semblent avoir deviné longtemps avant les Lesage, Lévesque, etc. On peut ajouter aussi que le modèle libéral de la propriété, la propriété productive, en plus d’apparaître inaccessible sans médiation, en particulier éventuellement sans celle de l’État, rencontre la résistance d’un modèle plus statique venant de la religion, mais aussi du système juridique et du mode spécifique de vie et d’organisation sociale. Elle est une catégorie morale, juridique et au mieux sociologique avant d’être une catégorie économique. Il aurait sans doute beaucoup à tirer de l’histoire du système de propriété au Québec et des représentations sociales qui en découlent. Les hypothèses de Denis Monière sur le mode de production des petits propriétaires pourraient être particulièrement éclairantes ici si elles étaient développées, vérifiées [69] et complétées. Il me semble qu’en serait confirmée la résistance à une réelle implantation de l’idéologie libérale.

Toujours est-il, pour résumer, qu’il me semble, encore aujourd’hui, que le libéralisme, entendu dans un sens tant soit peu rigoureux, reçoit de faibles créances dans la pensée québécoise francophone du XIXe siècle et même dans celle du XXe siècle. La place accordée plus ou moins implicitement à l’État dans la lutte sociale et la représentation spécifique de la propriété familiale et rentière sur un mode défensif résistent à la cohérence libérale. Si cela est juste, l’influence américaine serait peu sensible de ce point de vue. Par contre, l’aspiration démocratique et un certain populisme auraient trouvé un sol plus fertile et mieux préparé par l’importance donnée à la chose politique par une partie de ce qu’on a nommé la petite bourgeoisie. Celle-ci y voyait des armes pour la lutte concrète qu’elle menait pour le contrôle du politique et de l’Éat, même si elle pouvait concevoir ce dernier selon un mode plus ou moins folklorique. Mais cette ouverture sera vivement combattue par le clergé et l’Église qui, pour un temps, l’emporteront avant qu’elle devienne dominante avec la « Révolution tranquille ». D’ailleurs, il est peut-être encore significatif que l’affrontement des « libéraux » et des « ultramontains », et cela pendant bien longtemps, implique plus ce qui tient de la démocratie que du libéralisme même si l’on n’en fait pas toujours le partage.

Enfin, une dernière remarque que me suggère le texte de Jean-Paul Bernard. Les appuis à la thèse du libéralisme « montant » ou « triomphant » apparaissent pour le moins faibles par le vague même de leur signification, comme si la rationalité et une certaine ouverture renvoyaient nécessairement au libéralisme qui, somme toute, est devenu un conservatisme au milieu du XIXe siècle. Mais cette faiblesse n’est pas que théorique et méthodologique, car il reste à démontrer quelles sont les forces qui définissent le progrès et imposent la rationalité économique et, avec elle, l’industrialisation et l’urbanisation. Comment aussi concilier le libéralisme « montant » ou « triomphant », comme se le demande Bernard, avec une « Église catholique conquérante » qui, il faut bien l’admettre, ne peut pas ne pas imposer son occupation une fois qu’elle a conquis ? À moins de postuler que les idéologies triomphent par leur puissance propre, on ne peut échapper à la question de la force qui assure la montée, puis le triomphe du libéralisme. Or si les ultramontains sont « quelques fanatiques », a-t-on vraiment dénombré la bourgeoisie francophone, même en y ajoutant une fraction de la petite bourgeoisie à laquelle on aura pris soin, tout au moins, de soustraire le clergé et ceux qui le prolongent ? Non seulement l’hypothèse du libéralisme est fragile, mais elle implique aussi de renverser ce que nous savons sur les rapports des groupes sociaux au XIXe siècle, domaine où nos connaissances semblent quelque peu plus assurées que celles qui portent sur les idéologies. En tout état de cause, il est difficile de ne pas revenir à l’idée d’un rapport entre trois forces sociales liées et en lutte, le clergé, la « petite bourgeoisie francophone » et québécoise et la bourgeoisie essentiellement anglophone et canadienne. Ce rapport définirait un espace global, terrain de luttes et de spécificités idéologiques autant que sociales.

[70]

Mais ces remarques demeurent problématiques car, encore une fois, malgré les études récentes, l’essentiel reste à faire pour vraiment révéler le paysage idéologique du Québec. Et au delà de la confrontation des hypothèses, une seule chose me semble certaine : l’on ne pourra conclure quoi que ce soit si l’on cultive le vague théorique, « l’à peu près » des définitions et le « je m’en foutisme » de la logique et de la cohérence. Nous pourrons peut-être alors continuer à tenir des colloques, mais notre connaissance de notre société continuera à faire du sur place, pataugeant dans une savante ignorance bien cultivée à l’ombre d’oripeaux et de bannières sur lesquels sont écrits nos couleurs, nos étiquettes et nos slogans garants de nos certitudes jamais remises en question !

[71]

Première partie.  
Perspectives historiques, des origines  
à la deuxième guerre mondiale

3

“LES RELATIONS LITTÉRAIRES  
QUÉBEC/ÉTATS-UNIS  
AU XIXe SIÈCLE.”

Par Guildo ROUSSEAU

[Retour à la table des matières](#tdm)

[72]

[73]

Que savons-nous au juste des relations littéraires entre le Québec et les États-Unis au XIXe siècle ? L’historien qui désire répondre à une telle question se voit confronté à un certain nombre de difficultés. Ainsi, qui peut prétendre avoir seulement dressé l’inventaire des moyens de communication, des arts et des sciences qui ont servi de véhicules à la connaissance ou à la méconnaissance mutuelles entre les deux pays voisins ? Suffit-il de s’être intéressé à un aspect marquant de ces relations pour être en mesure de faire le partage entre les connaissances acquises et les connaissances à acquérir ? Il faut de plus avoir mesuré l’ampleur des grands débats moraux, des bouleversements intellectuels, des conflits religieux, des crises économiques et politiques qui ont marqué ce siècle et qui ont façonné son visage. L’histoire littéraire s’enrichit toujours lorsqu’elle retrouve l’attache des œuvres qu’elle étudie avec le monde où elles ont vu le jour.

C’est donc sous le signe de la prudence que se situe le présent exposé. Une telle réserve ne vise nullement l’importance des travaux déjà publiés sur la question. Les jalons posés prennent au contraire toute leur importance dans la mesure où ils ouvrent la voie à des enquêtes et à des études dont beaucoup restent à mener.

En dressant le bilan de ces travaux — ceux du moins que nous connaissons — il nous a semblé qu’on pouvait les regrouper sous les aspects principaux suivants : le rôle des journaux, les voyages et les échanges littéraires, les traductions et les adaptations, l’influence de Cooper et de Longfellow, le théâtre et les spectacles américains et la littérature franco-américaine. Est-il nécessaire d’ajouter que ces divisions, utiles pour les fins de notre enquête, ne correspondent guère à la réalité historique, laquelle ne se cloisonne pas en sections étanches. Mais avant de vous faire part du contenu de chacun de ces points, permettez-nous d’abord de les circonscrire à l’aide de quelques tendances dominantes de l’imaginaire québécois au XIXe siècle.

L’imaginaire québécois  
et l’espace nord-américain

« L’invention et la forme de l’Amérique ne sont pas françaises [[59]](#footnote-59) », a écrit Jean LeMoyne. Affirmation grave de conséquences, puisqu’elle tend à admettre la thèse selon laquelle les agissements de l’Histoire, lors de conquêtes, ont fait des soixante mille Français ou Canadiens établis sur les bords du Saint-Laurent, d’éternels rêveurs en quête de leur américanité perdue ? Faut-il plutôt penser comme Jacques Godbout, et déclarer qu’il n’y a pas eu une mais des Amériques : celle des Portugais, des Espagnols, des Amérindiens, des Africains, des Anglais, des Français — ou ce qui en reste — et, enfin celles des ethnies ou des Américains ? Une Amérique aux mille et un visages, mobile, imprégnée d’influences diverses, marquée par de grandes migrations tant continentales qu’internationales, faite d’un mélange de mythes et de réalités. Le phénomène récent du « Sunbelt » [[60]](#footnote-60) — la ceinture dorée du soleil — indique jusqu’à quel point l’Amérique peut encore, aujourd’hui comme hier, soulever l’enthousiasme comme la condamnation la plus totale.

[74]

Il en est des littératures comme des pays ou des continents : leur histoire est plus que la somme des œuvres retenues à travers le temps. Il existe des traits fondamentaux de cette histoire, reliés au génie créateur ou à l’inspiration de l’écrivain. Il en est d’autres que l’étude peut appréhender, qui expliquent aussi beaucoup la genèse et le développement d’un courant de pensée ou d’une forme littéraire. Les relations entre les littératures américaine et québécoise au XIXe siècle sont au nombre de ces traits sur lesquels il faut se pencher si l’on veut comprendre dans sa continuité l’imaginaire québécois.

Ces relations — qu’on les appelle influences ou confluences — ont germé à partir d’intérêts et de sentiments divers ; elles se sont surtout développées suivant une double image de l’Amérique. Selon les enjeux de l’heure, le Canada français s’est en effet donné un discours culturel dont les plans directeurs venaient d’abord de l’une ou de l’autre des capitales européennes suivantes : Paris, Rome, Londres. Il fallait poursuivre une mission commencée ailleurs : 1) *reconsquita chrétienne* de tout le continent nord-américain ; 2) résurgence d’une « France américaine » dont les limites territoriales iraient des bords du Saint-Laurent aux rives du Mississippi ; 3) établissement d’une « Laurentie française et catholique » prenant possession de tous les États de la Nouvelle-Angleterre et s’enfonçant graduellement au-delà des limites de la rivière des Outaouais.

Ces trois hiérophanies, issues de nos liens historiques et intellectuels avec l’Europe, et qui constituent la texture première de notre imaginaire collectif, ont opéré une discontinuité de sens par rapport au reste du monde, et plus particulièrement par rapport aux États-Unis. Face à nos voisins du Sud, notre pensée nationale — celle de nos élites — s’est dilatée presque à l’infini, faisant appel à ce qu’il faut bien appeler le Sacré et l’Éternel : outre-frontière, une Amérique protestante, boursicotière et sacrilège ; en deçà, sur les terres basses du Saint-Laurent, une société bénie de Dieu, mémorisant l’avènement de son « âge d’or » et privilégiant le Nord, la toundra, comme moyen d’échapper à l’envoûtement du Sud.

Mais cette image péjorative a aussi sa polarisation contraire. De fait, peu de pays ont autant fait partie de l’univers quotidien et imaginaire des Québécois que les États-Unis. Des débuts de la Nouvelle-France à la Conquête, de l’époque des coureurs des bois jusqu’au temps de la ruée vers l’or en Californie, des migrations massives vers les « facteries » de la Nouvelle-Angleterre, aux randonnées estivales vers les stations balnéaires du Sud, le rêve de départ des Québécois vers la somptueuse et riche « Amérique » s’inscrit dans une tradition familiale qui dépasse les échanges commerciaux que monopolisent quelques centaines de financiers anglo-américains. Après 1875, la facilité des transports — on pense aux chemins de fer — amène de nouveaux types de voyageurs qui s’ajoutent au nombre de plus en plus grand d’émigrés : touristes saisonniers ou malades atteints de tuberculose pulmonaire à la recherche d’un climat plus ensoleillé, écrivains se donnant la mission de renseigner leurs compatriotes sur leurs voisins du Sud, jeunes gens en mal de nouveautés ou essayant d’échapper à une vie misérable, ou enfin intellectuels en quête d’exotisme et partis à la découverte du monde.

[75]

Avec les années trente, apparaît le goût des formes imaginatives nord-américaines plus variées, plus orientées vers une expérience intérieure. Que ce soit par la littérature, le cinéma, la radio, ou encore par la diffusion institutionnelle des idées et des opinions, la redécouverte du « courant américain » — pour reprendre une expression du poète Alfred DesRochers — a été pour la société québécoise d’après-guerre une manne inépuisable d’images, de thèmes et de formes de vie.

Puis, c’est la venue des années soixante, qui marque — si on peut s’exprimer ainsi — la fin de la « frontière » entre le Québec et les États-Unis, entre la croyance et l’incroyance, entre l’été 1969 — celui de Woodstock — et le printemps 1970 — celui de la « Nuit de poésie », entre la cavale québécoise et la dérive californienne. ..

\* \* \*

Ce coup d’œil rétrospectif sur les variantes et les constantes de l’image de l’Amérique dans l’imaginaire québécois, nous permettra de mieux passer en revue le mouvement de bascule qui a fait qu’alternativement nos écrivains du XIXe siècle se sont tantôt ouverts, tantôt fermés à l’importation des idées et des formes littéraires américaines.

Le rôle des journaux

La pénétration des moyens de communications américains au Québec date de fort loin. On peut même la faire remonter à 1774, année où les treize colonies américaines font parvenir aux Canadiens français une « Adresse » leur demandant de se ranger de leur côté pour battre les Anglais ; puis, c’est la venue à Montréal, au printemps de 1776, de Fleury Mesplet, imprimeur des appels du Congrès aux « habitants de la Province de Québec ». Suivant Georges-André Vachon, l’arrivée de Mesplet avec son matériel d’imprimerie est un événement historique plus important que la fondation de *La Gazette de Québec* en 1764. Avec lui commence en effet le journalisme canadien de langue française [[61]](#footnote-61). Depuis lors, les contacts et les rapports ne se sont à vrai dire jamais rompus entre les journaux américains et québécois. C’est par les États-Unis qu’entrent effectivement dans le Bas-Canada les nouvelles de l’Europe ; écumant les journaux de leurs confrères américains, les éditeurs canadiens-français tiennent leurs lecteurs au courant des grands événements mondiaux.

À cette nécessité de recourir aux journaux américains pour la nouvelle européenne [[62]](#footnote-62) s’ajoutent peu à peu d’autres facteurs qui, à notre avis, ont joué un rôle de premier plan dans le développement de la presse écrite au Québec. Malheureusement [76] ils n’ont guère jusqu’ici fait l’objet d’études très attentives. Pourtant, dès 1937, Gustave Lanctôt [[63]](#footnote-63) en énumérait un certain nombre que nous reprenons, à notre tour, sous forme de questions : la différence des langues a-t-elle retardé la pénétration de l’influence américaine au Québec ? Quel a été le rôle de l’Association de la presse américaine et de son service d’information dans le développement du journalisme québécois ? On sait qu’elle fournissait à nos quotidiens non seulement le service des dépêches, mais aussi celui de photos, de pages comiques, d’articles divers, de réclames publicitaires, etc. Comment encore s’est effectuée à partir des années 1880 la pénétration du sensationnalisme de la nouvelle, du journalisme jaune, qui dégageait une conception toute américaine de la vie courante ? Quels furent les magazines américains qui se vendaient le plus au Québec ? Qui les lisait ? Leur influence fut-elle aussi évidente que le proclamaient à l’époque les défenseurs de la moralité publique ?

Ainsi notre connaissance des rapports entre la presse américaine et québécoise au XIXe siècle est loin d’être parfaite. Il faudrait étudier à fond non seulement les questions que nous avons soulevées à partir de la brève analyse de Gustave Lanctôt, mais celles aussi, plus nombreuses, qui surgissent à la lecture de travaux dont l’orientation touche de près ou de loin à l’histoire du journalisme québécois, comme ceux de Jean-Pierre Wallot et John Hare sur *Les Imprimés dans le Bas-Canada (1801-1840),* de Jean-Paul Bernard sur [*Les rouges, libéralisme, nationalisme et anticléricalisme au milieu du XIXe siècle*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030433044), de Pierre Savard sur Jules-Paul Tardivel, *la France et les États-Unis (1851-1905),* d’André Beaulieu et Jean Hamelin sur *La Presse québécoise des origines à nos jours*, sans oublier naturellement certaines études plus anciennes comme celle de Félix Blondin sur « L’Influence américaine dans la littérature de nos premiers journaux canadiens-français », une thèse de doctorat soutenue à l’Université d’Ottawa en 1942, ou encore celle d’Alexandre Bélisle sur l’*Histoire de la presse franco-américaine*, parue en 1911.

Si nous insistons tout particulièrement sur les rapports entre les journaux américains et québécois, c’est que leur connaissance nous paraît inséparable de l’étude de la vie intellectuelle elle-même. Qu’il nous suffise encore de donner quelques exemples pour démontrer combien il serait nécessaire d’entreprendre des études spéciales sur la pénétration des journaux américains au Québec. Ainsi, que savons-nous des lectures des périodiques américains faites par les membres de l’Institut canadien de Montréal ? Les quelques annuaires ou rapports que nous avons rapidement consultés, indiquent que l’Institut était abonné, au cours des années 1850, à une moyenne de vingt journaux américains par année [[64]](#footnote-64). Qui nous écrira un jour l’histoire du *Courrier des États-Unis* au Québec ? On sait que Pierre-Joseph-Olivier Chauveau commença sa carrière littéraire et politique dans ce journal dont il fut le correspondant régulier de 1840 à 1851. Enfin, qui entreprendra la tâche ingrate de relever systématiquement la production littéraire américaine traduite et parue dans les journaux et les périodiques québécois du XIXe siècle ?

[77]

Les voyages et les échanges littéraires

S’il nous fallait caractériser d’un mot l’état actuel des recherches sur les voyages et les échanges littéraires entre le Québec et les États-Unis, nous dirions que nous n’avons pas encore d’études historiques en profondeur. Et pourtant nos élites intellectuelles voyageaient, faisait leur « tour de l’Amérique ». Ils ont publié leurs récits de voyages, qui forment une littérature abondante, remplie d’impressions diverses, de jugements contradictoires à la fois sur le Québec et les États-Unis. En attendant ces études plus approfondies, sur quoi pouvons-nous compter actuellement ? Il y a d’abord l’ouvrage de Georges Bellerive sur les *Orateurs canadiens-français aux États-Unis*, paru en 1908, puis celui de John Hare sur *Les Canadiens français aux quatre coins du monde*, publié en 1964, et dont la recension, pour les États-Unis, a été complété par nous-mêmes et utilisée pour fins de recherches et de publications [[65]](#footnote-65).

L’importance des échanges littéraires, de la correspondance entre les écrivains québécois et américains devraient encore retenir l’attention de tous ceux et celles qui s’intéressent à notre XIXe siècle. On risquerait de ne rien comprendre aux relations entre le Québec et les États-Unis si on prend pour acquis les propos de certains ultramontains de l’époque qui laissaient entendre que nos élites d’hier n’entretenaient aucune relation avec celles d’outre-frontière. Nous citerons à ce sujet un seul exemple, qui est assez éloquent : celui de l’historien américain Francis Parkman ; malgré la mauvaise réputation qu’on lui a faite, il a eu plus d’un correspondant québécois, dont les historiens F.-X. Garneau, G.-B. Faribault, E.-M. Faillon, L.-E. Bois et L.-P. Turcotte ; les conteurs et romanciers P.-J.-O. Chauveau, Hubert LaRue, J.-C. Taché, Antoine Gérin-Lajoie, Faucher de Saint-Maurice, Edmond Lareau et Joseph Marmette ; d’autres auteurs comme Arthur Buies et J.-G. Barthe, sans oublier naturellement l’abbé Henri-Raymond Casgrain qui fut à la fois un ami et un correspondant fidèle de l’historien américain. Enfin, il est bon de rappeler que c’est Francis Parkman qui permit à Octave Crémazie de mieux supporter son exil à Paris en l’employant comme copiste, le sauvant ainsi de la misère.

Les traductions et les adaptations

Sous ce titre, nous entendons parler brièvement d’un domaine de recherche dont le terrain demeure encore vierge. À notre connaissance, il n’existe pas encore de répertoire recensant l’ensemble de la production littéraire américaine traduite au Québec, et encore moins de monographie présentant quelques éléments d’analyse ou de synthèse. Il serait pourtant essentiel de connaître l’ensemble de ces traductions qui permettaient au public en général d’accéder aux œuvres américaines. Henry Wadsworth Longfellow et Walt Whitman n’ont pas été les seuls auteurs américains à avoir été traduits ou imités ; citons-en quelques-uns, parmi les plus connus : G.E. Cable, Fenimore Cooper, Mary Hartwell Catherwood, Nathaniel Hawthome, Oliver W. Holmes, W.D. Howells, Washington Irving, John Talon [78] Lesperance, Charles Macky, M. Mclver, G.H. Pattern, J.H. Robinson et Mark Twain. Mentionnons encore les traductions françaises d’oeuvres américaines qui ont aussi paru dans les journaux et les périodiques québécois, comme *La Case de l’Oncle Tom* de Harriet Beecher Stowe, dont il vaudrait peut-être la peine d’étudier la réception dans le sillage des répercussions de la guerre Sécession sur la pensée québécoise de l’époque.

Influences de Cooper et de Longfellow

Deux auteurs américains ont marqué profondément notre littérature québécoise : Fenimore Cooper et Henry Wadsworth Longfellow. Ils ont été à vrai dire présents dans l’esprit de nos écrivains pendant plus d’un siècle, de 1830 à 1930. Mais même après cette dernière date, leur présence se fait encore sentir. En 1948, Eugène Achard publie ses Chroniques du lac Champlain, qui sont une adaptation de l’œuvre de F. Cooper ; deux ans plus tôt, il avait fait paraître sous le titre *La Touchante Odyssée d’Évangéline* (vol. I : *En Acadie*, vol. II. *Sur la route de l’exil*), une traduction libre du poème de Longfellow.

Loin de nous la pensée de donner ici la liste complète de tous ceux parmi nos écrivains qui ont tantôt admiré ou jalousé la renommée de ces deux grands auteurs américains, tantôt traduit ou imité une de leurs oeuvres. À vrai dire, F inventaire en serait beaucoup trop long. Disons tout simplement que de Joseph Marmette à Eugène Achard, de Pamphile LeMay à Paul Morin, en passant par Louis Fréchette, Joseph Lenoir, William Chapman, H.-R. Casgrain, Octave Crémazie, Léon Lorrain et Hermas Bastien, les témoignages concordent sur un point : la présence de Fenimore Cooper et de Henry Wadsworth Longfellow a été en un certain sens une présence libératrice pour nos auteurs du XIXe siècle : elle leur a permis, à certains moments, d’être eux-mêmes. Disons encore qu’elle a ouvert la voie aux premières générations d’écrivains québécois du XXe siècle — Robert Choquette, Louis Dantin, Henri d’Arles, Alfred DesRochers, Rosaire Dion-Lévesque et Harry Bernard, pour en nommer quelques-uns — qui ont reconnu l’importance de la littérature américaine. En ce sens, le témoignage d’Hermas Bastien en 1939 vaut la peine d’être rappelé : « Nos écrivains, nos romanciers surtout, se rapprocheront des réalités durables à mesure qu’ils seront plus instruits, qu’ils auront une vue plus juste et plus équilibrée des valeurs. Je ne serais pas étonné que la lumière leur vînt un jour des États-Unis, pays où s’édifie graduellement une littérature puissante, appuyée sur la décentralisation et le régionalisme intelligent [[66]](#footnote-66) ».

À ces deux auteurs américains, on a consacré cependant très peu d’études spéciales. Si l’on excepte la thèse de doctorat ès lettres de Paul Morin sur *Les Sources de l’œuvre de Henry Wadsworth Longfellow*, soutenue à Paris en 1913, et certaines thèses ou mémoires consacrés au romancier Joseph Marmette [[67]](#footnote-67), où l’on peut avoir un aperçu général de l’influence de Cooper sur le roman québécois du XIXe siècle, il faut bien avouer que notre connaissance de ces deux auteurs américains reste encore à établir. Les quelques excellents articles du *Dictionnaire*  [79] *des œuvres littéraires du Québec* (tomes I et II) où l’on note l’influence de Cooper et de Longfellow sur nos écrivains d’hier, ne peuvent non plus être considérés comme des études définitives. Outre des analyses comparatives très poussées, il nous manque de bons travaux sur la réception et la diffusion de ces deux auteurs au Québec, sur la traduction et l’adaptation ou l’imitation de leurs œuvres, sur leur importance dans le développement de notre littérature [[68]](#footnote-68).

Théâtre et spectacles américains au Québec

Une approche globale de la pénétration de la culture américaine au Québec ne saurait mettre de côté le domaine des représentations théâtrales et des spectacles populaires. Voilà, en effet, un champ de recherche qui est pour ainsi dire encore ignoré. Et pourtant le théâtre américain pénètre très tôt au Québec, bien avant les troupes françaises qui n’apparaissent qu’après 1830. Quelles intéressantes analyses ne pourrait-on pas aussi effectuer sur la venue des spectacles forains... (le « Genuine New York Black Crook »), les cirques (« Barnum », « Bowery », « L.-B. Lent ») et « les Variétés » qui, malgré les interdictions répétées des évêques, faisaient courir les foules. Les tournées fréquentes et régulières des troupes françaises de New York et de la Nouvelle-Orléans mériteraient également quelques travaux historiques, ainsi que les cercles dramatiques franco-américains de la Nouvelle-Angleterre qui étaient connus au Québec. Enfin, il serait intéressant de vérifier la proposition de Gustave Lanctôt qui affirme « qu’après 1867, le Canada devient un véritable fief du théâtre américain, si bien qu’entre 1890 et 1930, on trouve à Montréal trois ou quatre scènes avec le répertoire de Broadway [[69]](#footnote-69) ».

Tous ces travaux pourraient s’appuyer sur certaines publications, anciennes ou récentes, qui soulignent toutes l’importance du théâtre et des spectacles américains au Québec ; certaines d’entre elles fourmillent de détails importants ; citons parmi ces travaux : *L’Histoire du théâtre au Canada* de Léopold Houlé, les *350 ans de théâtre au Canada français* de Jean Béraud, *L’Activité théâtrale au Québec (1765-1825)* de Baudouin Burger, le tome IV des Archives des lettres canadiennes, paru sous titre *Le Théâtre canadien-français* et *Le Théâtre à Montréal à la fin du* XIXe *siècle* de Jean-Marc Larue.

La littérature franco-américaine

Si nous avons repoussé à la fin de notre exposé l’état des recherches sur la littérature franco-américaine, ce n’est pas pour en diminuer l’importance. Au contraire, le Québec a reçu de la Nouvelle-Angleterre une pléiade d’écrivains, de langue et de tradition françaises, qui ont marqué profondément son histoire littéraire. Robert Choquette et Rosaire Dion-Lévesque en sont, parmi d’autres, deux exemples bien représentatifs. Par ailleurs, bien de nos écrivains ont trouvé en terre franco-américaine une patrie d’adoption, tels Louis Dantin, Henri d’Arles, Paul Morin, Hermas Bastien et Harry Bernard. Aussi peut-on se réjouir de voir, depuis [80] quelques années, se développer de chaque côté de la frontière un intérêt grandissant pour la « Franco-américanie » [[70]](#footnote-70).

Un tel intérêt n’a pas manqué de se répercuter sur la vie littéraire. Aux études plus anciennes mais toujours indispensables, comme *La Littérature française de la Nouvelle-Angleterre* (1946) de Mary-Carmel Therriault, qui a publié en 1935, à Marseille, un essai sur *Le Rôle de la presse dans l’évolution du peuple franco-américain de la Nouvelle-Angleterre*, ajoutons Louis Dantin, sa vie et son œuvre (1948) de Gabriel Nadeau, Les Poètes franco-américains de *la Nouvelle-Angleterre, 1875-1925* (1968) de P.-Paul Chassé, *Le Roman franco-américain en Nouvelle-Angleterre (1878-1943)* de Robert Richard Santerre, une thèse de doctorat soutenue au Boston College en 1974, *Les Franco-américains de Nouvelle-Angleterre, une anthologie*, réalisée par François Roche et parue en 1982, ainsi que la thèse de doctorat de Maurice Poteet, *The Image of Quebec in Franco-American Fiction of Immigration and Assimilation*, soutenue à l’Université de Montréal, en 1981.

\* \* \*

Bilan et perspectives

Que doit-on penser de tous ces travaux écrits sur les relations littéraires entre le Québec et les États-Unis ? Sans doute pourrait-on contester, au nom d’approches méthodologiques récentes, les interprétations prises par le passé. La conception de F.-X. Garneau, de Rameau de Saint-Père, de H.-R. Casgrain, qui l’un après l’autre ont revendique au nom du rayonnement intellectuel canadien-français tout le champ d’inspiration nord-américain, cette conception peut aujourd’hui en faire sourire plusieurs. Aux historiens de notre littérature, on a surtout reproché leur excessive manie de tout expliquer par l’idéologie nationaliste ; à ceux d’outre-frontière, on leur fera grief de leur ignorance à notre égard. Mais est-ce à dire qu’on doive rejeter d’un seul coup toute référence à ces mémorialistes d’hier ? Au-delà de leurs interprétations de l’histoire, ils ont néanmoins accumulé des faits reliés de près ou de loin aux relations culturelles entre le Québec et les États-Unis ; ils ont tracé des lignes de faîte de l’évolution de notre littéraire sur le continent nord-américain. Le renouveau actuel en faveur des études historiques autorise une approche critique mais positive.

Une interprétation plus nord-américaine de notre histoire littéraire du XIXe siècle paraît indispensable. Avant tout, mieux comprendre cette histoire en fonction d’un espace littéraire plus large qui en révélerait les confluences et les divergences, les emprunts et les assimilations, les constantes et les touches particulières, voilà un objectif à atteindre. Le Québec littéraire du siècle dernier ne vit pas [81] dans les coins de colonisation les plus reculés ; à sa façon, il participe à une vie culturelle qui dépasse ses frontières et il est soumis à des influences exogènes auxquelles il ne peut vraiment échapper. Il ne s’agit pas ici de tout expliquer par le voisinage des États-Unis ; mais plutôt d’établir la nature exacte de la culture québécoise du XIXe siècle dans ses rapports avec le monde. Avant Paris, il y avait toujours New York, dont la présence dans la pensée québécoise remonte au temps de la Nouvelle-France.

Un tel objectif, qui se fonde sur l’existence des représentations mentales, collectives et imaginaires des individus et des sociétés, exige évidemment de l’histoire littéraire un dépassement de ses méthodes et de ses champs de recherche traditionnels. Jusqu’ici, l’étude des relations littéraires entre le Québec et les États-Unis s’est davantage confinée à certains types de sujets ou de thèmes très particuliers. Parmi les principaux, citons : les guerres canado-américaines de 1775 et de 1812 dans la poésie et le roman québécois du XIXe siècle [[71]](#footnote-71) ; l’émigration québécoise aux États-Unis [[72]](#footnote-72) et l’idéal démocratique américain chez certains de nos écrivains plus ou moins libéraux, comme Joseph-Guillaume Barthe, Arthur Buies, Louis-Antoine Dessaulles, Louis-Honoré Fréchette et Joseph Lenoir [[73]](#footnote-73). Mentionnons encore certaines études sur la presse et la littérature franco-américaine dont nous avons antérieurement fait état. Il faut également retenir l’important ouvrage de Jos Delphis Gauthier intitulé Le *Canadien français et le roman américain* (1826-1948), qui présente un tableau très révélateur de la présence canadienne-française dans la littérature américaine des origines aux années quarante. Quant à notre propre étude sur *L'Image des États-Unis dans la littérature québécoise (1775-1930),* elle doit être considérée à la fois comme un élargissement du corpus de nos connaissances sur le mythe de l’Amérique dans l’imaginaire collectif québécois et comme un essai de synthèse des grands thèmes qui ont marqué notre littérature depuis ses débuts jusqu’aux années trente.

Une histoire littéraire du Québec est-elle possible sans une connaissance approfondie de l’histoire nord-américaine elle-même ? Nous ne le croyons pas. Ainsi les quelques secteurs plus ou moins connus, que nous avons tenté d’indiquer, exigent véritablement une compréhension des significations idéologiques qui marquent tout au long du XIXe siècle les historiographies américaine, canadienne-anglaise et canadienne-française. Mais, objectera-t-on, l’objet de l’histoire littéraire diffère absolument de celui de l’histoire générale : la première étudie ce qui demeure, tandis que la seconde s’intéresse à ce qui change. Mais ce qui demeure (Aubert de Gaspé a vécu, Les Anciens Canadiens vivent) s’est un jour constitué à partir de formes littéraires de nature historique. Or, la question est de savoir jusqu’à quel point ces formes sont le supplément, l’image idéale, le modèle renversé des formes narratives auxquelles se plie encore aujourd’hui l’historien : l’histoire n’est pas autre chose qu’« un roman vrai » [[74]](#footnote-74), a écrit Paul Veyne. Mais alors, le roman, lui, aurait-il pour seule excuse le *post hoc ergo propter hoc*!

[82]

Bibliographie sommaire [[75]](#footnote-75)\*

Abbatt, William.

*The colloquial Who’s-Who ; an attempt yo identify the many authors, writers and contributors who have used pennames, initials, etc., 1600-1924, list of sobriquets, nicknames, epigrams, oldities, war phrases, etc. Tarrytown (N.Y.),* Abbatt, 1924-1925.

Anctil, Pierre.

« Bibliographie commentée sur les Fanco-américains de la Nouvelle-Angleterre », *Les Cahiers de géographie du Québec*, 23, 58 (av. 1979) : 179-182.

Arès, Père Richard.

« Bibliographie sur le patriotisme et le nationalisme », *Instruction publique*, 6, 9 (mai 1962) :785-791.

Beaulieu, André et Jean Hamelin.

*La Presse québécoise des origines à nos jours*. Tome premier, *1764-1859*. Québec, Les Presses de l’Université Laval, 1973. xi, 268 p. ; tome deuxième : *1860-1879*. 1975. xv, 350 p. ; tome troisième, *1880-1895*. 1977. x, 360 p. ; tome quatrième, *1896-1910*. 1979. xv, 417 p.

Belisle, Alexandre.

*Histoire de la presse franco-américaine*. Worcester (Mass.), l’Opinion publique, 1911. 434 p.

Bell, Inglis Freeman et Susan W. Port.

*Canadian Literature/Littérature canadienne, 1959-1963. A checklist of creative and critical writings/Bibliographie de la critique et des œuvres d’imagination*. Vancouver, Publications Centre, University of British Columbia, 1966. 140 p.

Bibliographical Society of America.

*American newspapers, 1821-1936 ; a union list of files available in the United States and Canada*. New York, Kraus Reprint, 1967. 791 p.

Bibliothèque de l’Université de Sherbrooke.

*Sens national : bibliographie de 400* articles et livres pour mieux *comprendre les orientations nouvelles du sens national au Canada français*. Compilée par la bibliothèque de l’Université de Sherbrooke, pour la Session d’étude patriotique des 19 et 20 mars 1965, publiée par l’Association canadienne des Éducateurs de langue française, 1965. 20 p.

Blumenthal, Henri.

*American and French culture (1800-1900) ; Interchanges in Art, Science, Literature and Society*.Louisiana State University Press, 1975. 554 p.

Cantin, Pierre, Normand Harrington et Jean-Paul Hudon.

*Bibliographie de la critique de la littérature dans les revues des XIXe et XXe siècles*.Ottawa, Centre de recherche en civilisation canadienne-française, 1979. 5 vol.

Colpron, Gilles.

*Les Anglicismes au Québec ; répertoire classifié*. Préface de Gilles R. Lefebvre. Montréal, Librairie Beauchemin, 1970. 247 p.

[83]

Cordingley, Audrey et Dorothea D. Tod.

« A Bibliography of Canadian Literary Periodicals (1789-1900). Part I : English canadian ; part II : French canadian », *Mémoires de la Société royale du Canada*, 41, 3e série, section II (1932) :87-96.

Devers, Charlotte, Doris B. Katz et Mary Margaret Regan.

*Guide to special issues and indexes of periodicals*. New York, Spécial Libraries Association, 1976. 289 p.

Dictionnaire *des œuvres littéraires du Québec*. Sous la direction de Maurice Lemire. Montréal, Fides, 5 vol. Déjà parus ; vol. I (*des origines à 1900*), 1979 ; vol. II (*1900-1939*), 1980 ; vol. III (*1940-1959*), 1982 ; vol. IV (*1960-1969*), 1984.

En collaboration.

*Littérature et idéologie : la dynamique des fictions*. Collection « Etudes sur le Québec » no 10. Québec, Université Laval, Institut supérieur des sciences humaines, 1978. 161 p.

Faxon, Frederick Wenthrop.

*Annual Magazine subject index*.Boston, 1907 +.

Gallup, Jennifer et Inglis Freeman Bell.

A reference guide to English, *American and Canadian Literature ; an annotated checklist of bibliographical and other reference materials*.Vancouver, University of British Columbia Press, 1971. 2 vol., 139 p.

Geddes, James.

*Canadian French. The language and literature of the past decade (1890-1900) with a retrospect of the causes that have produced them*.Paris, J. Gamber, 1902. 66 p. Extrait du *Kritischer Jahresbericht uber die Fortschritte der Romanischen Philologie*, 5 (1897-1898) : 294-358.Voir dans la même revue les suppléments pour les années 1901-1910.

Geddes, James.

« A Bibliographical outline of French Canadian Literature », *Paper s of the Bibliographical Society of America*, 7 (1914) :7-42. Publié en volume : Chicago, University of Chicago Press, Third revised édition, 1940. 52 p.

Granger Frères.

France-Canada, *Bibliographie canadienne ; catalogue d'un choix d'ouvrages canadiens-français, accompagné de notes bibliographiques et préparé à l’occasion de l’Exposition universelle de 1900*,Montréal, Granger, 1900. 83 p. *Littérature nationale. Bibliographie canadienne... ; catalogue annoté d’ouvrages canadiens-français*, nouvelle édition augmentée du catalogue précédent,annoté par Sylva Clapin. Montréal, Granger, 1906. 295 p.

Hamel, Réginald (avec la collaboration de Madeleine Corbeil et de Nicole Vigneault).

*Cahiers bibliographiques des lettres québécoises*. Montréal, Centre de documentation des lettes québécoises de l’Université de Montréal, 1, l (1er janv. 1966) ; 4, 4(déc. 1969). Voir aussi du même auteur « Bibliographie des lettres canadiennes-françaises ». *Études françaises*, no spécial (juin 1966) : 112 p. ; ce numéro couvre la période du 1er décembre 1964 au 20 novembre 1965.

[84]

Hare, John.

*Les Canadiens français aux quatre coins du monde (1670-1914).* Cahier d’histoire, no 16. Québec, Société historique de Québec, 1964. 215 p.

Haugen, E.I.

*Bilingualism in the Americas : A Bibliography and Research Guide*.University of Alabama Press, 1966. 139 p.

Hawyood, Charles.

*A Bibliography of North American Folklore and Folksong*. New York, Greenberg, 1961. 2 vol. Voir surtout p. 565-575.

Herman, Esther et Paul Wasserman*.*

*Museum Media ; a biennial directory and index of Publications and audiovisuals available from United States and Canadian institutions*.Detroit, Gale Research, 1973. 455 p.

*International index to periodicals (1907-1915).* New York, The H. W. Wilson Co., 1916.

Kirkpatrick, D.L. et James Vinson.

*Contemporary Poets*; with a préfacé by C. Day Lewis. London, St. James Press, 1975. 1849 p.

Lambert, Adélard (pseud. : *Un canadien des États-Unis*).

*Journal d’un bibliophile*. Drummondville, La Parole, 1927. 142 p.

Lebel, Maurice.

*Bibliographie des ouvrages publiés avec le concours du Conseil canadien des recherches sur les humanités et du Conseil des arts du Canada, 1947-1971*.Ottawa, Humanities Research Council of Canada, 1972. 45 p.

Lunsden, I.

*The Americanization of Canada, close to the 49th paralele*.Toronto, University of Toronto, 1970. 338 p.

Moffett, Samuel Erasmus.

*The Americanization of Canada*; With an introduction by Alan Smith. Toronto, University of Toronto Press, 1972. 124 p.

Monière, Denis et André Vachet.

*Les Idéologies au Québec*. Montréal, ministère des Affaires culturelles, Bibliothèque nationale du Québec, 1977. 176 p. Voir plus particulièrement les numéros 181, 247, 314, 670, 703, 733 et 1051.

Monnet, François-Marie.

*Le Défi québécois*. Montréal, Editions Quinze, 1977. 258 p.

Morgan, Henry J.

*Bibliotheca Canadensis, or A Manual of Canadian Literature*.Ottawa, G.E. Desbarats, 1867. 411 p.

Naaman, Antoine, avec la collaboration de Léo-A. Brodeur.

*Répertoire des thèses littéraires canadiennes de 1921 à 1976*.Sherbrooke, Éditions Naaman, 1979. 456 p.

Nadeau, Gabriel.

« Chronique fanco-américaine », *Culture*, 5, l (mars 1944) :56-68.

Nadeau, Gabriel.

« Notes pour servir à une bibliographie franco-américaine ». *Bulletin de la Société historique franco-américaine*, 3 (1957) : 62-74.

[85]

Painchaud, Paul.

*Francophonie : bibliographie, 1960-1969*. Montréal, Presses de l’Université du Québec, 1972. xvii, 136 p. Comprend 1600 références — volumes, articles de revues et de journaux — réparties en deux sections : le concept de la francophonie (généralités, civilisation, organisations internationales, positions des pays par rapport à la francophonie... ) ; rapports entre pays francophones : coopération, affaires sociales, éducation, échanges culturels, relations économiques, rapports politiques. Arrangement par sujets et à l’intérieur de ceux-ci par type de document. Index analytique (lieux, collectivités, sujets) et index de noms d’auteurs.

*Poole’s Index to Periodical Literature*. Boston, Houghton, Mifflin & Co., 1893. vol. I : *1802-1881*; supp. 1-5 : 1er janvier 1 882. Boston, Houghton, Mifflin & Co., 1888-1908.

Pouliot, Richard.

*Influences culturelles des États-Unis sur le Québec ; état sommaire des travaux*. Québec, Centre québécois de relations internationales/Institut canadien des affaires internationales, notes de recherche no 14, 1972. 55 p.

*Reader’s Guide to Periodicals Literature 1900/04*. Minneapolis (Minn.), The H.W. Wilson Co., 1905-1910 ; New York, The H.W. Wilson Co., 1915 +.

Robert, Adolphe.

« Essai bibliographique sur l’apport franco-américain à la littérature des États-Unis », *Revue d’histoire de l’Amérique française*, 2, 4(1949) : 540- 556.

Santerre, Richard.

*Bibliographie des imprimés franco-américains parus à Lowell, Mass., de 1837 à 1968*.Manchester (N.H.), Imp. Ballard, 1969. 59 p. Extrait du *Bulletin de la Société historique franco-américaine*,15 (1969) : 153-209.

Sealock, Richard Burl et Augusta Pauline Seely.

*Bibliography of place name literature ; United States, Canada, Alaska and Newfoundland*.Chicago, American Library Association, 1948. 331 p.

*Textes de l’exode*. Bulletin no 2 du Groupe de recherche au département d’Études littéraires de l’Université du Québec à Montréal, décembre 1983, 22 p.

Tinker, Edward Larocque.

*Les Écrits de langue française en Louisiane au XIXe siècle ; essais biographiques et bibliographiques*.Paris, H. Champion, 1932. 502 p. (Bibliothèque de laRevue de littérature comparée, *t. 85).*

Tremblay, Marc-Adélard et Gérald Louis Gold.

[*Communautés et culture : éléments pour une ethnologie du Canada français*](http://classiques.uqac.ca/contemporains/tremblay_marc_adelard/communautes_et_culture/communautes_et_culture.html).Montréal, Toronto, les Éditions HRW, 1973. xvii, 428 p.

University of Toronto Quarterly.

*Letters in Canada* (1937). Toronto, the University of Toronto Press, 1938. 161 p. Reprinted from *The University of Toronto Quarterly*, 7, 3-4 (av. et juill. 1938). Part II : « French-Canadian and New-Canadian Letters » by Félix Watter, p. 63-78, et plus particulièrement Merle Storey « List of Publications : French-Canadian », p. 133-150.

[86]

Van Hoesen, Henry Bartlett et Walter, Frank Keller.

*Bibliography, practical, enumerative, historical*. New York, Scribner, 1928. 519 p. Liste of Canadian bibliography, p. 477-478.

Young, William C.

*American theatrical arts ; a guide to manuscripts and special collections in the United States and Canada*.Chicago*,* American Library Association, 1971. 166 p.

Volumes, thèses et articles

Anctil, Pierre.

« L’Attachement à la terre et l’émigration dans certains romans du terroir québécois », *Vie* *française*, 36(1982) :61-80.

Arles, Henri (d’).

« La Presse et les lettres canadiennes-françaises aux États-Unis », *Premier Congrès de la langue française au Canada, Québec, 24-30 juin 1912. Mémoires* (Québec, Imprimerie de l’Action sociale limitée, 1914) :482-485.

Association canado-américaine.

Les *Franco-Américains peints par* *eux-mêmes.* Avant-propos par Adolphe Robert. Montréal, Éditions Albert Lévesque, 1936. 284 p.

Bastien, Hermas.

*Les Énergies rédemptrices* (Montréal, Bibliothèque de l’Action française, 1923) : 101, 139-140.

Bastien, Hermas.

« La Critique américaine », *Témoignages ; études et profils littéraires* (Montréal, Éditions Albert Lévesque, 1933) :33-52.

Beaudoin, Burger.

*L’Activité théâtrale au Québec (1765-1825).* Montréal, les Éditions Parti Pris, 1974. 410 p.

Bazin, René.

« La Province dans le roman », *Revue franco-américaine*, 2 (1908) : 170-185.

Bellerive, Georges.

*Orateurs canadiens-français aux États-Unis ; conférences et discours*. Québec,Imprimerie H. Chassé, 1908. 232 p.

Benoît, Josaphat.

*L'Ame franco-américaine*. Montréal, Éditions Albert Lévesque, 1935. 246 p. Bibliographie : p. 235-245.

Bernard, Jean-Paul.

[*Les Rouges. Libéralisme, nationalisme et anticléricalisme au milieu du* XIXe *siècle*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030433044). Préface de Fernand Dumont. Montréal, Les Presses de l’Université de Montréal, 1971. xx, 394 p.

Bernard, Harry.

*Le Roman régionaliste aux États-Unis*.Montréal*,* Fides, 1944. 387 p.

Berthiaume, Eugène.

*Ferdinand Gagnon, fondateur de la presse franco-américaine*.Mémoire de maîtrise, Université de Montréal, 1954. 111p.

[87]

Blondin, Félix (Frère Benoît).

*L’Influence américaine dans la littérature de nos premiers journaux canadiens-français, 1775-1840*.Thèse de doctorat en philosophie, Université d’Ottawa, 1942. 251 p.

Boivin, C.-E.

« La Presse française aux États-Unis », *La Revue canadienne*, 40, 8 (août 1904) : 142-149.

Brodin, Pierre.

Les *Écrivains américains de l’entre-deux-guerres*. Montréal, Éditions Bernard Valiquette, 1945. 288 p.

Brown, Yvonne.

*The Origin of French-Catuidian Journalism*. Mémoire de maîtrise, Queen’s University, 1955. 184 p.

Bracq, Jean-C.

« French-Canadian Poets », *The Evolution of French* Canada (New York, Mcmillan, 1924) : 367-386.

Burpee, Lawrence J.

« Canadian Literature (French and English) », *Encyclopedia Americana*, 5 (1925) : 383-388.

Chartier, Armand.

*Littérature historique populaire franco-américaine*. Manchester, National Materials Development Center, 1981.

Chartier, Abbé Émile.

« En territoire franco-américain », *Nouvelle-France*, 12 (1913) : 507-515.

Chassé, Paul-P.

*Les Poètes franco-américains de la Nouvelle-Angleterre, 1875-1925*. Somersworth (New Hampshire), Éditions de l’Abbaye de Thélème, à l’Étang des Lys, 1968. 472 p.

Chassé, Paul-P.

*Anthologie de la poésie franco-américaine de la Nouvelle-Angleterre*. Préface d’Armand B. Chartier. The Rhode Island Bicentennial Commission, 1976. viii, 285 p.

Costicella, Joseph.

*L’Esprit révolutionnaire dans la littérature canadienne-française.* Montréal, Librairie Beauchemin limitée, 1968. 316 p.

Dantin, Louis.

*Poètes de l’Amérique* française, *Études critiques*. Montréal/New York/ Londres, Louis Carrier & Cie, Les Éditions du Mercure, 1928. 250 p. ; 2e série : Montréal, Éditions Albert Lévesque, 1934. 196 p.

De Celles, A.-D.

*Les États-Unis. Origine, institutions, développement*, 3e édition (Montréal, Librairie Beauchemin, 1925) :247- 250.

« Les Démocrates canadiens (1845- 1875) ». Numéro spécial de la revue *Études françaises,* 9, 3 (août 1973) : 189-276.

Dion-Lévesque, Rosaire.

*Silhouettes franco-américaines*. Préface d’Adolphe Robert. Manchester (N.H.), Association canado-américaine, 1957. v, 933 p.

Dionne, René.

*Antoine Gérin-Lajoie, homme de lettres*. Sherbrooke, Éditions Naaman, 1978. 434 p.

Eayns, H.S.

« Discovering Canada in Literature », *Publisher’s* Weekly (New York), 17 (21 juin 1930) : 388-390.

[88]

« Écrivains de la Nouvelle-Angleterre ». No spécial de la revue *Nuit blanche* (print.-été 1983) :80 p.

Fauteux, Aegédius.

« Fleury Mesplet : une étude sur les commencements de l’imprimerie dans la ville de Montréal », *Papers of the Bibliographical Society of America*, *part II,* 28 (1934) : 164-193.

*Les Franco-américains de Nouvelle-Angleterre*. Anthologie réalisée par François Roche, co-édition LARC, Le Creusot, 1982. 220 p.

Gagnon, Alphonse.

« La Littérature américaine », *La Revue canadienne*, 35, l (janv. 1899) : 13 ; 4 (av. 1899) : 259.

Gagnon, Alphonse.

« Note sur la littérature américaine ». *Questions d'hier et d'au jour d'hui* (Québec, Garneau ; Paris, Desclée de Brouwer et cie, 1913) :7-40.

Gauthier, Jos Delphis.

*Le Canadien français et le roman américain (1826-1948).* Paris, Toisa, 1949. 356 p.

Hopkins, J.C.

« Canadian Literature », *Annals of the* *American Academy*, 45 (janv. 1913) : 189-215.

Jasmin, Guy.

« Le Journalisme français en Louisiane », *Les ldées*, l, 5 (mai 1935) : 302- 312.

Jobin, Antoine-Joseph.

*Visages littéraires du Canada français*. Montréal, Éditions du Zodiaque, 1941. 270 p.

Houlé, Léopold.

*L'Histoire du théâtre au Canada. Pour un retour aux classiques*.Montréal, Fides, 1945. 170 p.

Huard, Charles.

« Le Théâtre américain », *Annuaire théâtral* (Montréal, Géo. H. Robert, 1908-1909) : 35-37.

Jacob, F.

« The Canadian Literature », *American* *Mercury*, New York, 8(juin 1926) : 216-221.

Jones, Frederick Mason.

*Le Roman canadien-français, ses origines, son développement*. Montpellier, Imprimerie de la Manufacture de la Charité, 1931. 202 p.

Juneau-Masson, Jacques.

Le *Courrier des États-Unis 1828 et 1898*. Thèse de M.A., Université de Montréal, 1975. 163 p.

Lafontaine, J.-L.

*L'Institut canadien en 1855*. Montréal, Imprimé par Senécal & Daniel, 1855. 126 p.

Lamontagne, Léopold.

« Les Poètes franco-canadiens devant les invasions américaines », *Bulletin de la Société historique franco-américaine* (1952) : 52-63.

Lanctôt, Gustave.

« Influences américaines dans le Québec », *Mémoires de la Société royale du Canada*, section I (mai 1937) : 119- 125. Reproduit dans Les Canadiens français et leurs voisins du Sud (Montréal, Édition Bernard Valiquette, 1941) : 298-310.

[89]

Lanctôt, Gustave.

*Les Canadiens français et leurs voisins du Sud*. Montréal, Éditions Bernard Valiquette, 1941. 336 p.

Lapointe, Pierre-Louis.

« La Nouvelle européenne et la presse québécoise d’expression française », *Revue d’histoire de l’Amérique française*, 28, 2(mai 1975) : 517-537.

Lareau, Edmond.

« Aperçu de la littérature des États-Unis », *Histoire abrégée de la littérature canadienne* (Montréal, John Lovell & Fils, 1884) :467-468.

Larue, Hubert.

*Mélanges historiques, littéraires et d’économie politique*.Tome II (Québec, s.é., 1887) : 97.

Larrue, Jean-Marc.

*Le Théâtre à Montréal à la fin du XIXe siècle*.Montréal, Fides, 1981. 141 p.

Lebel, Roland.

« Le Canada et la Louisiane », *Histoire de la littérature coloniale en France* (Paris, Librairie Larose, 1931) : 191- 197.

Lefaivre, Albert.

*Essai sur la littérature allemande ; la poésie aux États-Unis*.Québec, P.-G. Delisle, 1881. xii, 370 p.

Lemire, Maurice.

*Les Grands thèmes nationalistes du roman historique canadien-français*. Québec,Les Presses de l’Université Laval, 1970. xii, 281 p.

Le Moine, Roger.

*Joseph Marmette. Sa vie et son œuvre, suivi de « À travers la vie »,* roman de moeurs canadiennes de Joseph Marmette.Québec, Les Presses de l’Université Laval, 1968. 250 p.

Lortie, Jeanne d’Arc.

*La Poésie nationaliste au Canada français (1606-1867).* Préface de Luc Lacourcière. Québec, Les Presses de l’Université Laval, 1975. ix, 535 p.

Nadeau, Gabriel.

*Louis Dantin, sa vie et son œuvre*. Manchester (N.H.), Les Éditions Lafayette, 1948. 252 p.

O’Hagan, Thomas.

« French-Canadian Poets and Poetry », *Catholic World*, New York, 110(déc. 1919) :373-381.

Parthenais, J.T.

*Les Origines du journalisme canadien-français*. Mémoire de maîtrise. Université McGill, 1930. x, 189 p.

Philarette, Charles.

*Études sur la littérature et les moeurs anglo-américaines*. Paris, Amyot, 1851. Compte-rendu dans Le Pays, 1, 11(19 fév. 1852) : 1.

Poteet, Maurice.

*The Image of Quebec in Franco-American fiction of immigration and assimilation*.Thèse de Ph.D., Université de Montréal, 1980. 326 p.

Richer, Louis R.

*La Presse canadienne-française et les États-Unis, 1860-1867.* Thèse de M.A., Université d’Ottawa, 1969. En cours.

[90]

Raiche, Joseph.

« Une randonnée aux États-Unis », La *Revue canadienne*, 11, 2(oct. 1923) : 126-129.

Rinfret, F.

« La littérature canadienne et les Franco-américains », *Revue franco-américaine*, 1(1908) :9-12.

Rousseau, Guildo.

« La Nature et les Paysages de l’Ouest américain dans les récits de voyages des Canadiens français », *Vie française*, 27, 3-4 (nov.-déc. 1972) : 59-75.

Rousseau, Guildo.

*L’Image des États-Unis dans la littérature québécoise (1775-1930).* Sherbrooke, Éditions Naaman, 1981. 360 p. (Prix Albert-B. Corey 1982).

R.P., At.

« Les Américanistes », *Nouvelle-France*, 4, l (janv. 1905) : 1 ; 5, 8(août 1906) : 380.

Santerre, Richard Robert.

L*e Roman franco-américain en Nouvelle-Angleterre (1878-1943)*. Thèse de Ph.D., Department of Romance Languages and Literatures of Boston College, 1974. 352 p.

Savard, Pierre.

« La Presse québécoise et la Guerre de Sécession », *Vie française*, 16, 5- 6 (janv.-fév. 1962) : 140-157.

Savard, Pierre.

*Jules-Paul Tardivel, la France et les États-Unis (1851-1905).* Québec, Les Presses de l’Université Laval, 1967. xxxviii, 499 p.

Soeurs de Sainte-Anne.

*Précis d'histoire des littératures française, canadienne-française*, étrangères et ancienne(Lachine, Procure des Missions, 1931) : 379-386.

Stanislas (Frère).

*Joseph Marmette, le Cooper canadien*. Mémoire de maîtrise, Université de Montréal, 1944. 131 p.

Stewart, George Jr.

« Literature in French Canada », *New England Magazine*, Boston, 3 (sept. 1890) : 16-20.

Tanghe, Raymond.

*Esquisses américaines*. Montréal, Fides, 1947. 232 p.

Therriault, Mary-Carmel.

*Le Rôle de la presse dans l’évolution du peuple franco-américain*.Marseille, 1935.

Therriault, Mary-Carmel.

*La littérature française de la Nouvelle-Angleterre*.Montréal, Fides, 1946. 320 p.

Tourangeau, Rémi et Jean Laflamme.

*L’Église et le théâtre au Québec*. Montréal, Fides, 1979. 356 p.

Trudeau, Claudette Suzanne Marie*.*

*Le Théâtre canadien-français à Montréal, 1867-1915 : historique, dramaturgie, idéologie*.Thèse de doctorat, Université de Toronto, 1981.

« Une littérature de combat ». *Études françaises* (numéro spécial : *Une littérature de combat (1778-1810) ; les débuts du journalisme canadien-français),* 5, 3 (août 1969) : 257-376.

[91]

Viatte, Auguste.

*Histoire littéraire de l’Amérique française* (Québec/Paris, Les Presses de l’Université Laval/Les Presses universitaires de France, 1954) : 219-326.

Wade, Mason.

« Some Aspects of the Relations of French Canada with The United States », *The Canadian Historical Association Report* (juin 1944) : 16-39.

Wade, Mason.

« The Culture of French Canada », Julian Park, *The Culture of Contemporary Canada* (New York, Cornell University Press, 1957) : 367-395.

Wallot, Jean-Pierre et John Hare.

*Les Imprimés dans le Bas-Canada, 1801-1840*. Montréal, Les Presses de l’Université de Montréal, 1967. xxiv, 384 p.

Wallot, Jean-Pierre et John Hare.

« Les Idéologies dans le Bas-Canada au début du XIXe siècle », *Information historique* (1969) : 179-183.

Colloques et enquêtes

Action nationale (Revue).

(*Enquêtes de la revue*). Sous la direction de l’Abbé Lionel Groulx, Voir les années 1921 à 1927. Comprend les enquêtes suivantes : 1921 : « Le Problème économique » ; 1922 : « Notre avenir politique » ; 1923 : « Notre intégrité catholique » ; 1924 : « La Perte du capital humain » et « L’Ennemi dans la place » ; 1925 : « Le Bilinguisme » ; 1926 : « La Défense de notre capital humain » ; 1927 : « La Doctrine de l’*Action nationale*».

Bergeron, G.

*Problèmes politiques du Québec. Répertoire bibliographique des commissions royales d’enquête présentant un intérêt spécial pour la politique de la province de Québec*.Montréal, s.é., 1957. xiii, 218 p.

Canada. Commission royale d’enquête.

*Rapport de la Commission royale d’enquête sur l’avancement des arts, des lettres et sciences au Canada, 1949-1951*.Ottawa, Imprimeur du Roi, 1956. xix*,* 596 p.

Canada. Commission royale d’enquête.

*Rapport de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme*.Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1965-1969. 4 vol.

Collectif.

*Littératures ultramarines de langue française, genèse et jeunesse. Allocution et prélude de Léopold Sédar Senghor*. *Littératures négro- africaine, antillaise, québécoise, franco-américaine et comparée*. Actes du colloque de l’Université du Vermont (Burlington), recueillis par Thomas N. Geno et Roy Julow. Collaborateurs : Irène Dobbs Jackson, L.S. Senghor et I.D. Jackson, Eric Sellin, Fernando Lambert, Ghislain Gouraige, Edouard A. Jones, Jean Ethier-Blais, Ivanhoë Préfontaine, Paul-P. [92] Chassé, Gilbert Sherman, Max Dorsinville, Hélène Wasuck, Lyrace F. Fontaine. Sherbrooke, Éditions Naaman, 1974. 160 p.

Collectif.

*Colloque sur le Canada français*. Montréal, *The Montreal Star*, 1963. 151 p.

Collectif.

*La Dualité canadienne à l'heure des États-Unis*. Québec, Les Presses de l’Université Laval, 1965. 132 p.

Collectif.

*Le Nationalisme québécois à la croisée des chemins*. Acte d’un colloque organisé en mars 1974, en collaboration avec la World Peace Foundation de Boston et le Centre d’Études canadiennes-françaises de l’Université McGill. Québec, Centre québécois des relations internationales, Université Laval, 1975. 376 p.

Commission Tremblay.

*Rapport de la Commission royale d’enquête sur les problèmes constitutionnels*.Québec, Imprimeur de la *Reine,* 1956. 4 *vol. et annexes* (11 vol.).

*L’Émigrant québécois vers les États-Unis : 1850-1920*. Deuxième colloque de l’Institut français du Collège de l’Assomption, Worcester, Massachusetts, 14 mars 1981. Québec, Vie française, 1982. 122 p. Compilatrice : Claire Quintal.

Falardeau, Jean-Charles.

[*Essais sur le Québec contemporain*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030274949). Symposium du centenaire de l’Université Laval sur les répercussions sociales de l’industrialisation dans la Province de Québec, tenu à l’Université Laval les 6 et 7 juin 1952. Québec, Les Presses de l’Université Laval, 1953. 260 p.

Henderson, G.F.

*Federal Royal Commission in Canada, 1867-1966 : A checklist*.Toronto, University of Toronto Press, 1967. xvi, 212 p.

*Le Journalisme franco-américain*. Quatrième colloque de l’Institut français du Collège de l’Assomption, tenu le 12 mars 1983.

*Les Petits-Canadas de la Nouvelle Angleterre*. Troisième colloque de l’Institut français du Collège de l’Assomption, Worchester, Massachusetts, tenu le 13 mars 1982.

Québec (province).

*Commission d’enquête Gendron. La Situation de la langue française au Québec*.Rapport. Québec, Éditeur officiel du Québec, 1977. 3 vol.

Québec (province).

*Commission royale d’enquête sur l’enseignement au Québec*.Québec, Imprimeur de la Reine, 1963. 3 vol.

Québec (province).

*Rapport de la Commission royale d’enquête sur le commerce du livre dans la province de Québec*.Québec, Imprimeur de la Reine, 1963. 259 p.

[93]

Revue dominicaine.

« Notre américanisation ». Enquête socio-économique sur l’américanisation du Québec, publiée dans la *Revue dominicaine* de janvier à décembre 1936.

*Situation de la recherche sur la francophonie*. Actes du premier colloque de l’Institut français du Collège de l’Assomption, Worcester, Massachusetts, tenu en mars 1980. 100 p. Compilatrices : Claire Quintal et Andrée Vachon.

[94]

**NOTES du chapitre 3**

Pour faciliter la consultation des notes en fin de textes, nous les avons toutes converties, dans cette édition numérique des Classiques des sciences sociales, en notes de bas de page. JMT.

[95]

[96]

[97]

Guildo Rousseau,  
“*Les relations littéraires Québec/États-Unis au XIXe siècle*.”

COMMENTAIRE

Par Maurice POTEET

[Retour à la table des matières](#tdm)

Mes commentaires se limitent à la dernière division (la littérature franco-américaine) du projet que vient de nous présenter monsieur Guildo Rousseau. Comme avant-propos, permettez-moi de faire une mise au point concernant l’axe privilégié du projet et un court rappel historique concernant l’émigration :

(1) *Mise au point*: l’axe privilégié par monsieur Rousseau est de toute évidence celui touchant les relations *littéraires* entre le Québec et les États-Unis. Il est sûr que nous pouvons étudier la question de Cooper ou de Longfellow, ou même la question des traductions et de la réception au Québec des romanciers américains, ou l’influence en général de la littérature américaine au Québec sans aborder la question de l’émigration. Gérard Tougas, par exemple, l’a fait en partie dans le *Destin littéraire du Québec* (1982) [[76]](#footnote-76) ; à un certain degré, monsieur Rousseau lui-même l’a fait dans son ouvrage, *L'Image des États-Unis dans la littérature québécoise (1775-1930)* (1981) [[77]](#footnote-77), sauf pour la partie consacrée aux récits des « facteries » ; de plus, James Doyle écrit longuement sur les relations culturelles et littéraires entre le Québec et les États-Unis dans son ouvrage *Annie Howells and Achille Fréchette* (1979) [[78]](#footnote-78), sans pour autant aborder la question de l’émigration. On peut en nommer d’autres, par exemple, Chantal Hébert, qui est l’auteure d’un ouvrage sur le théâtre burlesque au Québec (1981) [[79]](#footnote-79). C’est donc possible, réalisable, réalisé en partie, même si beaucoup reste à faire. Cependant, d’autres Rousseau — le journalisme canadien-français, par exemple, et, bien sûr, la littérature franco-américaine — demandent une approche socio-historique qui mettra en relief l’histoire de l’émigration. À ce sujet, donc, je me permets un bref rappel historique ; je prêche pour ma paroisse.

(2) *Rappel historique*: En 1849, quatre ans après l’incendie, au Séminaire de Québec, un groupe de professeurs et d’élèves s’est penché sur la question des émigrants qui quittaient le Québec pour les États-Unis [[80]](#footnote-80). Ce groupe, se basant sur le Rapport d’un Comité Parlementaire, a brossé un tableau des classes sociales touchées par l’émigration et a tracé une image de leur sort au sud des « lignes ».

Au début du siècle, en 1908, l’étude de 1849, qui avait paru dans *L’Abeille*, un petit journal du Séminaire, a été re-publiée avec le commentaire suivant ajouté par la rédaction de la *Revue franco-américaine*: « après soixante ans, le problème de l’exode et de la colonisation demeurait entier ».

En 1964, Albert Faucher a publié une note de recherche dans *Recherches sociographiques* [[81]](#footnote-81) pour souligner le fait que, malgré l’importance de cette émigration [98] pour la société québécoise du XIXe siècle, peu d’études définitives avaient été faites sur ce sujet. Vingt ans plus tard, et même en tenant compte des études faites par Gilles Paquet ou Yolande Lavoie (1964, 1972) [[82]](#footnote-82), ou de celles des Franco-américains, la synthèse des causes et des conséquences de l’émigration n’existe toujours pas [[83]](#footnote-83)

Aujourd’hui, monsieur Rousseau, comme je l’ai mentionné, fait écho à ces mêmes préoccupations vieilles d’environ 135 ans : il nous présente un tableau de terrains spécifiques encore vierges et à être explorés par des chercheurs intéressés à étudier les « rapports littéraires entre le Québec et les États-Unis ». Je répète que certaines recherches n’ont qu’un rapport très mince à l’histoire de l’émigration. Cependant, tant et aussi longtemps que l’on n’aura pas le bilan des causes de l’émigration et de ses répercussions sur les relations entre le Québec et les États-Unis, on ne possédera pas la base pour poursuivre certains aspects de son projet. En effet, la bibliographie fournie par monsieur Rousseau en est la confirmation : il est significatif, je crois, qu’environ un tiers de cette bibliographie traite de l’expérience franco-américaine dans ses sections « Volumes » et « Colloques et Enquêtes ». Même le théâtre ou les spectacles s’y rapportent puisque la présence au Québec de troupes de théâtre franco-américaines est mentionnée par monsieur Rousseau.

\* \* \*

À propos des spectacles mentionnés par notre conférencier, j’aurais aimé entendre de nouveau cette histoire vraie concernant l’éléphant de Barnum et Bailey qui s’est échappé d’un wagon de chemin de fer à Shawinigan il y a une trentaine d’années. Selon le témoin que je connais, l’éléphant serait entré dans un garage appartenant à un monsieur Thomas Jacques, y aurait bu de l’eau dans un baril. Cette eau polluée par de l’huile ou du kérosène a été vite crachée par l’éléphant qui, furieux, s’est empressé de défoncer la porte du garage de monsieur Jacques. Cinq ans après, quand ce même cirque est revenu à Shawinigan, l’éléphant, en apercevant le garage de monsieur Jacques — situé tout près du chemin de fer — s’est empressé de briser ses chaînes pour aller défoncer encore une fois la porte du garage.

Cette anecdote doit nous rappeler qu’au Québec, même si certaines études nous manquent sur la question des relations littéraires, il y a une riche tradition orale, une mémoire, dont la forme et le contenu se rapportent à notre sujet. Peuple du discours, de la parole, nous avons comme collectivité un vaste réservoir d’histoires à nous raconter concernant la présence des États-Unis au pays. Mais voilà encore un terrain négligé ; en le mentionnant, je ne veux pas décourager d’avance nos équipes devant un défi énorme à relever pour répondre à l’appel de [99] notre conférencier. En effet, il est plus utile maintenant de passer aux choses qui existent ou qui se trouvent en chantier.

\* \* \*

Pour ma part, puisque monsieur Rousseau mentionne ma thèse, voici un résumé très court de cette recherche faite entre 1976 et 1980 [[84]](#footnote-84). Elle porte sur l’image du Québec comme lieu d’origine dans les nouvelles et le roman franco-américains (écrits en anglais sur l’immigration et l’assimilation) et publiés au cours de la période allant de 1939 à 1974. Nous avons accordé une place spéciale à l’œuvre de Jack Kerouac et à celle de Clark Biaise. Six autres auteurs ont été étudiés aussi : Jacques Ducharme, Albéric Archambault, Vivian (née Lajeunesse) Parsons, Grâce (née Royer de Repentigny) Metalious, Gérard Robichaud et Robert Cormier.

Dans chaque cas, l’image du Québec a été examinée sous deux aspects : (1) le Québec dans le texte (le thème d’un pays d’origine, les références à l’histoire du « fait français » en Amérique du Nord, etc., et (2) le Québec du texte (la tradition littéraire du roman québécois, la tradition orale, les légendes, l’utilisation de la langue française, les codes culturels, le retour au Québec, etc.) Nous avons, en plus, essayé d’établir les liens existant entre ces portraits du Québec et la réalité socio-historique vécue par les Franco-américains en voie d’assimilation. En plus de la littérature proprement québécoise, nous avons comparé la production en anglais à celle des Franco-américains qui écrivaient en français aux dix-neuvième siècle et durant les premières décennies du vingtième siècle. Par rapport à cette littérature première, la représentation du Québec, non plus comme nation mais comme le « vieux pays » un peu mythique, n’a rien de surprenant, compte tenu de l’adoption de la langue anglaise par les romanciers franco-américains depuis les années 1930. Cependant, ce « vieux pays » d’origine, qui est à peine visible dans les romans des années 1950-1960, reprend vie comme « nation » surtout dans les nouvelles de Clark Biaise. Ce phénomène de retour au pays, au Québec, phénomène qui renaît à la fin des années 1960, apporte à la littérature franco-américaine un problème d’identité culturelle complexe car le héros le plus récent des Franco-américains se trouve doublement aliéné : une fois comme « émigré », dépossédé de son identité propre dans le « melting pot » américain ; et, ensuite, comme « étranger » au Québec, après son retour au pays.

\* \* \*

[100]

J’aimerais dire, en terminant, quelques mots sur ce qui se fait actuellement à l’UQAM : depuis un an déjà un groupe de recherche qui s’appelle « Textes de l’exode » travaille à la préparation d’un recueil de textes littéraires et scientifiques touchant le phénomène de l’émigration des Québécois vers les États-Unis. Grâce à une subvention interne obtenue pour l’année en cours, nous avons augmenté considérablement notre documentation. Trois étudiants du programme de maîtrise en études littéraires y travaillent. Un étudiant déposera bientôt son projet de mémoire qui portera très probablement sur les rapports entre les journaux franco-américains et le roman franco-américain. Je peux donc confirmer ce que notre conférencier a identifié comme étant un « renouveau » d’intérêt pour les recherches du type « historique » en études littéraires. Pour ceux qui aimeraient en apprendre un peu plus concernant le groupe, je mets à leur disposition quelques exemplaires de notre premier « Bulletin de recherche » qui sera distribué après cette séance. En le lisant, vous constaterez que le groupe considère la littérature québécoise « une et indivisible ». Nous voulons ainsi contribuer à la réévaluation de la littérature québécoise telle que l’a annoncée Maurice Lemire il y a deux ans en « rapatriant » en quelque sorte la littérature de la « diaspora » québécoise.

En conclusion, même s’il reste des discussions à faire sur la méthode du projet, nous devons remercier notre conférencier d’avoir déjà exploré tant de sujets intéressants et d’avoir annoncé la direction que prennent actuellement ses recherches sur les « relations littéraires » Québec/États-Unis. Monsieur Rousseau, comme moi-même, sera, j’en suis certain, heureux d’apprendre qu’à Laval, à Ottawa, aux États-Unis, il y a d’autres équipes au travail dans diverses disciplines : histoire, sociologie, études littéraires ou autres. C’est le but, je crois, de ce colloque : faire le point sur nos recherches. Si à l’UQAM les recherches « historiques » [[85]](#footnote-85) en études littéraires prennent de plus en plus forme, je ne doute pas qu’il y en ait bien d’autres qui se font un peu partout ailleurs.

[101]

**NOTES  
du commentaire sur le texte du chapitre 3**

Pour faciliter la consultation des notes en fin de textes, nous les avons toutes converties, dans cette édition numérique des Classiques des sciences sociales, en notes de bas de page. JMT.

[102]

[103]

Première partie.  
Perspectives historiques, des origines  
à la deuxième guerre mondiale

4

“Un Québec émigré aux États-Unis:  
bilan historiographique.”

Par Yves ROBY

[Retour à la table des matières](#tdm)

[104]

[105]

De 1840 à 1930, environ 900 000 personnes ont quitté le Québec pour gagner les États-Unis. La plupart s’établirent dans les principaux centres industriels des états du Nord-Est. Ce phénomène, central dans l’histoire du Québec et de la Nouvelle-Angleterre, n’attire que depuis peu l’attention des universitaires canadiens et américains. Un nombre sans cesse croissant de thèses et d’études spécialisées paraissent chaque année des deux côtés de la frontière. Ce serait pourtant une erreur grave de ne tenir compte que des travaux de ces chercheurs. Pour l’avoir fait dans le passé, les auteurs de manuels sur l’histoire de l’immigration aux États-Unis ont ignoré le fait franco-américain ou n’en ont fait mention que dans quelques références au bas de pages. Jacques Ducharme le déplorait déjà en 1943 [[86]](#footnote-86). Plus près de nous, Richard Sorrell [[87]](#footnote-87) fait le même constat. Il faut donc ajouter à cette littérature scientifique récente les centaines, pour ne pas dire les milliers de commentaires, d’études et d’analyses que nous ont laissés les observateurs, les témoins et les acteurs de cette épopée. Dans un livre combien utile, « A Franco-American Bibliography. New England », Pierre Anctil a recensé plus de 800 des uns et des autres et encore il fait remarquer qu’une bibliographie exhaustive et méthodique en comprendrait peut-être cinq fois plus [[88]](#footnote-88).

Dans les circonstances, la demande des organisateurs de ce colloque de « faire le point sur l’état des recherches » concernant le fait franco-américain a de quoi effrayer les plus téméraires. Car tracer un bilan suppose que l’on a lu ou s’est familiarisé avec les études les plus marquantes, que l’on a une connaissance satisfaisante de l’évolution du groupe étudié afin d’être en mesure d’en faire ressortir les points forts et les points faibles. Les travaux des spécialistes, invités en mars 1980, dans le cadre du Premier Colloque annuel de l’Institut français du Collège de l’Assomption de Worcester, Massachusetts, à faire le bilan de « La situation de la recherche sur la Franco-américanie » nous seront d’une grande utilité, bien qu’ils aient été préparés dans une perspective très différente de la nôtre [[89]](#footnote-89). Les conférenciers à ce colloque ont en effet choisi de ne discuter que de la production récente alors que notre intention est de considérer l’ensemble de la littérature sur le sujet. Notre but, pour être plus précis, est d’en expliquer la nature et la portée en la replaçant dans le contexte qui l’a produite.

Jusqu’à la fin de la Seconde Guerre mondiale, la majorité des livres et articles consacrés aux Franco-américains de la Nouvelle-Angleterre ont été écrits par des prêtres, des religieux ou des journalistes impliqués dans la lutte pour la promotion et la survivance du fait français en Amérique du Nord. C’est une littérature élitiste, profondément engagée et essentiellement centrée sur le thème de la survivance. Cela est moins vrai après 1945 alors que de plus en plus de sociologues, d’anthropologues, d’économistes, de géographes, de linguistes, d’historiens, etc., utilisant de nouveaux matériaux et des méthodes d’analyse beaucoup plus sophistiquées, occupent progressivement le champ de la recherche. Les multiples facettes de la vie franco-américaine, de l’élite comme de la classe ouvrière, et non plus seulement les thèmes reliés à la survivance, accaparent l’attention des chercheurs.

[106]

Fixons clairement les limites de ce travail. Il n’y sera question que de la présence française en Nouvelle-Angleterre, exception faite des Acadiens, au nombre d’environ 50 000, qui y côtoient leurs compatriotes du Québec. L’émigration au XIXe siècle d’environ 150 000 Québécois d’expression française vers les états du Mid-West de même que les départs plus récents vers les cieux plus ensoleillés de la Floride et de la Californie seront ignorés.

Bilan critique

Des origines à 1945 :  
une littérature engagée

À ses débuts, la littérature sur le fait français en Nouvelle-Angleterre est fortement influencée par les débats que suscitent au Québec le phénomène de l’émigration et aux États-Unis le processus d’intégration des immigrants à la société américaine. Les auteurs d’études, de monographies et de synthèses y puisent non seulement les thèmes de leurs ouvrages mais l’essentiel de leurs interprétations. Voyons les choses de plus près.

De 1840 à 1870, près de 200 000 Québécois [[90]](#footnote-90), selon les observateurs les plus dignes de confiance, franchissent la frontière américaine. Même si alors ces mouvements migratoires ont souvent un caractère saisonnier et temporaire, il est facile de comprendre l’inquiétude et la panique qui s’emparent alors des élites et des classes dirigeantes. Près de 70 000 Québécois auraient émigré durant la seule décennie 1850 ; c’est près de 15 000 personnes de plus que n’en compte alors Montréal, la ville la plus populeuse du Québec.

Pour freiner cette hémorragie qui à long terme pouvait menacer la survie même du groupe canadien-français, les milieux dirigeants s’agitent. Les autorités multiplient les enquêtes [[91]](#footnote-91), discutent, prônent la colonisation, tentent de supprimer les obstacles qui en freinent les progrès et luttent pour le rapatriement. Peine perdue ! C’est comme si les masses laborieuses québécoises, aux prises avec des difficultés économiques insurmontables, ne voyaient de solutions à leurs maux que dans l’appel des « facteries ». L’image d’une Amérique pavée d’or, d’une sorte de « Terre promise », gagne les coins les plus reculés de la Province.

Incapables de supprimer ce fléau, les élites s’efforcent de le discréditer. Elles attribuent l’émigration au goût du luxe, à l’ivrognerie, à la paresse, à l’imprévoyance, qui à les en croire seraient des vices répandus à l’échelle du Québec. Ces faiblesses expliqueraient les succès, dans les campagnes, de la propagande mensongère des agents embaucheurs, souvent d’anciens Québécois, à la solde des industriels américains et les vantardises des exilés de passage au pays. L’émigré est présenté comme un faible qui succombe au mirage américain, un lâche qu’effraient les durs travaux de la colonisation et un traître à la terre des aïeux. Et un naïf ! Car l’Amérique est riche, certes, mais grâce au travail de ces nouveaux esclaves qui peinent et ruinent leur santé dans les usines insalubres de la Nouvelle-Angleterre. [107] Quelle triste et pénible vie comparée aux avantages idylliques qu’offre la campagne québécoise ! L’Amérique c’est aussi la ville, le royaume des forces infernales, où, laissé à lui-même, l’exilé perd sa foi et trahit sa nationalité.

Dans un ouvrage d’une grande érudition *L'image des États-Unis dans la littérature québécoise (1775-1930),* Guildo Rousseau consacre de très belles pages à l’image on ne peut plus sombre que la littérature de l’époque donne de l’usine et de la ville américaines et des causes de l’émigration [[92]](#footnote-92). Un lecteur qui voudrait des vins du cru lira les textes de Hamon, Mgr Thomas Cooke, Provancher, Rouleau, Suite [[93]](#footnote-93).

L’émigration prend des proportions si considérables que les élites, impuissantes à l’enrayer, traduisent et subliment leur désarroi dans le mythe de la vocation missionnaire et providentielle du Canada français. Ce mythe dont on peut sans doute attribuer l’inspiration à Rameau de Saint-Père ne manque pas de chantres éloquents aux XIXe et XXe siècles. « L’émigrant français aux États-Unis, déclare l’un d’eux, l’honorable J.-A. Chapleau, aux Noces d’or de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, comme le colon canadien dans l’Ontario, est un avant-garde, un éclaireur de la grande armée d’invasion dont M. Rameau nous a prédit la victoire pour le siècle qui va suivre [[94]](#footnote-94) ». « Ne dirait-on pas, poursuit le sénateur F.-X.-A. Trudel, lors des mêmes cérémonies, qu’elles [ces migrations] ont été les corps expéditionnaires lancés par la Providence à la conquête de tout l’ancien territoire découvert par nos pères et arrosé par le sang de nos martyrs [[95]](#footnote-95) ».

Pour encadrer ces pionniers de l’expansion française qui s’efforcent de recréer aux États-Unis l’image de la patrie canadienne avec ses églises, ses écoles, ses sociétés, ses journaux et ses traditions, l’Église du Québec, à compter de la Guerre civile, envoie des centaines de prêtres, de religieux et de religieuses. Ils seront, aux côtés des leaders franco-américains, de toutes les luttes, de tous les combats, contre les dangers qui menacent les jeunes communautés. Dans leur opposition constante à l’épiscopat irlandais à propos des paroisses, des écoles françaises et du clergé « national », ils auront l’appui de grands journalistes québécois, des évêques du Québec et de leurs experts canonistes qui porteront leur cause jusqu’à Rome [[96]](#footnote-96). Pour les élites québécoises, le Canada français est une réalité qui déborde les frontières du Québec. Dans la lutte pour la survivance contre les forces assimilatrices ambiantes et en particulier les visées de l’épiscopat irlandais, le Québec est le bastion et les groupes dispersés de la diaspora les avant-postes. Tous ont conscience que s’y livrent des batailles, s’y déroulent des événements vitaux pour l’avenir du Canada français. « Vous serez aux États-Unis les sentinelles avancées de la patrie commune, le paratonnerre destiné à détourner les orages qui pourraient fondre sur vos compatriotes du Canada », déclare Sir A. Chapleau, devant un auditoire de Salem en 1897 [[97]](#footnote-97). « Si, déclare avec force Henri Bourassa, en 1914, à un banquet en l’honneur d’Aram Pothier, nous laissons sacrifier une par une les minorités françaises qui sont nos avant-postes le jour viendra où la province de Québec elle-même subira l’assaut... [[98]](#footnote-98) »

[108]

C’est une image fort complexe que renvoient aux Franco-américains les élites québécoises. L’attitude des Américains et de l’épiscopat irlandais ne fait que compliquer les choses. L’arrivée des Québécois s’inscrit dans une sorte de tourbillon qui, de 1860 à 1900, amène 14 millions d’étrangers aux États-Unis. Alors qu’au début, les Anglais, les Allemands, les Scandinaves et les Irlandais constituent l’essentiel des arrivants, ce sont les Italiens et les Européens de l’Est qui par la suite fournissent les plus forts contingents. Très pauvres, la majorité de ces derniers s’installent dans les villes où ils forment une partie impressionnante du nouveau prolétariat urbain.

Ces nouveaux venus, auxquels s’apparentent les Franco-américains, inquiètent et provoquent le ressentiment de nombreux Américains comme l’avaient fait auparavant leurs prédécesseurs irlandais. La chose n’étonne guère puisqu’ils sont majoritairement catholiques dans un pays protestant. Parce que d’autre part ils se satisfont de peu, les ouvriers les accusent de faire baisser les salaires et d’être les instruments dociles des patrons. Enfin, on craint que ceux qui ne se contentent pas d’être des oiseaux de passage ne puissent se fondre dans le creuset américain et ne menacent ainsi les valeurs traditionnelles et les institutions américaines. Le « nativisme » américain connaît des hauts et des bas, l’anticatholicisme de la fin du XIXe siècle et le « one hundred percent Americanism » de la période de la Grande Guerre et de l’après-guerre étant les points forts [[99]](#footnote-99).

C’eût été étonnant que les Canadiens français qui constituent une partie fort importante des nouveaux arrivants échappent aux mouvements de xénophobie qui secouent la société américaine. Surtout au début, on les présentera comme des êtres vils, ignorants, pauvres, des marionnettes entre les mains d’un clergé contrôlé de l’étranger, comme des oiseaux de passage dont le comportement constitue une sérieuse menace au niveau de vie des ouvriers américains et aux institutions du pays. Certaines vantardises lors des célébrations de la Saint-Jean-Baptiste et affirmations sur la mission providentielle des Canadiens français alimentent ces courants d’opinion. L’incident des « Chinese of the Eastern States », au début des années 1880, est très révélateur à cet égard [[100]](#footnote-100) de même que la propagande du Révérend Calvin E. Amaron [[101]](#footnote-101) qui dans ses écrits présente les immigrants québécois, beaucoup plus nombreux que ne l’indiquent les statistiques officielles, comme des êtres superstitieux, ignorants, totalement sous la coupe des prêtres, ennemis acharnés du protestantisme. Il rappelle que leurs dirigeants évoquent le jour où une partie de la Nouvelle-Angleterre sera annexée au Québec. Ce groupe, souligne-t-il, est à créer une Nouvelle-France à même le territoire américain.

Ces courants de pensée sont-ils répandus en Nouvelle-Angleterre ou ne sont-ils le fait que d’une minorité ? En l’absence d’études sérieuses sur la question, personne ne peut l’affirmer avec certitude. Les observateurs constatent néanmoins qu’au tournant du siècle et jusqu’à l’explosion d’intolérance qui durant la guerre et l’après-guerre menacera l’enseignement des langues étrangères et l’existence des écoles confessionnelles aux États-Unis, l’Américain moyen a une image positive [109] des Franco-américains. On le perçoit comme frugal, industrieux et fiable. L’Italien, le Polonais, le Juif l’ont remplacé comme cibles favorites des nativistes américains [[102]](#footnote-102).

Parce que catholiques, les Irlandais seront pendant longtemps la cible de prédilection des nativistes américains. Quoi d’étonnant dès lors à ce que l’épiscopat irlandais ait cru que l’assimilation des catholiques étrangers soit de nature à atténuer l’hostilité dont les groupes catholiques étaient régulièrement l’objet. Les divisions à ce sujet parmi les évêques irlandais sont plus apparentes que réelles. Certains préconisent une assimilation rapide et des actions énergiques alors que d’autres, craignant l’apostasie, acceptent l’établissement, sur une base temporaire, de paroisses nationales et l’enseignement d’une langue autre que l’anglais dans les écoles paroissiales. Ils sont en quelque sorte partisans d’une assimilation progressive et en douceur.

Les Franco-américains, tout comme leurs compatriotes d’origine allemande et polonaise, combattent farouchement les visées assimilatrices des évêques irlandais, majoritaires au sein du haut-clergé américain. Ils sont des adversaires acharnés de la théorie du « melting pot » et les promoteurs avant le temps du pluralisme culturel. Pour eux qui voient dans les paroisses nationales, l’enseignement du français dans les écoles paroissiales et un clergé « national », des conditions essentielles à leur survivance, la guerre est inévitable. Conseillés, dirigés et appuyés plus ou moins ouvertement par le clergé du Québec, ils livrent de nombreuses et spectaculaires batailles, Fall River, Danielson, North Brookfield, Portland et Woonsocket n’étant que les plus connues.

Les considérations qui précèdent nous serviront de grille pour lire et comprendre la littérature sur les Franco-américains qui s’inscrit d’emblée dans les débats que suscitent au Canada et aux États-Unis les phénomènes de l’émigration et de l’expansion française en Nouvelle-Angleterre. Pour ne pas noyer le lecteur sous une avalanche de titres, nous n’analyserons que les études les plus marquantes, à caractère historique, nous contentant à l’occasion de faire allusion à l’un ou l’autre des innombrables commentaires, discours, conférences et articles de journaux consacrés au sujet. Que trouve-t-on dans cette littérature ?

Une vigoureuse réfutation de l’interprétation que l’on donne en certains milieux québécois des causes de l’émigration. Non, les Canadiens émigrés ne sont pas des déserteurs, des lâches, des fainéants, des dévoyés. Voilà d’abord ce que disent Honoré Beaugrand, Thomas-Aimé Chandonnet, Hugo-A. Dubuque, Édouard Hamon, Edmond de Nevers, Télesphore Saint-Pierre, Jean-Frédéric Audet et bien d’autres [[103]](#footnote-103). C’est essentiellement la misère, la famine même, dira Honoré Beaugrand, et l’incapacité des autorités québécoises à résoudre leurs problèmes qui poussent les Canadiens français à l’exil. Que l’on cesse par ailleurs, écrivent-ils, de peindre les émigrés sous les jours les plus sombres, de les présenter comme des esclaves au service de maîtres impitoyables, et des catholiques en voie de perdre leur langue et leur religion. Certes, ils ne vivent pas dans le luxe mais leurs [110] conditions de vie sont meilleures que celles qu’avait à leur offrir le Québec. C’est essentiellement, ce qu'en grande pompe, des délégations d’émigrés viennent dire aux Québécois lors des grandes célébrations patriotiques de 1874, 1880 et 1884 [[104]](#footnote-104), et ce qu’ils se disent entre eux lors de leurs conventions nationales aux États-Unis [[105]](#footnote-105). Ils sont 18 000 qui envahissent Montréal en 1874 à l’occasion des fêtes marquant le quarantième anniversaire de la Saint-Jean-Baptiste de Montréal. Ferdinand Gagnon, le « père » du journalisme franco-américain, veut que l’on voit en eux « les avant-gardes et non les fuyards ou les déserteurs » de la nationalité canadienne-française [[106]](#footnote-106).

Ces auteurs n’en déplorent pas moins le départ de tant de Québécois, dans lequel ils voient un réel affaiblissement pour le Québec. Ils lutteront, certains avec moins de conviction que d’autres, en faveur du rapatriement que prêche officiellement le gouvernement du Québec depuis la loi de 1875.

Ces auteurs témoignent ensuite des efforts que font les communautés canadiennes-françaises pour recréer en Nouvelle-Angleterre des Petits Canadas avec leurs églises, écoles, sociétés, journaux et fête nationale. C’est l’élite, y lit-on, et notamment le clergé qui œuvre le plus à assurer la pérennité de la « patrie morale », l’expression est de Ferdinand Gagnon, à savoir le culte des souvenirs historiques, des traditions, de la foi et de la langue des aïeux. Les lecteurs, désireux de connaître la vie des premiers émigrés y trouveront des renseignements nombreux et précieux. Ceux qui aimeraient cerner davantage la nature et le rôle des grandes institutions comme la paroisse, l’école paroissiale, la presse et le clergé national, puiseront des renseignements supplémentaires dans les études de P.U. Vaillant, Charles Daoust, J. L. K. Laflamme, D.-M.-A. Magnan, Alexandre Belisle, Louis Lalande, Jos.-A. D’Amours, Félix Gatineau, Marie-Louise Bonier, Bruno Wilson et les travaux présentés au Premier Congrès de la langue française au Canada tenu à Québec en 1912 [[107]](#footnote-107). Ils y trouveront un très grand optimisme sur l’avenir du groupe français en Amérique du Nord, sur la force et le caractère inébranlable des institutions mises en place, en même temps qu’un regard insuffisamment critique sur les indices de réussite des Canadiens émigrés et de leurs descendants, sur les rigueurs de leur sort en terre américaine et sur la qualité de leur vie religieuse et nationale.

L’idée d’une patrie dilatée, très populeuse et aux destinées guidées par la Providence est défendue par quelques auteurs. Ici le rêve l’emporte très nettement sur la réalité. « Au commencement du siècle prochain, ... nous serons 25 000 000 d’âmes », affirme Télesphore Sainte-Pierre [[108]](#footnote-108). La bagatelle de 96 000 000 en 2059 renchérit D.-M.-A. Magnan [[109]](#footnote-109). « Les émigrés n’ont pas quitté la patrie, ils l’ont agrandie », écrit Edmond de Nevers [[110]](#footnote-110). Cela semble indiquer, pense Édouard Ha- mon, après bien d’autres, « une mission providentielle dont l’avenir seul nous révélera toute l’importance [[111]](#footnote-111) ».

Des menaces sérieuses font craindre pour la réalisation de ce rêve. L’assimilation tout d’abord, dont quelques auteurs, en particulier Edmond de Nevers dans [*L’Ame américaine*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.nee.ame1), font une analyse si pénétrante et dont les monographies paroissiales [111] décrivent les multiples pièges et attraits dans la vie quotidienne des émigrés. C’est une erreur tragique, soutient Edmond de Nevers, que commettent les États-Unis en tentant de fondre toutes les nationalités qui les composent en un *melting pot* qui fait fi des diverses personnalités nationales. Comme les leaders franco-américains, il prône le pluralisme culturel et soutient qu’on peut être un excellent Américain tout en conservant sa langue, sa religion et des traits essentiels de sa culture d’origine. Pour atténuer l’hostilité des Américains, les différents auteurs recommandent la naturalisation. « Étant naturalisés, ces bons Yankees ne pourraient plus nous cingler de cette fameuse épithète de « Chinois de l’Est », affirme le docteur Camille Côté, lors de la grande convention de Springfield en 1901 [[112]](#footnote-112). Enfin, durant et après la Première Grande Guerre, la Ligue du ralliement du français en Amérique publiera plusieurs brochures pour alimenter la lutte contre les visées assimilatrices des tenants du « one hundred percent Americanism. [[113]](#footnote-113)

La littérature que nous avons recensée reflète enfin la lutte sans merci que mènent les Franco-américains contre les « persécutions » et l’hostilité de l’épiscopat d’origine irlandaise [[114]](#footnote-114). C’est toutefois dans la chaire, sur les tribunes des conventions nationales et surtout dans la presse que la bataille fait rage avec le plus d’acharnement. Les combattants sont appuyés par les travaux d’infatigables compilateurs et recenseurs préoccupés non seulement de décrire la croissance et les progrès de leur groupe, l’attachement à leur patrie d’adoption, mais souvent de persuader les autorités religieuses d’établir des paroisses nationales, dirigées par des prêtres de leur « race » et même de justifier le choix d’évêques d’origine canadienne-française [[115]](#footnote-115).

Les leaders franco-américains qui dirigent la résistance se méritent non seulement l’appui mais l’admiration sans équivoque de Québécois influents. C’est que, affirme Adjutor Rivard en 1909, alors secrétaire de la Société du parler français au Canada, « j’estime seulement que vous êtes dans la fournaise, alors que nous avons encore à peine à lutter... [[116]](#footnote-116) ». « Il fut un temps, déclare Henri Bourassa au grand plaisir des congressistes de l’Union Saint-Jean-Baptiste d’Amérique, réunis à Worcester en 1915, où nous allions porter aux exilés le réconfort du patriotisme canadien-français. Il serait plus utile pour nous, aujourd’hui, d’aller demander aux Franco-Américains des leçons de dignité et d'énergie nationales [[117]](#footnote-117) ». « Québec a même cette noble certitude aujourd’hui, écrit Lionel Groulx dans la même veine, qu’en aidant ses frères d’Amérique, il leur prête moins qu’il ne reçoit [[118]](#footnote-118) ». Les deux chefs de file canadiens-français, à l’instar de nombreux compatriotes, allaient s’affronter et soutenir des points de vue très différents lorsque, à l’occasion du conflit des Sentinellistes à Woonsocket, la lutte franco-américaine prit une tournure excessive. La division est de plus en plus manifeste aussi au sein de la communauté franco-américaine, comme l’attestent les travaux de Elphège-J. Daignault, J.-Albert Foisy et les 26 conférences prononcées à CKAC grâce à l’initiative conjointe de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal et de Daignault et que l’A.C.-A. publiera sous le titre « Les Franco-Américains peints par eux-mêmes [[119]](#footnote-119) ».

[112]

Les incidents de Woonsocket laissent des cicatrices profondes. « C’est l’épisode le plus tragique, la page la plus sombre, le seul passage indigne des annales franco-américaines [[120]](#footnote-120) ». Après, rien ne sera jamais plus pareil. Les militants les plus radicaux, ceux qui prônent la survivance de l’héritage canadien-français et refusent tout compromis, cèdent le pas aux éléments plus modérés. Les événements s’y prêtent. En raison de la récession économique, les États-Unis ont pratiquement fermé leurs frontières à l’immigration, privant ainsi les communautés franco-américaines de l’apport vivifiant de nouvelles recrues. La crise enlève aussi aux paroisses, aux écoles, aux journaux et aux sociétés nationales des revenus essentiels. Les indices d’assimilation n’en apparaissent que plus visibles. La belle assurance des années antérieures disparaît. Le discours officiel devient à la fois plus modéré et plus critique.

Les élites, où dominent de plus en plus les représentants des 2e et 3e générations plus intégrés au milieu américain, projettent un regard inquiet et parfois sévère sur la Franco-américanie. Des voix jusque-là étouffées par les éléments plus radicaux se font entendre. Ce sont celles qui depuis le début du siècle soulignent l’inadaptation des jeunes au milieu ambiant, proposent la création d’écoles supérieures aux États-Unis plutôt que l’envoi des jeunes vers les collèges du Québec, demandent des écoles paroissiales mieux adaptées à la réalité américaine, des enseignants plus au fait de ses exigences, souhaitent un apprentissage plus rapide de l’anglais et déplorent enfin une trop grande dépendance à l’égard du Québec. Ce sont encore celles qui, pour atténuer le « nativisme » des Yankees et l’hostilité des Irlando-américains, condamnent le nationalisme exagéré, suggèrent de mettre une sourdine aux élans de patriotisme et font appel à la modération. Elles soutiennent que les fanatiques « nationalistes » sont plus à craindre que les persécuteurs de l’extérieur [[121]](#footnote-121).

Les leaders des années 1930 projettent un regard plus critique que ne l’ont fait leurs prédécesseurs sur la survivance et les institutions nationales. Ils insistent toujours sur le rôle essentiel de la paroisse, du clergé national, des écoles paroissiales et des sociétés mutuelles. La famille franco-américaine est par ailleurs invitée à jouer un rôle plus grand, à devenir la pierre angulaire de la survivance. Mais, et c’est essentiel, ils développent un thème nouveau. Le cadre institutionnel leur apparaît moins menacé de l’extérieur que de l’intérieur. Ils constatent son affaiblissement et l’érosion des valeurs traditionnelles. Le mal est partout : les mariages mixtes affaiblissent la famille, l’anglicisation fait des ravages inquiétants en raison du manque d’enthousiasme des enseignants, de l’apathie des professionnels et des sociétés qui adoptent l’anglais comme langue d’usage ; un grand nombre de paroisses nationales se transforment en paroisses mixtes et le clergé franco-américain n’épouse pas la cause nationale avec la même ardeur que ses devanciers du Québec. Un manque de conviction et d’unité d’action semble saper l’édifice encore solide de la survivance. « Nous n’avons pas à lutter contre l’assimilation franche et ouverte d’autrefois, constate Josaphat Benoît, nous avons surtout à lutter contre notre propre défaillance et une insouciante indifférence de la part de la jeunesse. Voilà notre problème [[122]](#footnote-122) ».

[113]

Ce regard lucide, critique, on le retrouve dans le remarquable travail de Josaphat Benoît [[123]](#footnote-123) et les nombreux travaux, plus de trente, présentés au Deuxième Congrès de la langue française tenu à Québec en 1937 et publiés par Mgr Adrien Verrette dans « La croisade franco-américaine [[124]](#footnote-124) ». On y retrouve aussi beaucoup de foi dans l’avenir et la formulation d'un programme pour inculquer à la jeunesse le culte du souvenir, la fierté nationale et le militantisme des aînés. On retrouve les mêmes préoccupations, plutôt impressionnistes, dans les synthèses de Alexandre Goulet, de Jacques Ducharme, et dans les monographies de Maximilienne Tétrault, de Mary-Carmel Therriault et d’Ulysse Forget [[125]](#footnote-125).

A côté de cette littérature d’expression française, il en existe une autre d’expression anglaise, qu’il convient de présenter pour que le tableau soit plus complet. Les travaux recensés, dus à des universitaires, s’adressent avant tout à un auditoire anglophone que n’atteignent pas les travaux des écrivains québécois et franco-américains, encore moins la presse d’expression française. C’est une situation que déplore le professeur Edward B. Ham et dont il fait reproche à ses amis franco-américains, dès 1937 : « ... la tâche de faire valoir votre survivance aux yeux des Anglo-américains (et des Franco-canadiens) vous incombe uniquement à vous [[126]](#footnote-126) ». Il est toutefois difficile pour l’époque d’imaginer meilleurs interprètes et à l’occasion défenseurs que William Macdonald, A.R.M. Lower, Edward B. Ham, R.A. Foley, Granville T. Prior et Marcus Lee Hansen [[127]](#footnote-127).

Tous, impressionnés par le phénomène de la survivance franco-américaine, tentent de l’expliquer, certains par une approche globale, d’autres par l’étude de facettes plus limitées. Les synthèses ambitieuses de Foley et de Prior ont beaucoup vieilli. C’est moins le cas des autres études. Beaucoup d’historiens d’aujourd’hui accepteraient volontiers de signer l’étude très fouillée et remarquablement construite de Marcus Lee Hansen sur les mouvements de population entre le Canada et les États-Unis. Dans l’étude des causes de l’émigration, il met, à bon droit, une emphase spéciale sur le pouvoir d’attraction des industries de la Nouvelle-Angleterre. C’est aussi ce que fait Macdonald qui, dans son article, brosse un portrait du groupe franco-américain tout à fait opposé à celui qu’en donnent les auteurs nativistes. Il soutient que le nombre en a été exagéré et qu’à long terme ces immigrants se fondront dans la société américaine. L’ouvrier franco-américain, économe, frugal, habile, peu revendicateur, encadré par un clergé influent, est décrit comme menant une existence ordonnée et paisible. Quant au professeur Ham, ardent promoteur du pluralisme culturel, il constate, à l’instar des écrivains franco-américains des années 1930, les dangers qui menacent la survie du groupe et s’inquiète de son avenir. Fait intéressant : il souligne, et il est un des rares à l’époque, que les institutions comme la presse et les sociétés, décrites comme des outils privilégiés de la survivance, constituent aussi des facteurs importants d’acculturation.

[114]

De 1945 à nos jours : une vision plus complète  
et rigoureuse de l’expérience franco-américaine

Pour bien comprendre les caractéristiques de la littérature sur les Franco-américains qui connaît un essor sans précédent durant les années d’après-guerre, il faut, comme pour la période antérieure, la replacer dans le milieu qui l'a produite. Des transformations en profondeur affectent la communauté franco-américaine, la société américaine en général et le monde de la recherche. Contentons-nous d’en décrire les plus apparentes.

« Le « melting pot », cette mirifique marmite américaine, semble avoir fait un ragoût des Franco-américains avec les autres nationalités ». Voilà le constat brutal que propose Jacques Ducharme aux participants d’un colloque tenu en 1976 pour discuter de l’état de la Franco-américanie et des perspectives d'une renaissance [[128]](#footnote-128). Cette opinion indique bien le chemin parcouru depuis l'implantation des Petits Canadas en Nouvelle-Angleterre au XIXe siècle. Les déplacements massifs de populations causés par la guerre, les transformations économiques régionales et les programmes de rénovation urbaine ont affaibli les groupements franco-américains dont les membres subissent la séduction constante de « l'image américaine » que véhiculent la radio, la télévision, le cinéma et le milieu ambiant. Certes, la Franco-américanie n’est pas morte mais elle vit une profonde mutation. Les indices sont on ne peut plus clairs : de nombreuses écoles paroissiales ont fermé leurs portes, les paroisses nationales n’ont souvent de français que le nom, les sociétés mutuelles font une part croissante de leurs affaires en anglais et la presse d’expression française est moribonde. Le fossé qui sépare les jeunes de leurs aînés ne cesse de s’élargir [[129]](#footnote-129). Pendant que les aînés s’accrochent avec nostalgie à un passé glorieux qu’ils ont façonné au prix de tant de labeurs, les jeunes militants s’interrogent sur l’orientation à donner à leur avenir. Que conserver et transmettre de l'héritage ancestral [[130]](#footnote-130) ?

Ces événements continueront d’influencer plusieurs des auteurs qui abordent encore l’expérience franco-américaine par le biais de la survivance. Ils ont peu à voir cependant avec l’intérêt sans cesse croissant que suscite le groupe franco-américain au sein de la communauté scientifique. Il faut chercher ailleurs des éléments d’explication.

Les États-Unis des années 1960 et 1970 vivent de profondes transformations sociales et culturelles. Le mouvement en faveur des droits civiques, « la révolte noire », en est sans doute la manifestation la plus spectaculaire. Cette lutte, alimentée par les lenteurs de la déségrégation, la misère des ghettos au sein de l’abondance, un climat politique plus propice au changement, se manifeste de multiples façons. Ainsi, les jeunes Noirs qui contestent l’image négative que leur renvoie une société raciste luttent pour un changement en profondeur dans les programmes d’études et de recherche universitaires. Grâce aux différentes sciences humaines et sociales, à l’histoire en particulier, sensibles aux forces du milieu, les Noirs retrouvent progressivement leur véritable place dans l’histoire américaine, pendant [115] que se transforme leur présent. La découverte d’un passé valorisant est source de fierté et de changement comme en témoigne l’impact de la télédiffusion de l’œuvre d’Alex Haley, *Roots*. Les autres groupes ethniques, dont les Franco-américains, et les « minorités » (les femmes, les travailleurs), jusque-là ignorés ou méconnus, réagissant aux mêmes forces de changement, réévaluent leur rôle dans l’histoire du pays en même temps qu’ils revendiquent une meilleure place au sein de la société. Tous ces efforts consacrent la disparition de la doctrine du « melting pot » et favorisent la promotion du pluralisme culturel.

Le chercheur en sciences humaines et sociales réagit aux forces qui transforment son milieu. Cela va de soi. Il interroge le passé à partir des inquiétudes, des problèmes et des aspirations des personnes de son temps. Il ne faut donc pas se surprendre si l’histoire des minorités et des groupes ethniques est devenue un domaine de recherche privilégié et si l’historien consacre désormais autant d’attention, sinon davantage, au « monde ordinaire » qu’à l’élite. Ces préoccupations nouvelles sont facilitées par les transformations majeures, certains parlent de révolution, que vit la discipline historique depuis deux décennies [[131]](#footnote-131). L’historien contemporain profite davantage de l’outillage théorique et conceptuel de son confrère des sciences sociales, crée de nouveaux matériaux (exemple : l’enquête orale), remet en question ses anciens postulats et avec la méthode quantitative, faut-il le souligner, a déjà pris le virage technologique.

Depuis 1945, la survivance demeure un thème largement exploité dans la littérature sur les Franco-américains. Robert Rumilly en a fait le point central d’un de ses meilleurs ouvrages [[132]](#footnote-132). « C’est un livre, écrit Adolphe Robert, qui sent la poudre : affaire de Fall River ; affaire de No. Brookfield ; affaire de Danielson ; affaire du Maine ; affaire du Rhode Island ; Bill Chamberlain ; Bill Peck, etc., etc. Ça laisse l’impression que les Fanco-américains se sont battus vingt-quatre heures par jour, 365 jours par année [[133]](#footnote-133) ». On pourra critiquer Rumilly, mais on n’aura jamais fini de le consulter et de le citer.

Des chroniqueurs et des spécialistes continuent de scruter la nature et le rôle du cadre institutionnel. Mason Wade a consacré une brève mais pénétrante étude au rôle de la paroisse dans la survivance franco-américaine [[134]](#footnote-134). Il y traite avec beaucoup d’érudition et de nuances du rôle du clergé québécois et des conflits avec l’épiscopat irlandais. Dans ce dernier cas il a soin de présenter les deux côtés de la médaille, ce que peu ont fait avant lui. Sœur Florence Marie Chevalier a pour sa part soutenu une thèse en sociologie sur le rôle des sociétés nationales dans l’évolution du groupe franco-américain [[135]](#footnote-135). Tous ceux qu'intéresse le rôle des communautés religieuses dans la direction de paroisses consulteront avec profit et intérêt les documents compilés et présentés par Gaston Carrière et J.-Antonin Plourde [[136]](#footnote-136) sur la présence des Oblats et des Dominicains en Nouvelle-Angleterre. Ils y trouveront de précieuses informations sur les missions et les dessertes des Oblats, l’organisation paroissiale, la vie religieuse et les écoles. J.-A. Plourde a lui-même utilisé cette documentation dans son bref historique des communautés de Fall River et de Lewiston [[137]](#footnote-137).

[116]

La lutte que mènent les Fanco-américains contre les ennemis de l’extérieur, les nativistes Yankees et l’épiscopat irlandais, a retenu l’attention de quelques chercheurs, moins nombreux qu’on pourrait croire. Les résultats sont inégaux. Kenneth Woodbury relate une partie du conflit qui oppose Franco-américains et Irlandais à propos de la nomination d’un évêque dans le diocèse de Portland [[138]](#footnote-138). Son étude, basée à peu près uniquement sur le Messager, ne nous en dit guère plus que ce qu’en connaissaient les lecteurs du journal de Lewiston. La thèse de Dennis Garff mérite à peine une mention [[139]](#footnote-139). Peu fouillée, mal construite, elle n’a d’autre utilité que de fournir de brèves indications sur la lutte que mènent certains leaders comme Hugo Dubuque contre les attaques nativistes. Les travaux de Philip Silvia sur l’affaire de la Flint et de Richard Sorrell sur le mouvement sentinelliste [[140]](#footnote-140) sont heureusement de qualité supérieure. La thèse de Ph.D. de Sorrell renouvelle en profondeur notre connaissance de la lutte menée par les Sentinelles d’Elphège-J. Daignault en faveur de l’autonomie des institutions franco-américaines menacée par les visées centralisatrices de l’évêque de Providence, Mgr William Hickey. Le conflit, loin d’être présenté comme un combat à finir entre bons et méchants, est vu comme le produit de forces très complexes qui agitent la communauté de Woonsocket et qui opposent les Franco-américains entre eux tout autant qu’à l’épiscopat irlandais. Les incidents de Woonsocket, le lecteur de Sorrell le perçoit très bien, ne sont que le signe le plus apparent de la profonde mutation que vit alors la Franco-américanie.

Les auteurs de monographies paroissiales dont nous avons déjà parlé croyaient en la survivance. Ils en décrivaient les points forts, reconnaissaient les faiblesses, dénonçaient les adversaires et souvent suggéraient des programmes de redressement. Tel n’est plus le cas des auteurs d’après-guerre pour qui la survivance est souvent un fait révolu. Cela leur donne suffisamment de recul pour ne voir dans la lutte pour la survivance qu’une facette, capitale cela va de soi, d’un long processus d’adaptation et d’intégration d’un groupe ethnique à la société américaine. George F. Thériault a fait œuvre de pionnier dans ce domaine [[141]](#footnote-141). Dans son étude de la communauté franco-américaine de Nashua, il identifie les quatre grandes étapes qui font des Canadiens français d’après la guerre civile et de leurs descendants des Américains d’origine canadienne-française. Peter Haebler [[142]](#footnote-142) pour sa part invite les chercheurs à la prudence. Soulignant que les communautés franco-américaines sont nombreuses et différentes, il croit qu’il serait abusif de faire des généralisations sur l’expérience franco-américaine en Nouvelle-Angleterre à partir de l’étude d’un cas. Il suggère d’étudier différents types de regroupements avant de tirer des conclusions. Sa thèse sur Holyoke s’inscrit dans un tel programme. Après une étude très fouillée et dans laquelle il conteste nombre d’idées reçues sur les Franco-américains, il conclut que la résistance à l’américanisation est plus faible dans une communauté comme Holyoke où la population franco est minoritaire que là où elle est majoritaire. Les communautés de Biddeford, Suncook et Woonsocket ont aussi leur historien [[143]](#footnote-143).

En dehors de la survivance, il n’existe plus de thème unificateur dans la littérature sur les Franco-américains. Le discours est de plus en plus morcelé. [117] Toutes les facettes de la vie du groupe retiennent l’attention des chercheurs. Regardons-y de plus près.

Plusieurs, surtout des Canadiens, mesurent le phénomène de l’émigration et tentent d’en cerner les causes et les principales caractéristiques. Combien de Canadiens français ont émigré vers la Nouvelle-Angleterre ? À quel moment et suivant quel rythme ? Pourquoi ? Où sont-ils allés ? Combien sont revenus ? Voilà autant de questions qui ont défié et qui continuent de défier les chercheurs et auxquelles Gilles Paquet, Yolande Lavoie et Ralph Vicero, parmi d’autres, se sont résolument attaqués [[144]](#footnote-144). Les trois auteurs identifient les sources disponibles, c’est-à-dire les recensements américains et canadiens, les enquêtes officielles (ex. 1849, 1857), les évaluations fournies par différents auteurs franco-américains et canadiens et en font une analyse critique remarquable [[145]](#footnote-145). Voilà une première et importante contribution que la critique n’a pas suffisamment soulignée. Les deux premiers auteurs fournissent un aperçu d’ensemble du phénomène migratoire, alors que le troisième concentre son attention sur l’émigration vers la seule Nouvelle-Angleterre et pour les six dernières décennies du XIXe siècle. Il y a divergence mais aussi une certaine cohérence entre les estimations de Ralph Vicero et celles de Yolande Lavoie. Cette dernière a rendu un hommage mérité à son confrère géographe. Soulignant qu’il est le seul à avoir utilisé les manuscrits des recensements fédéraux américains et de quelques états et reconnaissant que le « travail de Ralph Vicero [est] incontestablement la recherche la plus approfondie et la mieux documentée... sur le sujet [[146]](#footnote-146) », elle souhaite une suite à cette recherche qui engloberait à la fois l’immigration de la période 1900-1930 [[147]](#footnote-147) Et le rapatriement. Les travaux de Chaput et de Little [[148]](#footnote-148) indiquent bien tout l’intérêt qu’il y a à connaître non seulement le nombre des émigrés qui reviennent au Québec mais leur localisation, la nature et l’explication de l’attitude du gouvernement québécois à leur égard, et l’impact de leur retour sur les sociétés québécoise et franco-américaine.

Il est assez surprenant de constater que, en dépit de l’ampleur du phénomène, si peu d’historiens se soient préoccupés d’expliquer en profondeur l’émigration de près d’un million de Québécois. Certes, tous les auteurs de synthèses et de monographies sur les XIXe et XXe siècles de l’histoire du Québec en ont parlé mais la plupart se contentent trop souvent de répéter leurs devanciers ou les observateurs de l’époque. Albert Faucher, à part Vicero, fait figure d’exception [[149]](#footnote-149). Il nous invite à replacer l’étude des mouvements migratoires dans leur contexte nord-américain, voire mondial. Ils apparaissent alors moins spectaculaires et l’on voit bien que le malaise qu'ils traduisent n’est pas limité au Canada, encore moins au Québec. « Expression régionale d’un rajustement à l’échelle de l’économie nord-atlantique », les mouvements de populations ont en Amérique du Nord « l’allure d’un cyclone provoqué par l’attraction des nouveaux espaces agricoles et industriels des États-Unis ». Pour ma part, je soutiens que l’intensité que prend souvent le phénomène s’explique par l’action conjuguée des transformations en profondeur que connaissent les économies du Québec et des États-Unis et des crises qu’elles vivent périodiquement [[150]](#footnote-150).

[118]

De quelles régions du Québec viennent les immigrants ? Vers quelles régions de la Nouvelle-Angleterre se dirigent-ils ? Pourquoi ? Voilà d’autres questions que Ralph Vicero et James Allen [[151]](#footnote-151) abordent de façon spécifique. Une constante : les Canadiens français qui habitent une localité en Nouvelle-Angleterre viennent souvent des mêmes lieux au Québec. Les concepts de « migration field » et de « chain migration » qu’ils utilisent, permettent une analyse beaucoup plus rigoureuse des caractéristiques des déplacements, jusque-là décrits par les seuls observateurs [[152]](#footnote-152).

Quelle que soit leur destination, les émigrés ne coupent pas les ponts avec le Québec. Les prêtres qui fondent les paroisses, bâtissent les églises, luttent pour la survivance, les religieux et religieuses qui enseignent aux enfants, soignent les malades, vont et viennent des deux côtés de la frontière ; les conférenciers, les prédicateurs et les artistes québécois alimentent la vie culturelle des communautés franco-américaines et, comme les nouveaux arrivants, sont porteurs de nouvelles fraîches ; les jeunes les plus doués étudient dans les collèges et couvents du Québec, etc. On n’en finirait plus de dresser la liste des liens qui unissent les Québécois à leurs cousins franco-américains et qui jouent un rôle si important dans l’histoire des deux groupes. Comment ne pas s’étonner que si peu de chercheurs se soient penchés sur cette dimension du problème ! Seul Rumilly en fournit une description, partielle cela va sans dire, pour l’ensemble de la période. Heureusement, les choses commencent à changer !

Guildo Rousseau, dans une étude dont nous avons déjà parlé, étudie l’image que se font des États-Unis les écrivains québécois. Pierre Savard étudie les relations entre les catholiques canadiens-français et américains à la fin du XIXe siècle [[153]](#footnote-153), Jean-Guy Lalande scrute le rôle des partisans et adversaires québécois du mouvement sentinelliste [[154]](#footnote-154), Claude Galarneau aborde la présence des jeunes Franco-américains dans les collèges classiques du Québec [[155]](#footnote-155) et l’Institut français du collège de l’Assomption a consacré son colloque de 1981 à l’étude des valeurs culturelles et religieuses de l’émigrant québécois [[156]](#footnote-156). C’est encore bien peu mais la voie est tracée.

Les biographies de leaders franco-américains illustreraient jusqu’à quel point le Québec demeurait présent dans leur univers mental. Mais la biographie est un genre négligé dans l’historiographie franco-américaine. À part les portraits-souvenirs, les notices nécrologiques et les centaines de portraits de Franco-américains rédigés par Rosaire Dion-Lévesque [[157]](#footnote-157) pour *La Patrie*, de Montréal, rien ou à peu près. La biographie de Ferdinand Gagnon que j’ai publiée dans le *Dictionnaire biographique du Canada* fait figure d’exception [[158]](#footnote-158).

C’est en histoire sociale que les progrès de la recherche sont les plus significatifs et l’avenir le plus prometteur. C’est sur les conditions de vie et de travail des masses laborieuses, leur adaptation à un environnement nouveau, leurs comportements, leurs valeurs et les institutions qui les encadrent que se concentrent les chercheurs. L’emploi de nouveaux matériaux [[159]](#footnote-159) et le perfectionnement des techniques quantitatives permettent de remarquables percées dans notre connaissance [119] du monde ordinaire franco-américain. La description et l’analyse du cadre physique, des conditions de vie et de travail, des activités et de l’adaptation des premiers émigrés des Petits Canadas constituent l’essentiel des travaux novateurs et fouillés de Philip Silvia et de Frances Early [[160]](#footnote-160). Iris Saunders Podea, avec un article assez froidement accueilli par l’élite franco-américaine, avait tracé la voie avec beaucoup de talent [[161]](#footnote-161). Dans les travaux de Daniel Walkowitz, Tamara Hareven et Frances Early [[162]](#footnote-162), les masses laborieuses n’apparaissent plus comme d’éternelles victimes de forces et de circonstances hors de leur contrôle, mais davantage comme des acteurs à part entière qui non seulement réagissent à leur milieu mais le façonnent et dans une certaine mesure le contrôlent. Le bagage culturel de l’immigrant est vu comme un outil d’adaptation très positif.

Les Fanco-américains ne font pas que travailler. Ils s’amusent, pratiquent des sports, lisent, vont au théâtre, etc. Richard Sorrell a démontré tout le profit qu’il y aurait à étudier les loisirs et les sports dans l’adaptation du monde ordinaire au milieu américain [[163]](#footnote-163). Dans sa thèse sur Holyoke, Ernest B. Guillet [[164]](#footnote-164) nous donne une description détaillée de la vie littéraire d’une petite communauté, en particulier de ses nombreuses activités théâtrales. On y découvre un univers culturel fort peu connu. Car, même en tenant compte des minutieuses études de Paul-P. Chassé sur la poésie [[165]](#footnote-165) et de Richard Santerre sur le roman [[166]](#footnote-166), nous connaissons mal la littérature franco-américaine. Un inventaire s’impose. Armand B. Chartier, dans un article très dense, trace les contours du travail à faire [[167]](#footnote-167). Les chercheurs doivent s’empresser de recueillir, avant qu’elles ne disparaissent, les principales manifestations de la littérature orale : contes, légendes, chansons. Les journaux procureront aux collectionneurs avisés d’heureuses surprises : une littérature plus populaire y côtoie conférences et essais destinés à l’élite. L’on se prend à souhaiter que nos amis franco-américains disposent un jour d’un Dictionnaire des œuvres littéraires à l’image du DOLQ de Maurice Lemire, qui regrouperait l’ensemble des écrits des Canadiens français émigrés aux États-Unis et des Franco-américains, qu’ils se soient exprimés en français ou en anglais. À condition de savoir s’en servir, l’historien y trouvera un matériau d’une très grande richesse [[168]](#footnote-168).

\* \* \*

Quelles conclusions tirer d’un tel bilan ? Nous croyons :

- Que les Franco-américains méritent mieux qu’un silence méprisant ou encore quelques références au bas de pages de la part des auteurs de manuels d’histoire américaine.

- Qu’il existe un matériel en quantité et qualité suffisantes pour justifier une présence accrue du fait franco-américain dans les programmes d’études et de recherche universitaires, tant au Québec qu’en Nouvelle-Angleterre. La collection [120] « A Franco-American OverView » (en 6 volumes), publiée par le *National Assessment and Dissemination Center for Bilingual/Bicultural* Education, qui regroupe des dizaines d’articles parus depuis la fin du XIXe siècle dans les revues nord-américaines, constitue une source documentaire de première qualité.

- Que pour la période 1870 à 1930, la Franco-américanie fait presque partie intégrante de l’histoire du Canada français. D’abord, parce qu'elle alimente le discours idéologique des élites et qu’ensuite elle est pour le Québec une fenêtre grande ouverte sur la réalité américaine. Sait-on assez que Olivar Asselin, J. L. K. Laflamme et Honoré Beaugrand, pour ne nommer que ceux-là, ont appris leur métier de journaliste en Nouvelle-Angleterre, que des centaines de curés, religieux et religieuses, après un séjour aux États-Unis, ont servi dans les paroisses et enseigné à des générations de jeunes des collèges et couvents du Québec, que des dizaines de milliers de vacanciers franco-américains allaient et venaient des deux côtés de la frontière, etc. ? Peut-on affirmer qu’avec la radio, la télévision, le cinéma américain, les sports professionnels, le Québécois moyen d’aujourd’hui connaît mieux la réalité américaine que ses parents ? Pour ma part, j’en doute.

- Qu’il est peu utile d’identifier vers quels secteurs les chercheurs devraient orienter leurs efforts. La recherche en sciences humaines et sociales s’adapte davantage aux modes qu’elle ne les crée. Parce que les sociétés, comme les disciplines scientifiques, ont leur propre dynamique, bien malin qui pourrait prédire la façon dont nos successeurs choisiront d’interroger le passé. Le chercheur explore souvent les mêmes réalités que ses devanciers en n’y apportant qu’un éclairage nouveau. Rappelons-nous que la paroisse, le clergé et la presse franco-américaine, identifiés hier comme les agents par excellence de la survivance sont aussi perçus aujourd’hui comme de puissants facteurs d’acculturation.

- Que l’histoire du monde ordinaire ne doit pas nous détourner de celle des élites. Car, si nous connaissons bien le discours des élites franco-américaines, nous en savons peu sur elles-mêmes.

- Qu’il est essentiel de fournir aux chercheurs de meilleurs instruments de travail. A cette fin nous croyons qu’il faudrait :

a) identifier les principaux dépôts d’archives et faire l’inventaire analytique des principales collections qui s’y trouvent. La plupart des chercheurs connaissent mal la richesse documentaire que recèlent les collections Lambert de l’ACA, Mallet de l’USJBA, les fonds Nadeau de la Bibliothèque Nationale, Beaulieu de la *Boston Public Library*, Rosaire Dion-Lévesque, Alice Lemieux et Elphège Daignault des Archives Nationales du Québec, etc. ;

b) inventorier, localiser et analyser les centaines de journaux franco-américains de la Nouvelle-Angleterre ;

[121]

c) compléter le travail de Pierre Anctil sur la bibliographie franco-américaine et en rendre les données accessibles aux chercheurs ;

d) réfléchir au problème de la formation des chercheurs et à la nécessité d'un lieu de rencontre pour tous ceux qu'intéresse le fait franco-américain. Il convient de rappeler que le colloque annuel de l’Institut français du Collège de l’Assomption de Worcester est une réalité bien vivante.

Les études franco-américaines ont connu un développement considérable depuis quelques décennies. Il faut faire en sorte que cela continue. Notre connaissance du Québec et des États-Unis y gagnera.

[122]

**NOTES du chapitre 4**

Pour faciliter la consultation des notes en fin de textes, nous les avons toutes converties, dans cette édition numérique des Classiques des sciences sociales, en notes de bas de page. JMT.

[123]

[124]

[125]

[126]

[127]

[128]

[129]

[130]

[131]

Yves Roby,  
“*Un Québec émigré aux États-Unis: bilan historiographique*.”

COMMENTAIRE 1

Par Pierre ANCTIL

[Retour à la table des matières](#tdm)

Plutôt que de commenter le texte soumis par Yves Roby à l’intention de ce colloque, et qui touche à tous les aspects essentiels de la recherche déjà entreprise sur les Franco-américains, je préférerais y aller de mes propres réflexions quant à certains volets de cette question qui demeure peu explorée et qui nous réclame par son urgence. Yves Roby vient de l’affirmer, nous connaissons maintenant mieux l’histoire des populations d’origine québécoise qui s’installèrent en Nouvelle-Angleterre au tournant du siècle dernier, surtout grâce à la masse de documents de toutes sortes que les classes instruites nous ont laissés. Après tout, le Québécois francophone d’aujourd’hui ne possède-t-il pas un atout de taille dans cette tâche qui consiste à tracer le portrait de l’immigrant franco-américain, à savoir qu’il était originaire d’un certain Québec ruralisant et catholique, d’un dix-neuvième siècle que nous étudions déjà depuis assez longtemps et qui nous semble familier. Les Franco-américains toutefois ne firent pas que quitter un pays d’origine. Très tôt, ils eurent le sentiment de s’engouffrer dans une nouvelle dynamique sociale qui devait transformer à terme jusqu’à leur perception d’eux-mêmes, par-delà les idéologies de « survivance » et les apparences rassurantes des Petits Canadas, véritables enclaves de québécitude au coeur des grands centres urbains de l’époque.

Les émigrants québécois en Nouvelle-Angleterre eurent une descendance nombreuse qui finit par n’avoir plus qu’un contact éloigné avec le Québec de leurs ancêtres. Bientôt, vers les années vingt ou trente, selon les localités, déjà une majorité de Franco-américains pouvait prétendre à la citoyenneté américaine depuis la naissance, fait qui devait se répercuter très rapidement sur leur identité « ethnique ». Aujourd’hui les Franco-américains en sont à la quatrième ou à la cinquième génération installée sur le sol de la république et, pour ces jeunes, la question de leurs racines historiques se pose avec une acuité nouvelle, surtout à la lumière de ce courant d'ethnie revival qui a pris de l’ampleur aux États-Unis depuis le milieu des années soixante. Malheureusement, les chercheurs n’ont pas su ou n’ont pas voulu se pencher sur cette question fondamentale de l’identité culturelle des moins de trente ans en Franco-américanie, comme s’ils espéraient sourdement qu'éventuellement cette génération nouvelle se rallierait en bloc à la solution imaginée par leurs aînés en Nouvelle-Angleterre, soit le maintien de l’équilibre difficile entre un comportement francophone à la maison et « américain » sur la place publique.

Au nombre de plusieurs centaines de milliers, les jeunes Franco-américains appartiennent de plein pied à la société américaine dans laquelle ils sont plongés, et s’y trouvent à l’aise. Conscients d’ignorer parfois jusqu’au premier mot de la [132] langue française et de n’avoir qu’une connaissance très superficielle d’un Québec qui leur apparaît le plus souvent bien lointain, ils mènent une existence en harmonie avec le milieu qui les entoure. Pourtant, autour d’eux, on continue de les désigner du nom de *French people*, et les jeunes Franco-américains eux-mêmes ne dédaignent pas s’affirmer comme des *French-Canadians*, tout comme les autres groupes ethniques de la région qui ne ressentent pas de gêne à passer pour des « Irlandais », pour des « Grecs », des « Italiens » ou des « Polonais ». L’économie des perceptions sociales est ainsi faite en Nouvelle-Angleterre que l’on reconnaît volontiers appartenir à un groupe ethnique quelconque, et qu’on y investit une part de la face extérieure de son identité.

Au-delà des étiquettes ethniques courantes et souvent folkloriques, les jeunes Franco-américains vivent quelquefois le traumatisme de découvrir le sens réel et profond de leur identité « nationale » aussi tardivement qu’à l’adolescence, à un âge où l’individu porte déjà en lui l’essentiel de sa perception du monde. Clark Biaise, un écrivain d’origine franco-américaine, décrivait dans une œuvre récente le choc ressenti par un jeune Américain qui constate, vers l’âge de quatorze ans, que toute l’idée qu’il s’était faite de son identité n’a aucun fondement concret. David Greenwood, le héros de *Lunar Attractions*, découvre en effet un jour à la lecture d’un texte légal que son père s’appelle en réalité Louis-Noël Boisvert et qu’il est né en Beauce, pays dont il ignore l’existence même. Désemparé, David Greenwood alias David Boisvert, faute de point de repère, verse sur le coup dans une crise de conscience existentielle :

There were many names, the most frequently appearing one being so foreign I could’nt pronounce it. It looked like the names I’d written on my maps. If the strange thing I’d uncovered in the ditch behind our house had a name, it might be this : Louis-Noël Boisvert. « S » and « V » together sounded Russian. I wanted to scream, but the reporter was still there, and I caught myself with an even more awful revelation. « Boisvert » was the *right* name ; he was my father. Those words he used in counting were Russian ; stories my mother told me about « Germany » were really the camps in Russia I’d read about in *Reader’s Digest*, place where their top agents were trained in replica American towns to learn American ways. The whole store was a front ; my parents were spies. (Blaise, 1980 : 67)

Tous les jeunes Franco-américains ne vivent pas un jour, à l’instar de David Greenwood, cette impression troublante de n’appartenir à aucun univers connu. La plupart doivent cependant faire face tôt ou tard dans leur conscience à ce fait d’une identité divergente qui a des racines toutes fraîches hors du pays, situation que les Franco-américains partagent d’ailleurs avec des dizaines de millions de leurs compatriotes américains. Il n’est pas trop tôt pour se pencher sur l’impact à long terme que ces phénomènes d’ethnicité perçue vont avoir sur l’allure générale de la Franco-américanie.

[133]

Un autre aspect de notre sujet que nous ne discutons pas assez reste le flot de l’émigration présente des Québécois vers les États-Unis, mouvement qui a donné naissance à de nouveaux foyers de peuplement diasporique en contraste flagrant avec ceux du siècle dernier [[169]](#footnote-169). Si on offrait aux Québécois d’aujourd’hui l’avantage d’une double citoyenneté, il n’y a aucun doute dans mon esprit que la très grande majorité opterait pour l’américaine. Nos concitoyens sont d’ailleurs des centaines chaque jour à jongler avec ce choix fondamental, devançant ainsi les palabres des officines gouvernementales. On peut avancer que près du dixième de la population actuelle du Québec se déplace chaque hiver vers la Floride pour y séjourner quelques jours ou plusieurs mois, sans compter ceux qui y sont déjà installés à vie [[170]](#footnote-170). Quant au nombre de Québécois résidant présentement en Californie, foyer d’attraction naturel pour ceux que tentent les nouvelles technologies et les modes de vie alternatifs, faisons l’hypothèse que leur nombre se situe entre 50 000 et 100 000 individus, sans mentionner ceux qui ont opté pour l’une des grandes métropoles américaines, attirés par la vitalité de la vie artistique que l’on y découvre. Que savons-nous de ces nouveaux émigrants et des motifs qui sont responsables de leur départ ?

Bien sûr aujourd’hui les avions et les automobiles ont remplacé les trains de voyageurs, et l’anonymat des grandes villes cosmopolites, l’intimité familiale des Petits Canadas d’autrefois ; mais le geste d’émigrer reste probablement pour ces nouveaux expatriés québécois tout aussi radical que pour leurs grands-parents, et ses conséquences pour l’individu toutes aussi durables. Nous apprendrions beaucoup sur notre sort de « Québécois minoritaires en Amérique du Nord » si nous avions la volonté d’évaluer en termes sociaux et économiques concrets l’effet de ces départs et de ces retours possibles, et si nous avions le goût de mesurer à cette aune notre adaptabilité aux choses et habitudes proprement américaines, autant chez nous que de l’autre côté de la frontière. Plusieurs outils éventuels de recherche existent déjà, dont le plus approprié peut-être serait une ethnographie de l’émigration vers les États-Unis. Nous ne pouvons pas remonter dans le temps et rencontrer les expatriés du siècle dernier, mais nous sommes toujours capables d’étudier ceux d’aujourd’hui dans leur vécu quotidien. Voilà qui serait un apport important à la compréhension de toute une facette de notre culture dite québécoise francophone, laquelle manifeste encore, aujourd’hui comme hier, une éminente versatilité aux environnements nord-américains, au point d’avoir déversé au cours de l’histoire, dans la république voisine, près de la moitié de ses forces vives. Il y aurait beaucoup à faire également avec des publications comme *Le Journal de la Floride*, le pendant contemporain de journaux franco-américains classiques comme *Le Travailleur* de Ferdinand Gagnon, et qui prétend être « le plus grand journal français des États-Unis [[171]](#footnote-171) ».

De nouvelles recherches et études sur les Franco-américains contribueront également à clarifier le statut de la langue française au sein de la diaspora québécoise aux États-Unis. Les Franco-américains appartiennent en propre depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale au monde de l’ethnicité américaine, c’est-à-dire que leur identité nationale est liée aux conditions qui prévalent aux États-Unis [134] quant à la persistance de langues d’origine autres que l’anglais, et quant au poids politique des minorités ethniques. Or, partout et de façon décisive, les langues « étrangères » sont en régression au sein de la population immigrante américaine et, à première vue, aucune raison ne nous permet de croire que le français des expatriés québécois doive subir un sort contraire, même si le rythme de son assimilation à l’anglais peut apparaître différent à première vue [[172]](#footnote-172). Il nous faut donc cesser dès maintenant de mesurer la force et l’ampleur de la Franco-américanie à partir des seules données concernant la rétention de la langue d’origine. Du point de vue québécois on peut naïvement confondre, en Nouvelle-Angleterre, la question de la survie du français et celle du maintien de l’identité ethnique par la conscience d’une certaine tradition historique autonome. Les Franco-américains américanisés, tout comme les membres de d’autres groupes ethniques américains qui n’ont plus l’usage de leur langue d’origine, continuent souvent de participer aux réseaux de relations au sein de leur communauté ethno-culturelle et contribuent ainsi d’une manière différente à leur vitalité.

Si l’on peut d’ores et déjà affirmer que le français ne disparaîtra pas définitivement en Nouvelle-Angleterre, il reste assuré aussi que le nombre de francophones ne s’y maintiendra pas aux niveaux d’antan. Alors qu'il y a deux générations à peine, presque toute la Franco-américanie était bilingue, et ce souvent par inertie, du simple fait du poids sociologique de cette langue dans la communauté, aujourd’hui il faut faire un effort particulier pour demeurer francophone en Nouvelle-Angleterre ou pour le devenir. Ainsi, si les meilleurs romanciers de la condition franco-américaine ont écrit leurs œuvres en anglais [[173]](#footnote-173), tels Jack Kerouac dans *Visions of Gérard* [[174]](#footnote-174), Robert Cormier dans *Take Me Where the Good Times Are*, Gérard Robichaud dans Papa Martel [[175]](#footnote-175) et enfin Clark Biaise cité plus haut. C’est qu’elles n’auraient probablement pas pu être construites autrement, tant l’anglais occupe aujourd’hui une place prépondérante au sein des populations d’émigrés ou de descendants d’émigrés. Dans le roman *Take Me Where the Good Times Are*, le héros, un retraité, se rappelle en des termes classiques du jour où son père changea son nom de famille pour le rendre plus conforme à la sonorité américaine :

I think my mother was relieved when he changed the name. In the first place, she hated arguments in those days although her tongue got sharper as she grew older. But when we were young, my mother wanted to turn her back on Canada and told my brothers and sisters that we were Americans first and French second, no matter what my father said. She wouldn’t let my father speak French at home and made us all read and write in English. She took special pains with me because I was the youngest and she started me in the habit of writing things down. When my mother and I were left alone after everyone else had died, she’d have me read aloud to her in English and it was only then that I realized she couldn’t read a word of English herself. (Cormier, 1981 : 78)

[135]

Avec un million de francophones appartenant pour la plupart aux couches d’âges supérieures, la Franco-américanie fournit encore l’occasion cependant d’étudier un certain français québécois archaïque, c’est-à-dire libre des influences urbaines et européennes qui ont pénétré en français le Québec depuis les années cinquante et même avant [[176]](#footnote-176). Il ne fait aucun doute toutefois que tout le domaine des langues d’usage est en voie de mutation rapide en Nouvelle-Angleterre, et qu’on assiste présentement dans cette région à un rééquilibrage du rôle et de la place du français au sein des populations franco-américaines.

Comment conclure, sinon que les chercheurs québécois qui appartiennent au secteur des sciences humaines n’ont toujours pas, pour la plupart, fait le pari d’oeuvrer à l’échelle du continent américain. Peut-on les blâmer vraiment quand le milieu universitaire francophone, quant à lui, n’offre toujours aucun point d’appui organisé pour ce qui est de ce vaste champ qui s’étend littéralement à nos portes. La Franco-américanie, et pas seulement celle d’il y a une génération ou deux, jette un éclairage cru et nouveau sur l’identité nord-américaine des francophones que nous sommes encore. Se rendre à la rencontre des Franco-américains, aujourd’hui encore plus qu’hier, c’est souvent prendre le risque d’être bouleversé profondément dans sa perception des phénomènes historiques, et c’est aussi tâter un certain vécu anthropologique propre aux migrants. Le destin des Québécois du XIXe siècle fut multiple et se joua sur de grandes étendues territoriales [[177]](#footnote-177). Il n’y a pas de raison que nous rejetions cet élan marquant et tout ce qu’il imprima à notre héritage culturel, sous le prétexte fallacieux que l’époque des grandes migrations est révolue et qu’il ne reste rien outre-frontière pour en témoigner. Tout récemment, la revue américaine *Esquire* consacrait un numéro anniversaire aux cinquante personnalités qui ont le plus marqué les États-Unis depuis l’élection de Franklin D. Roosevelt à la présidence [[178]](#footnote-178). Parmi elles, un jeune écrivain timide, fils d’émigrants québécois, pour qui l’américanité n’eut de sens que vécue sous l’angle de l’errance, du perpétuel déplacement d’un lieu à l’autre : « Is there any end to Kerouac Highway ? » Pourtant, Jack Kerouac n’est qu’un exemple de cette jonction encore inexplorée entre notre histoire et le mouvement toujours accéléré des mass médias et de la culture américaine, une lueur parmi d’autres pour nous aider à briser cet isolement néfaste qui étreint parfois nos perspectives quand nous abordons la question de notre propre identité.

[136]

Bibliographie

Blaise, Clark.

*Lunar Attractions*. Toronto, McClelland and Stewart-Bantam Limited, 1979. 264 p.

Cormier, Robert.

*Take Me Where the Good Times Are*. New York, Avon Books, 1965. 174 p.

[137]

**NOTES  
du commentaire 1 sur le chapitre 4**

Pour faciliter la consultation des notes en fin de textes, nous les avons toutes converties, dans cette édition numérique des Classiques des sciences sociales, en notes de bas de page. JMT.

[138]

[139]

Yves Roby,  
“*Un Québec émigré aux États-Unis: bilan historiographique*.”

COMMENTAIRE 2

« Ces autres vous-mêmes »

Par Claire QUINTAL

[Retour à la table des matières](#tdm)

Je me félicite du fait que les Franco-américains ont la chance d’avoir, en la personne d’Yves Roby, un chercheur chevronné qui analyse de façon pondérée les péripéties de l’émigration du Québec vers la Nouvelle-Angleterre. La lecture de son texte rassure. Se penchant depuis longtemps déjà sur tout le panorama de la situation franco-américaine, pour en assimiler les données et en analyser les retombées, il ne perd pas de vue les êtres humains qui ont vécu cette diaspora.

Roby se sert à juste titre du mot « phénomène » pour décrire les départs massifs d’« environ 900 000 personnes... qui auraient quitté le Québec pour gagner les États-Unis ». Cette émigration, que Roby décrit comme étant un fait « central dans l’histoire du Québec et de la Nouvelle-Angleterre », après avoir fait couler beaucoup d’encre des deux côtés de la frontière, semble ne plus intéresser les chercheurs du Québec. Où sont de nos jours les Honoré Beaugrand, les Edmond de Nevers ?

Dans son analyse de la perception que pouvaient avoir les *Yankees* de ces émigrants canadiens-français, Roby, tout en admettant « le manque d’études poussées à ce sujet », conclut que « l’Américain moyen a une image positive du Franco-américain ». Ce en quoi il se montre plus optimiste que je ne le suis moi-même. Une étude systématique des périodiques qui publiaient des articles de dénigrement, et des lecteurs de ces mêmes publications, nous permettrait de mieux saisir la portée du *nativism* américain. Roby cite d’ailleurs lui-même un texte diffamatoire, puis il se pose la question suivante, « Ces courants de pensée sont-ils répandus en Nouvelle-Angleterre ou ne sont-ils le fait que d’une minorité ? » Il est vrai que cette littérature qui fait son apparition à la fin du XIXe siècle pour reprendre de la vigueur pendant et tout de suite après la Première Guerre mondiale, quoiqu’en dise Roby, n’est pas très abondante. Je crois néanmoins qu’elle vient à son heure, reflétant d’une part les sentiments de la population *yankee* et stimulant d’autre part la recrudescence des préventions à l’égard du Franco-américain.

Les Franco-américains ont tout de même eu des défenseurs parmi les anglophones américains. Roby en cite quelques-uns, dont Edward Billings Ham, R. A. Foley, et même ce William MacDonald qui a beaucoup fait dans son article de 1898 pour calmer les *Yankees* de la Nouvelle-Angleterre, inquiets d’être un jour [140] submergés par l’arrivée massive des habitants, secondée par la fécondité de la Canadienne française.

Ces Franco-américains, appelés « la canaille » par les chefs gouvernementaux du Québec, vilipendés comme des êtres sordides par les *Yankees*, ont aussi eu maille à partir avec le haut clergé américain d’origine irlandaise. Ces combats que Roby qualifie avec raison de « farouches » ont accaparé pendant longtemps les forces vives du peuple franco-américain. Combats sans issue, combats dans lesquels le haut clergé du Québec s’est largement impliqué. Des biographies sur les évêques de l’époque, tant du côté québécois que du côté américain, et des monographies détaillées sur certaines querelles religieuses nous permettraient de mieux cerner les ramifications de la question du « nationalisme » dans l’Église. L’histoire religieuse des Franco-Américains n’a pas encore été écrite. Les archives épiscopales, tant au Québec qu’en Nouvelle-Angleterre, livreront un jour toute la vérité sur cette question qui a fait souffrir moralement tant de Franco-américains, écartelés entre deux fidélités — celle de leur religion et celle de leur patrimoine culturel menacé.

Que penser de ces luttes à outrance en faveur de la survivance, « seul thème unificateur », selon Roby, « dans la littérature des Franco-américains » ? La dernière de ces luttes, celle de la Sentinelle des années 20, a dégénéré en guerre fratricide, détruisant à jamais l’unité des Franco-américains. C’est une querelle qui prouva aux ennemis des Franco-américains qu’ils étaient divisés et divisibles. Les archives du diocèse de Providence nous en apprendraient long sur tout le déroulement de l’affaire ainsi que sur l’attitude de l’ordinaire vis-à-vis du *Bill Peck* qui aurait effectivement empêché l’enseignement de toute langue autre que l’anglais dans les écoles paroissiales du Rhode Island. Des études psychologiques intéressantes pourraient aussi être entreprises sur le comportement du Canadien français dans des circonstances comme celles-ci, où les esprits sont chauffés à blanc et les émotions exacerbées par une situation aberrante.

Que dire du rôle de la famille dans cette question de survivance ? Selon Roby, à un certain moment « la famille franco-américaine est invitée... à jouer un rôle plus grand, à devenir la pierre angulaire de la survivance ». À cet égard, il est significatif de noter que la Fédération féminine franco-américaine adopta en 1951, date de sa fondation, la devise, « Protégera nos foyers ». Parrainée par le Comité d’orientation franco-américaine, lui-même issu du Comité permanent de la Survivance française en Amérique, fondé au lendemain du Deuxième Congrès de la langue française tenu à Québec en 1937, cette fédération à caractère régional est composée d’associations féminines déjà constituées. Mais en 1951 il était déjà trop tard. La Fédération féminine franco-américaine se trouve donc vouée à un combat d’arrière-garde. Elle tient tout de même haut le flambeau d’une survivance d’ordre culturel qui est tout à son honneur. Une étude sociologique sur les femmes de cette fédération se prépare actuellement par une sociologue travaillant à l’Université du Connecticut.

[141]

Les préparatifs pour le Troisième Congrès de la langue française, celui de 1952, ayant stimulé la fondation de la Fédération féminine franco-américaine, on dépensera beaucoup d’énergie en Nouvelle-Angleterre, après ce même congrès, pour fonder une association de la jeunesse franco-américaine. L’organisme a vivoté pendant quelques années seulement. Ses fondateurs étant encore disponibles, la technique de l’histoire orale pourrait servir d’outil utile pour tenter de comprendre le pourquoi de cet échec majeur.

Il reste aussi aux chercheurs à analyser en profondeur le comportement des deux dernières générations, en essayant de comprendre ce que le mot *survivre* sous-entend de sacrifices et d’acharnement quotidiens dans une Nouvelle-Angleterre différant du tout au tout du Québec. Dans cette optique, François Weil écrit au sujet de ces générations nées aux États-Unis. « Après la Seconde Guerre mondiale, l’individualisme prit le pas sur le sentiment communautaire [[179]](#footnote-179) ».

Vers la fin de sa communication, Roby établit une liste de tous les liens qui ont uni pendant des générations Québécois et Franco-américains. Dans cet ordre d’idées, je fais mienne la suggestion de Roby d’étudier de plus près le rôle central joué par les communautés religieuses. Ce sont ces communautés qui ont maintenu les liens culturels les plus prometteurs d’avenir entre le Québec et ses émigrés. Ce sont elles qui ont assuré pendant des générations, et cela jusqu’à une époque encore très proche de la nôtre, la transmission des valeurs du Canada français traditionnel. Les archives de ces communautés religieuses recèlent des trésors qui ont été à peine effleurés.

Parmi les défenseurs des Franco-américains, cités plus haut, c’est E.B. Ham, professeur à l’Université Yale, qui a été l’observateur le plus sympathique du groupe. En étudiant les associations dont se sont dotés les Franco-américains, il a affirmé au sujet de l’Association canado-américaine, une société fraternelle d’assurances-vie dont 40% des membres se trouvent au Québec, « ses activités là-bas (au Québec) confirment effectivement le fait que la survivance franco-américaine doit être constamment nourrie par-delà la frontière [[180]](#footnote-180) ». Une étude comparative de la fondation, du développement, des effectifs et de l’optique culturelle de chacune des deux sociétés de secours mutuel fondées en Nouvelle-Angleterre [[181]](#footnote-181) pour les émigrés du Québec serait révélatrice.

Loin de vouloir limiter la recherche à l’élite franco-américaine, Roby, parlant plus loin de la faveur dont jouit la recherche dans les sciences humaines sur les groupes ethniques aux États-Unis, ajoute, « Rien de surprenant... à ce que l’historien consacre autant d’attention, sinon davantage, au <monde ordinaire> qu’à l’élite ». Dans ce contexte, il faudrait ajouter aux noms de Frances Early et de Philip Silvia, cités par Roby, celui de C. Stewart Doty qui prépare un livre sur les Franco-américains à partir d’interviews avec des chômeurs des années 30 et de Gérard Brault qui en écrit un basé sur l’expérience vécue des siens.

[142]

Je partage néanmoins l’avis de Roby qui affirme aussi, « l'histoire du monde ordinaire ne doit pas nous détourner de celle des élites ». Roby souhaite que des biographies soient écrites sur les personnalités les plus marquantes de la Nouvelle-Angleterre. Ces études montreraient, comme il le dit lui-même, « à quel point le Québec demeure présent dans leur univers mental ».

Au premier colloque de l’Institut français que je dirige au Collège de l’Assomption à Worcester, Massachusetts, Yolande Lavoie a émis le vœu, entériné par Roby, que son travail à elle sur l’émigration du Québec vers les États-Unis, ainsi que la magistrale étude de Ralph Vicero sur l’immigration des Canadiens français en Nouvelle-Angleterre de 1840 à 1900 soient poursuivis pour inclure les années qui ont suivi et pour étudier l’impact du rapatriement sur les sociétés québécoise et franco-américaine.

Le phénomène de « migration à la chaîne » mérite aussi d’être étudié. A ce sujet, Ralph Vicero, au Premier Colloque de l’Institut français (1980), cite l’exemple du village de Saint-Ours dont les émigrés se dirigent pour la plupart vers Worcester et les villages environnants.

Il reste aussi à localiser, à répertorier et à analyser les journaux franco-américains. C’est en suivant au jour le jour les colonnes du journal franco-américain de Biddeford, Maine, *La Justice*, que Michael Guignard a pu nous livrer, dans sa thèse de doctorat datant de 1976 [[182]](#footnote-182), une étude exhaustive sur les Franco-américains de cette ville dont 56% de la population s’est déclarée de souche franco-américaine dans le recensement de 1980.

Madeleine Giguère, sociologue franco-américaine, analyse présentement les données du recensement de 1980 afin de constituer un profil socio-économique du Franco-américain d’aujourd’hui.

Il faudrait aussi étudier l’évolution, ou plutôt la régression, du français parlé et écrit par les Franco-américains, les avantages et les désavantages d'un bilinguisme mal assimilé, ce qui reste des coutumes et des traditions apportées du Québec, la femme comme ouvrière d'usine aussi bien que comme gardienne du foyer, et j’en passe.

C’est aux portes mêmes du Québec que se trouvent ces centaines de milliers d’individus de sang canadien-français. Dès le dernier quart du XIXe siècle, ces autres vous-mêmes se sont trouvés en situation d’affrontement massif avec la civilisation américaine. Il faut à tout prix que les chercheurs des deux côtés de la frontière se mettent à l’oeuvre pour continuer et ajouter aux travaux solides déjà menés à bien. Comme le souligne Roby, « il existe un matériel en quantité et qualité suffisantes pour justifier une présence accrue du fait franco-américain dans les programmes d’études et de recherche universitaires, tant au Québec qu’en Nouvelle-Angleterre ».

[143]

Comment les habitants et les villageois du Québec se sont-ils comportés comme ouvriers en milieu urbain ? Il faudra que soit scrutée chaque étape successive vécue par ces êtres humains sur la route qui va du Québec aux Petits Canadas et de l’ostracisme à l’assimilation.

Donnons-nous rendez-vous dans les Petits Canadas de la Nouvelle-Angleterre. Vous y entendrez votre langue maternelle avec des résonances de la fin du siècle dernier dans la bouche de ceux qui pourraient être vos grands-parents. Regardez de près ces Franco-américains. En plongeant votre regard dans le leur vous verrez un autre vous-même, influencé par des forces différentes de celles qui vous auront modelés. Sachez que dans le coeur de ces descendants d’émigrés du Québec bat le même coeur que le vôtre, « le coeur le plus humain de tous les cœurs humains : il n’a pas changé [[183]](#footnote-183) ».

[144]

**NOTES  
du commentaire 2 sur le chapitre 4**

Pour faciliter la consultation des notes en fin de textes, nous les avons toutes converties, dans cette édition numérique des Classiques des sciences sociales, en notes de bas de page. JMT.

[145]

Première partie.  
Perspectives historiques, des origines  
à la deuxième guerre mondiale

5

“LE SPECTRE DE  
L’AMÉRICANISATION.”

Par Richard A. JONES

[Retour à la table des matières](#tdm)

[146]

[147]

Depuis l’arrivée des loyalistes au Canada à la fin du XVIIIe siècle, un fort courant d’antiaméricanisme fait partie du nationalisme canadien [[184]](#footnote-184). Quoique ce thème figure également dans le nationalisme canadien-français, son importance relative est indiscutablement moindre. Après tout, le nationaliste canadien-français dressait le plus souvent une longue liste d’ennemis de la nation parmi lesquels prenaient place, outre l’Américain, et suivant la période étudiée, l’Anglais, le protestant, l’immigrant, le Juif, le franc-maçon, le communiste, l’impérialiste britannique, le centralisateur fédéral, etc., etc. Dans cette panoplie d’adversaires, l’Américain n’était généralement pas à l’avant-garde.

Cette comparaison du spectre américain à travers les deux nationalismes au Canada mériterait de se faire. L’excellent ouvrage de l’historien Carl Berger [[185]](#footnote-185) dégage la critique des impérialistes canadiens-anglais face à la république voisine et il est frappant de voir jusqu’à quel point la vision de l’élite conservatrice au Canada français à la même époque y correspond. Plus récemment, il serait loisible de comparer l’image des États-Unis à travers les publications de gauche au Québec ainsi que dans certains milieux syndicaux à celle véhiculée par une revue de langue anglaise comme Canadian Dimension.

À la lecture de ce travail, l’on verra que, somme toute, la « menace » américaine à la société québécoise au XXe siècle a fait l’objet de peu de recherches, du moins si on ne tient compte que des ouvrages, tels ceux de Roby et de Lanctôt, où cette problématique est centrale. Certes, une pléthore d’études a pour sujet les idéologies québécoises, les groupements nationalistes ou les grandes personnalités du camp nationaliste ; pourtant, dans la très grande majorité de ces recherches, l’attitude face aux États-Unis se révèle un aspect secondaire sinon carrément mineur. Exceptionnellement, dans certains cas, nous avons jugé bon de recourir à des sources publiées afin de compléter une démonstration. Compte tenu des lacunes au niveau des études actuellement disponibles, nous nous sommes même demandé si, pour l’ensemble de la population québécoise au XXe siècle, il a existé ou il existe un spectre américain !

Les conclusions que nous avons tirées à la lecture de notre corpus nous ont amené à présenter la matière suivant un plan chronologique en trois parties. Dans un premier temps, pour les années 1900-1920, nous avons eu l’impression que même l’élite canadienne-française était assez peu préoccupée d’une quelconque menace américaine à l’exception, évidemment, d’un Jules-Paul Tardivel, critique notoire de la civilisation américaine, mort à la tâche en 1905. Mais au cours des années 1920-1945, la crainte devant les États-Unis paraît s’intensifier et se généraliser, du moins à l’intérieur d’une certaine élite. Puis, pour la période suivant la fin de la Deuxième Grande Guerre, les chercheurs se sont assez peu intéressés aux sentiments des Québécois face aux États-Unis, peut-être justement parce qu’ils ont conclu que même pour l’élite cette préoccupation n’était pas primordiale. Certes, il faudrait faire exception pour certains groupes d’intellectuels de gauche, actifs pendant la décennie 1963-1973, mais à vrai dire ils étaient peu nombreux. Chose curieuse, c’est précisément pendant le quart de siècle suivant la Deuxième Guerre [148] mondiale que l’on prétend que le Canada et le Québec se sont rapidement américanisés. Faudrait-il penser que la grande majorité des gens ont, en effet, accueilli favorablement ce « spectre » devenu réalité ? Les quelques travaux réalisés sur cette période nous porteraient à répondre par l’affirmative.

\* \* \*

1900-1920 : une menace qui se précise...  
pour ceux qui la perçoivent

Au cours des deux premières décennies du XXe siècle, la transformation du Québec en une société urbanisée et industrialisée connaît une accélération marquée. De 39,7% qu’elle était en 1901, la population urbaine s’accroît à 56,0% en 1921 [[186]](#footnote-186). Au tournant de 1900, près des deux tiers de la production totale de la province proviennent toujours du secteur agricole. Mais au cours des années de croissance rapide qui suivent — certains économistes comme André Raynauld (mais non pas Walter Rostow !) situent à ce moment le « take-off » économique du Québec — quelques industries connaissent un essor prodigieux. Attirés par la politique d’accueil du gouvernement de Lomer Gouin (1905-1920), les capitaux étrangers affluent vers la province, dans les secteurs des pâtes et papiers et de l’hydroélectricité entre autres [[187]](#footnote-187) et, quoiqu’il soit difficile de mesurer leur importance, il est apparent que les capitaux américains commencent à supplanter les investissements britanniques au cours de la Première Guerre mondiale [[188]](#footnote-188). Par ailleurs, pour Yves Roby, « le caractère familier des produits américains fabriqués en Ontario ou aux États-Unis augmente l’impression de l’omniprésence américaine [[189]](#footnote-189) ».

La prospérité économique de ces années explique certainement le déclin de l’émigration vers les États-Unis, du moins en rapport avec la grande saignée de la décennie 1881-1891, quand 147 500 personnes quittent la province. Yolande Lavoie évalue à 46 600 les départs vers le Sud pour la décennie 1901-1911 et à 128 400 pour la période 1911-1921 [[190]](#footnote-190) ; certes, l’exode se poursuit mais, compte tenu de la croissance de la population, il ralentit.

Aux yeux des nationalistes de cette période, le spectre qui menace le Québec — eux parlent plutôt du Canada — est sans doute le spectre de l’impérialisme britannique. Lorsque le siècle s’ouvre, la Grande-Bretagne est en guerre en Afrique du Sud et, malgré les protestations des nationalistes canadiens-français, Laurier finit par envoyer un contingent de Canadiens se battre aux côtés des Britanniques. Au cours des années qui suivent, le Canada débat la question de l’aide militaire à apporter à la Grande-Bretagne ; la fameuse Loi navale coûtera plusieurs sièges au Québec à Laurier en 1911. Ensuite, la question de la conscription provoque une profonde scission ethnique à l’intérieur du pays en 1917. Depuis 1913, également, la question scolaire ontarienne mobilisait l’attention des nationalistes qui se demandaient [149] si les « Prussiens » d’Ontario ne constituaient pas une pire menace à liberté que les Allemands eux-mêmes.

Malgré les transformations qui s’opèrent, le Québec demeure une société traditionnelle. Les chiffres sur la croissance de la population urbaine doivent être interprétés avec prudence car même les résidents des villages de 1 000 habitants sont classés urbains dans les recensements. Par ailleurs, les campagnards récemment arrivés en ville n’abandonnent pas, du jour au lendemain, une mentalité pour adopter d’autres habitudes et modes de pensée [[191]](#footnote-191).

Au XIXe siècle, la menace annexionniste inquiète l’élite cléricale et les nationalistes conservateurs. Si le danger semble s’amenuiser après 1867, il reprend vie vers la fin du siècle, notamment en 1891, quand la question des relations commerciales avec les États-Unis est débattue [[192]](#footnote-192), et encore en 1893, à la suite de discours pro-annexionnistes de Mercier [[193]](#footnote-193). Au tournant du siècle, Jules-Paul Tardivel, fondateur de l’hebdomadaire *La Vérité* en 1881 et critique acerbe de la vie américaine, continue de pester contre ceux qui, des deux côtés de la frontière, préconisaient l’annexion du Canada aux États-Unis. Pierre Savard montre comment ce nationaliste, né aux États-Unis d’un père français et d’une mère britannique et ne parlant pas un mot de français avant son entrée au Séminaire de Saint-Hyacinthe en 1868, en vient à caresser le rêve d’un État français indépendant dans l’est du continent, une sorte de Nouvelle-France reconstituée enjambant la frontière canado-américaine. Si des Américains avaient lu *La Vérité*, ils auraient sûrement vu en Tardivel un annexionniste qui souhaitait amputer leur pays d’une bonne partie de la Nouvelle-Angleterre !

P. Savard affirme que, « après 1893, la question de l’annexion cesse d’être un problème sérieux [[194]](#footnote-194) ». Tardivel, cependant, reprend le combat au début du siècle face à la politique expansionniste des États-Unis en Amérique latine et aux Philippines [[195]](#footnote-195). Pour le journaliste, l’annexion aux États-Unis serait « le sort politique le plus funeste qui puisse nous échoir [[196]](#footnote-196) ». Confronté au choix, le Canadien français devrait préférer l’impérialisme britannique à l’impérialisme américain car le premier, au moins, « nous laisserait et nos écoles catholiques et la langue française... Tandis que l’impérialisme yankee, l’annexion aux États-Unis, nous enlèverait tout vestige d’autonomie, nous noierait infailliblement et à tout jamais dans le panaméricanisme, à moins d’un véritable miracle [[197]](#footnote-197) ». Les recherches de Réal Bélanger démontrent aussi que Tardivel envisageait l’indépendance du Canada comme une solution bien pire que le maintien du lien britannique. Pourquoi ? « La majorité anglaise du Canada, qui nous est certainement plus hostile que le Parlement anglais, libre désormais de toute contrainte, tenterait sérieusement de mettre à exécution ses projets d’anglicisation universelle. Ce serait ou l’écrasement de notre race ou la guerre civile, deux choses à éviter [[198]](#footnote-198) ». Et Tardivel de conclure sur une réflexion morose : « Si le fanatisme des francophones nous forçait malheureusement à recourir à un changement de régime politique pour nous protéger contre leurs attaques, c’est à l’annexion aux États-Unis, plutôt qu’à l’indépendance, qu’il faudrait avoir recours  ». Le lecteur voudra bien attribuer les contradictions évidentes dans cette comparaison d’options malheureuses pour le Québec, au rédacteur [150] de *La Vérité* plutôt qu’au chercheur de 1980 ! Notons, en dernier lieu, que John Hare, dans sa présentation du roman de Tardivel, soutient que l’influence de ce précurseur du séparatisme québécois continue de se faire sentir durant plusieurs décennie ; après sa mort en 1905, notamment par le truchement des cercles de l’A.C.J.C. [[199]](#footnote-199).

La menace annexionniste reprendra vie à nouveau en 1911, lors du débat sur la réciprocité. Cette fois, !a question coûtera le pouvoir à Laurier mais le débat se fera principalement au Canada anglais. Au Québec, alors que les libéraux préfèrent vanter les mérites de l’accord tarifaire projeté, les nationalistes axent leur campagne sur la question de la marine [[200]](#footnote-200). Par ailleurs, les travaux de Réal Bélanger sur Paul-Émile Lamarche, un des candidats de Bourassa en 1911, montrent que ce nationaliste s’inquiétera, en Chambre, de la perte de « notre indépendance commerciale » aux mains des Américains [[201]](#footnote-201), mais on ne peut conclure que ce genre de discours a eu une quelconque résonance populaire.

Henri Bourassa demeure sans conteste le nationaliste le plus étudié de la période 1900-1920. Il ne fait aucun doute que l'impérialisme britannique constituait pour lui une menace plus grave, du moins plus immédiate, que l’américanisation, qu’il craignait pourtant. Joseph Levitt montre que Bourassa n’avait « que du dédain pour la société américaine » qu’il jugeait imprégnée de matérialisme [[202]](#footnote-202). Pour celui-ci, le Canada, avec son ordre social nettement supérieur, doit agir comme un rempart contre l’américanisme. Le Canada français, par sa langue différente, doit renforcer la résistance des Canadiens anglais, déjà quasi américains dans leurs habitudes et leurs attitudes et, bien sûr, parlant la même langue C’est dans ce contexte, et tout en tenant compte de la conjoncture politique extrêmement volatile de ces années, qu’il faut comprendre les sentiments de Bourassa face à l’annexion.

En 1901, Bourassa souhaite toujours le maintien du lien colonial pour contrecarrer le péril américain [[203]](#footnote-203). En 1912, alors que l’impérialisme britannique lui paraît toujours plus menaçant, Bourassa publie *Le spectre de l’annexion*: il y dénonce les sympathies pro-annexionnistes qu’il voit chez nombre de Canadiens français, il déplore l’américanisation de la vie canadienne déjà en cours, mais il accepte toujours, quoique sans ardeur, la conservation du lien britannique [[204]](#footnote-204). Quatre ans plus tard, en 1916, la guerre sévit en Europe : Bourassa s’oppose à nouveau à l’annexion, qui serait « le suicide définitif de la nationalité canadienne [[205]](#footnote-205) », mais qu’il estime néanmoins l’issue la plus probable : « elle est tout à fait dans la logique des causes et des faits accumulés par nos extravagances, et surtout par la suprême folie de notre participation dévergondée à la guerre actuelle [[206]](#footnote-206) ». Puis, peu après l’entrée en guerre des États-Unis en avril 1917, Bourassa affirme sa crainte que l'intervention américaine ne provoque la rupture entre la Grande-Bretagne et le Canada et l’absorption du Canada par les États-Unis. Maintenant, seule l’indépendance canadienne pourrait « retarder ou détourner cette échéance fatale [[207]](#footnote-207) ». Finalement, en 1923, alors que la paix est revenue en Europe, Bourassa prétend que le danger annexionniste « croît chaque jour, à mesure que le capital américain opère la conquête économique du pays [[208]](#footnote-208) ». Évidemment, les nationalistes ont changé de cheval de bataille.

[151]

Avant 1920, la menace américaine à l’économie du Québec semble encore émouvoir fort peu de monde. La presse libérale se demande même : « Que faisons-nous chez nos voisins les Américains pour les attirer chez nous, pour engager leurs capitaux et captiver leur esprit d’entreprise ? [[209]](#footnote-209) » William F. Ryan soutient que « les évêques acceptent le capital étranger et les capitalistes avec enthousiasme » car ils recherchent la prospérité de leurs villes et de leurs industries [[210]](#footnote-210). Quant aux curés, « leur principale préoccupation à caractère économique durant cette période de prospérité... est de voir à ce que leurs paroisses continuent de se développer et de prospérer, et d’y retenir leurs ouailles [[211]](#footnote-211) ». Dans de telles circonstances, ils se montrent accueillants aux industriels même s’ils s’inquiètent des conséquences éventuelles de ces transformations économiques pour les valeurs traditionnelles [[212]](#footnote-212).

Néanmoins, quelques voix isolées s’élèvent. Déjà, en 1901, Errol Bouchette lance son célèbre cri de ralliement : « Emparons-nous de l’industrie [[213]](#footnote-213) ». Il prétend que si les Canadiens français ne réagissent pas rapidement pour prendre le contrôle de ce nouveau secteur d’activité, promis à un avenir brillant, les Américains viendront exploiter les ressources du Québec à leur place [[214]](#footnote-214). Bourassa, Armand Lavergne, Olivar Asselin et quelques autres mènent une vigoureuse campagne contre ce qu’ils jugent être la politique d’aliénation des ressources naturelles de la province par le gouvernement libéral de Lomer Gouin [[215]](#footnote-215). Il est vrai qu’en 1910, Gouin déclare un embargo sur l’exportation du bois de pulpe coupé sur les terres de la Couronne, geste que les nationalistes réclament depuis longtemps. Néanmoins, d’après Joseph Levitt, « cet acte fut bien plus une réponse aux demandes de puissants intérêts canadiens-anglais qu’à des pressions des nationalistes [[216]](#footnote-216) ». La décision de Gouin donne lieu à l’établissement au Québec d’une foule de nouvelles compagnies dans le secteur de la transformation du bois, mais peu d’entre elles sont canadiennes-françaises.

Les capitaux étrangers affluent donc, mais l’industrie donnera de l’emploi à plus de bras québécois. C’est un demi-succès, tout au plus, pour les nationalistes. À ce sujet, Wade conclut que leur message avait « laissé la population à peu près indifférente, les Canadiens français ne s’intéressant pas aux affaires, d’abord parce que leur enseignement, reposant sur la tradition, négligeait ce genre d’études et ensuite, parce qu’ils étaient exclus des postes de commande par les capitaux étrangers et la direction des entreprises [[217]](#footnote-217) ». Où peut-être le climat de prospérité dans lequel baignait le Québec amenait la population à prêter la sourde oreille aux Cassandres qui dénonçaient la poule aux oeufs d’or. Par ailleurs, il faut signaler certaines divisions qui règnent à l’intérieur du camp nationaliste. Par exemple, Levitt montre que Bourassa ne croit pas à un rôle actif de la part de l’État pour favoriser la présence canadienne-française dans l’économie car une telle politique serait discriminatoire à l’endroit des Canadiens anglais. Bourassa, dit-il, « n’a jamais attaqué la place dominante des Anglo-Canadiens dans l’économie [[218]](#footnote-218) ». Par contre, d’autres nationalistes n’entretiennent pas les mêmes scrupules.

Les nationalistes doivent faire face à un dilemme qu’ils ne résoudront vraiment jamais. D’une part, ils veulent que le développement économique de la [152] province bénéficie d’abord aux Canadiens français, non aux capitalistes étrangers. D’autre part, la participation à la société industrielle risque de favoriser l’éclosion des valeurs matérialistes, américaines, et le culte du veau d’or, ce qui serait contraire à la véritable mission spirituelle et civilisatrice du Canada français. Certes, on pouvait souhaiter concilier les deux. Bourassa affirme : « notre patriotisme ... doit tenir compte à la fois des aspirations élevées et des besoins matériels. Sans aucun doute nous devons prendre part à toutes les manifestations, à tous les progrès de la vie économique. Nous devons également conserver et développer en nous tous les éléments de supériorité morale et intellectuelle. Donnons à notre peuple un esprit sain dans un corps sain [[219]](#footnote-219) ». Édouard Montpetit est moins nuancé dans son analyse : « La question nationale est devenue une question économique. Si nous devons remplir notre rôle et sauvegarder nos origines, nous devons. .. lutter avec les armes mêmes dont on nous menace. Lorsque nous aurons acquis la richesse, nous pourrons développer en nous la culture française et nous tourner vers la suprême conquête : la puissance intellectuelle. Nous ne survivrons pas autrement [[220]](#footnote-220) ».

À la place d’une conciliation de deux objectifs souvent perçus comme mutuellement exclusifs, il faut probablement voir un double échec. Le groupe nationaliste a, somme toute, assez peu d’impact sur la politique de Gouin face aux investisseurs étrangers. Quant aux tentatives en vue d’élever les standards moraux dans la vie économique, Levitt déclare que « l’échec de Bourassa était symbolique du peu d’influence qu’il put avoir sur les valeurs matérialistes de sa génération [[221]](#footnote-221) ».

Les voix qui s’élèvent contre l’influence américaine au Québec paraissent fortement minoritaires au sein de la société. Beaucoup d’observateurs continuent de voir les habitants comme étant à l’abri de ces influences délétères. André Siegfried soutient typiquement à leur propos : « Au fond de leur domaine un peu isolé de Québec, loin de New York et de Chicago, loin de la frénétique agitation américaine, ils ont su se constituer une vie propre, conservant leur langue, leur religion, leurs traditions, obtenant à force de persévérance un régime politique qui protège et garantit leur autonomie [[222]](#footnote-222) ». Pour lui, le clergé mène la bataille contre les influences américaines, à la fois parce qu’il tente de conserver ses privilèges et parce qu’il se soucie de « maintenir autant que possible son petit peuple à l’écart, afin de le soustraire, non seulement à l’influence protestante, mais encore à l’influence du catholicisme américain, trop libéral à son gré ». En effet, pour l’ensemble de la société québécoise, le spectre américain effraie peu. Au cours des années 20, cependant, les voix nationalistes parleront plus fort.

1920-1945 :  
une menace qui s’accroît et se diversifie

Il peut sembler curieux de regrouper les années 1920 à 1945 à l’intérieur d’une même période. Certes, les conjonctures connaissent de grandes variations. Sur le plan économique, le Québec traverse une dure récession à partir de la fin de 1920 ; ce n’est qu’en 1925 qu’une reprise durable s’amorcera [[223]](#footnote-223). Les difficultés [153] économiques ne sont sûrement pas étrangères à la reprise de l’émigration qui conduira près de 160 000 Québécois vers les États-Unis durant la décennie 1921-1931 [[224]](#footnote-224). Puis, à partir de 1930, le Québec s’enlise dans une longue et brutale dépression à laquelle seule la guerre mettra vraiment fin. Cette fois-ci, la frontière américaine leur étant fermée, l’émigration ne s’offrira plus comme solution à la misère des gens. Quant au nationalisme, il se manifeste par vagues : d’abord au début des années 20 durant la récession et à un moment où les souvenirs des mauvaises relations ethniques des années de guerre sont encore vifs ; ensuite dans la première moitié des années 30 alors que le système capitaliste, défendu par le gouvernement provincial de L.-A. Taschereau, semble en faillite et les capitalistes étrangers, discrédités ; finalement pendant la guerre, notamment autour de la question de la conscription.

Néanmoins, ces années nous paraissent constituer une période pendant laquelle l’influence américaine s’accroît grandement et où elle est perçue et condamnée, à la fois par les tenants de l’ordre traditionnel en voie de transformation rapide, et par les réformistes qui souhaitent soustraire l’économie québécoise à la domination des étrangers. Cette lutte, cependant, se soldera par un échec car la fin de la guerre signalera une intensification des influences économiques et culturelles américaines qui pèsent sur le Québec.

La question de l’annexion politique du Canada aux États-Unis soulève peu d’intérêt au cours de ces années ; néanmoins, la revue *L’Action nationale* juge à propos de tenir un colloque sur la question en 1941, même si les participants vont s’opposer à l’annexion [[225]](#footnote-225). À ce sujet, Mason Wade énonce l’hypothèse que la question de l’annexion est souvent soulevée, en 1941 comme en 1849, en 1866 et à d’autres moments, par un des deux groupes ethniques à un moment de crise dans ses relations avec l’antre groupe [[226]](#footnote-226).

Lionel Groulx, certes le nationaliste le plus connu de ces années, aborde très peu la question de l’annexion. Tout compte fait, le sort des Canadiens français ne sera pas déterminé par de futures orientations constitutionnelles. « Quoi qu’il advienne demain », dit-il en 1921, « que la Confédération s’écroule ou se reconstruise sur de nouvelles bases, que nous ayons à choisir entre l’absorption impériale ou l’annexion américaine... », il importe que le peuple canadien-français soit « assez robuste... pour faire face à ses destinées [[227]](#footnote-227) ». Le prêtre-historien exprimera les mêmes sentiments, à nouveau, dans une conférence qu’il prononce en 1928 [[228]](#footnote-228).

La question de l’annexion réglée et celle de l’impérialisme britannique en voie de l’être, malgré quelques sursauts, ce sont maintenant les aspects économiques, culturels et sociaux de l’influence américaine qui suscitent les plus vives inquiétudes. L’élite cléricale et nationaliste voit l’effondrement de la société traditionnelle dont elle est le principal pilier et d’où elle tient son prestige et son pouvoir ; elle est d’autant plus craintive devant ce qu’elle perçoit comme les évidences de l’américanisation : la croissance de l’industrie, l’exode rural, les abus du système capitaliste, la dépossession des Canadiens français par les étrangers, la [154] présence des syndicats internationaux, l’invasion de l’immoralité américaine. Par ailleurs, devant la reprise du fléau de l’émigration vers les États-Unis au cours des années 20, le cardinal Bégin affirme la nécessité « d’arrêter à n’importe quel prix cette effusion de sang qui sera bientôt mortelle si elle dure [[229]](#footnote-229) ».

Yves Roby démontre la rapidité de l’accroissement de la présence américaine dans l’économie québécoise pendant les années 20 [[230]](#footnote-230). Voulant éliminer l’émigration, le gouvernement Taschereau encourage la venue de capitaux américains, notamment pour développer les ressources naturelles de la province [[231]](#footnote-231). Certains membres du clergé estiment qu’il faut composer avec cette industrialisation qu’ils voient, après tout, comme « un mal moindre que l’émigration massive de la population vers la république voisine [[232]](#footnote-232) ». Pour d’autres, par contre, l’urbanisation et l’industrialisation, en bouleversant l’ordre social [[233]](#footnote-233) et en favorisant la dégénérescence morale [[234]](#footnote-234), ont surtout des effets néfastes. Par ailleurs, il est évident que le clergé éprouve une certaine gêne à aborder la question économique, question matérielle par excellence [[235]](#footnote-235). Quant aux nationalistes, ils jugent que l’importation massive de capitaux américains constitue une menace sérieuse pour la langue et la culture traditionnelle des Canadiens français en plus d’« étouffer à jamais toute velléité d’indépendance économique [[236]](#footnote-236) ».

Y. Roby conclut que le spectre de la domination économique américaine, surtout dans le climat de prospérité dans lequel baigne le Québec de la fin des années 20, effraie bien peu de monde. Les libéraux provinciaux remportent de grandes victoires électorales, notamment en 1927, alors que Taschereau ne cesse de proclamer qu’il aime mieux importer des dollars américains qu’exporter des Canadiens aux États-Unis. Le mouvement nationaliste, pourtant bien actif au début de la décennie, est maintenant désemparé et « ne rejoint qu’une minorité des Canadiens français [[237]](#footnote-237) ». Il montre qu’après avoir déployé une activité considérable au cours des années 1918-1921 — *L’Action française* tient un important colloque en 1921 sur « les problèmes économiques » — le mouvement nationaliste est victime de l’amélioration rapide de la conjoncture économique et de l’apaisement des tensions ethniques qui en résulte. « Le nationalisme canadien-français devint une fois de plus un mouvement minoritaire d’avant-garde plutôt qu’un mouvement national des masses [[238]](#footnote-238) ».

La grande crise des années 30 insufflera un regain de vie dans le camp nationaliste québécois et la lutte contre la domination économique étrangère en sera un des principaux thèmes [[239]](#footnote-239). L’École sociale populaire, l’Action libérale nationale, l’Union nationale, les Jeune-Canada et plusieurs autres groupements dénoncent les abus de la « dictature économique ». Les recherches faites jusqu’ici cependant ne permettent pas d’évaluer l’impact sur la population de ce véritable blitz de critiques nationalistes. Mais peut-être l’impact est-il moindre que certains le prétendent puisque cette vaste campagne aura des résultats somme toute assez limités. De fait, André-J. Bélanger et Vincent Lemieux posent l’hypothèse que les électeurs québécois, en 1936, ont plus tenu compte de la corruption du régime Taschereau que des promesses de réformes économiques, à caractère nationaliste, faites par l’Union nationale [[240]](#footnote-240).

[155]

Mais le spectre de l’américanisation dépasse de beaucoup la question économique, car les influences culturelles américaines sur le quotidien québécois sont perçues comme de plus en plus dangereuses. Groulx porte un jugement sévère, mais sans doute partagé par une large fraction de l’élite traditionnelle, quant à cette « culture » : le « Sphinx occidental (les États-Unis] est devenu l’une des inquiétudes du monde... Comment ne pas nous effrayer lorsque nous songeons à ce qui déjà nous vient de lui : l’effroyable pourriture de son théâtre, le débraillé de ses magazines. .., l’amoralisme en affaires et en politique, le culte de la richesse sans autre fin qu’elle-même, le relâchement des liens familiaux, la décadence rapide de l’éducation ? [[241]](#footnote-241) »

La menace américaine à la culture traditionnelle du Canada français est le sujet de plusieurs colloques au cours de ces années, dont celui organisé par *La Revue dominicaine* en 1936. Les auteurs analysent l’américanisation de la vie religieuse, de la philosophie, du cinéma, des sports, de la radio, du journal, de la femme, etc. [[242]](#footnote-242) Se référant à ce colloque lors d’une communication qu’il fait en 1944, Mason Wade estime que le portrait de la civilisation américaine qui en ressort est « cauchemardesque » et que ce sont peut-être les pires aspects de la culture américaine qui ont pénétré le Québec [[243]](#footnote-243). Quelques intellectuels canadiens-français partagent cette interprétation, dont Édouard Montpetit, fondateur en 1920 de l’École des Sciences sociales de l’Université de Montréal, pour qui la civilisation américaine est « un mélange d’idéalisme et de matérialisme [[244]](#footnote-244) ». À son avis, les Canadiens français peuvent et devraient utiliser le progrès américain en le pliant au génie français [[245]](#footnote-245). Peter Southam montre que cet intellectuel, pourtant bien accepté dans la société québécoise de son époque, est favorable à la modernisation et qu’il veut, par l’éducation, produire une élite canadienne-française pour en relever le défi [[246]](#footnote-246).

Pendant les années 1920-1945, le Québec subit de profondes transformations. Au dire de l’élite professionnelle et cléricale, la province s’américanise. De nombreux auteurs, cependant, demeurent sceptiques quant à l’impact de la propagande de cette élite sur la masse de la population. Susan Mann Trofimenkoff, dans une réflexion sur l’influence de la revue *L’Action française* des années 20, se demande : « Qui serait susceptible d’écouter longtemps les lamentations de ce malheureux chien de garde ? [[247]](#footnote-247) » Et encore, dans sa présentation d’un recueil de textes de Groulx, traduits en anglais, elle affirme : « Il se peut que les idéologies aient peu d’importance pour le commun des mortels... Les idéologies ont de l’intérêt pour les nationalistes et les universitaires — pour ceux-ci, c’est leur gagne-pain, pour ceux-là, la base de leur prestige — mais leur pertinence pour l’homme de la rue reste à démontrer [[248]](#footnote-248) ».

Jacques Rouillard, auteur d’une histoire de la CSN, laisse entendre que les syndicats catholiques et nationaux ont connu du succès auprès des ouvriers justement parce que leurs préoccupations nationalistes et religieuses n’étaient pas primordiales. « C’est moins l’idéal catholique de paix sociale qui les guidait que la volonté d’assurer la protection des syndiqués », dit-il [[249]](#footnote-249). Plus tard, en traitant des années 30, il soutient : « On ne peut... assimiler la CTCC... à une centrale ’jaune’ qui aurait sacrifié les intérêts et les droits des travailleurs à ceux du patronat et du [156] clergé... La CTCC s’est affirmée avant la guerre comme une centrale authentiquement ouvrière [[250]](#footnote-250) ». Nos propres travaux sur le quotidien *L'Action catholique* nous ont amené à formuler une hypothèse semblable : le journal condamnait ou recommandait, selon le cas, mais les ouailles continuaient d’émigrer vers les villes, ou d’acheter chez les Juifs ou les Anglais, ou de danser, de boire, ou d’aller au cinéma. Bref, ils faisaient comme les Américains. Peut-être se sentaient-ils au moins un peu coupables !

Depuis 1945 :  
l’américanisation — spectre... ou réalité ?

Au sortir de la Deuxième Guerre mondiale, l’économie québécoise connaît une période de croissance rapide qui se poursuivra jusqu’à la fin des années 50. Comme à l’époque de Taschereau, le gouvernement Duplessis pratique une politique d’accueil aux investisseurs étrangers dont les capitaux contribueront largement au développement économique de la Côte-Nord et d’autres régions excentriques de la province : l’exploitation des ressources minières sera privilégiée. Par ailleurs, tout comme en Ontario mais dans une moindre mesure, les filiales de sociétés industrielles américaines s’implantent dans la province, attirées par une main-d’oeuvre abondante, à bon marché et relativement docile. Le Québec achèvera son urbanisation — les deux tiers des citoyens habitent les villes en 1951 — même si le développement social et éducationnel, les institutions et, bien sûr, la carte électorale n’en tiennent pas suffisamment compte.

Les Québécois, eux, vivent de plus en plus au diapason des autres Nord- Américains. Susan Mann Trofimenkoff écrit, dans son histoire sociale et intellectuelle du Québec : « Presque tous les indices d’activité économique, de développement ou de bien-être laissent clairement entendre que le Québec ressemble de plus en plus au reste de l’Amérique du Nord. En fait, les travailleurs d’usine, les syndiqués et les ménagères le disaient depuis des années, mais on ne les écoutait pas (...) Ils font la grève pour des salaires plus élevés et ils dépensent plus sur les biens de consommation. Ils... déménagent en banlieue et ils s’amusent, avec leurs enfants, dans des voitures américaines, à des sports américains, et par le biais de la radio et de la télévision américaines [[251]](#footnote-251) ». Au sujet de la télévision en particulier, Trofimenkoff signale le taux d’acquisition fort rapide de cet appareil — une famille sur dix en possède un en 1952 alors que presque neuf sur dix en sont propriétaires en 1960 — et soutient que ce phénomène « révèle, à la fois visuellement et symboliquement, le processus accéléré d’intégration dans le monde nord-américain de la technologie de consommation [[252]](#footnote-252) ».

Certes, les voix conservatrices ne se taisent pas et, à bien des égards, le régime Duplessis les représente. Mais pour Duplessis, le communisme paraît bien plus un spectre que l’américanisation, tout comme Ottawa, avec ses politiques centralisatrices, l’est plus que Washington. Par ailleurs, le régime semble attacher plus d’importance à des symboles, comme le drapeau fleurdelisé adopté en 1948, qu’à la réalité d’un Québec qui se modernise et qui délaisse ses traditions. Certains [157] croient que les Québécois demeurent quand même essentiellement différents des autres Nord-Américains. La Commission Tremblay, qui réfléchit longuement à cette question, prétend que les Canadiens français ont une conception particulière du progrès qu’ils voient « d’abord comme un perfectionnement de la personne humaine... Il n’y a de progrès réel que si le fonctionnement de la vie commune, sociale ou politique, se traduit en définitive, par une amélioration de l’homme lui-même, une élévation constante de son niveau intellectuel et moral. Le progrès économique y a naturellement sa place, mais de telle manière que, tout en répondant à ses fins spécifiques, il concourt au progrès intellectuel et moral de la population [[253]](#footnote-253) ». La culture canadienne-française est « spiritualiste » ; elle « donne la primauté aux valeurs de l’esprit.. . D’où sa répugnance pour toute forme de matérialisme doctrinaire ou pragmatique dont elle se garde comme de sa propre négation [[254]](#footnote-254) ». On croirait entendre le discours de Mgr L.-A. Pâquet, prononcé à l’occasion de la fête de la Saint-Jean-Baptiste en 1902 !

La critique de la présence américaine grandissante dans la vie économique du Québec semble à nouveau le fait d’une petite minorité. *Le Devoir*, appuyé par *L’Action nationale* et quelques autres groupements, s’acharne inlassablement contre la politique gouvernementale en matière d’investissements étrangers [[255]](#footnote-255). La Commission Tremblay se préoccupe aussi de cette question et soutient que le Québec, en l’absence de capitaux canadiens-français suffisants, « a dû et doit encore se montrer accueillant aux entreprises étrangères, même au risque — pas toujours pressenti d’ailleurs — de voir se constituer dans son propre sein des centres d’influence d’une inspiration nettement étrangère à la tradition culturelle de sa population [[256]](#footnote-256) ». Signalons que le Rapport fut déposé sur les tablettes par Duplessis [[257]](#footnote-257).

La question de la domination étrangère est aussi mise de l’avant à l’occasion de quelques grandes grèves qui paraissent mobiliser une main-d'oeuvre canadienne-française, maltraitée, mal payée, contre un patron étranger qui ne cherche qu’à maximiser ses profits. Ce thème est présent, par exemple, lors de la célèbre grève de l’amiante, abondamment étudiée par les chercheurs [[258]](#footnote-258).

*Cité libre* et la Faculté des Sciences sociales de l’Université Laval constituent d’autres foyers d’opposition au régime Duplessis, mais les études faites ne démontrent pas que la critique des États-Unis est une composante importante de leur discours. Cela se comprend aisément. Cette opposition croit que le Québec n’est pas assez moderne, qu’il doit réformer ses institutions sociales, politiques et économiques afin de rattraper son retard sur le reste du continent [[259]](#footnote-259).

La Révolution tranquille, en plus d’être une période de changement rapide dans tous les principaux secteurs d’activité, donne lieu, comme on le sait, à une généralisation de la critique nationaliste. Le nationalisme économique, avec des thèmes tels « maîtres chez nous », y figure de manière importante, spécialement au cours de la campagne électorale de 1962 portant sur l’étatisation projetée de onze compagnies d’électricité [[260]](#footnote-260). Dans les faits, cependant, ce nationalisme se limitera à [158] quelques cas bien précis et n’aboutira pas à une dénonciation globale du rôle de l’étranger dans l’économie québécoise. Chez une petite minorité, cependant, comme le groupe de *Parti Pris*, il ne faut rien de moins que la décolonisation, c’est-à-dire « l’accès à la souveraineté politique et la mise en application des mécanismes de démocratie économique qui auront ultimement pour effet de soustraire la collectivité québécoise à la domination coloniale anglo-canadienne et à l’exploitation impérialiste américaine [[261]](#footnote-261) ».

Au cours des années 60 et 70, l’antiaméricanisme est un thème plutôt marginal dans le nationalisme québécois. Certes, la critique marxiste, présente dans la revue *Parti pris*, connaît une certaine popularité dans les milieux syndicaux et universitaires. Le spectre américain devient la menace impérialiste et capitaliste ; pour y remédier, il faut l’indépendance politique et économique du Québec et le remplacement du système capitaliste par un régime socialiste. Les plus militantes des centrales syndicales publient des documents et manifestes qui font valoir ces thèmes, tels ceux de la CSN, *Il n’y a plus d’avenir pour le Québec dans le système économique actuel* et *Ne comptons que sur nos propres moyens*, ainsi que celui de la FTQ, *L’État, rouage de notre exploitation* [[262]](#footnote-262). Il faut préciser, cependant, que la bête noire de ces syndiqués est bien plus le gouvernement du Québec, et surtout celui de Robert Bourassa, que le gouvernement américain ou même le capitalisme américain.

Plus généralement, la guerre au Vietnam, la hausse effarante de la criminalité, les émeutes raciales, la décadence des grandes villes américaines et le scandale du Watergate ont certainement contribué à accroître l’image défavorable des États-Unis partagée chez au moins une fraction de l’élite québécoise, notamment dans les milieux intellectuels.

La grande majorité des nationalistes mettent l’accent sur des thèmes tels la place du Québec dans la Confédération canadienne et celle des francophones à l’intérieur du Canada. Il faut étendre le bilinguisme, modifier la constitution pour accroître les pouvoirs du Québec, éventuellement établir un État séparé et indépendant, ou associé économiquement au Canada anglais. Dans ce discours, Ottawa est l’obstacle, non les États-Unis. D’ailleurs il est intéressant de constater jusqu’à quel point le gouvernement du Québec, depuis 1976, a cherché à prendre appui aux États-Unis dans son conflit avec le gouvernement fédéral [[263]](#footnote-263).

Depuis les années 60, les tentatives de définir un nouvel *homo quebecensis* (l’ancien ayant été achevé par la Révolution tranquille) dans un contexte de « mutation culturelle » [[264]](#footnote-264) se poursuivent. Pour les auteurs de la politique québécoise du développement culturel, il ne fait pas de doute que les Québécois demeurent un groupe distinct, qu’ils ne sont pas « de simples parasites culturels profitant paresseusement de ce que les autres collectivités ont façonné [[265]](#footnote-265) ». À l’appui de cette prétention, ils affirment : « Il suffit d’écouter parler ces Québécois ou de converser avec eux pour relever des préoccupations, des aspirations, des espoirs, des inquiétudes et des tourments qui ont peu d’équivalent outre-frontières. Ces discours [159] parlent d’identité propre, de survivance, de patrimoine spécifique, de l’attachement à une langue et à des valeurs, d’un pays à construire, d’espaces à conquérir, de dignité et de fierté, de fidélité au sol [[266]](#footnote-266) ».

Par contre, pour le sociologue Guy Rocher, le souhait de Louis-Antoine Dessaulles [[267]](#footnote-267) est en voie de se réaliser : « Le Canada français devient rapidement, dans les faits sinon dans les constitutions juridiques, un État des États-Unis, une Louisiane du Nord, une étoile francophone attachée au drapeau américain [[268]](#footnote-268) ». De l’avis de Rocher, le spectre américain n’existe plus puisque « l’américanisation du Canada français n’est pas une menace, c’est un fait [[269]](#footnote-269) ». Le Québécois est maintenant un « Américain francophone » plutôt qu’un « Français d’Amérique » [[270]](#footnote-270). Il est « un homme d’Amérique du Nord. Ses goûts sont ceux d’un Nord-Américain. Son rythme de vie, sa nourriture, son vêtement, sa manière d’aborder les problèmes, son mode de relations humaines sont ceux d’un Nord-Américain [[271]](#footnote-271) ». Mais Rocher de conclure qu’il est aussi « possible d’espérer, devant le renouvellement de la fierté québécoise et la recherche de son identité, que le Québec s’engagera dans la voie de l’originalité, de la singularité, qu’il refusera d’être une copie française de la civilisation étatsunienne pour émerger au sein du continent nord-américain sous les traits d’une personnalité distincte du reste de l’Amérique du Nord et cependant authentiquement nord-américaine [[272]](#footnote-272) ». Fernand Dumont, pour sa part, signale l’importance jadis de l’isolement rural et de « l’ignorance collective » dans la survivance et se demande si les enfants de la révolution scolaire, plus instruits, verront « dans la survie d’un type canadien-français une raison d’être. Je parie que l’attraction de l’empire américain sera plus forte [[273]](#footnote-273) ». Plus récemment, F. Dumont a voulu relever la difficulté à définir un Québécois qui soit autre qu’un Américain parlant français [[274]](#footnote-274).

Les recherches manquent pour pouvoir affirmer catégoriquement que ce débat a assez peu d’écho dans la population. Le pessimisme de ces intellectuels ne tient-il pas en partie au fait qu’ils croient que le peuple — et cela a d’ailleurs toujours été la plainte des élites — refuse de reconnaître le danger de l’américanisation, qu’il préfère les modes américaines, qu’il est un avide consommateur de la culture américaine ? Pour le commun des mortels, le spectre américain a-t-il déjà existé ? Édouard Montpetit notait en 1941 que l’opinion des Canadiens français à l’égard des États-Unis « varie selon qu’on interroge le peuple ou l’élite [[275]](#footnote-275) ». Guy Rocher fait la même distinction lorsqu’il soutient : « Dans son ensemble, la population québécoise est beaucoup plus américanisée que (l’)intelligentzia » qui, elle, cherche à entretenir des rapports privilégiés avec la France [[276]](#footnote-276). Quant au peuple, il « n’a jamais élevé de barrage critique à l’endroit de ce qui lui venait des États-Unis. Il avait plutôt l’état d’esprit inverse, admiratif de ce qui se faisait outre quarante-cinquième et prêt à recevoir sans prendre garde tout ce qui en provenait [[277]](#footnote-277) ». Le sujet, pourtant, n’est sûrement pas clos.

\* \* \*

[160]

Conclusion

Au terme de cette recherche, on pourrait sans doute relever plusieurs questions auxquelles l’ensemble des travaux dont nous disposons ne permet pas d’apporter de réponses adéquates. Il nous semble, cependant, que la principale parmi elles porterait sur les facteurs qui ont conditionné la perception qu’ont eue les Québécois d’un prétendu « spectre de l’américanisation ». Bien entendu, le fait que le spectre ait été multiforme — comprenant des éléments politiques (comme la question de l’annexion), économiques (notamment le problème des investissements américains) et culturels (par exemple, l’impact des idées américaines et des pratiques américaines sur la vie québécoise) — complique grandement notre tâche. Néanmoins, il conviendrait d’insister en premier lieu sur la mentalité de chaque époque, telle que façonnée par la société environnante. Il ne fait pas de doute, par exemple, que le Québec moderne des années 60 ne réagira pas, devant les États-Unis, de la même manière que le Québec plus traditionnel des années 20. On ne saurait passer sous silence, non plus, les variations conjoncturelles, notamment sur le plan économique, sur lesquelles Yves Roby et Mason Wade ont tant insisté dans leurs tentatives d’expliquer les sommets et les creux du mouvement nationaliste.

Certains auteurs, au cours de leurs analyses, ont cru bon de faire des distinctions sociales lorsqu’ils traitent de l’impact du nationalisme. De fait, l’appartenance sociale de celui qui « perçoit » est un élément dont on ne saurait faire abstraction. Beaucoup de travaux nous permettent d’apprécier l’attitude du clergé et de l’élite nationaliste face à l’américanisation ; ce fait ne surprend guère quand on sait jusqu’à quel point ce groupe s’est manifesté, par la parole et par l’écrit, dans son effort pour embrigader l’ensemble de la société derrière sa bannière. Mais l’élite nationaliste n’a pas été la seule élite présente sur la scène québécoise. Il faudrait aussi examiner l’élite politique, à laquelle sont consacrés certains travaux, et les hommes d’affaires, dont les sentiments demeurent moins connus. Quant à la masse de la population, aux travailleurs et aux agriculteurs, nous en savons fort peu, même s’il est permis d’énoncer certaines hypothèses à leur égard. Par exemple, l’élite nationaliste aurait-elle déployé tant d’efforts dans la lutte contre l’américanisation si, au fond, elle n’avait pas cru le peuple entiché de la vie américaine ou susceptible de le devenir ? Par ailleurs, la popularité du cinéma américain, des sports américains, de la radio américaine et des modes américaines tout comme le mouvement de dizaines de milliers de Canadiens français vers les États-Unis, du moins jusqu’en 1930, sont peut-être des indications révélatrices d’un comportement américanisant ; mais ces phénomènes ne laissent-ils pas entendre aussi que la population avait tendance à faire la sourde oreille aux imprécations proférées par l’élite cléricale et nationaliste, et à exercer des choix qui augmenteraient le bien-être individuel sans nécessairement tenir compte du bien de la nation ?

Même si nous tenons compte de ces distinctions sociales, il n’est pas exclu qu’à l’intérieur d’un même groupe nous soyons obligés de conclure à l’existence d’une grande diversité d’opinions face aux États-Unis. Qui pourrait soutenir, par [161] exemple, que les intellectuels des années 60 s’entendaient dans leurs réactions devant la civilisation américaine, alors que sur les autres grandes questions de l’heure, leurs voix étaient le plus souvent discordantes ?

En dernier lieu, il faudrait savoir à quelles sources les Québécois ont emprunté leurs « informations » sur l’Amérique, informations qui, fussent-elles vraies, fausses ou très incomplètes, ont dû influer sur leur perception de la république. Était-ce par le truchement des media ? ou par les conversations avec des « exilés » revenus quelque temps voir leur famille ? ou par le tourisme dans les deux sens ? Et pour quelles raisons certains aspects de la vie américaine ont-ils reçu une plus grande publicité et ont-ils donc plus frappé l’imagination populaire ? A-t-on vu surtout la richesse économique ou la pauvreté des masses urbaines des ghettos ? les modes nouvelles ou le taux de criminalité ? les institutions et les pratiques de la démocratie ou le scandale du Watergate ? l’Amérique, puissance pacifique, ou l’Amérique de la guerre au Vietnam ? En d’autres termes, les États-Unis ont eux aussi évolué depuis quatre-vingts ans et cette réalité, changeante, a nécessairement contribué à façonner l’image qu’ont les Québécois de leur voisin du Sud. Mais pourquoi ces observateurs au nord du quarante-cinquième ont-ils insisté sur tel aspect plutôt que sur tel autre, d’une civilisation extrêmement complexe ? Voilà autant d’orientations qui mériteraient une réflexion plus poussée.

[162]

**NOTES  
sur le chapitre 5**

Pour faciliter la consultation des notes en fin de textes, nous les avons toutes converties, dans cette édition numérique des Classiques des sciences sociales, en notes de bas de page. JMT.

[163]

[164]

[165]

[166]

[167]

Richard A. Jones,  
“*Le spectre de l’américanisation*.”

COMMENTAIRE

Par André-J. BÉLANGER

[Retour à la table des matières](#tdm)

« Il n’est pas un homme sensé qui n’admette l’inévitabilité de notre fusion avec les États-Unis [[278]](#footnote-278) ». Ainsi s’exprimait Louis-Antoine Dessaulles, auquel Richard Jones a fait incidemment référence vers la fin de sa communication. Le problème est donc posé dès le XIXe siècle. Cette interprétation du devenir collectif se veut une suite logique de la lecture qu’avait faite Tocqueville du destin de l’Occident, dont l’Amérique devait être l’anticipation. On n’a pas assez insisté, dans le passé, sur la filière tocquevillienne. Il existe, en effet, toute une tradition sourde qu’il est permis de dégager du discours antérieur au nationalisme d’entre-deux-guerres. [*L’Avenir du peuple canadien-français*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.nee.ave) d’Edmond de Nevers y apparaît comme l’expression la plus accomplie, suivi, on s’en souvient moins, d’un ouvrage intitulé [*L’Âme américaine*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.nee.ame1). Tout le dernier chapitre de *L’Avenir*... est consacré à « l’union américaine » où l’auteur affirme d’entrée de jeu la « séparation définitive entre l’ancien monde et le nouveau [[279]](#footnote-279) ». On peut dire que ce texte pose, dans son ensemble, la problématique du dilemme québécois tel que l’apercevra une intelligentsia : une fascination de l’Amérique freinée par de sérieuses réserves humanistes et morales.

Un second classique, dont Jones fait également mention, [*L’Indépendance économique du Canada français*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.boe.ind) d’Errol Bouchette, publié quelques années après, entame ses propos par un thème évocateur, « Le Canada parmi les peuples américains ». Voilà la question qui rebondit à nouveau pour situer l’ensemble du problème canadien et proposer par la suite sa solution de relèvement économique et social.

Qu’il s’agisse de Dessaulles, de de Nevers ou de Bouchette, on sent, à les lire, une constante présence au monde ; présence à ce qui se dit, à ce qui se fait, à ce qui s’écrit. En dépit d’un certain éloignement géographique, il s’agit de générations bien au courant des débats qui animent l’Occident. Les sources de référence sont variées : elles sont françaises, britanniques, américaines et parfois même allemandes. Une intelligentsia, quoique fort réduite, participe bien à son temps.

Avec les nationalismes de Henri Bourassa et de Lionel Groulx, l’ouverture au monde ne fait pas que se rétrécir, elle n’est plus. La pensée se veut autarcique. Elle refuse l’Amérique, son protestantisme et le capitalisme dont il serait issu ; mais elle n’est guère plus à l’aise avec la mère patrie, la France, autrefois fille aimée de l’Église, aujourd’hui fille dévoyée. Bourassa surpasse toute attente lorsqu’il soutient avec force conviction que la séparation nous aura été salutaire dans la mesure où elle nous aura soustrait à l’esprit moderne [[280]](#footnote-280). Autant Dessaulles éprouvait une complicité avec la France, autant ce nationalisme prend ses distances avec elle. Bien sûr, certains auteurs français sont épargnés, mais fort peu. Le discours de [168] Bourassa et de Groulx se déroule sans référence directe à une quelconque communauté de condition avec d’autres sociétés. Suivant cette perspective, le Canada français devient unique et singulier dans sa vocation comme dans son destin.

La rupture, qui s’amorce avec la grande crise des années trente, s’opère sous le signe de la réouverture. Le mouvement jéciste, *La Relève, Les Idées*, etc. s’inspirent largement d’expériences souvent européennes. La France, en particulier, redevient un lieu de référence. Il en est bien différemment des États-Unis dont la pénétration au Québec s’insinue plus qu’elle ne s’impose ouvertement.

Richard Jones souligne déjà l’ampleur de l’influence américaine dans bien des domaines. Il serait également intéressant d’en relever la présence auprès des producteurs intellectuels eux-mêmes. La réforme scolaire introduite au Québec après la Commission Parent se décalque amplement du mode américain de fonctionnement. L’établissement des niveaux de formation à l’Université en fonction des trois cycles, baccalauréat, maîtrise et doctorat en reproduit, dans les grandes lignes, le système universitaire. Il y aurait lieu, cependant, de souligner les cas où parfois la copie prend la forme d’une caricature. La forte spécialisation, par exemple, que l’on note au moins dans certains secteurs des l’Université, comme les sciences sociales, n’est parfois que l’accentuation d’un trait que l’on croit exister aux États-Unis. Nos étudiants sont souvent étonnés de l’élargissement du champ d’observation que leur imposent les universités américaines où ils vont poursuivre leurs études.

À l’autre extrémité du spectre, là où le discours n’est plus soumis aux normes des structures formelles, on enregistre, dans les années 70, une variété de manifestations propres à ce qu’on a convenu d’appeler la contreculture. Elle avait pris sa source dans les occupations d’universités en 1968, répliques, faut-il le rappeler, des expériences américaines et françaises, phénomène néanmoins planétaire où, pour une fois, l’Europe de l’est a dû emboîter le pas avec l’ouest. Au Québec, cette contreculture s’est exprimée à tous les niveaux du comportement, reproduisant avec plus ou moins d’accommodements le modèle californien. Elle a souvent même fait bon ménage avec le nationalisme, association qui n’aurait pas été possible auparavant.

Le spectre de l’américanisation n’est pas pour autant disparu chez certains intellectuels, un récent ouvrage de Pierre Vadeboncoeur est là pour nous le rappeler. Par contre, des hommes politiques comme jadis Mario Beaulieu de l’Union nationale et Rodrigue Tremblay, jadis du Parti québécois, ont proposé une forme de marché commun ou d’association plus étroite avec l’économie américaine. Le récent blitz diplomatique et culturel engagé par M. Jacques-Yvan Morin auprès des États-Unis présente une autre forme de rapprochement auquel le présent colloque n’est certes pas étranger.

L’antiaméricanisme ou le proaméricanisme n’ont de signification que dans leur rapport avec un plus grand ensemble idéologique qui leur sert de référent. Toute analyse thématique offre le danger de soustraire l’observateur de l’essentiel, écueil que Jones a tenté d’éviter et avec raison.

[169]

**NOTES  
du commentaire du chapitre 5**

[170]

[171]

**Les rapports culturels entre le Québec  
et les États-Unis.**

Deuxième partie

PROBLÈMES  
D’AUJOURD’HUI

[Retour à la table des matières](#tdm)

[172]

[173]

**DEUXIÈME partie**.  
PROBLÈMES D’AUJOURD’HUI

6

“L’ARRIÈRE-PLAN  
ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE.”

Par Bruno PERRON

[Retour à la table des matières](#tdm)

[174]

[175]

Introduction

D’entrée de jeu, l’analyse des relations internationales du Québec pose l’épineux problème de la méthode d’analyse. Sans s’attarder trop longuement sur la question, une mise au point apparaît indispensable.

Les relations internationales sont généralement appréhendées dans la perspective d’un État jouissant d’une souveraineté nationale, délimité géographiquement par des frontières intangibles et muni d’une économie nationale. Aucun de ces éléments n’a valeur absolue ni au Québec, ni ailleurs. Le développement de la division internationale du travail, lié à l’expansion des rapports politiques bilatéraux et/ou multilatéraux, limite l’autonomie des dirigeants politiques dans les choix qu’ils posent. Or, le Québec ne constitue pas un « État achevé » : l’extension du champ d’autonomie des provinces est régie par la Constitution canadienne, et les dirigeants provinciaux doivent se plier aux règles du fédéralisme canadien. Le concept d’espace me semble plus apte à cerner le processus d’interrelations des entités politiques.

L’espace caractérise une réalité en situant les rapports de force multiples qui s’exercent entre les acteurs concernés. L’enjeu et les forces structurantes sont deux facettes de l’analyse de l’espace. Il comporte des instances économique, idéologique, sociale et politique. Leur contrôle est convoité par des groupes sociaux particuliers, soit de manière à en consolider l’épicentre, soit pour s’en distancer.

Cette démarche vise à dissiper l’illusion que le Québec peut engager des relations d’égal à égal avec des acteurs de la scène mondiale. Des influences à la fois structurelles et conjoncturelles s’imposent de tout leur poids aux décideurs du Québec, qui nous interdisent de nous limiter aux seules manifestations de ces relations.

Les divers processus entrant en interaction doivent être cernés ; il s’agit du mouvement de structuration économique, de la consolidation politique, de la socialisation et de l’acculturation. De ce point de vue, la politique intérieure d’un pays subit des pressions extérieures qui déterminent, ou conditionnent tout au moins, la prise de décision. Réciproquement, les relations extérieures d’un gouvernement traduiront les tensions économiques, politiques et sociales, propres à la formation en question et elles porteront hors frontière la réponse des responsables politiques aux paradoxes intérieurs et extérieurs. Cette action politique déterminante et déterminée exprime de façon condensée l’existence d’un espace politique qui outrepasse le cadre de l’entité politique étudiée, qu’il s’agisse du Québec, du Canada, des États-Unis, ou d’ailleurs. Le même phénomène prévaut pour l’économie dont le développement fait intervenir des ressources humaines et techniques exogènes et endogènes. Or, à cette étape-ci du développement de l’infrastructure économique et de la parcellisation du processus productif, besoin est de concevoir les rapports économiques à partir d’une notion plus extensive que celle de l’État-nation et de l’économie nationale. Or, le concept d’espace semble compiler la [176] double qualité de permettre la compréhension des rapports internes à une région, tout en intégrant les facteurs extérieurs.

La première partie du travail présentera les principaux éléments de l’espace politique dans lequel le Québec est intégré. Ensuite, l’espace économique québécois sera présenté en abordant les secteurs d’activités dominants et les facteurs de production. Les interrelations de la formation québécoise et de la formation sociale américaine seront cernées pour enfin déboucher sur les paradoxes qui entourent les choix politiques au Québec. Ceux-ci tiennent principalement à l’articulation entre le politique et l’économique, dont la nature est déterminée par les choix politiques des responsables gouvernementaux.

Le concept d’espace

L’espace politique

Les prérogatives fédérales

La province de Québec faisant partie d’un système fédéral, ses relations extérieures sont soumises à une certaine censure du gouvernement d’Ottawa. La Constitution canadienne n’établit pas les responsabilités respectives des deux paliers de gouvernement en la matière, ce qui a permis aux gouvernements provinciaux, notamment au Québec, d’entreprendre des initiatives. Toutefois, celles-ci sont cautionnées par la volonté politique d’Ottawa d’entériner ou non la démarche de Québec. Dans le cas des relations avec les États-Unis, le fédéral détient un instrument de poids pour empêcher l’institutionnalisation de l’axe Québec-Washington. La menace pour les Américains de voir Ottawa contourner les créneaux fédéraux pour développer des relations transfrontalières, incite Washington à traiter le Québec comme « une province comme les autres ». Le gouvernement provincial se heurte à des limites d’ordre politique, même si constitutionnellement rien n’interdit à ses responsables d’entretenir des relations extérieures officielles.

Les rapports stratégiques

L’État québécois n’est pas davantage autonome au plan des rapports stratégiques mondiaux. De façon plus extensive, le Québec est partie prenante d’un espace politique nord-américain qui impose certaines données à ses parties. Ainsi le Québec subit des contraintes qui découlent des prises de position dans le conflit est-ouest, notamment en matière de défense, de relations commerciales, de politiques étrangères et d’organisation économique.

Un développement rapide des relations avec un pays jugé hostile aux États-Unis pourrait être interprété comme de la provocation et de la subversion. Les États-Unis ont un intérêt stratégique à maintenir le Québec, comme toutes les autres régions de l’Occident, en conformité avec les attentes de Washington sur les [177] grandes questions à l’ordre du jour. Les responsables de la vie politique américaine visent à atteindre une homogénéité maximale des déclarations de principes au sujet de la réalité prosaïque internationale. Les attitudes nationalistes au Québec les agacent car ils préfèrent maintenir un Canada fort et uni plutôt que de transiger avec plusieurs gouvernements au nord de leur frontière. Cette position limite beaucoup la marge de manœuvre du Québec dans ses relations avec Washington.

Les négociations multilatérales

Les relations multilatérales influencent également l’évolution des relations bilatérales, comme celles entre le Québec et les États-Unis. Ces relations intègrent les grands débats de fond et les responsables des organisations concernées essaient de dégager un consensus autour des actions à poser pour contrer des problèmes communs. Ceci constitue un nouveau mode de régulation qui favorise une vision globale des rapports politiques, économiques et idéologiques ; le GATT, le FMI, la Banque Mondiale en sont des illustrations concrètes. En tant que signataire du GATT, membre de l’OCDE et des grandes organisations internationales, le Canada contracte des engagements internationaux. Ces obligations prises par le Canada limitent également l’action extérieure du Québec, tout en imposant certaines normes, principalement en matière d’investissement international et de commerce extérieur. L’espace politique dans lequel est inséré le Québec s’étend au-delà des frontières de la province ou du pays, ce qui n’implique nullement une surdétermination étrangère. Néanmoins, ces variables constitutionnelles, stratégiques et multilatérales contribuent aux tensions que rencontrent les décideurs québécois, responsables de la formulation d’une politique extérieure. Elles vont souvent à l’encontre de la structuration cohérente de cette politique, mais elles sont aussi des éléments complémentaires de l’État québécois sous sa forme actuelle. L’articulation entre sa politique intérieure et extérieure est médiatisée par ces variables.

L’espace économique

L'évolution industrielle

Ce qui a été dit de l’espace politique pourrait être repris pour l’espace économique. Car y a-t-il une économie nationale ? La nature des interactions économiques entre le Québec et l’extérieur vont au-delà d’un flux de marchandises. Des liens structuraux unissent l’espace économique québécois à l’espace américain depuis que les États-Unis se sont tournés vers le Québec au début du siècle, pour satisfaire leurs besoins de pâte à papier, de cuivre, de fer et d’autres richesses naturelles. Un mode de développement continentaliste s’est instauré qui incorpore l’évolution industrielle du Québec aux besoins des centres industriels américains constitués [[281]](#footnote-281).

Le développement économique de la province a relevé de facteurs économiques, technologiques et géographiques dont le contrôle est souvent localisé aux États-Unis. Les produits forestiers, les ressources minières, l’énergie hydro-électrique [178] et la main-d’oeuvre bon marché ont été des éléments fondamentaux de notre croissance économique [[282]](#footnote-282).

Et celle-ci a emprunté la voie de l’internationalisation. L’exploitation des matières premières était utilisée comme élément catalyseur du développement industriel. Aujourd’hui, cette situation n’a guère changé car malgré la présence d’entreprises dynamiques, les ressources naturelles constituent toujours le pilier de notre développement économique.

Structurellement, nos échanges économiques dépendent des marchés américains pour les flux d’investissements, de technologie et de marchandises. Par le fait même, toute fluctuation conjoncturelle aux États-Unis a des retombées importantes sur la dynamique des activités économiques de la province. Tel qu’il est mentionné précédemment, il ne faut pas confondre les manifestations et le processus dont elles découlent. Ce processus d’industrialisation s’est entamé sous le signe de l’internationalisme et de l’investissement étranger.

Les secteurs d’activités

Le recours au capital étranger n’est pas un phénomène récent puisqu’il remonte à la Conquête anglaise. Depuis le début du XXe siècle, les Américains ont supplanté les Britanniques en tant que partenaire économique du Canada. Ce renversement d’alliance correspondit à une nouvelle forme d’investissement : l’investissement direct a remplacé l’investissement de portefeuille. En terme concret, la firme est devenue le moyen d’augmenter la croissance économique et d’accroître la part des échanges mondiaux. Les spécificités de l’expérience québécoise se dégagent à la lumière du développement de ses secteurs d’activité. Ce recours au capital étranger ne signifie pas seulement l’acquisition d’une nouvelle technologie ; il entraîne aussi des méthodes de gestion, de même que l’intégration à des réseaux d’échange contrôlés par la firme [[283]](#footnote-283).

La structure économique devient un complément de celle du géant américain : celui-ci détermine une dépendance structurelle. Le tissu industriel provincial évolue dans un cadre quasi dualiste. On retrouve d’une part les petites et moyennes entreprises autochtones, avec quelques exceptions, notamment Bombardier, et d’autre part, les grandes firmes multinationales [[284]](#footnote-284). La diffusion de la technologie se fait inégalement, les grandes entreprises œuvrant de façon exclusive dans leurs propres circuits. Elles contrôlent la propriété industrielle dans certains secteurs, nommément dans l’industrie du pétrole et du charbon, celles du tabac et de la machinerie, l’industrie chimique, celles des principaux métaux et des minéraux non métalliques, les industries d’instruments de précision, du caoutchouc, des appareils électriques, du matériel de transport, et autres [[285]](#footnote-285). Les industries manufacturières sont sous le contrôle étranger dans une proportion de 40 à 45% et le contrôle est total dans le secteur pétrolier, la houille, le caoutchouc et le tabac. Il est également très élevé dans le secteur minier, 80% des revenus imposables étant sous le contrôle du capital étranger [[286]](#footnote-286). En 1979, la contribution du capital étranger en [179] général sur l’emploi se chiffrait aux alentours de 35% [[287]](#footnote-287). De plus, il est à noter que ces grandes entreprises contrôlent 40% des exportations de la province [[288]](#footnote-288).

Les activités liées à l’exploitation des richesses naturelles recueillent une partie importante des mises de fonds étrangères. En contrepartie, les entreprises nationales sont mal intégrées aux réseaux des firmes multinationales. Celles à propriété canadienne-anglaise dominent les industries de l’édition, du bois en grume, du bois de pulpe à papier, de même que l’industrie du meuble. De leur côté, les Canadiens français sont présents surtout dans les industries de produits métalliques, dans l’agro-alimentaire et dans le domaine des transports [[289]](#footnote-289).

La théorie économique néo-libérale postule que la présence des FMN procure des avantages en matière de technologie et de mise en marché, d’économies d’échelle et de revenus. En d’autres termes, la firme est perçue comme un instrument de maximisation de l’efficacité et du bien-être économiques [[290]](#footnote-290), à partir de capitaux bon marché.

Au Québec, l’implantation massive des FMN correspondit à une époque où les taux de croissance économique étaient élevés, la modernisation du tissu industriel accélérée, l’augmentation de tous les revenus rapide, de même que le niveau de vie amélioré. En dépit du fait que la FMN n’avait pas été l’unique agent économique à participer à cet effort de récupération, son apport aura été substantiel. Toutefois, le développement global de l’économie s’est effectué à la faveur de certains secteurs, c’est-à-dire les industries reliées à la consommation de masse et de services. D’un point de vue économique, l’exploitation minière et la production de produits ménagers ou de machines outils représentent toutes le même intérêt. Cependant, la spécialisation dans laquelle s’est engagé le Québec comporte certains dangers : à ce titre, il faut avouer que la province est demeurée largement tributaire de l’extérieur pour l’acquisition de la technologie. De plus, la présence de ces firmes engendre des effets sur la balance des paiements qui ne sont pas sans affecter le Québec. En somme, elles ont eu des effets indirects et induits qui contiennent leurs propres limites. À long terme, ce mode de développement comporte le risque que les effets d’entraînement s’estompent jusqu’à être inhibés complètement, dans l’éventualité où le dynamisme de la filiale, comme pôle de croissance, s’effrite. Ce risque est d’autant plus grand que la firme mène une stratégie mondiale de développement, plutôt que nationale. Les intérêts présidant à ses activités ne correspondent pas nécessairement à ceux du Québec, aujourd’hui à la recherche d’une croissance plus diversifiée.

Une étude sur les élites industrielles au Québec fait ressortir que les dirigeants des FMN préfèrent acheter une unité de production déjà existante dans une proportion de près de 70%, plutôt que de la créer [[291]](#footnote-291). Ceci relativise certains effets bénéfiques habituellement identifiées à l’arrivée de capitaux étrangers. Les fonctions dévolues à la province en font un lieu d’exécution de leurs plans de production qui n’a pas toujours les retombées économiques souhaitées sur le tissu industriel.

[180]

Une dichotomie se manifeste au chapitre des secteurs d’activités pour lesquels on observe une concentration des avoirs selon l’origine et les secteurs. Mais l’insertion d’une région au sein d’une zone d’intégration ne se fait pas selon des modalités toujours préétablies. La fonction économique n’est pas figée ; toutefois, une tendance s’affiche. La force structurante du contexte continental a favorisé le développement du Québec par le biais du secteur primaire, nommément dans le domaine des matières premières et de l’énergie hydro-électrique, ce qui situe grosso modo le rôle de la province dans la division nord-américaine du travail. Aujourd’hui, l’utilisation répandue de l’aluminium comme substitut à l’acier a permis d’élargir notre base économique. Produit au Québec depuis les années vingt, ce métal y est de plus en plus transformé. Simultanément, des capitaux américains ont été investis pour la fabrication de matériel de transport, incluant le véhicule privé et les produits aéronautiques et pneumatiques [[292]](#footnote-292).

La partie des facteurs de production affectée aux activités minières engendre peu de retombées sur la structure industrielle ; la technologie utilisée est importée des États-Unis et les métaux sont exportés suite à un processus banal de transformation. Les retombées sur l’emploi et la masse salariale sont importantes, car l’augmentation corollaire de la demande favorise entre autres certains secteurs. Toutefois, l’ensemble économique demeure mal articulé et dépendant d’éléments exogènes fondamentaux.

Pour sa part, le secteur des services a connu une progression au cours des récentes années. C’est dans cette veine que le matériel de transport, l’informatique et les projets de développement hydro-électrique ont connu une forte poussée, simultanément au commerce et à la finance.

À l’origine, les investissements du secteur primaire ont parfois été motivés par les besoins des centres industriels américains. L’augmentation de la population et du pouvoir d’achat, la diversification et l’augmentation de la production ont entraîné la diversification relative des investissements afin d’exploiter ce nouveau marché [[293]](#footnote-293).

Cet élargissement s’est surtout réalisé à la faveur du secteur tertiaire, qui absorbe par le fait même de plus en plus d’emplois dont le pourcentage atteignait 65% en 1980 [[294]](#footnote-294). La base économique du Québec est demeurée déficiente, étant axée sur la production d’un nombre limité de produits. Certains avantages comparatifs ont été développés, mais ils ont aidé à faire du Québec une société où la consommation de masse a précédé l’élaboration d’un processus productif autocentré et dynamique.

Les exportations

La configuration de nos échanges internationaux, notamment ceux effectués avec les États-Unis, indique les lacunes de notre structure économique. Une caractérisation proposée par Bernard Bonin nous en indique les grands traits ; elle [181] comporte quatre points. *Premièrement*, un tiers de ces exportations est composé de produits finis et un autre tiers, de matières premières. *Deuxièmement*, elles sont fortement concentrées sur quelques pays de destination ; les États-Unis en absorbent plus de 60% [[295]](#footnote-295). *Troisièmement*, plus de 50% reposent sur quelque dix produits. *Quatrièmement*, la tendance commerciale du Québec est sensiblement la même que celle de l’ensemble du Canada ; en conséquence, 50 à 60% de nos exportations doivent vraisemblablement découler du commerce intrafirme [[296]](#footnote-296). En 1980, la liste des dix produits d'exportation les plus importants comprenait le papier d’imprimerie, les minerais, concentrés et déchets de fer, l’aluminium, les automobiles et les châssis, le cuivre, les pièces et moteurs d’avions, l’amiante non manufacturée, les métaux précieux, la pâte de bois et les pâtes similaires et les bois d’œuvre. Exception faite du papier, des pièces d’aluminium et des moteurs d’avions, les autres produits appartiennent soit au secteur primaire ou à celui de la semi-transformation [[297]](#footnote-297). De plus, 75% du commerce avec les États-Unis est dirigé vers les États du Nord-Est américain, ce qui rétrécit davantage l’espace de dépendance.

L’intégration du Québec à l’espace nord-américain se fonde principalement sur ses richesses naturelles ; l’importance du commerce intrafirme indique quant à lui le rôle important des FMN dans ce processus. Certaines entreprises locales arrivent à percer le marché américain. Toutefois, pour des raisons liées aux réseaux commerciaux et vraisemblablement au mode de gestion de ces entreprises, l’importance relative de leurs exportations est assez faible.

La situation de crise

Toute analyse de la conjoncture économique du Québec doit intégrer la variable nord-américaine, car le Québec subit les variations conjoncturelles de l’économie américaine. Comment pourrait-il en être autrement dans le contexte de dépendance structurelle précédemment évoqué ? De plus, la fragmentation sectorielle de la base économique du Québec rend aléatoires les tentatives visant à contrer les dérèglements cycliques et/ou structurels provoqués par l’extérieur. La faiblesse de notre secteur manufacturier n’est pas compensée par l’importance du secteur tertiaire ou du secteur primaire. La place accordée à l’exploitation des matières premières dans une stratégie industrielle comporte des limites. L’exploitation de ces matières premières encourt des coûts énormes lorsque la demande pour ces produits chute ou lorsque les prix tombent. Le dynamisme du processus de développement est alors gravement perturbé. C’est précisément ce qui se produit actuellement pour les produits de base et au plan de la demande et des prix [[298]](#footnote-298).

Les Américains se procurent au Québec 80% de leur amiante, 70% de l’aluminium importé, 45% des importations de papier journal, 40% de celles de fer concentré et un tiers des importations de pièces et de moteurs d’avion, de cuivre et de zinc [[299]](#footnote-299). Toute fluctuation de leur demande pour ces produits, liée à l’augmentation de la concurrence mondiale, rend le Québec vulnérable aux changements conjoncturels des États-Unis.

[182]

Ces perturbations se répercutent sur les infrastructures relevant du secteur privé et du secteur public qui doivent être financées. Ce ralentissement affecte notamment l’industrie du bois de sciage qui fonctionnait à seulement 63% de sa capacité à la fin de 1982. Ce pourcentage a atteint 75% en fin d’année dans l'industrie des pâtes et papier. La situation était encore plus sombre dans le domaine minier qui maintenait son niveau d’activité à la moitié de sa capacité pendant l’été 1982, ce qui a occasionné la mise à pied de 40% des effectifs [[300]](#footnote-300). Le financement de méga-projets à des taux d’intérêts élevés est très onéreux. De plus, ce mode de développement favorise peu les petites unités locales de production, qui se tiennent à l’écart des réseaux d’exportation. La politique économique d’un pays ne doit pas traiter exclusivement des questions de rentabilité. Les problèmes de l’emploi, des disparités régionales et d’égalité des chances doivent être intégrés. Le comportement économique de la firme peut entrer en contradiction avec ces considérations sociales. Son origine extra-territoriale et son orientation productiviste sont de nature à aviver certains conflits sociaux dans le pays d’accueil. Cette orientation est encore plus marquée chez les FMN dont le coût relatif de déplacement hors d’un pays est moins élevé que pour une entreprise d’envergure nationale. Le déplacement d’unités de production provoque des perturbations au sein des collectivités touchées par le chômage. De plus, la place importante que les FMN occupent dans notre économie exerce un puissant impact sur la répartition de l’emploi entre les secteurs.

La force avec laquelle la crise actuelle se répercute au Québec est un indice de la fragilité de la structure productive et elle fait ressortir certains dangers à entretenir des relations économiques inévitablement trop exclusives avec un seul pays. Les États-Unis, qui détenaient 21% du commerce mondial en 1970, n’en contrôlaient plus que 17% en 1978. De plus, le Québec effectue la majeure partie de ses relations économiques avec le Nord-Est américain. Or, les pôles de développement économique aux États-Unis semblent se déplacer du Nord-Est vers le Sud-Ouest. Vu leur stagnation relative, ces régions sont peu susceptibles de dynamiser davantage notre économie.

La crise actuelle exacerbe les coûts imputables à la présence du capital multinational. En plus de devoir payer des dividendes et autres redevances, il peut conduire à l’inefficacité et à la limitation de l’exercice de la souveraineté nationale. Ainsi, la tendance à l’augmentation de la concentration de l’activité économique, les pratiques restrictives en matière de commerce international et les distorsions apparaissant dans le processus de développement économique, seraient autant d’exemples d’inefficacité. Sur le plan politique, les choix de gouvernements sont réduits dans la mesure où les firmes peuvent user de représailles [[301]](#footnote-301). Certains enjeux réels apparaissent de façon plus claire, en l’occurrence le contrôle du système économique, incluant les réseaux de production et de distribution.

[183]

Les interrelations

Les centres de décision

Toute réflexion sur un processus de structuration serait incomplète si elle ne mettait pas en lumière le rôle des centres de décisions. Au-delà de l’infrastructure économique, l’économie relève d’interrelations des groupes sociaux qui constituent le mode de relations sociales. Ici au Québec, le capital étranger est souvent engagé dans les domaines d’activité les plus rémunérateurs et les plus dynamiques, ce qui peut limiter les possibilités d’investissement des capitalistes locaux [[302]](#footnote-302). Ce contrôle étranger est la conséquence de la contribution du capital transnational au développement économique d’une région. Il comporte des désavantages, notamment au chapitre de l’attribution des ressources ; il ne se traduit pas automatiquement par une allocation qui soit dans le plus grand intérêt de la région. Ces centres de pouvoir constitués à l’extérieur du pays, possèdent les moyens d’allouer les ressources dans les domaines de leur choix, selon les besoins de la firme. Le laissez-faire économique sous-jacent à cette mainmise étrangère se concrétise par une économie extravertie, spécialisée dans certains secteurs d’exportation. Cette démarche peut pallier certaines lacunes imputables à l’exiguïté des marchés et, l’insuffisance de capitaux et de savoir-faire technologique. Malheureusement, la crise actuelle nous enseigne que l’absence de contrôle sur nos leviers économiques rend difficile la régulation de notre système. Et, à la limite, il faut reconnaître que des pressions multiples s’exerçant sur l’économie peuvent conduire au désengagement des capitaux. Rien ne le leur interdit.

À telle enseigne que les responsables économiques et politiques ne peuvent que constater la plupart du temps leur impuissance à contrer le problème qui s’inscrit dans les structures du système. Le contrôle sur l’investissement confère également un pouvoir discrétionnaire sur les dividendes, la recherche et le développement, aussi bien que sur la politique d’achat. Or, ces différentes attributions ont une importance primordiale pour l’avenir d’un système productif intégré, dans un monde de concurrence. En 1982, la recherche et le développement au Canada ne totalisaient que 1,0% du PNB, alors que la RFA y consacrait 2,28%, les États-Unis 2,25, le Royaume-Uni 2,05, le Japon 1,92 et la France 1,8 [[303]](#footnote-303). Cette faiblesse laisse la province à la merci du bon vouloir des investisseurs américains et autres qui font peser la menace du chômage et du retrait de la province, vu leur importance relative. Ajoutons toutefois que certains y voient par contre le signe d’une optimisation des découvertes technologiques au moindre coût [[304]](#footnote-304).

Économie et culture

Un autre domaine où les interrelations consolident l’appartenance du Québec à l’espace nord-américain est celui de la socialisation et de l’acculturation. Le type de technologie utilisée influe sur les cadences de travail, les rémunérations et l’éventail des produits accessibles à la consommation ; ce sont là autant d’éléments [184] qui affectent le processus de socialisation et d’identification à certaines valeurs. Le niveau de développement économique exige un certain type d’éducation qui inculque les bases intellectuelles du système de production. Or, est-il besoin de rappeler les thèmes de rationalité et de concurrence comme moyens d’efficacité, ceux d’intégration économique, d’avantages comparatifs et d’intérêt général. Ces référents ne sont pas exclusifs au monde de l’éducation car, en plus d’être omniprésents dans le monde du travail, ces objectifs imbibent les médias écrits et parlés. Ce type de relations culturelles prend une dimension particulière au Québec, car le rôle de « leadership » américain en matière économique est reconnu et souhaité par les autorités. La recherche de la croissance et de la consommation de masse ancre l’esprit de l’individu en des valeurs matérielles. Les opinions, les attitudes et les attentes passent de plus en plus par le spectre économique, en vue d’une plus grande jouissance. L’acculturation est alors conditionnée par la modernisation et l’intégration personnelle aux réseaux économiques. La production, la reproduction et la quotidienneté en général sont frappées du sceau du réalisme économique. Et la spécialisation des tâches sous-jacentes à ce mode de production sécrète une hiérarchisation qui encourage une certaine passivité face aux grands enjeux socioéconomiques. Peut-être devons-nous définir le processus d’américanisation à la lumière du primat de la consommation de masse et de la passivité individuelle sur l’action transformatrice. Mais le souci de l’explication scientifique rend aléatoire ce type d’analyse qui transcende à la fois le matériel et le psychologique.

On peut s’interroger sur l’existence ou non de nouvelles valeurs liées à ce processus. Quelle que soit la réponse, il y a tout au moins un réaménagement des valeurs. La forte présence économique américaine au Québec a renforcé la modification de la culture populaire.

Le syndicalisme

Un autre domaine exerce une force attractive vers les États-Unis ; il s’agit du syndicalisme. Une partie importante des effectifs syndicaux (gravitant autour de 40%) est membre d’un local canadien d’un syndicat international américain. Les relations Québec/États-Unis empruntant ce créneau illustrent à bien des égards le rapport de force qui caractérise nos relations en général. Il est assez difficile de tracer une ligne de démarcation nette entre ce qui est qualifié de « syndicalisme d’affaires » et « le syndicalisme de lutte ». Ceci est d’autant plus vrai que les syndicats québécois affiliés aux syndicats américains déploient certains efforts pour maintenir leur identité. Néanmoins, il n’est pas faux de dire que leurs revendications syndicales sont surtout axées vers la satisfaction individuelle des besoins, aux dépens de revendications plus politiques, même si elles n’en sont pas complètement exclues. Au contraire, ce syndicalisme d’affaires est orienté vers les questions salariales et les sujets connexes à la sécurité financière.

En ce qui a trait aux prises de positions sur certaines questions de fond, les syndicalistes américains optent volontiers pour un nationalisme économique, tout [185] en acceptant de coordonner l’action ouvrière dans les pays où œuvrent les firmes multinationales américaines [[305]](#footnote-305). Une telle position entre en contradiction avec leurs prétentions internationalistes. Elle reflète en tout cas la proximité des intérêts défendus dans le monde syndical et dans celui des affaires. Ce nationalisme semble cependant s’exercer à sens unique, vu que les divisions étrangères d’un syndicat américain ne sont pas autorisées à adopter des positions du même ordre si des intérêts américains doivent s’en trouver compromis. La logique et la cohérence de la croissance sont centrées sur un pôle économique précis, à savoir les États-Unis. Cet ethnocentrisme manipule à la fois des intérêts et des valeurs qui valorisent la croissance économique dans le cadre capitaliste américain. Cette démarche syndicale n’est pas orientée vers les besoins spécifiques de la région d’accueil ; elle s’avère d’emblée mal adaptée pour engager un progrès politico-social qui intégrerait la responsabilité de tout un chacun, dans un cadre où les décisions seraient prises de façon concertée entre tous les agents économiques.

Le syndicalisme a pour objectif avoué de défendre les intérêts des travailleurs. Cependant, une filiation semble exister entre les syndicats internationaux et les FMN ; elle est de nature à nous amener à réfléchir aux intentions réelles de leurs dirigeants et à l’impact sur les relations entre le Québec et les États-Unis.

Idéologies et choix politiques

Nationalisme ou continentalisme

Au cours de son histoire, le Québec a eu à prendre position sur des questions regardant les États-Unis. Le Gouvernement central du Canada a posé plusieurs choix au nom du pays tout entier. Néanmoins, la question du renforcement de nos relations avec les États-Unis a été soulevée à plusieurs reprises depuis que les treize États de la Nouvelle-Angleterre ont rompu leurs liens coloniaux. L’hésitation à nous engager vers un resserrement des liens ou au maintien d’une distanciation, relève vraisemblablement des paradoxes sous-jacents à l’une ou l’autre des options [[306]](#footnote-306). Ces choix politiques concernaient le type de stratégie économique nationale. La médiation des institutions politiques a donc joué, et joue toujours, un grand rôle dans l’insertion d’un pays dans les rapports économiques internationaux.

D’un point de vue économique, l’attrait du savoir-faire et du marché constitue une force d’attraction. Par contre, le désir de construire des avantages comparatifs dans des secteurs autres que ceux privilégiés par les Américains confère un rôle différent aux agents internes et externes. L’éternel débat autour du continentalisme a été relancé en janvier dernier par une déclaration du ministre Landry en faveur de l’établissement d’un marché commun entre le Québec et les États-Unis [[307]](#footnote-307). Cette option peut se motiver par le désir d’abaisser le coût des produits importés des États-Unis, d’intégrer davantage les processus productifs, ce qui entraînerait une intégration plus poussée des marchés. Il ne faut toutefois pas perdre de vue les [186] visées politiques sous-jacentes à cette démarche. Malgré les avantages de cette approche, il faut évoquer ses dangers politiques.

Comme le mentionnait Paul Painchaud dans un article portant sur nos relations avec les États-Unis, « il n’y a pas d’économie internationale pure : tout est politique dès lors qu’il s’agit de relations avec l’étranger [[308]](#footnote-308) ».

Le choix posé par nos dirigeants politiques comporte des aspects à la fois positifs et négatifs. L’intégration continentale pourrait faciliter l’approfondissement d’un vaste marché. D’une part, elle rendrait le Québec plus dépendant de pôles de décision, et assujetti aux zones de formulation de stratégies. Déjà, la présence des FMN circonscrit en partie le rôle économique laissé aux entreprises locales dont la participation à la vie économique semble délimitée par l’espace non occupé par les grandes firmes. Et pourtant, les autorités politiques actuelles disent miser sur les PME. La politique économique d’un Québec inféodé davantage aux États-Unis serait plus sujette aux pressions politiques et économiques américaines. L’écart entre les deux gouvernements en matière économique laisse déjà peu de marge de manœuvre au Québec dans ses choix économiques. L’intégration risquerait de les réduire encore. L’approfondissement de cet espace nord-américain impose des limites aux initiatives de développement régional.

D’autre part, le Québec a besoin de capitaux pour se développer, tout autant que d’un marché extérieur pour écouler sa production. Les relations politiques conditionnées par la proximité géographique soit la géopolitique, et l’importance actuelle des États-Unis comme partenaire commercial du Québec incitent à la prudence. Cela ne signifie pas que nos dirigeants doivent suivre la voie d’un réalisme politique invétéré et qu’ils condamnent le Québec à ramasser ce que les Américains veulent bien lui accorder. Malgré les limites imposées par la géopolitique, les dirigeants disposent d’une autonomie relative dans les choix qu’ils posent.

La politique de rapprochement des pays, à l’intérieur de rassemblements plus ou moins imperméables, incite la province à protéger ses arrières en se rangeant dans un camp. Cependant les États-Unis ne connaissent plus la croissance économique d’antan : leur rôle stimulateur peut s’avérer plus mitigé.

La tendance bien ancrée des FMN à favoriser le commerce intrafirme ne sera pas radiée avec la continentalisation accélérée. De plus, aucune mécanique n’assure que la base économique du Québec serait plus diversifiée par un processus accéléré d’intégration. D’ailleurs, l’expérience européenne démontre que l’intégration économique accroît la stabilité des marchés. La diversification de l’économie québécoise risquerait donc d’être ralentie par l’intégration nord-américaine. Le Québec peut choisir d’acquérir des avantages comparés par le truchement de la FMN ou il peut opter pour un interventionnisme ou toute autre forme d’organisation économique impliquant des acteurs locaux. La réalité politique et économique conditionnent la prise de décision, mais le réalisme ne doit pas couper les dirigeants des projets susceptibles de consolider la base économique du Québec. Les tentatives [187] de formulation d’une politique industrielle cohérente pour le Québec avec la publication de *Bâtir le Québec* (1979) et *Le Virage technologique* (1982) indiquent les problèmes de diversification de la base économique. Or, les débats actuels suscités par les sociétés d’État sont suffisamment importants pour indiquer les différences d’intérêts liées aux divergences de vues. La mise sur pied d’un marché commun constitue un choix politique dont il convient de saisir toutes les dimensions.

La relation politico-économique

La région a acquis un caractère périphérique que lui confère son inégalité structurelle. Toute politique de reprise en main de l’économie peut nous entraîner dans une situation de déséquilibre important. Mais celle prévalant aujourd’hui n’est pas étrangère au chômage, à la réduction de la productivité ou à la déflation économique. L'intériorisation élargie des relations actuelles du Québec avec notre puissant voisin est une question éminemment politique. Tout dépendra des choix politiques du Gouvernement. Malgré les influences externes multiples, la responsabilité de la décision revient aux hommes politiques qui doivent choisir entre une spécialisation nord-américaine par une rationalisation des activités, le maintien d’une relative indépendance économique destinée à orienter le développement économique selon une politique industrielle nationale, ou tout autre projet conciliant les soucis d’indépendance et d’efficacité. L’un ou l’autre de ces choix n’élimine pas les Américains des circuits économiques québécois. Cependant, la pondération des rôles respectifs serait différente, de même que la possibilité pour le Québec de contrôler son devenir. En avril 1972, le Président Nixon présentait à Ottawa ce qui est devenu la base des relations politiques bilatérales. La Doctrine Nixon rappelait que le Canada et les États-Unis sont deux entités spécifiques aux intérêts particuliers et que les politiques de chacun doivent être autonomes et indépendantes [[309]](#footnote-309). L'étendue de la coopération actuelle ne doit pas faire oublier le caractère spécifique des intérêts. Les politiques indépendantes et autonomes souhaitées par le Président Nixon s’accommodent mal d’une dépendance économique qui traduit une inégalité structurelle importante. Aucune logique mécanique n’a orienté la politique continentale jusqu’à maintenant ; elle a été le résultat de rapports de forces économiques et de décisions politiques. Il ne semble pas y avoir davantage de relations strictement naturelles que de « gros bon sens » en politique. Tout dépend des objectifs fixés par l’État. Paradoxalement, certains nationalistes québécois souhaitent que les relations avec les États-Unis s’approfondissent pour faire contrepoids à l’influence canadienne-anglaise [[310]](#footnote-310). Besoin est de s’interroger sur les dangers que ce contrepoids ne devienne à son tour contraignant à tous égards. Faut-il rappeler que la sympathie américaine vis-à-vis du mouvement national québécois n’est pas particulièrement virulente ? Au contraire ! Et réciproquement, une partie très importante de l’élite politique et économique régionale souhaite approfondir les relations avec les Américains dans la perspective à court terme de meilleures affaires. Ces intérêts fractionnels ne peuvent pas être considérés comme garants des intérêts à long terme plus vastes. Il n’est pas rare de les voir se soulever contre des politiques visant à accroître le contrôle national sur un secteur d’activité. [188] L’engagement des provinces dans le domaine des relations internationales reflète des intérêts internes. Cela dit, comment une plus grande intégration aux États-Unis garantirait-elle le respect de cette spécificité ? La force relative du Québec par rapport aux États-Unis est moins grande que par rapport au reste du Canada. Comment peut-on alléguer que le Québec serait plus à même de renégocier les modalités d’une intégration nord-américaine alors qu’il arrive difficilement à faire prévaloir ses vues au sein du Canada ?

Les relations américano-québécoises englobent un champ de dépendance et de déterminations dont le Québec est la partie faible. La force économique est à même de conduire à l’imposition de modalités économiques. Cette détermination extérieure plaide en faveur d’une diversification des partenaires du Québec. Cependant, la difficulté pour un pays de s’introduire à l’intérieur d’un regroupement économique oblige à nuancer l’analyse. On peut s’interroger sur les possibilités réelles de la province de développer de nouveaux avantages comparatifs avec le Japon ou la CEE qui sont des centres économiques constitués. Une étude réalisée en 1980 évaluait à 7,8% le potentiel de substitution des importations américaines par des importations européennes ou japonaises [[311]](#footnote-311). De plus, les apports extérieurs qu’ils exigent sont dans le secteur des matières premières et dans celui de la technologie hautement sophistiquée. Dans le premier cas, le Québec maintiendrait une inégalité structurelle jusqu’ici dénoncée. Dans le second, il est pratiquement absent. Les secteurs mitoyens intéressants pour le Québec existent assurément, mais il faut reconnaître qu’ils sont à identifier et à développer. Reste l’approfondissement des marchés du Tiers-Monde.

Les solutions aux problèmes reliés aux échanges américano-québécois comportent leurs ambiguïtés et leurs zones d’incertitudes. D’un point de vue strictement commercial, les échanges mondiaux sont encadrés par l’interventionnisme des États lié à certaines politiques restrictives des firmes elles-mêmes. Le rééquilibrage de nos relations commerciales se heurte immanquablement à des limites structurelles.

Mais une telle constatation ne fait que situer la force d’attraction économique qui retient le Québec au géant américain. Cela n’empêche pas d’explorer toutes les possibilités. À ce chapitre, il ne faut pas négliger les pressions exercées par la population sur le gouvernement. Les pouvoirs publics doivent considérer les tendances majeures de l’opinion publique avant d’adopter les moyens à mettre en œuvre. Cependant, l’illusion joue aussi à ce niveau. La socialisation et l’acculturation constituent une force d’attraction qui prédispose à un certain choix. D’où l’importance du culturel.

[189]

Bibliographie

Ouvrages généraux

*Annuaire du Québec 1979-1980*. Québec, l’Éditeur Officiel, 1980.

Beigie, C. et A.O. Hero Jr.

*Natural resources in US-Canadian relations*; vol. 2 Patterns *and trends in resource supplies and policies*. Boulder, Westview Press, 1980.

Bissonnette, L.

« The evolution of Quebec-American diplomacy », Calvin Veltman, *Contemporary Quebec* (Montréal, Université du Québec à Montréal, 1981) : 162-169.

Boismenu, G. et al.

*Espace régional et nation ; pour un nouveau débat sur le Québec*. Montréal, Boréal Express, 1983.

Bureau de la statistique du Québec.

*Exportations internationales du Québec*. Québec, Éditeur Officiel, 1980.

Canadian-American Committee.

*Bilateral relations in an uncertain world context : Canada-US relations ; a staff report*. Montréal, C.D. Howe Research Institute, 1978.

Clarkson, S.

*An independent foreign policy for Canada ?* Toronto, Montréal, McClelland & Stewart, 1968.

Comité sénatorial permanent des Affaires étrangères.

*Les relations Canada-États-Unis*; vol. II. *Les relations commerciales du Canada avec les États-Unis*. Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1978.

Coy, R.W. et S.M. Jamieson.

« Canadian Labor in the continental perspective », A. B. Fox et al., *Canada and the United States ; Transnational and transgovernmental relations* (New York, Columbia University Press, 1976) : 210-233.

Dobell, P.C.

*Canada’s power and role in the world*. London, New York, Toronto, Oxford University Press, 1972.

Durocher, R. et P.-A. Linteau.

*Le retard du Québec et l’infériorité économique des Canadiens français*. Québec, Boréal Express, 1971.

Fox A.B., A.O. Hero et J.S. Nye.

*Canada and the United States : transnational and transgovernmental relations*. New York, Columbia University Press, 1976.

Gaudet, G.

« Forces underlying the évolution of natural resource policies in Quebec, C.E. Beigie et A.O. *Hero, Natural Resources in U.S.-Canadian relations*, vol. 1 (Boulder Westview Press, 1980) : 247-266.

Gilpin, R.

« Integration and desintegration on the North American continent », A.B. Fox et al., *Canada and the United States ; transnational and transgovernmental relations*, New York, Columbia University Press, 1976.

[190]

Greenwood, Ted.

« Canadian-American trade in energy resources », A.B. Fox et al., *Canada and the United States ; transnational and transgovernmental relations* (New York, Columbia University Press, 1976) :97-118.

Groupe de recherche sur les élites industrielles au Québec (Le).

*Les industriels au Québec et leur rôle dans le développement économique*. Montréal, Rapport présenté au ministère de l’Industrie et du Commerce, janvier 1976, août 1977.

Harvey, P.

« Pourquoi le Québec et les Canadiens français occupent-ils une place inférieure sur le plan économique ? », René Durocher et Paul-André Linteau, *Le retard du Québec*, Montréal, Boréal Express, 1971.

Henry, Jacques.

« La dépendance structurelle du Québec dans un Canada dominé par les États-Unis », Albert Legault et A.O. Hero, *Le nationalisme québécois à la croisée des chemins*, Québec, Centre québécois des relations internationales, Collection Choix, 1975.

Holmes, J.W.

« Impact of domestic political factors on Canadian-American relations : Canada », A.B. Fox et al., *Canada and the United States ; transnational and transgovernmental relations* (New York, Columbia University Press, 1976) : 19-43.

Hood, N. et S. Young.

*The Economics of Multinational Enterprise*. London et New York, Longman, 1979.

Keohane, R.O. et J.S. Nye.

« Introduction : the complex of Canadian-American interdependence », A.B. Fox et al., *Canada and the United States ; transnational and transgovernmental relations* (New York, Columbia University Press, 1976) :3- 15.

Lamorie, Andrew

*How they sold Canada to the USA*. Toronto, N.C. Press Ltd, 1976.

Levitt, Karl.

*La capitulation tranquille*. Montréal, L’étincelle, 1973.

Ministère de l’Industrie et du Commerce.

*La situation économique du Québec*. Québec, Éditeur Officiel, 1981.

Nappi, Camine.

*La structure des exportations du Québec*. Montréal, C.D. Howe, 1978.

O.P.D.Q.

*Analyse structurelle à moyen terme de l’économie du Québec*. O.P.D.Q., février 1977.

Painchaud, P.

*Le Canada et le Québec sur la scène internationale*. Québec, Presses de l’Université du Québec, 1977.

Saint-Germain, Marcel.

*Une économie à libérer*. Montréal, Presses de l’Université de Montréal, 1973.

Sales, Arnaud.

*La bourgeoisie industrielle au Québec*. Montréal, Presses de l’Université de Montréal, 1979.

[191]

Secrétariat au développement économique du Québec.

*Aperçu de la situation économique du Québec en 1982*. Québec, Éditeur Officiel, 1982.

Statistique Canada.

*L’emploi dans les entreprises sous contrôle national et étranger : une analyse par province*. Ottawa, Statistique Canada 1975.

Statistique Canada.

*Industries manufacturières du Canada : niveau infraprovincial*. Ottawa, Statistique Canada, 1979.

Statistique Canada.

*Loi sur les déclarations des corporations et des syndicats ouvriers*. Rapport 1980. Partie 1, corporations.

The Standing Senate Committee on Foreign Affairs.

*Canada-United States relations ; Canada’s trade relations with the United States*, vol. III. Ottawa, Services Canada, mars 1982.

Valaskakis, Kimon.

*Le Québec et son destin international : les enjeux géopolitiques*. Montréal, Quinze, 1980.

Veltman, Calvin et al.

*Contemporary Québec*. Montréal, Université du Québec à Montréal, 1981.

Revues spécialisées

Alper, Donald.

« Congressional attitudes towards Canada and Canada-United States relations », *American Review of Canadian Studies*, 10, 2 (aut. 1980) : 26-36.

Armstrong, W.C.

« The American perspective », *Proceedings of the Academy of Political Science*, 32, 2 (1976) : 1-13.

Bonin, B.

« Economic factors in Quebec’s foreign policy », *Les cahiers du CETAI*, no 82-06, École des HEC, Montréal, juillet 1982. 39 p.

Bonin, B.

« U.S.A. — Quebec economic relations : a background paper », *Les cahiers du CETAI*, no 82-01, École des HEC, Montréal, janvier 1982. 35 p.

Bonin, B.

*U.S.A. — Quebec économie relations : some interactions between trade and investment*. (A paraître).

Chapdelaine, Jean.

« Esquisse d’une politique extérieure d’un Québec souverain — Genèse et perspective », *Etudes internationales*, 8, 2 (juin 1977) :342-355.

Cox, R.W. et S.M. Jamieson.

« Canadian labor in the continental perspective », *International Organization*, 28, 4(août 1974) :803-826.

Denis, J.-E. et E. Lindekens.

« Perspectives de coopération industrielle dans le contexte de l’Accord cadre entre le Canada et les Communautés européennes ». *Revue d’intégration européenne*, 1, 2 (1978) : 107-124.

[192]

Denis, J.-E. et E. Lindekens.

« Third option never given a fair chance », *Canadian Business Review*, 7, l (print. 1980) :5-7.

Dinsmore, John.

« Les échanges internationaux du Québec », *Études Internationales*, 7, 1 (1976) : 110-115.

Dobell, Peter C.

« Negociating with the United States », *International Journal*, 36, 1 (hiv. 1980-1981) :17-36.

Faucher, Albert.

« Le caractère continental de l’industrialisation au Québec », *Recherches sociographiques*, 6, 3 (sept.-déc. 1965).

Forest, J.G.

« À propos de la <troisième option> et de la politique américaine », *Études Internationales*, 13, 2 (juin 1982) :305- 321.

Galarneau, H.

« Chronique des relations extérieures du Canada et du Québec », *Études Internationales*, 13, 2 (juin 1982) : 323- 364.

Gilpin, Robert.

« Les investissements directs américains et la présence de deux nationalismes au Canada », *Études Internationales*, 2, l (mars 1971) :44-57.

Latouche, Daniel.

« Quebec and North American subsystem : one possible scénario », *International Organization*, 28, 4 (aut. 1974) : 931-960.

Safarian, A.O.

« Foreign ownership and industrial be- haviour : a comment on the weakest link ». *Analyse de Politiques*, 5 (été 1979) : 318-325.

[193]

**NOTES du chapitre 6**

Pour faciliter la consultation des notes en fin de textes, nous les avons toutes converties, dans cette édition numérique des Classiques des sciences sociales, en notes de bas de page. JMT.

[194]

[195]

Bruno Perron,  
“*L’arrière-plan économique et politique*.”

COMMENTAIRE

Les relations économiques Québec/États-Unis  
à la lumière des tendances récentes

Par Pierre-André JULIEN

[Retour à la table des matières](#tdm)

La communication de Monsieur Perron a permis, à l’aide de différentes données et de plusieurs études historiques ou récentes, de rappeler ou de préciser les principaux nœuds et le poids des liaisons entre le Québec et les États-Unis via ou non le Canada, ou plutôt de montrer les divers chemins permettant au mode de vie socio-économique américain de pénétrer et d’influencer fortement la production et la consommation québécoises. On pourrait contester quelques chiffres, les opposer à d’autres ou encore citer quelques études qui contredisent ou nuancent certaines hypothèses. Mais ces critiques seraient plutôt mineures et ne changeraient pas beaucoup l’image qui se dégage de son analyse. Je préfère plutôt en tirer quelques réflexions plus générales sur l’influence économique américaine sur le Québec ou plus précisément poser trois questions plus ouvertes sur l’avenir ou plus prospectives. La première question s’arrêtera sur le problème des liaisons entre l’économique d’une part et le politique et le culturel d’autre part. La deuxième question nuancera l’image pessimiste (pour les Québécois du moins) de la dépendance du Québec vis-à-vis des États-Unis à la lumière de diverses tendances qui semblent se faire jour tant aux États-Unis qu’au Québec. La troisième question portera sur le quoi faire, face à l’énorme influence américaine mettant probablement en péril la spécificité québécoise.

L’influence américaine atteint-elle  
tous les aspects du monde québécois ?

En 1976-1978, un groupe d’universitaires dont je faisais partie, venant de cinq institutions québécoises, ont réalisé, pour le compte de l’O.P.D.Q., une grosse étude systématique sur le devenir québécois dont seule l’étape de l’analyse du système québécois actuel a été terminée (les deux autres étapes proprement prospectives n’ayant pu obtenir le financement nécessaire) et qui a donné lieu à 26 volumes [[312]](#footnote-312). Cette étude a montré la prépondérance du système extérieur, en particulier de celui des États-Unis, sur le développement du Québec et par ricochet la dépendance des sous-systèmes économiques, technologiques et, à un degré moindre, urbain et régional. Le sous-système écologique étant encore peu structuré, seul le sous-système des valeurs où l’on retrouve tant les idéologies que la langue et les modes de pensée des Québécois permettait plus facilement de justifier [196] une certaine spécificité du Québec par rapport aux États-Unis (ou par rapport au Canada) et par le fait même de justifier une telle étude sur le Québec face à ses voisins. Mais si Marx a raison, la superstructure économique américanisée est en train d’emporter les valeurs québécoises et ainsi de faire disparaître cette spécificité [[313]](#footnote-313).

Si au contraire les valeurs sont motrices comme font avancé des sociologues tels Weber ou Parsons, elles finiront par élargir la « québécitude » au monde économique. Mais si plutôt Gramsci a raison, les valeurs sont en même temps mues et motrices ; et même si la spécificité québécoise demeure très fragile, les jeux ne sont pas encore faits pour l’élargir ou sinon la rétrécir.

Comme l’a montré Camille Bronsard [[314]](#footnote-314), le culturel est terriblement lié à l’économique ; il influence ce dernier tout en subissant fortement son influence. Il peut difficilement être séparé ; et ceux qui parlent de « souveraineté culturelle » sans voir aussi l’aspect économique sont irréalistes.

Le devenir de la « québécitude »  
face au changement

Mais cette fragilité de la spécificité québécoise est atténuée par un certain nombre de changements dans les divers facteurs qui l’influencent et en premier lieu dans la diminution relative de la puissance américaine et donc de sa force de domination. En effet sans remonter à bien loin dans l’histoire, la « pax americana » qui s’était établie en particulier à la fin de la Deuxième Grande Guerre et qui permit par exemple d’établir l’hégémonie économique du dollar américain avec les accords de Bretton Woods s’est bien affaiblie depuis, comme on peut le voir dans le tableau suivant, avec la baisse de l’importance de la production américaine dans le commerce mondial [[315]](#footnote-315) et la consommation intérieure, ou avec la fin de la conversion en or du dollar en 1971, ou encore au niveau politique avec les difficultés de la politique américaine actuelle au Liban, alors que, en 1958, le débarquement des Marines américaines dans ce même pays avait atteint tous ses objectifs en quelques jours.

Le deuxième changement amplifie ce mouvement par rapport au Québec avec l’évolution du coeur de l’économie nord-américaine vers le sud-ouest, ou plus précisément vers le Pacifique et l’immense marché asiatique. Comme l’a montré Perron, la plus grande partie des liaisons économiques du Québec avec son voisin du Sud se fait effectivement avec la Nouvelle-Angleterre, dont l’économie s’affaiblit par rapport par exemple à la Californie ou au Texas.

Ainsi, si l’influence américaine passe par un réseau d’informations ou d’énergie dont les émissions s’amenuisent, il est possible qu’elle permette à la spécificité québécoise de mieux survivre ou de mieux se développer. D’autant plus que bien d’autres aspects de l’*American way of life* sont probablement en mutation, par exemple au niveau des modes de consommation ou des attitudes envers le

[197]

Tableau 1

Le recul américain dans le monde

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Par des ventes américaines sur le marché mondial (en %) | | | % des ventes assurées par les entreprises américaines sur le marché intérieur | | |
|  | 1960 | 1979 |  | 1960 | 1979 |
| Véhicules moteurs | 22,6 | 13,9 | Automobile | 95,9 | 79 |
| Aéronautique | 70,9 | 58 | Acier | 95,8 | 86 |
| Chimie organique | 20,5 | 15 | Composants électriques | 99,5 | 79,9 |
| Télécommunications | 28,5 | 14,5 | Machines agricoles | 92,8 | 84,7 |
| Matières plastiques | 27,8 | 13 | Chimie | 98 | 81 |
| Équipement de la maison | 27,9 | 19,6 | Électronique grand public | 94,4 | 49,4 |
| Pharmacie | 27,6 | 16,9 | Chaussure | 97,7 | 62,7 |
| Machine-outil | 32,5 | 21,7 | Machine-outil | 96,8 | 75,4 |
| Machines agricoles | 40,2 | 23,2 | Équipement agro-alimentaire | 97 | 81,3 |
| Machines textiles | 15,5 | 6,6 | Équipement textile | 93,4 | 54,4 |
| Matériel ferroviaire | 34,8 | 11,6 | Calculatrices et tabulatrices | 95 | 56,9 |

Source: Data Ressources Inc. Cité par *Le nouvel économiste*. No 259.

[198]

travail [[316]](#footnote-316) ; elles sont donc en quelque sorte en situation instable elles aussi, diminuant ainsi leur force et ainsi leur capacité de pénétration et d’influence sur la culture québécoise.

Le troisième changement vient confirmer en quelque sorte ce que nous venons de dire, puisqu’il explique la montée de l’entrepreneurship francophone au Québec depuis quelques années à partir ou de façon parallèle au développement des grandes entreprises publiques [[317]](#footnote-317). Cette montée est de plus en plus visible non seulement dans le commerce (Provigo, Métro, Ro-Na, le groupe Lebeau) ou dans la finance (les Caisses Desjardins, les SODEQ, la Banque Nationale, la Laurentienne) mais aussi dans la production manufacturière (M.L.W. Bombardier, Normick-Perron, Canam-Manac, les Papiers Cascades, la Fédérée). Ainsi la part du contrôle étranger mesurée par la proportion du revenu des entreprises non financières étrangères est passée de 43% en moyenne pour 1969-70-71 à 39,3% pour 1975-76-77 (alors qu’en Ontario ce pourcentage passait seulement de 51,3% à 50,6%) [[318]](#footnote-318).

Cette évolution s’explique par l’intérêt de moins en moins grand des Américains à investir au Québec ou au Canada à mesure que les barrières douanières s’amenuisent dans le monde et qu’ainsi le grand marché de l’ex-empire britannique devient ouvert de partout et non plus à partir du petit marché canadien, ou à mesure que l’exploitation des grandes matières premières en Amérique du Sud ou en Afrique devient aussi sinon plus intéressante.

Elle provient aussi du développement du réseau d’information économique francophone, qui permet de mettre plus facilement en relation entrepreneurs, financiers, fournisseurs, acheteurs, spécialistes divers et ainsi d’augmenter ou d’accélérer les transactions. Les historiens ont montré que le mercantilisme du XVIIIe siècle avait défavorisé les entrepreneurs francophones après la conquête et par la suite avait bloqué, autour de 1900, l’expansion des grands entrepreneurs comme les Forget, les Sénécal ou les Dubuc [[319]](#footnote-319). La reconstitution d’un réseau économique dynamique devenait essentielle pour les francophones, et il semble que non seulement cela soit fait, mais que la loi 101, qui amène les institutions financières anglophones à engager des francophones, ouvre l’accès du réseau anglophone aux besoins des entrepreneurs francophones.

Enfin, cette évolution s’explique aussi par une nouvelle affirmation et un goût du risque des jeunes entrepreneurs québécois, de plus en plus instruits du monde économique, et qui se lancent en affaires à un rythme que même la conjoncture difficile ne semble pas tellement ralentir, comme une étude en cours le montre [[320]](#footnote-320).

Bref, s’il n’est pas sûr que les valeurs influencent l’économie, du moins l’expansion de cette dernière, avec un air de plus en plus français [[321]](#footnote-321), ne peut que profiter aux différences socio-culturelles.

[199]

Que faire ?

Mais encore une fois la spécificité québécoise demeure toujours fragile dans un environnement dominé par les Américains. Existe-t-il une ou des stratégies pour la consolider sinon même l’étendre de sa base culturelle, ou du marché des valeurs, au système économique ? Les tendances ou les possibilités que j’ai soulevées ne font pas disparaître le poids énorme de l’influence américaine ; et d’autres tendances telles que la multiplication des canaux d’entrée de la culture américaine comme la télévision payante ou le satellite peuvent annuler les premières.

Mon intervention n’est pas faite pour apporter la réponse à cette question, mais pour montrer que les relations Québec-États-Unis doivent être vues non seulement d’un point de vue historique ou selon une analyse du présent mais aussi à partir d’un oeil critique, tant sur le poids des tendances lourdes que sur des faits qui peuvent être porteurs d’avenir pour la petite communauté que nous sommes.

[200]

**NOTES  
du commentaire sur le chapitre 6**

Pour faciliter la consultation des notes en fin de textes, nous les avons toutes converties, dans cette édition numérique des Classiques des sciences sociales, en notes de bas de page. JMT.

[201]

DEUXIÈME partie.  
PROBLÈMES D’AUJOURD’HUI

7

“Les États-Unis  
et la littérature québécoise.”

Par Ronald SUTHERLAND

[Retour à la table des matières](#tdm)

[202]

[203]

Pendant une visite à une grande université américaine il y a quelques années, je me suis trouvé à côté d’un professeur de sciences politiques à l’occasion d’un dîner officiel. Après que les présentations eurent été faites, cet homme s’est tourné vers moi et m’a dit : « Vous savez, monsieur..., pendant beaucoup d’années je ne croyais pas que le Canada existait véritablement. Je pensais que c’était un complot des cartographes afin de combler l’espace énorme entre les États-Unis et le Pôle du nord ».

Voilà, mesdames et messieurs, le point de départ de n’importe quelle discussion des littératures québécoise et américaine : d’une part, les écrivains du Canada français ont toujours été conscients, voire hyper-conscients, de l’existence d’une nation vaste et dynamique, avec une population dix fois plus grande, de l’autre côté de la frontière, mais d’autre part, pour la grande majorité des écrivains américains, le Canada et le Québec n’existent pas. Il n’y a rien d’extraordinaire dans cette situation — les États-Unis sont une puissance mondiale, et le Québec ne l’est pas. Comme on le sait, la confédération du Canada était en grande partie une réaction contre la menace des Américains, mis en appétit et préparés militairement par une guerre civile ; mais bien avant la Confédération la vie et les écrits dans les colonies du nord étaient constamment influencés par les gens souvent appelés à ce moment-là « les Bostonnais ». L’idée d’Antoine Gérin-Lajoie en écrivant ses romans *Jean Rivard, le défricheur* et *Jean Rivard, l’économiste* était de décourager l’exode des Canadiens français vers les moulins à coton de la Nouvelle Angleterre [[322]](#footnote-322). D’une manière semblable, le grand écrivain de la colonie de la Nouvelle Écosse, a écrit ses histoires de « Sam Slick » afin de mettre ses compatriotes en garde contre le « Yankee trader » et de les encourager à être plus dynamiques dans le commerce et les affaires [[323]](#footnote-323). Hélas, il paraît que ni Gérin-Lajoie, ni Haliburton n’a eu beaucoup de succès. Il y a actuellement entre deux et trois millions de descendants des Canadiens français aux États-Unis, et le « Yankee trader » a toujours le dessus dans les transactions avec ses voisins du nord. Mais je ne me propose pas aujourd’hui de discuter les détails de la présence américaine dans la littérature québécoise, ce qu’on fait, mieux que je ne pourrais le faire, mon collègue Guildo Rousseau et quelques autres. Je voudrais plutôt parler des thèmes qui lient les deux littératures et proposer quelques possibilités prometteuses de recherche.

Traditionnellement, depuis Gérin-Lajoie et Haliburton, l’attitude des Canadiens, francophones et anglophones, envers les Américains était caractérisée par une dualité — d’une part une admiration pour leur savoir-faire et leur dynamisme et d’autre part une crainte de leur inclination à la violence et de leur tendance à aller jusqu’à l’extrême. Cette perception bilatérale peut se voir dans les œuvres d’auteurs aussi variés que Ringuet, Anne Hébert, Gérard Bessette, Roger Lemelin, André Langevin et Félix-Antoine Savard. Dernièrement, pourtant, j’ai eu l’impression que la perception des Américains dans la littérature québécoise était en train de se transformer. Peut-être que cette transformation, si elle existe vraiment, a été causée par la catastrophe de la guerre vietnamienne, par le scandale du Watergate ou par la crise économique, qui ont démontré que le savoir-faire des Américains laissait à désirer. Ou peut-être que la mentalité des Québécois a changé un peu, [204] particulièrement depuis la fameuse « Crise d’octobre », qui a établi que les Américains n’ont pas le monopole de la violence.

De toute façon, il serait nécessaire d’étudier l’attitude envers les Américains dans toute la littérature québécoise des années soixante-dix et quatre-vingt pour déterminer définitivement si l’ancienne perception bilatérale s’est modifiée. Un phénomène littéraire ayant probablement rapport avec ce sujet, un phénomène dont une analyse approfondie est présentée dans mon volume *Un héros nouveau* [[324]](#footnote-324) est que, depuis le commencement de la décennie 1970, le héros, dans toute la littérature canadienne, en langue française ou en langue anglaise, est ordinairement un gagnant, un personnage qui réussit contre les forces visant à l’écraser. Auparavant, dans presque tous les romans québécois, c’est le contraire qui était vrai : les protagonistes — les Rosanna Laçasse, Docteur Dubois, Évariste Moisan, Corriveau, Lebeuf, Bérénice et combien d’autres — étaient toujours perdants dans les luttes contre la société et les systèmes. Il est à noter, soit dit en passant, que, dans la littérature américaine, c’est exactement le contraire qui semble vrai. Tandis que traditionnellement le protagoniste y était un gagnant dans les luttes contre le système — Deerslayer, Huckelberry Finn, Sister Larrie — ou au moins un personnage qui perd la vie d’une manière spectaculaire comme le capitaine Ahad, depuis quelques années la situation semble s’être renversée : le narrateur dans *Zen and the Art of Motorcycle Maintenante* et *McMurphy dans One Flew Over the Cuckoo’s Nest*, par exemple, sont écrasés par le système, c’est-à-dire par les règlements et les conventions de la société dans laquelle ils vivent. Outre la transformation possible de l’image de l’Américain dans la littérature québécoise, un autre champ prometteur de recherche serait donc l’évolution des protagonistes dans les deux littératures.

Indubitablement, le secteur de la littérature québécoise qui a témoigné de l’épanouissement le plus évident depuis cinq ans est le féminisme. Effectivement contrôlées par l’Église et chargées de la tâche onéreuse de réaliser la revanche des berceaux, les femmes québécoises ont été en général plus ou moins asservies pendant des siècles. Mais dernièrement on a vu une véritable explosion de la littérature féministe. Les auteures les plus célèbres sont probablement Louky Bersianik avec son *Euguélionne* [[325]](#footnote-325), l’histoire d’une E.T. (extra-terrestre) qui visite la terre à la recherche du mâle de son espèce, Madeleine Ouellette-Michalska, dont le volume *L’Échappée des discours de l’œil* [[326]](#footnote-326) nous donne une analyse étendue de la position de la femme depuis les temps préhistoriques, Denise Boucher, qui s’est distinguée en écrivant une pièce de théâtre, *Les fées ont soif* [[327]](#footnote-327), qui a été condamnée par l’Évêque de Montréal, et Marcelle Brisson, l’ancienne religieuse dont l’œuvre *Plus jamais l’amour éternel* [[328]](#footnote-328) est une condamnation du rôle de l’Église dans l’oppression de la femme. À ces écrivaines féministes on peut ajouter plusieurs autres, y compris Marie Savard, Madeleine Gagnon, Nicole Brossard, Monique Bosco, France Théoret, France Vézina, Pol Pelletier, Hélène Rioux, Michèle Mailhot, Carole Massé, Hélène Ouvrard, Geneviève Amyot, Cécile Cloutier [[329]](#footnote-329).

Or, la raison pour laquelle l’écriture féministe nous intéresse ici, c’est que le féminisme est un mouvement international. Nous savons que les auteurs femmes [205] du Québec ont été influencées par les Françaises comme Hélène Cixoux et Luce Irigaray, mais elles l’ont été au moins également par les féministes américaines telles que Betty Friedan, Kate Millet, Adrienne Rich et Shulamith Firestone. Dans le champ du féminisme, il me semble que les possibilités pour la recherche littéraires sont vraiment captivantes. Quelle est la position de la femme québécoise comparée avec celle de sa sœur américaine ? Est-elle sur un pied d’égalité ou se sent-elle moins libérée, plus libérée, moins désireuse d’être libérée ? Y a-t-il ici un phénomène comparable au « momism » aux États-Unis ?

En ce qui concerne la perception de l’homme, y a-t-il une différence entre celle de la Québécoise et celle de l’Américaine ? Les possibilités, comme je l’ai dit, sont illimitées. Et je voudrais signaler ici que je considère l’étude de la littérature comme le moyen le plus efficace d’explorer la mentalité d’une société.

Un autre champ de recherche qui se présente comme étude comparée prometteuse est constitué par les conceptions des auteurs québécois et américains concernant l’individualisme et le collectivisme. Il est bien connu que les grands écrivains américains — Ralph Waldo Emerson, Henry David Thoreau, Mark Twain, Ernest Hemingway, J.D. Salinger, parmi beaucoup d’autres — ont souligné la prééminence de l’individu sur la collectivité. On sait également ou du moins on tient généralement pour acquis que les Québécois se voient plutôt comme une collectivité que comme une juxtaposition d’individus. Mais actuellement, la population québécoise est en train de changer radicalement, de devenir rapidement pluraliste, plus semblable à la société américaine. Les raisons sont évidentes.

Avec un taux de naissance de 1,7 enfant par mère, quand un taux de 2,2 est nécessaire pour le remplacement des générations, le Québécois pure laine, comme on dit, est en train de disparaître. En même temps, à cause de la loi 101, les immigrants, qui anciennement étaient pour la plupart intégrés à la communauté anglophone, se joignent maintenant à la communauté francophone. Le ministère de l’Immigration a même forgé un mot récemment — il a dit que les immigrants au Québec, de nos jours, sont « francophonisables ». On peut ajouter qu’assez souvent ils sont déjà « francophonisés » — 32 000, peut-être 40 000 Haïtiens, 25 000 Juifs de l’Afrique du Nord, 25 000 Vietnamiens ou Cambodgiens, sans mentionner les milliers de gens qui viennent d’Amérique du Sud, de Pologne, d’Italie et du reste de l’Europe. La devise de la province — Je me souviens — est déjà devenue ironique. Naguère elle était comprise par tout le monde parce que sa signification était identique pour tout le monde, une expérience partagée, une survivance héroïque. Mais qu’est ce que cela veut dire pour un Haïtien ? Pour les « boat-people » de l’Asie du sud-est ? Pour un Juif de l’Afrique du nord ? En effet, tandis que la langue française au Québec est dans une position de plus en plus dominante à cause de la Loi 101, la population est en pleine transformation. De plus, on peut déjà en constater l’effet sur la littérature, qui a maintenant des éléments constitutifs juif et haïtien, notamment les œuvres de Naïm Kattan et les romans de Gérard Étienne. Ce dernier, soit dit en passant, vient de publier un roman intitulé *Une femme muette* [[330]](#footnote-330) qui non seulement nous offre la primeur d’une description des relations entre [206] Blancs et Noirs dans la ville de Montréal, mais nous donne en outre une analyse approfondie de la condition spéciale et souvent amère de la femme haïtienne.

Etant donné, donc, que la société québécoise devient rapidement pluraliste et que ce phénomène se reflète déjà dans la littérature, il est évident que le sujet de l’individualisme en rapport avec le collectivisme, un sujet d’importance fondamentale dans la littérature américaine, serait fructueux comme étude comparée. On pourrait inclure dans ce champ d’étude la question des minorités ethniques, qui, pour la première fois à l’intérieur de la société québécoise, commencent à être un élément significatif, un élément aussi qui ne cessera pas d’augmenter en importance. Parmi les questions qu’on peut poser, mentionnons les suivantes : Est-ce que les Québécois vont continuer à se voir comme collectivité ? Les groupes ethniques intégrés linguistiquement, c’est-à-dire francophones et distincts de la communauté canadienne-anglaise, seront-ils acceptés dans la collectivité ? Au fur et à mesure que la société québécoise devient pluraliste, sera-t-elle de plus en plus semblable à la société américaine ? Et, par conséquent, l’étude de la littérature américaine et notamment l’étude des œuvres des Noirs qui traitent des relations ethniques en particulier pourra-t-elle aider les Québécois à comprendre les réalités d’une population multi-ethnique ? Dans ce contexte, je peux mentionner une étude comparée déjà accomplie par Max Dorsinville dans son volume *Caliban Without Prospero* [[331]](#footnote-331) ; il s’agit d’une comparaison entre le roman de protestation au Québec et le roman de protestation des Noirs américains.

Pour continuer à sonder les possibilités, je voudrais suggérer que l’humour noir et le grotesque dans les œuvres des écrivains du sud des États-Unis comme William Faulkner et Eudora Welty présente une similarité frappante avec ce que nous présentent certains auteurs québécois, tels que Albert Laberge, Marie-Claire Blais, Jacques Ferron et Roch Carrier. Je me demande si cette similarité n’est pas le résultat du fait que les Américains du sud et les Québécois ont tous deux subi une conquête militaire et ont ensuite développé des complexes semblables — tendance à se voir comme peuple dont les aspirations et les rêves sont inachevés, dont l’évolution a été frustrée, avec comme résultat la déformation, donc le grotesque. L’humour noir, bien entendu, est un moyen de s’adapter à une réalité désagréable. De toute façon, je n’ai pas l’explication, mais je suis certain qu’une étude comparée de certains auteurs du sud des États-Unis et du Québec nous ouvrira des avenues fascinantes. De plus, j’ai l’impression qu’ici il s’agit de parallèles au lieu d’influences quelconques.

Un autre parallèle à noter concerne le fait que la langue parlée au Québec a été finalement acceptée comme véhicule légitime pour la littérature, un siècle plus tard mais plus ou moins de la même manière qu’aux États-Unis. Je me souviens que le Frère Untel a écrit il y a à peine vingt ans que le français parlé au Québec était « l’absence de langue ». En 1964, le romancier Gérard Bessette, en parlant du fait que les écrivains américains pouvaient utiliser l’anglais parlé aux États-Unis, a écrit :

[207]

Jouirons-nous jamais, nous romanciers canadiens-français, de la même indépendance, du même sentiment de force linguistique ? Il me semble que non. Que nous faudrait-il en effet ? Rien de moins qu’une population, qu’une influence politique, culturelle et militaire comparables à celles de la France. (C’est le cas des États-Unis vis-à-vis l’Angleterre). Jusque-là, nous ne pouvons pas (nous ne pouvons pas même souhaiter) laisser évoluer notre langue « naturellement ». Car ce serait vouloir remplacer une langue « universelle » par un dialecte [[332]](#footnote-332).

Gérard Bessette avait tort. S’il avait eu l’occasion d’étudier la situation linguistique aux États-Unis au dix-neuvième siècle, il aurait su que les écrivains américains éprouvaient des doutes et des craintes au sujet de l’utilisation de la langue « américaine » pour la littérature. Quelques journalistes qui écrivaient des articles comiques ont mené le bal, suivis par Mark Twain, qui a utilisé les dialectes avec grand succès, notamment en Angleterre. Ici au Québec, je me demande si les monologuistes comme Yvon Deschamps n’ont pas rendu le même service que les journalistes comiques aux États-Unis. On sait, soit dit en passant, qu’il y a des liens forts entre les traditions du vaudeville, très populaire dans les théâtres montréalais d’antan, du Québec et des États-Unis, en dépit de la différence de langue. De toute façon, il est évident que l’établissement de la langue parlée en Amérique du Nord, anglais et français, comme véhicule littéraire légitime serait un autre territoire riche à explorer.

Également attrayant comme champ de recherche est le phénomène littéraire de « l’extra-territorialité », c’est-à-dire l’absence d’une identification avec un endroit particulier. Ce terme a été inventé aux États-Unis pour désigner les lieux fictifs où l’action se déroule dans les œuvres de quelques romanciers éminents : la république sud-américaine de Vonnegut, le Yucatan de Mailer, l’Israël de Roth ou l’asile de Ken Kesey. Or, la littérature québécoise, traditionnellement, a été fortement liée à la terre, et à la terre du Québec — le Saint-Henri de Gabrielle Roy, le Thetford-Mines d’André Langevin, le monde rural de Ringuet, les villages de Roch Carrier et le reste. Mais dans le courant des années soixante, le phénomène de l’extra-territorialité est apparu dans plusieurs romans québécois. Je peux signaler les mondes fictifs d’Hubert Aquin, l’île située quelque part dans le Fleuve Saint-Laurent de Réjean Ducharme aussi bien que son New York et Israël dans *l’Avalée des Avalés* [[333]](#footnote-333). Un cas intéressant est constitué par *Les Anthropoïdes* [[334]](#footnote-334) de Gérard Bessette, dont les romans précédents étaient liés à des endroits bien précis. L’action dans Les Anthropoïdes, par contraste, se déroule dans une savane jamais identifiée.

Je ne suis pas certain de la signification de l’extra-territorialité dans les littératures québécoise et américaine. Est-ce que c’est une manière d’échapper au réel ? Est-ce que cela indique que les Québécois, comme les Américains, ont maintenant une sécurité culturelle assez forte pour qu’il ne soit plus nécessaire aux œuvres littéraires d’être ancrées dans la terre ? C’est probablement par coïncidence que ce phénomène se produit en même temps au Québec et aux États-Unis.

[208]

Dans le cas d’une autre direction récemment prise par certains auteurs du Québec, je suis presque convaincu que cela tient à l’influence américaine. Il s’agit de mélanger la fiction et l’histoire ou la réalité dans une espèce de « fiction-documentaire ». *Ragtime* de Doctorow est probablement l’exemple le plus connu aux États-Unis. Au Québec, il y a le dernier livre de Victor-Lévy Beaulieu qui retrace, sous le titre de *Moi Pierre Leroy, prophète, martyr et un peu fêlé du chaudron* [[335]](#footnote-335), l’histoire d’un homme né en 1846, en France, qui a vécu en Chine, est devenu trappiste, puis zouave pontifical et enfin réformateur du système d’éducation au Québec avant d’aller mourir à Rome. Deux autres exemples de la « fiction-documentaire » nous sont offerts par [*Les Lilas fleurissent à Varsovie*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/24898920) et par [*La Charge des sangliers*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030154948) d’Alice Parizeau [[336]](#footnote-336) ; tous les deux entremêlent une histoire fictive avec les actualités de la Pologne contemporaine.

Voilà donc les champs de recherche que je vois pour l’étude comparée des littératures québécoise et américaine. Certainement il y a beaucoup d’autres possibilités. Le fait est qu’entre le Québec et les États-Unis les liens sont nombreux, et quelques-uns existent depuis des siècles. Comme on disait dans l’est de Montréal, quand j’étais jeune, les Québécois croient que quand ils mourront ils iront en Floride. De nos jours, beaucoup de Québécois sont peu disposés à attendre la mort. Dans la région de Fort Lauderdale le nombre de Québécois a été estimé à un demi-million, avec le *Journal de la Floride* pour leur fournir les nouvelles et un Barbecue St-Hubert pour ne pas être obligé de toujours manger le poulet frit à la Kentucky. Combien d’autres Québécois, y compris le premier ministre, voyagent régulièrement à Plattsburg, Newport et Old Orchard Beach ? La télévision, le baseball, les films, la musique « Country and Western » ou « Rock and Roll », les « centerfolds » des revues *Playboy* et *Penthouse*, combien d’autres choses encore contribuent à calquer la culture québécoise sur l’américaine ?

En effet, les Québécois, en dépit de la différence de langue, sont fort probablement plus américanisés que les Canadiens anglais, parce que ces derniers, conscients du danger d’être perdus dans le « melting pot », ont généralement essayé de rester différents des Américains. De plus, les Québécois n’ont jamais appartenu aux « United Empire Loyalists », prévenus contre le pays qui les avait expulsés après la Guerre d’indépendance. Il n’est donc pas surprenant, lorsque l’on considère les liens et les relations existant entre le Québec et les États-Unis, que les possibilités d’études comparées en littérature soient aussi nombreuses et aussi prometteuses.

[209]

**NOTES du chapitre 7**

Pour faciliter la consultation des notes en fin de textes, nous les avons toutes converties, dans cette édition numérique des Classiques des sciences sociales, en notes de bas de page. JMT.

[210]

[211]

Ronald Sutherland,  
“*Les États-Unis et la littérature québécoise*.”

COMMENTAIRE

Par Paul-André BOURQUE

Barboter dans ce que l’on ignore avec l’aide de ce que l’on sait, voilà le divin !

Paul Valéry

Voilà l’épigraphe que Jacques Languirand plaçait en tête de son essai *Québec et américanité*, publié en annexe à sa pièce *Klondyke*.

Cet épigraphe pourra encore servir à colorer nos débats au cours de ce colloque, tout autant qu’à introduire mon commentaire que j’ai intitulé

*Good Morning, America !*

*et sous-titré :*

*Si vis pacem, para bellum.*

[Retour à la table des matières](#tdm)

Je sais que les colloques universitaires portant sur les relations internationales, soient-elles tout simplement culturelles, ne sont pas le lieu où se divulguent des secrets d’État. Mais le thème même de ce colloque m’incite à dévoiler ici ce qui, pour d’aucuns, est devenu secret de polichinelle. Je tiens de source fiable (un ami journaliste à Radio-Canada, lui-même ami intime d’un « crack » du *Washington Post*) une révélation à l’effet que le Pentagone aurait échafaudé, en juillet dernier, une stratégie d’invasion du Canada — missiles Cruise chargés d’ogives nucléaires, pointés sur Toronto et Montréal (Vancouver et St.John étant, curieusement, épargnées). Motif ? Les rapports de la C.I.A. faisaient état d’une imminente attaque canadienne contre l’une des plus importantes institutions américaines après le Super Bowl, les pelouses de la Maison Blanche et la « Thanksgiving Turkey ». Le 13 juillet dernier, le Président réunissait son conseil de guerre à la demande expresse d’un certain M. Khunh qui venait de passer plusieurs nuits blanches. En effet, les Blue Jays et les Expos menaient leur division respective dans chacune des ligues nationale et américaine et la Série Mondiale de Baseball risquait de devenir entièrement canadienne. *AND THAT WAS ABSOLUTELY IMPOSSIBLE !*

Target : The Jays’ Nest and the BIG O.

Fort heureusement, le problème s’est réglé sans intervention militaire. Il s’est réglé tout seul, selon les lois de la nature : les geais bleus se sont fait « déplumer » par les orioles et les expos, n’ayant pas encore appris à jouer sous les pluies acides en provenance des États-Unis, se sont laissés « pirater » par les [212] « philliestins ». Le plan d’invasion est retourné aux archives du Pentagone... Il pourrait toujours resservir. Morale de cette histoire : Drapeau aurait dû confier la construction du Stade olympique à des architectes américains : en plus de faire de substantielles économies, le stade aurait un toit qui aurait protégé « nos amours » des pluies acides, les menant ainsi directement au championnat mondial.

Vous voudrez bien excuser ma « baseball fever » alors que nous sommes au seuil des séries mondiales. Ma fièvre est non seulement québécoise, elle est nord-américaine continentale. Elle fait partie de mon américanité, de mon « american dream », de ma mégalomanie américaine qui veut voir la Coupe Stanley sempiternellement nichée au Forum (pas au Colisée), les Concordes au Super Bowl, le Manie au Mundial et que le règne de Lorne Greene (The New Wilderness) arrive. Je rêve encore, américainement, de descendre, via Québécair, dans une île québécoise sise quelque part, dans le Sud, au large des eaux territoriales des États-Unis et de loger dans une Auberge des Gouverneurs tropicale. Go west, young man ! disait-on aux jeunes Américains du siècle dernier. Vire au saroit ! pense-t-on au Québec, aujourd’hui. L’appel de la Californie ! Los Angeles à 249,00 $ par Air Canada plutôt que Paris à 750,00 $. C’est pourtant la même distance. Et le même transporteur.

Le *California Dreaming* de « The Marnas and the Papas » aura séduit, outre les personnages de « Beau Dommage« et de Robert Charlebois, le narrateur de *Le Voyageur distrait* de Gilles Archambault, parti sur les traces de Jack Kerouac, tout comme celui de *La Première personne* de Pierre Turgeon. Le Québec rêve d’une certaine Amérique, rêve d’être américain. Faute de pouvoir encore embarquer une tête québécoise à bord de Columbia ou Challenger, on se contente encore d’un bras canadien, « made in Québec ».

Pendant que nous devisons, ici, de rapports culturels entre le Québec et les États-Unis, une foule record participait hier au vernissage de l’exposition *Accents américains* au Musée du Québec, assistant à la première sortie d’une importante exposition d’art américain au nord du 45e parallèle depuis plus de trente ans. Le protocole aurait dû permettre de « mouiller » l’événement à la « bud » ou à la « miller »... Mais noblesse oblige !

Mais laissons de côté mes divagations sur quelques épiphénomènes culturels québécois et/ou américains pour tenter de prolonger la communication de Ronald Sutherland dont le *Second Image* m’avait suffisamment enthousiasmé pour m’inciter à tenter de faire entrer dans les cadres trop étroits d’une thèse de doctorat en littératures comparées les univers imaginaires d’un William Faulkner et d’une Marie-Claire Blais.

Je suis entièrement d’accord avec notre collègue lorsqu’il souligne la nécessité de réviser l’image que l’on se fait de l’Amérique à partir de la littérature québécoise récente. En effet, j’ai eu l’impression, au cours des discussions que nous avons entendues ici, qu’il y était surtout question de rapports Québec— États-Unis antérieurs aux années cinquante. Je sais qu’il est difficile de considérer, [213] avec tout le sérieux scientifique nécessaire aux travaux universitaires, les phénomènes sociaux et culturels très récents. Néanmoins, ils doivent être étudiés, quitte à accepter, provisoirement un coefficient d’erreur plus élevé dans les analyses et les résultats des études entreprises.

L’hypothèse de Sutherland quant à une étude comparant la littérature des femmes du Québec à celle de leurs consoeurs américaines me semble fondamentale. Cet éclairage manque pour étudier ce que je considère être une moitié fort importante de la littérature produite au Québec au cours des années soixante-dix. Les cours proposés en facultés sur la littérature des femmes m’apparaissent trop braqués sur l’école française de la pensée féministe et ce, probablement, à cause de la barrière linguistique limitant trop souvent l’accès aux œuvres américaines, bien que bon nombre des meilleurs ouvrages féministes aient été traduits.

Si l’étude comparée des littératures des minorités ethniques m’apparaît également intéressante et nécessaire, comme le thème de l’humour et du grotesque, tel que le perçoit Ronald Sutherland, ou encore le thème de l’extra-territorialité, il me semble qu’il faudrait étudier bien d’autres thèmes encore pour parvenir à cerner, à décrire, à analyser le coefficient d’américanité de la culture et de la littérature québécoises.

Dans une entrevue accordée à Donald Smith, Jacques Godbout confiait que, comme une majorité d’écrivains d’ici, il préférait et connaissait mieux la littérature américaine que la littérature française, celle-ci lui apportant des idées (dont il n’avait que faire), celle-là, la fiction. La fiction. Chère fiction... L’imaginaire. Tout est là ! Il ne s’agit pas tellement de savoir comment tel écrivain américain a pu influencer tel écrivain québécois mais plutôt de chercher à comprendre pourquoi, l’un lisant l’autre, il y a plaisir, il y a communication intime, il y a sentiment d’appartenance, voire de filiation. J’ai déjà prétendu, et je maintiens mon sentiment là-dessus, qu’il y avait un inconscient collectif américain qui englobait partiellement l’inconscient collectif québécois. Que nous participions d’un inconscient collectif américain. Que c’était là que résidait notre américanité.

J’ai encore prétendu que l’on trouverait, moyennant recherches « ad hoc », dans une zone grise de cet inconscient collectif commun, continental, une « mythologie », des valeurs archétypales, une symbolique, une conception de l’homme et de sa destinée qui soient communes aux cultures américaine et québécoise, une imagerie, en somme, qui fait que nous ne sommes pas des Asiatiques, des Africains, ou des Européens mais bien des Américains.

Pour scruter cet inconscient collectif, il faut faire enquête. Interviewer les écrivains sur leur bibliothèque, leurs lectures, recenser les témoignages diffusés par les médias, étudier les marginalia, repérer dans notre littérature dramatique, romanesque et poétique les traces laissées par la *Lost Generation*, la *Beat Generation*, les écoles de New York et de San Fancisco, par le théâtre, qu’il soit de Broadway ou *off off off*, la peinture, la musique, fût-elle Pop, l’esthétique urbaine, [214] la bande dessinée, la pornographie, la morale billygrahamienne et que sais-je encore ?

Mais, ce désir, cette nécessité de mesurer le rêve américain à l’aulne québécoise tiennent-ils davantage du rêve que de la réalité ? J’ose espérer que les études comparatistes des dix prochaines années qui aborderont les littératures québécoise et américaine me démontreront que je n’ai pas trop rêvé.

[215]

DEUXIÈME partie.  
PROBLÈMES D’AUJOURD’HUI

8

“L’enseignement supérieur  
et la recherche.”

Par Charles H. DAVIS

[Retour à la table des matières](#tdm)

Les vues exprimées ici n’engagent que l’auteur

[216]

[217]

Introduction

Dans ce texte nous présentons un relevé sommaire de l’état des recherches sur les relations entre le Québec et les États-Unis dans le domaine des sciences et de l’enseignement supérieur. Le caractère hétéroclite de cette littérature donne une idée de l’ampleur du phénomène qu’il s’agit de cerner et de conceptualiser ; de plus, si depuis quelque temps déjà les relations internationales du Québec deviennent un objet d’analyse, l’étude des relations scientifiques internationales du Québec est encore à l’état embryonnaire.

Quelques commentaires s’imposent pour préciser les difficultés d’ordre conceptuel et matériel de cette étude. Comme l’a souligné R. Pouliot (1972, 4) dans l’introduction à sa bibliographie sur les influences culturelles des États-Unis sur le Québec, « il est loin d’être certain que... les influences culturelles soient susceptibles de mesure ». Ce problème est encore plus manifeste lorsqu’on analyse les relations internationales en science et en éducation. En général, ce sont les sciences sociales qui jouent des rôles plus facilement identifiables comme culturels, au sens où la production intellectuelle en sciences sociales se dissocie rarement du commentaire sur le fait social et sert à définir l’identité collective de façon plus directe que ne le font les autres sciences. Il serait néanmoins important d’analyser les incidences culturelles des sciences pures et appliquées. Qu’on songe aux projets actuels concernant le virage technologique pour apprécier comment les disciplines jouissant traditionnellement d’un faible capital culturel au sein d’une société peuvent acquérir une signification culturelle tout autre dans le contexte d’un mouvement nationaliste favorisant le développement de certaines technologies de pointe. Les changements technologiques sont d’ailleurs l’un des facteurs ayant un impact important sur les valeurs et le mode de vie des gens. Dans le cas du Québec, ces changements, qui sont souvent liés à des activités de R-D (recherche-développement) industriel, proviennent majoritairement de l’extérieur et souvent des États-Unis.

L’asymétrie des relations scientifiques québéco-américaines se trouve magnifiée par l’expansion des valeurs et des influences américaines en science et en technologie, à tel point qu’il est difficile de distinguer l’américanisation de la « modernisation ». Ainsi que l’a remarqué L. Trainor (1970, 242) lors d’une tentative d’évaluation de l’importance des influences américaines sur le système scientifique canadien, « the impact of American values upon scientific development in Canada is particularly difficult to assess. American influences are so widespread and pervasive in Canadian science that they seem both natural and inévitable, and are widely accepted without critical analysis of their underlying value System ».

Le troisième problème à résoudre est celui de l’absence, pour la plupart des disciplines et des institutions scientifiques québécoises, d’histoires récentes. Au début des années soixante, le champ scientifique québécois a commencé à prendre de l’essor et s’est concentré dans les universités, les disciplines ainsi constituées étant pour la plupart imprégnées de valeurs universitaires. Chaque discipline jouit [218] normalement d’une certaine autonomie vis-à-vis d’autres disciplines et d’autres champs sociaux (économique, politique, religieux). Les disciplines scientifiques peuvent donc paraître comme des forces transnationales importantes dans le sens qu’elles évoluent davantage sous l’influence de facteurs intrinsèques que sous celles de leurs environnements nationaux. Ce sont notamment les disciplines en sciences naturelles qui révèlent le plus haut degré de consensus quant à leurs vocabulaires et leurs méthodes. Ces sciences, dont le nombre de praticiens par spécialité est souvent restreint au Québec, s’insèrent presque d’emblée aux réseaux transnationaux de communication et de corroboration. Comme la connaissance du fonctionnement social de ces disciplines sera l’œuvre d’historiens et de sociologues de la science, notre compréhension des modalités de la pratique scientifique québécoise vis-à-vis des champs scientifiques extérieurs dépendra des éclaircissements apportés par ceux qui étudient les aspects sociaux de la science au Québec.

Un quatrième problème a trait au statut particulier du champ scientifique québécois, caractérisé par son intégration, plus ou moins poussée selon le moment historique, la discipline concernée et la mesure d’intégration choisie, à des champs scientifiques extérieurs, en l’occurrence ceux des États-Unis, du Canada anglophone et de la France. Cette intégration n’est donc pas homogène, certains éléments du champ scientifique québécois ayant acquis un degré d’autonomie que d’autres n’ont ni acquis, ni revendiqué par rapport aux champs étrangers. Il serait probablement erroné de chercher à interpréter la position internationale du champ scientifique québécois seulement par rapport au champ prédominant, celui des États-Unis, puisque tout porte à croire que ce sont ses rapports avec trois champs distincts qui lui confèrent sa dynamique particulière.

L’analyse qui suit porte d’abord sur les textes concernant les relations transnationales du champ scientifique québécois. Ensuite, nous aborderons la littérature ayant trait à la coopération internationale (interuniversitaire et intergouvemementale) avec les États-Unis.

Aperçus généraux  
sur les effets des influences extérieures  
au sein du champ scientifique québécois

La question des influences extérieures est souvent implicite et parfois explicite dans les études portant sur l’histoire ou sur la sociologie du champ scientifique québécois. Parmi les travaux traitant explicitement ce thème, citons : celui de J.-M. Desroches et de R. Gagnon (1983) au sujet de la venue du scientifique luxembourgeois Georges Welter à l’École Polytechnique de Montréal ; l’étude de Y. Gingras (1981) portant sur la réception de la mécanique quantique par les physiciens de l’Université McGill ; celles de A. Dubuc (1979), de G. Rocher (1973) et de M. Fournier (1972) traitant respectivement de l’influence de l’École des Annales, de la sociologie américaine et de la sociologie française au Québec ; l’article de L. Pyenson (1978) sur la transmission de modèles européens de la physique universitaire vers McGill et Buenos Aires ; et l’étude de É. Montpetit (1940) sur l’américanisation de l’enseignement supérieur québécois.

[219]

De plus, un certain nombre d’études ont pour thème le développement des sciences ou de l’enseignement au Québec selon le contexte social, économique ou politique québécois. En reliant l’analyse structurelle des formations sociales québécoises à l’analyse de l’institutionnalisation de l’activité scientifique, ces études situent la recherche et l’enseignement au Québec par rapport aux forces économiques externes. Au risque d’assimiler à un ensemble homogène ce qui est en réalité une diversité d’approches disciplinaires, mentionnons : le livre de M. Leclerc (1982) sur la science politique au Québec ; les travaux de M. Fournier, de L. Maheu et de leurs collaborateurs sur les sciences et sur l’enseignement supérieur au Québec (M. Fournier et al., 1975) critiquant l’idée reçue selon laquelle le développement d’un champ scientifique périphérique reproduit le modèle de développement des champs centraux ; aussi de M. Fournier et L. Maheu (1975) qui demandent si « la périphérie d’une activité locale donnée est (...) en corrélation avec sa complète dépendance, et dans ses formes institutionnelles et dans ses objets, par rapport à des champs scientifiques extérieurs, centres ou non de la production scientifique mondiale ? » ; de P. Dandurand et al. (1980) sur la formation universitaire en tant qu'élément de la stratégie de reproduction du capital culturel des couches sociales québécoises) ; enfin les travaux de R. Duchesne (1981a) et de R. Jarrell (1977, 1981) sur les sciences au Québec en tant que société coloniale. Cette liste n’est pas exhaustive : un examen approfondi de la production historique et sociologique portant sur les sciences au Québec fournirait beaucoup d’informations supplémentaires concernant les aspects internationaux du développement scientifique québécois (bien que ce thème ne domine pas l’historiographie des sciences au Québec et au Canada : voir R. Duchesne (1981b).

Plutôt que de résumer davantage cette littérature, nous avons préféré analyser ici les relations transnationales entre le Québec et les États-Unis en recherche et en éducation, en fonction de certains indices fréquemment utilisés lorsqu’on évalue le degré d’autonomie d’un champ scientifique : les flux de personnel, les interventions financières dans la recherche universitaire, industrielle et militaire, et la langue de publication des résultats de la recherche. Nous allons cependant souligner, lorsqu’il est pertinent de le faire, l’existence d’études portant sur le sujet en question.

Les flux de personnel hautement qualifié  
et d’étudiants

Le Québec a été historiquement un importateur de personnel scientifique et technique. Ce personnel s’est surtout dirigé vers l’enseignement post-secondaire, les strates administratives du secteur tertiaire et les postes techniques des secteurs primaire et secondaire. La plupart des études sont quantitatives, c’est-à-dire qu’elles se limitent à la description des taux d’immigration et d’émigration et de la répartition géographique des lieux de formation professionnelle. Les tentatives d’évaluer l’impact de l’importation de connaissances et de savoir-faire sur la structure du champ scientifique québécois, sur les moeurs universitaires, sur le contenu des discours scientifiques, sur l’orientation des recherches, ou sur les activités d’innovation technologique, sont plus rares.

[220]

Une étude de G. Girard et al. (1977) donne une indication de l’ampleur de l’importation des compétences dans le champ scientifique québécois. En 1973, 26,8% des diplômés universitaires au Québec avaient complété leurs études secondaires hors de la province. En sciences fondamentales et génie, la proportion était de 29% et de 34% respectivement. La même année, « seulement un diplômé de troisième cycle sur quatre est un Québécois d’origine, sur la base des études secondaires » (p. 56). 46% des effectifs du personnel scientifique et technique de la province étaient des immigrants ; la proportion était de 76,9% chez les diplômés des 2e et 3e cycles du secteur primaire et de 66,7% chez les détenteurs de ces diplômes dans le secteur manufacturier. Presque la moitié des diplômés formés hors-Québec l’avaient été au Canada, 10,8% aux États-Unis, et 39,6% ailleurs (p. 106).

Entre 1968 et 1975, ce sont les États-Unis (en tant que pays de naissance) qui ont fourni la plus grande proportion d’immigrants au Québec : 8,8% du total (M. Polèseet A. LeMinh, 1978). Durant ces années, l’âge moyen des immigrés nés aux États-Unis était, avec celui des immigrés suisses, le plus bas de tous les pays d’origine, et les immigrants américains avaient le nombre moyen d’années de scolarité le plus élevé de tous les immigrants (M. PolèseetD. Bédard, 1978,9-15). La proportion des immigrants citoyens des États-Unis a ensuite baissé, mais les Américains d’origine sont restés parmi les plus scolarisés de toute la population d’immigrants.

En plus de fournir au Québec une main-d’oeuvre plus jeune et plus scolarisée que la moyenne, les États-Unis jouent un autre rôle en tant que fournisseur de personnel qualifié : ils servent de pays de transit pour un nombre important de francophones. Des quelques 4 500 immigrants provenant des États-Unis entre 1968 et 1974 et dont le pays de naissance était autre que les États-Unis, approximativement la moitié possédaient une connaissance de la langue française. Ce groupe comprenait des Européens francophones, des Haïtiens et approximativement mille Franco-américains nés au Québec (M. Polèse et D. Bédard, 1978, 9).

Contrairement à ce qui s’est passé au Canada anglais, les citoyens américains n’ont guère pénétré le secteur universitaire francophone. En 1979-1980 seulement 2,4% des professeurs-chercheurs du réseau francophone étaient de naissance américaine, tandis que pour le réseau anglophone québécois (McGill exclu) la proportion était de 18,9% (Gouvernement du Québec, 1982a). Cette proportion d’Américains dans le réseau universitaire anglophone du Québec est plus élevée que la proportion canadienne (le Québec exclu) : en 1981-1982, 13,4% des professeurs universitaires au Canada étaient des citoyens américains, la proportion étant plus élevée que la moyenne en arts, sciences sociales, humanités, et agronomie-biologie (Gouvernement du Canada, 1982).

Le recrutement du personnel enseignant dans les universités francophones du Québesc se caractérise par une diversification des sources comparativement au Canada anglais, à laquelle s’ajoute un taux de recrutement interne plus élevé qu’ailleurs au Canada. Dans le secteur francophone, presque les trois quarts des professeurs sont nés au Canada et entre 75% et 80% de ceux-ci sont nés au Québec ; [221] 84,5% des professeurs des universités québécoises francophones étaient citoyens canadiens en 1979-1980. 18% des professeurs-chercheurs du secteur francophone sont nés en Europe (Gouvernement du Québec, 1982a). Excluant le Québec, la proportion de professeurs universitaires citoyens canadiens en 1981-1982 était de 76% ; parmi ceux qui n’étaient pas citoyens canadiens, plus de la moitié (53%) étaient citoyens américains, tandis que 21% étaient britanniques et 7,5% étaient citoyens d’autres pays européens (Gouvernement du Canada, 1982).

Un autre indice proposé pour évaluer le degré d’autonomie d’un champ scientifique est la répartition des lieux de formation. Une telle démarche s’appuie sur la présomption que la formation à l’étranger est un facteur important dans l’acquisition des problématiques, traditions, modèles d’analyse, styles et valeurs d’un champ étranger, et que ce champ continuera d’être un point de repère une fois le diplômé de retour chez lui. La valeur de cette hypothèse n’a pas encore été rigoureusement vérifiée pour le cas du Québec, mais on dispose d’études (B. Schroeder-Gudehus, 1973, 1974) mettant en lumière les caractéristiques de l’importation massive de diplômés étrangers au Canada pendant les années 1950-1972. La proportion du personnel universitaire canadien ayant obtenu son dernier diplôme d’une université canadienne est tombée de 64,8% en 1950 à 39,7% en 1972. Les sciences sociales représentaient la plus grande proportion de diplômes obtenus à l’étranger tandis que les sciences physiques et le génie représentaient la moins grande proportion. De toutes les régions géographiques ou linguistiques canadiennes, le Québec francophone avait la plus grande proportion d’enseignants universitaires formés au Canada : 57,3% en 1972. Tandis que les diplômes américains représentaient 66,3% de tous les diplômes étrangers dans les universités de l’Ouest canadien en 1972, au Québec cette proportion n’était que 35,7%, la proportion de diplômes français parmi les diplômes étrangers revenant à 28,7%. Tout comme c’est le cas en ce qui concerne la citoyenneté des professeurs universitaires, le Québec francophone jouit d’une diversité de sources de formation à l’étranger plus grande que celle de toute autre province.

L’émigration des diplômés des universités francophones du Québec semble avoir été relativement faible. Selon G. Girard et al. (1977, 63), en 1973 le taux de rétention du Québec sur la population totale des diplômés était approximativement de 70%, les départs étant plus fréquents en sciences (33%) et moins fréquents en génie (23%) et en sciences sociales et humanités (18%). Les différences entre les taux de rétention des diplômés des universités anglophones et francophones québécoises sont révélatrices : 95% des diplômés des universités francophones sont restés au Québec en 1973, tandis que seulement 57% des diplômés des universités anglophones l’ont fait. En 1981 les deux tiers des nouveaux diplômés de doctorat sont restés au Québec, ce qui était le taux de rétention le plus fort de toute province productrice importante de doctorats (Gouvernement du Canada, 1982). Des informations fournies par l’Université de Montréal sur la répartition géographique des abonnements à la revue *Les Diplômés* (chaque diplômé dont l’adresse est connue reçoit un abonnement) soulignent le faible degré de mobilité géographique de ses diplômés : des quelque 51 400 abonnements analysables sous l’angle de la répartition [222] géographique, 96,45% étaient au Québec, 0,55% aux États-Unis et 0,86% dans d’autres pays (M. Maheu, 1983).

Il semblerait donc que l’« exode des cerveaux » québécois soit un mythe, à tout le moins partiellement, car ce sont les scientifiques anglophones et allophones qui sont surreprésentés parmi les ressortissants (G. Provost, 1983). Il serait intéressant de répertorier les scientifiques québécois francophones actuellement à l'étranger afin de connaître les raisons ayant amené ces chercheurs à s’expatrier. Quoi qu’il en soit, le Québec ne semble pas avoir subi une hémorragie systématique de ses chercheurs, bien que la saturation du secteur universitaire puisse changer la situation de façon substantielle.

Nous passons maintenant à la question des flux d’étudiants entre le Québec et les États-Unis. À ce sujet nous ne disposons que d’informations fragmentaires. Parmi les raisons déterminant la décision d’un étudiant d’aller acquérir une formation française ou américaine, les auteurs ont souligné les suivantes : la plus grande légitimité qu’une formation européenne confère à un diplômé en science politique, à cause de l’auto-reproduction du corps professoral au Québec et de la rareté de tels diplômes dans le champ scientifique québécois (M. Leclerc, 1982, 209) ; et la perception de la position hiérarchiquement supérieure du champ français en sciences sociales ajoutée à la possibilité de se faire valoir en Amérique du Nord par une maîtrise du capital sociologique français et québécois (M. Fournier, 1972, 662-664). D’autres auteurs notent que la « classe de hauts fonctionnaires » du Québec « est particulièrement bien intégrée dans un réseau nord-américain et que ses héritiers ont probablement plus de chance de se retrouver dans les grandes universités américaines ou torontoises », et notamment la Harvard Business School (P. Dandurand et al., 1980, 128). M. Fournier suggère que les étudiants qui choisissent d’étudier aux États-Unis « sont, dans une plus grande proportion, issus des fractions dominantes des classes supérieures, parce que, d’une part, les études y sont beaucoup plus coûteuses qu’en France et que, d’autre part, ces étudiants sont prédisposés à valoriser la culture américaine » (1972, 664). Il faudrait voir si cette explication s’applique dans le cas des études à l’étranger en sciences exactes et appliquées.

Quoi qu’il en soit, l’une des caractéristiques des relations asymétriques québéco-américaines en enseignement et en recherche est le très faible pouvoir d’attraction qu’ont les universités québécoises francophones sur les étudiants américains. Pendant l’année universitaire 1980-1981 (sessions d’été, d’automne et d’hiver), des quelques 2 500 inscriptions trimestrielles d’étudiants américains à temps plein dans les universités québécoises, 94,4% ont eu lieu dans les universités anglophones (Gouvernement du Québec, 1982a). Il est donc évident que la plupart des étudiants américains entrant en contact avec la société québécoise le font par le biais des universités anglophones.

Parmi les universités québécoises francophones, c’est l’Université Laval qui accueille la plupart des étudiants américains. Des 141 étudiants d’origine américaine inscrits à Laval à l’automne 1982, 12 avaient adopté la citoyenneté canadienne, [223] 45 étaient des immigrants, et 84 avaient des visas d’étudiant. Les trois quarts d’entre eux faisaient leurs études en littérature, humanités et langues, et presque les trois quarts de ces étudiants étaient inscrits au niveau du premier cycle (Fortin, 1983).

Il n’existe que très peu de sources financières aux États-Unis pour faciliter les études universitaires au Canada, et la hausse des frais de scolarité au Québec atteint tous les étudiants étrangers qui ne sont pas couverts par des accords entre le Québec et le pays d’origine. Les programmes d’échanges d’étudiants récemment mis sur pied par le Gouvernement du Québec avec certains groupes d’universités américaines (voir plus loin) commencent à rendre les universités francophones plus accessibles aux étudiants américains.

Notons en passant qu’au début du siècle le Québec a exercé un pouvoir d’attraction beaucoup plus important qu’actuellement sur les étudiants américains : vers 1910, « 3 500 Franco-Américains poursuivaient leurs études dans les collèges classiques de la Province du Québec » (A. Sénécal, 1981, 560). L’assimilation des Franco-Américains et le déclin de la pertinence des études classiques ont grandement diminué cette source d’influence sur les États-Unis.

Les interventions financières américaines  
dans le champ scientifique québécois

Les interventions financières américaines dans les universités québécoises sont peu évidentes et ont tendance à décroître en importance relativement aux financements provenant des gouvernements fédéral et provincial et du secteur privé canadien. En 1967-1968, sur 25,5$ millions de subventions aux universités québécoises, 2,2$ millions (8,5%) provenaient de sources américaines. La proportion est tombée à 4,5% en 1969-1970 (Gouvernement du Québec, 1971, 154). En 1980-1981, 5,1% (6 millions de dollars) du montant total des subventions et contrats de recherche aux universités québécoises provenaient de sources étrangères (Gouvernement du Québec, 1983b). Approximativement 40% de ces fonds étrangers servent à subventionner la recherche médicale. À elle seule, l’Université McGill recevait 54,3% des subventions étrangères destinées aux universités québécoises en 1980-1981.

Nous n’avons aucune information sur l’effet des interventions financières étrangères sur l’orientation de la recherche universitaire québécoise ou sur le déroulement des carrières des chercheurs qui reçoivent ces subventions provenant de l’extérieur. Nous avons cependant quelques exemples de l’importance dans le passé, sur le plan de la structuration institutionnelle de l’enseignement au Québec, d’interventions américaines. La Faculté des sciences sociales de l’Université Laval a reçu une subvention de la part de la Fondation Rockefeller dans les années ’50 pour promouvoir la recherche sur les structures familiales, le développement urbain, les régions économiques, et le syndicalisme au Québec (J.-C. Falardeau, [224] 1974, 151). La venue du sociologue américain Everett C. Hughes à l’Université Laval en 1943, rendue possible par un soutien de la Fondation Rockefeller, avait eu un impact (lequel est par ailleurs toujours sujet à débat) sur le style de sociologie qui s’est développé à Laval pendant les années ’40 et ’50 (J.-C. Falardeau, 1974, 148-149 ; E. Hughes, 1963 ; M. Fournier et G. Houle, 1980, 29). La Fondation Rockefeller a subventionné le Conseil canadien de recherches en sciences sociales afin de favoriser la formation de sociologues aux États-Unis ; d’après J.-C. Falardeau, ces interventions auraient de « plus d’une manière » accéléré l’implantation de la sociologie dans la vie universitaire et intellectuelle québécoise » (1974, 159). Pendant les années ’20, la Fondation Rockefeller a fourni un appui important à la jeune Faculté des sciences de l’Université de Montréal, et à la Faculté de médecine pour établir un programme de formation d’hygiénistes (E. Montpetit, 1940, 246 et 251 ; D. Gaucher, 1979, 63 ; F. Descarries-Bélanger et al., 1979, 24-25).

Il y aurait long à dire sur les relations entre le Québec et les États-Unis dans le domaine de la recherche industrielle, mais aborder correctement ce problème nous amènerait très loin, hors de notre cadre d’analyse. Les aspects généraux de la situation du Québec à l’endroit de l’innovation technologique sont d'ailleurs assez bien connus, malgré que la littérature en traite habituellement à l’échelle canadienne (voir par exemple Gouvernement du Québec, 1979, ch. 5 ; S. Globerman, 1978 ; G. Boismenu et G. Ducatenzeiler, 1983).

Selon l’enquête menée par le Centre de recherche industrielle du Québec en 1982 auprès des entreprises manufacturières situées au Québec (Gouvernement du Québec, 1982b), sur les 510 entreprises effectuant la R-D, les cinq unités employant le plus de personnel dans la R-D comptaient au total environ 2 600 chercheurs et techniciens, soit 37% de la capacité de la R-D du secteur manufacturier québécois. Deux de ces unités (Pratt et Whitney, Ayerst) sont des filiales des multinationales américaines. La décision de la maison mère d’Ayerst de fermer les portes du laboratoire de Montréal en faveur du New Jersey indique la vulnérabilité du Québec en matière de recherche industrielle, mais les situations aussi claires que celles-ci n’illustrent qu’imparfaitement la très forte dépendance du Québec (et du Canada) à l’endroit des centres d’innovation technologique situés ailleurs.

Dans les cas où la recherche industrielle d’envergure se fait au Québec, les industries l’effectuant s’insèrent souvent dans les marchés continentaux, d’où le poids considérable des acteurs américains. Qu’on pense à l’importance des commandes militaires et aérospatiales américaines pour les compagnies de technologie de pointe telles que Pratt et Whitney, Canadair, Spar Aérospatiale, Marconi Canada et Canadian Aviation Engineering. L’importance des commandes militaires américaines va en croissant. En mai 1983, lors de la première « Can-Am Future-Tech Conférence », tenue conjointement à Ottawa par la Canadian Advanced Technology Association et la National Security Industrial Association des États-Unis, des représentants du gouvernement américain et de l’industrie américaine d’armements ont fait appel aux firmes canadiennes en vue d’accroître la participation de celles-ci au développement des technologies militaires de pointe. [225] D’après un représentant de l’ambassade canadienne à Washington, « The goal is to get Canadian technology companies to gear more of their research and development efforts to the huge U.S. military market, estimated to be worth 1,5 $ trillion over the next five years » (J. Chevreau, 1983).

La plupart des coûts résultant de la dépendance du Québec et du Canada envers la technologie étrangère ne sont pas directement perceptibles : le coût des subventions aux industries non concurrentielles ; le coût des redevances et d’autres paiements faits par les firmes aux non-résidents pour des brevets d’invention, dessins industriels, recherches scientifiques, recherches sur les produits et les procédés de production, et services de génie (voir Gouvernement du Canada, 1978a et 1978b) ; les coûts résultant des difficultés des exportateurs québécois de savoir-faire à s’imposer sur certains marchés (voir Major et Martin, Inc., 1981, et R. Parent, 1983) ; et enfin les coûts intangibles d’ordre politique et social découlant du faible degré de souveraineté technologique du pays. À ce titre, a été remarqué (E. Cloutier, 1976) le développement d’une idéologie de nationalisme technologique au sein du Parti Québécois se traduisant, dans ses manifestations les plus récentes, par des efforts pour mettre en place des industries de pointe, pour renforcer la direction de l’État en matière de recherche-développement et de soutien public aux activités d’innovation technologique.

Le débat sur la langue de publication  
et la circulation de l’information

Un indice fréquemment utilisé pour évaluer le degré d’autonomie d’un champ scientifique est celui de la langue de publication des résultats de la recherche scientifique : « N’est-il pas une caractéristique des collectivités scientifiques <périphériques>, que leurs membres éprouvent dans une large mesure le besoin de chercher ailleurs que dans leurs revues nationales la publicité qu’ils veulent donner aux résultats de leurs recherches et parce fait même s’assurer de la reconnaissance de leurs pairs ? » (B. Schroeder-Gudehus et L. Dandurand, 1980, 180).

Deux études quantitatives (B. Schroeder-Gudehus et L. Dandurand, 1980, et A. Drapeau, 1981) présentent des tableaux relativement complets quant à la langue de publication utilisée par les chercheurs québécois. De ces études il ressort que, sous l’angle de la diffusion de l’information scientifique, le champ scientifique québécois est très axé sur les réseaux américains de communication. Drapeau a recensé 3 463 articles produits par les chercheurs des Universités Laval, de Montréal, du Québec et de cinq instituts de recherche : 71 % des articles furent publiés en anglais. Répartissant les publications des chercheurs des universités Laval et de Montréal selon les domaines de spécialisation, Drapeau établit une échelle d’orientation vers les champs anglophones : seulement 11% des publications en criminologie et en droit étaient en anglais ; 27% en « culture, religion, société, sport, inadaptation juvénile, consommation » ; 47% en administration, aménagement, économie, transports ; 58% en eau, écologie, nutrition ; 80% en médecine ; et 84% en chimie, mathématiques et physique (p. 2).

[226]

Il est donc évident que le phénomène de l’anglicisation de la communication scientifique québécoise n’est pas le même pour toutes les disciplines. En général, plus une discipline a pour objet l’environnement social et moins elle est mathématisée dans son vocabulaire, plus ses praticiens semblent chercher leurs interlocuteurs (et par là, la reconnaissance et la gratification socioprofessionnelle) à l’intérieur de leur propre univers linguistique.

Comme l’a souligné Y. Gingras (1983a, 2-4) dans son étude de la quarantaine de communications présentées lors du Colloque international sur l’avenir du français dans les publications scientifiques, tenu à Montréal en novembre 1981, les débats sur la langue de publication tournent autour d’une vague notion de ’culture’ qui « amalgame tout un ensemble de marchés essentiellement distincts ». Tandis que les défenseurs de l’idéologie universaliste de la science justifient « de façon instrumentale l’usage de l’anglais » et distinguent « la science de la culture » (p. 11), ceux qui promeuvent la position culturelle-nationaliste déclarent équivalentes la science et la culture, passant « de la culture à la nation et de là à sa défense » (p. 2). La langue « n’étant pas un enjeu sur tous les marchés », il s’agit d’analyser le phénomène de la standardisation linguistique de la communication scientifique en fonction de la dynamique des disciplines concernées, les unes visant des marchés plus vastes, plus prestigieux, plus faciles d’accès, ou plus côtoyés par les champs sociaux ou politiques que les autres.

Au sujet des différentes stratégies des chercheurs québécois quant à la diffusion de leurs travaux et à l’obtention de la reconnaissance, les informations sont plutôt éparses (sur les efforts français pour développer une politique linguistique en matière de communication scientifique voir M.-J. Chartier, 1977). Bonin (1981, 14) note que les publications économiques en français d’auteurs québécois francophones ne sont que rarement citées par leurs collègues anglophones (ce même phénomène a été signalé en sociologie et en science politique), mais que le processus d’évaluation de manuscrits en français soumis à des revues bilingues est aussi rigoureux que pour les manuscrits en anglais. Néanmoins, le prix que paient les économistes qui publient en français en Amérique du Nord « est que leur réputation franchira très rarement les frontières du Québec ». Lionel Boulet, directeur de l’IREQ, l’institut de recherche d’Hydro-Québec, souligne que puisque les domaines de recherche de l’IREQ ne s’adressent au Québec qu’à un nombre restreint de personnes, il n’est pas dramatique que la plupart des publications des chercheurs de l’IREQ soient en anglais (L. Boulet, 1981, 2). D’ailleurs, c’est « parce que les chercheurs de l’IREQ ont publié dans ces périodiques (américains) les résultats de leurs travaux... qu’Hydro-Québec a été le seul service public étranger invité à siéger sur un comité national américain » sur le développement de la technologie des piles à combustible. Il signale aussi des retombées industrielles de la pratique de publication de l’IREQ : bref, l’accession « aux ligues majeures de la science » requiert la publication en anglais et comporte des avantages.

Néanmoins, mis à part le problème de la concentration des réseaux de traitement des informations scientifiques en Amérique du Nord au sein des firmes américaines, la publication à l’étranger procède essentiellement de la perception [227] qu’ont les praticiens d’une discipline donnée de la valeur de la science pratiquée ailleurs. Ce serait moins la « séduction de la culture anglo-saxonne » (J.-L. Boursin, 1981,5) que l’effet de l’« idée que se font les scientifiques de l’importance de la recherche conduite aux États-Unis et des bénéfices à recueillir en se comportant comme s’ils faisaient partie du milieu américain » (B. Schroeder-Gudehus et L. Dandurand, 1980, 181). La position relativement marginale des Anciens de la Faculté des sciences de l’Université de Montréal dans les années ’20 par rapport à la production scientifique internationale s’est traduite par la diffusion de leur production scientifique à 75,9% à l’intérieur du Québec, et ceci par le biais de périodiques non proprement scientifiques (F. Descarries-Bélanger et al., 1979, 29-35). Dans les années ’60, les sociologues québécois de langue française citaient proportionnellement plus d’auteurs américains que d’européens ; d’après M. Fournier, la fonction de ces citations aurait surtout été de certifier la production locale et, par là, de « consolider la position des chercheurs dans leur lutte pour le monopole de la légitimité culturelle sur le marché national ou un de ses sous-marchés » (1972, 637-639). M. Leclerc signale le même phénomène de légitimation-qua-citation dans le cas de la science politique au Québec : « Tout indique que la sujétion du champ intellectuel aux structures matérielles de dépendance ne s’opère que vis-à-vis des champs scientifiques ayant acquis une importante légitimité internationale, la référence à ceux-ci étant la seule à pouvoir assurer une légitimité culturelle véritable » (1982, 233).

À l’exception de quelques témoignages selon lesquels publier en français ne nuit pas à la visibilité d’un chercheur (si la publication vaut la peine d’être lue, précisent-ils), la plupart des interventions en faveur de la thèse du nationalisme culturel lors des débats sur la langue de publication ont pour objectif de définir les obligations des chercheurs francophones en matière de pratique linguistique et de les mettre en garde contre les effets néfastes qu’aurait la publication en anglais sur la culture scientifique et technique du Québec (voir M. Mercier, 1981, 322-363 pour un relevé des conséquences possibles de l’anglicisation de la production scientifique québécoise).

L’un des facteurs contribuant à accroître l’importance des jugements que le champ scientifique américain porte sur la production scientifique des champs étrangers (facteur dont les implications commencent à être évaluées par ceux qui en subissent les conséquences) est la concentration aux États-Unis des grands réseaux de traitement d’informations scientifiques et bibliographiques en Amérique du Nord. Par exemple, les trois Index de citations produits par l’Institute for Scientific Information (ISI) à Philadelphie dans les domaines des sciences naturelles, des sciences sociales et des humanités sont un outil de recherche fort commode, mais leur choix des revues à répertorier est basé sur les critères de visibilité dans le champ américain. Comme J.-L. Boursin l’explique, « le système démarre avec un noyau de revues américaines et s’étend de proche en proche aux revues les plus citées. Autrement dit, la probabilité d’inclusion d’une revue augmente lorsqu’elle est citée par les revues américaines » (1981, 9). Si la visibilité d’un chercheur ou la productivité d’une unité de recherche peut facilement être mesurée en utilisant les Index de l’ISI, il est évident que cette mesure est conçue en fonction du champ scientifique américain.

[228]

Les difficultés à pénétrer dans ce réseau d’échanges d’informations scientifiques sont illustrées par l’expérience de la revue Eau du Québec, « la plus importante revue scientifique et technique de langue française dans le domaine de l’eau en Amérique du Nord ». Cherchant à accroître la diffusion de la revue (en 1979 elle circulait dans 22 pays, mais à 88,8% au Québec), ses éditeurs ont obtenu qu’elle soit résumée ou indexée par 17 différents systèmes dans plusieurs pays. Pourtant, avant que la revue n’ait pu être considérée pour insertion dans *Current Contents*, périodique de signalisation publié par l’ISI, cet Institut a posé deux conditions (A. Perrault et al., 1979, 6) : « ajouter une table des matières à la revue avec seulement les titres en anglais, ce qui fut fait », et démontrer que la revue est citée « un nombre appréciable de fois dans le *Science Citation Index*, ce qui constitue pour nous, à l’heure actuelle, un obstacle insurmontable. Car, pour apparaître dans cet Index, il faut que la revue soit diffusée largement à l’étranger ».

La dépendance globale du champ scientifique québécois vis-à-vis des réseaux étrangers de traitement d’informations scientifiques et techniques a été décrite par M. Risi (1981). Selon lui, les grands réseaux américains, lesquels maintiennent actuellement « une suprématie sur le marché » québécois, excluent « la majorité des banques (de données) indexées en français », tandis que les index français, « qui couvrent aussi la documentation en langue anglaise », ont été « historiquement boudés » par les centres de documentation scientifique au Canada et au Québec, « probablement à cause de l’« immersion américaine », de la facilité d’accès de ces banques américaines et même d’une prétendue facilité du langage scientifique qu’elles utilisent » (pp. 5-7). Cependant les banques françaises de données offrent certains avantages : « une couverture étendue de la documentation relative au domaine spécifique de la banque, qualité que l’on ne retrouve pas dans les banques américaines fortement orientées vers la documentation américaine », et « une pertinence exceptionnelle des descripteurs » (p. 7).

Un autre aspect de la pénétration du champ local par le système scientifique américain se retrouve dans le domaine des textes universitaires. Cet aspect n’a pas retenu beaucoup d’attention, bien que tout le monde sache par expérience que les textes en français sont plus coûteux que les textes en anglais. Ce coût plus élevé des textes français serait, d’après les résultats d’une enquête menée par l’Office de la langue française, la raison principale conduisant au choix des textes en anglais par les enseignants universitaires (Gouvernement du Québec, 1983c, 23). En général ce sont les cycles supérieurs et les domaines scientifiques et techniques qui utilisent le plus souvent des ouvrages en anglais. Les enseignants des sciences pures et appliquées étaient d’ailleurs moins portés que les autres enseignants universitaires à considérer que l’utilisation d’un ouvrage dans une langue autre que la langue maternelle serait préjudiciable à l’apprentissage des étudiants (p. 42).

Une courte étude des facteurs non économiques entourant le choix de textes en anglais ou en français (Y. Gingras, 1983b) constate que les différences structurelles des champs intellectuels français et américains se reflètent dans l’appareillage même des textes. Les livres académiques américains sont conçus pour être [229] utilisés comme outils de recherche et sont pourvus de bibliographies détaillées et de notes extensives, tandis que les livres français (même les traductions françaises d’ouvrages américains) visent fréquemment un public plus général et manquent souvent des instruments essentiels à l’utilisation du livre aux fins de la production intellectuelle.

Syncrétisme, assimilation, affrontements

La question qui se pose tout naturellement, étant donné la position particulière du champ scientifique québécois en marge des trois autres champs, est celle de l’existence d’une spécificité québécoise à l’intérieur du discours scientifique. Cette spécificité se traduirait-elle par un « rôle original de synthèse entre deux mondes, deux grandes cultures, l’européenne et l’américaine » que la recherche au Québec est « par la force des choses, appelée à jouer » ? (P. Lacoste, Université de Montréal, 1978, préface).

Ceux qui ont traité cette question mettent plus en évidence les affrontements, les traductions et le syncrétisme que les synthèses originales. Selon M. Fournier et L. Maheu (1975,97), étant donné la structure économique du Québec et les formations sociales qui en sont la conséquence, « il n’y a que de faibles incitations au développement d’une activité scientifique bien articulée à la production industrielle et à la recherche de l’innovation technologique à caractère économique : tout au plus y a-t-il place pour des scientifiques qui s’adonnent non à la découverte scientifique mais à des tâches de vulgarisation, de traductions ou de <transfert> de travaux ». Jusqu’à quel point ces commentaires au sujet de la communauté scientifique québécoise des années ’30 s’appliquent-ils à la production scientifique québécoise actuelle ?

D’après G. Rocher (1973, 79), la sociologie québécoise a subi plutôt qu’intégré les influences américaines. Ce « tiraillement » aurait réduit sa créativité : « la sociologie québécoise n’a aucun caractère que l’on peut appeler <national>... elle est dans un état d’indétermination qui fait pour l’instant sa faiblesse mais qui pourrait faire peut-être sa force ». D’après M. Fournier, la position du sociologue québécois « exige une maîtrise telle des productions sociologiques américaines et françaises que les sociologues québécois peuvent difficilement ne pas se donner comme tâche d’être des intermédiaires et des <traducteurs> ou ne pas valoriser le travail d’exégèse et l’érudition. Un corollaire de cette fonction est une tendance à l’éclectisme (ou au syncrétisme) souvent fondée dans une idéologie de la récollection et de la réconciliation des doctrines et des idées » (1972, 632). Quant à la science politique québécoise, les influences américaines et françaises en auraient « permis le développement dans le contexte d’un pluralisme original qui a résisté habituellement aux entreprises de réduction idéologique et méthodologique si fortes dans la science politique américaine ou même européenne » (A. Vachet, cité par M. Leclerc, 1982, 213).

[230]

Ainsi que l’a constaté É. Montpetit en 1940, les influences américaines sur l’enseignement supérieur québécois ont été surtout visibles dans les facultés et écoles professionnelles et dans les sciences à caractère appliqué, tandis que les disciplines dites de culture ont résisté au champ scientifique américain, ou ont même contre-attaqué. Il serait important de faire l’analyse des disciplines québécoises de sciences pures et appliquées afin de comprendre plus profondément comment elles se situent par rapport aux champs scientifiques étrangers quant à leur discours et quant à leur fonctionnement.

Les échanges québéco-américains en éducation  
et en recherche : relations interuniversitaires  
et intergouvernementales

Ce que nous appelons ici « échanges » englobe en fait une gamme d’interactions dont le degré de formalité, le statut juridique, les implications politiques et constitutionnelles, ainsi que les moyens mis en œuvre sont tous très variables. Ces interactions peuvent être aussi modestes et éphémères que des échanges irréguliers de documents entre chercheurs, ou aussi complexes que les accords ou ententes passés entre gouvernements.

L’étude des rapports de coopération québéco-américains en enseignement et en recherche se trouve alors d’emblée devant une hétérogénéité de formes d’interaction qui résiste aux généralisations trop faciles. Parmi les facteurs qui limitent, pour le moment, le développement des connaissances dans ce domaine, mentionnons l’absence d’études empiriques de base. Il existe quelques répertoires ou inventaires d’activités de coopération (J. Loubser, 1976 ; R. Patry, 1977 ; R. Swanson, 1974 ; Université de Montréal, 1978), mais ils sont loin d’être exhaustifs. L’exhaustivité est probablement, d’ailleurs, un idéal inaccessible, vu le volume des rapports interuniversitaires et intergouvernementaux entre le Québec et les États-Unis. De plus, approximativement 15% des relations scientifiques et techniques entre les provinces canadiennes et les États-Unis se font par des canaux fédéraux canadiens (J. Ghent, 1980, 26). Les activités d’envergure impliquant l’établissement d’une infrastructure commune, par exemple l’installation tripartite canado-franco-américaine d’un télescope à Hawaii, à laquelle l’Université de Montréal a participé dès le début, passent presque toujours par des canaux fédéraux. Mais la plupart des échanges scientifiques et techniques canado-américains « se font coup par coup, de façon très officieuse », et ces échanges sont si « ubiquitaires... leur réseau est si complexe que l’élaboration d’une liste des relations intergouvernementales bilatérales (sans parler du nombre énorme des liens multilatéraux des États, des provinces, de l’industrie, des universités ou d’autres sphères du secteur privé) semble défier toute compilation » (J. Ghent, 1981, 96).

Les quelques répertoires des « liens » interuniversitaires fournissent des renseignements sur l’orientation géographique des activités de coopération des universités francophones québécoises. En 1975, la plus grande proportion des liens que ces universités entretenaient en sciences sociales et humanités les mettaient en [231] rapport avec la France (environ 50%), les États-Unis occupant la deuxième place (J. Loubser, 1976, 4). De toutes les universités canadiennes, les universités Laval et de Montréal indiquaient le plus grand nombre de liens. Il est probable que ce chiffre soit plus significatif sur le plan qualitatif que quantitatif : les universités francophones semblent avoir été plus disposées, en 1975, à mettre en évidence leurs liens interuniversitaires que ne l’étaient les universités anglophones du Québec.

Un répertoire établi en 1978 des activités de coopération de l’Université de Montréal montre que presque 52% des activités étaient dirigées vers l’Europe, tandis que l’Amérique du Nord (États-Unis, Canada anglais, Mexique) était le partenaire d’environ 37%. Plus de la moitié des activités de coopération étaient des « projets universitaires », i.e. des activités semi-formelles impliquant des départements, des groupes de chercheurs ou des chercheurs individuels (Université de Montréal, 1978). L’orientation européenne de cette même université est indiquée par le fait qu’entre 1972-1973 et 1977-1978, « trois professeurs sur quatre ont effectué au moins un séjour en Europe à l’occasion de leur année sabbatique » (J.-G. Laurendeau, 1979, 16).

Outre les liens tissés entre chercheurs européens et chercheurs québécois en raison de la provenance nationale et des lieux de formation de plusieurs de ceux-ci, la plupart des programmes de coopération interuniversitaire subventionnés par le gouvernement provincial ont favorisé, jusqu’à présent, les contacts avec l’Europe et plus particulièrement avec la France. Les accords France-Québec ont fournis l’occasion de nombreux échanges entre les deux pays en éducation et en recherche. L’un des objectifs de ces accords a été d’encourager le développement de réseaux de communication entre le Québec et la France, et par là de réduire la position prédominante des États-Unis au sein du champ scientifique québécois au profit de la France. À ce titre, l’un des résultats d’une évaluation des échanges universitaires franco-québécois est intéressant : « plusieurs chercheurs nous ont avoué que les projets intégrés servent parfois de tremplin aux universitaires français qui cherchent une porte d’accès au circuit américain » (L. Brassard et A. Donneur, 1981, 28).

Il n’existe que très peu d’études sérieuses et bien étoffées des relations scientifiques, techniques et éducatives internationales des provinces canadiennes, bien que des informations éparses se trouvent dans la littérature, considérable, portant sur les implications juridiques et constitutionnelles des relations extérieures des provinces. Comme le Québec représente à la fois un cas parmi d’autres du phénomène de l’accroissement des activités internationales des provinces, et un cas particulier, dans le sens qu’à tort ou à raison les activités internationales du Québec sont interprétées souvent comme ayant des implications politiques qui seraient absentes de gestes semblables posés par l’Ontario ou la Colombie Britannique, l’étude des relations internationales québécoises en science et en éducation mérite plus d’attention. Quant aux sources d’information, à part les études de R. Swanson (1974), de J.-L. Roy (1977), de J. Ghent (1980) et de B. Schroeder-Gudehus (1978), il faut souvent avoir recours à des articles de presse, à des rapports [232] gouvernementaux officiels et officieux, et à des entrevues avec les acteurs concernés pour établir le profil des activités gouvernementales québécoises vis-à-vis des États-Unis en matière d’enseignement et de recherche.

Le développement de liens intergouvernementaux entre les provinces canadiennes et les États des États-Unis est devenu chose très courante, notamment dans des domaines techniques tels la santé, l’environnement, les transports et l’énergie. R. Swanson (1974) a recensé plus de 80 ententes ou accords conclus entre le Gouvernement du Québec et, au total, 23 États américains. Les secteurs faisant plus fréquemment l’objet d’accords étaient les transports (22), les affaires culturelles et l’éducation (13), et la protection de l’environnement (10) (J.-L. Roy, 1977, 511). L’évaluation de cet « inventaire complexe et confus » est, d’après Roy, « l’une des tâches les plus urgentes auxquelles le ministère des Affaires intergouvernementales devra s’attaquer ». Effectivement, les incidences et les effets politiques de ces liens sont variables : si certains liens s’établissent en fonction d’autres formes d’interaction, par exemple le commerce, d’autres liens relèvent de l’initiative politique et doivent s’évaluer selon les objectifs politiques visés. En outre, si une bonne partie des liens techniques s’insèrent plus ou moins dans les préoccupations des échelons moyens de la hiérarchie administrative et, de ce fait, sont peu politisés, il n’est pas exclu que par la suite une question devienne controversée, ce qui élargit le cadre original d’interactions et fait intervenir de nouveaux acteurs.

Il est difficile de faire des observations générales sur les accords passés entre le Québec et les pays étrangers, car ces accords n’ont pas tous le même statut juridique : ententes, accords, arrangements, lettres de déclaration commune, procès verbaux, protocoles, échanges de lettres, conventions, contrats, etc. Une liste des accords passés entre le Québec et ses partenaires étrangers entre 1964 et janvier 1983 (Gouvernement du Québec, 1983d) indique qu’approximativement 20% de la centaine d’accords ont été passés avec les États américains, particulièrement dans le domaine des transports.

Depuis quelques années le Gouvernement du Québec effectue une réorientation de sa politique étrangère afin d’y faire une place de choix aux États-Unis. Les motifs commerciaux et politiques prédominent et les interventions québécoises se concentrent sur des milieux-clés américains : commercial, financier, universitaire, la presse, et certains groupements politiques.

C’est dans le sillage de la nouvelle politique américaine du Québec que plusieurs programmes de coopération éducative ont été lancés. Depuis 1980, des ententes ont été conclues entre le Québec, d’une part, et plusieurs groupements importants d’universités américaines, d’autre part : le New England Board of Higher Education, le State University of New York, l’International Student Exchange Program, le Committee on Institutional Cooperation in Higher Education, et le California State University and Colleges System, lesquels regroupent, au total, des centaines d’universités et de « colleges » américains. Les programmes établis permettent des échanges d’étudiants, qui peuvent poursuivre leurs études dans un établissement d’accueil tout en restant inscrits à, et en payant les frais de [233] scolarité de, leur université d’attache. En 1982-1983, 34 étudiants québécois ont été accueillis par des universités californiennes, et 36 étudiants californiens ont passé une année dans une université québécoise dans le cadre de l’un de ces programmes (voir California State University International Program, 1982, et Conférence des Recteurs et des Principaux des Universités du Québec, 1983).

La Direction États-Unis du ministère des Affaires intergouvernementales a disposé en 1982-1983 d’un budget d’environ 650 000$ pour des activités de promotion et de coopération en matière d’éducation aux États-Unis. Ces crédits ont servi à subventionner entre autres un programme de conférenciers et de séminaires ; un programme pour développer l’expertise sur les relations Québec—États-Unis (la plupart des subventions à ce programme ont été accordées à des organismes américains) ; des projets de coopération universitaire et collégiale ; des échanges d’étudiants ; un programme de bourses d’études d’été en français ; et un programme d’enseignement du français en Louisiane (pour une description de ces programmes voir Gouvernement du Québec 1982c, 1981a, 1981b, 1980b). Le MAIQ a aussi favorisé la mise en place de structures permanentes à caractère de société savante (Northeast Council on Quebec Studies, Southeast Council on Quebec Studies) aux États-Unis afin de faciliter l’accès du gouvernement aux milieux intellectuels américains spécialisés en études québécoises et de promouvoir la connaissance du Québec aux États-Unis. Ces moyens, pour la plupart mis en œuvre depuis deux ou trois ans seulement, traduisent un revirement de l’orientation internationale du Québec en direction des États-Unis et, comparativement aux préoccupations louisianistes des années ’70, ils sont l’indication d’une transformation de la perception du gouvernement tant des intérêts québécois qui sont enjeu aux États-Unis, que des moyens nécessaires pour les atteindre.

Conclusion

Nous pouvons tirer plusieurs conclusions du survol, que nous avons présenté, de la littérature portant sur les rapports québéco-américains en enseignement et en recherche. En premier lieu, l’étude des relations internationales scientifiques, techniques et éducatives du Québec est un domaine à faible développement. Pourtant, la littérature qui est disponible rend sceptique quant à toute déclaration prétendant voir dans le champ scientifique québécois un exemple de dépendance parfaite envers des champs scientifiques étrangers, y compris celui des États-Unis. Le degré d’autonomie du champ québécois semble varier selon l’indice appliqué et aussi selon la discipline scientifique. A plusieurs égards, le champ scientifique québécois est moins dépendant du champ scientifique américain que ne l’est le champ scientifique anglo-canadien.

En deuxième lieu, le problème des « rapports culturels » doit être repensé lorsqu’il s’agit de rapports scientifiques internationaux. Les sciences sont, après tout, une collection diverse de disciplines dont chacune a des attributs microculturels propres. C’est probablement dans le débat sur la langue de publication [234] qu’on voit les prises de position les plus consistantes de fractions importantes de la communauté scientifique québécoise à l’endroit de cultures scientifiques étrangères.

Enfin, quant aux rapports interuniversitaires et intergouvernementaux en recherche et en éducation, nos connaissances sont fragmentaires en raison du faible nombre d’études empiriques de base, et aussi puisque la plupart des programmes de coopération avec les pays non francophones sont encore récents. Pourtant, le décloisonnement des relations internationales québécoises vers l’extérieur de la francophonie, la signification particulière que continueront d’avoir sur le plan constitutionnel les activités internationales du Québec et la position du champ scientifique québécois en marge de trois autres champs scientifiques laissent dans leur ensemble entrevoir l’éventualité d’une gestion politique plus poussée et plus intégrée des relations scientifiques, éducatives, et techniques du Québec, ne serait-ce qu’afin d’élaborer et d’appliquer des critères de promotion propres aux diverses formes d’interactions possibles dans ces domaines.

[235]

Bibliographie

Boismenu, Gérard et Graciela Ducatenzeiler.

*Le Canda dans la circulation internationale de technologie : importation et maîtrise*. Communication présentée lors du Colloque sur la nouvelle division internationale du travail et le Canada. Ottawa, janvier 1983.

Bonin, Bernard.

*L'utilisation du français en science économique : une expérience canadienne*. Communication présentée lors du Colloque international sur l’avenir du français dans les publications scientifiques. Montréal, 1981.

Boulet, Lionel.

*L'avenir du français dans les communications et les publications scientifiques : l'expérience de l'Institut de recherche d'Hydro-Québec*.Communication présentée lors du Colloque international sur l’avenir du français dans les publications scientifiques. Montréal, 1981.

Boursin, Jean-Louis.

*Des thèses divergentes, des opinions contradictoires*. Communication présentée lors du Colloque international sur l’avenir du français dans les publications scientifiques. Montréal, 1981.

Brassard, Lise et André Donneur.

*Les échanges universitaires franco-québécois et les publications en français*. Communication présentée lors du Colloque international sur l’avenir du français dans les publications scientifiques. Montréal, 1981.

California State University International Programs (1982).

*Student Country Report for 1982-1983 Participants. The Program in Québec*. 1982. (Sans lieu, polycopié).

Chartier, Marie-Janie.

*Influence de la politique linguistique française sur le domaine spécifique de la communication scientifique*. Mémoire de maîtrise (Institut d’histoire et de sociopolitique des sciences), Université de Montréal, 1977.

Chevreau, Jonathan.

« U.S. Military Appeals for High-Tech Aid » , *The Globe and Mail* (13 mai 1983).

Cloutier, Édouard.

« Industrialization, Technology and Contemporary French-Canadian Nationalisme Wallace Gagné, *Nationalism, Technology and the Future of Canada* (Toronto, Macmillan Co. of Canada, 1976) : 147-166.

Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec.

*Les programmes d’échanges d’étudiants : bilan et perspectives, juin 1982 — février 1983*, sous-comité des programmes d’échanges d’étudiants, CREPUQ. Montréal, 1983. Polycopié.

Cousineau, Jean-Michel.

*Le marché du travail des diplômés universitaires du Québec*.Québec, Conseil des Universités, 1980.

[236]

Dandurand, Pierre, Marcel Fournier et Léon Bernier.

« [Développement de l’enseignement supérieur, classes sociales et luttes nationales au Québec](http://dx.doi.org/doi:10.1522/24955348)», *Sociologie et Sociétés*, 12, l(av. 1980) : 101-131.

Descarries-Bélanger, Francine, Marcel Fournier, et Louis Maheu.

« Le frère Marie-Victorin et les 'petites sciences’ ». *Recherches sociographiques*, 20, l (1979) : 7-39.

Desroches, Jean-Marie, et Robert Gagnon.

« Georges Welter et l’émergence de la recherche à l’École polytechnique de Montréal », *Recherches sociographiques*, 14, l (1983) : 33-54.

Drapeau, Arnold.

*Les publications et les communications scientifiques. La langue utilisée par les chercheurs des centres de recherches des universités francophones du Québec*.Québec, Conseil de la langue française, Notes et documents no 9, 1981.

Drapeau, Arnold.

« Publions en français, langue scientifique internationale », *Eau du Québec*, 12, 4 (nov. 1979) :313-322.

Dubuc, Alfred.

« L’influence de l’École des annales au Québec », *Revue d’histoire de l’Amérique française*, 33, 3 (déc. 1979) :357- 386.

Duchesne, Raymond.

« Science et société coloniale : les naturalistes du Canada français et leurs correspondants scientifiques », *HSTC* Bulletin, 5, 2 (mai 1981a) : 99-139.

Duchesne, Raymond.

« Historiographie des sciences et des techniques au Canada », *Revue d’histoire de l’Amérique française*, 35, 2 (sept. 1981b) : 193-165.

Falardeau, Jean-Charles.

« [Antécédents, débuts et croissance de la sociologie du Québec](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.faj.ant)», *Recherches sociographiques*, 15, 2-3 (1974) : 135- 165.

Fortin, Jocelyne.

Communication personnelle, Bureau du Registraire, Université Laval, 1983.

Fournier, Marcel.

« [De l’influence de la sociologie française au Québec](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.fom.del)», *Revue française de sociologie*, 13, suppl. (1972) :630- 665.

Fournier, Marcel et Louis Maheu.

« [Nationalismes et nationalisation du champ scientifique québécois](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.fom.nat)», *Sociologie et Sociétés*, 7, 2 (nov. 1975) : 89- 113.

Fournier, Marcel et Gilles Houle.

« [La sociologie québécoise et son objet : problématique et débats](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.fom.soc2)», *Sociologie et Sociétés*, 7, l (mai 1980) : 119- 131.

Gaucher, Dominique.

« La formation des hygiénistes à l’Université de Montréal, 1910-1975 : de la santé publique à la santé préventive », *Recherches sociographiques*, 20, l (1979) :59-86.

Ghent, Jocelyn Maynard.

*La participation du gouvernement canadien à l’activité scientifique et technique internationale*.Ottawa, Conseil des Sciences du Canada, 1981.

,

[237]

Ghent, Jocelyn Maynard.

« The Participation of Provincial Governments in International Science and Technology », *The American Review of Canadian Studies*, 10, l (1980) : 48-62.

Gingras, Yves.

*La* *valeur d’une langue dans un champ scientifique*. Communication présentée lors de la conférence de l’ACFAS, Trois-Rivières, mai 1983a.

Gingras, Yves.

« Une faille dans l’édition de langue française », *La Recherche*, 144 (janv. 1983b) : 112-113.

Gingras, Yves.

« La physique à McGill entre 1920 et 1940 : la réception de la mécanique quantique par une communauté scientifique périphérique », *HSTC Bulletin*, 5, l (janv. 1981) : 15-40.

Girard, Guy, Jean-Claude Otis et Normand Proulx.

*Eléments pour l’étude du personnel scientifique et technique dans le cadre d’une politique de la recherche scientifique au Québec*.Québec, Gouvernement du Québec, Bureau de la Science et de la Technologie, 1977.

Globerman, Steven.

« Canadian Science Policy and Technological Sovereignty », *Canadian Public Policy*, 4 (hiv. 1978) :34-45.

Gouvernement du Canada.

*Enseignants dans les universités*. Statistique Canada, catalogue 81-241, 1982.

Gouvernement du Canada.

*Loi sur les déclarations des corporations et des syndicats ouvriers*. Statistique Canada, catalogue 61-210, partie 1 : corporations, 1978a.

Gouvernement du Canada.

*L’importation de la recherche et du développement invisibles.* Ministère d’État, Sciences et Technologie, 1978b.

Gouvernement du Québec.

*Caractéristiques des inscriptions universitaires au Québec, 1978-79, 1979-80, 1980-81*. Québec, ministère de l’Éducation, Direction générale de l’enseignement et de la recherche universitaires, 1983a.

Gouvernement du Québec.

*Les subventions et contrats de recherche des universités du Québec en 1979-80 et 1980-81*. Québec, ministère de l’Éducation, direction générale de l’enseignement et de la recherche universitaires, 1983b.

Gouvernement du Québec.

*La langue des manuels utilisés dans l’enseignement universitaire.* Québec, Office de la langue française, 1983c.

Gouvernement du Québec.

*Liste des accords, etc. conclus entre le Québec et les gouvernements étrangers, 1964-1983*.Québec, ministère des Affaires intergouvernementales, document non publié, 1983d.

[238]

Gouvernement du Québec.

*Caractéristiques socio-démographiques et académiques des professeurs-chercheurs des universités québécoises en 1979-80 et évolution depuis 1972-73*.Québec, ministère de l’Education, Direction générale de l’enseignement et de la recherche universitaires, 1982a.

Gouvernement du Québec.

*Inventaire des entreprises manufacturières qui font de la recherche et du développement au Québec*.Québec, Secrétariat à la Science et à la Technologie, 1982b.

Gouvernement du Québec.

*Rapport du groupe de travail pour l’orientation du développement de la coopération Québec—États-Unis*. Québec, ministère de l’Éducation, document non publié, déc. 1982c.

Gouvernement du Québec.

*Stratégies d’interventions internationales. Direction États-Unis*, par James Donovan. Québec, ministère des Affaires intergouvernementales, document non publié, sept. 1981a.

Gouvernement du Québec.

*Programmation États-Unis 1981-1982*, par André Bruneau. Québec, ministère des Affaires intergouvemementales, mars 1981b.

Gouvernement du Québec.

*Un projet collectif. Énoncé d’orientations et plan d’action pour la mise en œuvre d’une politique québécoise de la recherche scientifique*.Québec, Éditeur officiel du Québec, 1980a.

Gouvernement du Québec.

*Coopération éducative États-Unis*, par André Bruneau. Québec, ministère des Affaires intergouvernementales, janv. 1980b.

Gouvernement du Québec.

*Bâtir le Québec. Énoncé de politique économique*.Québec, Éditeur officiel du Québec, 1979.

Gouvernement du Québec.

*Les principes de la politique scientifique du Québec*. Québec, ministère de l’Éducation, Comité des politiques scientifiques du Québec, 1971.

Hughes, Everett C.

« The Natural History of a Research Project : French Canada », *Anthropologie*, 5, 2 (1963) : 225-240.

Jarrell, R.A.

« Two Scientific Révolutions that Fai- led : the Truncation of Science and Colonialism in Ireland and French Canada », *HSTC Bulletin*, 18 (1981) : 150- 165.

Jarrell, R.A.

« The Rise and Decline of Science at Québec, 1824-1844 », *Histoire Sociale*, 10 (1977) : 77-91.

Laurendeau, Jean-Guy.

« L’Université de Montréal et l’Europe : un mouvement continuel de contacts et d’échanges dans le domaine de la recherche et l’enseignement supérieur, Association des Universités et Collèges du Canada, *Les relations internationales des universités canadiennes avec les pays évolués et industrialisés*, Ottawa, 1979.

[239]

Leclerc, Michel.

*La Science Politique au Québec. Essai sur le développement institutionnel, 1920-1980*.Montréal, L’Hexagone, 1982.

Loubser, Jan J.

*Les liens internationaux du Canada dans les domaines des sciences sociales et des humanités*.Ottawa, Conseil canadien de recherche en sciences sociales, 1976.

Maheu, Marielle.

Communication personnelle, Bureau de la revue Les Diplômés, Université de Montréal, 1983.

Major et Martin, Inc.

*Les activités des sociétés québécoises de génie-conseil et leurs effets d’entraînement*. Québec, Gouvernement du Québec et Association des ingénieurs-conseils du Québec, 1981.

Mercier, Maurice.

*L’avenir du français dans la science et la technologie. Un défi aux chercheurs francophones et aux francophones chercheurs*, Montréal, document de travail, Colloque international sur l’avenir du français dans les publications scientifiques, 1981.

Montpetit, Édouard.

« L’enseignement supérieur est-il américanisé ? », *Revue trimestrielle canadienne*, 26 (sept. 1940) : 229-273.

Parent, Robert.

« Les multinationales québécoises de l’ingénierie ». *Recherches sociographiques*, 24, l (janv.-av. 1983) :75-94.

Patry, Robert.

*Enquête sur les programmes de coopération établis entre les universités canadiennes et les établissements étrangers*.Ottawa, Association des Universités et Collèges du Canada, 1977.

Perrault, André, Bertrand Samson et Arnold J. Drapeau.

*Mémoire pour la promotion du périodique de langue française*. Montréal, mémoire déposé suite à la publication du Livre vert sur une politique québécoise de la recherche scientifique par l’Association québécoise des techniques de l’eau, 1979.

Polèse, Mario et Danielle Bédard.

*Caractéristiques des immigrants au Québec à l’admission et potentiel d’immigration, 1968-1974*. Québec, Gouvernement du Québec, ministère de l’Immigration, Études et documents no 1, fév. 1978.

Polèse, Mario et Agnès Le Minh.

*L’impact à court terme de l’immigration internationale sur la production et l’emploi au Québec, 1968-1975*. Québec, Gouvernement du Québec, ministère de l’Immigration, Études et documents no 3, av. 1978.

Pouliot, Richard.

*Influences culturelles des États-Unis sur le Québec : état sommaire des travaux*. Québec, Université Laval, Centre québécois de relations internationales, 1972.

Provost, Gilles.

« Les unilingues anglophones quittent le Québec », *Le Devoir*, 28 mai 1983.

[240]

Pyenson, Lewis.

« The Incomplète Transmission of a European Image : Physics at Greater Buenos Aires and Montréal, 1890-1920 », *Proceedings of the American Philosophical Society,* 122, 12 (1978) : 92-114.

Ranga Chand, U.K.

« Characteristics of Research and Development Performing Firms in Cana- dian Manufacturing », *Research Policy*, 11 (1981) : 193-203.

Risi, Marcel.

*La technologie, une source d’assimilation*. Communication présentée lors du Colloque international sur l’avenir du français dans les publications scientifiques, Montréal, 1981.

Rocher, Guy.

« L’influence de la sociologie américaine sur la sociologie québécoise », *Mémoires de la Société Royale du Canada*, 4, 11 (1973) : 75-79.

Roy, Jean-Louis.

« Les relations du Québec et des États-Unis (1945-1970) », P. Painchaud, *Le Canada et le Québec sur la scène internationale* (Montréal, Presses de l’Université du Québec, 1977) : 497- 514.

Schroeder-Gudehus, Brigitte.

*Évaluation des activités de coopération franco-québécoises gérées par la sous-commission à la recherche scientifique et technologique du ministère des Affaires intergouvernementales*. Octobre 1978. 50 p.

Schroeder-Gudehus, Brigitte.

« Les relations internationales culturelles, scientifiques et techniques », P. Painchaud, *Le Canada et le Québec sur la scène internationale* (Montréal, Presses de l’Université du Québec, 1977) :253-274.

Schroeder-Gudehus, Brigitte.

« Le paradoxe la croissance universitaire », *Revue canadienne de l’enseignement supérieur*, 4, 2 (1974) : 10-20.

Schroeder-Gudehus, Brigitte.

« Foreign degrees and autonomy in science : what is the relationship ? », *Science Forum*, 34 (août 1973) : 14-17.

Schroeder-Gudehus, Brigitte et Louise Dandurand.

« La recherche scientifique canadienne : langue et lieu de publication », *Argus*, 9, 5-6 (sept.-déc. 1980) : 179- 185.

Sénécal, André.

« La thèse messianique et les Franco-Américains », *Revue d’histoire de l’Amérique française,* 34, 3 (mars 1981) : 557-567.

Swanson, Roger Frank*.*

Sta*te-Provincial Interaction. A Study of Relations Between U.S. States and Canadian Provinces Prepared for the U.S. Department of State*.Washington (D.C.) et Mosherville (Pa.), CA- NUS Research Institute, 1974.

Trainor, Lynn.

« Science in Canada-American Style », Ian Lumsden, *Close to the 59th Parallel etc. The Americanization of Canada* (Toronto, University of Toronto, 1970) : 241-255.

[241]

Université de Montréal.

*Rapport annuel 1981-1982.* Montréal, 1982.

Université de Montréal.

*Répertoire des actions de coopération de l’Université de Montréal et de ses Écoles affiliées*.Montréal, 1978.

[242]

[243]

Charles H. Davis,  
“*L’enseignement supérieur et la recherche*.”

COMMENTAIRE

Par Brigitte SCHROEDER-GUDEHUS

[Retour à la table des matières](#tdm)

À première vue, les relations entre deux pays dans les domaines de l’enseignement supérieur et de la recherche semblent offrir un terrain d’observation assez nettement circonscrit. Mais voilà, deux ou trois paragraphes suffisent à Charles Davis pour nous convaincre de la complexité de ces rapports et de la précarité de tout effort d’en évaluer la portée en termes d’« influences culturelles ». Il nous fait comprendre que des obstacles à la fois conceptuels et matériels empêchent une étude intégrée. Se résigner à procéder par juxtaposition de différents aspects des rapports québéco-américains ne signifie pas que l’étude demeure à l’état d’ébauche. La sélection est si pertinente que nous en tirons une excellente vue d’ensemble et en saisissons sans peine l’essentiel. Nous suivons l’auteur quand il constate la difficulté d’appréhender des influences culturelles et, plus encore, de les mesurer. Nous sommes d’accord pour considérer comme peu fécondes les distinctions entre sciences naturelles et exactes, sciences sociales et humanités qu’un auteur moins averti aurait sans doute prises comme base de départ ; c’est au niveau des disciplines qu’il faut, en effet, rechercher les catégories pertinentes de « dépendance » ou d’« autonomie » relatives. Il nous est rappelé que l’on ne saurait figer l’étude de cette autonomie ou dépendance relatives dans une polarité Québec/ États-Unis : ce n’est qu’en prenant en compte des rapports concurrents — avec la France, avec le Canada anglais — qu’il convient d’évaluer les relations avec les États-Unis. La précarité de tout effort d’évaluation est démontrée : les études empiriques sont rares ; celles qui existent prennent souvent appui sur des disciplines différentes, ne cherchent pas réponse aux mêmes problématiques et ne se servent pas des mêmes indicateurs. La méthodologie est loin d’être au point : selon l’indicateur utilisé, les relations québéco-américaines prennent l’aspect de paysages différents, suggèrent des conclusions divergentes.

Même si l’on ne peut reprocher à l’auteur de ne pas avoir suffisamment attiré l’attention sur l’état précaire des problématiques et des méthodes, c’est sur ce plan-là que nous aurions souhaité que la perspective de l’étude soit ici et là un peu plus critique. Le fait que les études empiriques et les informations ne sont pas abondantes n’est pas une raison suffisante pour relâcher les critères de pertinence. Ainsi faut-il se demander si, à la page 221, le pourcentage élevé de résidents au Québec parmi les abonnés de la revue *Les Diplômés*, permet à lui seul de conclure que l’« exode des cerveaux« québécois soit un mythe. Il semble assez évident qu’il est plus facile d’obtenir les adresses de ceux qui sont restés sur place que de ceux qui sont partis... On pourrait s’interroger également sur le type d’« influence sur les États-Unis« qu’auraient pu exercer les 3 500 Franco-américains fréquentant des collèges classiques au Québec en 1910 (p. 14) — et sur la signification du « déclin« que la réduction de ce nombre est censée représenter.

[244]

La section sur les langues exprime justement et succinctement le fond du débat : conceptions « instrumentalistes« contre conceptions « culturelles« de la langue de publication, — encore n’en ressort-il peut-être pas assez clairement que ce débat est loin d’être clos. S’il est intéressant de présenter les propos avancés, il est peut-être utile aussi de souligner que la signification de beaucoup d’entre eux ne réside pas tant dans la justesse rigoureuse des faits et des analyses que dans la portée politique de l’argument. Un lecteur à qui le débat sur le « français-langue scientifique » ne serait pas familier risque de se méprendre aussi sur le rôle d’une institution comme l’ISI de Philadelphie (p. 24). Ses répertoires de citations, tables de matières etc. ont pour objectif non pas de donner un reflet équitable de la production mondiale, mais d’être utiles à leurs principaux utilisateurs. Les critiques concernant la prédominance de la littérature anglaise produite par la mécanique de sélection ne sont pertinentes qu’à cause de la fonction attribuée à ces répertoires dans l’évaluation des performances scientifiques individuelles et collectives.

Un dernier point me semble avoir mérité trop peu d’attention : celui même du concept d’« influence culturelle« et, surtout, d’« influence américaine ». L’auteur nous avertit lui-même de la difficulté de cerner cette « influence », conceptuellement et sur le plan de la réalité quotidienne. Même si l’on ne peut contester la carence d’études empiriques sur l’influence culturelle, ce fait en soi aurait pu donner un éclairage additionnel — et critique — à la littérature recensée, aux efforts d’imagination et de diligence déployés dans la construction d’indicateurs, et aux politiques d’orientation culturelle internationale.

Au cours des recherches que nous avons menées, il y a quelques années, sur les échanges scientifiques franco-québécois, nous nous sommes aussi intéressée aux rapports avec d’autres pays, et notamment avec les États-Unis. Il s’agissait, en effet, d’appréhender aussi correctement que possible la place relative de la France dans le réseau de collaboration et de communication des scientifiques québécois et d’évaluer le pouvoir d’orientation des politiques gouvernementales. Il apparut alors clairement que de nombreux bénéficiaires de ces échanges donnaient une nette préférence à la collaboration avec des institutions aux États-Unis, quand ils se posaient la question sous un angle strictement scientifique. Ils tenaient en même temps, et avec force, à maintenir et à développer leurs relations avec des institutions françaises. Ils donnaient comme raisons non seulement des considérations sur la « qualité de la vie », mais insistaient également sur la nécessité de s’exposer à des systèmes de pensée, des écoles, des acquis de connaissances, de méthodes et de pratiques et à des styles différents, sur leur détermination, en somme, de profiter d’un double accès culturel comme d’un privilège intellectuel.

On pouvait fréquemment déceler une volonté très articulée de préserver une identité de « Français d’Amérique du Nord« , de suivre un mouvement de balancier et de prendre appui tantôt dans cette civilisation, tantôt dans l’autre, pour mieux se défendre contre les risques d’absorption dans l’une d’elles. Attitudes à verser au dossier du syncrétisme, certes, mais dont les subtilités se trouvent souvent masquées par l’omniprésence de la question linguistique. Il serait pourtant faux de [245] croire que les aspects culturels de la double attraction France/États-Unis se limitent à la question de la langue où le lien avec la France se manifeste dans toute son épaisseur. D’autres aspects de la culture risquent de ne pas faire une unanimité aussi belle, et même s’ils ne mobilisent qu’un fraction infime de la population, ils méritent d’être évoqués. Ainsi de nombreux scientifiques québécois, connaissant bien la vie du chercheur en France, affirmaient emphatiquement leur identité nord-américaine, dès qu’il était question des interactions dans les laboratoires, de la hiérarchie des chercheurs, de la puissance des patrons et de la déférence qui semblait leur être dûe. Sous cet angle, la revendication d’être « un Américain qui parle français« n’était pas sans une connotation de fierté.

La richesse des observations et des analyses que M. Davis présente dans son texte dépasse largement le format de l’« état des travaux » qui lui avait été demandé. Ce n’est pas lui rendre justice que de lui reprocher de ne pas avoir élaboré et approfondi chaque question qu’il a soulevée au passage. En fait, ce texte comble une lacune : il n’existe pas à ma connaissance d’étude abordant le sujet dans une perspective aussi ouverte et attentive aux interrelations. La bibliographie est conçue dans le même esprit et, à ce titre, exemplaire.

[246]

[247]

DEUXIÈME partie.  
PROBLÈMES D’AUJOURD’HUI

9

“Les « Nouvelles cultures ».”

Par André JOYAL

[Retour à la table des matières](#tdm)

[248]

[249]

L’influence qu’exercent les changements culturels sur l’évolution des systèmes économiques explique l’intérêt que leur consacrent certains économistes. En refusant de considérer les comportements des individus comme une donnée immuable et homogène et les aspects institutionnels comme des éléments secondaires, on est ainsi conduit à s’interroger sur les conséquences de l’émergence de valeurs nouvelles. Cet intérêt ne peut que prendre une importance grandissante lorsque l’apparition d’idées et d’attitudes nouvelles s’accompagne du plus important ralentissement de l’économie depuis la crise des années trente. D’aucuns sont d’accord pour reconnaître que la conjugaison des effets d’une crise, qui est à la fois culturelle et économique, ne peut manquer de susciter des modifications substantielles dans le fonctionnement des sociétés industrielles, ce qui a pour conséquence que des expressions comme : tiers-secteur, secteur associatif, alternative sociale, économie humaniste ou conviviale, systèmes de petite dimension, écosociété, écodéveloppement, etc. ont fait leur apparition depuis quelques années et s’introduisent graduellement dans le langage courant.

On verra quelles sont les principales manifestations, aux États-Unis et au Québec, de ce que l’on appelle en France les « expérimentations sociales », susceptibles de façonner un nouveau visage à notre environnement économique. Ce faisant, on pourra considérer la pertinence d’une opinion émise parfois, voulant que la Californie et le Québec constituent en Amérique du Nord les deux pôles d’attraction en ce qui regarde les nouveaux modes de vie. Il s’agira de vérifier dans quelle mesure Michael Reich avait vu juste, il y a une douzaine d’années, en percevant rien de moins que l’amorce d’une révolution culturelle rendant inopportune la révolution politique [[337]](#footnote-337). Cette conscience III, qu’il attribuait à la nouvelle génération, se manifeste-t-elle de façon significative ? Avait-il raison de se référer à Jerry Rubin, l’auteur de « Do it » [[338]](#footnote-338) (qui, on le sait, ne « le fait plus » aujourd’hui... ), en faisant ressortir les valeurs défendues par ceux à qui on avait accolé l’étiquette de contestataires ? En somme, l’Amérique est-elle aussi « verdoyante » qu’elle semblait l’être à la fin des années 60 ? Est-il vrai, comme le croit l’économiste Robert Heilbroner, que l’on pourrait assister à une décentralisation des pouvoirs politiques et économiques à la faveur d’un retour aux initiatives effectuées dans un cadre de petite dimension à la faveur d’une plus grande autonomie et du respect de l’environnement [[339]](#footnote-339) ? Pour répondre à ces questions, un certain recul est nécessaire afin de considérer les formes prises par les premières manifestations de l’adhésion à des valeurs différentes. Il s’agit ensuite de voir ce qui en reste en regardant comment l’influence a pu se propager par le biais d’expériences qui ont permis de distinguer le caprice et le réalisme.

De la fleur à l’Apple II

Quelle que soit l’expression utilisée, les concepts de « nouvelle culture » ou de « contre-culture » font immédiatement penser aux attitudes de rupture de la fin des années 60 caractérisées par le mouvement du retour à la terre ou par le phénomène hippie. En ce qui concerne ce dernier, on sait que c’est à San Francisco, [250] dans le quartier Haight Ashbury, qu’il a connu son apogée. C’est l’époque des « Diggers », avec leurs magasins où marginaux ou pas pouvaient se procurer vêtements, livres, articles ménagers, pour le prix d’un sourire, alors que de l’autre côté de la baie, sur l’avenue Telegraph à Berkeley on avait les « Tenny Boppers », tandis que, pour ne pas être en reste, Los Angeles avait ses « Sunset Strippers », et que New York se distinguait avec son « East Village Hippies ». Pendant ce temps, en Europe, on avait les « Mods » de Londres, les « Provos » d’Amsterdam et les « Wondervôgel » en Scandinavie. L’heure était à l’utopie, la recherche du bonheur ne se faisant pas à partir de l’acquisition de biens matériels mais au travers de la découverte de soi et dans le partage d’expériences avec ses semblables. La ville servait de point de rencontre pour y trouver une solidarité sans laquelle les rêves ne sont que futilité. Quant à la campagne, sa redécouverte semblait offrir les chances de vivre en autarcie en se coupant complètement du modèle dominant.

Entre autres maîtres à penser, Henry David Thoreau occupe une place non négligeable. Ses deux ans de vie en pleine autarcie dans la forêt près de l’étang de Walden (Mass.), au milieu du siècle dernier, ont servi d’exemple. Ce philosophe de la nature qui, à l’encontre de ce qu’enseigne la Bible, soutenait qu’un homme devait travailler un jour par semaine et faire ce qui lui plaît les six autres, était l’âme dirigeante du mouvement transcendantaliste. Son compagnon. Ralph Waldo Emerson, a écrit, en 1839, que pour comprendre à la fois Thoreau et le transcendantalisme il fallait savoir qu’« en ce moment, dans le Massachusetts, des jeunes gens, ainsi que des moins jeunes, sont en train de vivre une révolution. Il ne s’agit pas d’une conspiration organisée : ils ne votent pas, ne publient pas en groupe, ne tiennent pas de réunions. Ils ne se connaissent même pas entre eux. Une seule chose les réunit : l’amour de la vérité, le travail de la vérité [[340]](#footnote-340) ». Aujourd’hui, en faisant allusion aux attitudes concernant les valeurs non-matérialistes, on utilise parfois l’expression « comportements émersonniens ».

Cependant, ce que Thoreau avait fait seul, les décrocheurs de la fin des années 60 le faisaient collectivement. C’est l’époque des communes dont l'apogée ne durera que le temps des roses. Il fallut peu de temps pour constater que l’idéal de travailler quand bon il semble, afin de vaquer à des activités plus enrichissantes sur le plan personnel, n’était pas aisément réalisable. Il en fut de même pour le partage des diverses responsabilités. Si le retour à la campagne permit de renouer avec des valeurs que n’avaient pu léguer les arrière-grands-parents, force fut aussi de constater que ceux-ci devaient travailler bien dur pour assurer leur subsistance. Quant à la vie collective, en l’absence des règles et des convictions qui ont assuré la pérennité des communautés religieuses, on en a vite saisi les limites et les inconvénients.

Pendant ce temps, à San Francisco, les hippies qui n’avaient pas pris la direction de Katmandou commençaient, à leur tour, à connaître leur part de désillusions. Non seulement l’amour libre était difficile à vivre dans un monde où les hommes étaient trois fois plus nombreux que les femmes, mais on commença à trouver insipide la soupe servie gratuitement par les « Diggers ». On ne tarda pas à [251] savoir, ici et là, que les « facilités » d’hébergement pouvaient difficilement satisfaire même les moins exigeants. Le bruit se répandit qu’il y avait de fortes chances que les « touristes » de la contre-culture se voient forcés d’errer dans les rues en pente d’une ville où la température de juillet se compare à celle de Montréal en octobre. On prit conscience que des milliers de jeunes devaient se résigner à une existence de dépendance, vivant au jour le jour de mendicité, victimes de la maladie et des abus de la drogue. Dès lors, il ne faut pas se surprendre si les 500 000 « visiteurs à cheveux longs » attendus en 1968 furent moins de 100 000.

Aujourd’hui, la rue Ashbury offre une image bien tranquille au regard de ce qu’elle était il y a 15 ans. Quant à l’avenue Telegraph de Berkeley, elle a bien ses « Street people » dont certains sont des survivants du « Free speech movement » du début des années 60. Mais ils n’apportent rien d’autre qu’une certaine couleur locale empreinte de nostalgie qui ne manque pas de frapper les touristes. Sans plus. Faut-il croire que Michael Reich exagérait en écrivant : « On avait déjà des porteurs de perles et de pantalons à pattes d’éléphant engagés dans les bureaux de poste, probablement parce que l’on ne trouve pas d’autres employés. Dans peu de temps il y aura des hippies au F.B.I. » ? À sa décharge, il faut dire qu’il semblait avoir une conception très générale du mot hippy, laquelle correspondrait sûrement mieux au concept d’« alternatif » utilisé aujourd’hui dans la littérature française et québécoise.

Car, effectivement, ceux que l’on désigne aujourd’hui comme étant des alternatifs constituent, d’une certaine façon, une émanation de l’effervescence idéologique provoquée par le mouvement hippy. On sait que, bien souvent, les remous sociaux ne parviennent pas à susciter à court terme les changements escomptés. Il en va parfois autrement sur une plus longue période. Par exemple, en France, les revendications sur les conditions de travail, durant les années 70, furent imprégnées de l’influence des idées mises de l’avant dans les amphithéâtres de Paris ou dans les usines occupées par les travailleurs. Au Québec, on a l’exemple du mouvement de protestation contre le projet de loi 63 qui, s’il n’a pas empêché son adoption, a contribué à regrouper les forces nationalistes avec les conséquences que l’on connaît. Il en va de même pour ce qui concerne les retombées de l’agitation contre-culturelle.

Les idées véhiculées par les hippies, contrairement à ce que certains affirmaient, n’ont pas balayé le monde occidental à la façon dont le christianisme s’est imposé à travers l’empire romain. Par ailleurs, on peut reconnaître la pertinence de ces propos écrits en 1967 : « However, even among the youths who « remain in » conventionnal society in some formai sense, a very large number can be expected to hover so close the margins of hippy subculture as to hâve their attitudes and outlooks substantially modified. Indeed it is probably through some such muted, graduai, conversion that the hippy subculture will make a lasting impact on american society, if it is to have any at all [[341]](#footnote-341) ». Et c’est effectivement ce que l’on observera dans les années suivantes.

[252]

L’influence de nouveaux maîtres à penser

La mise en évidence des contradictions d’une société où « si on ne meurt pas de faim on risque de mourir d’ennui », a facilité la venue de nouveaux penseurs dont l’influence va imprimer sa marque sur une proportion importante de la population en Occident. On pense ici à E. Schumaker avec son « Small is Beautiful », à I. Illich avec le concept de convivialité qu’il a contribué à populariser, à A. Gorz avec son « Adieu au prolétariat ». Ces contributions, auxquelles s’ajoute celle d’un E. Fromm pour qui « être » est plus important qu’« avoir », vont dans le sens des idées soutenues avec de plus en plus de vigueur et d’assurance par les adeptes du mouvement écologique. L’accueil réservé aux protagonistes d’une alternative au modèle industriel caractérisant la société moderne constitue la preuve de l’émergence de valeurs nouvelles qualifiées par Ronald Inglehart de valeurs « post-matérialistes ». En comparant cette attitude dans les pays de la communauté européenne à celle observée aux États-Unis sur des questions comme : le maintien de l’ordre, la lutte à l’inflation, la liberté de parole, l’importance de la croissance économique, la participation des citoyens aux décisions du gouvernement, la défense, la lutte contre le crime, l’embellissement des villes et des campagnes, l’avènement d’une société plus conviviale et moins impersonnelle... il est possible d’affirmer, à partir de données chronologiques couvrant une dizaine d’années, que les valeurs « post-matérialistes » constituent un phénomène aux racines profondes pouvant avoir d’importantes conséquences politiques.

Ces révélations se trouvent confirmées par l’enquête désormais célèbre, menée par Duane Elgin et Arnold Mitchell, pour le compte du Stanford Research Institute. Elle nous apprend, entre autres choses, qu’au milieu des années 70, environ 5 millions d’Américains avaient simplifié, sur une base volontaire et de façon très sensible, leur comportement de consommateur tout en développant une conscience écologique. Selon les projections effectuées, ils pourraient être 25 millions en 1987 et 60 millions à la fin du siècle. Ceci, alors que l’on pourrait se trouver en présence d’un nombre équivalent de gens qui auront modifié, à un degré moindre, leur mode de vie.

Actuellement ces gens sensibilisés à un style de vie différent sont partagés également entre les deux sexes, à très grande majorité de race blanche, vivant surtout dans les villes. Ils sont pour l’ensemble bien éduqués et appartiennent à la « upper middle class » [[342]](#footnote-342).

Une partie de ces informations ont été confirmées par un sondage de Louis Harris qui permet de dégager que parmi les interrogés :

- 79% seraient favorables à ce que l’on éduque les gens à satisfaire leurs besoins essentiels plutôt que de rechercher toujours un niveau de vie plus élevé ;

[253]

- 76% estiment qu'il est préférable de chercher des satisfactions au travers des expériences de vie plutôt que dans l'acquisition de biens ou de services ;

- 66% favorisent un cadre de vie plus humain en opposition au gigantisme de certaines institutions [[343]](#footnote-343).

On serait en présence, en quelque sorte, d’une évolution favorisant l'instauration de nouveaux paradigmes comme le soutient Marilyn Ferguson dans un livre dont le titre original est plus évocateur que celui choisi pour l’édition française [[344]](#footnote-344). Cet ouvrage, qui n’a laissé indifférent aucun observateur des changements sociaux, reprend en quelque sorte les observations décrites par Michael Reich. Ces nouveaux paradigmes se rapportent par exemple aux attitudes face à la médecine, à l’éducation et bien sûr à l’égard de l’économie. Concernant le fonctionnement de cette dernière, on est mis en présence de propositions, qui, si elles devaient se voir réalisées, modifieraient de façon sensible le modèle dominant. On n’a qu’à penser à ce que serait une société où la consommation se ferait plus sélective et plus frugale, où dans le milieu de travail la démocratie se substituerait à la division des tâches et aux structures hiérarchiques, le travail devenant un mode de vie plutôt qu’un moyen pour atteindre un objectif de consommation. Dans cet univers alternatif, on privilégierait les structures de petite dimension faisant appel à une technologie appropriée que maîtriseraient parfaitement ses utilisateurs. Et, bien sûr, la valorisation ne se ferait plus par l’acquisition du plus grand nombre de biens matériels possible. Le témoignage suivant donne une illustration bien concrète du vécu de ces nouveaux paradigmes : « In Madison, Wisconsin, it is possible for a person to earn money, buy food and clothing, purchase a bicyle, service a car, and even find housing without having to pay for anyone’s profit. Through cooperatives and associations of services organizations, many citizens of the city are attempting to seize control of their lives and the ressources needed to live their lives to the fullest potential [[345]](#footnote-345) ».

Ces plaidoyers et ces témoignages en faveur d’une simplification des modes de vie, afin d’assurer le primat de la qualité de la vie sur la consommation, ne peuvent que gêner les économistes formés à l’école keynésienne. Pour ceux-ci, qualifiés parfois d’« économistes de la demande », l’équilibre de plein emploi est fonction d’une consommation soutenue. Or, il apparaît évident que le recours au troc, aux ventes de garage ou la fréquentation des marchés aux puces ne sont pas générateurs d’emplois. Il en va de même des rénovations effectuées chez soi, ou des réparations réalisées soi-même sur sa voiture plutôt que de la conduire au garage. Mais, quand on constate où ont conduit trois décennies de pratique des anciens paradigmes, il y a lieu de s’interroger sur les alternatives susceptibles d’assurer un développement harmonieux avec l’environnement humain et physique.

[254]

Le pragmatisme des alternatifs

L’idéal véhiculé par les hippies conserve toujours sa pertinence mais il se vit marqué par l’empreinte du réalisme. L’aversion notoire à l’égard de tout cadre formel, de normes à suivre ou de règlementations à respecter et le principe voulant que chaque individu s’occupe de ses activités aussi longtemps que ça lui plaît (« does his own things for as long as he likes ») font place à des comportements plus respectueux de l’organisation.

Dans un ouvrage récent, Duane Elgin précise bien que la recherche d’autonomie par rapport aux deux grands secteurs de l’économie (privé et public) ne doit pas se faire à la façon du « retour à la terre » de la fin des années 60. Il n’est pas question de préconiser l’isolement dans des cabanes dans le bois à la Thoreau. Pour lui, l’intérêt des expériences actuelles réside dans le fait que les alternatifs d’aujourd’hui ne vivent pas en vase clos. Ils ne tournent pas le dos à la société. Au contraire, ils acceptent de composer avec cette dernière. Ils vont respecter les exigences légales requises pour faire démarrer d’un bon pied une entreprise communautaire. Ils vont se donner les moyens d’assurer la réussite de leurs activités, qu’elles aient un caractère marchand ou pas [[346]](#footnote-346).

Ainsi, au Québec, c’est effectivement ce qui s’observe. Les alternatifs les plus convaincus et ceux qui offrent le plus de garanties de réussite sont bien souvent des anciens « communards » ou encore des anciens militants de l’un ou l’autre des nombreux groupuscules d’extrême-gauche qui ont marqué le début des années 70. Il semble qu’ait été trouvé le juste milieu entre l’extrême que représente le rejet global de la société et la récupération ou l’adhésion aux valeurs dominantes. Cette attitude plus réaliste a l’avantage de moins marginaliser ceux qui, d’une façon générale, désirent vivre différemment. Ce qui a pour conséquence de favoriser des effets de démonstration. Pour ne pas susciter de réactions négatives et même être rejetés, il est utile de savoir doser les interventions, après quoi les appuis nécessaires pour mener à bien un projet peuvent s’obtenir et, bien sûr, le temps aidant, les influences favorables se manifesteront, de sorte que les idées véhiculées par les alternatifs pourront mieux se propager. C’est de cette façon qu’a procédé un petit groupe de Sainte-Marguerite en aval de Rimouski. Un projet de village communautaire impliquant quelques couples a pu démarrer après que ses promoteurs se soient fait connaître et accepter par la population locale. Un des moyens utilisés a consisté à aider des gens de l’endroit à bénéficier du programme fédéral de création d’emplois communautaires. Les membres des coopératives de produits alimentaires naturels agissent sensiblement de la même manière en mettant en évidence la dimension sociale de leur engagement. Pour eux, si la finalité première de leur activité est de se fournir un approvisionnement en aliments naturels, leur insertion dans le tissu social leur permet en outre de favoriser une meilleure prise de conscience, dans l’ensemble de la population, des exigences d’une alimentation saine. Cette constatation ne peut se faire évidemment sans remettre une foule de choses en question. Le but est d’amener, de cette façon, de plus en plus d’individus à adopter pour l’ensemble de leurs activités des comportements nouveaux.

[255]

En faisant allusion à ces façons différentes de vivre, Duane Elgin revient sur le concept de « simplicité volontaire » utilisé pour la première fois en 1937 sous la plume d'un Américain devenu disciple de Gandhi. Chacun peut avoir sa propre conception de la « simplicité volontaire ». En s’y référant, cependant, on ne peut éviter d’avoir à l'esprit un mode de vie caractérisé par : une attention particulière au développement intérieur ; un choix délibéré en faveur du primat de l’être sur l’avoir ; l’acquisition d’habileté manuelle facilitant l’autonomie à l’égard du marché ; une volonté de respecter l’environnement en se préoccupant de ce qui contribue à favoriser la qualité de la vie au travail, à la maison, dans son quartier, etc. Cette simplicité n’est pas synonyme de pauvreté. Elle est volontaire parce que le renoncement à une consommation ostentatoire ou superflue ne s’explique pas par un manque à gagner. Cette décision de consommer moins ou différemment résulte d’un choix de la part de ceux qui ont opté, par exemple, en faveur du travail à temps partiel. Une diminution de revenu influence leur consommation mais le temps libre qu’elle procure offre de multiples possibilités d’enrichissement personnel par, entre autres choses, l’implication dans des organismes populaires.

Vers une nouvelle forme d’engagement politique

Aux États-Unis, c’est bien connu, on ne retrouve plus l’équivalent du mouvement des droits civiques très populaire à la suite des espoirs soulevés par l’avènement au pouvoir de J.F. Kennedy. Il ne vient plus guère à l’idée de quiconque de changer les choses en influençant les décisions prises à Washington. Bien sûr, des problèmes d’envergure nationale, voire internationale, comme l’engagement au Vietnam — aujourd’hui en Amérique centrale — et la course aux armements nucléaires ne peuvent trouver de solutions au niveau local. C’est pourquoi, pour ces questions cruciales, les pressions sur les élus aux plus hauts paliers sont nécessaires. Mais, pour le reste, c’est-à-dire ce qui pourrait apporter des transformations majeures dans le fonctionnement des principales institutions, personne ne se berce d’illusions. Les plus engagés politiquement, aux États-Unis, c’est au niveau local qu’ils agissent. Pour eux, Washington est une réalité aussi éloignée que peut l’être Londres pour un Français. C’est en intervenant auprès des pouvoirs locaux (« local governments ») que des changements peuvent se réaliser dans une foule d’activités couvrant des domaines aussi variés que l’habitation, le transport, l’éducation, les loisirs, le travail, la réhabilitation urbaine, etc.

Le Québec des années 80 s’engage dans une voie similaire. Aussi convaincu que l’on puisse être de l’opportunité de l’indépendance économique, il est difficile de ne pas donner raison à P. Vallières lorsqu’il écrit que le résultat du référendum constitue un tournant. On sait qu’ils étaient très nombreux (sûrement la majorité), ceux qui ont appuyé dès le début le Parti québécois sous prétexte que l’indépendance devait être avant tout un moyen de changer la société. Le Parti québécois a pris le pouvoir, l’indépendance ne se fait pas, la position du Québec à l’intérieur de la Confédération canadienne est plus précaire qu’elle ne l’était il y a vingt ans. Entre temps, secoué par la crise économique, le Parti québécois s’est vu plus ou moins forcé de gérer celle-ci sous l’influence de la vague conservatrice. Pour [256] beaucoup d’alternatifs, Québec, à l’instar de Washington pour leurs homologues américains, n’est plus le moyen pour favoriser les changements dans le sens désiré. On ne s’intéressait déjà pas à la politique fédérale, voilà que l’on se désintéresse de la politique provinciale pour, non pas se replier vers soi, mais agir au niveau local. Vallières parle de « conduites de rupture » ou de pratiques sociales « orientées vers la réalisation de soi, la créativité, l’épanouissement de l’altérité, la rencontre des cultures et leur déconstruction/reconstruction à l’échelle planétaire, l’affirmation de nouveaux principes de vie, le développement de nouvelles relations sociales... [[347]](#footnote-347) »

Les manifestations concrètes

La littérature américaine sur les alternatives sociales est très abondante. Des titres comme *The Futurist, The Co-Evolution Quarterly, Green Revolution, Alternative Futurs, Growth Alternative, Whole Earth, Mother Jones*, ne représentent qu’un mince échantillon de l’ensemble des périodiques décrivant les différentes expériences sur les modes de vie alternatifs. À ces publications il faudrait ajouter celles qui émanent d’organismes ou de groupes de recherche tels que : *The Institute for Local Self-Reliance, The World Watch Institute, The Center for Community Economic Development, The Association for Self-Management, The Center for Economic Studies, The Institute for Cooperative Community, The Alternative Life-Style Groups, The Center for Neighborhood Technology, The National Center for Appropriate Technology, The Institute for Wholistic Education*, etc. Quant aux ouvrages, bien sûr, la liste s’allonge sans cesse. Aux 250 ouvrages répertoriés par Mark Satin [[348]](#footnote-348) s’ajoutent ceux qui sont publiés par *The Human Economy Center* [[349]](#footnote-349). L’importance des activités liées à la vie alternative justifie la publication de catalogues identifiant les associations et les groupes œuvrant dans des domaines variés comme l’alimentation, l’habitation, les énergies nouvelles, la protection de l’environnement, la santé, la protection des consommateurs, l’organisation communautaire, etc.

Le Québec n’échappe pas à l’expression de telles manifestations. *Le temps fou* et *Possibles* sont les périodiques, après le défunt Main mise qui ont le plus contribué à faire connaître l’évolution du mouvement alternatif. Rôle que poursuit le nouveau-venu, au titre bien évocateur : *Idées et Pratiques Alternatives*. L’Institut québécois de recherche sur la culture n’est pas demeuré indifférent au phénomène en publiant *Les pratiques émancipatoires en milieu populaire* [[350]](#footnote-350), ouvrage auquel a participé Andrée Fortin, lequel sera suivi sous peu d’une étude de cette dernière auteure intitulée *Les deux plateaux de la Balance*. Si la littérature québécoise, pour des raisons évidentes, est moins abondante, il n’en demeure pas moins que l’influence des valeurs nouvelles a justifié, après la publication du *Répertoire québécois des outils planétaires* [[351]](#footnote-351), l’impression d’un *Bottin des ressources alternatives* [[352]](#footnote-352) dans lequel pas moins de 150 organismes se trouvent répertoriés. Pour sa part l’Association culturelle du Parc Lafontaine a identifié 400 organisations associées dans une certaine mesure à la vie associative. À ces inventaires [257] s’ajoutera sous peu celui de l’Office franco-québécois pour la jeunesse, dans lequel on identifie près de 400 groupes ou associations liés de près aux expérimentations sociales.

Certains quartiers populaires de Montréal, en particulier, révèlent l’existence d’un foisonnement d’activités à la faveur de regroupements informels ou de petites coopératives. Parmi ces dernières, on peut signaler des coopératives touchant l’habitation, l’édition, l’économie familiale, l’artisanat, l’alimentation naturelle, la réparation mécanique, la garde d’enfants, le recyclage, le socio-culturel, etc. À ces coopératives s’ajoutent des organismes dont l’intérêt porte sur la santé (celle des femmes en particulier), l’assistance aux chômeurs et aux bénéficiaires de l’aide sociale, les communications par l’intermédiaire de radios communautaires, l’environnement et le recours aux technologies appropriées, le développement intérieur, l’éducation alternative, etc.

En ce qui concerne le milieu rural, c’est surtout aux régions périphériques que l’on se réfère. On pense aux diverses initiatives adoptées par les populations locales afin de briser leurs liens de dépendance à l’égard des investissements privés venant de l’extérieur ou des décisions gouvernementales. Il s’agit d’activités qui résultent d’une solidarité nouvelle manifestée par des gens désireux de demeurer dans leur région. Malgré leur caractère marchand, les entreprises communautaires créées ont une finalité autre que celle des entreprises traditionnelles autant par leur mode de fonctionnement que par l’absence de la recherche du plus grand profit possible.

Pour fins d’illustration, on peut mentionner ici les treize corporations de la Société d’aménagement intégré des ressources de l’Est du Québec, les entreprises issues des initiatives du Comité de planification et de développement dans l’Outaouais, les entreprises suscitées par le groupe Mobilisaction dans le comté de Kamouraska, ou encore celle mieux connue du J.A.L. dans la vallée du Témiscouata. Une partie de ces dernières se sont données récemment une structure légale de type traditionnel sans pour autant abandonner l’esprit communautaire à la base de leur création.

Les contacts auprès de gens impliqués dans les alternatives sociales ont permis de dégager un profil psycho-socio-économique qui se rapproche beaucoup de celui dégagé par l’étude du Stanford Research Institute.

Ainsi les alternatifs québécois sont :

- âgés de moins de 40 ans ;

- dotés d’un niveau d’éducation supérieur à la moyenne ;

- favorables à une répartition des tâches lorsqu’ils vivent en famille ;

[258]

- partisans des formes de loisirs non marchands impliquant une liaison étroite et naturelle avec l’environnement social ;

- particulièrement enclins à participer dans leur environnement immédiat à des initiatives à caractère social ;

- favorables, pour leurs activités, autant dans le secteur formel qu’informel, à une gestion participative dénuée de structure hiérarchique [[353]](#footnote-353).

Conclusion

Comme on le voit, la « nouvelle culture » touche beaucoup de monde même si, contrairement à la fable de La Fontaine, tous ne sont pas atteints. Il serait intéressant de tenter de faire ressortir, s’il y en avait, certaines spécificités des manifestations de la nouvelle culture au Québec, mais les informations disponibles ne le permettent pas. À vrai dire, étant donné que les facteurs favorisant l’émergence des alternatives sociales sont les mêmes que chez nos voisins du Sud, il ne faut pas se surprendre du fait que les similitudes l’emportent sur les distinctions. Quant aux chances de la pérennité de l’influence des valeurs nouvelles, il nous semble permis d’affirmer que l’on n’est pas en présence d’une mode passagère. D’une part, la persistance de la crise économique — malgré les velléités de reprise actuelle — va continuer d’exercer un rôle d’incitation. D’autre part, l’approche réaliste dont les alternatifs font aujourd’hui preuve fait croire aux chances de réussite de bon nombre d’initiatives. Même en présence d’une croissance économique équivalente à celle des années 50 et 60, on serait justifié de croire en la persistance des valeurs véhiculées par les adeptes de l’économie humaine. Car on retrouverait toujours les mêmes travers des sociétés industrielles marquées par la lourdeur des grandes administrations, la spécialisation des tâches, l’absence de sentiment d’appartenance à l’égard d’un milieu de travail où règne l’esprit de compétition à l’intérieur de structures hiérarchiques.

Il sera donc opportun, quelle que soit l’évolution de la conjoncture économique, de chercher à favoriser l’essor des alternatives sociales. Il n’est pas nécessaire que la majorité de la population adopte à un haut degré les nouvelles valeurs pour que les sociétés modernes « reverdissent ». Il est facile d’imaginer l’instauration d’une coexistence pacifique entre ceux qui optent en faveur d'un système de motivation marqué du sceau de l’individualisme et ceux qui privilégient l’esprit de communauté. En évitant de situer les alternatifs dans un contexte de marginalité susceptible d’engendrer ce que la littérature française qualifie d’économie duale, on pourra trouver l’équivalent de ce qui s’observe en Californie du Nord, où la Jaguar côtoie la Coccinelle, chacun ayant sa place au soleil.

[259]

**NOTES du chapitre 9**

Pour faciliter la consultation des notes en fin de textes, nous les avons toutes converties, dans cette édition numérique des Classiques des sciences sociales, en notes de bas de page. JMT.

[260]

[261]

André Joyal,  
“*Les « nouvelles cultures »*.”

COMMENTAIRE

Enjeux de la nouvelle culture

Par Andrée FORTIN

[Retour à la table des matières](#tdm)

Nouvelle culture, nouvelles valeurs ; voilà ce qui nous arriverait des États-Unis et plus spécialement de la Californie, de San Francisco et la Silicon Valley. Mais sont-elles vraiment nouvelles, ces nouvelles valeurs ? L’accent mis sur l’épanouissement personnel plutôt que la réussite matérielle, sur la qualité plutôt que la quantité, ne rejoint-il pas les valeurs des sociétés traditionnelles ? Plutôt qu’une rupture avec la société industrielle et de consommation, plutôt que de nouveauté, s’agit-il tout simplement d’un retour aux bonnes vieilles valeurs d’autrefois ?

En effet, le progrès semble être en panne. On parle de crise économique ; la « stagflation » perd ses allures d’épiphénomène et se révèle structurelle. Les nuages gonflés d’acidité qui se promènent au-dessus de nos têtes annoncent la crise écologique. Crises économiques et écologiques, voilà qui compromet sérieusement la croissance. On parlait au début des années 70, avec le Club de Rome, de la croissance-Zéro ; les années 80 s’interrogent sur la gestion de la *dé*-croissance.

Les filières qu’avaient l’habitude d’emprunter les jeunes diplômés se sont saturées au milieu des années 70 ; il ne s’en ouvre guère de nouvelles. Si autrefois la jeunesse disposait d’une aura de grâce et d’idéologie, on s’achemine lentement mais sûrement vers la gérontocratie. Pour les chômeurs instruits qui ont bénéficié des prêts et bourses, le « qui s’instruit s’enrichit » a fait place au « qui étudie s’endette ».

C’est dans cette conjoncture bien particulière de crise économique, écologique et sociale qu’apparaissent les « nouvelles valeurs » de la « nouvelle culture », et, dans ce contexte, on peut les interpréter comme un repli autant qu’une mutation. On se tourne vers des valeurs moins matérialistes, on cherche moins la réussite matérielle et l’épanouissement personnel ; a-t-on le choix ? Cette nouvelle définition du bonheur n’est-elle qu’un réajustement des aspirations face à la crise, ou constitue-t-elle une véritable rupture annonçant l’émergence d’une société différente, proche de l’Écotopie d’Ernest Callenbach (cette Californie indépendante et écologiste...) ?

Il faut donc examiner soigneusement ces valeurs nouvelles. Quels milieux pénètrent-elles ? Comment se manifestent-elles ? Quelle est leur force de changement ? [262] En se diffusant, sont-elles récupérées ? Mais justement, la récupération est une « valeur » écologique ?!! Reprenons.

On l’a vu dans le film de Godbout et Sauvageau projeté hier, ces nouvelles valeurs ne sont pas l’apanage de quelques « freaks » ou marginaux ; elles pénètrent jusque la classe moyenne à travers une élite intellectuelle. Les classes moyennes se font-elles alternatives ? Verdissent-elles ? On peut s’en convaincre en épluchant la liste des cours « d’épanouissement personnel » offerts le soir dans les cégeps et les polyvalentes ; les aliments en vrac apparaissent dans les supermarchés alors que les boulangeries de quartier se multiplient et que des marchés publics poussent sur des terrains de stationnement ; on s’inquiète de sa forme physique, on « prend conscience de son corps », on s’inscrit à des gymnases, à des centres sportifs publics ou privés. Autant de variations sur le thème de la croissance personnelle.

S’agit-il simplement d’un nouveau créneau pour le marketing essoufflé de notre société de consommation ? Nous vend-on l’alternative et la croissance personnelle maintenant que tout le monde est « full-equiped » en appareils ménagers et en gadgets divers ?

Pour bien saisir ce qui se passe actuellement du côté « nouvelle culture », il est important de se rendre compte qu’on en est actuellement à une deuxième phase du mouvement. Après les hippies des années ’60 qui remettaient tout en question ; après plus de 15 ans d’expériences diverses, des communes à la méditation transcendantale, du LSD à l’alimentation « naturelle », on parle dorénavant plus volontiers d’alternative, de nouvelle conscience, des termes connotés beaucoup plus positivement que celui de contre-culture qui appartient — déjà — au passé. En effet, après la prise de conscience, la critique et le rejet de la société de consommation, après les discussions sur l’harmonie avec le cosmos en général autour d’un joint ou dans la revue *Mainmise* (dont plusieurs articles incidemment étaient traduits de l’américain), on discute désormais de chauffage solaire sur les chantiers, de mise en marché d’aliments « naturels » ou « biologiques » en conseil d’administration de coopérative, de création d’emplois et de concertation régionale entre organismes communautaires, culturels et coopératifs.

On rejetait violemment la technologie, on s’est mis à l’informatique et même à la comptabilité et à la gestion ; on tente d’en développer des versions alternatives reflétant le fonctionnement collectif, collégial ou en tout cas non hiérarchique qui est celui des « nouveaux entrepreneurs », comme on les appelle en France. On essaie de systématiser, d’expliciter les nouveaux modes de fonctionnement. En effet le « tout-le-monde-fait-de-tout », la rotation systématique des tâches comprenait bien des pièges imprévus, a joué bien des tours ; quand on est dans l’implicite, dans le non dit, sans définition claire des tâches et des responsabilités, en période de crise, chacun a beau jeu, soit de tirer la couverte de son bord, soit de rejeter tout le tort sur les autres. On cherche désormais un équilibre entre polyvalence et spécialisation, à se donner des balises de fonctionnement ; autrement dit on dessine des organigrammes.

[263]

Plus surprenant encore quand on repense aux années 60, on ne recherche pas le profit en soi, bien sûr, mais on réalise de plus en plus que si on génère des surplus, on pourra les réinvestir dans d’autres entreprises alternatives, créer de nouveaux emplois. .. et dans une certaine mesure se donner une alternative aux subventions gouvernementales. C’est un souci de rentabilité, qui se fait jour parallèlement à celui du professionnalisme : de sortir du bricolage et de l’artisanat qui pour plusieurs sont devenus synonymes de médiocrité.

Donc si on peut parler de valeurs « post-matérialistes », comme André Joyal à la suite de Ronald Inglehart, il ne faudrait pas croire qu’elles soient non matérialistes ou anti-matérialistes ; c’est plutôt qu’elles refusent de placer le matériel — ou l’économie — en dernière instance. (Contrairement aux ML qui plaçaient l’économie en dernière instance, mais n’étaient que des groupes de pression et de discussion, les alternatifs tendent à se donner la base matérielle, l’infrastructure économique qui leur permettra éventuellement de réaliser leur projet de société).

Mais ce que je suis en train de dire, au fond, n’est-ce pas que l’alternative, dans cette deuxième phase, est en train de s’institutionnaliser ? Les enfants-fleurs de ’67-’68, maintenant qu’ils sont devenus pères et mères de famille sont-ils tout simplement rentrés dans le rang, conservant juste assez d’alternative dans leurs valeurs pour leur permettre de s’ajuster à la crise de la croissance ?

C’est ici qu’il faut faire preuve de prudence et ne pas s’en tenir uniquement à la dimension la plus visible et la plus bruyante de la nouvelle culture. Et quand on pense aux nouvelles valeurs, ce serait beaucoup réduire que de croire qu’elles proviennent toutes directement de la contre-culture. D’autres courants ont fortement marqué l’alternative telle que nous la connaissons aujourd’hui (et ici encore ce n’est pas indépendamment de l’exemple américain), ce sont le mouvement féministe, le mouvement écologiste, ainsi que toute la mouvance communautaire, des radios communautaires aux garderies populaires, en passant par les centres de santé des femmes et les associations de chômeurs. Tout cela forme une constellation , un mouvement alternatif — au sens large — traversé de multiples tendances et qui ne connaît pas l’unanimité ni la juste ligne, mais des connivences, des regroupements communautaires et culturels régionaux (ROCCR, ROCCA), des regroupements sectoriels nationaux ou internationaux (ARC, association des radios communautaires).

Ainsi, une préoccupation qui se fait de plus en plus pressante pour plusieurs est celle de la qualité de la vie ; c’est une préoccupation écologique bien représentative des nouvelles valeurs dont on parle depuis tout à l’heure. Or, le thème de la qualité de la vie est bien souvent mis de l’avant, dans les milieux de travail, par les femmes. En effet leur (relative) nouveauté sur le marché du travail et la double tâche qui est leur lot les rendent plus sensibles à l’organisation du travail dont elles remettent en question la rationalité, et ce, pas nécessairement de façon bruyante ou syndicale, mais quotidienne. On a ici un bon exemple d’une nouvelle valeur qui n’est pas portée par un groupe marginal ni par une élite et qui va au-delà d’un [264] ajustement à la crise, qui pourrait — mais pas nécessairement — conduire à des transformations majeures dans notre société.

On parlait tout à l’heure de croissance personnelle et voici qu’on est passé aux groupes communautaires. L’autonomie et le « soi » sur lesquels on a mis l’accent dans les années ’70 n’ont pas relégué aux oubliettes le « collectif » mis de l’avant dans les années ’60. Il apparaît de plus en plus clairement que les dimensions individuelles et collectives de l’épanouissement ou de l’autonomie, loin d’être en contradiction, vont de pair. On ne peut pas être autonome tout seul en toutes choses. L’autarcie totale est tout le contraire de l’autonomie totale et ressemble plutôt au dénuement total ou à l’aliénation totale. (Comment arriver en des journées de 24 heures et des semaines de 7 jours à s’autosuffire en alimentation, vêtements, logement, chauffage, éducation, santé ?) L’autonomie individuelle passe nécessairement par la participation à un réseau d’échanges, par un groupe d’appartenance.

Tout cela prend rapidement des couleurs politiques — au sens où la vie privée est politique, c’est-à-dire en dehors des instances, des institutions politiques habituelles. Mais cela nous entraînerait trop loin pour le moment.

Prenons un exemple pour illustrer ce propos, celui du travail à temps partiel déjà évoqué par André Joyal. Un sondage récent démontrait que, contrairement à la rhétorique syndicale, les travailleurs à temps partiel ne se sentent pas des laissés-pour-compte : le temps partiel est un choix bien plus qu’un purgatoire dans l’espoir d’un emploi à temps plein. Les syndicats, avant-garde des travailleurs — sinon des prolétaires — en période de croissance, sont-ils à la remorque des troupes en période de décroissance ? Dans notre univers non euclidien, la juste ligne s’est-elle incurvée ? Faut-il s’en surprendre ? Dans la mesure où on parle effectivement de nouvelles valeurs porteuses de changements profonds et non d’un simple réajustement à la société post-industrielle, peuvent-elles trouver écho dans les lieux habituels ? Ne doivent-elles pas se donner d’autres portes-paroles, d’autres modes d’interventions, d’autres assises que celles des sociétés industrielles, reposer sur d’autres groupes sociaux qui seront difficilement définissables en terme de classes sociales par exemple ?

En effet, on observe que le mouvement alternatif demeure à l’écart des institutions, qu’il ne se manifeste pas par des revendications par rapport à l’État comme le font les habituels et traditionnels groupes de pression, et essaie de se définir par rapport à sa logique propre et non en fonction de celle de l’État. Revendiquer, c’est se placer dans la logique de celui auprès de qui on revendique. Mais si l’alternative ne s’épuise pas en revendications auprès du gouvernement, cela ne veut pas dire qu’elle n’entretient aucun « commerce » avec l’État. C’est simplement qu’il ne constitue pas un axe de référence pour l’alternative. Et, en ce sens, on ne peut pas dire qu’il s’agisse d’un mouvement parallèle, car deux parallèles même si elles ne se croisent jamais vont dans la même direction. La nouvelle culture loge dans les interstices, se développe dans un ailleurs à l’espace quadrillé étatique.

[265]

En terminant, André Joyal trace un portrait des alternatifs. Je voudrais à mon tour susciter quelques réflexions sur ces « bibittes rares ». Les alternatifs auraient en général moins de 40 ans ; mais ils vieillissent eux aussi. Ceux qui avaient 25 ans en 1968 franchissent cette année le cap... et leurs enfants entrent au cégep sinon à l’université. Comment se comporteront ces alternatifs de la deuxième génération ? Cela devrait nous donner de bons indices quant à l’avenir du mouvement.

Les alternatifs ont une éducation supérieure à la moyenne. Ils sont de la génération des prêts/bourses. Ce qui n’empêche pas qu’on trouve de nombreux « drop-out » chez eux : entreprendre des études et obtenir un diplôme, ce sont deux choses différentes, surtout quand le diplôme n’est pas une fin en soi, quand le savoir est un outil.

Mais je voudrais surtout insister sur la répartition des tâches dans les familles. Voilà à mon sens un test crucial pour la nouvelle culture. Comme « ailleurs », on y répartit les tâches bien plus souvent que les responsabilités. De ce côté, la « vieille » mentalité offre des résistances. Des communes on est revenu au couple et au village communautaire ou à la coop d’habitation. Les nouveaux modèles sont longs à émerger, et souvent ce qui émerge en fin de processus... c’est la famille monoparentale. Si cet éclatement des structures familiales traditionnelles s’accompagne de la création de nouveaux réseaux d’entraide, de solidarité, d’amitié et de voisinage, peut-être alors assistera-t-on à la naissance d’une « nouvelle famille », d’une nouvelle vie quotidienne. Sinon, comme dans les autobus, on « avance en arrière ».

Enfin une caractéristique des tenants de l’alternative, qui me laisse croire que le mouvement en est vraiment un de rupture par rapport à la société postindustrielle et non un simple ajustement à sa version « fin de siècle », c’est que les alternatifs sont très soucieux d’en arriver à une cohérence entre leur vécu et leur discours, entre les objectifs qu’ils poursuivent et la façon dont ils les poursuivent. Ils tiennent à éviter le « burn out » des militants « ordinaires », c’est-à-dire politiques et syndicaux. Et puis, ils font des enfants, en pleine période de dénatalité ! Peut-être que la revanche des berceaux jouera en leur faveur ? ! Chose certaine ils ont des enfants et, encore plus important, ils ne les marginalisent pas : ils leur font une place dans la vie quotidienne, et non pas à l’écart.

Peut-on parler de coexistence pacifique entre la nouvelle culture et le reste du monde ? C’est à suivre. À force de chercher une cohérence entre le vécu familial, l’organisation du travail, la vie culturelle, etc., cela pourrait déranger... Mais il est sûr qu’il existe un danger de ghettoïsation (pensons au Plateau Mont-Royal). L’alternative pourrait devenir la soupape de sécurité du système, un refuge pour mésadaptés sociaux divers, pendant qu’en dehors de cet oasis alternatif continuent l’exploitation des travailleurs et celle de l’environnement. Si la nouvelle culture veut éviter le ghetto, la marginalisation ou la folklorisation, elle doit pénétrer tous les interstices. On l’a dit : la récupération et le recyclage sont des principes écologiques. Le défi de la nouvelle culture c’est de les appliquer sur une large échelle, afin non pas d’être récupérée, mais de récupérer l’ancienne culture.

[266]

[267]

DEUXIÈME partie.  
PROBLÈMES D’AUJOURD’HUI

10

“LES MÉDIAS  
ET L’INDUSTRIALISATION  
DE LA CULTURE.” [[354]](#footnote-354)\*

Par Line ROSS et Roger de la GARDE

[Retour à la table des matières](#tdm)

[268]

[269]

Les rapports culturels entre le Québec et les États-Unis, sous l’angle des médias et de l’industrialisation de la culture ; influences, résistances, comparaisons ; recherche faite, recherche à faire. Voilà ce dont, en principe, nous devions traiter. Nous avons abordé ce vaste programme de façon très sélective, tant en ce qui concerne les thèmes que les auteurs. Dans les deux cas, nous avons préféré l’échantillon typique à l’échantillon représentatif, faute de pouvoir réaliser le second ! Un tel choix entraîne bien des lacunes. On pourra s’étonner notamment que, dans un exposé situé sous le signe général des rapports culturels entre le Québec et les États-Unis, une si forte proportion des travaux cités ne soient québécois ni par leurs auteurs ni par leur objet propre. Disons, pour notre défense, que les recherches québécoises dans le domaine sont relativement rares, mais surtout que le sujet, par définition en quelque sorte, appelle une approche comparative qui déborde le cadre de la société québécoise.

En effet, dès qu’on aborde le thème des rapports culturels Québec/États-Unis, on bute sur un constat : l’omniprésence de la culture et des produits culturels américains dans nos vies. (Cela a été souligné assez souvent à ce colloque pour qu’il ne soit pas nécessaire d’y insister.) Et immédiatement après, sur cet autre constat : nous vivons là, d’une façon qui nous est propre, une situation commune à un grand nombre de pays. Enfin nous constatons aussi que c’est essentiellement à travers le processus d’industrialisation de la culture que ces échanges culturels et cette pénétration culturelle se font.

Ce triple constat nous a amenés à proposer, plutôt qu’un inventaire des travaux strictement québécois [[355]](#footnote-355) sur la culture et les industries culturelles, dans leurs rapports avec la culture et les industries culturelles des États-Unis, un texte plus général, qui tente de réunir des matériaux susceptibles de contribuer à une problématique de l’industrialisation de la culture et des rapports culturels internationaux. Nous explorerons donc la question des rapports culturels internationaux, à partir du constat de la suprématie américaine. Nous dégagerons d’abord des éléments de description et d’analyse, de diagnostic, de cette suprématie (partie II), pour nous attacher ensuite (III) à quelques éléments d’explication du phénomène : facteurs qui la fondent et autres facteurs qui la limitent, débouchant sur des possibilités et des faits de résistance (IV). Auparavant, nous nous poserons brièvement la question de la pertinence et des limites d’une approche de la culture sous l’angle de la culture industrielle, de l’industrie culturelle et de la culture de masse, et de la façon dont les chercheurs en culture/communication ont construit ce champ (I).

Il est peut-être utile de souligner d’abord que la position de valeur favorable à l’autonomie culturelle qui nous amène à explorer les tenants et les aboutissants de la suprématie culturelle américaine et les facteurs qui feraient qu’il est possible d’y résister ou de développer « des processus originaux d’assimilation » n’implique nullement un rejet des cultures étrangères ou plus particulièrement de la culture américaine. Outre qu’il serait tout à fait irréaliste, un tel rejet signifierait repli et appauvrissement culturels. On peut souhaiter, plutôt, une ouverture qui alimente et dynamise, mais sans détruire sa spécificité, notre vie culturelle.

[270]

I

Une part de la culture — entendue ici comme l’ensemble des biens et services destinés premièrement à l’imaginaire, à la connaissance et à l’information, publique et privée, ludique ou stratégique, et les supports et vecteurs matériels et technologiques de ces biens et services — s’inscrit maintenant dans un processus industriel/marchand de production si massif que la participation à la culture passe dorénavant par la consommation de produits standardisés, stéréotypés et reproductibles. L’œuvre se fait produit et marchandise, son usage devient consommation. Cette partie de la production culturelle, à propos de laquelle on emploie, précisément, le langage de l’économie de marché : production, distribution, mise en marché, consommation, a atteint dans presque tous les pays (au moins sur le plan de la consommation culturelle), des dimensions telles qu’elle imprègne, nourrit et menace toutes les autres formes de culture et tend, par conséquent, à marquer les contours de l’ensemble de la culture de chaque société.

De plus, le mode de production industriel des formes culturelles étant porté par une dynamique qui le conduit à un processus de transnationalisation, sinon de mondialisation, il touche également et peut-être surtout les cultures nationales d’un grand nombre de pays, en ce qu’il les menace de « dénationalisation » et d’« internationalisation » (ce dernier terme, comme dans le cas de nos syndicats « internationaux », renvoyant bien davantage à une présence américaine massive qu'à un enrichissement mutuel des cultures de la planète).

La question de cette industrie et de la culture industrielle qu’elle porte se situe donc d’emblée au coeur de toute problématique de la culture. Un tel angle d’attaque, qui nous semble fructueux et même nécessaire (tout en appelant des approches complémentaires), comporte toutefois des difficultés, notamment celle de définir « culture industrielle », « culture de masse » et « industries culturelles », et des risques, notamment celui du réductionnisme.

Difficultés de clarification conceptuelle d’abord. Pour le précurseur qu’a été Morin (1962) [[356]](#footnote-356), culture industrielle et culture de masse ne se confondent pas. Quoiqu’elle soit née sous la poussée du capitalisme et de la recherche du profit, la culture industrielle apparaît partout, à l’Est comme à l’Ouest, dans les pays dits socialistes comme dans les pays capitalistes et, à l’intérieur de ces derniers, sous l’impulsion de l’État comme de l’entreprise privée. Cependant, dans un cas, la logique dominante du processus est celle de l’intérêt politique et idéologique, les contenus sont contrôlés par l’État, on cherche à adapter le public à la culture, alors que, dans l’autre, c’est la logique de l’intérêt économique, de la recherche de marchés pour les produits culturels : on cherche à adapter la culture au public, on joue donc davantage sur l’hédonisme, l’imaginaire, le divertissement, bref sur le principe de plaisir et les mécanismes de l’identification/projection. C’est à cette dernière production culturelle, liée au capitalisme privé, que Morin réserve l’appellation de « culture de masse ».

[271]

Le terme toutefois demeure ambigu et, à l’instar de Mattelart et Piemme (1980), nous préférons parler de mode industriel de production de la culture et d’industries culturelles, afin de mieux marquer le caractère propre de cette forme moderne de culture, liée à la production collective, bureaucratisée, planifiée, d’un produit marchand qui emprunte les voies du marché (marketing, publicité, réseaux commerciaux de distribution) pour y être « consommé ». La participation à cette culture n’est jamais directe mais exige la consommation répétée de produits standardisés, stéréotypés, conformes aux normes de la production industrielle. Cette forme culturelle « industrielle », « de masse », se distingue des autres, non seulement en ce qu’elle emprunte aux autres cultures (nationales, religieuses, savantes, etc.) et tend à les amalgamer dans une mosaïque, mais surtout par ce mode de production (bureaucratisation/commercialisation) et ce mode de participation (consommation/marchandisation).

Risques de réductionnisme, avons-nous dit. En effet la culture industrielle n’est accessible à l’analyse [[357]](#footnote-357) qu’à travers le produit culturel marchand : au centre, la marchandise (bien, service ou modèle), en amont son mode de production/mise en marché/distribution, en aval les modalités de sa réception et, à tout moment, son insertion dans les rapports sociaux.

Or il faut reconnaître que le produit culturel marchand est si divers tant dans sa nature que dans les modalités de sa production-distribution-consommation, qu’il n’est pas facile de la circonscrire précisément. Où situer le spectacle rock par rapport au disque ? Doit-on isoler pour l’analyse les produits « immédiatement culturels » ou inclure les moyens de production et les supports matériels de ces produits ? Seulement le disque ou le phonographe ? Seulement la création typographique ou les photocomposeuses ? Seulement les émissions vidéo ou les appareils ? Comment tenir compte des différences entre la logique et le fonctionnement des éditions Harlequin et ceux des éditions Maspéro ? C’est là un problème que divers chercheurs travaillent depuis quelques années à résoudre (Huet et al., 1978 ; Flichy, 1980). Pour notre part, nous nous contenterons de constater ici que la dynamique des industries de la culture et le cheminement culturel de leurs produits ne s’embarrassent guère de tels clivages [[358]](#footnote-358).

Une approche centrée sur l’industrie culturelle doit aussi faire face au problème du rôle important que jouent dans la culture bien des produits marchands qui se font vecteurs culturels, même si telle n’est pas leur finalité première — de l’automobile à l’architecture des McDonald’s, en passant par la mode (qu’on pense au *T-shirt-slogan* ou réclame) [[359]](#footnote-359).

Plus généralement, la dimension symbolique, sociale, culturelle tend à dépasser la dimension utilitaire-fonctionnelle de la consommation même des produits strictement « non culturels ». Nos sociétés sont devenues des sociétés de marché, c’est-à-dire que le marché s’y impose comme modèle des rapports sociaux. Comme le souligne Leiss (1983), la place du marché est envahie d’icônes, on consomme de plus en plus des images plutôt que des biens. La consommation [272] ostentatoire autrefois réservée aux classes privilégiées, et plus largement la consommation d’identification « inauthentique » se répandent dans l’ensemble de la société, sous l’impulsion du marché et de sa dynamique interne, modelés selon les exigences économiques d’accélération de la distribution et de la consommation des biens et services. Tant et si bien que la vente ou l’usage des réfrigérateurs et des tondeuses à gazon relèvent maintenant autant de l’anthropologie que de l’économique, comme l’ont bien vu autant les chantres de la société de consommation que les prophètes de son autodestruction (comme Baudrillard, 1972 et 1978 ou Gorz, 1983).

En d’autres termes, si les produits culturels sont (pas si aisément) repérables, la culture, elle, ne se laisse guère compartimenter. Il est aussi nécessaire d’en tenir compte que cela est difficile. Cela suppose entre autres choses que l’on dépasse le (trop fréquent) découpage du champ culturel exclusivement à partir de la « tuyauterie » : média, technologie, genre, secteur. Cet angle, qui a beaucoup de sens du point de vue de l’entrepreneur culturel, en a par contre fort peu du point de vue d’une problématique de la culture, qui doit englober à la fois une théorie de la production et une théorie de la réception.

D’une part, en effet, valeurs, normes, mythes, idées, images, représentations, discours, etc. circulent abondamment et complémentairement (fût-ce d’une complémentarité parfois conflictuelle [[360]](#footnote-360)), d’un média, d’un genre, d’une technologie, d’un secteur à l’autre. Ainsi, l’industrie de la publicité domine toute la structure de la production culturelle marchande et les messages publicitaires pénètrent tous les médias, directement et aussi indirectement, par les normes de qualité technique et « artistique » qu’ils imposent. Ainsi les entreprises de l’informatique, qui peuvent compter autant sur les médias d’information que sur leur propre marketing pour assurer leur publicité [[361]](#footnote-361), ont un impact global sur d’autres institutions sociales (l’école, notamment), sur les formes de la production culturelle, aussi bien dans le domaine de la connaissance que dans ceux des arts [[362]](#footnote-362) et du divertissement, et même, probablement, sur la structure profonde du langage et de la pensée (Goulet, 1982). D’autre part, considérer certains produits culturels sous l’angle du média rend quasi-impossible une analyse proprement culturelle. Qu’y a-t-il de commun entre *Potemkine* et *Tarass Boulba* (Yul Brynner est Tarass, Tony Curtis Andrei, pauvre Gogol !), entre *Yol* ou *La hora de los hornos* et *Les Aventuriers de l’arche perdue*, à part d’être du cinéma (c’est déjà beaucoup, il est vrai) ? Et que faire du disque radiodiffusé, du théâtre filmé, de la pièce de théâtre réalisée en film ensuite télédiffusé (le *Macbeth* de Polanski à Radio-Canada) ? [[363]](#footnote-363) C’est d’ailleurs un des principaux reproches que l’on puisse faire au concept de culture de masse — outre son association, euphonique mais nullement nécessaire, avec la très critiquable théorisation de la société de masse — que d’avoir trop exclusivement été défini par ses modes de diffusion (par les supports médiatiques), ce qui ne permet guère de tenir compte de la réalité et de la diversité des produits culturels (et de leurs réceptions), ni des changements de sens dus au contexte, à la contamination symbolique que produisent les amalgames et les mosaïques caractéristiques de la culture marchande [[364]](#footnote-364).

[273]

Bref, tout comme l’étude de l’information diffusée par tel ou tel média n’est qu’un moment (nécessaire) de l’analyse du problème de l’information dans une société (production, circulation, utilisation par les institutions, les groupes et les citoyens), plus généralement celle de la production d’une forme (dominante) de la culture doit intégrer les questions partielles dans une approche synthétisante. Cette exigence, nous allons le voir, n’a pas toujours été respectée.

C’est surtout par le thème des mass media et de la culture des médias qu’a été abordée la production industrielle de la culture parce que, historiquement, ce sont le cinéma, la presse de masse, la radio puis les autres « moyens de communication de masse » qui sont venus le plus visiblement bouleverser la culture et les cultures des sociétés industrielles puis des sociétés « en voie de développement ». Depuis quelques années, ce champ scientifique, d’abord entièrement dominé par certaines approches et thématiques fonctionnalistes et empiristes américaines, se diversifie en même temps qu’il s’élargit pour intégrer de nouvelles dimensions (notamment technologies de communication, de télécommunication et de production-traitement de l’information et même de la connaissance), rejoignant parfois des courants plus anciens mais quelque peu marginalisés (par exemple, l’étude des rapports entre technologie et pouvoir nous fait actuellement « redécouvrir » Weber).

La société américaine a été l’une des premières à vouloir pousser jusqu’au bout l’expérience (l’aventure) de la démocratisation et arriver à l’universalité ou à la « démocratie de masse », selon l’expression d’Alexis de Tocqueville. Elle a cherché la démocratisation politique (système des partis, parlementarisme), sociale (liberté d’association) et culturelle (éducation universelle et accès universel et privatisé à l’information).

L’apparition de toute nouvelle technologie ou moyen de diffusion collective s’y est accompagnée d’une volonté, surtout politique, de les soumettre à une finalité de démocratisation, au sens d’une plus grande facilité d’accès aux « choses » publiques (information, culture, connaissance) — mais non à la production de ces « choses ». Cette dernière forme d’accès a toujours été et demeure le rêve des « libéraux » américains. L’histoire de la radio américaine et le rôle des grandes Fondations nous en fournissent des exemples éloquents.

Cependant la nature commerciale des entreprises de diffusion collective a imposé des contraintes et fixé des limites aux contenus ainsi transmis. Si la nature du produit demeure, pour l’essentiel, d’ordre culturel (messages symboliques, mythes, modèles de comportement, figures d’autorité, etc.), sa finalité et jusqu’à un certain point sa raison d’être sont fortement déterminées par le caractère commercial de leur mode de production et de diffusion. En somme, la nature des médias de communication est fondamentalement double : à la fois économique et culturelle.

Si les chercheurs américains ont reconnu cette dualité, l’orientation de leurs travaux s’explique davantage par le poids économique que par l’impact culturel des médias. Ils ont en effet fortement privilégié d’une part des études sur les audiences, [274] leur profil démographique (sexe, âge, scolarité) et leur « valeur marchande » (revenus dont elles disposent) ; d’autre part des études sur les effets : l’efficacité et la fiabilité des médias, l’efficacité et la pertinence des symboles diffusés, l’efficacité et la validité des techniques de mesure et de mise en marché. Bref, la majorité des études sur les médias de communication ont porté sur l’auditoire-en-tant-que- marché-potentiel-de-consommateurs.

On note une quasi-absence d’études et de modèles américains ayant pour objet les producteurs-diffuseurs de biens culturels massmédiatiques. Mais alors que ceux-ci établissaient leurs monopoles et consolidaient leur contrôle sur le marché international, d’autres se sont penchés sur la question. Cette centralisation du pouvoir de décision, cette haute capacité technologique et industrielle de production, et cette puissance financière dont jouissaient, de toute évidence, les grandes multinationales de la communication (télévision, disques, matériel audiovisuel pédagogique, livres, magazines, agences de presse, bureaux de relations publiques), sont venus renforcer leur intuition, entretenue par l’apparente efficacité de la propagande en temps de guerre et de la publicité en temps de paix, de l’apparition d’une nouvelle forme d’impérialisme. Et puisque les entreprises étaient américaines, sinon de propriété du moins d’allégeance, la question d’un « impérialisme culturel » fut assez rapidement posée.

Plus généralement, au cours des dernières années, il s’est produit un glissement dans les préoccupations de la communauté des chercheurs en communication, au Québec comme ailleurs : d’abord unidisciplinaire, empirico-utilitariste, *value free* et quantitative, la recherche tend à devenir aussi pan-disciplinaire, politique et qualitative. Après avoir visé à produire des solutions précises à des problèmes circonscrits, à fournir des résultats d’une très grande fiabilité et validité au moyen d’instruments de mesure de plus en plus sophistiqués, on tend de plus en plus à interroger la pertinence des questions et à dégager des problématiques qui aillent au-delà des fragmentations techniques/médiatiques et des morcellements disciplinaires. En Angleterre, en Allemagne, en France, en Italie, dans plusieurs pays latino-américains, au Canada et au Québec, et aux États-Unis même, une partie de la recherche se fait plus globale et plus critique. Elle permet donc mieux, entre autres choses, de situer la question des rapports culturels entre pays.

II

Dans la recherche ou ailleurs, la question des rapports culturels entre les États-Unis et d’autres pays se pose en général d’emblée sous le signe de l’éléphant : l’éléphant est dans ma cour, « l’éléphant est sur mon balcon », comme dans la chanson de Whittaker. Certains le déplorent, d’autres s’en réjouissent. Mais tous admettent que la proportion globale élevée des produits culturels américains qui figurent aux différents menus culturels nationaux, comme l’impact extraordinaire de certains produits spécifiques à travers le monde (de *Reader’s Digest* à *Roots*, en passant par *E.T.* et *Dallas*), est un phénomène lourd de signification et de conséquences.

[275]

En effet, même si on reconnaît très généralement, à travers l’image (largement mythique) de *melting pot* ou autrement, l’énorme apport de différents pays ou groupes étrangers dans la formation de la culture américaine, on ne peut guère, abordant la question des rapports culturels contemporains entre les États-Unis et certains autres pays, la poser simplement en termes de réciprocité, d’échanges, d’influences mutuelles ou de libre circulation (*free flow*). Un constat s’impose : la circulation internationale des produits culturels, si elle ne se fait pas totalement à sens unique, est massivement inégalitaire ; la plupart des pays, même forts producteurs au plan interne, sont de gros importateurs de biens et services culturels et une part parfois énorme, toujours substantielle, de leurs importations provient des États-Unis qui, à l’inverse, demeurent très fermés aux produits culturels étrangers [[365]](#footnote-365).

Nul ne prétend que les États-Unis soient le seul pays à jouir d’une position dominante dans ses rapports culturels marchands avec d’autres pays. Ainsi, dans le domaine du cinéma, l’Inde, premier producteur mondial de films, devance les produits américains dans plusieurs pays d’Afrique, tout comme le Mexique leur fait une forte concurrence en Amérique latine et l’Égypte, dans les pays arabes. Le Venezuela et surtout le Mexique exportent également de la bande dessinée, de la « paralittérature », des feuilletons télévisés (*telenovelas*) en Amérique latine et même aux États-Unis [[366]](#footnote-366). Les anciennes puissances coloniales comme la Grande-Bretagne, la France et l’Allemagne continuent de jouer souvent un rôle important dans la consommation culturelle de leurs anciennes colonies, par exemple dans le domaine de la presse écrite. Dans la plupart de ces cas, toutefois, on parle d’échanges inégaux mais non de domination culturelle, car l’impact des pays exportateurs, tout réel qu’il soit, demeure limité. Habituellement en effet leur position n’est dominante que dans un ou deux secteurs de la production culturelle et par rapport à un nombre restreint de pays. D’autre part, cette relative suprématie culturelle est souvent fragile dans la mesure où elle ne s’accompagne pas (ou plus) d'une position privilégiée équivalente dans d’autres domaines (économique, politique, militaire) et relève d’une influence ou d’un prestige culturel d’ailleurs menacé et non d’une implantation proprement communicationnelle (Tunstall, 1977). De plus, ces pays exportateurs de produits culturels peuvent souvent être vus, sur ce plan comme sur d’autres, comme de simples relais ou intermédiaires entre pays central et pays périphériques dans la circulation internationale tant des biens et des contenus culturels que des modèles (Tunstall, 1977 ; Galtung, 1971).

La présence américaine dans l’industrie culturelle mondiale est au contraire polymorphe et planétaire. Presque tous les pays d’Occident et du Tiers Monde en subissent fortement l’impact et même les pays dits socialistes, en particulier européens, sont pénétrés par la culture industrielle d’origine ou d’inspiration américaine par l’intermédiaire du tourisme, de la musique, du film, de la radio, etc. Cette présence touche tous les secteurs de la production culturelle industrielle : mass media (contenus, technologies et modèles), publicité, marketing, relations publiques, télécommunications, informations et télématique (matériels et logiciels), banque de données, éducation, recherche scientifique, ces différentes actions se renforçant les unes les autres. Enfin la pénétration de l’industrie culturelle américaine [276] a été précédée et/ou s’accompagne (à des degrés divers) d’une pénétration politico-économico-militaire qui vient renforcer la pénétration culturelle et à son tour est portée par celle-ci.

Ce thème de la circulation internationale des produits culturels et du rôle déterminant qu’y jouent les États-Unis a fait l’objet, depuis une quinzaine d’années, d’un certain nombre d’études. Elles ont en général été entreprises sous l’impulsion de pays — souvent mais pas uniquement ni même principalement du Tiers Monde — qui étaient préoccupés de leur situation de dépendance dans l’ordre de la culture et plus particulièrement des communications. Leurs efforts, assez souvent encadrés par l’Unesco, ont conduit à des diagnostics puis à des propositions d’action surtout dans le domaine du système international de l’information, où s’est généralisée la revendication d’un « nouvel ordre mondial de l'information » qui rétablisse un certain équilibre entre le « Nord » et le « Sud », le Nord désignant ici surtout les agences de presse et les médias d’information américains (Mac Bride, 1980). Mais il s’est fait des diagnostics et des débats plus globaux, concernant l’ensemble des industries culturelles et spécialement, depuis quelques années, la télématique et ce qu’on a appelé « les flux transnationaux de données [[367]](#footnote-367) », qui ont conduit, dans plusieurs pays, chercheurs et agents sociaux et culturels (et souvent économiques) à revendiquer la mise en place de politiques nationales de communication, c’est-à-dire l’intervention forte et directe des gouvernements dans la défense de l’autonomie culturelle et communicationnelle de leurs pays (Capriles, 1982).

On peut donc dire que l’inventaire de la présence culturelle américaine dans le monde, sous l’angle d’une description quantitative de la circulation mondiale des produits culturels américains et de leur consommation, est relativement avancé (Varis et Nordenstreng, 1974 ; Schiller, 1969 ; Tunstall, 1977 ; Cruise O'Brien, 1978), même si cette description repose souvent sur des classifications trop grossières pour permettre une analyse assez poussée. Dire en effet d’une « série » télévisée ou d’un film qu’il est américain ne renseigne guère sur les contenus (thèmes et valeurs) proposés et le traitement qui en est fait, leur adéquation par rapport à la culture du pays importateur, les attitudes des consommateurs, etc. [[368]](#footnote-368). Les recherches dans ce domaine se poursuivent et s’affinent. On tente par exemple de mettre au point des classifications des contenus télévisuels qui tiennent compte des thèmes et des traitements qu’on en fait et puissent se prêter mieux à une utilisation plus directe dans l’élaboration de politiques culturelles (Gould et Johnson, 1980).

On dispose également d’un certain nombre d’analyses portant non plus seulement sur la circulation des marchandises culturelles mais sur les industries culturelles comme telles, tant au plan national qu’international : place des industries de la culture dans l’ensemble de l’économie d’un pays et spécificité des modes de valorisation du capital effectuée par ces industries, concentration, rapports entre l’État et le secteur privé dans l’implantation et l’expansion interne et internationale de ces industries, transnationalisation, rôle de l’État et des bourgeoisies nationales dans le support ou la résistance à la transnationalisation, etc.

[277]

Il reste énormément à faire dans ce domaine complexe mais il se dégage certaines constantes. Entre autres que, dans les pays développés, la production culturelle devient un élément important de l’activité économique [[369]](#footnote-369). Que l’industrie culturelle est caractérisée par un processus très poussé de concentration aussi bien intrasectorielle (presse, télévision, informatique, livre, etc.) qu’intersectorielle. Que cette centralité et cette centralisation caractérisent également les industries culturelles considérées sur la scène internationale, et que les transnationales, dans ce domaine comme dans bien d’autres, ont le plus souvent pour pays d’attache les États-Unis. En somme, pour dire les choses (trop) simplement, non seulement les oligopoles de la culture produisent-ils localement des produits et des modèles qui sont les plus massivement distribués et consommés dans un grand nombre de pays, mais ils se transnationalisent et pénètrent la structure même de production/distribution de la plupart de ces pays (à des degrés variables selon les pays et les secteurs).

L’interprétation de ces constantes diffère évidemment selon les positions sociales, culturelles, économiques et idéologiques des acteurs sociaux concernés y compris des chercheurs dont les « pratiques théoriques » (Kristen, 1983) ne sont pas là plus qu’ailleurs indépendantes de leurs positions et projets, aussi bien dans la structure de production du savoir que dans la société. Certains, donc, ont repris, sous l’une ou l’autre de ses variantes, pour le domaine culturel la problématique de « l’impérialisme », du centre dominant/exploitant la périphérie et y suscitant la dépendance, l’aliénation, l’aggravation des contradictions et conflits entre les classes populaires et les bourgeoisies locales, plus ou moins complètement « dénationalisées ». D’autres ne voient, dans l’inégalité des échanges et l’unidirectionna- lité des « transferts » culturels et communicationnels, que la résultante naturelle du dynamisme, de la supériorité technique, scientifique, culturelle et politique du pays central (Brzezinski, 1971), présenté alors comme à la fois modèle et exportateur de développement, de « modernisation », de « progrès ». (Entre ces deux extrêmes, évidemment, on retrouve bien des positions intermédiaires.)

En dehors des États-Unis eux-mêmes, toutefois, on trouve rarement, aussi bien parmi les chercheurs que parmi les décideurs (surtout politiques), des tenants de l’abolition totale des protectionnismes culturels. Les pays de démocratie libérale du Tiers Monde par exemple, et même des dictatures militaires, tout comme les pays plus centraux, sont souvent aussi sensibles, et même plus sensibles, à « l’invasion culturelle » qu’à la pénétration économique américaine. Cela n’entraîne certes pas toujours des actions proportionnées à leurs inquiétudes. Il reste que la pénétration massive de symboles étrangers est généralement perçue comme menaçant les cultures nationales, et les cultures nationales comme des choses à conserver — contrairement par exemple à certains modes de production « archaïques » et « inefficaces ». D’où la reconnaissance de plus en plus répandue de la nécessité de politiques nationales de communication et de culture [[370]](#footnote-370).

La question centrale devient alors celle du *comment*: comment résister à l’éléphant, comment lui fermer sa cour ou l’empêcher de la saccager. Elle renvoie avant tout, pensons-nous, à deux ordres d’interrogations interreliés : les facteurs qui expliquent la suprématie américaine, les faits et les possibilités de résistance à cette suprématie.

[278]

III

La suprématie générale des États-Unis sur la scène mondiale compte évidemment parmi les facteurs les plus importants de leur forte position culturelle. Des auteurs comme Schiller, A. Mattelart, Eudes ont montré les rapports historiques et actuels entre les transnationales américaines de la culture et l’appareil étatique américain (diplomatie, armée, renseignement, « aide au développement », etc.) et la force que cette complémentarité imprime à l’ensemble de l’action américaine dans le monde. L’implantation et l’expansion de la radio, de la télévision, de divers journaux et magazines, des satellites de communication, etc., se sont faites largement sous l’impulsion et même sous la direction de l’armée et du gouvernement des États-Unis, au moment où ce pays s’imposait comme super-puissance mondiale, et dans la perspective de compléter et supporter l’action diplomatique et militaire ainsi évidemment que l’expansion économique du pays. Une fois le décollage assuré, la plus large part de l’action culturelle/idéologique a été transférée au secteur privé, maintenant principal responsable d’assurer la diffusion mondiale d’une image positive de « l’Amérique » et de répandre l’*American Way of Life*. Mais d’une part l’État américain continue de soutenir très fortement cette action culturelle — c’est le grand intérêt du livre d’Eudes (1982) que de nous offrir une description détaillée de l’appareil public d’exportation culturelle américaine actuel, dans son ampleur et ses ramifications. D’autre part, les industries culturelles américaines continuent d’être à la fois portées par la pénétration politique, militaire et économique des États-Unis et de faciliter cette pénétration. À l’ère de la démocratisation politique et de la recherche de nouveaux marchés pour les biens et services, qui fait de la « conquête des esprits » un enjeu capital aussi bien sur le plan économique que politique ou militaire, cette interdépendance et cette complémentarité des divers secteurs de l’action américaine constituent un atout majeur. En d’autres termes, si l’on veut, les divers types « d’impérialisme » — économique, politique, militaire, communicationnel et culturel (Galtung, 1971) — coexistent et se renforcent les uns les autres.

Les dimensions mêmes des industries culturelles américaines, grâce aux économies d’échelles qu’elles permettent, facilitent l’exportation et bloquent l’expansion des autres industries nationales : les produits culturels américains, déjà rentabilisés sur un marché intérieur énorme et riche, pourront ensuite être écoulés à l’étranger à des prix défiant toute concurrence, parce que les revenus ainsi recueillis sont souvent en quelque sorte « donnés par surcroît », pur bénéfice qui vient encore renforcer la position économique des entreprises exportatrices, selon la logique habituelle de la concentration du capital. Ces prix sont de plus ajustés à la capacité de payer du « client », des pays riches, comme le Canada, les payant cher (mais pas assez pour qu’ils ne soient plus concurrentiels par rapport à la production locale de produits équivalents) et des pays pauvres pouvant se les procurer à des prix qui relèvent tout à fait du dumping. Tout pays aux ressources limitées qui a choisi ou s’est laissé entraîner sur la voie des médias américains, avec les modèles « de riches » qu’ils comportent — abondance de la production à cause d’un rythme élevé de diffusion (par exemple plusieurs dizaines d’heures d’émissions télévisuelles par semaine), qualité technique et artistique des produits, renouvellement constant des [279] formes et des formats (qui seront ensuite répétés et multipliés indéfiniment), instantanéité et traitement multi-supports (dans le domaine de l’information), etc. — se trouve littéralement obligé de s’approvisionner abondamment en produits bon marché d’importation étrangère, surtout américaine. De ce point de vue, malgré d’évidentes différences quantitatives et qualitatives, le Canada et l’Australie ne se distinguent guère de bien des pays en voie de développement.

La position de *lingua franca* de l’anglais sur la scène internationale constitue un avantage marquant pour la pénétration culturelle américaine (anglo-saxonne). D’autant plus que les langues, leurs modes d’écriture et les technologies qui les portent, on le sait, sont indissociables de l’ensemble de la culture et jouent pour les individus comme dans l’évolution historique des sociétés un rôle culturel mais aussi social et économique qui montre qu’elles ne sont en aucun cas réductibles à des questions de codes linguistiques et touchent, par exemple, aux structures mentales [[371]](#footnote-371).

De la même façon, les modèles et les normes qui président à la production des biens et services culturels ont un impact qui, quoique parfois difficilement saisissable, est extrêmement profond. Or l’appareil de production culturelle américain produit et exporte non seulement des produits et des technologies mais aussi, et peut-être avant tout, des modèles de production et des normes de « qualité professionnelle », chose qui relève à la fois d’une description et d’une explication de la domination culturelle américaine et de la dépendance culturelle d’autres pays.

Les produits américains sont non seulement importés mais imités. Presque partout le film a une durée standard, un contenu dramatique fictif, la structure du récit narratif, fait appel à des ressources financières et techniques considérables et recourt à la vedettisation. Les genres filmiques se modèlent aussi souvent sur le cinéma américain : film policier, d’amour, d’horreur, western, etc. Presque partout les magazines et revues d’information générale ou spécialisée adoptent le format, la mise en page, la division thématique et rédactionnelle du *Times*, de *Newsweek*, ou du *National Geographic* [[372]](#footnote-372). Presque partout l’information diffusée par les médias se conforme à la norme de la dissociation nouvelle/analyse/opinion et aux critères de « l’objectivité » [[373]](#footnote-373) qui ont été élaborés à l’origine pour faciliter le passage du petit journal d’opinion au journal populaire ou de masse plus lucratif, et s’inscrit dans les « médias omnibus » axés sur la consommation et sur l’abolition des frontières entre le divertissement et l’information. La conception prédominante même de ce qu’est une nouvelle (« a story ») et de ce qui peut être objet de nouvelle (*newsworthy*) reflète souvent l’influence des médias américains — c’est tout particulièrement le cas au Québec et au Canada.

Presque partout, la télévision comporte plusieurs chaînes, un grand nombre d’heures de diffusion hebdomadaire, une programmation du type « média omnibus ». Les émissions reprennent, avec plus ou moins de variantes, les genres, les formats et les modes de traitement américains : variétés, *talk-show*, *serial*, etc. À quel point les très populaires téléromans québécois ou *telenovelas* sud-américains [280] diffèrent-ils du *soap opera* ? Presque partout, télématique et bureautique viennent bouleverser l’organisation du travail, la distribution de l’information, etc., selon les formes d’origine américaine (et très largement introduites par les entreprises américaines).

Il est inutile de multiplier les exemples. Ce qu’il faut souligner ici, c’est que ces formes et ces formats de la production culturelle ne sont pas (ou peu) imposés par la technologie, mais qu’ils résultent des choix effectués sous l’influence de divers impératifs et choix de nature commerciale et politique et qui, une fois posés, déterminent en large partie l’évolution de la production culturelle. Les industries culturelles américaines tirent donc un énorme avantage d’avoir été dans la plupart des cas les « premiers occupants » du champ, pour avoir été les premières à créer certaines technologies et techniques de production ou à pouvoir les développer et les exploiter, grâce à leurs dimensions, leur infrastructure, leur vaste marché, au support de l’appareil étatique, etc. « First get the technology, then fix the format » (Tunstall).

En conséquence, la prédominance des modèles américains est telle que certains voient dans l’activité des autres pays fortement exportateurs de produits culturels davantage un relais ou une extension de l’influence américaine qu’une concurrence ou un contrepoids. Il est certain en tout cas qu’elle facilite le placement des produits américains sur les marchés internationaux de la culture où, grâce aux normes qu’ils ont progressivement imposées, ils trouvent « tout naturellement » leurs créneaux. Elle freine aussi la compétitivité des autres pays, dont les produits originaux se trouvent « dévalorisés », et qui peuvent difficilement faire aussi ou plus américain que les Américains, ne serait-ce qu’à cause des ressources financières, organisationnelles, techniques et humaines (professionnelles, notamment) qu’exige en général la réalisation des modèles américains, sans parler des obstacles proprement culturels qui compliquent, par exemple, la fabrication et la diffusion des westerns italiens et japonais. Car évidemment s’imposent, en même temps que les modèles de production et à travers ceux-ci, des valeurs, des visions du monde, des thématiques également propres au pays d’origine.

C’est en particulier ce constat de la force des modèles américains qui amène un Tunstall (1977, p. 63) à conclure que les médias sont (par leur nature même, en somme) américains et qu’il est futile de vouloir concurrencer les États-Unis sur ce plan : « It is an American, or Anglo-American built box. The only way out is to construct a new box, and this, with the possible exception of the Chinese, no nation seems keen to do ».

On peut trouver cette conclusion exagérée et penser que Tunstall surestime le rôle des États-Unis et sous-estime celui d’autres pays dans la production de modèles. Ce que nous croyons, toutefois, c’est que les modèles sont au coeur de la suprématie culturelle américaine et que la production de contre-modèles représente un problème central et un élément clé de toute stratégie de résistance. Ce domaine jusqu’à présent fort peu exploré nous paraît donc constituer une priorité de la recherche sur les rapports culturels.

[281]

Les travaux sur l’*agenda setting* (McCombs et Shaw, 1972 ; McCombs et Masel-Walters, 1976 ; Shaw, 1979) nous offrent quelques pistes pour tenter de mieux cerner cette question des modèles. Ils ont montré que si les médias ne peuvent nous dicter quoi penser, ils peuvent déterminer largement ce sur quoi collectivement nous porterons notre attention. Ils ont, d’une certaine façon, une sorte de droit de vie ou de mort sur les événements, les forces sociales, les populations. Dans la mesure où une œuvre, un événement, un mouvement social n’est pas porté à la connaissance ou à la conscience d’un public, il ne peut déborder son propre cadre spatio-temporel. Il ne comptera pas parmi les matériaux avec lesquels des millions de personnes construisent leur représentation de la réalité sociale, participent peu ou prou aux débats qui imperceptiblement mais sûrement toucheront leur vie personnelle et sociale. Si les médias ne manipulent pas directement nos opinions, nos comportements et nos valeurs, en revanche ils construisent ce qu’ils prétendent être, tout naturellement, tout « objectivement », les événements marquants, les valeurs acceptées, et les « opinions publiques ». Grâce à leur prestige et à leur omniprésence dans la vie privée des citoyens comme dans leur action sociale (ils constituent maintenant la principale place publique), ils pèsent d’un poids très lourd dans « l’espace public » (Habermas) et dans la « définition sociale de réel » (Berger et Luckman, 1962 ; Tuchman, 1978), comme dans la constitution et l’évolution des valeurs. Ainsi les points de vue ou les comportements non sélectionnés ou non valorisés par les médias (information et « divertissement ») auront tendance à être considérés comme secondaires, marginaux, sinon déviants, et inversement [[374]](#footnote-374).

Non seulement les médias nous proposent des matériaux privilégiés, mais ils nous en offrent les plans d’assemblage, des « guides de lecture » qui se présentent comme correspondant à un ordre naturel des choses. Obligés, pour garder leur crédibilité et leurs audiences, d’aborder la plus grande diversité d’éléments, allant parfois jusqu’à l’éparpillement (qui occulte à quel point ils privilégient des domaines de l’activité sociale au détriment de certains autres), il nous fournissent des guides de lecture de cette complexité des contenus en suggérant inlassablement, dans la structuration de ces contenus (des modèles), un ordre « naturel » des choses, des lois « naturelles », une éthique « naturelle ». Le héros de la publicité, ce consommateur rusé et averti, s’impose « naturellement » ; il est « tout naturel » de centrer l’information sur le politique plutôt, disons, que l’économique ou le culturel, et sur les individus-vedettes plutôt que les institutions et les mouvements sociaux.

Que cet ordre naturel reflète surtout, dans nos médias, l’*American Way of Life* et les valeurs dominantes aux États-Unis (d’où que l’on parle de transferts culturels de ce pays vers le nôtre), n’empêche nullement que les Américains (les classes dirigeantes américaines) ne sont pas les seuls à y trouver leur intérêt et leur profit. Dans la mesure où les médias, dans l’ensemble, privilégient le maintien de l’ordre quel qu’il soit, le « progrès » tel que défini par les figures d’autorité quelles qu’elles soient, beaucoup des produits et modèles de ces médias seront sanctionnés par les classes dirigeantes dans beaucoup de régimes. On peut se demander alors à qui ces transferts bénéficient : à qui l’ordre naturel des choses bénéficie, à qui le [282] guide-pour-la-construction-de-réalité bénéficie. Évidemment, aux marchands et aux créateurs de ces produits culturels véhiculés par les médias, aux propriétaires des médias, aux marchands de biens et services qui symbolisent cette réalité construite, cet ordre des choses (il est naturel d’avoir une voiture privée, d’être beau et jeune, d’avoir 1,7 enfant, de faire des voyages organisés, etc.), aux marchands d’armes (pour protéger cet ordre), aux marchands d’éducation (pour reproduire cet ordre), etc. Dans la mesure, par contre, où les modèles proposés reflètent une société plus « avancée » que les pays importateurs, par exemple sur les plans de la consommation et de la participation politique (de la « démocratie de masse »), ils peuvent aussi provoquer des effets contraires à l’intérieur de ces pays ; par exemple, susciter certaines aspirations à la mobilité sociale, à la consommation, ou à une plus grande liberté d’action et d’expression, à certaines formes d’émancipation des femmes, etc., bref à certains changements sociaux. Aussi ne parlons-nous pas de transferts dans le sens mécanique d’une soumission nécessaire à des forces purement extérieures et agissant toutes dans la même direction, mais dans un sens dynamique (interactif/stratégique).

Ceci dit, s’il faut bien admettre la circulation massive des biens et services, du *hardware* et du *software* produits par les industries culturelles multinationales d’allégeance américaine, et si l’on admet que l’importation de ces produits matériels et immatériels implique le transfert de modèles culturels (un plan d’assemblage de la réalité qui nous échappe), il nous reste à soulever deux questions qui sont connexes : celle de l’engouement pour ces produits et celle de la résistance.

Il faut bien constater que si ces produits envahissent la planète, c’est aussi parce qu’ils trouvent, partout dans le monde, une réception enthousiaste. Non seulement on les importe massivement, mais de plus on les consomme énormément et on les privilégie du point de vue de l’accessibilité. C’est ainsi que Tunstall a pu conclure que la thèse de l’impérialisme culturel américain était à la fois exagérée (on constate dans la plupart des pays une relative diversité des pays d’origine des importations) et en deçà de la réalité : ainsi une heure d’émission télévisuelle importée a un impact bien particulier si elle est diffusée aux heures de grande écoute et suivie par de vastes audiences. Or c’est souvent le cas des produits américains : ils sont généralement plus faciles d’accès et plus populaires que ceux de leurs concurrents étrangers. Surtout, ils constituent des attraits « privés », s’adressant non aux collectivités (considérées symboliquement) mais aux individus, au-delà de leurs appartenances sociales, sinon contre elles.

Les premiers produits culturels américains à connaître une diffusion mondiale massive, malgré leur caractère « typiquement américain », à des années-lumière de la culture de la plupart des pays importateurs, furent les films d’Hollywood dans les années 1920 et 1930 (Guback, 1969). Depuis, le phénomène s’est répandu dans plus ou moins tous les secteurs de l’industrie culturelle. Actuellement, *Dallas* peut être considéré comme le prototype de cette popularité mondiale des produits massmédiatiques américains. Reprenons ici les termes de Jean-Pierre Desaulniers (1983) :

[283]

Question : quelle est l’émission la plus populaire en Algérie depuis un an ? Réponse : *Dallas*, une production parfaitement américaine vendue à rabais, traitant de problèmes américains.

Comment comprendre qu’une nation socialiste, musulmane et ascétique [...] se braque devant ses écrans pour établir la liste des amants de Sue Ellen ou examiner les multiples coiffures de Pamela ?

Bien malin qui pourra répondre à cette question de façon satisfaisante.

Évidemment, les relations publiques et le marketing américains — non seulement la publicité mais aussi tout l’appareil extrêmement développé d’orientation de la production en fonction d’une demande individuelle et atomisée [[375]](#footnote-375) du marché — comptent pour beaucoup dans le succès des médias américains. Pour reprendre l’expression-choc (et un peu courte) de Tunstall, si les produits américains se vendent, c’est qu’ils sont fabriqués précisément pour cela, pour être commercialisés [[376]](#footnote-376). Ou peut-être plus précisément que leur commercialisation se soumet à des critères de privatisation de la culture [[377]](#footnote-377).

Il est certain également, et cela rejoint tout en les dépassant de beaucoup les questions de marketing, que les contenus de la culture des médias, si « américains » qu’ils soient, tout en étant privatisés, portent en bonne partie sur des thèmes et des problèmes universels : les relations hommes-femmes, la richesse, le pouvoir, les conflits entre l’intérêt et le devoir, etc. Plus encore, ils correspondent pour une large part à des structures universelles de l’imaginaire car ils jouent sur de grands mythes et archétypes — fût-ce en les « clichant en stéréotypes » (Morin) —, comme la lutte entre le bien et le mal, l’éternel retour, la rédemption, le sacrifice, le héros, le destin, etc. De ce point de vue, le succès de Supe*r*man (*comics* et maintenant film) hors des frontières américaines ne devrait pas étonner davantage que la fascination qu’exercent sur les Occidentaux certains mythes africains ou océaniens ; *Star Wars* rappelle non seulement le western mais aussi (sacrilège !) la tragédie classique ; *E.T.* se présente comme un conte de fées (ou un récit sacré ?) moderne et la nouvelle de fait divers, récit tragique ou comique, comme la mise en scène du destin universel, le *mana quotidien*, selon l’expression d’A. Goldman. C’est sur cette dimension trop peu explorée de la réception des produits culturels que Carey et Kreiling (1974) attirent notre attention dans un texte qui critique le trop grand utilitarisme de l’école des « uses and gratifications ». L’expérience esthétique, celles de la connaissance ou des jeux de l’imaginaire, sont essentiellement irréductibles à d’autres finalités qu’elles-mêmes (v.g. recherche d’information, de statut, de détente, de solidarité, etc.). Toute action culturelle doit tenir compte de cette dimension.

On a tout lieu de croire qu’une autre raison de la popularité des produits culturels américains réside dans la prégnance, c’est-à-dire la force et la stabilité, de ce que nous avons appelé leurs modèles de production. On sait en effet que le plaisir [284] esthétique découle pour une bonne part de l’effet de familiarité (Moles, 1958), qui lui-même se construit souvent par l’effet de réalité — on aime voir et entendre des thèmes et des formes déjà connus, construits selon des procédés habituels (i.e. auxquels on est habitué, au point d’en oublier même l’existence). C’est ainsi que la musique populaire est populaire parce que connue et connue parce que populaire ... De même pour la vedette de cinéma, l’école de peinture ou d’architecture, la couverture des congrès politiques, les émissions de la vingt-cinquième année de diffusion des *Belles histoires des pays d’en-haut*.

Or les modèles de production créent des thèmes ou des formes, mais aussi de telles structures, ou « grammaires » ; ils reposent sur des « codes de reconnaissance » qui créent des attentes, des habitudes, des conditionnements de réception. Cela, qui est aussi vrai dans le domaine de l’information (Desaulniers et Sohet, 1979 ; Imbert, 1982) que dans celui de la fiction et des arts, renforce la position privilégiée des modèles dominants et aggrave la difficulté de produire des contre-modèles comme, côté réception, de se « sevrer » des produits familiers ou de se familiariser avec de nouvelles formes et de nouveaux discours.

Ainsi le cinéma hollywoodien et la télévision nous ont habitués d’une part à des standards techniques élevés (effets spéciaux, « événements techniques » [[378]](#footnote-378)), d’autre part à un traitement spectaculaire, rapide, syncopé, elliptique des thèmes et des intrigues, en fiction comme en *non-fiction* (Epstein, 1974). Par contraste, les œuvres qui reposent sur des ressources plus limitées et/ou un traitement moins rapide et plus profond paraissent à plusieurs fades, étriquées, sans intérêt. L’impact de ces conditionnements de la réception peut aller bien au-delà des médias, surtout dans les pays où ceux-ci font l’objet d’une consommation massive. Ainsi l’école, confrontée aux *mass media*, et maintenant aux joies et aux jeux du micro-ordinateur domestique, apparaît souvent comme le lieu de l’ennui, et l’apprentissage scolaire comme une forme de condamnation aux travaux forcés. Plus généralement, de tels conditionnements s’inscrivent fort bien dans le processus de marchandisation de l’institution scolaire, de plus en plus proche, dans ses structures et ses modes de fonctionnement comme dans ses objectifs, de la logique du marché. Pour Skinner, par exemple, le professeur et le spécialiste de la publicité « rencontrent les mêmes problèmes » (cité par M. Mattelart, 1983, p. 173). A notre connaissance, cette question a été fort peu étudiée, contrairement à l’impact des modèles médiatiques et publicitaires sur la vie politique (au sens large), dont l’étude a conduit à divers diagnostics concernant la société « du spectacle », « de l’image », la menace que font peser sur la vie démocratique ces nouvelles formes de conditionnement de la réception de l’information [[379]](#footnote-379) (Debord, 1967 ; Boorstin, 1971 ; Schiller, 1973 ; Baudrillard, 1972) ou même « la fin du social » (Baudrillard, 1978).

Évidemment ces problèmes dépassent largement la question des modèles et grammaires. Il faut y inclure bien d’autres dimensions, comme celle de l’*agenda setting* et de la construction du réel par les médias (Tuchman, 1978 ; Berger et Luckman, 1967). Mais ils nous semblent se situer au coeur d’une compréhension de l’impact des médias et, plus généralement, des industries culturelles. En particulier, les politiques de « canadianisation » ou de « québécisation » de ces industries [285] n’ont guère de chances de porter fruit si elles contournent les questions du rôle des modèles ou celle de la fascination exercée par les pratiques culturelles et les produits américains. Ainsi, ni les règles de contenu canadien imposées à Radio-Canada/CBC, ni la multiplication des chaînes commerciales de télévision, ne nous paraissent susceptibles d’atteindre les objectifs en vue desquels on formule de telles politiques, faute de tenir réellement compte de ces dimensions centrales.

IV

C’est aussi du côté de la « réception » que s’ouvrent actuellement les voies peut-être les plus intéressantes vers une résistance à la domination, nationale ou transnationale, de la culture massmédiatique d’origine ou d’inspiration américaine, ou ce que les organisateurs du colloque ont appelé des processus originaux d’assimilation et que l’on pourrait appeler aussi des processus d’appropriation de cette culture.

Diverses recherches plus ou moins récentes font redécouvrir ou réaffirmer et élargir ce bon vieux principe scolastique : « quidquid recipitur ad modum recipiendi recipitur »... Ainsi la théorie de la perception pénètre enfin l’étude des médias pour rappeler que la perception, déjà, relève d’un processus actif de construction neurophysiologique et mentale, tout comme les représentations, fondement probable de nos connaissances et de nos visions du monde, opinions et attitudes — et donc élément clé d’une problématique de l’influence culturelle et idéologique des médias —, qui font actuellement l’objet d’un intérêt renouvelé (*Communication information*, numéro spécial sur « Les représentations », VI : 2, 3, hiver 1984). La sociologie et la psychosociologie des communications explorent le rôle du contexte social dans le traitement qui est fait des contenus médiatiques : utilisations différenciées selon le sexe, les milieux écologiques, économiques, sociaux et histoires de vie, et aussi usages sociaux de différents médias. Les recherches axées sur les « uses and gratifications » offrent de ce point de vue des matériaux intéressants, dans la mesure où elles font ressortir que les consommateurs de produits médiatiques les accommodent à leur propre sauce et les utilisent à leurs propres fins, jusqu’à un certain point.

On peut leur reprocher toutefois, parce qu’elles travaillent en général dans une perspective fonctionnaliste de la stratification sociale, en termes de statuts socio-économiques plutôt que de rapports sociaux, de situation sociale plutôt que d’action sociale et de demande individuelle plutôt que de demande sociale, de ne pas pouvoir apporter assez à l’élaboration de politiques culturelles qui dépassent la question du comment mieux « donner aux gens ce qu’ils veulent ». Et on sait que cette question, posée par des techniques qui s’inscrivent elles-mêmes dans une logique du marché, reçoit pratiquement toujours la même réponse : un peu plus de la même chose (cf. différentes synthèses des recherches, américaines surtout, sur les audiences des médias, comme celles qui sont proposées par Klapper, 1960, Steiner, 1963, ou Schramm et Roberts, 1977, parmi bien d’autres).

[286]

Des recherches récentes tentent cependant de combler ces lacunes, de penser citoyens plutôt que consommateurs, publics plutôt qu’audiences, rapports sociaux plutôt que statuts. Au Québec, l’enquête dirigée par Benoît Lévesque (1981), partant d’une comparaison Rimouski-Longueuil, vise à la fois à brosser un tableau détaillé de l’ensemble des médias, de ses constantes et de ses variations, et de mettre celles-ci en rapport d’une part avec des types de contenus diffusés et, d’autre part, directement ou à travers des facteurs intermédiaires (comme le temps disponible), avec les appartenances de classe et la position dans les sphères de la production économique et de la reproduction sociale, dimension essentielle de « l’appartenance sexuelle », qui elle-même modifie le jeu des autres facteurs sociaux.

Armand et Michèle Mattelart (1979) nous ont déjà apporté un éclairage intéressant sur la diversité des réceptions — et donc des effets — des contenus des *mass media*, dans un chapitre au titre évocateur : « Pouvoir populaire et culture : la subversion de la télévision telle qu’on la consomme ». A partir d'une critique du sondage comme technique de recherche visant à « ajuster la rationalité marchande de la distribution des biens culturels » qui occulte à la fois les différences de réception et leur insertion dans les rapports sociaux (parce qu’elle suppose un public unifié dans un rôle de consommateur), ils ont mené une enquête par entrevues dans quelques quartiers de Santiago (Chili). Leur recherche a fait ressortir, entre autres choses, que la consommation de télévision était élevée dans tous les groupes mais que celle-ci faisait l’objet de lectures bien différentes et que même l’écoute assidue de certaines émissions pouvait s’accompagner d’une évaluation extrêmement critique et détaillée de leurs contenus. Que comportements et attitudes en matière de télévision sont étroitement liés non seulement à la classe sociale mais aux traditions de quartier (modes d’implantation), aux orientations politiques partisanes, au degré de mobilisation politique, à la position par rapport à la sphère de la production économique. Que la grande majorité des citoyens de ces quartiers, de plus, estimaient que les effets de la télévision varient selon les classes sociales et qu’en général elle dessert les classes populaires.

De telles recherches gagneraient à être multipliées car les études (et le travail) sur les modalités de réception ouvrent sur les limites de la puissance des médias et les possibilités de résistance culturelle et d’appropriation de la culture industrielle des perspectives relativement optimistes. D’autant plus que c’est un reproche que l’on peut adresser non seulement à la sociologie fonctionnaliste « traditionnelle » des mass media mais également à une bonne part de la sociologie « critique » (au sens large), que d’avoir sous-estimé et négligé la diversité des réceptions, la relative autonomie des acteurs sociaux face aux « appareils idéologiques », qu’ils soient « de l’État multinational » ou des États nationaux, sans compter les conflits et les contradictions qui traversent ces institutions elles-mêmes. Si bien que la majorité des études critiques sur les « AIE » comportent dix lignes sur les possibilités d’action idéologique et culturelle des classes populaires après cent pages sur l’effroyable efficacité de l’immense machine à reproduction idéologique. Elles conduisent donc tout droit au désespoir ou à l’inaction en ce domaine, en [287] attendant que les transformations « objectives » de la société et l’éclatement des contradictions nous amènent tous seuls au grand soir...

Sans doute les faiblesses de telles pratiques théoriques pèsent-elles d’un certain poids dans les difficultés qu’éprouvent généralement ceux qui tentent de « subvertir la consommation » des produits culturels et de créer des contre-modèles de production. Ainsi A. et M. Mattelart ont aussi montré comment, sous le gouvernement d’Allende, la gauche n’a réussi souvent qu’à « inverser les signes » de la production culturelle de masse, sans pouvoir toucher aux formes et aux structures des produits et de la production, ce qui a grandement affaibli la portée de son action culturelle et idéologique. (On peut penser, dans la même veine, à certaines bandes dessinées « de gauche » au Mexique, ou aux photoromans « communistes » en Italie).

De telles difficultés font ressortir le besoin de recherches plus poussées sur les modalités de « réception » des contenus médiatiques, en particulier dans leurs rapports avec « l’émission ». Dans le domaine de l’information proprement dite et de l’éducation, certaines recherches soulignent déjà, plus ou moins directement, le poids du manque d’adéquation entre structures d’émission (modèles de production, langages, contenus) et structures de réception dans l’échec de diverses tentatives d’information visant en priorité les classes populaires. Aux États-Unis, par exemple, Tichenor et al. (1970, 1973) ont montré que des campagnes d’information ayant pour objectif de réduire l’écart entre les connaissances de différents groupes sociaux conduisaient, au contraire, à l’accroissement de ces écarts. En Finlande, Nordenstreng (1973) et ses collaborateurs ont constaté, entre autres choses, que les pratiques propres au « professionnalisme » journalistique comptaient pour beaucoup dans l’inaccessibilité culturelle des informations télévisées aux classes populaires (même dans les cas de forte écoute) et constituaient donc un blocage à la participation démocratique à la vie sociale et politique. Au Québec, des travaux comme ceux d’Imbert ou de Desaulniers et Sohet (déjà cités) sur l’information, de Saucier (1980) sur la télévision « éducative » amènent aussi à concevoir comme centrale la question de l’adéquation entre modèles de production et objectifs d’information et de formation.

Actuellement, les industries culturelles entrent lentement mais directement dans le champ politique comme en font foi, ici et ailleurs, les débats sur le nouvel ordre international de l’information, les politiques nationales de communication, « l’informatisation de la société », la micro-informatique domestique, les ordinateurs à l’école, les politiques culturelles, etc. Il n’y a certes pas à cette relative politisation que des avantages, puisque aussi bien la puissance économique de ces industries que la force des discours qui les portent confèrent une position privilégiée aux industries culturelles dans le débat et peuvent résulter surtout en une action plus musclée de l’État pour subordonner davantage les impératifs culturels à ceux de l’expansion des entreprises. Voici deux petites illustrations québécoises. L’une des plus importantes recherches poursuivies au ministère des Communications du Québec il y a peu d’années (Arena, 1982) avait pour objectif, à partir du constat [288] d'une certaine « efficacité de l'offre de moyens de communication » des entreprises québécoises, d’élaborer, à travers une analyse structurelle et historique des habitudes individuelles d’utilisation de ces moyens, des stratégies « d’ajustement de la demande » individuelle (et aussi institutionnelle : « secteur public, éducation, santé, etc. ») à l’offre. Lors d’un récent débat télévisé (*Forum*, septembre 1983) sur la politique culturelle du Québec, une bonne partie des arguments de représentants de divers milieux artistiques en faveur d’une production authentiquement québécoise soulignaient avant tout l’intérêt de la chose pour notre industrie touristique — vive la différence !

Il reste que des débats concernant les industries culturelles ont un accès, fût-il secondaire, à la place publique et à l’*agenda* des moyens d’information et que cela constitue déjà le signe et le support d’une certaine mobilisation autour des questions de culture.

Les faits ou les possibilités d’action et de mobilisation culturelles s’inscrivent évidemment dans le contexte plus large du dynamisme global d’une société. Ainsi, le « front culturel » continuant d’être relativement négligé et l’action dans d’autres sphères (économie, consommation notamment) continuant de recevoir une grande priorité par rapport à ce front, une mobilisation culturelle un peu large suppose-t-elle une mobilisation fort poussée d’abord dans d’autres secteurs. On le voit bien par ce qui se passe depuis quelques années par exemple en France ou dans certains pays d’Amérique latine. Au Québec, Marc Raboy (1983) a proposé une analyse des rapports entre « Médias parallèles et mouvements sociaux ».

L’action et la production culturelles de même que les usages sociaux et les modalités de la réception des produits culturels — et donc les possibilités de résistance à une domination culturelle étrangère et d’assimilation ou d’appropriation originales — dépendent aussi, plus particulièrement, des rapports dialectiques qui s’établissent entre la culture industrielle et divers groupes ou classes d’une société. Ainsi, dans bien des pays en voie de développement, la « culture de masse » n’est, paradoxalement, qu’une culture des élites (ce qui n’en fait pas une culture d’élite. ..), les classes populaires, surtout en dehors des grandes villes, n’ayant presque aucun accès, matériel ou culturel (alphabétisation), aux produits culturels industriels. (Si bien que ces produits, loin de contribuer à une homogénéisation culturelle et sociale, vont plutôt creuser le fossé entre classes dirigeantes et milieux populaires). En Angleterre, à l’inverse, la classe ouvrière s’approprie volontiers certains contenus des médias américains pour mieux s’opposer à la culture de la bourgeoisie nationale, avec laquelle elle est en relations très conflictuelles. Cela conduit, entre autres choses, à une marginalisation des intellectuels qui, pour la plupart, refusent la culture industrielle au nom de la défense d’une culture humaniste ou savante (Garnham, 1983b ; Golding, 1977).

La dialectique qui s’établit entre la culture industrielle et les autres cultures d’une société constitue également un facteur important de l’impact de la première et, par conséquent, de celui de « l’impérialisme » sur cette société. Des notions [289] comme « impérialisme », « domination » ou « dépendance » culturelle n’ont en effet de sens que par rapport à des cultures nationales, qui sont plus ou moins riches, plus ou moins complexes, plus ou moins dynamiques — c’est-à-dire plus ou moins capables de résister à des « invasions culturelles » et de réagir de façon originale et autonome aux produits locaux et étrangers de la culture industrielle. Dans cette perspective offrent le plus grand intérêt les études sur la spécification des diverses cultures qui forment une culture nationale — cultures archaïques, traditionnelles, populaires, de classe, scolaires, etc. — et sur leurs rapports réciproques. De telles études se poursuivent depuis assez longtemps en Grande-Bretagne (voir notamment les travaux du Centre for Contemporary Cultural Studies, ou « école de Birmingham » et plusieurs numéros de la revue *Media, Culture and Society*), et depuis quelques années en Amérique latine (voir entre autres les revues *Cultura y Comunicacion, Ininco, Ciné al dia*, *Communication*), au Québec et au Canada (voir notamment les travaux de l’Institut québécois de recherche sur la culture, du groupe des Sciences du loisir de l’Université du Québec à Trois-Rivières — en particulier le numéro de sa revue *Loisir et Société* consacré au thème « Culture populaire et loisir au Québec » (vol. 6, n° 1, mai 1983) —, ainsi que certains numéros de la *Revue canadienne de théorie sociale et politique*, et ailleurs. Ces recherches présentent aussi d’énormes difficultés, dont celle de cerner les rapports entre l’une ou l’autre de ces cultures et l’évolution globale, économique notamment, d’une société. Jusqu’à quel point, par exemple, les cultures traditionnelles sont-elles condamnées à la folklorisation et à la marginalisation par la transformation même des modes de production et celle des modes de vie qui l’accompagne, l’impact de la culture industrielle ne faisant qu’accélérer leur inéluctable disparition ?

On voit l’importance de tels thèmes pour toute action et toute politique culturelle et que si, par exemple, on donne à la question précédente une réponse positive, on en conclura sans doute qu’il vaut mieux faire porter ses efforts en matière culturelle dans d’autres domaines, où ils ont des chances d’être plus utiles et de moins s’aliéner cette très large majorité de la population qui trouve dans les produits de la culture industrielle non seulement une consommation « gratifiante » mais fréquemment une expérience culturelle authentique.

[290]

Bibliographie

1. International

Adorno, Theodor W. et Max Horkheimer.

*Dialectic of Enlightenment*. New York, Herder & Herder, 1972.

Adorno, Theodor W. et Max Horkheimer.

*La dialectique de la raison, fragments philosophiques.* Paris, NRF - Gallimard, 1979.

Attali, Jacques.

*La parole et l'outil*. Paris, P.U.F., 1975.

Attali, Jacques.

*La nouvelle économie française*.Paris, Flammarion, 1978.

Baudrillard, Jean.

*Pour une critique de l’économie politique du signe*.Coll. « Tel ». Paris, Gallimard, 1972.

Baudrillard, Jean.

*À l’ombre des majorités silencieuses ou la fin du social*.Paris, Utopie*,* L’Imprimerie Quotidienne, 1978.

Bauman, Zygmunt.

« A Note on Mass Culture : on Infrastructure », Denis McQuail, *Sociology of Mass Communications* (Harmondsworth (Angleterre), Baltimore/ Ringwood (Australie), Penguin Books Ltd, 1972).

Berger, Peter et Thomas Luckmann.

*The Social Construction of Reality*. Garden City (N.Y.), Doubleday-Anchor, 1967.

Blum, Sylvie.

*La Télévision ordinaire du pouvoir*. Paris, P.U.F., 1982.

Boorstin, Daniel J.

*L’image*. Coll. « 10/18 ». Paris, Union générale d’Éditions, 1971.

Boorstin, Daniel J.

*The Image. A Guide to Pseudo Events in America*.New York, Athenaeum, 1961.

Boulding, Kenneth E.

*Beyond Economics*. Ann Arbor, University of Michigan Press, 1970.

Bourdieu, Pierre.

« Le marché des biens symboliques », *L’Année sociologique*, 1971 (Paris, P.U.F., 1972).

Boyd-Barrett, Olivier et Michael Palmer.

*Le Trafic des nouvelles — Les agences mondiales d’information*.Paris, Alain Moreau, 1981.

Brzezinski, Zbigniew.

*La Révolution technétronique*.Paris, Calmann-Lévy, 1971.

Capriles, Oswaldo.

« La nouvelle recherche latino-américaine en communication », *Communication information*, 5, l (aut. 1982).

Carey, James.

« Communication and culture », *Communications Research*, 2 (1975).

[291]

Carey, James.

« Mass Communication Research and Cultural Studies : an American View », dans Curran, Gurevitch et Woollacott.

Carey, James W. et Albert L. Kreiling.

« Popular Culture and Uses and Gratifications : Notes toward an Accomodation », Jay G. Blumler et Elihu Katz, The Uses of Mass Communications, *Current Perspectives on Gratifications Research* (Beverly Hills/Londres, Sage Publications, « Annual Review of Communication Research », III, 1974).

Champagne, Patrick.

« La télévision et son langage : l’influence des conditions sociales de réception du message ». *Revue française de sociologie*, 12 (1971) : 406-430.

Cruise O’Brien, Rita.

*Mass Media Ownership : An Analytical Summary of Transnational and National Trends*.UNESCO, International Commission on Communications Problems, mai 1978.

Curran, James, M. Gurevitch et J. Woollacott.

*Mass Communication and Society*. Londres, Edward Arnold/the Open University Press, 1977.

Curran, James et Michael Schudson.

« The Production of Culture », Numéro spécial de Media, *Culture and Society*, 4, 1 (1982).

Davidson, Peter, Rolf Meyersohn et Edward Shils.

*Literary Taste, Culture and Mass Communication*. Cambridge Heaneck (N.J.), Chadwyck-Healey Ltd, 1981. 14 vol.

Debord, Guy.

[*La société du spectacle*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.deg.soc). Paris, Buchet/Chastel, 1967.

Degand, Claude.

*Le cinéma, cette industrie*. Paris, Editions techniques et économiques, 1972.

De Certeau, Michel.

*La culture au pluriel*. Paris, Christian Bourgois, 1974 et 1980.

Enzensberger, Hans Magnus.

*The Consciousness Industry*. New York, Seabury Press, 1974.

Epstein, Edward Jay.

*News from Nowhere*. *Télévision and the News*.New York, Vintage Books, 1974.

Eudes, Yves.

*La conquête des esprits. L'appareil d’exportation culturelle américain*. Coll. « Cahiers libres » no 366. Paris, François Maspéro, 1982.

Flichy, Patrice.

*Les industries de l’imaginaire. Pour une analyse économique des media*. Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 1980.

Galtung, Johan.

« A Structural Theory of Imperialism », *Journal of Peace Research*, 1971.

Garnham, Nicholas.

« Recherche comparative sur les mass media et les nouvelles technologies de communication : La Grande-Bretagne », dans Mattelart & Stourdzé, 1983b.

[292]

Garnham, N.

« Toward a Political Economy of Mass Communication », *Media, Culture and Society*, 2 (1979) : 123-146.

Geerts, Claude, Gabriel Thoveron et Jacqueline Thoveron.

*Une enquête internationale : télévision offerte au public, télévision regardée par le public*.Bruxelles, R.T.B.F., « Enquête permanente sur les programmes », S. TV 49, avril 1980.

Gerbner, George, Larry R. Gross et William H. Melody.

*Communications Technology and Social Policy*.New York, John Wiley, 1973.

Girard, Augustin.

*Développement culturel : expériences et politiques*.Genève, UNESCO, 1972.

Giraud, Alain, J.-L. Missika et D. Wolton.

*Les réseaux pensants — Télécommunications et société*.Paris, Masson, 1978.

Golding, Peter.

« Media Professionalism in the Third World : the Transfer of an Ideology », dans Curran et alii, 1977.

Gorz, André.

*Les Chemins du paradis. L’agonie du capital*.Paris, Galilée, 1983.

Gould, Peter et Jeffrey Johnson.

« The Content and Structure of International Télévision Flows », dans Rosengren, 1980.

Gryspeedt, Axel.

*Télévision et participation à la culture*. Bruxelles, Editions Vie ouvrière, 1972.

Guback, Thomas H.

*The International Film Industry, Western Europe and America since 1945*. Bloomington (Indiana), Indiana University Press, 1969.

Guback, Thomas et Tapio Varis.

*Transnational Communication : Film and Television*. Paris, UNESCO, 1978.

Habermas, Jürgen.

*Communication and the Evolution of Society*. Traduit par Thomas McCarthy. Boston, Beacon, 1978.

Hamerlink, Cees J.

*Cultural Autonomy in Global Communications : Planning National Information Policy*.New York, Longman, 1983.

Hoggart, Richard.

*La Culture du pauvre, Etude sur le style de vie des classes populaires en Angleterre*.Paris, Minuit, 1970.

Huet, Armel, Jacques Ion, Alain Lefebvre, Bernard Miege et René Peron.

*Capitalisme et industries culturelles*. Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 1978.

Ion, Jacques, Bernard Miege et A.N. Roux.

*L’appareil d’action culturelle*. Paris, Editions universitaires, 1974.

Klapper, Joseph T.

*The Effects of Mass Communications*. Glencoe (Illinois), The Free Press, 1960.

Lasch, Christopher.

*The Culture of Narcissism. American Life in an Age of Diminishing Expectations*.New York, Norton, 1979.

[293]

Lasch, Christopher.

*Le complexe de Narcisse, la nouvelle sensibilité américaine*.Paris, Laffont, 1981.

*Latin American Perspectives*,numéro spécial de *Culture* in the age of mass media, 5, l (hiv. 1978).

Macbride, Sean et al.

*Voix multiples, un seul monde : communication et société aujourd’hui et demain*. Rapport de la Commission internationale d’étude des problèmes de la communication. Paris, UNESCO, 1980.

Machlup, Fritz.

*The Production and Distribution of Knowledge in the United States*.Princeton (N.J.), Princeton University Press, 1962.

McCormack, T.

« Folk culture and the mass media ». *Archives Européennes de Sociologie*, 10 (1969) : 220-237.

McCombs, Maxwell E. et Donald L. Shaw.

« The Agenda-Setting Fonction of Mass Media », *Public Opinion Quarterly*, 36 (1972).

McCombs, Maxwell et Lynne Masel-Walters.

« Agenda-setting : a new perspective on mass communication », *Mass Communication Review*, 3, 2(1976).

Mander, Jerry.

*Four Arguments for the Elimination of Television*.New York,Morrow Quill Paperbooks, 1978.

Mattelart, Armand.

*Multinationales et systèmes de communication — Les appareils idéologiques de l’impérialisme*.Paris, Editions Anthropos, 1976.

Mattelart, Armand.

« Culture de masse, impérialisme, résistance », numéro spécial de *L'homme et la société*, 46-47 (1978).

Mattelart, Armand et Michèle Mattelart.

*De l’usage des médias en temps de crise. Les nouveaux profils des industries de la culture*.Paris, Editions Alain Moreau, 1979.

Mattelart, Armand et Jean-Marie Piemme.

*Télévision : enjeux sans frontière. Industries culturelles et politique de la communication*.Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 1980.

Mattelart, Armand et Yves Stourdzé.

*Technologie, culture et communication. Rapport au ministre de la Recherche et de l’Industrie*.Paris, La Documentation française, 1983.

Mattelart, Armand et Yves Stourdzé.

*Technologie, culture et communication. Rapports complémentaires*. Paris, La Documentation française, 1983.

Mattelart, Michèle.

*Les femmes et les industries culturelles*. UNESCO, « Développement culturel », Dossier documentaire n° 23 (CC-81/WS/36), s.l., 1982.

[294]

Mattelart, Michèle.

« Éducation et culture de masse : réflexion sur une industrie des contenus et la recherche en matière d’innovation », dans Mattelart et Stourdzé, 1983.

Miliband, Ralph.

*L’État dans la société capitaliste. Analyse du système de pouvoir occidental*.Paris, François Maspéro, 1973.

Moles, Abraham.

*Théorie de l’information et perception esthétique*.Paris, Flammarion, 1958.

*Le monde diplomatique*, 325 (av. 1981), « Une affaire d’État : la culture ».

Morin, Edgar.

*L’esprit du temps*. Coll. « La Galerie ». Paris, Grasset, 1962. Réédité et complété en 1975 par un second tome (*Nécrose*) chez le même éditeur.

Nora, Simon et Alain Mine.

*L’informatisation de la société*. Paris, la Documentation française, 1978.

Nordenstreng, Kaarle.

*Informational Mass Communication*. Helsinki, Tammi Publishers, 1973.

Nordenstreng, Kaarle et Herbert I. Schiller.

*National Sovereignty and International Communication*.Norwood (N.J.), Ablex Publishing Corporation, 1979.

Panikkar, Raimundo.

« Alternative(s) à la culture moderne ». *Interculture*, 15, 4 (oct.-déc. 1982).

Piemme, Jean-Marie.

*La propagande inavouée. Approche critique du feuilleton télévisé*.Coll. « 10/18 ». Paris, Union générale d’éditions, 1975.

Piemme, Jean-Marie.

*La télévision comme on la parle*. Bruxelles/Paris, Éditions Labor/Fernand Nathan, 1978.

Rosengren, Karl Eric.

*International communication : Bias and Balance*,numéro spécial de *Communication*,5, 1 (1980).

Sahin, H., J.-P. Robinson.

« Beyond the Realism of Necessity : Télévision and Colonisation of Leisure », *Mass Culture and Society*, 3, 1 (janv. 1981) : 85-95.

Schaeffer, Pierre.

*Machines à communiquer 1. Genèse des simulacres*.Paris, Seuil, 1970.

Schaeffer, Pierre.

*Machines à communiquer 2. Pouvoir et communication*.Paris, Seuil, 1972.

Schiller, Herbert I.

*The Mind Managers*. Boston (Mass.), Beacon Press, 1973.

Schiller, Herbert I.

*Communication and Cultural Domination*. White Plains (N.Y.), International Arts & Sciences, 1976.

Schramm, Wilbur et Donald F. Roberts.

*The Process and Effects of Mass Communication*. Revised Edition. Urbana/Chicago/Londres, University of Illinois Press, 1977.

[295]

Shaw, Eugène.

« Agenda-Setting and Mass Communication Theory », *Gazette*, 25, 2 (1979).

Souchon, Michel.

*La télévision et son public*, 1974-1977. Paris, La Documentation française, 1978.

Souchon, Michel.

*Petit écran et grand public*. Paris, La Documentation française, 1980.

Steiner, Gary A.

*The People Look at Television : A Study of Audience Attitudes*.New York, Knopf, 1963.

Thevenin, P.

« Économie de la culture : réflexions pour un cadre général d’étude », UNESCO, SHC/WS1270, 1972.

Tichenor, P.J., G.A. Donohue et C.N. Olien.

« Mass media flow and differential growth in knowledge », *Public Opinion Quarterly*, 34, 2 (été 1970).

Tichenor, P.J., G.A. Donohue et C.N. Olien.

« Mass media functions, knowledge and social control », *Journalism Quarterly* (hiv. 1973).

Tuchman, Gaye.

*Making News : A Study in the Construction of Reality*.New York, Free Press, 1978.

Tuchman, Gaye.

« Consciousness Industries and the Production of Culture », *Journal of Communication*, 33, 3(été 1983).

Tunstall, Jeremy.

*The Media are American. Anglo-American Media in the World*.New York, Columbia University Press, 1977.

Varis, Tapio et Kaarle Nordenstreng.

*La télévision circule-t-elle à sens unique ? Revue et analyse des programmes de télévision dans le monde*. Paris, UNESCO, 1974.

Williams, Raymond.

*Television, Technology and Cultural Form*.Londres, Fontana, 1974.

Williams, Raymond.

« Means of Communication as Means of Production », *Problems in Materialism and Culture* (Londres, Verso, 1980).

2. Guides bibliographiques: Québec/Canada

Bibliocom.

Bibliographie internationale de la documentation en langue française sur la communication. Québec, Université Laval - Annuel.

Cantin, Hélène.

*Bibliographie. Etudes canadiennes sur les mass media*.Ottawa, Information Canada, 1974. 95 p.

[296]

Fournier-Renaud, Madeleine et Pierre Véronneau.

*Écrits sur le cinéma : bibliographie québécoise, 1911-1981*.Montréal, Cinémathèque québécoise, 1981. Supplément, 1982.

Narbaits, Maddalen.

*Bibliographie thématique sur les médias communautaires dans la société québécoise*.Paris, Secrétariat d’État à la culture, 1976. 69 p.

Pallascio, Serge.

*Bibliographie des articles de revues québécoises sur la communication et les mass media, 1933-1973*.Québec, Université Laval, 1975. 111p. (Ronéotypé).

Québec.

*Bibliographie. Média communautaire au Québec*. Québec, Conseil de développement des médias communautaires, 1974.

3. Périodiques universitaires québécois qui se consacrent  
au domaine des communications ou y consacrent,  
à l’occasion, des analyses particulières

*Communication Information*. Revue québécoise des recherches et des pratiques en communication et information.

*Cahiers du Socialisme*.

*Conjonctures*.

*Études internationales*.

*Études littéraires*.

*Loisir et Société*.

*Politique* (notamment vol. 1, n° 2).

*Possibles*.

*Recherches sociographiques* (notamment vol. 12, n° 1, 1971).

*Revue canadienne de théorie politique et sociale* (notamment vol. 4, n° 1 ; 5, nos 1-2 ; 6, n° 3).

*Sociologie et Société*s (notamment vol. 6, n° 2 ; 11, n° 2).

4. Publications gouvernementales

4.1. Gouvernement du Québec

4.1.1. général : mass media, culture, télécommunications, médias communautaires, publicité, disques, livres, etc.

Biron, Gilles et Yves Crouan.

*La participation québécoise à l’industrie du disque au Québec*.Québec, ministère des Affaires culturelles, 1977. 33 p.

[297]

Blasi, Démosthène et al.

*La dimension économique des communications*. Québec, ministère des Communications, 1983. 24 p.

Bouchard, Maurice.

*Commission d’enquête sur le commerce du livre dans la province du Québec. Rapport*.Québec, Éditeur officiel, 1963.

Brunel, Gilles.

*L’Avenir des médias communautaires au Québec*. Québec, ministère des Communications, 1978. 127 p.

David, Richard et Robert Gagnon.

*Le loisir au Québec 1981 : étude auprès de la population*. Québec, ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, 1983. 112 p.

Gascon, P.

*L’Information au Québec*. Québec, Éditeur officiel, 1973. 157 p.

Grégoire, Jean.

*Programme de recherche universitaire du ministère des Communications du Québec : description des projets réalisés par convention avec le ministère*.Québec, ministère des Communications, 1980.

Grégory, John.

*La Régie des services publics du Québec et le contrôle des services téléphoniques*.Québec, Éditeur officiel, 1975. 134 p.

Paquette, Gilbert.

*Le Québec à l’heure du virage technologique.* Notes pour un discours du ministre, Conférence économique 1982. 16 p.

Parent, Richard.

*Les Équipements de communications des ménages québécois : à l’orée de la télématique*.Québec, ministère des Communications, 1982. 202 p.

Québec.

*Annuaire de la publicité et de l’imprimerie*.Annuel. 1939.

Québec.

*Bâtir l’avenir. Recherche et développement. Bilan et perspectives*.Québec, ministère des Communications, 1982. 228 p.

Québec.

*Commission d’accès à l’information*. Rapport annuel.

Québec.

*Conseil consultatif de la lecture et du livre*.Rapport annuel.

Québec.

*Deuxième conférence générale de l’Unesco sur les politiques culturelles. Cahier de la délégation québécoise*. Québec, ministère des Affaires intergouvernementales, 1982.

Québec.

*Dimensions d’une politique téléinformatique pour le Québec*.Québec, ministère des Communications, 1976. 2 vol.

Québec.

*Étude sur le profil des importations et des exportations québécoises en informatique*.Québec, ministère des Communications, 1983. 137 p.

[298]

Québec.

*Information et liberté*. Rapport de la Commission d’étude sur l’accès du citoyen à l’information gouvernementale et sur la protection des renseignements personnels. Québec, 1981. 225 p.

Québec.

*Inventaire des moyens de communications en milieu autochtone (téléphonie, radio et télévision).* Québec, ministère des Communications, Editeur officiel, 1980. 63 p.

Québec.

*La Chanson : un art, une industrie*. Québec, Éditeur officiel, 1975.

Québec.

[*La Politique québécoise du développement culturel*](http://classiques.uqac.ca/contemporains/Quebec_gouvernement_du/Politique_qc_devel_culturel_t1/Politique_qc_devel_culturel_t1.html).Québec, Éditeur officiel, 1978. 2 t.

Québec.

*Le Livre québécois 1764-1972*. Montréal, ministère des Affaires culturelles, 1972.

Québec.

*Le Ministère des Communications du Québec pour vous*.Québec, ministère des Communications, 1981. 30 p.

Québec.

*Les Industries culturelles. Hypothèses de développement*. Québec, ministère du Conseil exécutif, Secrétariat des conférences socio-économiques, 1978.

Québec.

*Les Industries culturelles. Rapport*. Québec, le Secrétariat des conférences socio-économiques, 1978. 100 p.

Québec.

*Le Québec maître d'œuvre de la politique des communications sur son territoire*.Québec, ministère des Communications, 1973. 117 p.

Québec.

*Le Virage technologique. Bâtir le Québec — phase 2. Programme d'action économique 1982-1986*.Québec, Direction générale des publications gouvernementales, 1982. 248 p.

Québec.

*L’industrie de la publicité au Québec. Analyse et tendances*. Québec, ministère des Communications, 1980. 187 p.

Québec.

*L’Informatique au gouvernement du Québec*. Québec, ministère des Communications, Éditeur officiel, 1979.

Québec.

*Livre vert sur la politique culturelle*. Québec, ministère des Affaires culturelles, 1976. 258 p.

Québec.

*Mémoire sur une politique du livre et de la lecture au Québec*.Québec, Éditeur officiel, 1977. 165 p.

Québec.

*Ministère des Communications*. *Rapport annuel*.1970.

Québec.

*Ministère des transports et communications. Rapport annuel*.1964-69.

Québec.

*Politique de développement des médias communautaires*.Québec, ministère des Communications, 1979.27 p.

[299]

Québec.

*Pour l’évolution de la politique culturelle*. Québec, ministère des Affaires culturelles, 1976. 258 p.

Québec.

*Programme d’aide au développement des médias communautaires*.Québec, ministère des Communications, 1977 et 1982.

Québec.

*Projet de recherche et d’expérimentation de la communication médiatisée inter-régionale*.Chicoutimi, UQAC, 1981.

Québec.

*Rapport de la Commission d’enquête sur l’enseignement des arts au Québec*.(Commission « Rioux »). Québec, Éditeur officiel, 1968. 3 tomes.

Québec.

*Régie des services publics*. *Rapport annuel*.1969.

Québec.

*Répertoire des médias des communautés culturelles du Québec*. Québec, ministère des Communautés culturelles et de l’immigration, 1982. 64 p.

Québec.

*Répertoire des médias des communautés ethniques du Québec*.Montréal, ministère de l’Immigration, 1979. 94 p.

Québec.

*Répertoire des media, des réseaux*. Québec, ministère de l’Éducation, 74 p.

Québec.

*Répertoire des médias d’information générale*. Québec, ministère de l’Éducation, 1977. 70 p.

Québec.

*Répertoire des médias québécois*. 2e éd. Québec, ministère des Communications, Centre d’étude des supports de publicité, 1982. 331 p.

Québec.

*Société de développement des industries de la culture et des communications. Rapport annuel*.1982.

Québec.

*Société québécoise de développement des industries culturelles. Rapport annuel*.1980-82.

Québec.

*Télématique*. Québec, ministère des Communications, 1982. 98 p.

Québec.

*Téléphonie*. Québec, ministère des Communications, 1982. 74 p.

Ramoisy, Jacqueline.

*La Publicité au Québec*. Québec, ministère des Consommateurs, coopératives et institutions financières, Office de la protection du consommateur, 1978. 53 p.

Trinh, Tan Tai.

*Les Télécommunications et leur impact sur l’économie québécoise*.Québec, ministère de l’Industrie et du Commerce, 1973. 80 p.

Turi, Guiseppe.

*Déclarations publiques des premiers ministres du Québec en matière de culture (1960-1972).* Québec, s.é., 1974. 92 p.

[300]

Zeman, Zavis P.

*Les Stratégies de communication dans quatre pays : les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne et le Japon*.Québec, ministère des Communications, 1983. 197 p.

4.1.2. Presse/joumalisme/imprimerie

Dalphond, Claude-Edgar et Michel Pelletier.

*La presse écrite au Québec : bilan et prospective*. Québec, ministère des Communications, 1983. 99 p.

Henry, Ginette.

*Répertoire des périodiques québécois*. Montréal, ministère des Affaires culturelles, 1974.

Multi-Reso.

*La Presse écrite au Québec : bilan et prospective*. Québec, ministère des Communications, 1977. 277 p.

Québec.

*Comité de travail sur la concentration de la presse écrite. Rapport*.Comité parlementaire, s.d.

Québec.

*De la précarité de la presse ou le citoyen menacé*.Québec, ministère des Communications, 1977. 125 p.

Québec.

*Étude sur l’industrie de l’imprimerie au Québec*. Québec, ministère des Communications, 1979. 215 p.

Québec.

*La liberté de presse au Québec*. Québec, La Commission parlementaire sur les problèmes de la liberté de presse, 1973. 5 vol.

Québec.

*Les médias écrits*. Québec, ministère des Communications, 1982. 12 p.

Québec.

*Médias écrits-édition*. Québec, ministère des Communications, 1982.76 p.

Québec.

*Une agence de presse au Québec ? Nécessité, utilité et viabilité économique*. Québec, ministère des Communications, 1978. 294 p.

4.1.3. Radio-télédiffusion/câblodistribution

Dussart, Christian, Robert Pelletier et Colette Pierrot.

*La télévision payante : étude exploratoire auprès d’adultes québécois francophones*.Québec, ministère des Communications, 1978. 62 p.

Québec.

*La Radio*. Québec, ministère des Communications, 1982. 15 p.

Québec.

*La Télévision à péage au Québec : éléments d’une politique*.Québec, ministère des Communications, 1977.72 p.

Québec.

*Office de radio-télédiffusion du Québec. Rapport annuel*.1971.

Québec.

*Radio éducative au Québec*. Québec, Comité ministériel permanent du développement culturel, 1978. 4 vol.

Québec.

*Radio-Québec. Rapport annuel*.

[301]

Québec.

*Radio-Télévision*. Québec, ministère des Communications, 1982. 65 p.

Québec.

*Société de radio-télévision du Québec*. *Rapport annuel*.1978.

Québec.

*Télédistribution*. Québec, ministère des Communications, 1982.

Rocher, Guy.

*Comité de travail du C.M.P.D.C. sur le développement de Radio-Québec. Rapport*.Québec, Comité ministériel permanent du développement culturel, 1978.

Saucier, Robert.

*Télévision et alphabétisation dans une perspective québécoise*.Québec, ministère de l’Education, 1980. 31p.

Tremblay, Henri.

*Marie-Hélène et Jean-François face à la télévision, l’école, la rue*. Québec, ministère de l’Éducation, Direction de la recherche, 1982. 80 p.

4.1.4. Cinéma

Québec.

*Bureau de surveillance du cinéma*. Rapport annuel.

Québec.

*Commission d’étude sur le cinéma et l’audiovisuel. Le cinéma : une question de survie et d’excellence* (rapport Fournier). Québec. Éditeur officiel, 1982.

Québec.

*Mémoire du Comité de civisme et de moralité publique (Diocèse de Québec) au Gouvernement de la Province de Québec, proposant « la Régie du cinéma du Québec ».* 1964.

Québec.

*Institut québécois du cinéma. Rapport annuel*.

Québec.

*Office du film du Québec. Rapport annuel*.

Québec.

*Projection cinématographique*. Québec, Bureau de la statistique, 1975. 24 p.

Québec.

*Vers une politique du cinéma au Québec*. Québec, ministère des Communications, 1978.

4.2 Gouvernement du Canada

4.2.1. Général : mass media, culture, télécommunications, médias communautaires, publicité, disques, livres, etc.

Canada.

*Canadian Communications Reports*. Ottawa, périodique, 1975-1979.

Canada.

*Comité consultatif de recherches en télécommunications. Rapport*.Ottawa, ministère des Communications, annuel.

Canada.

*Comité permanent de la radiodiffusion, des films et de l’assistance aux arts. Rapport*.

[302]

Canada.

*Comité spécial sur les moyens de communication de masse*. (Commission « Davey »). Ottawa, Sénat canadien, Imprimeur de la Reine, 1970.

Canada.

*Le Canada et la télécommunication*. Ottawa, Comité consultatif des télécommunications et de la souveraineté canadienne, 1979.

Canada.

*Les télécommunications au Canada. Survol de l’industrie*.Ottawa, ministère des Communications, 1983. 399 p.

Canada.

*Rapport de recherche sur les arts et la culture. La participation à des activités culturelles dans 18 villes canadiennes*.Ottawa, Secrétariat d’État, 1980.

Canada.

*Rapport du Comité d’étude sur la politique culturelle fédérale.* (Rapport Applebaum-Hébert). Ottawa, 1982.

Canada.

*Univers sans distances : rapport sur les télécommunications au Canada*. Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1972*.*

Labrie, André.

*Les Satellites de télécommunications couvrant le Québec. Situation actuelle et perspectives*.Québec, ministère des Communications, 1981. 145 p.

Pelletier, Gérard.

*Vers une politique nationale de la télécommunication : exposé du gouvernement du Canada*.Ottawa, Information Canada, 1973. 35 p.

4.2.2. Presse/journalisme/imprimerie .

Canada

*Commission royale sur les quotidiens*. (Commission « Kent »). Ottawa, 1981.

Cumming, Carman, Mario Cardinal et Peter Johansen.

*Les Agences de presse*. (Commission « Kent »), rapport de recherche no 6. Ottawa, Commission royale sur l’industrie des quotidiens, 1981. 84 p.

Desbarats, Peter et al.

*Les Quotidiens et l’ordinateur. Une industrie en transition*. (Commission « Kent »), rapport de recherche no 8. Ottawa, Commission royale sur l’industrie des quotidiens, 1981. 134 p.

Fletcher, Frederick J. et al.

*Les Quotidiens et les affaires publiques*. (Commission « Kent »), rapport de recherche n° 7. Ottawa, Commission royale sur l’industrie des quotidiens, 1981. 147 p.

Fulford, Robert, Lysiane Gagnon, Florian Sauvageau et al.

*Du côté des journalistes*. (Commission « Kent »), rapport de recherche n° 2. Ottawa, Commission royale sur l’industrie des quotidiens, 1981, 210 p.

Hallman, Eugène, P.F. Oliphant et R.C. White.

*Le Journal comme entreprise*. (Commission « Kent »), rapport de recherche n° 4. Ottawa, Commission royale sur l’industrie des quotidiens, 200 p.

[303]

Hébert, Gérard et al.

*Les Relations de travail dans l'industrie des quotidiens*. (Commission « Kent »), rapport de recherche n° 5. Ottawa, Commission royale sur l’industrie des quotidiens, 1981. 216 p.

Kubas, Léonard.

*Les Quotidiens et leurs lecteurs*. (Commission « Kent »), rapport de recherche n° 1. Ottawa, Commission royale sur l’industrie des quotidiens, 146 p.

Tarnopolsky, Walter, Colin Wright, Gérald-A. Beaudoin et Edith Cody-Rice.

*Les Quotidiens et la loi*. (Commission « Kent »), rapport de recherche n° 3. Ottawa, Commission royale sur l’industrie des quotidiens, 1981. 157 p.

4.2.3. Radio-télédiffusion/câblodistri- bution

Canada.

*Comité sur la radiodiffusion. Rapport*. Ottawa, 1965.

Canada.

*Commission canadienne de la radiodiffusion. Rapport annuel*.Ottawa, 1933-36.

Canada.

*Commission royale de la radiodiffusion*.Ottawa, 1929.

Canada.

*Commission royale d'enquête sur la radio et la télévision*. Rapport.Ottawa, 1956.

Canada.

*Commission royale d’enquête sur la radio et la télévision*.(Rapport « Fowler »). Ottawa, 1957.

Canada.

*Vers une nouvelle politique nationale de la radio-diffusion*.Ottawa, ministère des Communications, 1983.

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes.

*Colloque sur la violence à la télévision*. Ottawa, ministère des Approvisionnements, 1976. 252 p.

Ellis, David.

*La radiodiffusion canadienne : objectifs et réalités, 1928-1968*.Ottawa, ministère des Communications, 1979. 94 p.

Guité, Jean-Michel.

*Le Télécâble et la rétroaction du citoyen avec le gouvernement*.Ottawa, Information Canada, 1973. 44 p.

5. Ouvrages québécois et canadiens

5.1. Général: mass media, culture, télécommunications,  
médias communautaires, publicité, disques, livres, etc.

Actes.

*L’Influence de la presse, du cinéma, de la radio et de la télévision. Compte-rendu des cours et conférences, 34e session*. Montréal, Secrétariat des Semaines sociales du Canada, Institut social populaire, 1957.

[304]

Arena, Frank.

« Les habitudes d’utilisation des moyens de communication chez les Québécois », *Communication Information*, 8, 2 (hiv. 1982) : 123-130.

Aubé, Marc-André.

*L'Émergence et le développement de la communication communautaire*. Thèse de géographie (baccalauréat), Université Laval, 1982. 104 p.

Audley, Paul.

*Canada’s Cultural Industries : Broadcasting, Publishing, Records and Film*.Ottawa, Canadian Institute for Economie Policy, 1983. 346 p.

Barbier-Bouvet, Jean-François, Paul Beaud et Patrice Flichy.

*Communication et pouvoir. Mass media et media communautaires au Québec*. Paris, Éditions Anthropos, 1979, 228 p.

Beale, Alison.

« The cultural commodity and depen- dency theory », texte présenté au congrès annuel de l’Association canadienne de communication, Vancouver, juin 1983.

Beauchamp, Michel.

*Initiatives militantes et communication*.Québec, C.E.Q., 1974.

Beauchamp, Michel.

*Les militants et les médias d’information*. Montréal, Centre de formation populaire, 1978.

Beauchamp, Sylvie et Pierre Bouchard.

*Le Français et les médias : les habitudes des Québécois*.Québec, Conseil de la langue française, 1982. 218 p.

Beaulieu, Raymond et al.

*La publicité québécoise : ses succès, ses techniques, ses artisans*.Montréal, Éditions Héritage, 1976. 302 p.

Benjamin, Jacques.

*Comment on fabrique un Premier ministre québécois. De I960 à nos jours*. Montréal, Éditions de l’Aurore, 1975. 187 p.

Bergeron, Gérard.

« Le Canada français : du provincialisme à l’internationalisme », H. Keenleyside et al., *The Growth of Canadian Politics in External Affairs* (Durham, University of North Carolina Press, 1960).

Blais, André et Jean Crête.

*Les médias et la politique municipale dans deux villes du Québec*. Québec, Université Laval, Département de science politique, 1982.

Bond, Michael, Brian Dixon et Carol Kirsh.

*Les loisirs au Canada 1972*. Coll. « Culture Canada ». Ottawa, Secrétariat d’État, 1973.

Bouchard, Jacques.

*L’autre publicité : la publicité sociétale*. Saint-Lambert (Québec), Héritage, 1981. 207 p.

Breton, Raymond, Jeffrey G. Reitz et Victor Valentine.

*Les Frontières culturelles et la cohésion du Canada*.Montréal, Institut de recherches politiques, 1981.

Brunei, Louis.

*Télécommunications : des machines et des hommes*.Québec Science 1978, 175 p.

[305]

C.E.Q.

*La Parole, ça se prend*. Québec, Centrale de l’enseignement du Québec, s.d.

Cloutier, Jean.

*La Communication audio-scripto-visuelle à l’heure des self-médias*. Montréal, Presses de l’Université de Montréal, 1973. 243 p.

Collins, Robert.

*Une voix venue de loin : l’histoire des télécommunications au Canada*.Toronto, McGraw Hill Ryerson, 1977. 304 p.

Cooper, Harriet.

*Advertising in Canada*. Montréal, McGill University Book Store, 1974. 71 p.

Cooper, Harriet.

*Communications Technology in Canada*. Montréal, McGill University Book Store, 1974. 42 p.

Cooper, Harriet.

*How to Study Mass Media Effects*. Montréal, McGill University Book Store, 1974. 38 p.

Cooper, Harriet.

*Regulation and Control in Canadian Mass Media*. Montréal, McGill University Book Story, 1974. 51 p.

Cossette.

*Évolution des médias dans les principaux marchés du Québec, 1975-1982*. Québec, Cossette Communication Marketing, 1983. 200 p.

Cossette, Claude.

*Communication de masse et consommation de masse*.Sillery, Boréal Express, 1975.

Côté, Jean.

*La Communication au Québec*. Québec, Point de mire, 1974.

Couron, Jean-Luc.

*Les médias communautaires*. Paris, s.é., 1974. 199 p.

Crean, S.M.

*Who’s Afraid of Canadian Culture ?* Don Mills, General Publications, 296 p.

David, Raymond.

*Radio-Canada et la culture québécoise*. Montréal, Radio-Canada, Relations publiques de la section française, 1979.

Desaulniers, Jean-Pierre.

« La réalité de l’illusion », *Le temps fou*, 25 (fév. 1983) : 17.

Desaulniers, Jean-Pierre et Philippe Sohet.

*Mine de rien — Notes sur la violence symbolique*.Montréal, Albert St-Martin, 1982.

Delude-Clift, Camille.

*Le Comportement des Québécois en matière d’activités culturelles de loisirs*.Québec, Éditeur officiel, 1980.

Dumont, Fernand.

[*Le lieu de l’homme. La culture comme distance et mémoire*](https://numerique.banq.qc.ca/patrimoine/details/52327/2561214).Montréal, HMH Hurtubise, 1968.

Dussault, Gabriel.

« La notion de culture en contexte d’intervention culturelle étatique et ses corrélats structurels », *Recherches sociographiques*, 31, 3 (1980) : 317-327.

[306]

Dussault, Gabriel.

« Vers une typologie des objets et des formes de l’intervention culturelle étatique », Fernand Dumont et Yves Martin, [Imaginaire social et représentations collectives](http://classiques.uqac.ca/contemporains/dumont_fernand/imaginaire_social/imaginaire_social.html) (Québec, Presses de l’Université Laval, 1982) : 347-355.

Fleury, Maurice et Gabriel Nadon.

*La Francophonie et ses moyens de développement en matière de communication de masse en territoire canadien : rapport de recherche*.Québec, Association canadienne d’éducation de langue française, 1979. 283 p.

Forbes, Dorothy et Sanderson Layng.

*The New Communicators : a Guide to Community Programming*. SA., Canadian Cable Television Association, 117 p.

Fournier, Marcel.

« Autour de la spécificité ». *Possibles*, 8, 1 (1983) : 85-112.

Fuss, Melvyn et Leonard Waverman.

*The Regulation of Telecommunications in Canada*. Ottawa, Economie Council of Canada, 1981. 168 p.

Ganley, Oswald H.

*The Role of Communications and Information Resources in Canada*.Cambridge (Mass.), Harvard University*,* 65 p.

Ganley, Oswald H.

*The United States-Canadian Communications and Information Resources Relationship and its Possible Significance for World-wide Diplomacy*. Cambridge (Mass.), Harvard University, 1980. 98 p.

Geoffroy, Nicole.

*Les femmes et les médias*. Québec, Conseil du statut de la femme, 1980. 55 p.

Gilbert, Anne.

*Télécommunications et disparités spatiales : la télévision par câble dans le champ urbain de Québec*.Thèse de maîtrise, Université Laval, 1977.

Goulet, Jean.

*Les Répercussions culturelles de l’informatisation au Québec*.Québec, Éditeur officiel du Québec, 1982.

Hermant-Barchechath, Corinne.

« Révolution électronique ou jeux de société ? », *Dialectiques* (Ottawa, ministère des Communications, mars 1983).

Hindley, M. Patricia, Gail Martin et Jean McNulty.

The *Tangled Net : Basic Issues in Canadian Communications*.Vancouver, J.J. Douglas, 1977. 183 p.

Hudson, Heather E.

*Community Communication and Development : a Canadian Case Study*. Thèse, Stanford University, 1974, 206 p.

C.E.A.

*Robot ou rebelle*.... Montréal, Institut canadien d’éducation des adultes, s.d.

C.E.A./C.E.Q.

*Négocier le virage technologique*. Québec, Centrale de l’enseignement du Québec, 1983.

[307]

Innis, Harold A.

*Empire & Communications*. Toronto, University of Toronto Press, 1950, 1972. 170 p.

Innis, Harold A.

*The Bios of Communication*. Toronto, University of Toronto Press, 1951. 214 p.

Irwin, Manley.

*Technology and Télécommunication : a Policy Perspective for the 80's*.Ottawa, Economic Council of Canada, 1981. 104 p.

Johnson, A.W.

*Touchstone for the CBC*. Ottawa, Canadian Broadcasting Corporation, 1977.

Lacroix, Jean-Guy.

« Le rôle de la télématique dans la question du Québec », texte présenté au congrès annuel des Sociétés savantes, Vancouver, juin 1983.

Lafleur, Guy.

*La Promotion culturelle collective des classes défavorisées*. 2e éd. Montréal, Institut canadien d’éducation des adultes, 1975.

Lalonde, Michèle et Denis Monière.

*Cause commune. Manifeste pour une internationale des petites cultures*. Montréal, L’Hexagone, 1981.

Levasseur, Roger.

« Contribution à une sociologie de l’action culturelle », *Loisir et Société*, 3, 1 (1980).

Levasseur, Roger.

*Loisir et culture au Québec*. S.l., Editions du Boréal Express, 1982. 176 p.

Levasseur, Roger et Gilles Pronovost.

« Culture populaire et culture de masse », *Loisir et Société*, 4, 1 (1981).

Lévesque, Benoît.

« Les communications et le développement », *Possibles*, 1,2-3 (1978) :79-96.

Lévesque, Benoît.

*Les Entreprises de mass media de l’Est du Québec et leur personnel : enquête auprès des patrons*.Rimouski, UQAR, 1978. 138 p.

Lévesque, Benoît, Hugues Dionne et al.

*Consommation des mass media et informations : câblodistribution et consommation différentielle au centre et à la périphérie : étude de cas de Longueuil et Rimouski*.Rimouski, GRIEDEQ-UQAR, 1981.

Lévesque, Benoît et Jean Larrivée.

*Sociographie du personnel spécialisé des mass media de l’Est du Québec*. « Cahiers du GRIDEQ » n° 5. Rimouski, UQAR, 1979. 210 p.

Levy, David.

*The Styles and Motives of Alternate Media*. Montréal, McGill University Book Store, 1974. 80 p.

Litvak, Isaiah A. et Christopher J. Maule.

*Canadian Multinational Media Firms and Canada-United State Relations*. Toronto, Canadian Institute of International Affairs, 1982. 24 p.

Maistre, Gilbert.

*Géographie des mass media*. Montréal, Presses de l’Université du Québec, 1976. 166 p.

[308]

MacDayter, Walt.

*A Media Mosaic. Canadian Communications Through a Critical Eye*.Toronto, Holt, Rinehart and Winston, 1971. 335 p.

McLuhan, Marshall.

*The Gutenberg Galaxy. The Making of Typographic Man*. Toronto, Universi- ty of Toronto Press, 1962. 279 p.

McLuhan, Marshall.

*Understanding Media : The Extensions of Man*.Toronto, McGraw Hill, 1964. 359 p.

McLuhan, Marshall et Quentin Fiore.

*The Medium is the Message. An Inventory of Effects*. New York, Bantam Books, 1967.

Monière, Denis.

[*Le Développement des idéologies au Québec, des origines à nos jours*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.mod.dev). Montréal, Québec/Amérique, 1977.

Monnier, Daniel.

*Les Québécois, la langue et les médias*. Québec, Conseil de la langue française, 1980.

Motulsky, Bernard.

*La Publicité et ses normes : les forces en présence*. Québec, Presses de l’Université Laval, 1980. 165 p.

Numéro thématique.

« Critique sociale et création culturelle », *Sociologie et Sociétés*, 11, 1 (1979).

Numéro thématique.

« Mass media », *Recherches sociographiques*,12, 1(1971).

Numéro thématique.

« Possibles cultures », *Possibles*, 1, 3- 4(1977).

Pergler, P.

*The Automated Citizen : Social and Political Impact of Interactive Broadcasting*.Montréal, Institute for Research on Public Policy, 1980. 47 p.

Petryszak, Nicholas G.

« The nature of the Canadian audience. A case study », Canadian *Journal of Communication*, 7, 2 (1980).

Porter, John.

*The Vertical Mosaic*. Toronto, University of Toronto Press, 1965.

Pronovost, Gilles.

*Cultures populaires et sociétés contemporaines*. Québec, Presses de l’Université du Québec, 1982.

Proulx, Serge et al.

*Vie quotidienne et usages possibles des médias dans l’avenir*. Montréal, LAREHS, 1982. 168 p. (Recherche prospective, ministère des Communications).

Québec.

*Répertoire des médias du Québec*. Montréal, Coopérative de recherche et d’information du Québec, 1980. 117 p.

Raboy, Marc.

*Libérer la communication. Médias et mouvements sociaux au Québec (1960-1980).* Coll. « Matériaux ». Montréal, Éditions Nouvelle Optique, 1983.

[309]

Ravault, René-Jean.

*Some Possible Economic Dysfunctions of the Anglo-American Practice of International Communications*. Thèse de doctorat, University of Iowa, 1980.

Ricard, François.

« La grande mission de notre petite culture », *Liberté*, 140 (mars-av. 1982) : 3-10.

Ricard, François.

« Une politique culturelle pour un Canada à dix ». *Liberté*, 146 (av. 1983).

Rioux, Marcel.

[*Les Québécois*](http://classiques.uqac.ca/contemporains/rioux_marcel/Les_Quebecois/Les_Quebecois.html). Paris, Le Seuil, 1977.

Rocher, Guy.

[*Le Québec en mutation*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.rog.que). Montréal, Hurtubise, 1973.

Ruszkowski, André.

*Satellites de communication : nouvelle dimension dans nos vies*.Montréal, Office des communications sociales, 35 p.

Schliewen, Rolf E.

*Les Loisirs au Canada 1975*. Ottawa, Secrétariat d’État, 1977.

Serafini, S. et M. Andrieu.

*La Révolution de l’information et sa signification pour le Canada*.Ottawa, ministère des Communications, 1980.

Siegel, Arthur.

*Politics and the media in Canada*. Toronto, McGraw Hill Ryerson, 1983.

Simard, Jean-Jacques.

« Pour s’en sortir », *Possibles*, 8, 1 (1983).

Singer, Benjamin.

*Communications in Canadian Society*. Toronto, Copp Clark, 1972. 351 p.

Smythe, Dallas W.

*Dependency Road : Communication, Capitalism, Consciousness and Canada*.Norwood (N.J.), Ablex, 1980.

Société Radio-Canada.

*Document de références sur les sondages d’opinion publique.* Montréal, Société Radio-Canada, 1976. 266 p.

Société Radio-Canada.

*Les sondages d’opinion politique et leur utilisation par les mass media*. Montréal, Service de la recherche, 1975.

Sorecom.

*Les Mass media, l’attachement à sa langue et les modèles linguistiques au Québec en 1971*.Commission « Gendron », étude n° 7. Montréal, Sorecom Inc., 1973.

Tamec Inc.

*Développement intégré du secteur des télécommunciations au Québec*.S.I., Services de recherches Gamma, 1982. 2 vol.

Theall, Donald F.

*The Medium is the Rear View Mirror. Understanding McLuhan*.Montréal, McGill-Queen’s University Press, 1971. 251 p.

Thompson, David C.

« The coverage of Canada in the U.S. news media. A study of <inadequacy> », *Carleton Journalism Review* (été 1978).

[310]

Vachon, Robert.

« D’un Québec intégrationniste à un Québec interculturel », *Interculture* (oct.-déc. 1981).

Waverman, Leonard.

*The Process of Telecommunications Regulation in Canada*.Ottawa, Economic Council of Canada, 1982, 106 p.

5.2. Presse / journalisme / imprimerie

Adam, G. Stuart.

*Journalism, Communication and the Law*.Scarborough, Prentice-Hall, 245 p.

Barrett, Bernard.

*Les journalistes québécois*. Thèse de maîtrise (sociologie), Université Laval, 1980. 74 p.

Barron, Jerome A.

*Public Rights and the Private Press*. Toronto, Butterworths, 1981.

Beaulieu, André et Jean Hamelin.

*La Presse québécoise. Des origines à nos jours*. Québec, Presses de l’université Laval, 1973. 5 vol.

Berthiaume, Pierre.

*Le journal piégé ou l’art de trafiquer l’information : essai*.Montréal, VLB, 194 p.

Bronthman, Brien.

*The attitudes of Quebec Press to American Imperialism*: *1895-1903*.Thèse de maîtrise (histoire). Université Laval, 1974.

Buies, Arthur.

*La presse canadienne-française et les améliorations de Québec*.Conférence, 1875.

Burtt, Judith.

*The Reaction of the Quebec Press to the American Debate on the League of Nations*.Thèse de maîtrise, Université Laval, 1972.

Caouette, Louis.

*La concurrence au Canada : application au secteur des entreprises de presse*.Thèse de maîtrise, Université Laval, 1976. 176 p.

Chaput-Rolland, Solange.

*Les maudits journalistes*. Montréal, Le Cercle du Livre de France, 1975. 149 p.

Comtois, C.

*Le Contenu idéologique du National Géographie Magazine : Ethnocentrisme et impérialisme des États-Unis en Asie du Sud-Est*.Thèse de maîtrise (géographie), Université Laval, 1980.

Daoust, Roger.

*Le Rose et le noir dans La Presse et Le Devoir*.Montréal, Éditions du Jour, 1969. 121 p.

Deroy-Pineau, Françoise.

*Les Francs-tireurs de l’information*. Montréal, Éditions Sciences et culture, 1981. 167 p.

Donneur, André P.

« La presse du Québec et les pays étrangers ». *Etudes internationales*, 2, 3 (1971) : 410-423.

Dulude, André.

*Politiques comparées des syndicats de journalistes de quelques quotidiens du Québec et du Canada anglais*.Thèse de maîtrise, Université Laval, 1978.

[311]

Espanet, René.

*Les Sources d’information dans la presse québécoise lors de la guerre hispano-américaine de 1898*.Thèse de maîtrise (histoire), Université Laval, 1970.

Felteau, Cyrille.

*Histoire de la Presse, Tome 1, Le livre du peuple*.Montréal, La Presse, 1983. 400 p.

Fontaine, Mario.

*Tout sur les p’tits journaux z artistiques, ou comment dormir avec le coeur qui palpite*.Montréal, Quinze, 1978. 286 p.

Gagnon, Gabriel.

« À la recherche de l’autonomie ; Cornélius Castoriadis », *Sociologie et Sociétés*, 15, 2 (1982).

Gagnon, Marcel-A.

*Olivar Asselin toujours vivant*. Montréal, Presses de l’Université du Québec, 1974. 204 p.

Gagnon, Marcel-A.

*La Vie orageuse d’Olivar Asselin*. Montréal, Éditions de l’Homme, 1962. 293 p.

Gagnon, Marcel-A.

*Le* *Ciel et l'enfer d’Arthur Buies*. Québec, Presses de l’Université Laval, 1965. 345 p.

Gay, Daniel.

*Les Élites québécoises et l’Amérique latine*. Montréal, Éditions Nouvelles Optiques, 1983.

Godin, Pierre.

*La lutte pour l’information : histoire de la presse écrite au Québec.* Montréal, Le Jour, 1981. 317 p.

Godin, Pierre.

*L’Information-opium : une histoire politique du journal La Presse*.Montréal, Parti Pris, 1973. 469 p.

Heintzman, Ralph Ripley.

*The* *Struggle for Life : the French Daily Press of Montreal and the Problems of Economic Growth in the Age of Laurier, 1896-1911*. *Thèse de Ph.D., York University, 1977. 679 p.*

Imbert, Patrick.

« Les médias imprimés et le règne de la contradiction », *Communication Information*, 5, l (aut. 1982) : 9-32.

Lagrave, Jean-Paul de.

*Histoire de l’information au Québec*. Montréal, La Presse, 1980. 245 p.

Lagrave, Jean-Paul de.

*Les Journalistes-démocrates au Bas-Canada, 1791-1840*.Montréal, Éditions de la Grave, 1975. 248 p.

Lagrave, Jean-Paul de.

*Les Origines de la presse au Québec (1760-1791).* Montréal, Éditions de la Grave, 1975. 157 p.

Lagrave, Jean-Paul de.

*Liberté et servitude de l’information au Québec confédéré, 1867-1967*.Ottawa, Éditions de la Grave, 1978. 371 p.

Lamonde, Yvan et al.

*L’imprimé au Québec : aspects historiques (18e-20e siècles).* Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1983. 371 p.

Langlois, Simon et Florian Sauvageau.

« Les journalistes des quotidiens québécois et leur métier », *Politique*, 1, 2 (1982) : 5-39.

[312]

Lavoie, Denis.

*La Perception de la réalité politique américaine donnée par les journaux*. Thèse de maîtrise (histoire), Université Laval, en cours.

Paradis, Monik.

*Étude de la diffusion spatiale des quotidiens québécois dans le Québec métropolitain*.Thèse, Université Laval, 1982.

Repentigny, Michel de.

*La Presse au Canada et sa vision des problèmes d’importance internationale*.Paris, Unesco, 1978. 108 p.

Rivet, Jacques.

*Grammaire du journal politique : à travers Le Devoir et Le Jour*.Montréal, Hurtubise HMH, 1979. 350 p.

Rogel, Jean-Pierre.

« La presse québécoise et l’information sur la politique internationale », *Études internationales*, 4 (déc. 1974) : 693- 711.

Rutherford, Paul.

*A Victorian Authority. The Daily Press in Late Nineteenth-Century Canada*.Toronto, University of Toronto Press, 1982. 274 p.

Saint-Germain, Yves.

*The Genesis of the French-Language Business Press and Journalists in Quebec, 1871-1914*.Thèse, University of Delaware, 1975. 270 p.

Sauvageau, Florian, Gilles Lesage et Jean de Bonneville.

*Les journalistes*. Montréal, Québec/Amérique, 1980. 405 p.

Sorecom.

*La Distribution des journaux et des périodiques au Québec*.Montréal, Sorecom, 1978.

Thériault, Yvon.

*Souvenirs d’un nouvelliste*. Trois-Rivières, Éditions du Bien Public, 120 p.

Trueman, Peter.

*Smoke and Mirrors : the Inside Story of Television News in Canada.* Toronto, McClelland and Stewart, 1980.218 p.

Vallières, Nicole.

*Droit et journalisme au Québec*. Québec-Montréal, Edi-GRIC/FPJQ, 151 p.

Watson, K., A. Sunderet F. Ermuth.

*A Financial Analysis of the Private Radio Broadcasting Sector : in Canada and the United States*.Ottawa, Abt Associates Research of Canada, 1978.

Weir, E. Austin.

*The Struggle for National Broadcasting in Canada*.Toronto/Montréal, McClelland and Stewart, 1965.

Windal, Pierre-Marie et Dominique Windal.

*Abonnés au câble versus non-abonnés*.Sherbrooke, s.é., 1980. 257 p.

5.3. Radio-télédiffusion / câblodistribution

Actes.

*Colloque sur la recherche québécoise sur la télévision*. Montréal, Département de communication de l’Université de Montréal, 1980.

[313]

Allard, Thomas.

*Straight Up : Private Broadcasting in Canada, 1918-1958*.Ottawa, Canadian Communications Foundation*,* 280 p.

Babe, Robert E.

*Cable Television and Telecommunications in Canada : an Economie Analysis*. East Lansing, Graduate School of Business Administration, Michigan State University, 1975. 287 p.

Babe, Robert Elwood.

*Structure, performance et réglementation de la télédiffusion canadienne*. Ottawa, Conseil économique du Canada, 1979. 271 p.

B.B.M.

*Comment BBM évalue l’auditoire de la télévision*.Toronto, BBM, 1977. 32 p.

Barnett, Georges A. et Thomas L. McPhail.

*Media-Cultural Imperialism. The Effects of United States Télévision on Canadian Identity*. [SA.,s.é., 1979]. 23 p.

Benoît, Fernand.

*L’Homme face à la télévision*. Montréal, Fides, 1964. 147 p.

Boucher, Jacques, Pierre Trudel et Marie-France Bich.

*Le système de réglementation de la programmation et de la tarification des entreprises de câblodistribution au Québec*.Montréal, Centre de recherche en droit public, Université de Montréal, 1977. 353 p.

Brunelle, Guy et Jean-François Duchange.

*Télévision d’expression française au Québec. Facteurs explicatifs de la répartition des émissions selon le type et l’origine*.Québec, ministère des Affaires culturelles, 1975.

Buttrum, Keith.

*The Cable TV Industry in Canada*. Montréal, McGill University Book Store, 1974. 38 p.

Cantin, Hélène.

*Analyse d’une campagne électorale aux deux réseaux français de télévision : les émissions de nouvelles*. Thèse de maîtrise (science politique). Université Laval, 1974. 82 p.

Caron, André-H.

*Les télévisions au Québec : leurs programmes et leurs publics*. Montréal, Université de Montréal, Département de communication, 1981. 144 p.

Caron, Denis.

*Les éditoriaux de CFCM-TV : une idéologie ?* Thèse de maîtrise, Université Laval, 1967.

Collectif.

*Dossier noir sur la radio et la télévision commerciale*.Montréal, Front commun sur les communications, 1977.

Desaulniers, Jean-Pierre.

*La Télévision en vrac*. Montréal, Editions Albert St-Martin, 1982. 195 p.

Dubé, Madeleine.

*Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur les cotes d’écoute sans avoir jamais osé le demander*.Montréal, Radio-Québec, 1980. 21 p.

[314]

Easton, K.J.

*Thirty Years in Cable TV : Reminiscences of a Pioneer.* Mississauga, Pioneer Publications, 1980. 207 p.

Eddie, Christine.

*L'Évolution des personnages féminins de « Rue des pignons ».* Thèse de maîtrise, Université Laval, 1979. 112 p.

Faucher, Jean-Robert, André Fournier et Gisèle Gallichan.

*L’Information culturelle dans les media électroniques*. Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 165 p.

Gousse, Claude et Jean-Paul Lafrance.

*La Télévision payante : jeux et enjeux*. Montréal, Éditions Albert St-Martin, 1982.

Gousse, Claude, Pierre Daigneault et al.

*Les Québécois et la télévision : la place de Radio-Québec*.Montréal, Radio-Québec, 1980. 2 vol.

Gousse, Claude.

*Les Québécois et la télévision*. Montréal, Radio-Québec, Service de la recherche, 1980. 29 p.

Guité, Jean Charles Michel.

*Requiem for Rabbit Ears : Cable Television Policy in Canada*.Thèse, Stanford University, 1977. 197 p.

Hallman, Eugene.

*Broadcasting in Canada*. Don Mills, General Publications, 1977. 90 p.

Hotti, H.

*Les Téléspectateurs assidus et occasionnels. Habitudes d'écoute des téléspectateurs assidus et occasionnels et autres regroupements démographiques et socio-économiques*.Ottawa, C.R.*T.C., mars 1981.*

Jasmin, Claude.

*Feu sur la télévision*. Montréal, Leméac, 1977. 177 p.

Kline, Stephen.

« National perspective and news bias : a comparison of national news broadcasts », *Canadian Journal of Communication*, 7, 4 (1981).

Lacroix, Jean-Guy et Benoît Lévesque.

« L’unification et la fragmentation des appareils idéologiques au Canada et au Québec : le cas de la radio-télévision », *Les* *Cahiers du Socialisme,* 5 (1980) : 106-135.

Lafrance, Jean-Paul.

*La Télévision, un média en crise*. Montréal, Québec/Amérique, 1982. 313 p.

Laurence, Gérard.

Hi*stoire des programmes de télévision : essai méthodologique appliqué aux cinq premières années de CBFT-Montréal, 1952-1957*.Thèse de doctorat, Université Laval, 1978.

Laurence, Gérard.

*Le Contenu des médias électroniques*. *St*-Hyacinthe, Edisem, 1980.

[315]

Légaré, Anne.

« Le cas de l’émission *Femmes d’aujourd’hui*», dans *L’Influence des médias audiovisuels sur le comportement socio-culturel des femmes*. Coll. « Développement culturel », dossier documentaire n° 17. Paris, Unesco, 1980.

Legris, Renée.

*Propagande de guerre et nationalisme dans le radio-feuilleton (1939-1955).* Montréal, Fides, 1981. 526 p.

Loiselle, Germain.

*L’idéologie dans les téléromans : analyse de « La Petite Patrie » et rapports avec d’autres téléromans*.Thèse, UQAM, 1977. 160 p.

McNeil, Bill et Morris Wolfe.

*Signing On : The Birth of Radio in Canada*. Toronto, Doubleday Canada, 303 p.

Méar, Annie.

*Recherche québécoise sur la télévision*. Montréal, Éditions Albert St-Martin, 1980. 200 p.

Meynaud, Jean.

*La Télévision américaine et l’information sur la politique*.Montréal, Nouvelle Frontière, 1971.

O.R.T.Q.

*Radio-Québec*. Office de radio-télédiffusion du Québec, 1977. 14 p.

Pagé, Pierre et Renée Legris.

*Le Comique et l’humour à la radio québécoise : aperçus historiques et textes choisis, 1930-1970*.Vol. I : Montréal, la Presse, 1976, 677 p. ; Vol. II : Fides, 1979, 736 p.

Pagé, Pierre et Renée Legris.

*Répertoire des dramatiques québécoises à la télévision 1952-1977*. Montréal, Fides, 1977. 252 p.

Pagé, Pierre, Renée Legris et Louise Blouin.

*Répertoire des œuvres de la littérature radiophonique québécoise 1930-1970*.Montréal, Fides, 1975. 826 p.

Peers, Frank W.

*The Public Eye : Télévision and the Politics of Canadian Broadcasting, 1952-1968*.Toronto, University of Toronto Press, 1979. 459 p.

Peers, Frank.

*The Politics of Canadian Broadcasting 1920-1951*. Toronto, University of Toronto Press, 1969, 1973. 466 p.

Proulx, Gilles.

*La télévision du mépris*. Repentigny, Point de mire, 1975. 205 p.

Proulx, Gilles.

*L’Aventure de la radio au Québec*. Montréal, La Presse, 1979. 143 p.

Proulx, Gilles.

*Pour une radio civilisée*. Montréal, Éditions de l’Homme, 1972. 126 p.

Ross, Line.

*Le Téléroman québécois, 1960-1971 : une analyse de contenu*. Québec, Université Laval, Laboratoire de recherches en sociologie, 1975.

Saucier, Robert.

*Deux recherches-action sur l’impact de la télévision éducative de multimedia*.S.I., s.é., 1978. 120 p.

[316]

Souchon, Michel, Gabriel Thoveron et André Caron.

T

*Les Télévisions francophones : étude comparée : France, Belgique, Québec*.Bruxelles, ministère de la Culture française, 1980. 159 p.

Société Radio-Canada.

*La Radio et la télévision au Canada : histoire et évolution du réseau national*.Ottawa, Société Radio-Canada, 1962. 68 p.

Société Radio-Canada.

*Les Auditoires de la télévision, agglomération urbaine de Montréal*.Montréal, Service de recherche, Société Radio-Canada, 1977.

5.4. Cinéma

Bélanger, Léon-H.

*Les ouimetoscopes : Léo-Ernest Ouimet et les débuts du cinéma québécois*. Montréal-Nord, VLB, 1978. 247 p.

Berton, Pierre.

*Hollywood’s Canada : the Americanization of our National Image*.Toronto, McClelland and Stewart, 1975.

Bonneville, Léo.

*Le cinéma québécois : par ceux qui le font*. Montréal, Éditions Paulines, 1979. 783 p.

Brûlé, Michel.

« Les impacts du cinéma américain sur le cinéma et la société québécoise ». *Sociologie et Sociétés*, 8, 1 (1976) : 25- 41.

Daudelin, Robert.

*Vingt ans de cinéma au Canada français*. Québec, ministère des Affaires culturelles, 1967. 65 p.

Drabinsky, Garth.

*Motion Pictures and the Arts in Canada : The Business and the Law*.Toronto, McGraw Hill Ryerson, 1976, 201 p.

Firestone, O.S.

« Problèmes particuliers au Québec en matière de distribution cinématographique », *Sociologie et Sociétés*, 8, l (av. 1976).

Houle, Michel et Alain Julien.

*Dictionnaire du cinéma québécois*. Montréal, Fides, 1978. 366 p.

Knelman, Martin.

*This is Where We Came In : The Career and Character of Canadian Film*. Toronto, McClelland and Stewart, 1977. 176 p.

Lamonde, Yvan et Pierre-François Hébert.

*Le Cinéma au Québec. Essai de statistique historique (1896 à nos jours).* Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1981. 478 p.

Lever, Yves.

*Cinéma et société québécoise*. Montréal, Éditions du Jour, 1972. 189 p.

Marsolais, Gilles.

*Le Cinéma canadien. Montréal*, Éditions du Jour, 1968. 144 p.

Morris, Peter.

*Embattled Shadows : a History of Canadian Cinéma, 1895-1939*.Montréal, McGill-Queen’s University Press, 1978. 350 p.

Noguez, Dominique.

*Essais sur le cinéma québécois*. Montréal, Éditions du Jour, 1970. 207 p.

[317]

Numéro thématique.

« Pour une sociologie du cinéma », *Sociologie et Sociétés*, 8, 1(1976).

Numéro thématique.

« Le cinéma québécois », *Québec français*, 51 (oct. 1983).

Numéro thématique.

« Littérature et cinéma », *Nuit blanche*, 10 (aut. 1983).

Pageau, Pierre et Yves Lever.

*Cinémas canadien et québécois*. Montréal, Collège Ahuntsic, 1977. 134 p.

Roston, John.

*A Model for the Development of the Canadian Feature Film Industry*. Montréal, McGill University, 1981. 19 p.

Tremblay-Daviault, Christiane.

*Un Cinéma orphelin : structures mentales et sociales du cinéma québécois, 1942-1953*.Montréal, Québec/Amérique, 1981. 355 p.

Véronneau, Pierre.

*Cinéma de l’époque duplessiste : histoire du cinéma II*.Montréal, Cinémathèque québécoise, 1979. 164 p.

Véronneau, Pierre.

*Histoire du cinéma au Québec*. Montréal, Cinémathèque québécoise, 1979.

[318]

**NOTES du chapitre 10**

Pour faciliter la consultation des notes en fin de textes, nous les avons toutes converties, dans cette édition numérique des Classiques des sciences sociales, en notes de bas de page. JMT.

[319]

[320]

[321]

Line Ross et Roger de la Garde,  
“*Les médias et l’industrialisation de la culture*.”

COMMENTAIRE

Par Yvan LAMONDE

[Retour à la table des matières](#tdm)

D’entrée de jeu, je dirai que les auteurs n’ont pas traité en pratique de ce dont ils devaient traiter. En un sens, on peut se demander s’ils ne se sont pas trompés de colloque. Il ne m’appartient pas d’en chercher les raisons.

Ils affirment que les recherches québécoises dans le domaine sont rares. J’entends rapidement démontrer 1) que c’est inexact et 2) que nous avons dans quelques secteurs une compréhension des influences culturelles américaines au Québec et au Canada. Enfin j’aimerais m’attarder sur l’intérêt, malgré tout, du fait que les auteurs aient plutôt « choisi de survoler de très haut » le domaine pour « y repérer des interrogations » et pour contribuer « à construire l’objet ».

Un bilan inexistant, forcément incomplet !

Sans même remonter à la présence américaine aux débuts de l’imprimerie au Québec, ou encore à l’importance de la côte atlantique américaine dans l’histoire postale du Québec ou dans le développement du système télégraphique, on sait d’abord l’importance des médias dans la consommation culturelle des Québécois : les enquêtes de Statistique Canada, du Secrétariat d’État (1972, 1975) et du ministère des Affaires culturelles l’ont amplement précisée.

L’influence américaine dans le secteur de la presse et des périodiques a attiré l’attention des journalistes et des universitaires, au moins depuis « l’enquête » de la *Revue dominicaine* (1936) sur « notre américanisation ». Des rapports de commissions fédérales d’enquêtes sur les publications (1961) ou sur les médias (Davey) tout comme des études sur la diffusion des périodiques (Sorecom, 1976) quand ce ne sont pas des analyses sur les agences de presse (de la Garde, Raboy), ont contribué à délimiter le terrain [[380]](#footnote-380).

La mesure la plus exacte que nous avons de la présence culturelle américaine au Québec se trouve dans les études *disponibles* sur le cinéma [[381]](#footnote-381). Le Rapport Fournier — *Le cinéma, une question de survie et d’excellence* (1982) —, la Commission parlementaire et la législation québécoise (juin 1983) sur le cinéma tout comme certaines perspectives du Rapport de la Commission Applebaum-Hébert offrent à la réflexion sur l’impérialisme culturel américain des éléments on ne peut plus riches pour l’analyse.

[322]

Il serait aussi possible d’aligner des titres sur l’histoire ou la sociologie de la radio et de la télévision qui indiqueraient l’existence d’un corpus, d’une problématique. L’exercice devient ici trop scolaire, pour ne pas dire moral...!

Il y a donc du connu sur cette question des médias et de l’industrialisation de la culture au Québec ; Line Ross et Roger de la Garde ont choisi de ne pas en partir, mais plutôt de « survoler de très haut » le domaine, de « construire l’objet ». Choix respectable, qui nous « retarde » d’un colloque et nous rappelle que la sociologie québécoise opte parfois pour un certain messianisme théorique qui diffère des sociographies, dont on prend par ailleurs pour acquis qu’elles présupposent un outillage théorique et méthodologique.

Mais l’exercice sera certainement utile. La « construction de l’objet » aura au moins appris qu’il y a accord sur l’urgence de dégager la trame américaine de la culture au Québec ; qu’il y a intérêt à comprendre non seulement la genèse de la thèse du continentalisme dans l’économie québécoise mais aussi la genèse du questionnement, au Québec, sur la thèse du continentalisme culturel et de l’impérialisme culturel américain. La communication de Line Ross et de Roger de la Garde aura aussi rendu plus urgente l’étude de l’applicabilité, au Québec, des facteurs de la suprématie culturelle américaine tout autant que la recherche de contre-modèles susceptibles de favoriser la « résistance », celle qui est affirmée par exemple dans la récente Loi 109 sur le cinéma.

[323]

**NOTES  
du commentaire sur le chapitre 10**

Pour faciliter la consultation des notes en fin de textes, nous les avons toutes converties, dans cette édition numérique des Classiques des sciences sociales, en notes de bas de page. JMT.

[324]

[325]

**Les rapports culturels entre le Québec  
et les États-Unis.**

TABLES RONDES

[Retour à la table des matières](#tdm)

[326]

[327]

**Les rapports culturels entre le Québec  
et les États-Unis.**

Première table ronde

L’ENSEIGNEMENT ET LA RECHERCHE  
SUR LES ÉTATS-UNIS DANS LES UNIVERSITÉS QUÉBÉCOISES ; L’ENSEIGNEMENT  
ET LA RECHERCHE SUR LE QUÉBEC  
DANS LES UNIVERSITÉS AMÉRICAINES

[Retour à la table des matières](#tdm)

À cette table ronde ont participé :

Marc Boucher (Service de la recherche, ministère des Affaires intergouvernementales du Québec)

Robert M. Gill (science politique, Radford University, Virginie)

Mary Jane Greene (littérature, Dartmouth Collège, New Hampshire)

Stephen J. Randall (histoire. Université McGill)

Gilles Vandal (histoire, Université de Sherbrooke)

Henri Dorion (ministère des Affaires intergouvernementales du Québec)

On trouvera ici des résumés des exposés des participants, ainsi que les discussions qui ont suivi.

EXPOSÉS

Marc BOUCHER

M. Boucher expose tout d’abord les raisons qui font que de plus en plus de chercheurs, dans les universités américaines, s’intéressent aux études québécoises, particulièrement depuis 1976.

En effet, « les études canadiennes sont devenues de plus en plus importantes à partir des années 1960 », époque au cours de laquelle les médias américains ont rapporté davantage ce qui se passait au Canada. De plus, selon M. Boucher, cette popularité des études québécoises auprès des universitaires américains peut s’expliquer « par le fait que pendant la période 1960-1970 de plus en plus de Québécois sont allés y étudier » de même que par leur intérêt accru pour l’ethnicité, « comme donnée positive ».

[328]

M. Boucher fait ensuite un bref survol des endroits où, aux États-Unis, il se fait le plus de recherche et d’enseignement sur le Québec. Ces quelque 300 universités sont surtout situées dans le nord-est des États-Unis, mais on retrouve des activités reliées aux études québécoises dans plusieurs autres régions, comme par exemple l’Alabama, le Nouveau-Mexique, le Mississippi, la Louisiane (où l’Université of Southwest Louisiana « a obtenu 660 000$ de la National Endowment for the Humanities pour son baccalauréat sur l’Amérique du Nord francophone »).

De plus, certains regroupements, comme le « Northeast Council for Quebec Studies » et le « Southern Conférence of Francophone Studies » publient des écrits qui traitent spécifiquement du Québec, et il existe « certains numéros spéciaux que de grandes revues ont publiés sur le Québec : *Yale French Review, The French Review, The Stanford Review*, etc. ».

M. Boucher termine son exposé en soulignant qu’« un grand nombre d’Américains qui travaillent en études québécoises ne maîtrisent pas la langue française » et qu’il est difficile de se procurer des livres québécois aux États-Unis.

Robert M. GILL

Malgré l’amélioration qu’ont connue depuis 1960, et particulièrement depuis 1975, les études québécoises aux États-Unis, et malgré tous les cours et les programmes de recherche sur le Québec offerts dans de nombreuses universités américaines, R. M. Gill considère que, « pour la plupart des étudiants et des professeurs américains, le Québec reste un pays peu et mal connu ».

À partir de ses propres expériences et de certaines conclusions posées par Richard A. Preston dans *The Pyramid*, R. M. Gill en vient à poser ce qu’il considère comme deux « questions clés » pour trouver ce qui reste à faire pour améliorer la situation des études québécoises aux États-Unis.

1. Comment aider les spécialistes des études québécoises aux États-Unis, isolés en grande partie dans les universités peu connues qui ne leur offrent que des possibilités souvent médiocres de développer leur spécialité, tant au point de vue de l’enseignement qu’au point de vue de la recherche ?

2. Comment aider les « spécialistes de cabinet » à développer et à utiliser leur intérêt pour le Québec dans des buts professionnels ?

R. M. Gill répond à ces questions en mentionnant, d’une part, la nécessité d’une aide financière pour les professeurs « qui s’intéressent au Québec et au succès de leurs cours ». Sans ces appuis, qui peuvent provenir des gouvernements tout autant que de fondations ou de centres d’études canadiennes, il est très difficile pour ces professeurs de créer—et de maintenir — des cours en études québécoises. Il suggère aussi l’établissement de programmes de perfectionnement sur le Québec que les spécialistes américains pourraient venir suivre ici même.

[329]

D’autre part, les individus tout comme les institutions doivent entretenir entre eux des liens — formels et informels — pouvant contribuer largement à « vaincre l’isolement des spécialistes en matière d’études québécoises ».

Ces liens peuvent prendre la forme d’échanges entre professeurs d’une même université, ou entre spécialistes de différentes universités — par le moyen, entre autres, des divers centres d’études canadiennes établis dans certaines universités, des revues et organisations professionnelles « qui mettent un accent sur le Québec », ainsi que par le biais de contributions faites aux « revues, aux associations et aux programmes d’études qui ne sont pas exclusivement orientés vers le Québec », mais qui s’y intéressent néanmoins.

Selon R. M. Gill, il est également d’une très grande importance que les spécialistes universitaires entretiennent des liens suivis avec « les écoles secondaires qui nous fourniront nos étudiants ». De plus, ils doivent s’identifier comme « ressource » disponible sur le Québec pour les journalistes de leur région, leur permettant ainsi de mieux analyser, donc de mieux présenter l’actualité québécoise.

Mary Jane GREENE

Selon ce que rapporte M. J. Greene, on assiste, dans le Nord-Est des États-Unis, à un important développement des études québécoises, entre autres depuis la formation, il y a trois ans, du « North East Council for Quebec Studies ». Cet organisme, en constante expansion, compte maintenant environ cent cinquante membres. Ceci indique qu’il y a de plus en plus « d’enseignants américains qui commencent à découvrir et à étudier très sérieusement le Québec ».

D’après elle, cet intérêt marqué pour le Québec, qui a commencé à se manifester dans les années 1960-1970, dans le domaine des sciences politiques, et qui peut s’expliquer un peu par le fait que les Américains du Nord-Est partagent avec les Québécois certains problèmes d’ordre écologique, se traduit aujourd’hui « dans le domaine de la littérature et de l’enseignement du français ».

On retrouve donc, dans plusieurs universités, de plus en plus de cours portant sur la littérature québécoise. Ces cours sont offerts dans le cadre de programmes d’Etudes canadiennes, d’études féministes, etc.

Cet intérêt renouvelé pour les études québécoises se manifeste également, comme le rapporte M. J. Greene, à l’intérieur des associations professionnelles et lors des colloques et congrès tenus par ces associations, qu’il s’agisse de l’A.A.T.F. (*American Association of Teachers of French*), de la *North East Modern Language Association* et du pendant national de celle-ci, la *Modern Language Association*, ou encore de l’*Association des Études canadiennes aux États-Unis*. En effet, dans ces colloques, le nombre de communications sur le Québec augmente d’année en année.

[330]

Si elle est optimiste quant à l’avenir des Études québécoises aux États-Unis, M. J. Greene souligne cependant que l’un des problèmes les plus importants auxquels les professeurs américains ont à faire face est le peu de possibilités qu’ils ont de se faire publier, tant du côté canadien et québécois que du côté américain. La situation des revues est un peu meilleure, M. J. Greene cite à cet effet la *French Review* et les *French Studies*, de même que les nouvelles revues américaines *Quebec Studies* et *Quebec Books*.

Stephen J. RANDALL

Peut-on considérer le Québec comme un « champ légitime des courants de recherche en histoire des États-Unis » ? Les américanistes québécois ont-ils réussi à construire un cadre d’analyse qui leur soit particulier ? C’est à ces deux questions que l’exposé de S.J. Randall tentera d’apporter une réponse.

Les études américaines au Québec se caractérisent par un « relatif sous- développement », qui est reflété dans l’absence quasi totale de publications dans le domaine dans les revues ou chez les éditeurs du Québec. M. Randall avance à ce sujet l’explication que « plusieurs américanistes vont souvent préférer être publiés pour le marché américain beaucoup plus large ».

Il présente ensuite les deux grandes catégories dans lesquelles il regroupe le petit nombre de spécialistes des études américaines que l’on retrouve au Québec. Il s’agit de :

1. « celle des chercheurs qui sont d’abord des spécialistes de l’histoire du Canada/ Québec mais qui s’intéressent à l’histoire comparée ou à l’impact des courants économiques, diplomatiques ou intellectuels sur la société québécoise ». Ces intellectuels non spécialistes des États-Unis ont surtout produit des études sur l’émigration des Canadiens français aux États-Unis, et sur leur intégration aux communautés franco-américaines. De plus, plusieurs œuvres, traitant de divers aspects de l’histoire économique et ouvrière du Québec, comportent « une importante ouverture sur les États-Unis », et nous apprennent beaucoup sur le développement du syndicalisme et de l’industrialisme, dans cette perspective comparée. Certaines études ont également porté sur « l’influence culturelle et intellectuelle des États-Unis au Québec et sur la manière dont sont perçus les États-Unis dans certains secteurs de la société québécoise ». La Révolution américaine a également, surtout dans le passé, suscité l’intérêt des américanistes québécois, qui l’ont étudiée dans l’optique de ses impacts sur le Québec.

2. « La deuxième catégorie comprend les intellectuels appartenant à ce que j’appellerais le courant principal de recherche sur les États-Unis, ceux qui sont le plus près des orientations historiographiques des américanistes aux États-Unis. » En fait, ils se consacrent à l’histoire américaine pour elle-même et, comme Randall le fait remarquer, leurs recherches se concentrent sur les années qui viennent après la Guerre de Sécession. Les américanistes québécois [331] ont notamment beaucoup étudié l’« ère progressiste » qui correspond à la période allant du tournant du siècle jusqu’à la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Ils se sont également intéressés à la période de la guerre froide, quoique de façon moins intense que les Américains eux-mêmes...

Pour conclure son exposé sur les américanistes québécois, M. Randall explique que ceux-ci, de quelque origine qu’ils soient et où qu’ils aient été formés, partagent plusieurs traits communs, outre leur appartenance au Québec. Ils ont également un énorme avantage par rapport aux Américains eux-mêmes : en effet, selon Randall, « du Québec il est possible aux américanistes de prendre une certaine distanciation par rapport aux événements quotidiens, à la mythologie aussi, et de comprendre parfois mieux que les historiens américains à partir d’une perspective comparative les tendances et les courants plus larges ».

Gilles VANDAL

Compte tenu des liens qui unissent le Québec et les États-Unis, et surtout de l’influence qu’exerce sur nous, dans tous les domaines, notre « grand voisin du Sud », G. Vandal considère qu’il est « essentiel pour le Québec de reconnaître l’influence des États-Unis sur notre société comme un fait fondamental et de posséder une bonne connaissance de la société américaine pour déceler les mécanismes de cette influence ».

Toutefois, à partir de la Révolution tranquille, la société québécoise a cherché à mieux se connaître. L’enseignement universitaire n’échappant pas à cette tendance, les études sur l’histoire et les structures politiques des États-Unis ont alors été reléguées au second plan.

Les résultats de l’analyse présentée ici par G. Vandal confirment cet énoncé : on ne peut que constater le nombre restreint d’américanistes faisant partie des divers départements d’histoire et de science politique des universités québécoises. En effet, 16 professeurs d’histoire sur 153 (soit 10,4%) donnent des cours sur les États-Unis dans les universités québécoises (à temps plein ou comme une partie secondaire de leur tâche). Ce pourcentage passe à 25,5%, soit 29 professeurs sur 119, dans les départements de science politique. Cette différence « peut s’expliquer en partie par le fait que les champs de spécialisation sont beaucoup moins cloisonnés en science politique qu’en histoire ». G. Vandal note que ceci est confirmé par le nombre de publications, qui est beaucoup plus important pour les professeurs réguliers en histoire (tous ont plusieurs publications à leur crédit) que pour ceux en science politique (seulement deux d’entre eux ont publié un livre consacré aux États-Unis).

Les universités anglaises du Québec comptent plus d’américanistes que les universités françaises. De plus, ceux-ci sont en grande majorité (8 sur 10) nés aux États-Unis et y ont obtenu leur doctorat (9 sur 10), alors que leurs collègues des [332] universités francophones sont pour la plupart (7 sur 11) nés au Québec. Par ailleurs 8 d’entre eux ont obtenu leur doctorat aux États-Unis.

Quant aux différences que signale G. Vandal entre les programmes d’histoire et de science politique, elles apparaissent au niveau des cours avancés. En effet, alors que les cours offerts par les départements d’histoire portent sur les États-Unis seulement, ceux qui font partie des programmes de science politique sont plus de type comparatif.

Non seulement les professeurs constatent-ils l’intérêt constant des étudiantes pour des cours d’histoire et de science politique portant sur les États-Unis, mais cet intérêt est démontré par le grand nombre d’étudiants des deux cycles qui s’inscrivent à ces cours, malgré leur manque général de connaissances de base dans le domaine et la nécessité de détruire certains de leurs préjugés. De plus, comme le souligne G. Vandal, plusieurs étudiant(e)s francophones sont incapables de lire en anglais ou s’y refusent, ce qui limite la qualité du cours ou tout au moins l’approfondissement du sujet couvert par le cours.

Cet intérêt certain, marqué par les étudiant(e)s pour les études, et spécialement les études avancées sur les États-Unis, de même que la possibilité qu’ont certain(e)s d’entre eux de participer à des programmes d’échange sont encourageants mais, comme le signale G. Vandal, il reste que « les études américaines ont plutôt connu une condition de stagnation ». Pour remédier à cette situation, due entre autres à la dispersion des spécialistes, G. Vandal propose l’établissement, de préférence à Montréal, d’un centre d’études américaines et d’un centre de recherche sur les États-Unis.

Henri DORION

Dans sa communication, monsieur Dorion présente certains éléments d’analyse touchant quelque 260 thèses recensées dans les universités québécoises et portant sur les études américaines.

Tout d’abord, il est intéressant de noter que les universités situées dans la ville de Montréal concentrent environ 80% de toutes les thèses faites au Québec dans ce domaine, et que l’Université McGill produit environ 43% de ces thèses.

M. Dorion ajoute que l’on note également des concentrations disciplinaires. Le quart des thèses portent sur l’histoire, 14% sur les sciences politiques et 11% sur le droit. Il s’étonne de plus du fait qu’on retrouve une quantité infime de thèses dans des domaines comme la sociologie, la géographie et les sciences de l’éducation.

De plus, et M. Dorion voit là un premier indice de spécialisation, les concentrations disciplinaires varient selon les universités. En effet, l’Université de Montréal, par exemple, a accueilli le tiers de toutes les thèses faites au Québec portant sur l’histoire dans le domaine des études américaines.

[333]

Quant à l’Université McGill, sa spécialité est le droit, qu’il s’agisse du droit comparé ou du droit général. Les thèses portant sur les sciences politiques sont produites à peu près également à Laval, Montréal et McGill.

Les thèmes principaux traités dans les thèses recensées dans cet inventaire sont, entre autres, les relations canado-américaines (seules 4 thèses portaient sur les relations Québec—États-Unis), l’opinion canadienne sur les États-Unis (principalement telle qu’exprimée et perçue au Québec). Deux autres thèmes que l’on peut qualifier d’important, soit le droit comparé et les Franco-américains, ont fait tous deux l’objet de dix thèses.

À ce point, M. Dorion mentionne certaines zones de recherche qui, selon lui, sont sous-étudiées, comme par exemple le tourisme, les transports et les études comparées en sciences de l’éducation et en urbanisme.

De plus, à l’égard de la direction des thèses, M. Dorion note « un certain étalement de l’encadrement ». En fait il y a beaucoup de directeurs de thèses (175) pour peu de dirigés (264).

Pour terminer, M. Dorion tient à souligner les difficultés que les recenseurs ont dû affronter lors de la cueillette des informations devant mener à l’établissement de cet inventaire de thèses, de même que le faible degré de fiabilité des sources utilisées, principalement les banques informatisées.

DISCUSSION

Intervenant

Outre l’élection du Parti québécois en 1976, et le Référendum de 1980, pouvez-vous identifier d’autres facteurs qui auraient pu contribuer à créer l’intérêt accru des universitaires américains pour le Québec ?

Robert M. GILL

Ces deux événements politiques furent sans aucun doute ceux qui attirèrent le plus l’attention des Américains sur le Québec. Aujourd’hui, notre problème le plus grave est de trouver les moyens de maintenir vivant cet intérêt pour le Québec chez les étudiants.

Intervenant

On constate aussi, chez les étudiants du Québec, un certain manque d’intérêt pour les questions touchant les États-Unis ou la culture américaine.

[334]

Robert M. GILL

Peut-être, mais chez nous quand même l’intérêt pour le Québec va croissant.

Intervenant (de la salle, M. LEMIRE)

Il me semble que l’intérêt des étudiants est toujours quelque peu conditionné par le travail des diverses institutions chargées de diffuser l’information. Le problème se situe en fait au niveau de la sélection de l’information. Celle-ci ne se fait pas de la même manière au Québec qu’aux États-Unis ou en Europe, et c’est cette sélection, ajoutée à d’autres contraintes, qui fait qu’au Québec du moins, on est mal renseigné sur les États-Unis. Si on en arrivait à briser ce « mur des ondes » et à ce que la circulation de l’information se fasse mieux, l’intérêt des étudiants québécois pour les études américaines pourrait peut-être croître normalement.

Henri DORION

En effet, la sélection des nouvelles faite par les médias d’information peut influencer, et malheureusement, le champ des études québécoises ou américaines. Ceci se vérifie dans le fait que presque toutes les « nouvelles-problèmes » qui concernent les États-Unis et que l’on propose aux étudiants québécois comme sujets de thèses ont rapport à des questions d’investissement, de taux d’intérêt, la valeur du dollar, etc. Inversement, l’étudiant américain, quant à lui, n’entend parler du Québec qu’à travers la question nationale. Les résultats d’une comparaison des sujets de thèses des étudiants québécois et américains qui étudient, respectivement, les États-Unis et le Québec, avec les principaux thèmes qui sont véhiculés dans la presse de part et d’autre, pourraient s’avérer des plus significatifs.

Pierre ANCTIL à Gilles VANDAL

Vous esquissez un portrait beaucoup trop optimiste de la place et de la situation des études américaines dans les universités québécoises. En fait, il n’y a pas de dialogue entre les chercheurs et, de plus, les études américaines figurent trop peu dans nos préoccupations. Enfin, trop peu d’étudiants québécois peuvent lire l’anglais et sont assez motivés pour aller étudier aux États-Unis.

Gilles VANDAL

Il est vrai qu’il y a trop peu de spécialistes des questions américaines dans nos universités. De plus, ils travaillent seuls, dans l’isolement. Toutefois, beaucoup d’étudiants s’inscrivent à nos programmes.

[335]

Pierre ANCTIL

Mais ces étudiants peuvent s’y inscrire pour toutes sortes de raisons, et beaucoup abandonnent en cours de route.

Intervenant

La francophilie des Américains, qui était traditionnellement surtout faite de stéréotypes et d’idées reçues, est en train de changer. Ce changement d’attitude des Américains vis-à-vis du Québec et des francophones d’Amérique peut avoir été causé, entre autres, par le fait que les « études nationales » sont maintenant intégrées dans les études sociales, et que, depuis les années soixante, on a assisté à un mouvement de revalorisation des cultures nationales.

Marc BOUCHER

Depuis déjà plus de quatre ans, on constate en tout cas un net changement d’attitude des Américains vis-à-vis de la culture, et surtout de la littérature québécoise.

Robert M. GILL

On aura fait un grand pas lorsqu’on aura convaincu les étudiants américains que les « affaires » ne constituent pas la seule raison motivant l’étude des autres cultures.

Intervenant

Y a-t-il d’autres obstacles que la barrière linguistique qui pourraient expliquer le manque d’intérêt des étudiants québécois pour les études américaines et, du même coup, l’insuffisance de la recherche québécoise dans ce domaine ?

Gilles VANDAL

Il faudrait des centres de recherche et une plus grande concentration des chercheurs. Ceux-ci travaillent trop dans l’isolement, et je crois qu’il s’agit là du problème majeur des études américaines au Québec.

Intervenant

On ne pourrait pas expliquer cela aussi par un manque de fonds ?

[336]

Gilles VANDAL

Cela va au mérite des chercheurs qui peuvent, si leur dossier est crédible, obtenir des sommes d’argent de différents fonds de recherche, fondations, etc. Pour continuer la discussion déjà amorcée sur les stéréotypes, j’ajouterai qu’il est vrai que ceux-ci nuisent à la compréhension que les étudiants québécois peuvent avoir des questions américaines. En effet, lorsqu’on leur trace un portrait plus réaliste des États-Unis et de la culture américaine que celui auquel ils s’attendent, ils sont quelquefois déçus.

Henri DORION

Je pense qu’une étude plus approfondie des sujets de thèses, pourrait nous permettre de dégager ici et là des lacunes importantes dans nos études américaines.

Intervenant (de la salle M. SÉNÉCAL)

Même si les États-Unis sont notre principal partenaire commercial, notre parti pris idéologique fait que nous les délaissons au niveau culturel pour la France. Par exemple, il semble que nous soyons plus présents dans notre « délégation » (« Maison du Québec ») à Paris qu’à New York ou Los Angeles.

Intervenant

Mais tout cela n’est pas nécessairement un bon indice de l’intérêt des Québécois pour les États-Unis. A vrai dire, nous ne disposons d’aucun critère permettant de mesurer cet intérêt.

Intervenant

Tout d’abord, je crois que les délégations du Québec aux États-Unis sont comparables à celles que l’on trouve en France. Je voudrais ensuite demander s’il ne faudrait pas commencer plus tôt — dès le primaire, le secondaire et le collégial — à développer chez les jeunes cet intérêt qui nous fait actuellement défaut ?

Gilles VANDAL

Dans les universités en tout cas, alors que l’on donne régulièrement des cours d’introduction aux États-Unis et à la culture américaine, les cours portant sur des questions plus spécialisées sont plus rares. Comme on l’a déjà dit, les étudiants ne sont pas toujours disposés à lire en anglais et, aussi, l’obtention de fonds plus importants pour la recherche permettrait de faire plus et mieux.

[337]

Intervenant

Je ne veux ici que confirmer le fait que les contacts sont très difficiles à établir entre les universités américaines et québécoises.

M. GAGNÉ

En résumé donc, on peut constater un certain écart entre le développement des études québécoises aux États-Unis et des études américaines au Québec, les Américains semblant avoir une bonne longueur d’avance. Et l’on semble, de plus, avoir certaines difficultés à mesurer l’intérêt des chercheurs de part et d’autre.

Pierre ANCTIL

Il est tout de même remarquable que, au Québec, deux fois plus de personnes préfèrent étudier l’espagnol plutôt que l’anglais. Je pense que si l’on voit les choses dans une perspective à long terme, le climat intellectuel au Québec depuis la Révolution tranquille, avec en arrière-fond la question nationale, a eu pour conséquence un certain repliement sur soi, une difficulté à s’ouvrir sur l’extérieur. Il est également remarquable que les groupes ethniques du Québec ne fassent pas davantage l’objet d’études.

Intervenant

La réticence des étudiants québécois face aux études américaines est aussi, je pense, d’ordre institutionnel et méthodologique. Bon nombre de nos professeurs ont été formés dans des universités françaises où le mode de pensée et le climat intellectuel sont différents de ceux des universités américaines. C’est peut-être aussi pour des raisons institutionnelles de ce genre que nous nous tournons plus aisément vers la littérature française plutôt que vers la littérature américaine...

[338]

[339]

**Les rapports culturels entre le Québec  
et les États-Unis.**

Deuxième table ronde

NOTRE ORIENTATION CULTURELLE  
EN AMÉRIQUE DU NORD

[Retour à la table des matières](#tdm)

À cette table ronde ont participé :

Lise Bissonnette (rédactrice en chef, *Le Devoir*)

Fernand Dumont (IQRC et sociologie, Université Laval)

Georges Balandier (sociologie. Université de Paris)

Elliott Feldman (Center for International Affairs, Cambridge, Mass.)

Edouard Tiryakian (sociologie, Duke University)

Jonathan Weiss (modern languages, Colby College, Maine)

On trouvera ici des résumés des exposés des participants, ainsi que les discussions qui ont suivi.

EXPOSÉS

Lise BISSONNETTE

Définir une orientation culturelle est une entreprise très difficile. C’est pourquoi madame Bissonnette nous propose quelques repères qui, elle l’espère, en faciliteraient la confection.

Elle constate d’abord que les intellectuels sont beaucoup plus influencés qu’ils ne sont portés à le croire par leur appartenance au continent nord-américain. Qui plus est, les intellectuels québécois s’approprient en grande partie leurs idées fondamentales en Amérique du Nord plutôt qu’en Europe. L’attitude de ceux qui se réclament d’un anti-américanisme primaire est aujourd’hui une attitude dogmatique et stérile sur le plan d’une investigation culturelle sérieuse.

Par ses choix culturels, l’élite intellectuelle québécoise, qu’elle en ait conscience ou non, se situe à l’intérieur du creuset culturel qu’est l’Amérique du Nord. Nous devons donc plutôt nous référer à une culture occidentale au lieu de nous en remettre exclusivement à une culture soit française, soit italienne, soit québécoise, ou autre. Pourquoi ne pas renverser la problématique ? Non plus [340] s’astreindre à l’étude de l’influence de l’Amérique sur le Québec mais entreprendre l’étude de l’influence du Québec sur les États-Unis !

Ce renversement de perspective amène L. Bissonnette à formuler cet impératif : il nous faut nous débarrasser de notre « mentalité de colonisés » et de l’obsession de la recherche de notre identité culturelle. Cette question de l’identité nous enferme dans une perspective qui ne nous permet pas d’accéder à « une culture plus large ».

Fernand DUMONT

Selon monsieur Dumont, c’est aujourd’hui un lieu commun, lorsque nous parlons d’orientation culturelle, nous parlons nécessairement de diversité culturelle en plus de nous référer à un contexte : à celui de l’Amérique du Nord mais aussi à celui de l’Europe.

Dumont insiste sur l’approche historique. Notre collectivité est petite et fatalement sujette à l’influence des traits appartenant à d’autres cultures. Cette réflexion ouvre la voie qui permettra à Dumont d’établir une comparaison : notre société serait une société girouette et la logique en remonterait fort loin. Son ouverture sur le monde extérieur, dans l’espoir de résoudre certains problèmes spécifiques au Québec, occasionne inéluctablement un recours à des idéologies qui lui sont extérieures.

Serions-nous en présence d’une contradiction entre fermeture et ouverture, se demande Dumont ? La réponse est affirmative, et c’est principalement cette contradiction qui aurait permis à la société québécoise de durer. Que l’on pense aux échanges concrets qui ont eu lieu lors de l’émigration par exemple. L’enfermement local a par la suite fait place à la diversité, au pluralisme idéologique. La société québécoise se transforme alors en un carrefour situé au confluent de l’Amérique et de l’Europe. Ces transformations d’où émergent des attitudes inédites nous poussent inévitablement à faire la liste de nos traits distinctifs.

Cette vie trépidante, au centre d’un carrefour qui nous place dans une situation où le dialogue avec les autres cultures devient possible et même facilité, fait de nous des privilégiés.

Georges BALANDIER

Dans un premier mouvement, G. Balandier cherche à déterminer les champs de relations (métaphore du physicien) qui définissent une orientation culturelle. Deux champs sont caractérisés, à partir d’un point de vue français bien entendu :

1. Le champ américain, constitué d’« une société à résonances et plurale ». (Pour un Québécois, il s’agirait d’une société expansive).

[341]

2. Le champ français, plus distant il va sans dire, composé d’une nation dont la puissance n’est plus ce qu’elle a déjà été.

Ces deux champs recouvrent un jeu à trois partenaires, dont bien sûr le Québec, où la dynamique des relations donne « avantage au partenaire le mieux équipé ». C’est pourquoi, pour définir l’orientation culturelle du Québec, il est essentiel « d’identifier la composante de culture française, de prendre connaissance de l’histoire partagée », et le défi des différentes cultures francophones est d’affronter la modernité, d’affirmer leurs capacités de devenir prospectives, et non « de gérer un crédit rétrospectif », finalement de dominer les technologies nouvelles.

Ultérieurement, G. Balandier tente de cerner ce qui valide l’unité de l’univers de composante française en trois points :

1. Nous devons nous rappeler que la modernisation ne s’identifie pas à l’américanisation. Les États-Unis ont effectivement un rôle dynamique expansionniste ; toutefois, ils ne sont pas les seuls dans ce domaine. Si tel n’est pas le cas, l’espoir de survie des autres composantes culturelles est bien mince.

2. Si nous nous arrêtons au rapport culture/économie, sous l’aspect de la production, nous constatons un renforcement de la production culturelle. Ce rapport tend à donner une place grandissante à la composante « culture ».

3. La réponse aux problèmes de notre temps ne se trouve pas dans l’uniformisation culturelle. Balandier insiste donc sur l’importance des différences culturelles et sur le fait que les cultures francophones « peuvent produire ce qui importe aujourd’hui ».

Elliott FELDMAN

D’emblée, E. Feldman ne manque pas de mentionner l’importance de l’étude de l’État et des structures politiques pour traiter de culture (la culture a des rapports étroits avec ces instances). Il serait donc pertinent d’examiner les structures politiques pour saisir leurs effets sur l’orientation que prendra la culture québécoise. Pourtant Feldman insiste plutôt sur l’attention, l’intérêt qu’ont en commun un certain nombre de Québécois pour la société américaine et s’interroge à savoir pourquoi cet intérêt, encore jeune et, somme toute, non réciproque chez les intellectuels américains, existe. En effet, le même effort de compréhension ne se fait pas sentir dans le reste du Canada et aux États-Unis. En ce qui concerne le Canada anglais, la nécessité d’entreprendre des études et d’organiser des colloques apparaît comme superfétatoire : on semble bien connaître les États-Unis !

Néanmoins, jusqu’à encore tout récemment, une certaine peur paraît s’être emparée des intellectuels québécois, qui les empêche d’approfondir leur connaissance « du système américain » : les États-Unis sont encore perçus, même aujourd’hui, comme une menace par un grand nombre de Québécois. Et pourtant, dans [342] certains milieux, on espère que des Canadiens français puissent participer à différentes entreprises de recherche aux États-Unis. En réalité, de nombreux Américains croient que les habitants des autres pays ne connaissent pas ou connaissent très peu de choses de leur propre pays.

L’avenir du Québec, conclut Feldman, est irrémédiablement dépendant des relations qu’il entretient et développe avec les États-Unis.

Edouard TIRYAKIAN

E. Tiryakian propose une approche sociologique qu’il nous livre en trois points :

1. Ce sociologue perçoit le Québec comme une zone de l’Amérique latine. Il existe certains liens de parenté, historiques et culturels, entre le Québec et l’Amérique latine :

a) Le poids institutionnel de l’Église catholique qui produit des effets culturels considérables.

b) Une forte dépendance économique vis-à-vis du capitalisme monopoliste américain.

c) Pour se protéger de cette mainmise américaine sur leur propre territoire, le Québec et l’Amérique latine ont tendance à s’identifier à certains pays amis situés en Europe.

2. Le deuxième point situe le Québec en tant que « nation englobée par un État moderne ». Le Québec possède une culture nationale mais se voit constitué de différences régionales. Il est muni d’une autonomie relative face au gouvernement fédéral et l’on pourrait le comparer, selon Tiryakian, au pays de Galles qui représente en quelque sorte la gauche de « la société britannique » et qui est entaché d’un complexe d’infériorité (sur le plan culturel) vis-à-vis de la puissance voisine. Il conclut en nous certifiant qu’il y a cependant une quantité réelle de « puissance à dégager », toujours latente dans la société québécoise.

3. Pour Tiryakian, le Québec est « un pays marginal », et c’est précisément en cela qu’il possède une source latente de créativité. Ce marginal-ci se meut principalement dans deux mondes :

1) Sa culture est le résultat de la synthèse de celle des États-Unis et de celle de la France.

2) Le domaine de la marginalité économique.

[343]

Ce caractère marginal cultive un terrain propice à l’élaboration d’une démocratie sociale (plus réelle qu’aux États-Unis) qui peut être source de modernité. De plus, le Québec serait un pays ambigu et cet autre caractère « ferait partie de notre être ». C’est pourquoi le Québec « est destiné à être marginal ».

Jonathan WEISS

Quant à Jonathan Weiss qui affectionne particulièrement le théâtre québécois, il nous entretient de la culture que l’on lit, que l’on voit et non pas de celle que l’on craint. Et cette culture n’est pas toujours celle de la classe dominante, comme plusieurs ont tendance à le croire.

Se référant à l’œuvre de Victor Lévy-Beaulieu (principalement au roman qui a pour titre *Monsieur Melville*), Weiss compare l’Amérique à une toile d’araignée. Aborder la culture américaine sous l’angle de l’influence réciproque ou de la domination ne peut que favoriser une attitude où l’essentiel nous échappe. Lorsque notre regard est orienté vers les États-Unis, en fait c’est vers « un lieu de rencontre avec nous-mêmes qu’il est porté ».

En effet, et c’est ce qui fait l’originalité du point de vue de Weiss, le Québec et les États-Unis ont des ressemblances qui se trouvent non pas au niveau des influences, mais au niveau plus fondamental d’un subconscient commun. Cette approche ouvre des perspectives nouvelles. Il ne s’agit donc plus de s’attarder à la problématique de l’influence culturelle américaine sur la culture québécoise, car il est temps de prendre conscience que nous sommes en présence d’un « partage culturel », d’un « lieu de réciprocité » qui s’effectue au niveau de l’imaginaire, au niveau du subconscient.

Nous pourrions donc, à partir de la réflexion qui précède, être en meilleure posture pour expliquer pourquoi nous lisons les meilleurs écrivains américains tandis que, de leur côté, les Américains lisent les nôtres.

DISCUSSION

Intervenant

Nous savons bien sûr que le Québec renferme toujours des potentialités latentes mais le nationalisme des années soixante et la quête de l’identité québécoise auraient-ils bloqué certaines de ces potentialités ?

[344]

Fernand DUMONT

Le nationalisme des années soixante ne rentre pas dans la catégorie des vieux nationalismes. À partir de paramètres extérieurs, on y découvre le Québec. Très tôt, l’influence américaine au niveau scientifique nous frappe de plein fouet. Que l’on pense aussi à l’impact sur les intellectuels de la sociologie américaine. Tout ce qui précède me pousse à affirmer que le nationalisme que j’ai vécu, malgré son ancienneté, comporte quelque chose de positif : « c’était un nationalisme du faire », de l’action. Personne n’aurait voulu entreprendre un retour en arrière, recommencer quoi que ce soit. Il s’agissait de « faire » dans le contexte nord-américain et non se replier dans une nostalgie stérilisante : « faire, agir, plutôt qu’être ».

Intervenant

Bien qu’on se définisse par notre appartenance linguistique à la communauté francophone, n’est-il pas juste de constater que l’influence de la France se fait beaucoup plus prédominante partout ailleurs qu’au Québec ?

Georges BALANDIER

Il est difficile de faire la géographie des cultures. Ce qui me frappe, dans le cas du Québec, c’est la « dimension de la langue et des œuvres ». Les grandes œuvres des écrivains québécois sont importantes pour les Français car elle échappent à la stérilisation occasionnée par le « nouveau roman », trop coupé de la réalité.

Pour en revenir aux années soixante, je dirais qu’elles ont été des années de grandes explosions partout dans le monde, tant aux États-Unis que dans les pays qui cherchent à s’émanciper. Nous sommes tous devenus des partenaires sans qu’il y ait de domination unilatérale d’une culture sur une autre et « tout doit être remis en mouvement ».

Jonathan WEISS

Je voudrais demander à M. Balandier si on lit plus la littérature québécoise en France qu’aux États-Unis. La littérature québécoise semble être lue plus passionnément aux États-Unis qu’en France.

Lise BISSONNETTE (s’interposant aussitôt)

Je ne suis pas d’accord avec M. Weiss. Sa question soulève un faux problème. Nous devons plutôt insister sur le fait que nous souffrons la présence de la littérature abstraite française, nous faisons face au problème du formalisme en [345] littérature. De plus, nous sommes constamment en train d’analyser les influences extérieures, c’est pourquoi notre situation de carrefour est plutôt malsaine et inconfortable. Ce genre d’analyse n’est pas fructueux. Nous devons sans plus tarder nous poser la question de la participation. Peut-on participer à l’ébullition des cultures ?

Intervenant

La question du Québec est ambiguë, on l’a déjà mentionné. Sa situation est celle, inconfortable, de l’entre-deux chaises. Cependant, notre orientation culturelle est étroitement liée à l’orientation que prend la culture de la majorité. Son ambiguïté est décelée par des intellectuels qui, trop souvent, par un questionnement abstrait, s’éloignent du « vécu ». Il est donc nécessaire, dès maintenant, d’établir une sociographie de l’américanité de la culture de la majorité au Québec.

Fernand DUMONT

Bien sûr, la question de saisir comment des gens ont trouvé des chemins différents pour s’orienter est pertinente, mais aussi très complexe. Cette question a déjà été abordée par certains sociographes travaillant toutefois dans un milieu déterminé, à une échelle restreinte où il est possible de voir comment les gens vivent les changements. La question de la transmutation d’une situation sociale à partir d’éléments intérieurs et extérieurs se pose alors en des termes dont l’articulation est très difficile à échafauder.

Edouard TIRYAKIAN

J’aimerais terminer la discussion en vous invitant à ne pas oublier la jeunesse d’aujourd’hui. Nous devons mettre l’emphase sur la jeunesse et l’écouter attentivement ; elle a son mot à dire quant aux sens des différentes orientations culturelles qui la concernent et la touchent de très près.

[346]

[347]

**Les rapports culturels entre le Québec  
et les États-Unis.**

Liste des collaborateurs

[Retour à la table des matières](#tdm)

|  |  |
| --- | --- |
| Pierre Anctil : | Institut québécois de recherche sur la culture |
| André-J. Bélanger : | Université de Montréal |
| Jean-Paul Bernard : | Université du Québec à Montréal |
| Paul-André Bourque : | Université Laval, Québec |
| Charles H. Davis : | Ministère de la Science et de la Technologie, Québec |
| Denys Delage : | Université Laval, Québec |
| Andrée Fortin : | Université Laval, Québec |
| Roger de la Garde : | Université Laval, Québec |
| Richard A. Jones : | Université Laval, Québec |
| André Joyal : | Université du Québec à Trois-Rivières |
| Pierre-André Julien : | Université du Québec à Trois-Rivières |
| Yvan Lamonde : | Université McGill, Montréal |
| Cameron Nish : | Université Concordia, Montréal |
| Bruno Perron : | Centre d’Études en Administration Internationale, HEC, Montréal |
| Maurice Poteet : | Université du Québec à Montréal |
| Claire Quintal : | Collège l’Assomption, Worcester |
| Yves Roby : | Université Laval, Québec |
| Line Ross : | Université Laval, Québec |
| Guildo Rousseau : | Université du Québec à Trois-Rivières |
| Claude Savary : | Université du Québec à Trois-Rivières |
| Brigitte Schroeder-Gudehus : | Université de Montréal |
| Ronald Sutherland : | Université de Sherbrooke |
| André Vachet : | Université d’Ottawa |

[348]

[349]

LES PUBLICATIONS DE L'I.Q.R.C.

I. CHANTIER : LES CONDITIONS FÉMININE ET MASCULINE ; LES GÉNÉRATIONS ; LA FAMILLE

1. Denise Lemieux et Lucie Mercier. *La recherche sur les femmes au Québec : bilan et bibliographie*. Coll. « Instruments de travail » n° 5, 1982, 336 pages. 14,25$

2. Renée Cloutier, Gabrielle Lachance, Denise Lemieux, Madeleine Préclaire et Luce Ranger-Poisson. *Femmes et culture au Québec.* Coll. « Documents préliminaires » n° 3, 1982, 105 pages. 6$

3. Alain Vinet, Francine Dufresne et Lucie Vézina. *La condition féminine en milieu ouvrier : une enquête.* Coll. « Identité et changements culturels » n° 3, 1982, 222 pages. 18,50$

4. Yolande Cohen. *Les thèses québécoises sur les femmes.* Coll. « Instruments de travail » n° 7, 1983, 123 pages. 8$

II. CHANTIER : LES COMMUNAUTÉS ETHNOCULTURELLES

1. David Rome, judith Nefsky et Paule Obermeir. *Les Juifs du Québec* — *Bibliographie rétrospective annotée.* Coll. « Instruments de travail » n° 1, 1981, 317 pages. 13$

2. Gary Caldwell et Éric Waddell, dir. *Les anglophones du Québec : de majoritaires à minoritaires.* Coll. « Identité et changements culturels » n° 1, 1982, 460 pages. 14$

3. Gary Caldwell et Éric Waddell, editors. *The English of Quebec : from majority to minority status.* Coll. « Identité et changements culturels » n° 2, 1982, 450 pages. 14$

4. Gary Caldwell. *Les études ethniques au Québec* — *Bilan et perspectives.* Coll. « Instruments de travail » n° 8, 1983, 108 pages. 10,50$

[350]

5. Honorius Provost. *Les premiers Anglo-Canadiens à Québec* — *Essai de recensement (1759-1775).* Coll. « Documents de recherche » n° 1, 1983, 70 pages. 7,50$

6. Tina loannou. *La communauté grecque du Québec.\** Coll. « Identité et changements culturels » n° 4, 1984, 333 pages. 18$

7. Pierre Anctil et Gary Caldwell. *Juifs et réalités juives au Québec.* 1984, 365 pages.

III. CHANTIER : LA CULTURE POPULAIRE

1. Yvan Lamonde, Lucia Ferretti et Daniel Leblanc. *La culture ouvrière à Montréal (1880-1920) : bilan historiographique.* Coll. « Culture populaire », n° 1, 1982, 176 pages. 9$

2. Danielle Nepveu. Les représentations religieuses au Québec dans les manuels scolaires de niveau élémentaire (1950-1960). Coll. « Documents préliminaires n° 1, 1982, 95 pages. 6,50$

3. Jean-Pierre Dupuis, Andrée Fortin, Gabriel Gagnon, Robert Laplante et Marcel Rioux. *Les pratiques émancipatoires en milieu populaire.* Coll. « Documents préliminaires » n° 2, 1982, 176 pages. 9$

4. Jean Bourassa. *Le travailleur minier, la culture et le savoir ouvrier.* Coll. « Documents préliminaires » n° 4, 1982, 76 pages. 5,25$

5. Sophie-Laurence Lamontagne. L'hiver dans la culture québécoise (XXIIe-XIXe siècles). 1983, 190 pages. 11,50$

6. Joseph Laliberté. *Agronome-colon en Abitibi.* Coll. « Littérature quotidienne » n° 1, 1983, 155 pages. 12$

7. Benoît Lacroix et Jean Simard. *Religion populaire*, *religion de clercs ?\** Coll. « Culture populaire » n° 2, 1984, 439 pages. 22$

IV. CHANTIER : L'INSTITUTIONNALISATION DE LA CULTURE

1. Jean-Robert Faucher, André Fournier et Gisèle Gallichan. *L'information culturelle dans les media électroniques.* Coll. « Diagnostics culturels » n° 1, 1981, 165 pages. 7$

2. Angèle Dagenais. *Crise de croissance : le théâtre au Québec.* Coll. « Diagnostics culturels » n° 2, 1981, 71 pages. 5$

3. Yvan Lamonde et Pierre-François Hébert. *Le cinéma au Québec* — *Essai de statistique historique (1896 à nos jours).* Coll. « Instruments de travail » n° 2, 1981, 478 pages. 18$

4. François Colbert, *Le marché québécois du théâtre.* Coll. « Culture savante » n° 1, 1982, 108 pages. 8$

[351]

5. Jean-Pierre Charland et Nicole Thivierge. *Bibliographie de l'enseignement professionnel au Québec (1850-1980).* Coll. « Instruments de travail » n° 3, 1982, 282 pages. 14$

6. Vivian Labrie. *Précis de transcription de documents d'archives orales.* Coll. « Instruments de travail » n° 4, 1982, 217 pages. 11$

7. Sylvie Tel lier. *Chronologie littéraire du Québec.* Coll. « Instruments de travail » n° 6, 1982, 350 pages. 18,50$

8. Jean-Pierre Charland. Histoire de l'enseignement technique et professionnel. 1982, 480 pages. 25,50$

9. Nicole Thivierge. Écoles ménagères et instituts familiaux : un modèle féminin traditionnel. 1982, 480 pages. 25,50$

10. Yvan Lamonde. *L'imprimé au Québec : aspects historiques (18e- 20e siècles).* Coll. « Culture savante » n° 2, 1983, 371 pages. 18$

11. Yvan Lamonde. *Je me souviens. La littérature personnelle au Québec (1860-1980).* Coll. « Instruments de travail » n° 9, 1983, 272 pages. 17$

V. CHANTIER : LES RÉGIONS DU QUÉBEC

1. Jules Bélanger, Marc Desjardins et Yves Frenette. *Histoire de la Gaspésie.* Coll. « Les régions du Québec », Boréal Express, Montréal, 1981, 797 pages. 29,95$

2. Jean-Claude Marsan. *Montréal*, *une esquisse du futur\** 1983, 320 pages. 15$

3. André Dionne. *Bibliographie de l'île Jésus.\** Coll. « Documents de recherche » n° 2, 1983, 320 pages. 18.50$

4. Serge Gauthier et collaborateurs. *Bibliographie de Charlevoix\** Coll. « Documents de recherche » n° 3, 1984, 316 pages. 18$

VI. HORS CHANTIER

1. Paul Aubin. Bibliographie de l'histoire du Québec et du Canada (1966-1975). 2 tomes — 1425 pages, 22000 titres. 60$

VII. « QUESTIONS DE CULTURE »

1. [*Cette culture que l'on appelle savante*](http://classiques.uqac.ca/contemporains/dumont_fernand/Questions_de_culture/Questions_de_culture_no_02/QdeC_no_02.html). 187 pages. 15$

2. [*Migrations et communautés culturelles*](http://classiques.uqac.ca/contemporains/dumont_fernand/Questions_de_culture/Questions_de_culture_no_02/QdeC_no_02.html). 157 pages. 15$

3. [*Les cultures parallèles*](http://classiques.uqac.ca/contemporains/dumont_fernand/Questions_de_culture/Questions_de_culture_no_03/QdeC_no_03.html). 170 pages. 15$

4. [*Architectures : la culture dans l'espace*](http://classiques.uqac.ca/contemporains/dumont_fernand/Questions_de_culture/Questions_de_culture_no_04/QdeC_no_04.html). 208 pages. 15$

5. [*Les régions culturelles*](http://classiques.uqac.ca/contemporains/dumont_fernand/Questions_de_culture/Questions_de_culture_no_05/QdeC_no_05.html).\* 189 pages. 12$

6. [*La culture et l'âge*](http://classiques.uqac.ca/contemporains/dumont_fernand/Questions_de_culture/Questions_de_culture_no_06/QdeC_no_06.html).\* 180 pages. 12$

[352]

VIII. COLLECTION EDMOND-DE-NEVERS

1. Lucie Robert. *Le manuel d'histoire de la littérature canadienne de Mgr Camille Roy*. 1982, 196 pages. 11 $

2. Réal Brisson. *La charpenterie navale à Québec sous le régime français*. 1983, 316 pages. 19,50$

3. Hélène Lafrance. *Yves Thériault et l'institution littéraire québécoise*\* 1984, 169 pages. 13,50$

IX. RAPPORTS DE RECHERCHE ET MANUSCRITS À DIFFUSION LIMITÉE\*\*\*

1. Louise Rondeau. *Le récit de fin du monde : orientations méthodologiques de recherche*. Québec, IQRC, 1982. 70 pages.

2. Michelle Trudel-Drouin. *Vie quotidienne en Nouvelle-France : un choix de textes.* Montréal, IQRC, 1982. 166 pages.

3. Pau le Chou i nard. *Anthologie de poèmes québécois sur les saisons.* Montréal, IQRC, 1983. 1350 pages.

4. Mireille Perreault. *Marchandisation*, *industrialisation de la culture.* Rimouski, IQRC, 1983. 72 pages.

5. Carmen Quintin. *Les pratiques émancipatoires dans deux coopératives d'habitation de la région montréalaise*. Montréal, IQRC, 124 pages.

6. Gary Caldwell, Paule Obermeir et al. *Out-migration of 1971 English Mother-tongue High School Leavers from Quebec :* eleven years *after*. Lennoxville, IQRC et Anglo Quebec en Mutation Committee, 37 pages.

X. BANQUE DE DONNÉES SUR SUPPORT INFORMATIQUE

1. Jean-Pierre Chalifoux. *Le livre et la lecture au Québec au XXe siècle.* Montréal, IQRC, 1982. (8000 titres)\*\*

XI. DOCUMENTS AUDIO VISUELS\*\*\*

1. Arthur Lamothe. *Culture montagnaise*. (Série de huit vidéo-cassettes de 30 minutes chacune).

1.1. Récits mythiques (Saint-Augustin). (1).

1.2. Récits mythiques (Saint-Augustin). (2).

1.3. Culture matérielle (Schefferville).

1.4. Culture matérielle, Rêves et chants. Récits véridiques et historiques (Schefferville).

1.5. Récits véridiques et historiques, Croyances et rites, Rêves et chants (Schefferville). (1).

[353]

1.6. Récits véridiques et historiques, Croyances et rites, Rêves et chants (Schefferville). (2).

1.7. Relations avec les Blancs, Territoires et droits territoriaux (Betsiamites). (1).

1.8. Relations avec les Blancs, Territoires et droits territoriaux (Betsiamites). (2).

\* ouvrage publié dans le cours de l’année 1983-1984.

\*\* accessible sur demande à La Centrale des bibliothèques, 1685, rue Fleury est, Montréal. (514) 381-8891.

\*\*\* disponibles sur demande à l’IQRC, 93, rue Saint-Pierre, Québec. (418) 643-4695.

[354]

LES PUBLICATIONS DE L’IQRC

L’Institut publie divers travaux de recherche sur la culture réalisés dans le cadre de son programme ou correspondant à ses objectifs.

Les Cahiers, répartis en diverses collections, constituent l’un des modes de publication retenus. Ils ont pour but de diffuser des résultats de recherche ou des outils de recherche pouvant être utiles à la communauté scientifique et à un plus large public. Les Cahiers se veulent la manifestation la plus immédiate de la vie scientifique de l’Institut.

L’Institut publie également sous forme de volumes ou de collections de volumes, des grands travaux réalisés par les chercheurs de l’Institut, ou à l’occasion de l’extérieur, méritant de prendre la forme plus achevée d’un livre, plutôt que d'un cahier.

Une revue thématique intitulée Questions de culture paraît deux fois par année. La revue se veut un foyer de réflexion sur les phénomènes culturels universels et québécois.

Les publications de l’Institut sont sous la direction du secrétaire général, Léo Jacques. Paul Aubin assume la responsabilité de l’édition.

1. La réaction a quelquefois été violemment négative : voir l’enquête de la *Revue dominicaine* (1936) : *Notre américanisation*, Montréal, L’Œuvre de presse dominicaine, 1937. À cet égard les *Trois essais sur l’insignifiance* de Pierre Vadeboncoeur (Montréal, L’Hexagone, 1983) constituent l’étonnant témoignage d’une désespérance et de la vision morale dont les craintes ont été habillées. Mais un court commentaire de Jean-Louis Roy (*Le Devoir*, 11 juillet 1983) fait voir à quel point est fragile cette interprétation de la culture (et de la menace). [↑](#footnote-ref-1)
2. *Les Canadiens français et leurs voisins du Sud*, Montréal, Éditions Bernard Valiquette, 1941. On retrouvera, bien sûr, dans les études que nous publions ici, des renvois à ces auteurs et travaux, ainsi qu’à d’autres, de même que des indications bibliographiques. [↑](#footnote-ref-2)
3. Jean-Charles Falardeau, « Perspective », [*Essais sur le Québec contemporain*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030274949) (Québec, PUL, 1953) :239-252. [↑](#footnote-ref-3)
4. Jean-Charles Falardeau, *Op. cit*., p. 252. On le constatera dans plusieurs des études qui suivent, ce sentiment s’amplifie aujourd’hui pour être compris, souvent sous le nom de « modernité » (ou de modernisation), comme un phénomène mondial. [↑](#footnote-ref-4)
5. Jean-Charles Falardeau, *Op. cit*., p. 252. Se pourrait-il que par ce biais de la culture on soit exposé à revenir à une vision morale ? Ce n’est pas le cas ici. Elle est prise comme donnée de l’histoire. En outre, l’approche par la culture ne va pas sans difficultés. La conceptualité et l’instrumentation qu’elle utilise est encore à mettre au point et la chose est notée dans quelques-unes des contributions que l’on va lire. On peut avoir accès à cette conceptualité, ou ensemble de notions (culture populaire, de masse, traditionnelle, savante, bourgeoise), au moyen de travaux qui circonscrivent une portion du domaine et que j’extrais d’une littérature considérable : Jean-Pierre Dupuis et al., *Les pratiques émancipatoires en milieu populaire*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1982 (notamment le texte de Robert Laplante, « Sur la notion de culture populaire », aux pp. 13-44, — où se trouve un bon tour d’horizon avec une bibliographie variée —), Claude Javeau, « Le mythe de la culture populaire et les nouvelles formes de contrôle social », *Loisir et Société/Society and Leisure*, 4, l(1981) :3 9-52 (d’orientation plus critique que le précédent) ; voir aussi Zigmut Bauman, *Culture as Praxis*, London & Boston, Routledge and Kegan Paul, 1973. [↑](#footnote-ref-5)
6. Jacques Berque, « Logiques plurales du progrès », *Diogène*, 79 (1972) : 3. [↑](#footnote-ref-6)
7. C. Wright Mills, L’imagination sociologique (Paris, Maspero, 1967) : 142-159. (L’édition américaine est de 1953). [↑](#footnote-ref-7)
8. Jean-Charles Falardeau, *Op. cit*., p. 253. [↑](#footnote-ref-8)
9. Dans un contexte analogue à celui-ci, je rencontre cette distinction dans un article de Paul-André Linteau, « Les relations entre le Québec et les États-Unis au XIXe et au XXe siècles : historiographie et perspectives de recherche », communication présentée au Congrès de l’Associazione Italiana di Studi Canadisi, Piazza Armerina, février 1983, p. 29 du texte miméographié. Au plan épistémologique la distinction présente des problèmes dont il n’y a pas lieu de discuter ici. [↑](#footnote-ref-9)
10. Michel de Certeau, « Quelques problèmes méthodologiques ». *Perspectives du développement culturel*, numéro hors-série de *Analyse et Prévision* (oct. 1973) : 28. [↑](#footnote-ref-10)
11. Joseph Samson, *Sketches of Lower Canada*, IX, cité par Stanley Bréhaut Ryerson, *Unequal Union. Confederation and the Roots of Conflict in the Canadas, 1815-1873*, Toronto, Progress Books, 1968. [↑](#footnote-ref-11)
12. Hugh L. Keenleyside, *Canada and the United States : Some Aspects of their Historical Relations*, New York, 1929. Voir aussi A.L. Burt, *The Old Province of Quebec*, Toronto, 1933. [↑](#footnote-ref-12)
13. Voir Carl C. Berger, « Internationalism, Continentalism and the Writing of History : Comments on the Carnegie Series on the Relations of Canada and the United States » et Preston, « A Plea for Comparative Studies of Canada and the United States and of the Effects of Assimilation on Canadian Development », in Preston, *The Influence of the United States on Canadian Development. Eleven Case Studies* (Durham (N.C.), Duke University Press, 1972) : 32-54 et 3-31. [↑](#footnote-ref-13)
14. Albert Corey et al., ed.. *Conference on Canadian-American Affairs. Proceedings*, Ginn and Company, 1936. [↑](#footnote-ref-14)
15. John Bartlet Brebner, *North Atlantic Triangle. The Interplay of Canada, the United States and Great Britain*, New York, Columbia University Press, 1945. [↑](#footnote-ref-15)
16. Lionel Groulx, « L’annexionnisme au Canada », *L’Action nationale*, 17, 6 (juin 1941) : 43-455. [↑](#footnote-ref-16)
17. H.F. Angus, ed., *Canada and her Great Neighbor. Sociological Surveys of Opinions and Attitudes in Canada Concerning the United States*,1938, p. 30-40. *De Montpetit,* voir aussi *Reflets d'Amérique*,Montréal, 1941. [↑](#footnote-ref-17)
18. Gustave Lanctôt, *Les Canadiens français et leurs voisins du Sud*, Montréal, Valiquette, 1941. [↑](#footnote-ref-18)
19. Mason Wade, « Some Aspects of the Relations of French Canada with the United States », *Rapports de la Société historique du Canada* (1944) : 344-362. [↑](#footnote-ref-19)
20. On peut trouver les 92 Résolutions (1834) dans T.-P. Bédard, *Histoire de cinquante ans (1791-1841)* (Québec, Brousseau, 1869) : 344-362. [↑](#footnote-ref-20)
21. L’adresse de la Confédération des Six Comtés au Peuple du Canada (1837), de même que la Déclaration d’indépendance (1838) sont reproduites dans Daniel Latouche et Diane P. Bourassa, *Le manuel de la parole*, *1 (1760-1899)*, Québec, Boréal Express, 1977. Pour un examen des principales interprétations, voir Jean-Paul Bernard, *Les Rébellions de 1837-1838 dans le Bas-Canada. Les Patriotes dans la mémoire collective et chez les historiens*, Montréal, Boréal Express, 1983. [↑](#footnote-ref-21)
22. Document reproduit dans Robert Christie, *A History of the Late Province of Lower Canada, Parliamentary and Political*, vol. V, p. 59-66. [↑](#footnote-ref-22)
23. Les extraits sont empruntés à l’édition de Denis Bertrand, Desbiens et Lavallée, [*Le Rapport Durham*](http://classiques.uqac.ca/classiques/Lambton_John_George_Lord_Durham/Le_Rapport_Durham/Le_Rapport_Durham.html), Montréal, Editions Sainte-Marie, 1969. [↑](#footnote-ref-23)
24. Voir, par exemple, Miklos Molnar, *Marx, Engels et la politique internationale*, Gallimard, Idées no 337, 1975. [↑](#footnote-ref-24)
25. George Bancroft, « On the Progress of Mankind », Bernard E. Brown, *Great American Political Thinkers*, Discus/Avon Books, vol. I, p. 424-428. [↑](#footnote-ref-25)
26. André Vachet, *L’idéologie libérale. L’individu et sa propriété*, Paris, Anthropos, 1970. [↑](#footnote-ref-26)
27. C.B. Macpherson, *The Political Theory of Possessive Individualism. Hobbes to Locke*, Oxford University Press, 1962. [↑](#footnote-ref-27)
28. Louis Dumont, *Homo aequalis. Genèse et épanouissement de l’idéologie économique*, Paris, Gallimard, 1977. Ou *From Mandeville to Marx. The Genesis and Triumph of Economiv Ideology*, University of Chicago Press. [↑](#footnote-ref-28)
29. Guido de Ruggiero, The *History of European Liberalism* (1927), Boston, Beacon Press, 1959. [↑](#footnote-ref-29)
30. Harry K. Girvetz, *The Evolution of Liberalism*, Collier Books, 1966. Originellement From Wealth to Welfare (1950). [↑](#footnote-ref-30)
31. Maurice Flamant, *Le libéralisme*, Paris, PUF, Que sais-je ? no 1797, 1979. [↑](#footnote-ref-31)
32. E. J. Hobsbawm, *The Age of Capital, 1848-1875* (London, Weidenfield and Nicolson, 1975) :272-273. [↑](#footnote-ref-32)
33. Staughton Lynd, *Intellectual Origins of American Radicalism*, Harvard University Press, 1968. Elise Marienstras, *Les mythes fondateurs de la nation américaine*, Paris, 1976. [↑](#footnote-ref-33)
34. Calvin Colton, « This is a country of self-made men », Edwin C. Rozwenc, *Ideology and Power in the Age of Jackson* (Anchor Books, 1964) : 346-359. [↑](#footnote-ref-34)
35. Andrew Carnegie, « Wealth » (1839), in Brown, Great... II, p. 208-217. [↑](#footnote-ref-35)
36. André Vachet, « L’idéologie libérale et la pensée sociale au Québec », C. Panaccio et P.-A. Quintin, [*Philosophie au Québec*](http://classiques.uqac.ca/contemporains/panaccio_claude/Philosophie_au_Quebec/Philosophie_au_Quebec.html) (Montréal, Bellarmin, 1976) : 113-126. [↑](#footnote-ref-36)
37. Paul-André Linteau, René Durocher et Jean-Claude Robert, *Histoire du Québec contemporain. De la Confédération à la crise (1867-1929),* Montréal, Boréal Express, 1979. [↑](#footnote-ref-37)
38. Entre autres travaux, Philippe Sylvain, « Libéralisme et ultramontanisme au Canada français : affrontement idéologique et doctrinal (1840-1865) », W.L. Morton (éd.), *Le Bouclier d’Achille* (Toronto, McClelland and Stewart, 1968) : 111-138 et 220-255. Fernand Dumont, « Idéologies au Canada français 1850-1900 : quelques réflexions d’ensemble », Fernand Dumont, « [*Idéologies... 1850-1900*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/24906672)», numéro spécial. *Recherches sociographiques*, 10, 2-3 (mai-déc. 1969) :145-156. Jean-Paul Bernard, [*Les Rouges. Libéralisme, nationalisme et anticléricalisme au milieu du XIXe siècle*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030433044), Montréal, Boréal Express, 1973. Nadia Eid, *Le clergé et le pouvoir politique au Québec. Une analyse de l’idéologie ultramontaine au milieu du XIXe siècle*, Montréal, Hurtubise HMH, 1978. [↑](#footnote-ref-38)
39. Marcel Hamelin, *Les premières années du parlementarisme québécois (1867-1878),* Québec, Presses de l’Université Laval, 1974. [↑](#footnote-ref-39)
40. Yves Saint-Germain, *The Genesis of the French Language Business Press and Journalists in Quebec, 1871-1914*, thèse de Ph.D. (histoire), University of Delaware, 1974. [↑](#footnote-ref-40)
41. Ralph R. Heintzman, *The Struggle for Life : The French Daily Press of Montreal and the Problems of Economic Growth in the Age of Laurier*, thèse de Ph.D. (histoire), York, 1977. J’avoue ne pas avoir lu cette thèse, mais j’ai lu du même auteur « Political Culture of Quebec, 1840-1960 », *Canadian Journal of Political Science*, 16, l (mars 1983) : 3-59. L’argument de l’article, qui lie patronage, sous-emploi et sous-développement, il me semble, n’est pas à mettre dans notre dossier du côté de ce qui plaide en faveur du libéralisme. [↑](#footnote-ref-41)
42. Paul-André Linteau, *Maisonneuve ou comment les promoteurs fabriquent une ville*, Montréal, Boréal Express, 1981. [↑](#footnote-ref-42)
43. Jean Hamelin et André Beaulieu, « Aperçu du journalisme québécois d’expression française ». *Recherches sociographiques* 7, 3 (1966) : 305-348. [↑](#footnote-ref-43)
44. Yvan Lamonde, [*La philosophie et son enseignement au Québec*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030163877) (1665-1920), Montréal, Hurtubise HMH, 1980. [↑](#footnote-ref-44)
45. Serge Gagnon, *Le Québec et ses historiens de 1840 à 1920, La Nouvelle France de Garneau à Groulx, Québec*, Presses de l’Université Laval, 1978. [↑](#footnote-ref-45)
46. Gabriel Dussault, *Le Curé Labelle. Messianisme, utopie et colonisation au Québec, 1850-1900*, Montréal, Hurtubise HMH, 1983. [↑](#footnote-ref-46)
47. Mgr Dupanloup, in Jean-Robert Armogathe, *Pie IX. Quanta Cura* et *Syllabus* (Jean-Jacques Pau vert, éditeur, 1967) : 116. [↑](#footnote-ref-47)
48. *Les Rouges*, p. 319. [↑](#footnote-ref-48)
49. En particulier autour des thèses générales respectives de David Potter, *People of Plenty*, University of Chicago Press, 1954 ; de Louis Hartz, *The Liberal Tradition in America et The Foundings of New Societies*, New York, Hartcourt-Brace, 1955 et 1964 ; et de S.M. Lipset, *The First New Nation*. *The United States in Historical and Comparative Perspective*, New York, Basic Books, 1963. [↑](#footnote-ref-49)
50. Au Canada anglais, la thèse de Hartz a servi de repoussoir. Gad Horowitz, « Conservatism, Liberalism and Socialism in Canada : An Interprétation », *Canadian Journal of Economies and Political Science*, 22, 2 (mai 1966) :143-171, la transforme radicalement. S.F. Wise la prend à parti dans « Liberal Consensus or Ideological Battleground : Some Reflections on the Hartz Thesis », CHAR (1974) : 1-14. W. Christian et C. Campbell, Political Parties and Idéologies in Canada, Toronto, McGraw Hill Ryerson, 1974 tentent aussi de montrer qu’il y a au Canada plus qu’une tradition libérale individualiste avec certaines « tory touches ». Une autre tradition, conservatrice, ne serait pas sans rapport avec la troisième, le socialisme. [↑](#footnote-ref-50)
51. [*Les Rouges*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030433044), p. 130. [↑](#footnote-ref-51)
52. Henry D. Thoreau, *Un Yankee au Canada*, traduit par Adrien Thério, Montréal, Editions de l’Homme, 1962, p. 119. [↑](#footnote-ref-52)
53. Résumé de la question et bibliographie dans D.C. Masters, *Reciprocity, 1846-1911*, The Canadian Historical Association on Booklets, no 12, 1961. [↑](#footnote-ref-53)
54. Manifeste électoral de J.-B.-E. Dorion (1851*), Les Rouges*, p. 372. [↑](#footnote-ref-54)
55. Joseph Doutre, dans l'introduction à Louis-Antoine Dessaulles, *Six lectures sur l’annexion du Canada aux États-Unis*, Montréal, 1851. [↑](#footnote-ref-55)
56. [*Les Rouges*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030433044),p. 61. [↑](#footnote-ref-56)
57. Engels to Sorge, Montreal, September 10, 1888, in Marx and Engels, *Letters to Americans 1848-1895*, New York, International Publishers, p. 201-203. [↑](#footnote-ref-57)
58. Stephen Thernstrom, Editor, *Harvard Encyclopedia of American Ethnic Groups*, Harvard University Press, 1980, p. 379-388 et 388-401. [↑](#footnote-ref-58)
59. *Convergences* (Montréal, Éditions HMH, 1961)  : 27. [↑](#footnote-ref-59)
60. Expression lancée aux États-Unis, en 1969, par le journaliste Kevin Phillips dans son ouvrage *The Emerging Republican Majority*, reprise par la suite comme concept opératoire par Kirkpatrick Sale dans Power Shift (1975), où l’auteur tente d’expliquer géographiquement les raisons pour lesquelles le Sud et l’Ouest américains vont devenir des régions politiques et économiques de plus en plus importantes, tandis que les régions du « Snowbelt » ou du « Frostbelt » (la ceinture blanche des pays de la neige et du gel), sont appelées à sombrer dans le déclin. Depuis lors, l’expression n’a cessé d’être évoquée pour décrire la migration intérieure des Américains vers le Sud et l’Ouest ensoleillés. Enfin, et par rapport au Québec, l’expression pourrait d’abord évoquer le goût du déplacement latent, les séjours prolongés au bord de la mer, l'existence d’une population disposant de loisirs, et, par-dessus tout, un « imaginaire collectif », peut-être même une sorte de mythologie représentative de « la tentation du Sud ». [↑](#footnote-ref-60)
61. « Une pensée incarnée », *Études françaises (*numéro spécial :Une littérature de combat (1778-1810) ; les débuts du journalisme canadien-français),5, 3 (août 1969) : 251. [↑](#footnote-ref-61)
62. Pierre-Louis Lapointe, « La Nouvelle européenne et la presse québécoise d’expression française », *Revue d'histoire de l’Amérique française*, 28, 2 (mai 1975) : 517-537. [↑](#footnote-ref-62)
63. « Influences américaines dans le Québec », *Mémoires de la Société royale du Canada*, section I (mai 1937) : 119-125 ; repris dans *Les Canadiens et leurs voisins du Sud* (Montréal, Éditions Bernard Valiquette, 1941) : 298-310. [↑](#footnote-ref-63)
64. J.-L. Lafontaine, *L’Institut canadien en 1855* (Montréal, Imprimé par Senécal & Daniel, 1855) : 42, 83 et 91. [↑](#footnote-ref-64)
65. Voir notre article, « La Nature et les paysages de l’Ouest américain dans les récits de voyages des Canadiens français ». *Vie française*, 18, 3-4 (nov.-déc. 1972) : 29-75 ; et aussi notre ouvrage, L'Image des États-Unis dans la littérature québécoise (1775-1930) : 296-300. [↑](#footnote-ref-65)
66. Cité par Adrienne Choquette, *Confidences d’écrivains canadiens-français* (Trois-Rivières, Éditions du Bien Public, 1939) : 26. [↑](#footnote-ref-66)
67. Frère Stanislas, *Joseph Marmette, le Cooper canadien*, mémoire de maîtrise, Université de Montréal, 1944, 131 p. ; Roger Le Moine, Joseph Marmette. *Sa vie et son œuvre*, diplôme d’études supérieures. Université Laval, 1963, 208 p. ; en volume : Québec, Les Presses de l’Université Laval, 1968, 250 p. [↑](#footnote-ref-67)
68. Voir à ce sujet, Maurice Lemire, *Les Grands thèmes nationalistes du roman historique canadien-français*,p. 224 etpassim,ainsi que notre ouvrage *L’Image des États-Unis dans la littérature québécoise (1775-1930),* p. 68, 87-89, 114 et 277. [↑](#footnote-ref-68)
69. « Le Québec et les États-Unis », *Les Canadiens français et leurs voisins du Sud*,p. 300. [↑](#footnote-ref-69)
70. Voir dans notre bibliographie les actes des différents colloques organisés depuis quelques années par l’Institut français du Collège de l’Assomption, Worcester, Massachusetts. [↑](#footnote-ref-70)
71. Voir en particulier Léopold Lamontagne, « Les poètes franco-canadiens devant les invasions américaines ». Le Bulletin de la Société historique franco-américaine (1952) : 52-63 ; Maurice Lemire, « Les Guerres canado-américaines ». Les Grands thèmes nationalistes du roman historique canadien français, p. 177-196 ; Jeanne d’Arc Lortie, La Poésie nationaliste au Canada français, p. 97-107 et 140-166 ; Guildo Rousseau, L'Image des États-Unis dans la littérature québécoise (1775-1930), p. 29-34 et 52-66. [↑](#footnote-ref-71)
72. On consultera Maurice Poteet, The Image of Quebec in Franco-American fiction of immigration and assimilation, thèse de Ph.D., Université de Montréal, 1981, 326 p. ; Guildo Rousseau, L'Image des États-Unis dans la littérature québécoise (1775-1930), p. 98-122, 151-180 et 205-227 ; Richard Robert Santerre, Le Roman franco-américain en Nouvelle-Angleterre (1878- 1943), thèse de Ph.D., Department of Romance Languages and Literatures of Boston College, 1974, 352 p. À noter également les travaux sur les « textes de l’exode » qu’effectue présentement une équipe de recherche du département d’Études littéraires de l’Université du Québec à Montréal. [↑](#footnote-ref-72)
73. Voir au sujet de ces auteurs, Jean-Paul Bernard*,* [*Les Rouges. Libéralisme, nationalisme et anticléricalisme au milieu du XIXe siècle*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030433044)*;* Joseph Costisella, *L'Esprit révolutionnaire dans la littérature canadienne-française* ;Jeanne d’Arc Lortie, *La Poésie nationaliste au Canada français (1606-1867),* p. 276-290 et 338-359 ; Guildo Rouseau, *L’Image des États-Unis dans la littérature québécoise (1775-1930*),p. 35-52. [↑](#footnote-ref-73)
74. Paul Veyne, *Comment on écrit l’histoire* (Paris, Editions du Seuil, 1971) : 10. [↑](#footnote-ref-74)
75. \* Cette bibliographie ne prétend pas être complète; elle indique un certain nombre d’études et de travaux indispensables à l’historien de la littérature. [↑](#footnote-ref-75)
76. Gérard Tougas, *Destin littéraire du Québec*, Montréal, Québec/Amérique, 1982. En contrepartie, et sur « l’inculture » américaine et la « décadence actuelle » au Québec, voir Pierre Vadeboncoeur, *Trois essais sur l’insignifiance*, Montréal, Editions de l’Hexagone, 1983. [↑](#footnote-ref-76)
77. Guildo Rousseau, *L’Image des États-Unis dans la littérature québécoise, 1775-1930*, Sherbrooke, Éditions Naaman, 1981. [↑](#footnote-ref-77)
78. James Doyle, *Annie Howells and Achille Fréchette*, Toronto, Universityof Toronto Press, 1979. Excellente biographie d’un « couple littéraire » du XIXe siècle. [↑](#footnote-ref-78)
79. Chantal Hébert, *Le Burlesque au Québec : un divertissement populaire*. Ville La Salle (Québec), Éditions Hurtubise HMH, 1981. [↑](#footnote-ref-79)
80. Cf. « Vieux articles et vieux ouvrages », La Revue franco-américaine, l, 4 (juill. 1908) : 315-319. [↑](#footnote-ref-80)
81. Cf. Gilles Paquet, « L’Émigration des Canadiens français vers la Nouvelle-Angleterre, 1870-1910 : prises de vues quantitatives ». *Recherches sociographiques*, 5, 3 (sept.-déc. 1964) : 319- 370. [↑](#footnote-ref-81)
82. Yolande Lavoie, *L’Émigration des Canadiens aux États-Unis avant 1930*, Montréal, Presses de l’Université de Montréal, 1972. [↑](#footnote-ref-82)
83. Cf. cependant la recherche récente du professeur Yves Roby de l’Université Laval, conférencier au colloque. [↑](#footnote-ref-83)
84. J’y reviens en raison de certaines ambiguïtés possibles, compte tenu de la traduction du titre, qui est : « The Image of Quebec in American Fiction of Immigration and Assimilation », Université de Montréal, 1980. [↑](#footnote-ref-84)
85. Référence au groupe de recherche « Textes de l’Exode ». D’autres groupes de recherche « historiques » et sémiotiques comprennent les groupes « L’Indien imaginaire (XVIIe siècle) » et « Harlequin (XVIIIe siècle au présent) ». [↑](#footnote-ref-85)
86. Jacques Ducharme, *The Shadows of the Trees. The Story of French Canadians in New England* (New York, Harper and Brothers, 1943) : 3. [↑](#footnote-ref-86)
87. Richard S. Sorrell, *The Sentinelle Affair (1924-1929) and Militant Survivance. The Franco-American Experience in Woonsocket,* Rhode Island(thèse de Ph.D., N.Y.S.U. at Buffalo, 1975) : 400. [↑](#footnote-ref-87)
88. Pierre Anctil, *A Franco-American Bibliography*. New England (Bedford, National Materials Development Center, 1979) : vi. [↑](#footnote-ref-88)
89. Claire Quintal et André Vachon (sous la direction de). *Situation de la recherche sur la Franco-américanie*, Québec, Le Conseil de la Vie française en Amérique, 1980, 100 p. [↑](#footnote-ref-89)
90. Pour éviter toute confusion au lecteur peu familier avec l’histoire constitutionnelle du Québec, nous utiliserons l’expression « le Québec » pour désigner l'entité géographique et politique connue sous le nom de Bas-Canada (1791-1941), Canada-Est (1841-1867) et province de Québec (1867-). [↑](#footnote-ref-90)
91. À titre d’exemples : *Rapport du Comité spécial de l'Assemblée législative nommé pour s'enquérir des causes et de l'importance de l'émigration qui a lieu tous les ans du Bas-Canada vers les États-Unis*,Montréal, Louis Perreault, 1849, 96 p. *; Le Canadien émigrant, par douze missionnaires des Townships de l'Est,* Québec, Côté, 1851,46 p. ; *Rapport du Comité spécial nommé pour s’enquérir des causes de l’émigration du Canada aux États-Unis d'Amérique ou ailleurs*, Toronto, John Lovell, 1857, 149 p. [↑](#footnote-ref-91)
92. Guildo Rousseau, *L’image des États-Unis dans la littérature québécoise (1775-1930),* Sherbrooke, Éditions Naaman, [1981], en particulier le chapitre VI intitulé « L’abîme des facteries », p. 152-181. [↑](#footnote-ref-92)
93. Mgr Thomas Cooke, *Circulaire*, 22 janvier 1864 (rédigée par J.-F. Laflèche) ; Édouard Hamon, *Exil et Patrie. Drame en cinq actes*, Montréal, Librairie Beauchemin, [1882], 77 p. ; Léon Provancher, « Études sur l’émigration des Canadiens français aux États-Unis », dans *L’Écho du Cabinet de lecture paroissial de Montréal*, 14 (1872) : 736-746 ; Charles-Edmond Rouleau, L’Émigration. Ses principales causes, Québec, Léger Brousseau, 1896, 149 p. ; Benjamin Suite, « Un besoin pressant », dans La Revue Canadienne, 6 (1869) : 807-814. [↑](#footnote-ref-93)
94. Dans P. Ph. Charette (sous la direction de). *Noces d’or de la Société Saint-Jean-Baptiste*. Compte rendu officiel des fêtes de Montréal (Montréal, Typ. du journal Le Monde, 1884) : 177. [↑](#footnote-ref-94)
95. *Ibid*., p. 335. [↑](#footnote-ref-95)
96. Robert Rumilly, *Histoire des Franco-américains*, Montréal, édité par l’auteur, 1958, passim. Soulignons en particulier le Mémoire sur la situation des Canadiens français aux États-Unis de l’Amérique du Nord, Rome, Imprimerie A. Befani, 1896, que Mgr Antoine Racine, évêque de Sherbrooke, laisse en 1892 au préfet de la propagande, le cardinal Ledochowski et la lutte implacable que mène J.-L.-K. Laflamme dans *La revue franco-américaine*, de 1908 à 1912, contre les visées assimilatrices de Mgr Walsh, évêque de Portland et de l’épiscopat irlandais en Amérique du Nord. Voir aussi certains écrits de Mgr L.-A. Pâquet : *L’Église et les survivances nationales*, Brest, Presses Libérales, 1924, 24 p. ; « L’Église et les clergés nationaux ». *Le Canada français*, 14, 2 (oct. 1926) : 85-91. [↑](#footnote-ref-96)
97. Georges Bellerive, *Orateurs canadiens aux États-Unis*. *Conférences et discours* (Québec, Imprimerie H. Chassé, 1908) : 155. [↑](#footnote-ref-97)
98. Robert Rumilly, op. cit., p. 290. On lui rappellera cette déclaration après sa condamnation des Sentinellistes en 1929 : *L'Affaire de Providence et la crise religieuse en Nouvelle-Angleterre*, Montréal, 1929, 22 p. [↑](#footnote-ref-98)
99. Voir John Higham, *Strangers in the Land. Patterns of American Nativism, 1860-1925*. New Jersey. Rutgers University Press, 1955 ; dans le cas de la Nouvelle-Angleterre, on lira aussi avec grand profit : Barbara M. Solomon, *Ancestors and Immigrants. A Changing New England Tradition*, Chicago, The University of Chicago Press, 1956. [↑](#footnote-ref-99)
100. Pierre Anctil, « Chinese of the Eastern States, 1881 », *Recherches Sociographiques*, 22, 1 (janv.-av. 1981) : 125-131 ; Pierre Anctil, « L'identité de l'immigrant québécois en Nouvelle-Angleterre. Le rapport Wright de 1882 », *Recherches sociographiques*, 22, 3 (sept.-déc. 1981) :331-361. [↑](#footnote-ref-100)
101. Calvin E. Amaron. *The Evangelization of the French Canadians of New England*, Lowell, Campbell and Hanscom, 1885 ; Calvin E. Amaron, *Your Heritage or New England Threatened*, Springfield (Mass.), French Protestant College, 1891. [↑](#footnote-ref-101)
102. Sur la perception qu’ont les Américains du Franco-américain, il existe peu ou pas d’études spécialisées mais une abondante littérature. En plus des nombreux commentaires, discours, éditoriaux, le lecteur lira avec profit les travaux et articles suivants fournis à titre d’exemples : Albert L. Bartlett, « The Transformation of New England », *Forum*, New York, 7(août 1889) : 634-644 ; Robert Cloutman Dexter, *The Habitant Transplanted : A Study of the French Canadian in New England*, thèse de Ph.D., Clark University, 1923 ; Robert C. Dexter, « Fifty-fifty Americans », World’s Work, 47, 4 (août I924) : 336-371 ; Henry Loomis Nelson, « French Canadians in New England », *Harper’s New Monthly Magazine*, 87, 517 (juill. 1893) : 180-187 ; William Z. Ripley, « Race Factors in Labor Unions », *Atlantic Monthly*, 93, 557(mars 1904) : 299-308 ; John Talbot Smith, « The Truth about the French Canadians », New York, *Catholic World*, ( 1889) : 14 p. ; Egbert C. Smyth, « The French Canadians in New England », *Proceedings of the American Antiquarian Society*, 7 (1892) : 316-336. [↑](#footnote-ref-102)
103. Honoré Beaugrand, *Jeanne la fileuse*, Fall River (Mass.), Société de publication de l’indépendant, 1878 ; Thomas-Aimé Chandonnet, *Notre-Dame-des-Canadiens et les Canadiens aux États-Unis*, Montréal, Georges-E. D. Desbarats, 1872 ; Hugo-A. Dubuque, *Les Canadiens français de Fall River* (Mass.), notes historiques, Fall River, Mass., Imprimerie du journal Le Castor, 1883 ; Édouard Hamon, Les *Canadiens-Français de la Nouvelle-Angleterre*, Québec, N.S. Hardy, 1891 ; Edmond de Nevers, [*L’Avenir du peuple canadien-français*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.nee.ave), Paris, Jouve et Boyer, 1896 et [*L’Ame américaine. Les origines, la vie historique*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.nee.ame1). Paris, Jouve et Boyer, 1900, 2 vol. ; Télesphore Saint-Pierre, « La marche ascendante de notre race. Trois millions de Canadiens-français en Amérique », H.-J.-J.-B. Chouinard, *Annales de la Société Saint-Jean-Baptiste de Québec*, 4 (1902) :441-462 ; Jean-Frédéric Audet, *Histoire de la congrégation canadienne de Winooski*, au Vermont, Montréal, Imprimerie de l’Institution des Sourds-Muets, 1906. [↑](#footnote-ref-103)
104. Pour les communications de leurs représentants, voir H.-J.-J.-B. Chouinard (sous la direction de). *Fête nationale des Canadiens-français, célébrée à Québec en 1880*, Québec, Imprimerie A. Côté et cie, 1881 ; P. Ph. Charette (sous la direction de). *Noces d'or de la Saint-Jean-Baptiste*. Compte rendu officiel des fêtes de 1884 à Montréal, Montréal, Typ. du journal *Le Monde*, 1884. [↑](#footnote-ref-104)
105. Félix Gatineau. Historique des conventions générales des Canadiens-Français aux États-Unis, 1865-1901, Woonsocket (R.L), L’Union Saint-Jean-Baptiste d’Amérique, 1927. Ce volume est une véritable mine d’or pour l’étude de l’idéologie des leaders franco-américains. [↑](#footnote-ref-105)
106. Voir *Ferdinand Gagnon, sa vie et ses œuvres*, Worcester (Mass.), C.F. Lawrence et Cie, 1886. [↑](#footnote-ref-106)
107. P.U. Vaillant, « Notes biographiques sur messire P.J.B. Bédard », *La Revue franco-américaine*, 2, 2 (déc. 1908) : 126-134 ; 2, 3(janv. 1909) : 212-222 ; 2, 4(fév. 1909) : 286-308 ; Charles Daoust et Eugène Breault, *Histoire des Canadiens-français du Rhode Island*. *Nos sociétés et nos bienfaiteurs*, Woonsocket, 1895 ; J. L. K. Laflamme, 17 articles intitulés « Les Canadiens aux États-Unis », parus dans *La Revue canadienne* en 1901 et 1902 ; D.-M.-A. Magnan, *Histoire de la race française aux États-Unis*, Paris, Charles Amat, 1913 et *Notice historique ; Notre-Dame de Lourdes de Fall River*, Mass., Québec, Imprimerie Le Soleil, 1925 ; Alexandre Belisle, *Histoire de la presse franco-américaine*, Worcester (Mass.), *L’Opinion publique*, 1911 et *Livre d'or des Franco-américains de Worcester*, Massachusetts, Worcester, Compagnie de Publication Belisle, 1920 ; Louis Lalande, *Saint-Antoine de New Bedford, Mass*., Montréal, Imprimerie du Messager, 1913 ; Joseph-Arthur D’Amours, Saint-Mathieu de Central faits ; une paroisse de langue française aux États-Unis, Québec, l’Action Sociale, 1917 ; Félix Gatineau, *Histoire des Franco-américains de Southbridge*, *Mass*., Framingham (Mass.), Lakeview Press., 1919 ; Marie-Louise Bonier, *Débuts de la colonie franco-américaine de* Woonsocket, R.I., Framingham (Mass.), Lakeview Press, 1920 ; Bruno Wilson, *L'Evolution de la race française en Amérique : Vermont, New Hampshire*, *Connecticut, Rhode Island*, Montréal, Beauchemin, 1921 ; six études intéressantes sur la situation du français en Nouvelle-Angleterre dans *Premier congrès de la langue française au Canada, Québec 1912,* *Mémoires*, Québec, Imprimerie de l’Action Sociale Limitée, 1914. [↑](#footnote-ref-107)
108. Saint-Pierre, « La marche ascendante... », p. 461. [↑](#footnote-ref-108)
109. D.-M.-A. Magnan, *Histoire de la race française aux États-Unis* (Paris, Charles Amat, 1913) : 279. [↑](#footnote-ref-109)
110. Edmond de Nevers, [*L’avenir du peuple canadien-français*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.nee.ave) (Paris, Jouve et Boyer, 1896) : 326. [↑](#footnote-ref-110)
111. Édouard Hamon, *Les Canadiens-Français de la Nouvelle-Angleterre* (Québec, N.S. Hardy, 1891) : 5. [↑](#footnote-ref-111)
112. Dans Félix Gatineau (sous la direction de).Historique des conventions générales des Canadiens français aux États-*Unis, 1865-1901* (Woonsocket (R.I.), 1927) : 406. [↑](#footnote-ref-112)
113. À titre d’exemples : Henri d’Arles, *Le français dans le New Hampshire*, 1919, tract no 5 ; Georges-Albert Guertin, *La langue française et le christianisme*, 1919, tract no 3 ; D.-M.-A. Magnan, *La paroisse franco-américaine*, 1919, tract no 11. [↑](#footnote-ref-113)
114. Voir en particulier les travaux de Hamon, de Nevers, Laflamme, Magnan, Jules-Paul Tardivel, *La situation religieuse aux États-Unis. Illusions et réalités*, Montréal, Librairie Saint-Joseph, Cadieux et Derôme, 1900 et J.B. Geniesse, *Pour aider à la solution de questions qui s'agitent aux États-Unis et au Canada*, Rome, 1912. On y trouvera une description et une interprétation des principaux épisodes de cette lutte. Les monographies paroissiales laissent entendre que, dans les débuts, la situation entre les deux groupes était moins tendue qu’elle ne le deviendra par la suite. [↑](#footnote-ref-114)
115. À titre d’exemples seulement, parce que trop nombreux pour être recensés dans le cadre de ce travail : *Almanach canadien-français religieux et statistique pour la Nouvelle-Angleterre pour l’année 1886*, Woonsocket (R.I.), 1886 ; Albert Bélanger, *Guide officiel des Franco-américains*, Fall River (Mass.), 1922 à 1940 ; Arthur Baribault, *Histoire et statistiques des Canadiens-Américains du Connecticut, 1885-1898*, Worcester (Mass.), Imprimerie de l’Opinion publique, 1899 (essentiel pour les incidents de Danielson ; Odule Laplante, « Les Franco-américains du Maine » [recensement]. *La Revue franco-américaine*, 2, 3 (janv. 1909) : 206-209. [↑](#footnote-ref-115)
116. Adjutor Rivard, « L’Action française par les Canadiens en Amérique », *Les Quarante ans de la Société historique franco-américaine* (Boston, 1940) : 172. [↑](#footnote-ref-116)
117. Henri Bourassa, « Les Franco-américains », *Le Bulletin de la Société historique franco-américaine* (1956) : 167. [↑](#footnote-ref-117)
118. Lionel Groulx, *L'amitié française d’Amérique* (Montréal, Bibliothèque de l’Action française, 1922) : 9. [↑](#footnote-ref-118)
119. Elphège-J. Daignault, *Le vrai mouvement sentinelliste en Nouvelle-Angleterre, 1923-1929*, *et l’affaire du Rhode Island*, Montréal, Éditions du Zodiaque, 1935 ; J.-Albert Foisy, *Histoire de l’agitation sentinelliste dans la Nouvelle-Angleterre, 1925-1928*, Woonsocket, La Tribune Publishing Co., 1928 et l’Association canado-américaine. Les Franco-américains peints par eux-mêmes, Montréal, Éditions Albert Lévesque, 1936. Ces conférences, prononcées par des sympathisants de la cause sentinelliste, font le bilan de la situation des Franco-américains en Nouvelle-Angleterre, de leurs institutions nationales et de ce qui les menace. Pour comprendre la portée de ces conférences, il faut les replacer dans le contexte de l’agitation sentinelliste et des appuis que sollicitaient auprès du clergé et des nationalistes québécois les adversaires en présence. [↑](#footnote-ref-119)
120. Josaphat Benoît, *L'âme franco-américaine* (Montréal, Éditions Albert Lévesque, 1935) : 226. [↑](#footnote-ref-120)
121. Hormidas Hamelin, perçu par la majorité comme un tenant « extrémiste » de l’intégration au milieu américain, écrit : « ... ceux qui pour canadianiser les Franco-américains de la génération actuelle ignorent leurs besoins, ne font pas une meilleure besogne, [que les Irlandais plus tôt] nuisent également à la religion et travaillent contre les meilleurs intérêts de leurs frères ». *Notre-Dame-des-Sept-Douleurs ou une paroisse franco-américaine* (Copyright by the author, 1916) : 90. En plus de cette très intéressante monographie paroissiale, on peut lire du même auteur *Lettres à un ami sur la patrie, la langue et la question franco-américaine*, Montréal, Imprimerie des sourds-muets, 1930. [↑](#footnote-ref-121)
122. Josaphat Benoît, *L’âme franco-américaine* (Montréal, Éditions Albert Lévesque, 1935) : 148. À notre avis, le meilleur exposé de l’idéologie de la survivance. [↑](#footnote-ref-122)
123. En plus du travail cité ci-dessus, voir pour un résumé, Josaphat Benoît, « L’âme franco-américaine », *Bulletin de la société historique franco-américaine* (1935) : 3-10. [↑](#footnote-ref-123)
124. Adrien Verrette, *La Croisade franco-américaine*, Manchester, L’Avenir national, 1938. Mgr Verrette est un infatigable chroniqueur et mémorialiste à qui nous devons un nombre considérable de monographies paroissiales, albums-souvenirs, articles et conférences. Cette perception du fait franco-américain a son écho au Québec. Voir : Alexandre Dugré, Notre survivance française. Comité régional du Rhode Island, *2e Congrès de la langue française à Québec, 27 juin-1er juillet 1937*, Montréal, Imprimerie du Messager, 1937 ; Paul-Émile Gosselin, « Nos frères des États-Unis », Le Canada français, 24, 8 (av. 1937) : 750-759 ; Cardinal Rodrigue Villeneuve, *Le fait français en Amérique*, Québec, Librairie de l’Action catholique, 1938. [↑](#footnote-ref-124)
125. Alexandre Goulet, *Une Nouvelle-France en Nouvelle-Angleterre*,Paris, Édouard Duchemin, Librairie de jurisprudence ancienne et moderne, 1934 ; Jacques Ducharme, *The Shadows of the Trees. The Story of the French Canadians in New England*, New York, Harper and Brothers, 1943 ; Maximilienne Tétrault, *Le rôle de la presse dans l’évolution du peuple franco-américain de la Nouvelle-Angleterre*, Marseille, Imprimerie Ferran et Cie, 1935 ; Mary-Carmel Therriault, *La littérature française de Nouvelle-Angleterre*, Montréal, Fides, 1946 ; Ulysse Forget, *La paroisse Saint-Jean-Baptiste de Warren, état du Rhode Island (1877-1952),* Montréal, Imprimerie populaire, 1952. [↑](#footnote-ref-125)
126. Edward B. Ham, « Programme de recherches franco-américaines ». *Le Canada français*, 25, 2 (oct. 1937) : 216. [↑](#footnote-ref-126)
127. William Macdonald, « The French Canadians in New England », *The Quarterly Journal of Economics*, 12 (av. 1898) :245-279 ; A. R. Lower, « New France in New England », *New England Quarterly*, 2, 2(av. 1929) : 278-295 ; Edward B. Ham, « Joumalism and the French Survival in New England », *New England Quarterly*, 1 l (mars 1938) : 88-107 ; « French National Societies in New England », *New England Quarterly*, 12 (juin 1939) :315-322 ; « En marge de la survivance franco-américaine », *Le Canada français*, 27, 3(nov. 1939) : 261-280 ; Richard Allen Foley, *From French-Canadian to Franco-American : A Study of the Immigration of the French Canadian into New England*, *1650-1935*, thèse de Ph.D., Harvard University, 1939 ; Granville T. Prior, *The French Canadians in New England*, thèse de M.A., Brown University, Providence, (R. I.), 1932 et Marcus Lee Hansen, *Mingling of the Canadian and American Peoples*, New Haven, Yale University Press, 1940. [↑](#footnote-ref-127)
128. Jacques Ducharme, « Après trente ans ». *Les Franco-américains. La promesse du passé, les réalités du présent*. Colloque coordonné par le National Materials Development Center for French and Portuguese, 1976, Bedford (N.H.), 1976, p. 17. C’est l’ensemble des communications qu’il faut lire pour connaître la perception que les Franco-américains ont présentement d’eux-mêmes. À ce propos, sont aussi à consulter les 12 conférences prononcées lors du XIe Congrès des Franco-américains tenu à Bedford (N.H.), en septembre 1974 : *Le Franco-américain au 20e siècle*. Comité de Vie franco-américaine, 1976. [↑](#footnote-ref-128)
129. Voir les communications de Richard Santerre, Thomas Landry, Paul Paré et Claire Quintal, lors du Colloque de 1976. [↑](#footnote-ref-129)
130. À titre d’exemples d’une très abondante littérature, voir, en plus des études déjà citées : Comité d’orientation franco-américaine. *Notre vie franco-américaine*, Boston, 1949 ; Ernest R. D’Amours, « L’avenir de la culture française en Amérique du Nord », *Le Canado-américain*, 3, 2-3 (1962) : 14-20 et 26-32 ; Thomas-M. Landry, *Mission catholique et française en Nouvelle-Angleterre*, Québec, Éditions Ferland, 1962 ; Paul Chassé, « Les Canuks et les Cajuns, les États-Unis d’Amérique », *Culture française*, 3 (aut. 1976) : 38-49 ; Richard Santerre, « En quoi le français peut-il encore être utile en Amérique du Nord ? », *Forces*, 46-47(1979) : 48-57. [↑](#footnote-ref-130)
131. En ce qui concerne les États-Unis, lire le remarquable bilan que fait Michael Kammen, « The Historian’s Vocation and the State of the Discipline in the United States » M. Kammen (sous la direction de), The Past Before Us (Ithaca, Cornell University Press, 1980) : 19-46. [↑](#footnote-ref-131)
132. Robert Rumilly, Histoire des Franco-américains, Montréal, 1958. C’est aussi le thème majeur de deux études de Hervé B. Lemaire, « Les Franco-américains de Fall River », Conférence de l'Institut Franco-américain (Brunswick (Maine), Bowdoin College, 1961 ) :39- 49 et « Franco-American Efforts on Behalf of the French Language in New England » dans Joshua Fishman (sous la direction de), Language Lovaltv in the United States (The Hague, Mouton, 1966) : 253-279. [↑](#footnote-ref-132)
133. Le Mohican, « Le carquois d’un Mohican », Le Canado-américain, 1, 2(août-sept. 1958) : 9. [↑](#footnote-ref-133)
134. Mason Wade, « The French Parish and Survivance in Nineteenth Century New England », The Catholic Historical Review, 36, 2(juill. 1950) : 163-189. [↑](#footnote-ref-134)
135. Sœur Florence Marie Chevalier, *The Role of French National Societies in the Socio-Cultural Evolution of the Franco-Americans of New England from 1860 to the Present : an Analytical Macro-Sociological Case in Ethnic Integration Based on Current Social System Models*,thèse de Ph.D., Catholic University of America, 1972. [↑](#footnote-ref-135)
136. Gaston Carrière, *Histoire documentaire de la Congrégation des Missionnaires des Oblats de Marie-Immaculée dans l'Est du Canada*. 2e partie. Dans la seconde moitié du XIXe siècle (1861-1900), *tome X,* Ottawa, Éditions de l’Université d’Ottawa, 1972 ; J.-Antonin Plourde, *Dominicains au Canada. Livre des documents. Vol. 2 : les cinq fondations avant l’autonomie (1881-1911),* s.l, 1975. [↑](#footnote-ref-136)
137. J.-Antonin Plourde, « Sainte-Anne de Fall River ». *Le Rosaire* (juin-juill.-août 1969) : 56 p. et « 1870-1970. Cent ans de vie paroissiale, SS. Pierre et Paul de Lewiston », *Le Rosaire* (1970) : 56 p. [↑](#footnote-ref-137)
138. Kenneth Woodbury, « An Incident between the French Canadians and the Irish in the Diocese of Maine in 1906 », *The New England Quarterly*, 60 (juin 1967) : 260-269. [↑](#footnote-ref-138)
139. Dennis R. Garff, *Heirs of New France : an Ethnic Minority in Search of Security. A Study of Canadian Society and Politics in Late Nineteenth Century New England and Quebec Province*, Fletcher School of Law and Diplomacy, 1970. [↑](#footnote-ref-139)
140. Philip Silvia, « The Flint Affaire French-Canadian Struggle for Survivance », *The Catholic Historical Review*, 65, 3 (juill. 1979) : 414-435 ; Richard S. Sorrell, *The Sentinelle Affair (1924-1929) and Militant Survivance : The Franco-American Expérience in Woonsocket*, *R.I.,* thèse de Ph.D., State University of New York at Buffalo, 1975 ; il a publié un résumé satisfaisant dans « Sentinelle Affair (1924-1929), Religion and Militant Survivance in Woonsocket, R.I. », *Rhode Island History*, 36, 3 (août 1977) : 67-80. [↑](#footnote-ref-140)
141. George F. Thériault, *The Franco-Americans in a New England Community. An Experiment in Survival*, thèse de Ph.D., Harvard University, 1951 ; pour un résumé voir : « The Franco-Americans of New England », Mason Wade (sous la direction de), *Canadian Dualism/La dualité canadienne* (Québec, Presses de l’Université Laval, 1960) : 392-411. [↑](#footnote-ref-141)
142. Peter Haebler, *Habitants in Holyoke : the Development of the French Canadian Community in a Massachusetts City, 1865-1910*, thèse de Ph.D., University of New Hampshire, 1976. Dommage que ces deux études reflètent une connaissance insuffisante du Québec. [↑](#footnote-ref-142)
143. Michael J. Guignard, La foi. *La langue. La culture. The Franco-Americans of Biddeford, Maine*, Michael Guignard, 1982. Gerald Blazon, *A Social History of the French-Canadian Community of Suncook, New Hampshire (1870-1920),* University of New Hampshire, 1974 ; Pierre Anctil, *Aspects of Class Ideology in a New England Ethnie Minority : the Franco-Americans of Woonsocket, Rhode Island (1865-1929),* thèse de Ph.D., New School for Social Research, 1980 ; Pierre Anctil avait déjà attiré notre attention sur l’importance de son sujet dans « La franco-américanie ou le Québec d’en bas ». *Cahiers de géographie du Québec*, 23, 58 (av. 1979) :39-53. N’ayant pas lu, pour diverses raisons, les trois thèses ci-dessus, je juge plus prudent de ne pas les commenter. [↑](#footnote-ref-143)
144. Gilles Paquet, « L’émigration des Canadiens français vers la Nouvelle-Angleterre, 1870-1910 : prises de vue quantitatives », *Recherches sociographiques*, 5, 3 (sept.-déc. 1964) :319-371 ; Yolande Lavoie, *L’émigration des Canadiens aux États-Unis avant 1930. Mesure du phénomène*, Montréal, Presses de l’Université de Montréal, 1972 ; et « Les mouvements migratoires des Canadiens entre leur pays et les États-Unis au XIXe et au XXe siècles : étude quantitative », Hubert Charbonneau (sous la direction de), *La population du Québec : études rétrospectives* (Les éditions du Boréal Express, 1973) : 73-88 ; et *L’émigration des Québécois aux États-Unis de 1840 à 1930*, Québec, Éditeur officiel du Québec, 1979 ; Ralph D. Vicero, *Immigration of French Canadians to New England, 1840-1900 : A Geographical Analysis*, thèse de Ph.D., University of Wisconsin, 1968. [↑](#footnote-ref-144)
145. En plus des études mentionnées ci-dessus, voir : Ralph D. Vicero, « Sources statistiques pour l’étude de l'immigration et du peuplement canadien-français en Nouvelle-Angleterre au cours du XIXe siècle ». *Recherches sociographiques*, 12, 3 (sept.-déc. 1971) : 361-377. [↑](#footnote-ref-145)
146. Dans Claire Quintal (sous la direction de). *Situation de la recherche sur la Franco-américanie*, Premier colloque de l’Institut français du Collège de l’Assomption, mars 1980 (Québec, 1980) : 30. [↑](#footnote-ref-146)
147. Pour cette période et la suivante, on trouvera des informations supplémentaires dans : Rolande Boulanger, *L'émigration canadienne-française aux États-Unis : 1920-1930*, thèse de M.A., Université McGill, 1972 et Claude Dionne, *L'émigration du Canada aux États-Unis de 1945 à 1968*, thèse de M.A., Université de Montréal, 1971. [↑](#footnote-ref-147)
148. Donald Chaput, « Some Repatriement Dilemmas », *Canadian Historical Review*, 44 (déc. 1968) :400-412 et John Little, « La Patrie : Quebec’s Repatriation Colony, 1875-1880 », *Communications historiques*, 1977 (Société historique du Canada, 1977) : 67-85. [↑](#footnote-ref-148)
149. Albert Faucher, « [L’émigration des Canadiens français aux États-Unis au XIXe siècle : position du problème et perspective](http://classiques.uqac.ca/contemporains/faucher_albert/emigration_cf_aux_USA/emigration_cf_aux_USA.html)». *Recherches sociographiques*, 5, 3 (sept.-déc. 1964) : 277-317 ; et « Explications socio-économiques des migrations dans l’histoire du Québec », *Mémoires de la Société Royale du Canada*, quatrième série, tome XIII (1975) : 91-107. [↑](#footnote-ref-149)
150. Yves Roby, « L’évolution économique du Québec et l’émigrant (1850-1929) », *L’émigrant québécois vers les États-Unis : 1850-1920* (Québec, Le Conseil de la vie française en Amérique, 1982) : 8-20. (Deuxième Colloque de l’Institut français du Collège Assomption, Worcester, Mass., mars 1981). Voir aussi Jean Hamelin et Yves Roby, *Histoire économique du Québec, 1851-1896*, Montréal, Fides, 1971. [↑](#footnote-ref-150)
151. Ralph Vicero, *op. cit*, James Allen, « Migration Fields of French-Canadian immigrants to Southern Maine », *Geographical Review*, 62, 3 (juill. 1972) : 366-383 et « Franco-Americans in Maine : A Geographical Perspective », *Acadiensis*, 4, l (aut. 1974) : 32-66. Voir aussi Sylvie Rimbert, « L’immigration franco-canadienne au Massachusetts », *Revue canadienne de géographie*, 8, 3-4 (juill.-oct. 1954) : 75-85. [↑](#footnote-ref-151)
152. Voir par exemple : Rémi Tremblay, *Pierre qui roule. Souvenirs d’un journaliste*, Montréal, Beauchemin, 1923. [↑](#footnote-ref-152)
153. Pierre Savard, « Relations between French-Canadian and American Catholics in the last third of the nineteenth century ». *Culture*, 31, l (mars 1970) : 24-39. Savard a déjà consacré une minutieuse étude à la présence des États-Unis dans l’œuvre de Tardivel, *Jules-Paul Tardivel, la France et les États-Unis, Québec*, Presses de l’Université Laval, 1967. [↑](#footnote-ref-153)
154. Jean-Guy Lalande, *Le mouvement sentinelliste : réflexions sur un problème de survivance*, thèse de M.A., Université Laval, 1971. [↑](#footnote-ref-154)
155. Claude Galarneau, *Les collèges classiques au Canada français*, Montréal, Fides, 1978. [↑](#footnote-ref-155)
156. Voir surtout l’article de Nive Voisine, « Les valeurs religieuses de l’émigrant québécois » (Québec, Le Conseil de la vie française en Amérique, 1982) : 21-38. [↑](#footnote-ref-156)
157. Regroupés sous le titre. *Silhouettes franco-américaines*, Manchester, Publications de l’Association canado-américaine, 1957. [↑](#footnote-ref-157)
158. Yves Roby, « Ferdinand Gagnon », *Dictionnaire biographique du Canada*, XI (Québec, Presses de l’Université Laval, 1982) :362-364. [↑](#footnote-ref-158)
159. Les volumes de Tamara Hareven et Randolph Langenback, *Amoskeag : Life and Work in an American Factory-City*, New York, Panthéon Books, 1978, de Dyke Hendricken, *Quiet Presence : Histoires de Franco-américains en New England*, Portland (Maine), Guy Gannett Publishing Co., 1980, et de Normand Lafleur, *Les « Chinois » de l'Est ou la vie quotidienne des Québécois émigrés aux États-Unis de 1840 à nos jours*, Montréal, Leméac, 1981, démontrent bien la richesse des informations que l’on peut tirer des enquêtes orales. Les textes de présentation des deux derniers sont toutefois beaucoup trop superficiels. [↑](#footnote-ref-159)
160. Philip Silvia, *The Spindle City : Labor, Politics and Religion in Fait River*. *Massachusetts, 1870-1905*, thèse de Ph.D., Fordham University, 1973 ; Antony Coelho, *Row of Nationalities : Life in Working Class Community : the Irish, English and French Canadians of Fall River, Massachusetts, 1850-1890*, thèse de Ph.D., Brown University, 1980 ; Frances Early, *French-Canadian Beginnings in an American Community : Lowell, Massachusetts, 1868-1886*, thèse de Ph.D., Université Concordia, 1979 ; voir aussi l’ensemble des travaux présentés au troisième colloque annuel de l’Institut français du Collège de l’Assomption, Worcester, tenu en mars 1982 : *The Little Canadas of New England*, Assumption College, 1983. [↑](#footnote-ref-160)
161. Iris S. Podea, « Quebec to <Little Canada> : the Coming of the French Canadians to New England in the Nineteenth Century », *The New England Quarterly*, 23, 3 (sept. 1950) : 365-380. [↑](#footnote-ref-161)
162. Daniel Walkowitz, *Worker City, Company Town. Iron and Cotton-Worker Protest in Troy and Cohoes, New York, 1855-84*, Urbana University of Illinois Press, 1978 ; Tamara K. Hareven, *Family Time and Industrial Time. The Relationship between the Family and Work in a New England Industrial Community*, Cambridge, Cambridge University Press, 1982 ; Frances H. Early, « The French-Canadian Family Economy and Standard-of-Living in Lowell, Massachusetts, 1870 », *Journal of Family History* (été 1982) : 180-200. [↑](#footnote-ref-162)
163. Richard Sorrell, « Sports and Franco-Americans in Woonsocket, 1870-1930 », *Sports* (aut. 1977) : 116-126. [↑](#footnote-ref-163)
164. Ernest B. Guillet, *French Ethnic Literature and Culture in an American City, Holyoke, Massachusetts*, Amherst, University of Massachusetts, 1978. [↑](#footnote-ref-164)
165. Paul-P. Chassé, *Les poètes franco-américains de la Nouvelle-Angleterre (1875-1925),* thèse de doctorat. Université Laval, 1968. [↑](#footnote-ref-165)
166. Richard Santerre, *Le roman franco-américain de la Nouvelle-Angleterre, 1878-1943*, thèse de Ph.D., Boston College, 1974 ; le même auteur a préparé une imposante anthologie de la littérature franco-américaine pour le compte du National Materials Development Center : *Littérature franco-américaine de la Nouvelle-Angleterre. Anthologie, 1980-1981*, 9 vol. En même temps François Roche présentait au public : *Les Francos de la Nouvelle Angleterre. Anthologie franco-américaine* (XIXe *siècle).* Editions Lare, 1981. [↑](#footnote-ref-166)
167. Armand B. Chartier, « Pour une problématique de l’histoire littéraire franco-américaine », Claire Quintal (sous la direction de). *Situation de la recherche sur la Franco-américanie* (Québec, Le Conseil de la Vie française en Amérique, 1980) : 81-100. [↑](#footnote-ref-167)
168. Voir à ce propos les commentaires éclairés de Richard Sorrell, « L’histoire en tant que roman, le roman en tant qu’histoire. Le roman ethnique franco-américain de langue anglaise », Claire Quintal, *op. cit.,* p. 64-81. [↑](#footnote-ref-168)
169. Consulter à ce sujet le travail innovateur dirigé par Eric Waddell et Dean Louder sur les Québécois installés en Floride : « Les nouvelles migrations de Québécois : La Floride », *Vie française*, 36, 10-11-12 (1982). [↑](#footnote-ref-169)
170. Si cela peut constituer une mesure quelconque du phénomène en question. *Le Devoir* avouait dans son édition du 21 janvier 1981 posséder une quatre-vingtaine de points de vente en Floride, chiffre que doivent dépasser très largement les journaux québécois plus populaires. [↑](#footnote-ref-170)
171. Ce journal est disponible également au Québec, avec des bureaux à Hollywood en Floride et à Chambly au Québec. [↑](#footnote-ref-171)
172. Voir de Calvin Veltman : « Le sort de la francophonie aux États-Unis », *Les Cahiers québécois de démographie*, 9 (1980) : 43-58 ; et *Language Shift in the United States*, Amsterdam, Mouton, 1983, 432 p. [↑](#footnote-ref-172)
173. L’exception demeure Robert B. Perreault qui a fait paraître en 1983, à Manchester (N.H.), un roman en français intitulé : *L'Héritage*. [↑](#footnote-ref-173)
174. New York, McGraw Hill, 1963, 152 p. [↑](#footnote-ref-174)
175. Garden City (N.Y.), Doubleday and Co., 1961, 239 p. [↑](#footnote-ref-175)
176. Voir à ce sujet les études récentes de Gérard-J. Brault et de Irène Mailhot-Bernard. [↑](#footnote-ref-176)
177. Voir Du continent perdu à l’archipel retrouvé. *Le Québec et l’Amérique française*, édité par Eric Waddell et Dean Louder, Québec, Presses de l’Université Laval, 1983, 312 p. [↑](#footnote-ref-177)
178. « 50 Who Made the Différence. A Célébration of Fifty American Originals », *Esquire*, New York, 100, 6(déc. 1983). [↑](#footnote-ref-178)
179. « Du Québec en Nouvelle-Angleterre : Les Franco-américains de Chicopee (Massachusetts) 1860- 1980 » (mémoire de maîtrise préparé sous la direction du professeur Jean-Marie Mayeur (Université de Paris-lV Sorbonne), 1983) : 80. [↑](#footnote-ref-179)
180. « The French National Societies », *The New England Quarterly* (juin 1939) : 315-332, 321. [↑](#footnote-ref-180)
181. Outre l’Association canado-américaine, fondée en 1896, et dont le siège social se trouve à Manchester, New Hampshire, il y a l’Union Saint-Jean-Baptiste, fondée en 1900, dont le siège social est à Woonsocket, Rhode Island. [↑](#footnote-ref-181)
182. En 1982, Guignard a publié sa thèse à son compte dans un livre qu’il a intitulé *La foi. La langue. La culture. The Franco-Americans of Biddeford*, Maine. [↑](#footnote-ref-182)
183. Louis Hémon, [*Maria Chapdelaine*](https://beq.ebooksgratuits.com/pdf-word/Hemon-Maria-illustre.doc) (Paris, Bernard Grasset, 1924) : 252. [↑](#footnote-ref-183)
184. Margaret Prang, « Nationalism in Canada’s First Century, *Canadian Historical Association Report* (1968) : 114-125. [↑](#footnote-ref-184)
185. Carl Berger, *A Sense of Power : Studies in the Ideas of Canadian Imperialism, 1867-1914*, Toronto, University of Toronto Press, 1970. [↑](#footnote-ref-185)
186. Québec, Bureau de la Statistique, ministère de l'Industrie et du Commerce, *Annuaire du Québec, 1964-1965* (Québec, Imprimeur de la Reine, 1965) : 155. [↑](#footnote-ref-186)
187. Joseph Levitt, *Henri Bourassa and the Golden Calf : The Social Program of the Nationulists of Quebec (1900-1914)* (Ottawa, Les Éditions de l'Université d’Ottawa, 1969) : 11. [↑](#footnote-ref-187)
188. Jean Hamelin, Jean-Paul Montminy, « Québec 1896-1929 : une deuxième phase d’industrialisation », Fernand Dumont, Jean Hamelin, Fernand Harvey, Jean-Paul Montminy, [*Idéologies au Canada français, 1900-1929*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030174938) (Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1974) : 25. Le pourcentage des investissements américains parmi les investissements étrangers au Canada augmente de 23% en 1914 à 44% en 1920 et à 61% en 1930 ; quant aux investissements britanniques, leur part décroît de 72% en 1914, à 53% en 1920 et à 36% en 1930. (M.C. Urquhartet K.A. H. Buckley, *Historical Statistics of Canada*, p. 169, tableau reproduit dans Paul-André Linteau, René Durocher, Jean-Claude Robert, *Histoire du Québec contemporain*; l- *De la Confédération à la crise (1867-1929)* ([Montréal], Boréal Express, 1979) : 386. [↑](#footnote-ref-188)
189. Yves Roby, *Les Québécois et les investissements américains (1918-1929)* (Québec, Les Presses de l’Université Laval, 1976) :27-28. [↑](#footnote-ref-189)
190. Yolande Lavoie, *L’émigration des Canadiens aux États-Unis avant 1930 : mesure du phénomène* (Montréal, Les Presses de l’Université de Montréal, 1972) : 39. [↑](#footnote-ref-190)
191. Fernand Dumont, « Du début du siècle à la crise de 1929 : un espace idéologique », F. Dumont et al.. [*Idéologies... 1900-1929*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030174938), op. cit., p. 3. [↑](#footnote-ref-191)
192. Gustave Lanctôt affirme, en rapport avec la question des relations économiques avec les États-Unis en 1891 : « De façon générale, l’opinion québécoise battit froid à l’union commerciale ». « Le Québec et les États-Unis, 1867-1937 », Gustave Lanctôt, *Les Canadiens français et leurs voisins du Sud* (Montréal, Éditions Bernard Valiquette, 1941 ) : 271. [↑](#footnote-ref-192)
193. Voir Mason Wade, « Some Aspects of the Relations of French Canada with the United States », *Canadian Historical Association Report* (1944) : 30 et Pierre Savard, *Jules-Paul Tardivel, la France et les États-Unis, 1851-1905* (Québec, Les Presses de l’Université Laval, 1967) : 230- 231. [↑](#footnote-ref-193)
194. Savard, *op. cit*., p. 230. [↑](#footnote-ref-194)
195. *Ibid*., p. 363-379. Camille D. Clift montre que T.-D. Bouchard, rédacteur de l'Union de 1903 à 1911, partageait cette inquiétude. Voir son texte, « L’Union, 1903-1904 », F. Dumont, *op. cit*., p. 102-104. [↑](#footnote-ref-195)
196. *La Vérité*, 19 avril 1902, notes de recherche de Réal Bélanger en rapport avec « Le nationalisme d’un ultramontain de la fin du XIXe siècle : le cas de Jules-Paul Tardivel » (à paraître). [↑](#footnote-ref-196)
197. *Ibid*. [↑](#footnote-ref-197)
198. *La Vérité*, 12 octobre 1901, cité dans R. Bélanger, loc. cit. [↑](#footnote-ref-198)
199. John Hare, « Présentation », Jules-Paul Tardivel, *Pour la patrie : roman du XXe siècle* (Montréal, Hurtubise HMH, 1976) : 19. [↑](#footnote-ref-199)
200. Voir Richard Jones, [*Vers une hégémonie libérale : aperçu de la politique canadienne de Laurier à King*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030433034) (Québec, Presses de l’Université Laval, 1980) :97-117 ; Robert Craig Brown et Ramsay Cook, *Canada, 1896-1921 : A Nation Transformed* (Toronto, McClelland and Stewart, 1974) : 184. [↑](#footnote-ref-200)
201. Paul-Emile Lamarche, *Oeuvres-Hommages* ((Montréal], Bibliothèque de L’Action française, s.d.) : 91, cité dans Réal Bélanger, Paul-Émile Lamarche (à paraître). [↑](#footnote-ref-201)
202. Joseph Levitt, « Henri Bourassa : The Catholic Social Order and Canada’s Mission », F. Dumont et al.. [*Idéologies... 1900-1929*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030174938), op. cit., p. 212 (trad.). [↑](#footnote-ref-202)
203. Jean Drolet, « Henri Bourassa : une analyse de sa pensée », F. Dumont et al.. [*Idéologies... 1900-1929*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030174938)*, op. cit.*, p. 231. [↑](#footnote-ref-203)
204. Levitt, *loc. cit*. [↑](#footnote-ref-204)
205. Henri Bourassa, *Hier, aujourd’hui, demain : problèmes nationaux* (Montréal, s.é., 1916) : 144, cité dans Georges Vattier, *Essai sur la mentalité canadienne-française* (Paris, Librairie Ancienne Honoré Champion, 1928) : 338. [↑](#footnote-ref-205)
206. Bourassa, *op. cit*., p. 144. [↑](#footnote-ref-206)
207. Henri Bourassa, *L’intervention américaine : ses motifs, son objet, ses conséquenc*es (Montréal, Le Devoir, 1917) : 50-51. [↑](#footnote-ref-207)
208. Henri Bourassa, *Patriotisme, nationalisme, impérialisme* (Montréal, Imprimerie Populaire, 1923) : 50. [↑](#footnote-ref-208)
209. *La Patrie*, 14 décembre 1918, cité dans Roby, *op. cit*., p. 36. [↑](#footnote-ref-209)
210. William F. Ryan, *The Clergy and Economie Growth in Quebec (1896-1914)* (Québec, Les Presses de l’Université Laval, 1966) :262 (trad.). [↑](#footnote-ref-210)
211. *Ibid*., p. 267 (trad.). [↑](#footnote-ref-211)
212. Roby, *op. cit*., p. 54. [↑](#footnote-ref-212)
213. Mason Wade, *Les Canadiens français de 1760 à nos jours*, tome II, traduit de l'anglais par Adrien Venne (Ottawa, Le Cercle du livre de France, 1963) : 11. [↑](#footnote-ref-213)
214. Errol Bouchette publie, en 1906, un livre intitulé [*L'Indépendance économique du Canada français*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.boe.ind). Voir particulièrement l’introduction de Rodrigue Tremblay à une réédition de cet ouvrage (Montréal, Les Editions La Presse, 1977) : 9-45. [↑](#footnote-ref-214)
215. Pour les activités de Bourassa à la Législature provinciale, consulter Robert Rumilly, *Henri Bourassa, la vie publique d’un grand Canadien* (Montréal, Les Editions de l’Homme, [1953]) : 257-330. [↑](#footnote-ref-215)
216. Levitt, *op. cit*., p. 45 (trad.). [↑](#footnote-ref-216)
217. Wade, *Les Canadiens français*..., *op. cit*., tome 11, p. 284. [↑](#footnote-ref-217)
218. Levitt, *op. cit*., p. 44 (trad.). [↑](#footnote-ref-218)
219. *Le Devoir*, 26 juin 1911, cité dans *Ibid*., p. 74. [↑](#footnote-ref-219)
220. Dumont, loc. cit., p. 7 et Édouard Montpetit, « Errol Bouchette et l'Indépendance économique du Canada français ». *Action française*, 3, l (janv. 1919) : 20-21. [↑](#footnote-ref-220)
221. Levitt, *op. cit*., p. 78 (trad.). [↑](#footnote-ref-221)
222. André Siegfried, [*Le Canada, les deux races*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030295916) (Paris, Librairie Armand Colin, 1906) : 157. [↑](#footnote-ref-222)
223. Roby, *op. cit*., p. 55, 119. [↑](#footnote-ref-223)
224. Lavoie, *op. cit*., p. 39. [↑](#footnote-ref-224)
225. Gérald-A. Fortin calcule la fréquence de parution de ce thème, et d’une multitude d’autres, dans les pages des revues *L'Action française* et *L’Action nationale* de 1917 à 1954. Voir G.-A. Fortin, *An Analysis of the Ideology of a French Canadian Nationalist Magazine, 1917-1954 ; A Contribution to the Sociology of Knowledge*, thèse de Ph.D., Cornell University, 1956. [↑](#footnote-ref-225)
226. Wade, « Some Aspects... », *loc. cit*., p. 31. [↑](#footnote-ref-226)
227. « Notre doctrine », *L’Action française*, 5, l (janv. 1921 ) :31, cité dans Donald Smith, « L’Action française, 1917-1921 », Fernand Dumont, Jean Hamelin, Jean-Paul Montminy, [*Idéologies au Canada français, 1930-1939*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030178772) (Québec, Les Presses de l’Université Laval, 1978) : 361. [↑](#footnote-ref-227)
228. Lionel Groulx, « Nos responsabilités intellectuelles », L. Groulx, *Orientations* (Montréal, Les Éditions du Zodiaque, 1935) : 22-23. L’analyse qu’André-J. Bélanger fait de la pensée de Groulx démontre jusqu’à quel point la pensée politique y fait défaut. Voir A.-J. Bélanger, [*L'Apolitisme des idéologies québécoises : le grand tournant de 1934-1936*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030179044) (Québec, Les Presses de l’Université Laval, 1974) : 247-255. [↑](#footnote-ref-228)
229. « Lettre pastorale contre la désertion du sol natal », 1923, *Mandements, lettres pastorales et circulaires des évêques de Québec*, vol. XII, p. 297, cité dans Roby, *op. cit*., p. 78. [↑](#footnote-ref-229)
230. Roby, *op. cit*., p. 4-5, 23-29. [↑](#footnote-ref-230)
231. Cette question est étudiée dans Bernard L. Vigod, *Louis-Alexandre Taschereau : A Political Biography*, manuscrit inédit ; Herbert F. Quinn, *The Union Nationale : Quebec Nationalism from Duplessis to Lévesque*, 2e éd., Toronto, University of Toronto Press, 1979, ch. III, « The Challenge of Industrialism and the Growth of Nationalism », p. 29-47 ; Linteau, Durocher, Robert, op. *cit., p.* 385-389 ; B.L. Vigod, « Alexandre Taschereau and the Negro King Hypothesis ». *Revue d’études canadiennes*, 13, 2 (été 1978) :3-15 ; B.L. Vigod, *Response to Economic and Social Change in Quebec : The Provincial Administration of L.-A. Taschereau, 1920-1929*, thèse de Ph.D., Queen’s University, 1974. [↑](#footnote-ref-231)
232. Roby, *op. cit*., p. 44. [↑](#footnote-ref-232)
233. Richard Jones, [*L’Idéologie de “L’Action catholique”, 1917-1939*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030179126), Québec, Les Presses de l’Université Laval, 1974, ch. X, « L’urbanisation et l’industrialisation », p. 243-268. [↑](#footnote-ref-233)
234. *Ibid*., p. 229-242 et Louis Garon, « La Bonne Nouvelle, 1929-1933 », F. Dumont et al.. [*Idéologies... 1930-1939*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030178772), *op. cit*., p. 238-241. [↑](#footnote-ref-234)
235. Jean-Pierre Gaboury, *Le nationalisme de Lionel Groulx : aspects idéologiques* (Ottawa, Éditions de l’Université d’Ottawa, 1970) : 162-163. [↑](#footnote-ref-235)
236. Roby, *op. cit*., p. 83. [↑](#footnote-ref-236)
237. *Ibid*., p. 117. [↑](#footnote-ref-237)
238. Wade, *Les Canadiens français..., op. cit*., tome II, p. 302. [↑](#footnote-ref-238)
239. Voir Denis Monière, [*Le développement des idéologies au Québec des origines à nos jours*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.mod.dev) (Montréal, Éditions Québec/Amérique, 1977) :267-272 ; Quinn, op. cit., p. 48-72. [↑](#footnote-ref-239)
240. André-J. Bélanger et Vincent Lemieux, « Le nationalisme des partis politiques ». *Revue d’histoire de l’Amérique française*, 22, 4 (mars 1969) : 555-556. [↑](#footnote-ref-240)
241. Groulx, *Orientations, op. cit*., p. 44-45. [↑](#footnote-ref-241)
242. La Revue dominicaine. *Notre américanisation*, Montréal, L’Oeuvre de presse dominicaine, 1937. [↑](#footnote-ref-242)
243. Wade, « Some Aspects... », *loc. cit*., p. 33-34. [↑](#footnote-ref-243)
244. Édouard Montpetit, *Reflets d'Amérique* (Montréal, Éditions Bernard Valiquette, 1941) : 249. [↑](#footnote-ref-244)
245. *Ibid*., p. 252-253. [↑](#footnote-ref-245)
246. Peter Southam, « La pensée sociale d’Édouard Montpetit », F. Dumont et al., [*Idéologies... 1930-1939*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030178772)*, op. cit*., p. 320, 345. [↑](#footnote-ref-246)
247. Susan Mann Trofimenkoff, *Action française : French Canadian Nationalism in the Twenties* (Toronto, University of Toronto Press, 1975) : 117 (trad.). [↑](#footnote-ref-247)
248. Susan Mann Trofimenkoff, Abbé Groulx, *Variations on a Nationalist Theme* (Toronto, Copp Clark Publishing, 1973) : 12. [↑](#footnote-ref-248)
249. Jacques Rouillard, *Histoire de la CSN (1921-1981)* (s.l., CSN et Éditions Boréal Express, 1981 ) : 47. [↑](#footnote-ref-249)
250. *Ibid.*, p. 166. [↑](#footnote-ref-250)
251. Susan Mann Trofimenkoff, *The Dream of a Nation : A Social and Intellectual History of Quebec* (Toronto, Macmillan of Canada, 1982) : 267-268 (trad.). [↑](#footnote-ref-251)
252. *Ibid*., p. 282-283. [↑](#footnote-ref-252)
253. Québec, Commission royale d’enquête sur les problèmes constitutionnels. *Rapport vol. II* (Québec, 1956) : 34-35. [↑](#footnote-ref-253)
254. *Ibid*., p. 32. [↑](#footnote-ref-254)
255. Voir Quinn, *op. cit*., p. 81-84. [↑](#footnote-ref-255)
256. Commission royale..., *Rapport, op. cit*., vol. II, p. 59. [↑](#footnote-ref-256)
257. Voir René Durocher et Michèle Jean, « Duplessis et la Commission royale d’enquête sur les problèmes constitutionnels, 1953-1956 », *Revue d'histoire de l’Amérique française*, 25, 3 (déc. 1971) : 337-363. [↑](#footnote-ref-257)
258. Voir notamment Pierre Elliott Trudeau, *La grève de l’amiante*, Montréal, Éditions du Jour, 1970. [↑](#footnote-ref-258)
259. André-J. Bélanger, [*Ruptures et constantes : quatre idéologies du Québec en éclatement : la Relève, la J.E.C., Cité libre. Parti pris*](http://classiques.uqac.ca/contemporains/belanger_andre_j/ruptures_et_constantes/ruptures_et_constantes.html) (Montréal, Hurtubise HMH, 1977) :65-135. [↑](#footnote-ref-259)
260. Jean-Louis Roy, *Les programmes électoraux du Québec*, tome 11 (Montréal, Leméac, 1971) : 390-395. [↑](#footnote-ref-260)
261. R. Beaudin, « La stratégie de Parti pris ». *Parti pris*, 2, 9 (mai 1965) :47, cité dans Monière, *op. cit*., p. 346. Voir aussi l’analyse d’André-J. Bélanger, [*Ruptures*](http://classiques.uqac.ca/contemporains/belanger_andre_j/ruptures_et_constantes/ruptures_et_constantes.html).... *op. cit*., p. 139-193. [↑](#footnote-ref-261)
262. Voir Bernard Solasse, « Les idéologies de la Fédération des Travailleurs du Québec et de la Confédération des Syndicats nationaux, 1960-1978 », F. Dumont et al.. [*Idéologies au Canada français, 1940-1976*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030268970); tome II : Les mouvements sociaux ; les syndicats (Québec, Les Presses de l’Université Laval, 1981) : 219-294. [↑](#footnote-ref-262)
263. Lire la préface de Jacques Parizeau à la traduction française du livre de Karl Levitt, *La capitulation tranquille*, Montréal, Réédition-Québec, 1972, p. xi. [↑](#footnote-ref-263)
264. L’expression est de Guy Rocher. Voir son livre, [*Le Québec en mutation*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.rog.que) (Montréal, Hurtubise HMH, 1973) : 11-81. [↑](#footnote-ref-264)
265. Québec, Ministre d’État au développement culturel, [*La politique québécoise du développement culturel*](http://classiques.uqac.ca/contemporains/Quebec_gouvernement_du/Politique_qc_devel_culturel_t1/Politique_qc_devel_culturel_t1.html). Volume I : Perspectives d'ensemble : de quelle culture s’agit-il ? (Québec, Éditeur officiel, 1978) : 49. [↑](#footnote-ref-265)
266. *Ibid*. [↑](#footnote-ref-266)
267. Voir Jacques Monet, « French Canada and the Annexation Crisis, 1848-1850S », *Canadian Historical Review*, 47, 3 (sept. 1966) : 253. Dessaulles fut un Rouge, journaliste à *L’Avenir* et plus tard rédacteur du journal radical *Le Pays*. [↑](#footnote-ref-267)
268. Rocher, *op. cit*., p. 94-95. [↑](#footnote-ref-268)
269. *Ibid*., p. 98. [↑](#footnote-ref-269)
270. *Ibid*., p. 93. [↑](#footnote-ref-270)
271. G. Rocher, « Le Québec : résistance et continuité », Jean Sarrazin et al., *Dossier-Québec* (Montréal, Les Éditions Stock, 1977) : 37. [↑](#footnote-ref-271)
272. *Ibid*., p. 43. [↑](#footnote-ref-272)
273. Fernand Dumont, « Y a-t-il un avenir pour l'homme canadien-français ? », F. Dumont, [*La vigile du Québec, octobre 1970 : l’impasse ?*](http://classiques.uqac.ca/contemporains/dumont_fernand/La_vigile_du_Quebec/La_vigile_du_Quebec.html) (Montréal, Hurtubise HMH, 1971) : 60. [↑](#footnote-ref-273)
274. F. Dumont, « Parlons américain... si nous le sommes devenus ! ». *Le Devoir* (3 sept. 1982) : 17 ; (7 sept. 1982) :6, ainsi que le débat qu’a soulevé la publication de ce texte : *Le Devoir* (11 sept. 1982) : 14 ; (17 sept. 1982) :7 ; (18 sept. 1982) : 14. [↑](#footnote-ref-274)
275. Montpetit, *op. cit*., p. 91. [↑](#footnote-ref-275)
276. Rocher, « Le Québec : résistance... », *loc. cit*., p. 42. [↑](#footnote-ref-276)
277. Rocher, [*Le Québec en mutation*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.rog.que)*op. cit*., p. 95. [↑](#footnote-ref-277)
278. Louis-Antoine Dessaulles, *Six lectures sur l’Annexion du Canada aux États-Unis* (Montréal, P. Gendron 1851) : 43. L’annexion offrait aussi l’avantage espéré d’une hausse de valeurs de la propriété foncière, intérêt auquel Dessaulles n’était pas étranger. [↑](#footnote-ref-278)
279. Edmond de Nevers, [*L’Avenir du peuple canadien-français*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.boe.ind) (Montréal, Fides, 1964) : 300. [↑](#footnote-ref-279)
280. Henri Bourassa, *La langue, gardienne de la foi*, 1918. [↑](#footnote-ref-280)
281. C. Nappi, *La structure des exportations du Québec* (Montréal, C.D. Howe, 1978) : 9. [↑](#footnote-ref-281)
282. G. Gaudet, « Forces underlying the Evolution of Natural Resource Policies in Quebec », C.E. Beigie et A.B. Hero, *Natural Resources in U.S. — Canadian Relations*, vol. 1 (Boulder, Westview Press, 1980) : 248. [↑](#footnote-ref-282)
283. B. Bonin, U.S.A. — *Quebec Economic Relations : Some Interactions Between Trade and lnvestment* (à paraître). [↑](#footnote-ref-283)
284. Cette dichotomie a été développée entre autres par M. Saint-Germain, *Une économie à libérer* (Montréal, Presses de l’Université de Montréal, 1973). [↑](#footnote-ref-284)
285. B. Bonin, U.S.A. — *Quebec Economic Relations : Some interactions between Trade and lnvestment, op. cit*., p. 25. [↑](#footnote-ref-285)
286. B. Bonin, U.S.A. — *Quebec Economic Relations : A. Background Paper*, Montréal, HEC, *Les Cahiers du Cetai*, 82-01 (1982) : 5. [↑](#footnote-ref-286)
287. Statistique Canada, *Industries manufacturières du Canada : niveau infraprovincial* (Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1979) : 7-11.

     Le groupe de recherche sur les élites industrielles au Québec, *Rapport préliminaire présenté au ministère de l'Industrie et du Commerce du Québec* (janvier 1976) : 130. [↑](#footnote-ref-287)
288. Secrétariat au Développement Economique du Québec, *Aperçu de la situation économique du Québec en 1982* (Québec, l’Éditeur Officiel, 1982) : 1. [↑](#footnote-ref-288)
289. B. Bonin, U.S.A. — *Quebec Economiv Relations : Some interactions*..., *op. cit*., p. 25. [↑](#footnote-ref-289)
290. N. Hood et S. Young, *The Economics of Multinational Enterprise* (Lan et Ny, Longman, 1979) : 179-325. [↑](#footnote-ref-290)
291. Le Groupe de Recherche sur les Élites industrielles au Québec, *Rapport préliminaire.... op. cit*., p. 137. [↑](#footnote-ref-291)
292. M. Saint-Germain, *Une économie à libérer, op. cit.*, p. 111. [↑](#footnote-ref-292)
293. *Ibid*., p. 255. [↑](#footnote-ref-293)
294. *L’annuaire du Québec, 1979-1980* (Québec, l’Éditeur Officiel, 1980) : 470-471. [↑](#footnote-ref-294)
295. De 64,4% qu’il était en 1981, ce pourcentage a été ramené à 62,7%. Secrétariat au Développement Économique du Québec, *Aperçu de sa situation..., op. cit*., p. 3. [↑](#footnote-ref-295)
296. B. Bonin, « USA-Quebec Economie Relations : a background paper », *Les Cahiers du CETAI*, 82-01 (janv. 1982) : 3. Des statistiques plus récentes nous indiquent qu’au niveau canadien, « Le commerce au sein des sociétés, c’est-à-dire entre les sociétés mères et leurs filiales, est passé de 67 à 69% au titre des importations et de 63 à 81% au titre des exportations entre 1961 et 1979 », tiré de « De l’autre côté de la frontière : le commerce entre le Canada et les États-Unis : problèmes et perspectives ». *Commerce Canada*, mai 1984, p. 13. [↑](#footnote-ref-296)
297. Des détails sur le sujet sont fournis dans l’ouvrage suivant : C. Nappi, *La structure des exportations du Québec, op. cit*., p. 24. [↑](#footnote-ref-297)
298. Les exportations de minerais ont accusé une baisse de 17% au cours des premiers mois de 1982 ; celle-ci était encore plus marquée pour les envois à destination des États-Unis. Seuls le papier d’imprimerie et les conduits agro-alimentaires ont enregistré une hausse appréciable. Secrétariat au Développement Économique du Québec, *Aperçu de la situation. ... op. cit*., p. 2-5. [↑](#footnote-ref-298)
299. B. Bonin, U.S.A. — *Quebec Economic Relations ; Some Interactions. ... op. cit*., p. 6. [↑](#footnote-ref-299)
300. Secrétariat au Développement Économique du Québec, *Aperçu de la situation.., op. cit*., p. 8. [↑](#footnote-ref-300)
301. Ces éléments ont été tirés de l’article suivant : B. Bonin, *U.S.A. — Quebec Economic Relations ; Some Interactions.... op. cit.,* p. 18-19. [↑](#footnote-ref-301)
302. À la condition bien sûr que leur entrée dans l’industrie ne se heurte pas à des barrières encore plus fondamentales, comme le fait de ne pas avoir accès à la technologie. [↑](#footnote-ref-302)
303. Secrétariat au Développement Économique du Québec, *Aperçu de la situation.., op. cit.,* p. 8. [↑](#footnote-ref-303)
304. A.E. Safarian, « Foreign Ownership and Industrial Behaviour : A comment on « the weakest link », *Canadian Public Policy* (été 1979) : 328. [↑](#footnote-ref-304)
305. R.W. Cox et S.M. Jamieson, « Canadian Labor in the Continental Perspective », A.B. Fox et *al*., *Canada and the United States ; Transnational and Transgovernmental Relations* (New York, Columbia University Press, 1976) : 218. [↑](#footnote-ref-305)
306. Au sujet de cette ambivalence, le lecteur peut consulter le texte L. Baltazar, Paul Painchaud, « Les relations canado-américaines ». *Le Canada et le Québec sur la scène internationale* (Québec, Presses de l’Université du Québec, 1977) : 308-328. [↑](#footnote-ref-306)
307. L’article suivant reproduit l’essentiel de la déclaration du ministre Landry : « Le Québec et le Canada auraient tout à gagner à établir un marché commun avec les États-Unis », *Le Devoir*, 74, 18 (24 janv. 1983) : 2. [↑](#footnote-ref-307)
308. P. Painchaud, « La Sudpolitik : le devoir de discipline ». *Le Devoir*, 74, 38 (16 fév. 1983) : 9. [↑](#footnote-ref-308)
309. J.W. Holmes, « Impact of Domestic Political Factors on Canadian-American Relations : Canada », A.B. Fox et al., *Canada and the United States ; Transnational and Transgovernmental Relations* (New York, Columbia University Press, 1976) : 19-20. [↑](#footnote-ref-309)
310. L. Bissonnette, « The Evolution of Quebec-American Diplomacy », C. Veltman, *Contemporary Quebec* (Montréal, Université du Québec à Montréal, 1981) : 167. [↑](#footnote-ref-310)
311. J.-E. Denis et E. Lindekens, « Third Option never Given a Fair Chance », *The Canadian Business Review*, 7, 1 (print. 1980) : 6. [↑](#footnote-ref-311)
312. *Prospective socio-économique du Québec, première étape. Groupe inter-universitaire pour une prospective québécoise*, Québec, Office de planification et de développement du Québec, coll. Etudes et recherche, 1978 ; voir le résumé mis à jour dans *Le futur du Québec au conditionnel*, Chicoutimi, Gaétan Morin, 1982. [↑](#footnote-ref-312)
313. Voir plus particulièrement le tome no 6.1 intitulé « Valeurs et idéologie post-industrielles au Québec. Ou est-ce dans leur tête que les Québécois sont beaux ? ». *Prospective socio-économique du Québec, op. cit*. [↑](#footnote-ref-313)
314. Voir C. Bronsard, « État, économie et culture », C. Montmarquette, *Économie du Québec et choix politiques* (Montréal, Presses de l’Université du Québec, 1979) : 3-37. [↑](#footnote-ref-314)
315. Au total la part américaine des exportations mondiales de marchandises est passée de 16,5% en 1955 à 10,9% en 1980. Source : Statistiques de l’O.C.D.E. [↑](#footnote-ref-315)
316. Voir par exemple, C. Kerr et J.M. Rosow, *Work in America, the Decade Ahead*, New York, Van Nostrand Reinhold, 1979, ou R. Inglehart, « Le post-matérialisme face à la crise », *Futuribles*, sept. 1982. [↑](#footnote-ref-316)
317. Ce développement des entreprises publiques n’est pas neutre dans la formation d’un nouvel entrepreneurship, comme l’a montré Marc Lavoie en critiquant les théories simplistes d’Albert Breton, dans « Langue dominante et réseau d’information », *L'Actualité Économique*, 59, l(mars 1983) : 38-63. [↑](#footnote-ref-317)
318. Source : C.R. McConnell, W.H. Pope et P.A. Julien, *L’économique*, tome II, p. 479. [↑](#footnote-ref-318)
319. N. Vallerand « Agriculturisme, industrialisation et triste destin de la bourgeoisie canadienne française, 1769-1920 », R. Tremblay, *L'Économie québécoise*, Montréal, Presses de l’Université du Québec, 1976, chap. VI. [↑](#footnote-ref-319)
320. J.-C. Thibodeau, P.-A. Julien, J. Chicha et F. Ouellet, « Les P.M.E. comme stratégie de développement régional », INRS-Urbanisation, UQTR et UQAR, rapport de la première étape (à venir). [↑](#footnote-ref-320)
321. Voir P. Candau, « Facteur ethnique et entreprises familiales au Québec : différences ou différentiation », Rapport de recherche. Université du Québec à Hull, 1978. [↑](#footnote-ref-321)
322. Gérin-Lajoie, *Jean Rivard*, Montréal, Beauchemin, 1953. [↑](#footnote-ref-322)
323. Haliburton, *The Clockmaker*, Toronto, McClelland & Stewart, 1958. [↑](#footnote-ref-323)
324. Sutherland, *Un héros nouveau*, traduction par Jacques de Roussan, Montréal, Le Cercle du livre de France, 1980. [↑](#footnote-ref-324)
325. Bersianik, *L’Euguélionne*, Montréal, Éditions La Presse, 1976. [↑](#footnote-ref-325)
326. Ouellette-Michalska, *L’Echappée des discours de l’oeil*, Montréal, Nouvelle Optique, 1981. [↑](#footnote-ref-326)
327. Boucher, *Les Fées ont soif*, Montréal, Éditions Intermède, 1978. [↑](#footnote-ref-327)
328. Brisson, *Plus jamais l’amour éternel*, Montréal, Nouvelle Optique, 1982. [↑](#footnote-ref-328)
329. Voir Karen Gould, « Setting Words Free : Feminist Writing in Quebec », SIGNS — *Journal of Women in Culture and Society*, 6, 4 (été 1981). [↑](#footnote-ref-329)
330. Étienne, *Une femme muette*, Montréal, Nouvelle Optique, 1983. [↑](#footnote-ref-330)
331. Dorsinville, *Caliban Without Prospero*, Erin (Ont.), Press Porcepic, 197. [↑](#footnote-ref-331)
332. Bessette, *Le Roman canadien-français — Archives des lettres canadiennes III* (Montréal, Fides, 1964) : 338-339. [↑](#footnote-ref-332)
333. Ducharme, *L’Avalée des avalés*, Paris, Gallimard, 1966. [↑](#footnote-ref-333)
334. Bessette, *Les Anthropoïdes*, Montréal, Éditions La Presse, 1977. [↑](#footnote-ref-334)
335. Beaulieu, *Moi Pierre Leroy, prophète, martyr et un peu fêlé du chaudron*, Montréal, VLB Éditeur, 1983. [↑](#footnote-ref-335)
336. Parizeau, [*La Charge des sangliers*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030154948), Montréal, Éditions Pierre Tisseyre, 1983. [*Les lilas fleurissent à Varsovie*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/24898920), Montréal, Éditions Pierre Tisseyre, 1981. [↑](#footnote-ref-336)
337. M. Reich, *Le regain américain*, Robert Laffont, 1971. Titre original : *The Greening of America*, Random House, 1970. [↑](#footnote-ref-337)
338. J. Rubin, *Do it*, Seuil, 1971. [↑](#footnote-ref-338)
339. R. Heilbroner, *Business Civilization in Decline*, W.W., Norton, 1976. [↑](#footnote-ref-339)
340. D. Thoreau, *1837-1861 Journal*, Les Presses d’aujourd’hui, 1981. [↑](#footnote-ref-340)
341. F. Davis, « Why all of us may be hippies someday », *Trans-Action*, déc. 1967. [↑](#footnote-ref-341)
342. D. Elgin et A. Mitchell, « Voluntary Simplicity (3) », *The Co-Evolution Quarterly*, été 1977. [↑](#footnote-ref-342)
343. The Harris Survey, *Quality wins over quantity*, 23 mai 1977. [↑](#footnote-ref-343)
344. M. Ferguson, *The Aquarian Conspiracy*, traduit en français sous le titre *Les enfants du verseau*, Calmann-Levy, 1981. [↑](#footnote-ref-344)
345. M. Simirenko, « Another view of Economies », *Taking Charge*, Bantam Books, 1978. [↑](#footnote-ref-345)
346. D. Elgin, *Voluntary Simplicity*, Morrow Quill (N. Y.), 1981. [↑](#footnote-ref-346)
347. P. Vallières, « Vers un Québec post-nationaliste ». *Changer de société*, Québec/Amérique, 1982. [↑](#footnote-ref-347)
348. M. Satin, *New Age Politics*, Delta Book, 1979. [↑](#footnote-ref-348)
349. J. Applegath, *Human Economy : A bibliography*, Amherst, The Human Economy Center, mai 1981. [↑](#footnote-ref-349)
350. A. Fortin et al.., *Les pratiques émancipatoires en milieu populaire*. Institut québécois de recherche sur la culture, 1981. [↑](#footnote-ref-350)
351. *Répertoire québécois des outils planétaires*.Allègre, 1977. [↑](#footnote-ref-351)
352. *Bottin des ressources alternatives*, Québec, Entrepôt coopératif l’Engoulement. [↑](#footnote-ref-352)
353. A. Joyal et B. Vermot-Desroches, *Comportements de consommation et émergence de sociétés organiques*. Rapport de recherche soumis à Consommation et Corporations Canada, 1982. [↑](#footnote-ref-353)
354. \* Nous remercions Jean-Pierre Desaulniers pour ses intéressants commentaires sur une version préliminaire de ce texte. [↑](#footnote-ref-354)
355. Un bon nombre de références à de tels travaux figurent dans la bibliographie, qui toutefois ne se prétend pas exhaustive, et couvre davantage les médias que les autres industries culturelles. [↑](#footnote-ref-355)
356. Adorno et Horkheimer l’ont précédé dans les années 1950 mais il a fallu près de 20 ans pour que certains de leurs travaux soient traduits. Cf. « La production industrielle des biens culturels », dans Adorno et Horkheimer, 1974. [↑](#footnote-ref-356)
357. Ou alors il faudrait l’entendre comme culture — au sens de « l’ensemble des manières d’être, de penser et d’agir » — des sociétés industrielles, acception tellement large qu’elle enlève au concept tout sens et toute utilité. [↑](#footnote-ref-357)
358. Qui ont d’ailleurs leur importance. On a constaté par exemple (Flichy, 1980) des différences structurelles appréciables entre les industries produisant des biens vendus séparément (disque, livre) et celles où chacun des biens produits s’insère dans une offre et une consommation globales (l’émission dans la programmation télévisuelle), ce que Flichy exprime en opposant les marchandises culturelles proprement dites à la « culture de flot ». [↑](#footnote-ref-358)
359. En août dernier, les médias moscovites, répercutés par les agences de presse occidentales, faisaient état des problèmes économiques (capacité de production insuffisante pour répondre à la demande) mais surtout idéologiques (« influence négative sur la jeunesse ») que pose aux autorités soviétiques le boum des T-shirts de fabrication étrangère (Le Devoir, 10 août 1983). [↑](#footnote-ref-359)
360. Cette circulation est parfois aussi dirigée : « certaines industries sont hégémoniques, imposant aux autres leur légalité propre » (Mattelart et Piemme, 1980, p. 27). [↑](#footnote-ref-360)
361. Au point que, à la suite d’un petit travail effectué l’an dernier dans le cadre d’un séminaire, nous serions portés à formuler l’hypothèse d’une sorte d’inversion (partielle) des rôles entre publicité et information dans ce domaine. Apparemment, les médias d’information assurent si bien la publicité du produit (inévitabilité/déterminisme technologique, centralité, trains à prendre ou à rattraper au risque de compter bientôt parmi les nouveaux analphabètes et de plonger dans le sous-développement, etc.) que la publicité, n’ayant plus qu’à vendre des marques, se fait surtout informative (caractéristiques techniques des produits, etc.). Aussi Miège (1982). [↑](#footnote-ref-361)
362. Voir notamment à ce sujet l’intéressant article de Mandel (dans Mattelart et Stourdzé, 1983 b) sur la typographie française. Il montre que, paradoxalement, la composition informatisée, qui rend plus facile et rapide la création de nouveaux caractères, a conduit à une régression de la création typographique (menacée par la multiplication des mauvaises copies et variantes des grands caractères classiques — des ersatz de Garamond, pourrait-on dire !), parce que la typographie est réduite par la logique du profit au rang de simple accessoire de la marchandise-machine. Cela a entraîné l’effondrement de la typographie française, à cause du « monopole des fabricants de machines, tous anglo-saxons », bref de « l’impérialisme typographique anglo-saxon ». De sorte que se pose en France la nécessité d’une « réappropriation culturelle d’une identité menacée ». Le problème, on le voit, est universel... [↑](#footnote-ref-362)
363. Comme le souligna McLuhan, et avant lui Harold Innis, le contenu d’un nouveau média est souvent un ou plusieurs autres médias. [↑](#footnote-ref-363)
364. Cette question déborde celle de l’interpénétration réel/fictif (« réalisation » du fictif/spectacularisation-fictionnalisation du réel, notamment dans l’information) également caractéristique de cette culture. D’une part, en effet : quel sens prend l’information sur le Vietnam, coincée entre deux films de guerre de fiction ? Et aussi : qu’advient-il si on sort la Joconde du contexte sacralisant du musée pour la coincer entre des panneaux publicitaires (disons Pepsi et Wonder Bra) ? [↑](#footnote-ref-364)
365. D’après Ravault (1980), cela n’est pas tellement à leur avantage : l’ignorance des Américains à l’endroit des cultures étrangères les dessert, l’étalement de leur mode de vie et de pensée dans tous les pays du monde les rend prévisibles et vulnérables. [↑](#footnote-ref-365)
366. Où, en 1976, 13 millions de foyers avaient accès au réseau mexicain Télévisa, alors que le parc national mexicain ne comptait en tout que 5 millions de TV/foyers (M. Mattelart, 1981). [↑](#footnote-ref-366)
367. Ce dernier thème a été popularisé par le rapport Nora et Mine (1978) sur l’*Informatisation de la société française*; il est devenu depuis une préoccupation majeure de nombreux pays développés ou « en voie de développement » et a fait l’objet de plusieurs colloques internationaux (Schiller, 1979). [↑](#footnote-ref-367)
368. Ni même parfois sur leur origine nationale, car une proportion croissante des produits culturels, films et émissions télévisuelles notamment, se fait maintenant en co-production. [↑](#footnote-ref-368)
369. Si tous admettent cela, et que les activités informationnelles/communicationnelles ont un impact sur l’ensemble des structures économiques et sur l’organisation du travail, là s’arrête le consensus. Certains parlent d’économie informationnelle, et même de sociétés de l'information ; l’information serait tout : principal bien de consommation en même temps que nouvelle forme du capital, substitut partiel de l’énergie, clé de la restauration et de la sortie de crise du capitalisme (Machlup, 1962 ; Boulding, 1970 ; Attali, 1975, 1978). Pour d’autres, l’économie informationnelle n’est qu’un mythe (Giraud et al., 1978). [↑](#footnote-ref-369)
370. Un fait très significatif de ce point de vue a trait à la doctrine du *free flow of information*. Après avoir réussi au sortir de la Deuxième Guerre mondiale à l’imposer totalement sur le plan international, les États-Unis se trouvent maintenant marginalisés sur cette question, au point de se retrouver seuls contre 102 pays à l’Assemblée générale de l’ONU à refuser le principe du consentement préalable des États receveurs d’émissions transmises par satellites (en 1972). [↑](#footnote-ref-370)
371. Mandel (1982) nous rappelle que « dans l’Antiquité, les sociétés chinoises changeaient de style d’écriture (lié à la pensée et aux concepts) à chaque changement de gouvernement ». Voir les travaux d'Harold Innis (1972, 1977). [↑](#footnote-ref-371)
372. Dans son numéro d’octobre 1983, cette dernière revue constate qu’elle est non seulement imitée mais littéralement pillée (photos et textes) par des revues produites à Taiwan, au Brésil, au Mexique, qui sont presque indiscernables de l’original. Cette plainte a un son familier, tout comme la morale sur laquelle conclut la rédaction de la revue : l’imitation est la forme la plus sincère de la flatterie. [↑](#footnote-ref-372)
373. Imbert (1982) a démontré de façon fort convaincante l’effet désinformant et démobilisateur du « two-side style of reporting ». Voir aussi Desaulniers & Sohet (1979). [↑](#footnote-ref-373)
374. On peut penser ici aux recherches déjà anciennes de Robert K. Merton sur la fonction d'*ethicization* des médias. [↑](#footnote-ref-374)
375. Demande qui est elle-même en grande partie façonnée par les médias et l’industrie du marketing et renforcée par la consommation — autoreproductrice, en quelque sorte. [↑](#footnote-ref-375)
376. Et inversement, nous dit Tunstall, les produits qui s’inscrivent hors de la logique du profit, par exemple dans une logique politique ou culturelle, sont plus ou moins condamnés à l’échec... [↑](#footnote-ref-376)
377. Des auteurs comme Piemme (1975) ou Desaulniers (1982) ont souligné, chacun à sa manière, comment le travail culturel/idéologique des médias est d’autant plus efficace qu’il est invisible, c’est-à-dire qu’il est conçu et présenté, comme totalement dépolitisé-privatisé. [↑](#footnote-ref-377)
378. À la télévision américaine, on a de 20 à 30 « événements techniques » par minute dans la réclame commerciale, de 8 à 10 dans les émissions des réseaux privés, 2 ou 3 dans celles du réseau public. [↑](#footnote-ref-378)
379. Et des autres contenus diffusés par les médias puisque, du point de vue de la diffusion culturelle/ idéologique, la distinction entre information et « culture de masse » est purement formelle. [↑](#footnote-ref-379)
380. Pour une bibliographie générale et un survol historique : Yvan Lamonde, « A One-Way Mirror : American Cultural Influence in Quebec », Alfred Hero Jr. and Marcel Daneau (eds.) *Problems and Opportunities in US-Quebec Relations* (Boulder, Westview Press, 1984) : 188-225. [↑](#footnote-ref-380)
381. Yvan Lamonde et Pierre-François Hébert, Le *cinéma au Québec. Essai de statistique historique (1896 à nos jours).* Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1981, 478 p. ; on rappellera l’article de Michel Brûlé sur « Les impacts du cinéma américain sur le cinéma et la société au Québec » dans *Sociologie et sociétés* (av. 1976), le volume de Pierre Berton, *Hollywood’s Canada* et l’article de Manjunath Pendakur, « Cultural Dependency in Canada’s Feature Film Industry », *Journal of Communication*, 31, 1 (hiv. 1981) : 47-56. [↑](#footnote-ref-381)